



Université du Québec
à Rimouski

GOUVERNANCES DISSONANTES ET VIABILITÉ DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

**LE CAS DE L'ÎLE DE MAIO DANS L'ARCHIPEL DU
CAP-VERT (AFRIQUE DE L'OUEST)**

Thèse présentée

dans le cadre du programme en gestion des ressources maritimes

pour l'obtention du grade de doctorat

PAR

© **RAPHAËLLE DANCETTE**

Février 2020

Composition du jury :

Marco Alberio	Président du jury, Université du Québec à Rimouski
Jean-Claude Brêthes	Directeur de recherche, Université du Québec à Rimouski
Léa Sébastien	Co-directrice de recherche, Université de Toulouse 2 (Mirail)
Yves-Marie Abraham	Examineur externe, HEC Montréal

Dépôt initial le 3 septembre 2018

Soutenance le 4 décembre 2018

Dépôt final : janvier 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

En définitive, chaque État, entreprise, organisation gouvernementale, non-gouvernementale et de la société civile, ainsi que chaque citoyen devrait adopter des engagements spécifiques pour maintenir la santé et l'intégrité de la nature qui nourrit et soutient l'humanité.

(Traduction libre tirée de « A strategy of innovative approaches and recommendations to enhance implementation of a New Social Compact in the next decade », Congrès mondial sur les parcs de l'UICN 2014)

*À mes racines Marie-Christine et Michel pour leurs valeurs et leur esprit critique
À Raphaël mon chêne, source inépuisable d'amour et de force
À mes filles-fleurs Livia et Flore pour leur créativité et leur joie
À celle qui a éclairé la fin de mon parcours, Jaja.*

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette thèse, des campagnes de terrain, des entrevues, ateliers et des articles qui en ont découlé, n'aurait jamais été possible sans l'aide de mon directeur, Jean-Claude Brêthes et de ma co-directrice, Léa Sébastien. Je les remercie pour l'orientation qu'ils m'ont proposée tout en me laissant expérimenter mes propres sentiers. Je dois aussi à Léa une méthode puissante, qui m'a inspirée et que je me suis appropriée. Je remercie Marie Bonnin et le LabEx Mer pour le stage en droit maritime; Yves-Marie Abraham pour les cafés me permettant de partager mes réflexions sur le Cap-Vert; et Marco Alberio, pour les intéressantes pistes de réflexions et analyse proposées.

Je remercie évidemment à tous les intervenants sur le terrain : Anibal Medina, Djiby Thiam, Corrine Almeida et Celeste Benchimol pour l'approfondissement des connaissances sur le Cap-Vert, Joao Tavares et Sinea Fortes comme interprètes et amis; Arnau Teixidor Costa de la Fondation Maio pour la biodiversité; Hari Swaminathan pour les nombreuses et fructueuses discussions à Maio. Merci à Maraïka, Maria, Ana, Paula, Dario, etc. Je remercie du fond du cœur toutes les personnes ayant participé à mes entrevues et ateliers : sans vous, je ne connaîtrais qu'une bien étroite parcelle de Maio et du Cap-Vert. En espérant que mon travail permettra de mieux faire connaître votre réalité et les enjeux touchant votre communauté.

Enfin, merci à tous ces amis et parents qui m'ont encouragée et soutenue dans ma démarche solitaire (en particulier Papa, Maman, Rafi et les filles), tout au long du processus de recherche. À ces femmes surtout (Jany, Ursule, Léa, Josée, Mélanie, etc.), qui m'ont permis de croire que je pourrais aussi arriver au bout de ce travail sans négliger mes responsabilités parentales.

Je remercie toutes les institutions subventionnaires sans lesquelles ce travail ne pouvait être réalisé : l'UQAR, l'ISMER, la Chaire UNESCO en analyse intégrée des systèmes

marins; le ministère de l'Éducation du Québec; le LabEx Mer (Bretagne) et le PRCM (Cap-Vert). En particulier, je tiens à exprimer ma gratitude envers Jean-Claude Brêthes qui m'a soutenue financièrement tout au long de mon travail.

AVANT-PROPOS

J'avais trois grands objectifs quand j'ai commencé ma recherche sur la gouvernance marine dans l'optique de la conservation des ressources halieutiques et du développement social.

Le premier était de réaliser un **projet appliqué et utile**, qui permette d'orienter la conservation marine pour que sa gouvernance et sa gestion produisent des résultats tangibles. Le concept d'**océanité**¹, selon lequel nous sommes tous citoyens des océans reliés entre nous par ceux-ci, dépendant de ceux-ci et ayant la responsabilité de les protéger, a ainsi guidé mes réflexions et mes recherches tout au long de ce travail doctoral.

Le second objectif était d'analyser un cas présentant une **interrelation nature-culture forte**; faisant le(s) lien(s) entre le développement et l'environnement de manière directe, tel que reconnu aujourd'hui dans les *Objectifs de Développement durable (ODD : Objectifs 2015-2030 pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous)* et dans l'ensemble des textes internationaux depuis la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain (CNUEH - Stockholm, 1972). L'ODD 14 traite explicitement des milieux marins : il vise la conservation et l'exploitation durables des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable. Dans cette optique, j'ai voulu axer ma recherche sur une **communauté dépendant directement de l'océan pour sa subsistance et pour son identité**. Le cas de l'île de Maio au Cap-Vert était pertinent, du fait que la communauté était en voie d'établir à la fois une aire marine protégée et des DUTP (droits d'usage territoriaux dans les pêcheries maritimes).

1. La notion d'océanité a été introduite et développée en 2013 à l'occasion de la conférence IMPAC3 sur les aires marines protégées à Marseille.

Le troisième objectif visé par cette recherche était de présenter une **analyse transdisciplinaire** du cas étudié. Face à des enjeux complexes intégrant des échelles temporelles, spatiales, sectorielles, gouvernementales, écologiques et sociales variées, la transdisciplinarité devient incontournable. Cette approche scientifique et intellectuelle intègre des données, concepts et méthodes issus de disciplines diverses telles que la gestion, la sociologie et le droit. L'approche transdisciplinaire me permettait de mieux appréhender la réalité dans un système socio-écologique (SSE) donné, et par extension, d'autres écosystèmes où tout est imbriqué, et ainsi de mieux comprendre le monde marin et sa conservation dans toute leur complexité. Ainsi, les buts et résultats de ma recherche ne touchent pas à une seule discipline. La convergence des connaissances, résultats et processus disciplinaires apporte sens et robustesse à la démarche.

Enfin, en étudiant le cas de l'île de Maio, j'ai opté pour une **approche inductive** par laquelle l'étude d'un cas particulier pourrait faire émerger un portrait plus général de la situation qu'on retrouve dans plusieurs petits états insulaires en développement (PEID) ou d'autres communautés dépendant de l'océan pour leur subsistance.

RÉSUMÉ

La dégradation des écosystèmes marins et des ressources halieutiques se généralise. Défenseurs de l'environnement et gestionnaires des pêches s'entendent sur le constat d'échec des gouvernance et gestion actuelles, souvent déconnectées des volontés et des capacités locales. Ainsi, la gouvernance et la gestion marines ne peuvent plus faire abstraction du fait que leur objet est un socio-écosystème, et donc que le cadre humain, incluant les perceptions, influence les pratiques de gouvernance et de gestion à développer.

L'île de Maio au Cap-Vert (Afrique de l'Ouest), dont la population dépend directement de l'océan pour sa subsistance, fait l'objet de projets visant à la fois la conservation marine, la pêche, et le développement touristique. Tous ces projets promeuvent la participation des communautés à la gouvernance et à la gestion; mais cet objectif institutionnel reflète-t-il les besoins et souhaits de la population et se traduit-il effectivement sur le terrain? Maio s'avère un cas particulièrement intéressant pour comparer les modes de gouvernance marine affichée (*de jure*), effective (*de facto*) et désirée par l'ensemble des parties prenantes, acteurs et populations touchés par la prise de décision relative aux milieux marins.

Dans une perspective transdisciplinaire, la thèse vise à comparer ces différentes gouvernances marines de Maio afin de déterminer quels sont leurs éléments qui convergent ou divergent, à analyser les causes de ces divergences ou convergences, et à élaborer des pistes pour améliorer l'adéquation entre gouvernances désirées, *de jure* et *de facto*.

L'Acteur en 4 dimensions (A4D) de Léa Sébastien (2006) est la méthode qui nous a permis d'analyser la gouvernance environnementale à travers les perceptions d'acteurs. En la comparant au cadre des systèmes socio-écologiques (*social-ecological systems framework* SESF) de Elinor Ostrom ([Ostrom, E., 2009](#)), on observe sa pertinence, notamment pour faire ressortir les relations de pouvoir au sein d'un socio-écosystème.

L'analyse du droit maritime du Cap-Vert permet de constater l'importance de l'environnement dans les textes relatifs au développement du pays. On observe également le récent essor des plans de conservation sur l'archipel, dont celui de Maio où l'on retrouverait 25% de tout le territoire maritime protégé de l'archipel alors que cette île ne constitue que 7% de son territoire. Les pêches sont valorisées sous leur forme artisanale pour préserver les modes de vie des communautés, et en même temps font l'objet de projets d'industrialisation. Dans ces deux cas, seule la mise en œuvre des lois et des plans d'aménagement permettra de juger de leurs résultats.

L'analyse des perceptions des acteurs, membres de la communauté et experts, a permis de souligner le désir de conservation de l'île et a fait ressortir deux visions : les optimistes ouverts à plus de développement, et les pessimistes souhaitant préserver leur mode de vie

traditionnel. Elle a aussi mis en évidence certains groupes, dont les vendeuses de poissons, qui s'avèrent de bonnes porte-paroles à la fois pour les espèces marines et les générations futures. Les acteurs ayant pour l'instant le moins de pouvoir sont ceux qui désirent le plus participer à la prise de décision. L'attachement au milieu marin, tant pour sa valeur nutritive vitale que pour le ressourcement qu'il procure, s'est aussi décliné de diverses manières lors d'un atelier artistique de métissage que nous avons organisé.

Enfin, l'enjeu de la mobilité (flux d'éléments et capacité à se mouvoir) ainsi que des considérations globales associées à la vulnérabilité (notamment, le *path dependence*) ressortent de l'analyse comme influençant la convergence des gouvernances. L'inversion des patrons de mobilité observés et l'autonomisation des communautés locales pourraient à la fois permettre de lutter contre la croissance de la vulnérabilité de Maio, et pour la convergence des gouvernances.

Cette thèse contribue donc à la recherche sur les petites communautés de pêche et sur les interactions écologie-société en étudiant un cas précis au Cap-Vert. En analysant les perceptions d'acteurs, elle répond aux manques de la littérature quant à l'intégration de la subjectivité dans les études sur la gouvernance environnementale et marine.

Bien que le cas présenté soit spécifique, les conclusions tirées de l'analyse de sa gouvernance permettent d'appréhender d'autres cas de PEID dont les communautés dépendent de la pêche et de l'océan. Cette recherche montre également que, malgré l'importance d'étudier des cas locaux et leurs spécificités, une analyse critique du cadre international s'avère essentielle afin de comprendre les éléments macro pouvant influencer les éléments micro, et vice versa. La pertinence de l'analyse locale et des pistes de solutions pour un changement signifiant en dépend. Cette recherche permet enfin de relier les échelles d'espace et de temps dans l'analyse de la gouvernance environnementale.

Mots clés : petites communautés de pêche; perceptions; vulnérabilité; gouvernance; petit état insulaire en développement.

ABSTRACT

Marine ecosystems and fisheries resources are declining worldwide. According to environmental advocates and fisheries managers alike, existing marine protection governance and management are generally ineffective and disconnected from local needs, rights, views and capacities. Marine governance and management can no longer ignore that their object is a socio-ecological system, where the social framework, including social perceptions, affects governance and management practices.

The population (~8,000) of Maio island in Cape Verde (a small insular developing state of ~540,000 pop., Western Africa) depends directly on the ocean for their livelihood. Maio hosts various projects such as marine protected areas, fisheries co-management initiatives and tourism development plans. These projects promote community participation in their governance and management. But is this declared goal (*de jure* governance) effectively applied (*de facto* governance)? Mostly, how do local communities perceive (desired governance) these governances and do they fit with local needs, means and aspirations? With its marine resource management projects in small-scale fishing communities, Maio offers a relevant case study to assess concordance between *de jure*, *de facto* and desired governances.

In a transdisciplinary perspective, this thesis seeks to identify where, how and why the three types of marine resource governance converge or diverge in Maio, with the purpose of suggesting how to improve their concordance in small-scale fishing communities of small developing countries.

To analyze actors' perceptions, we applied L. Sébastien's (2006) "Actor-in-4-dimensions" (A4D) method to 43 in-depth interviews of significant actors in the field. We first compared the method to the social-ecological systems framework (SESF) of Elinor Ostrom ([Ostrom, E., 2009](#)). Although not equivalent to the SESF, the A4D method allows us to better understand the conceptual universe of local populations in developing countries, and to highlight power relations between actors and their interactions with nature within a social-ecological system.

Our analysis of maritime law in Cape Verde shows that environmental protection is central in the country's development texts. Moreover, there has been a recent surge of regional and national conservation plans on the archipelago. These promote traditional fishing to preserve communities' livelihood but may compromise it with fishing industrialisation projects.

The A4D analysis of the perceptions of local community members and by experts in the field revealed a unanimous desire to protect the island, but also two diverging strategic visions : some actors hoping for a modernized economy (tourism, industrial fishing), others wishing to preserve their traditional way of life. The analysis identified certain groups of

interests and skills. For instance, fish sellers (fishmongers), mainly women, are good advocates for both the marine resource and the future generations of Maienses. Actors with least power are those who most actively want to participate in the decision-making process. We also conducted a separate “artistic metissage workshop”, which revealed the deep attachment of Maienses to their marine environment, for both its vital nutrition value and its spiritual value.

Mobility (e.g. flow of elements and limited movement), vulnerability (partly due to path dependence) and community empowerment also emerged as determinant issues to governance convergence.

Overall, *de jure* and desired governances in Maio converge pretty well, but *de facto* governance diverges significantly from the former. Our in-the-field qualitative survey and analysis of the perceptions of actors shows a gap between intended and actual participation.

This thesis contributes a case-study on Cape Verde to the body of studies on small-scale fishing communities and on ecology-society interactions. More specifically, our analysis of stakeholders' perceptions in the field responds to the lack of literature in the integration of the subjectivity of actors in environmental and marine governance studies.

Beyond the peculiarities of the Maio case study, our survey methods and our general conclusions about the types of governance can be adapted to other small-scale fishing communities that depend on the ocean, in small island developing states.

Key words : small-scale fishing community; perceptions; vulnerability; governance; Small Island Developing State (SIDS)

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	xi
AVANT-PROPOS.....	xiii
RÉSUMÉ.....	xv
ABSTRACT	xvii
TABLE DES MATIÈRES.....	xix
LISTE DES TABLEAUX.....	xxv
LISTE DES FIGURES	xxvii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xxxi
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
CHAPITRE 1 Cadre théorique : Gouvernance marine et vulnérabilité	5
1.1 ENJEUX GÉNÉRAUX DES MILIEUX MARINS	5
1.1.1 Besoins de protection des milieux marins	9
1.2 GOUVERNANCE, GESTION ET VULNÉRABILITÉ DES SYSTÈMES SOCIO-ÉCOLOGIQUES	11
1.2.1 Gouvernance et gestion de l'environnement marin	14
1.2.2 Gouvernance et gestion des aires marines protégées	16
1.2.3 Les catégories de gouvernance et de gestion des AMP.....	19
1.2.4 Bonne gouvernance et bonne gestion	22
1.2.5 Systèmes socio-écologiques (SSE).....	24
1.2.6 La vulnérabilité.....	24
1.3 PRINCIPES DU <i>CARE</i> ET DE LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE.....	26
1.4 PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES	28
1.4.1 Questions de recherche et hypothèse sur les gouvernances	29

CHAPITRE 2 Terrain et cadre méthodologique.....	33
2.1 PORTRAIT DE LA ZONE D'ÉTUDE : LE CAP-VERT ET L'ÎLE DE MAIO.....	33
2.1.1 Portrait du Cap-Vert.....	33
2.1.1.1 Économie : potentiel et vulnérabilité	35
2.1.1.2 Pêche artisanale.....	43
2.1.1.3 Pêche industrielle et semi-industrielle	44
2.1.1.4 Pêche étrangère et accords de pêche	44
2.1.1.5 Aquaculture.....	46
2.1.1.6 Autres ressources	46
2.1.1.7 Aires marines protégées : un outil de résilience?.....	47
2.1.1.8 Transport / trafic maritime	48
2.1.2 Le terrain de notre recherche, l'île de Maio, cas d'étude de la gouvernance environnementale	48
2.2 OBJECTIFS MÉTHODOLOGIQUES ET CRITÈRES DE CHOIX DES MÉTHODES	51
2.3 MÉTHODES RECENSÉES	54
2.3.1 Méthodes patrimoniales : audit et valeur des paysages	56
2.3.2 Méthodes de science citoyenne : groupes focus et audiences préliminaires.....	56
2.3.3 Méthodes systémiques : analyse de gouvernabilité, analyse des réseaux sociaux et cadre des systèmes socio-écologiques	57
2.3.4 Analyses stratégiques : analyse des parties prenantes, SWOT et analyse de la gestion environnementale.....	58
2.3.5 Méthodes basées sur les perceptions d'acteurs.....	58
2.3.6 Autres méthodes.....	61
2.4 MÉTHODES RETENUES : A4D ET MÉTISSAGE.....	63
2.4.1 L'Acteur en quatre dimensions (A4D)	63
2.4.2 Opérationnalisation de l'A4D : échantillon, collecte et analyse	66
2.4.3 Transcription des réponses aux entretiens de l'A4D dans l'empreinte territoriale	70
2.4.4 Validité et fiabilité des données issues de l'A4D	74
2.4.5 Autres méthodes : métissage, observations, analyse documentaire	75

2.4.6	Métissage	75
2.4.7	Informations factuelles, issues de l'observation et de la documentation officielle.....	77
2.4.8	Les méthodes d'analyse systémique : vulnérabilité et mobilité.....	78
2.5	OPÉRATIONNALISATION DE TOUTES LES MÉTHODES RETENUES	81
2.6	ARTICLE 1 : L'ACTEUR EN QUATRE DIMENSIONS : UNE MÉTHODE PERTINENTE POUR ANALYSER LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE LOCALE ET RENSEIGNER LE CADRE DES SOCIO-ÉCOSYSTÈMES D'OSTROM.....	86
2.6.1	Résumé	86
2.6.2	The Actor in 4 dimensions: A relevant methodology to analyze local environmental governance and inform Ostrom's social-ecological systems framework	87
	Abstract	87
	Graphical Abstract.....	88
	Method details	88
	The social-ecological system framework (SESF)	89
	A4D description : origin, dimensions, specificities and assets	91
	Method validation (data that validate the method and connect the SES and A4D frameworks).....	95
	Actors (A) Tier	97
	Nota bene.....	102
	Additional information : Introduction on SES and A4D.....	103
	Additional information : Discussion on the A4D comparison with the SESF	103
	Conclusion.....	107
CHAPITRE 3 Résultats : gouvernances <i>de jure</i> , <i>de facto</i> et désirées dans les trois domaines d'activité à l'étude.....		
3.1	GOUVERNANCE <i>DE JURE</i>	108
3.1.1	Participation <i>de jure</i> aux projets de développement affectant Maio	115
3.2	GOUVERNANCE <i>DE FACTO</i>	116
3.2.1	Participation <i>de facto</i> aux projets de développement à Maio.....	119

3.3	GOVERNANCES DÉSIRÉES.....	120
3.3.1	Résultats globaux de l'A4D.....	121
3.3.2	Résultats par groupes d'acteurs de l'A4D.....	123
3.4	ARTICLE 2 : ANALYSE DES PERCEPTIONS D'ACTEURS DE LA GOVERNANCE MARINE DE L'ÎLE DE MAIO (CAP-VERT).....	128
3.4.1	Résumé.....	128
3.4.2	An analysis of actors' perceptions of Maio island's (Cape Verde) marine governance	129
	Abstract	129
	1. Introduction.....	130
	2. Materials and methods	132
	3. Results from A4D footprints.....	137
	Fig. 6: Fishermen's group footprint.....	147
	4 Discussion	156
	5. Conclusion	166
3.5	RÉSULTATS DE L'ATELIER DE MÉTISSAGE	168
3.6	ARTICLE 3 : AUGMENTATION DE LA VULNÉRABILITÉ DANS LES PETITES COMMUNAUTÉS DE PÊCHE DE MAIO, CAP-VERT	175
3.6.1	Résumé.....	175
3.6.2	Growing vulnerability in the small-scale fishing communities of Maio, Cape Verde.	176
	Abstract.....	176
	1. Introduction and background	177
	2. Methodology	188
	2.2 Data sources for fishing activities and regulations	190
	3. Results.....	191
	4. Conclusion and possible solution outlines.....	206
	CHAPITRE 4 Discussion générale : convergence des gouvernances <i>de jure, de facto</i> et désirées; lien avec la vulnérabilité	212
4.1	RETOUR SUR LES RÉSULTATS	213

4.2	RÉPONSE À LA PROBLÉMATIQUE	214
4.3	RETOUR SUR L’HYPOTHÈSE DÉRIVÉE	216
4.4	AUTRES ÉLÉMENTS EXPLICATIFS	221
4.4.1	Mécanismes macro-micro et impacts sur Maio	221
4.4.2	Enjeux globaux ayant des répercussions sur le Cap-Vert et Maio	222
	La surpêche.....	222
	Subventions	223
	« Bonne gouvernance », aide au développement et diaspora.....	224
4.4.3	Dépendance au sentier (path dependence)	225
4.4.4	Enjeux nationaux influençant la vulnérabilité et la gouvernance marine de Maio	227
4.5	RÉCONCILIATION DES GOUVERNANCES : PISTES LOCALES ET NATIONALES	229
4.5.1	Mécanismes transformationnels	229
4.5.2	Application de la gouvernance participative <i>de jure</i> et redevabilité des décideurs.....	231
4.5.3	La gestion efficace pour permettre la gouvernance décentralisée <i>de facto</i>	233
4.5.4	Souveraineté pour améliorer le pouvoir de négociation du Cap-Vert dans la gouvernance.....	233
4.5.5	Limites aux solutions de gouvernance locale et nationale	235
4.6	CONSIDÉRATIONS ASSOCIÉES À LA GOUVERNANCE MARINE GLOBALE.....	237
4.5	LE PARADIGME DE L’ÉCODÉVELOPPEMENT	238
4.7	DIVERSITÉ ET SPÉCIFICITÉS CULTURELLES.....	239
4.8	JUSTICE GLOBALE	240
4.9	CONCLUSION DU CHAPITRE DE LA DISCUSSION	241
	CONCLUSION GÉNÉRALE	243
	RETOUR SUR LES PRINCIPAUX RÉSULTATS.....	243
	Apports théoriques et méthodologiques	245
	Apports empiriques.....	247
	CAPACITÉ DE GÉNÉRALISATION DES RÉSULTATS	247

PROLONGEMENT DE LA THÈSE ET ACQUIS PERSONNELS	248
Annexes.....	253
ANNEXE 1 Empreintes territoriales individuelles au sujet de Maio et Ponta Preta	255
ANNEXE 2 Guides d'entretiens pour les gestionnaires (v.f. et v.p.); Guide pour les pêcheurs (v.p.)	533
ANNEXE 3 Présentation de l'Acteur en 4 Dimensions simplifié	553
ARTICLE 2 – ANNEX 1 Indicators created by Sebastien (Sébastien, 2006).....	561
ARTICLE 2 – ANNEX 2 Structure of the A4D model	565
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	577

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Échantillon pour l'A4D.....	67
Tableau 2 : Graduation* de la composante « Regard sur les autres »	72
Tableau 3 : Processus méthodologique et calendrier de recherche de cette thèse.....	82
Tableaux dans l'article 2 :	
Table 1: Interviewees, by city and occupation (and gender).....	137
Table 2: Comparison between desired governance, de jure governance and de facto governance on Maio island.....	161
Tableau dans l'article 3 :	
Table 1: A4D results concerning vulnerability (results for 43 interviewees)	192
Tableau 4 : Tableau comparatif des principes des trois gouvernances à Maio	215
Tableau 5 : Subventions de l'UE à ses navires de pêche	224

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Évolution de l'état des stocks ichthyologiques marins mondiaux.....	8
Figure 2 : Matrice UICN des aires protégées	21
Figure 3 : Carte de l'archipel du Cap-Vert.....	35
Figure 4 : Évolution des exportations de produits de la mer par type de produit	37
Figure 5 : Évolution des captures des flottes artisanales et industrielles du Cap-Vert	42
Figure 6 : Carte de l'île de Maio	50
Figure 7 : Éléments devant être étudiés par la méthode d'analyse du SES de Maio	54
Figure 8 : Méthodes considérées pour l'analyse de la gouvernance marine de Maio	55
Figure 9 : Empreinte territoriale d'un acteur du SES de Maio (pêcheur)	64
Figure 10 : Carte de Maio avec les villages étudiés	69
Figure 11 : Pêcheur de buzio préparant ceux-ci pour la consommation alimentaire	69
Figure 12 : Empreinte territoriale d'une vendeuse de poissons	72
Figure 13 : Vendeuse de poissons en route pour rencontrer des clients.....	74
Figure 14 : Abaque des méthodes associées aux types de gouvernance à analyser	83
Figures dans l'article 1 :	
Graphical abstract explaining the Actor in 4 dimensions methodology (MethodsX)	88
Fig. 1 : Social-ecological framework (as updated in (McGinnis et Ostrom, 2014) with the most recent set of variables included into the SESF (Thiel et al., 2015).....	90

Fig. 2 : Explanations of social and environmental profiles (taken from (Sebastien 2010).....	92
Fig. 3 : A4D territorial footprint of a local fisherman in Maio, Cape Verde.....	93
Fig. 4 : Fishermen's group territorial footprint (1.1.1 to 4.2.4), with equivalent SESF Actors sub-tiers' indicators (A1 to A8).....	96
Fig. 5 : Comparison of grouped footprints (12 local fishermen to the left - A) and individual footprint (spearfisher / diver - buzio fisherman - on the right - B)	104
Figure 15 : Carte de la conservation du Cap-Vert	110
Figure 16 : Carte de la pêche maritime du Cap-Vert	110
Figure 17 : Carte de la pêche étrangère au Cap-Vert.....	112
Figure 18 : Carte des zones de développement touristique intégral du Cap-Vert	112
Figure 19 : Carte du réseau d'aires protégées de l'îles de Maio	113
Figure 20 : Plan de développement touristique de la zone sud de l'île de Maio	114
Figure 21 : Prises reconstruites par secteur de pêche dans les eaux cap-verdiennes.....	117
Figure 22 : Captures des flottes artisanales et industrielles au Cap-Vert	117
Figure 23 : Moyennes de l'A4D par composante et dimension.....	122
Figures dans l'article 2 :	
Fig. 1: Map of the Cape Verde archipelago	133
Fig. 2: Territorial footprint of a national manager	139
Fig. 3: Territorial footprint of a local NGO manager	141
Fig. 4: Territorial footprint of a fisherman.....	143
Fig. 5: Territorial footprint of a fish seller	145
Fig. 6: Fishermen's group footprint	147

Fig. 7: Fish sellers' group footprint.....	148
Fig. 8: Other economic actors' group footprint.....	149
Fig. 9: NGO representatives' group footprint	150
Fig. 10: Local decision-makers' footprint.....	151
Fig. 11: National managers' group footprint.....	152
Fig. 12: Group footprint of researchers and academics.....	153
Fig. 13: Grouped footprint of unaffiliated individuals	154
Fig.14: External forces cascade leading to Maio's enhanced vulnerability	167
Figure 24 : Quelques objets présentés par les participants à l'atelier	170
Figure 25 : Photos de l'atelier de métissage.....	174
Figures dans l'article 3 :	
Fig. 1: A bathymetric map of the Cape Verde archipelago (fig. taken from (Medina, 2008)).....	180
Fig. 2: Map of Maio island.....	185
Fig. 3: Tunas' outflow from Maio's waters.....	188
Fig. 4: Reconstructed catches by fishing sector in the waters of Cape Verde (Sea Around Us - Fisheries, 2017)	193
Fig. 5: Catch trend from artisanal and industrial fleets of Cape Verde.....	194
<i>(Fig. taken from (Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015))</i>	194
Fig. 6 and 7: Tuna, billfish and perch-like commercial group catches in Cape Verde's water by country and sector.....	197
Fig. 8: Vulnerability factors of Maio (from interviews and other official data)	207
Fig. 9: Main inflows and outflows of resources, people and governance contributing to Maio's vulnerability	210

Figure 26 : Éléments entrant et sortant du SES de Maio219

Figure 27 :Le « World Trade Center » vu par un Maiense225

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

A4D	Acteur en 4 dimensions
ACP	Pays de l’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AMP	Aire marine protégée
AP	Aires protégées
ASGE	Analyse stratégique de la gestion environnementale
CDB	Convention sur la diversité biologique (1992)
CICTA	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l’Atlantique
CNUEH	Conférence des Nations unies sur l’environnement humain (1972)
DGRM	Direction générale des ressources naturelles, de la sécurité et des services maritimes (du Cap-Vert)
DNA	Direction nationale de l’environnement (<i>ambiente</i>) du Cap-Vert
DUTP	Droits d’usage territoriaux sur les pêcheries maritimes
EBM	Ecosystem-based management
FAO	Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture
FMB	Fundação Maio Biodiversidade
GEO	Global Environment Outlook
GIEC	Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières et marines

GRM	Gestion des ressources maritimes
IDH	Indice de développement humain
IMP	Institut maritime et portuaire du Cap-Vert
MDR	Ministère du développement régional du Cap-Vert
MOOC	Massive open online course (formation en ligne ouverte à tous)
NGO	Non governmental organization
ODD	Objectifs de développement durable 2015-2030
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PIED	Petit état insulaire en développement
PRAO	Programme régional des pêches en Afrique de l'Ouest; PRAO-CV PRAO au Cap-Vert
RAMPAO	Réseau régional des aires marines protégées en Afrique de l'Ouest
SAU	Sea Around Us
SaeR	Sociedade de avaliação estratégica e risco
SDTIBM	Sociedade de Desenvolvimento Turístico das Ilhas de Boa Vista e Maio
SES et SSE	Socio-écosystèmes ou social-ecological systems et systèmes socio-écologiques
SESF	Social-ecological systems framework
SIDS	Small Island Developing State

SWOT	Analyse Strengths (Forces) / Weaknesses (Faiblesses) / Opportunities (Opportunités) / Threats (Menaces)
UE	Union européenne
UICN	Union international pour la conservation de la nature
UNCLOS	Convention des Nations unies sur le droit de la mer
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
VAP	Volonté à payer
ZEE	Zone économique exclusive

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Cette thèse aborde deux grands thèmes actuels des sciences environnementales : le monde marin et la gouvernance.

La question de la préservation des aires marines et de leurs ressources nous préoccupe depuis toujours; notre formation en GRM nous a donné les éléments scientifiques pour l'aborder. Cet intérêt nous a ensuite conduit vers l'étude des processus décisionnels liés aux milieux marins puisque, comme le reconnaissent les instances internationales, la bonne gouvernance est la condition première d'une bonne gestion.

Dans cette thèse, la gouvernance marine est examinée sur trois axes. La littérature aborde habituellement cette question sous deux angles prédominants, soit la gouvernance *de jure* (telle que prescrite dans les documents officiels et textes de lois) et la gouvernance *de facto* (pratiquée effectivement). À ces deux axes, nous avons ajouté la dimension « gouvernance désirée » (exprimée par les porteurs de droits et d'intérêts) car elle nous semblait indispensable pour faire entendre la voix de l'ensemble des acteurs du système. Nous avons donc choisi de faire une étude de terrain pour analyser et comparer ces trois axes. La collecte des éléments concernant un cas particulier nous permettrait, pensions-nous, de nourrir la réflexion sur les manières d'associer développement humain et protection de l'environnement, ainsi que de promouvoir l'approche participative.

L'île de Maio dans l'archipel du Cap-Vert a été retenue comme terrain d'étude parce qu'elle présente des caractéristiques qui se prêtent bien à l'analyse, dans le cadre et les limites d'une recherche doctorale car le sujet est bien circonscrit. La taille réduite de l'île, sa faible population, la présence de projets de gestion marine la concernant (PRAO pour la cogestion des pêches, RAMP AO pour la conservation marine), les enjeux du développement économique de l'île (PEID) et sa vulnérabilité du fait de sa forte dépendance à l'environnement marin en faisaient pour nous un terrain d'étude privilégié.

La pertinence de notre sujet de recherche s'est renforcée à la suite d'une prise de conscience de la vulnérabilité accrue des petites communautés côtières et de l'importance de leur participation à la prise de décision les concernant. Les observations et études dans de nombreux points du globe indiquent l'urgence de la situation, vu la dégradation croissante des écosystèmes et les risques pour la subsistance des communautés, en particulier les plus pauvres.

On attribue souvent l'échec de la conservation marine à des problèmes de gouvernance et de gestion. Or, le cas de Maio est présenté comme exemplaire en matière de conservation marine par et pour la communauté. Au début de notre recherche, nous savions aussi que l'île et la portion de l'océan qui la borde sont restés relativement intacts (environnement marin « pristine »), et qu'en conséquence, les enjeux se jouent aujourd'hui. Aller sur place nous permettrait d'interroger le maximum d'acteurs concernés (gouvernance désirée) et d'étudier l'effectivité des normes et politiques (gouvernance de jure et de facto) afin d'en tirer des enseignements généralisables à d'autres situations ailleurs dans le monde.

Cette thèse a été effectuée à l'Université du Québec à Rimouski, au sein de la Chaire UNESCO en analyse intégrée des systèmes marins. Elle porte sur la gestion des ressources maritimes et intègre les apports d'autres disciplines, telles que le droit maritime, la sociologie, l'économie politique, l'administration publique et l'écologie marine.

Les trois articles composant cette thèse sont soumis dans des revues de sociologie, politique et sciences marines reconnues. Le premier « The Actor in 4 Dimensions : A Relevant Methodology to Analyze Local Environmental Governance and Inform Ostrom's Social-Ecological Systems Framework » ([Dancette et Sébastien, 2019](#)) expose la méthodologie de l'Acteur en 4 dimensions, le second « An analysis of actors' perceptions of Maio island's (Cape Verde) marine governance » ([Dancette et Brêthes, 2019](#)), présente nos résultats de recherche, et le dernier « Growing vulnerability in small-scale fishing communities of Maio, Cape Verde » ([Dancette, 2019](#)), présente notre analyse de la vulnérabilité des petites communautés côtières de Maio comme piste d'explication des résultats obtenus. Notamment, l'étude de la gouvernance locale et de la mobilité nous a révélé

certain aspects de la gouvernance globale qui influencent les moyens de subsistance des communautés locales (PEID).

Nous avons choisi de faire une thèse par articles. Toutefois, elle intègre de nombreux éléments d'analyse et de réflexion qui ne se trouvent pas dans les articles soumis. Par ces aspects, elle rejoint le format des thèses traditionnelles.

Notre hypothèse est que les gouvernances *de jure*, *de facto* et désirées convergent globalement vers une gouvernance marine participative à Maio. Nous posons aussi pour hypothèse que la vulnérabilité et la mobilité affectent la convergence des trois types de gouvernance. Nous espérons que la description et l'analyse des types de gouvernance marine de l'île de Maio apporteront une contribution aux théories de la gouvernance participative. Notre analyse de la convergence des trois types de gouvernance, qui fait l'objet de cette thèse, servira de matériau pour alimenter à la fois les réflexions sur l'échec ou la réussite de la gestion des projets en milieu marin, et plus largement, sur l'échec ou la réussite de la gestion des socio-écosystèmes des petits états insulaires en développement (PEID). Nos questions de recherche sont énumérées au chapitre 1.

Nous utilisons des méthodes d'analyse basée sur les perceptions d'acteurs (A4D et métissage) et des méthodes d'analyse systémique (analyse de la vulnérabilité et de la mobilité). Nous avons collecté ces données via des entretiens avec les acteurs sur le terrain et via l'exploitation des documents officiels, gouvernementaux, internationaux sur la gouvernance marine du Cap-Vert.

Les résultats obtenus par notre étude de terrain et par les analyses nous permettront de dégager les éléments qui valident et ceux qui invalident nos hypothèses.

L'originalité de notre recherche tient précisément à notre travail sur le terrain. À la manière d'une anthropologue, nous avons vécu avec les gens de la communauté sur l'île de Maio pendant quatre mois, avec notre famille entière. Nous les avons écoutés et avons partagé leurs préoccupations. L'exploitation des données concernant cette communauté, placée dans des cadres d'analyses basées sur les perceptions et sur l'étude des systèmes socio-

écologiques apporte une contribution originale et inédite aux travaux sur la gouvernance marine. Notre contribution tient aussi à la proposition d'axes de développement des PEID.

Nous présentons au **chapitre 1** le cadre théorique de la gouvernance marine, qui comprend les enjeux généraux des milieux marins, la gouvernance marine et la vulnérabilité, ainsi que notre problématique et nos hypothèses.

Le **chapitre 2** présente notre terrain ainsi que notre cadre méthodologique : les données socio-environnementales du Cap-Vert sont suivies des objectifs méthodologiques et de la présentation des méthodes de l'Acteur en 4 dimensions (A4D) et du métissage. Ce chapitre se clôt par notre premier article qui compare l'Acteur en 4 dimensions (A4D), une méthode innovante permettant d'analyser la gouvernance environnementale à travers les perceptions d'acteurs et le célèbre cadre des systèmes socio-écologiques (SESF) d'Elinor Ostrom.

Le **troisième chapitre** présente les résultats de l'A4D et de l'analyse des perceptions d'acteurs sur le socio-écosystème marin de Maio. Il inclut l'article 2 à ce sujet, puis l'article 3 sur l'analyse plus systémique des vulnérabilités et mobilités. Ce chapitre intègre aussi les résultats de notre atelier de métissage sur les valeurs culturelles associées à l'océan.

Le **chapitre 4** est une discussion résumant ce que le travail nous a apporté. Il répond à la problématique et met en relation nos résultats par rapport aux connaissances existantes.

La **conclusion** reviendra sur les principaux résultats de l'étude et proposera des pistes permettant de réconcilier les types de gouvernance.

CHAPITRE 1

CADRE THÉORIQUE :

GOUVERNANCE MARINE ET VULNÉRABILITÉ

1.1 ENJEUX GÉNÉRAUX DES MILIEUX MARINS

À l'origine de la vie et couvrant plus de 70 % de la planète, le milieu marin a souvent été considéré comme inaltérable ([Geldof et Janssens, 2014](#); [Laffoley, 2015](#); [Thurman et Burton, 2001](#)) et autonome grâce à ses courants, son immensité et sa force. Or, il est en relation permanente et étroite avec l'atmosphère et le sol ([Thurman et Burton, 2001](#)) : sa qualité (pollution, degré d'exploitation, déchets qui y sont déversés, etc.) est tributaire de l'environnement planétaire global (agriculture, coupes forestières, émanations industrielles, eaux usées, déchets, etc.).

Les océans sont notre première source de protéines alimentaires et ils produisent plus de 50% de l'oxygène que nous respirons. Ils piègent plus de 55% du carbone terrestre et constituent ainsi un immense puits de carbone dont le fonctionnement est assuré par la biodiversité et la biomasse qui les composent (carbone bleu) ([FAO, 2009](#); [Pendleton *et al.*, 2012](#)). De plus, les océans régulent la température terrestre. Ces fonctions – production d'oxygène, régulation du climat - sont essentielles à la survie de notre planète, si l'on considère que leur dérèglement a des effets catastrophiques. On sait notamment que les catastrophes climatiques ont fait plus de 600 000 morts en 20 ans ([Center for Research on the Epidemiology of Disasters \(CRED\) et United Nations Office for Disaster Risk Reduction \(UNISDR\), 2015](#)). Enfin, le milieu marin est une source d'emplois non négligeable ([Reithe *et al.*, 2014](#)), la pêche et l'aquaculture fournissant de l'emploi à 540 000 000 de personnes dans le monde ([Geldof et Janssens, 2014](#); [UNESCO United Nations Educational Scientific Cultural Organization, 2010](#)). Les **services écosystémiques** fournis par les milieux marins

et côtiers, à savoir les services d'approvisionnement comme les pêcheries, les services de soutien comme le maintien des cycles des éléments et des nutriments, les services de régulation comme le traitement des eaux usées et les services culturels comme les bénéfices spirituels, ont une valeur marchande de 575 502 \$ internationaux / ha / année en 2007 ([de Groot et al., 2012](#)), ce qui représente 93% de la valeur de l'ensemble des services écosystémiques mondiaux ([de Groot et al., 2012](#)). Toutefois, selon Costanza *et al.*, (1987) les biens et services écosystémiques (ex : eau potable, air respirable) prennent une valeur infinie en situation de pénurie, contrairement aux biens et services qui se retrouvent généralement sur le marché. Il n'existe donc pas de prix maximal à la dernière goutte d'eau, à la dernière molécule d'oxygène. Leur intégration au marché économique comporte ainsi l'important risque d'en venir à bout sans avoir considéré les besoins humains et ceux de la nature, qui doivent prévaloir en tout temps sur les règles mercantiles.

Alors que la portion terrestre de la planète est de plus en plus surexploitée, utilisée de toutes parts pour l'exploitation et l'habitation, les hommes se tournent de plus en plus vers les océans qui restent en comparaison largement inconnus, invisibles, peu surveillés et peu contrôlés ([Revéret et Dancette, 2010](#)). L'exploitation des "ressources" marines s'accélère ainsi d'année en année, et risque de prendre encore plus d'ampleur avec la promotion de l'"économie bleue" ([Laffoley, 2015](#); [UICN, 2012](#)), via l'exploitation des énergies issues de la mer (vent offshore, marées, courants, gradients de température), via l'aquaculture qui dessert aujourd'hui plus de 50% de la consommation de poissons de la planète, via la construction en milieux côtier et marin (extensions de la côte) et même via la conservation marine qui constitue parfois un type d'accaparement des mers (« ocean grabbing » ([Laffoley, 2015](#)) ([Bennett, N. et al., 2015](#)).

Les **signes de l'épuisement** de l'environnement marin sont de plus en plus criants et indéniables. Alors que la démographie côtière est croissante, les causes et effets (souvent inter-reliés) de cet épuisement se constatent : l'acidification des océans et ses effets délétères sur les organismes marins, le réchauffement de l'air et de l'eau de surface, la hausse du niveau des océans, les variations des patrons de pluviométrie, l'épuisement des stocks de poissons, le raccourcissement des chaînes trophiques, le blanchiment des coraux, l'érosion côtière et la

pollution globale, chimique, et biologique ([Millenium Ecosystem Assessment \(MEA\), 2005](#); [UNEP United Nations Environment Programme, 2012](#)).

L'extraction de sable, contribuant à l'érosion côtière et à la déconstruction des côtes, la pollution par le plastique et autres contaminants, le tourisme et l'accaparement des côtes et des mers ([Bennett, N. et al., 2015](#)), se combinent à la surpêche et engendrent des risques et aléas colossaux à la fois sur les écosystèmes et les populations qu'ils abritent. Aujourd'hui, 40% des océans à travers le monde sont gravement affectés par les activités humaines et la gestion non durable ([Geldof et Janssens, 2014](#)).

Les produits de la mer, en particulier les poissons riches en huiles, sont reconnus pour leur importante valeur nutritionnelle, leur contribution au développement cérébral ([Abu-Ouf et Jan, 2014](#)) ainsi qu'à la prévention de maladies cardiovasculaires ([Harvard Health Publishing Harvard Medical School, 2014](#)). Ils sont essentiels à l'alimentation des populations, en particulier lorsque l'accès à d'autres sources alimentaires est faible comme c'est le cas au Cap-Vert, où l'agriculture et l'élevage sont limités en raison du manque d'eau douce.

Mondialement, la consommation de poissons est passée de 9,0 kg per capita et par année en 1961 à 20,5 kg en 2017 ([FAO, 2018b](#)). Dans certains pays comme le Cap-Vert, la moitié des protéines alimentaires consommées proviennent des poissons, qui constituent en moyenne 26 kg de l'alimentation d'un habitant par année. Ainsi, la demande pour les protéines de la mer augmente à travers le monde, et par le fait même, la compétition pour une ressource déclinante à l'échelle mondiale. En effet, selon la FAO (Figure 1), environ 90% des stocks de pêche mondiaux sont actuellement soit surexploités, ou entièrement exploités.

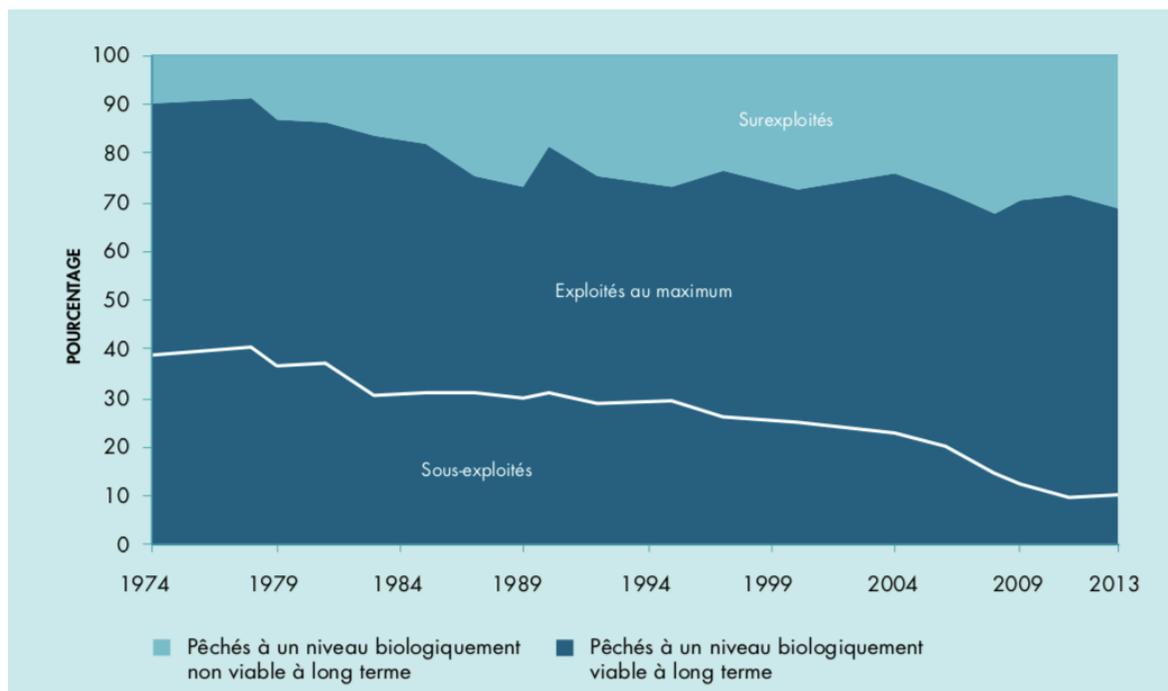


Figure 1 : Évolution de l'état des stocks ichtyologiques marins mondiaux
Figure tirée de (FAO, 2016)

Worm et collègues prédisent qu'au rythme actuel d'exploitation des pêches, l'ensemble des stocks de pêche commerciaux se seront effondrés en 2048 ([Worm et al., 2006](#)).

Les impacts de ces changements globaux se font gravement ressentir dans les **petits états insulaires en développement (PEID)**, dont fait partie l'archipel du Cap-Vert en Afrique de l'ouest. De ces changements découlent une diminution de la capacité d'adaptation des communautés et une baisse des services écosystémiques critiques à leur vie et à leurs modes de vie. Certaines communautés se trouvent aussi particulièrement touchées, telles les **petites communautés de pêche** ([FAO, 2015](#)).

Dans ce contexte, la protection de l'océan est indispensable pour préserver les valeurs intrinsèques de l'océan et pour assurer la subsistance des populations humaines. Les multiples interactions et interdépendances entre l'environnement et le développement ont été soulignées dans de nombreux rapports et résolutions internationaux (du Sommet de la Terre

de Stockholm en 1972 aux Objectifs de développement durable 2015-2030, en passant par l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (2005) et dans les différents rapports sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO)).

1.1.1 BESOINS DE PROTECTION DES MILIEUX MARINS

La création d'aires marines protégées (AMP) et les autres outils de gestion, comme les droits d'usage territoriaux sur les pêches (DUTP), peuvent contrer efficacement certaines menaces des milieux marins, préserver les moyens de subsistance et devenir des outils de développement humain ([Borrini-Feyerabend, 1997](#)).

Les aires protégées ont pour but premier la conservation de la nature. Elles sont la pierre angulaire de la conservation de la biodiversité. Les systèmes d'aires protégées gouvernés équitablement et gérés efficacement ont été reconnus comme des instruments incontournables de l'atteinte des objectifs de la Convention pour la diversité biologique (Objectif 11 d'Aïchi ([Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2015](#))) et de plusieurs Objectifs du millénaire pour le développement ([Nations Unies, 2015](#)). Plus globalement, les aires protégées contribuent au maintien de la santé ([Aswani et Furusawa, 2007](#)) par la protection des sources d'eau potable et contribuent à la sécurité alimentaire et au bien-être humain ([Reithe et al., 2014](#)).

Il existe de plus en plus d'aires protégées, de plus en plus variées. On compte environ 12 000 **aires marines protégées (AMP)** à l'heure actuelle, couvrant environ 3,4 % des océans ([Juffe-Bignoli et al., 2014](#)). Pour atteindre l'objectif d'Aïchi de 10 % d'AMP d'ici 2020, d'importants efforts doivent donc encore être déployés pour les développer, en région africaine en particulier, où les milieux marins sont moins bien protégés qu'en Océanie, par exemple. Depuis 2015, *l'Objectif pour le développement durable (ODD) 14* vise à réglementer et mettre fin à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN) et à l'ensemble des pratiques de pêche destructives d'ici 2020 (objectif 14.4); il vise à protéger 10 % des aires marines et côtières pour 2020 (objectif 14.5) et à améliorer les bénéfices de l'utilisation durable des ressources marines pour les PEID (14.7). L'objectif

14.b vise aussi de donner accès aux ressources marines et à leurs marchés aux pêcheurs artisanaux ([PNUD, 2015](#)).

Les AMP sont des zones réservées à la protection de l'environnement marin² ([Kelleher, 1999](#)). Elles permettent de préserver les écosystèmes marins, d'améliorer la capacité de résilience de ceux-ci face aux menaces endogènes et exogènes, et de lutter contre diverses menaces pour l'environnement marin et sa biodiversité, telles que la surpêche et la perte d'habitat pour les espèces ([Amara, 2010](#); [Dulvy et al., 2003](#); [McLendon, 2016](#); [Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2015](#)). Les AMP ont le potentiel de régénérer les stocks de pêche par "spillover" ([Stobart et al., 2009](#)), ou effet de débordement, et de préserver et créer de nouveaux services écosystémiques (par exemple, en augmentant la résistance aux tempêtes et à l'érosion côtière grâce à la protection des récifs et cordons dunaux) ([Leenhardt, Pierre et al., 2015](#); [Worm et al., 2006](#)). Elles peuvent aussi être des outils de développement économique selon les principes du « développement durable » par le tourisme durable, la création d'emplois, et la promotion de certains loisirs et pratiques de pêche respectueux de l'environnement. Les AMP constituent également un milieu favorable à l'éducation et la recherche ([Angulo-Valdés et Hatcher, 2010](#)).

Les bienfaits des AMP dépendent de facteurs contextuels liés à leur échelle spatiale et temporelle, ainsi que d'éléments associés à la gouvernance, à la gestion et au développement du milieu dans lequel elles évoluent ([Bennett, N. et Dearden, 2014](#)). Ainsi, le contexte local doit être étudié en profondeur afin de rendre les AMP plus productives écologiquement et plus bénéfiques socio-économiquement. Elles auront peu de chance d'être efficaces si elles sont soumises à des conflits d'usages, à nombreux stress externes incontrôlables, ou s'il n'existe pas de formes de développement local ou de modes de subsistance de rechange. De

2. Selon l'UICN (2008), les AMP sont "un espace clairement défini, reconnu, dédié et géré, par des moyens légaux ou autres, afin de favoriser la conservation à long terme de la nature et des services écosystémiques et des valeurs culturelles qui y sont liés".

plus, même si la gestion des AMP est bien réfléchie, la mise en application des lois est cruciale à l'atteinte des objectifs.

Malgré le fait que les AMP sont un outil puissant de préservation des valeurs écosystémiques, elles doivent être associées à de bonnes mesures de gestion à l'extérieur de leurs frontières ([Halpern et al., 2010](#)), comme la prévention de l'épuisement de la pêche artisanale, causé notamment par la surexploitation commerciale ([Brêthes et Fontana, 1992](#); [Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2006](#)).

L'un de ces outils est la conversion des droits coutumiers sur la pêche en **droits d'usage traditionnels sur la pêche (DUTP)**. On observe un mouvement mondial en faveur des DUTP depuis quelques années, sous l'élan d'importants bailleurs de fonds (Banque mondiale, etc.) les promouvant. De nombreuses communautés de pêcheurs traditionnelles les reconnaissent officiellement. Ces DUTP qui touchent une ressource commune visent à empêcher la "tragédie des biens communs" prévue par Hardin ([Berkes, 1985](#)). S'ils sont associés à l'usage d'outils de régulation tels que les quotas de prises ou d'embarcations, la restriction des périodes de pêche et le respect de sites fermés (sorte de jachère marine, aires protégées ou zones sacrées), les DUTP s'avèrent efficaces pour réguler les activités affectant la ressource marine. Ils permettent aussi d'éviter que cette ressource soit intégrée au marché via sa privatisation, ou que l'État ne la gère de manière exclusive. Le projet du Programme régional des pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO-CV), financé par la Banque Mondiale, développe présentement ce type de gestion à Maio. Tout comme pour les AMP, l'efficacité des DUTP dépend beaucoup de leur mise en œuvre et de la capacité à contrôler les facteurs extérieurs.

1.2 GOUVERNANCE, GESTION ET VULNÉRABILITÉ DES SYSTÈMES SOCIO-ÉCOLOGIQUES

Les enjeux globaux présentés dans la section 1.1 soulèvent des problèmes associés à la gouvernance, à la gestion, et à l'état vulnérable des systèmes socio-écologiques (SSE) marins. Cette thèse étudie la convergence des gouvernances *de jure*, *de facto* et désirées d'un SSE (Maio et son environnement marin) dont la vulnérabilité découle de son état de petit état insulaire en développement et de conditions qui seront étudiées dans notre travail. Puisque

nous supposons que les trois types de gouvernances marines convergent à Maio et que la vulnérabilité de son SSE influencera le degré de convergence des gouvernances, les concepts de **gouvernance**, de **gestion**, de **vulnérabilité** et de **système socio-écologique** seront détaillés dans cette section.

Notre projet est parti de la volonté d'étudier un cas spécifique d'AMP à Maio (Réserve marine de Casas Velhas) que nous pensions exemplaire de par sa gouvernance participative. Notre recherche s'est élargie une fois arrivée sur le terrain puisque ce cas s'est avéré symptomatique d'un système de gouvernance marine (participative *de jure*) généralisé pour l'île. Notre approche est donc d'analyser la gouvernance de certains projets (AMP, cogestion des pêches et tourisme), ET surtout la gouvernance marine de l'ensemble du SSE de Maio.

L'état plus ou moins préservé de ce SSE influence sa vulnérabilité (et donc la convergence des gouvernances, selon notre hypothèse) tout en étant le reflet de modes de gouvernance et de gestion correspondant ou non aux visées officielles du pays. L'île de Maio dans son ensemble fait d'ailleurs l'objet d'un projet de Réserve de biosphère de l'UNESCO ([Explore Cape Verde - the African Caribbean, 2018](#)). Nous considérons donc l'ensemble de ce SSE comme le sujet d'un grand projet (de développement) donné.

Les termes "gestion" et "gouvernance" se trouvent aujourd'hui au cœur des politiques, des documents officiels et des travaux universitaires en sciences sociales et environnementales. Ils sont omniprésents dans notre discours politique et social contemporain ([de Gaulejac, 2014](#); [Deneault, 2013](#)) et réfèrent à des sujets aussi variés que l'économie, la sociologie, l'éducation, la santé, l'environnement, la pêche ou la conservation ([FAO, 2012](#)). Pour analyser les enjeux environnementaux, l'intégration des questions socio-économiques ([Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2006](#)) implique de comprendre l'emploi des termes et concepts que sont la "gestion" et la "gouvernance". L'objet de ma recherche s'articule nécessairement autour de ces concepts puisque mon travail porte sur l'analyse des décisions, des actions, ainsi que des visions des différents acteurs au sujet de leur environnement marin.

La gouvernance est un terme parapluie et polysémique ([Rey-Valette et Antona, 2009](#); [Theys, 2003](#)) qui se réfère à la fois aux institutions, structures et processus de prise de décision ([Bennett, N. et Dearden, 2014](#)). La gouvernance détermine comment le pouvoir et les responsabilités sont exercés, comment les décisions sont prises et si, et comment, les citoyens ou d'autres parties prenantes sont impliqués ([Borrini-FeyerabendDudley, et al. \(2014\)](#); ([Graham et al., 2003](#)). Jones, Qiu et De Santo (2011) estiment que la gouvernance doit guider les actions humaines à travers une combinaison de mesures touchant la société civile, l'État et le marché dans le but d'atteindre des objectifs stratégiques. Elle inclut les règles (formelles et informelles) qui gouvernent les actions humaines dans le processus de prise de décision, ainsi que les décisions elles-mêmes ([IUCN, 2015](#)). Elle touche donc aux relations entre acteurs et aux questions de responsabilité et de reddition de comptes ([Borrini-FeyerabendBueno, et al., 2014](#)).

Certains auteurs la considèrent comme construite socialement ([Buizer et al., 2011](#)), ce qui justifie l'étude des représentations de la gouvernance par les acteurs (gouvernances désirées). La gouvernance est à la fois considérée comme un outil (par exemple, pour la gestion qui en dépend) et une finalité (il sera question de bonne gouvernance plus loin dans ce texte) ([Rey-Valette et Antona, 2009](#)). Qu'elle soit un processus ou un but, la gouvernance a inévitablement des répercussions sur les choix individuels et collectifs. Pour les besoins de ce travail, nous distinguons trois types de gouvernance : la gouvernance *de jure*, la gouvernance *de facto* et la gouvernance désirée.

La gestion, définie comme la mise en œuvre des ressources pour atteindre les objectifs fixés s'applique aux humains, à leurs activités et à des biens et services économiques, produits ou non par l'homme. La gestion est souvent guidée par des lois, conventions, ententes, plans, etc. (respectés ou non). Son appréciation varie selon les acteurs et leurs perceptions. En ce sens, nous nous proposons de l'analyser en trois niveaux distincts : la gestion *de jure* (ex : plans de gestion, lois); *de facto* (usages et moyens utilisés); et *désirée* (moyens que les acteurs locaux souhaiteraient voir utiliser pour répondre aux objectifs visés).

Tant la gouvernance que la gestion concernent les acteurs. Dans le cas de la gouvernance, on s'intéresse à ceux qui influencent le processus de décision, alors que dans

celui de la gestion, on s'intéresse à ceux qui appliquent les moyens définis par les décideurs et les parties prenantes.

1.2.1 GOUVERNANCE ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT MARIN

Les sciences environnementales étant basées sur l'interdépendance de leurs divers éléments, les décisions qui y ont trait devraient tenir compte de cette interdépendance. Les enjeux environnementaux, et à plus forte raison ceux qui sont liés aux milieux marins ouverts, méconnus et peu régulés, sont également associés à de nombreuses incertitudes. La question de la gouvernance y est alors particulièrement importante ([Callon, M. et al., 2001](#); [Rey-Valette et Antona, 2009](#)). Envisagée sous un angle environnemental, une meilleure gouvernance améliore l'efficacité (résultats) et l'effectivité (effets réels) de la conservation et de la gestion environnementale en permettant de les ancrer dans la société. Il importe d'étudier les enjeux de gouvernance locaux, car les autorités locales sont les plus proches de leurs administrés, et ce sont elles qui les représentent le mieux (principe de subsidiarité) ([UNPD Oslo Governance Centre](#)) : elles sont les plus à même d'améliorer les modes de vie locaux et de veiller au respect des droits de l'Homme ([Nations Unies, 2006](#)). Alors que les enjeux de gouvernance globale sont souvent très difficiles à contrôler (par exemple : ententes et actions internationales liées aux changements climatiques), ceux qui touchent à la gouvernance locale présentent une meilleure prise pour l'amélioration ([Bennett, N. et Dearden, 2014](#)). Concernant spécifiquement le cas d'une petite zone marine, l'étude de la gouvernance environnementale locale permettra de produire des recommandations en vue d'une meilleure productivité écologique et de plus grands bénéfices socio-économiques ([Bennett, N. et Dearden, 2014](#)).

La gestion de l'environnement touche aux interactions humains-environnement naturel et peut ainsi concerner l'habitat ou une population. C'est notamment le cas de la gestion des pêches qui est considérée comme indispensable pour contrôler les impacts humains sur les activités de subsistance.

Typiquement, on considère qu'il existe trois grands modèles de gestion : la gestion publique, privée, et commune. Les États (gestion publique) contrôlent officiellement les 200

miles nautiques (zone économique exclusive) qui s'étendent de leurs côtes vers le large. Le droit de la mer leur attribue également la gestion des eaux intérieures, mers territoriales et zones économiques exclusives, auxquelles s'ajoutent des délimitations nationales (ex : zones réservées à la pêche artisanale). Les États sont donc responsables de la gestion de ces eaux et des activités qui y sont pratiquées : pêche, conservation, transport maritime, construction, aquaculture, extraction minière et d'autres ressources, loisirs, etc.

Toutefois, les stocks de poissons eux-mêmes, surtout les grands pélagiques et migrateurs, ne peuvent pas être traités comme étant de propriété publique ou privée car ils n'appartiennent à personne et appartiennent à tout le monde : ce sont des biens communs. Ainsi, ce sont des ressources rivales (leur usage par l'un diminue celui des autres) et non-exclusives (on ne peut en interdire l'accès à qui que ce soit). Les permis, quotas et droits d'accès de pêche accordent cependant à des individus ou entreprises privées le droit de pêcher un certain volume de poissons dans les zones gérées publiquement. La ressource prélevée est alors considérée comme privée.

Cela explique que les textes internationaux visent à réguler la gestion de certains biens communs. La gestion communautaire est préconisée par la Convention sur la diversité biologique (CDB), traité des Nations Unies adopté en 1992 à Rio, afin de prendre en compte la diversité biologique dans les stratégies d'atténuation de la pauvreté ([Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2006](#)). Ainsi, les utilisateurs de la ressource sont aussi codécideurs de leur mode de production et de gestion. Elinor Ostrom (1990) a démontré que depuis longtemps et presque partout dans le monde, des arrangements institutionnels avaient permis la gestion collective de nombreux écosystèmes sans conduire à leur effondrement, souvent plus efficacement que le marché. Les sociétés dépendant traditionnellement des poissons comme principale source alimentaire ont toujours compris qu'il fallait laisser les poissons se reproduire pour maintenir la pêche ([Thurman et Burton, 2001](#)) et assurer la subsistance de la communauté.

La gestion possède deux grands types d'outils pour répondre aux enjeux environnementaux : les outils de régulation (lois, normes, etc.) et les outils économiques basés sur le marché. Les aires protégées sont un outil de régulation. Les instruments du

marché sont réputés moins coûteux que les lois et contrôles gouvernementaux pour protéger l'environnement. Pour fonctionner, ils requièrent cependant plusieurs conditions, rarement remplies : être mis sur pied dans un système de marché libre et dynamique, dans des conditions macroéconomiques fiables, où les cadres politique et institutionnel sont stables, et où les droits humains sont respectés. Dans les pays en développement, plusieurs auteurs constatent que le marché est souvent un outil peu efficace pour assurer la conservation des ressources ([Enger et Smith, 2004](#)). Notre étude s'intéresse donc plus particulièrement aux outils de régulation des activités sur l'environnement (projets d'AMP, de gestion des pêches et du tourisme).

L'abondance d'externalités et la présence d'interactions multiples caractérisent l'environnement, en particulier les zones marines et côtières. Leur gestion nécessite donc d'embrasser cette complexité. C'est pour tenir compte de ces interactions que des auteurs ont proposé des outils plus sophistiqués : la gestion écosystémique (ou ecosystem-based management EBM), un type de gestion intégrée de l'environnement ([Fletcher et al., 2010](#)), et la gestion intégrée des zones côtières et marines (GIZC).

Les outils de ce type prétendent intégrer différents secteurs, paliers gouvernementaux, échelles (spatiales et temporelles), types de savoirs, et préoccupations transfrontalières, voire internationales ([Cicin-Sain et Belfiore, 2005](#)). Les AMP sont l'un des outils de prédilection des politiques de GIZC puisqu'elles permettent de limiter les impacts anthropiques en zones côtière et marine. La GIZC considère que la réussite de son processus requiert une gouvernance impliquant la participation des acteurs à tous les échelons ([Fernandez et Kalaora, 2008](#); [Ruckelshaus et al., 2008](#)) associée à une certaine décentralisation pour renforcer la légitimité et l'efficacité des politiques publiques. Ainsi, on comprend que l'efficacité de la **gestion** de l'environnement dépend de considérations liées à la **gouvernance** (participation et décentralisation notamment).

1.2.2 GOUVERNANCE ET GESTION DES AIRES MARINES PROTÉGÉES

L'environnement marin fait l'objet de nombreuses mesures de conservation (diminution des activités extractives et polluantes, mesures de rétablissement associées à certaines

espèces, etc.). Les droits d'usage sur les pêches (p. ex., en Afrique de l'Ouest ([Cazalet, 2007](#))) et les aires marines protégées sont parmi les plus prometteuses de ces mesures ([Laffoley, 2015](#)). Ainsi, à mesure que les cultures et savoirs traditionnels liés à la nature s'érodent, les aires protégées deviennent de plus en plus nécessaires pour protéger à la fois la diversité biologique et culturelle de la planète. En plus de maintenir le fonctionnement et la résilience des écosystèmes, de préserver la biodiversité et de protéger les valeurs humaines associées aux océans, les AMP peuvent servir à gérer les pêcheries, à conserver les espèces et habitats ([Agardy, 1997](#); [Bennett, N. et Dearden, 2014](#); [Sobel et Dahlgren, 2004](#)) ou à atteindre d'autres fins utilitaires (ex., préserver les moyens de subsistance et modes de vie des communautés locales, permettre le tourisme écologique ou protéger contre l'érosion côtière). Les AMP sont donc un outil privilégié pour parvenir aux objectifs à la fois du développement économique (*via* les zones d'usages multiples et traditionnels notamment) et de la conservation des écosystèmes.

La création d'AMP implique souvent des innovations institutionnelles de par la diversité des acteurs touchés, de leurs intérêts et des usages qu'ils souhaitent faire de l'espace. Dans ce contexte, la **gouvernance** devrait inclure notamment des règles d'accès claires et des droits territoriaux, la reconnaissance des titres et droits de propriété et des lois et mécanismes soutenant leur application. La gouvernance des AMP doit aussi prévoir des mécanismes juridiques permettant et garantissant une participation significative des acteurs dans la création, la mise en œuvre et la clarification des objectifs des AMP ([Beger et al., 2005](#); [Bennett, N. et Dearden, 2014](#); [Charles et Wilson, 2009](#)).

La gouvernance peut être ascendante (*bottom-up*; communautaire ou auto-gestion), descendante (*top-down*; étatique) ou partagée (participative) (Garcia et al., 2013). Selon (Bennett, N. et Dearden, 2014; Jones et al., 2011), c'est la diversité de ces approches qui permettrait l'efficacité optimale du réseau mondial des AMP, le degré de cogestion³ devant

³ La cogestion est un type de gouvernance dans lequel plusieurs groupes se partagent la prise de décision. Par exemple, il pourrait s'agir de décider de lois sur la pêche entre l'État et une association de pêcheurs.

épouser le contexte socio-politique. Les différents types de gouvernance présentés ci-dessous sont empruntés à Borrini-Feyerabend et al. (2014), et issus du et du cours que nous avons suivi en ligne (MOOC) de l'UICN sur la gestion des aires protégées en Afrique.

Les **aires protégées (AP) d'État** sont les plus courantes et les premières à avoir été mises sur pied au début du XX^e siècle. Elles définissent une gouvernance qui demande généralement beaucoup de moyens juridiques pour faire reconnaître leur légitimité, ainsi que d'importantes capacités techniques (ressources humaines et financières). Elles sont aussi généralement plus rigides que d'autres types d'AP. Le manque de moyens financiers a forcé plusieurs États africains à assouplir la gouvernance de leurs aires protégées, les convertissant en AP privées, communautaires ou en gouvernance partagée depuis les années 1960 avec la vague d'indépendance touchant ces pays (Mauvais et al., 2016). Ce phénomène de désengagement des États s'est intensifié depuis 30 ans.

Les **aires protégées privées** présentent une gouvernance assurée par des individus, des entreprises, des unités de recherche ou des groupes religieux. Ces acteurs privés peuvent posséder une expertise appréciable, et ont généralement la possibilité de mobiliser rapidement des fonds pour l'AP (contrairement aux AP étatiques, puisque les États ont souvent des priorités différentes). Bien qu'une AP soit privée, l'État devrait assumer la responsabilité de ce que les "gouvernants" privés respectent leur mandat de conservation.

Les **aires protégées communautaires** représentent un espoir face aux insuffisances des aires protégées étatiques. Plusieurs d'entre elles sont issues des politiques de décentralisation qui ont cours depuis une trentaine d'années, et elles connaissent une popularité croissante, en Afrique du moins (Mauvais et al., 2016). Ces aires protégées sont souvent de petite dimension et sont confrontées à des défis relatifs à leur coordination, à leurs capacités techniques, au réseautage avec d'autres AP communautaires, au respect des objectifs fixés et à la valorisation de la culture locale en lien avec la nature.

Dans les **aires protégées en gouvernance partagée**, plusieurs acteurs se partagent la responsabilité de l'aire. Ce type de gouvernance ne se décrète pas; il repose sur des principes, incluant celui de l'équité, essentielle puisque différents acteurs y exercent des fonctions

différentes. Le rôle d'autorité revient généralement à l'État, celui de médiation peut relever d'acteurs privés comme les ONG; et celui de participation revient à des acteurs communautaires. Ce type de gouvernance présente plusieurs défis, car les relations entre les différents acteurs peuvent être tendues; il demande à tous les acteurs de surmonter leurs habitudes, leurs incompréhensions et leurs peurs. Les aires protégées en gouvernance partagée sont de plus en plus fréquentes et sont coûteuses, par exemple lorsqu'il faut réunir l'ensemble des acteurs en charge de la gouvernance (frais de déplacement, d'organisation et de coordination, etc.) ([Mauvais et al., 2016](#)). La cogestion est un type de gouvernance partagée, certaines organisations (ex : issues des communautés de pêcheurs) partageant le pouvoir avec L'État qui leur délègue responsabilités et pouvoirs, afin de gérer les affaires de leur communauté (ex., conservation marine et pêche).

La **gestion** efficace des AMP est critique à l'atteinte de résultats environnementaux positifs et pour assurer le soutien local et la viabilité des modes de subsistance à long terme. Les stratégies de gestion des AMP devraient inclure la mise en œuvre d'une capacité de support du milieu, établir des normes pour diverses formes de développement, établir des moyens de résolution de conflit et des plans de zonage en fonction des différents usages de ces zones; enfin, elles devraient accroître le savoir et la sensibilisation via des campagnes d'éducation et de communication.

Sans gestion adéquate, les AMP risquent d'être des "parcs de papier", parvenant uniquement, et même parfois difficilement, à les protéger de l'implantation des activités extractives industrielles néfastes à l'environnement ([Bennett, N. et Dearden, 2014](#); [McClanahan, 1999](#)). Une analyse de la gestion d'aires protégées demande donc que l'on se questionne au préalable sur la nature des objectifs visés par une aire protégée.

1.2.3 LES CATÉGORIES DE GOUVERNANCE ET DE GESTION DES AMP

Nous présentons ci-dessous les catégories de gouvernance et une matrice auxquelles on peut se référer pour l'analyse de la gouvernance et de la gestion des AMP. Les catégories de gestion de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) sont déterminées en fonction des objectifs de gestion des aires protégées (AP). Les AP de

catégorie I à III servent à préserver le caractère originel de l'espace : les aires de protection intégrale (catégorie I) servent à protéger un milieu aussi naturel que possible; les parcs nationaux (catégorie II) autorisent la recherche, le tourisme et l'éducation environnementale; et enfin, les monuments naturels (catégorie III) préservent des éléments topographiques particuliers (ex., une chute d'eau, etc.). Les AP de catégorie IV sont des aires de gestion active et se trouvent en des milieux qui requièrent des interventions humaines pour en préserver les espèces ou habitats. Les paysages protégés (catégorie V) permettent de protéger des caractéristiques culturelles en intégrant aux éléments préservés les modifications apportées par l'homme. Finalement, les AP avec utilisation durable des ressources naturelles (catégorie VI) préservent les écosystèmes en promouvant leur gestion durable. Ce sont souvent de plus grands territoires, dans lesquels est autorisée une utilisation modérée, rationnelle et non industrielle des ressources. Toutefois, ce classement ne reflète pas l'efficacité de gestion des aires protégées. L'efficacité de la gestion et l'atteinte de ses objectifs de conservation dépendront notamment de la surveillance, du suivi écologique et de la sensibilisation effectués au sein de l'aire protégée ([Mauvais *et al.*, 2016](#)).

Selon l'UICN, les aires protégées peuvent être classifiées à la fois en fonction de leur gouvernance et de leur gestion. En voici la synthèse sous forme de matrice ([Borrini-FeyerabendDudley, et al., 2014](#)) (Figure 2).

Type de Gouvernance	A. Gouvernance par le gouvernement			B. Gouvernance partagée		C. Gouvernance privée		Type D. Gouvernance par des peuples autochtones et communautés locales			
	Ministère ou agence fédéral ou national responsable	Ministère ou agence infranational responsable	Gestion déléguée par le gouvernement (p. ex. à une ONG)	Gouvernance transfrontalière	Gouvernance collaborative (diverses formes d'influence pluraliste)	Gouvernance conjointe (organe de gouvernance multipartenaire)	Aires conservées établies et gérées par un propriétaire individuel	... par des organisations sans but lucratif (p. ex. des ONGs, des universités)	... par des organisations à but lucratif (p.ex. des sociétés, des coopératives)	Aires et territoires du patrimoine autochtone – établis et gérés par des peuples autochtones	Aires et territoires du patrimoine communautaire – établis et gérés par des communautés locales
Ia. Réserve naturelle intégrale											
Ib. Zone de nature sauvage											
II. Parc National											
III. Monument ou élément naturel											
IV. Aire de gestion des habitats ou des espèces											
V. Paysage terrestre ou marin protégé											
VI. Aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles											

Figure 2 : Matrice UICN des aires protégées
*Cette figure présente les catégories de gestion et les types de gouvernance.
 Figure tirée de ([Borrini-FeyerabendDudley, et al., 2014](#))*

1.2.4 BONNE GOUVERNANCE ET BONNE GESTION

Pour terminer cette section sur les concepts, énonçons les principes de bonne gouvernance et de bonne gestion. La « bonne gouvernance » suppose pour plusieurs auteurs la participation des acteurs à tous les échelons du processus ([Fernandez et Kalaora, 2008](#)) ([Rey-Valette et Antona, 2009](#)). Elle valorise également des institutions (lois, politiques, normes) claires, capacitantes et harmonisées; des réseaux d'organisations coopératifs et coordonnés; et des processus de mise en oeuvre contextualisés et fondés sur la confiance. Les principes de bonne gouvernance sont la légitimité, la transparence, la redevabilité, l'inclusivité, l'équité, l'intégration, la capacité⁴ et l'adaptabilité ([Armitage, D.R. et al., 2008](#); [Bennett, N. et Dearden, 2014](#); [Graham et al., 2003](#); [Lockwood et al., 2010](#)). La **légitimité** repose sur des liens de confiance solides entre les communautés et les décideurs. C'est ce que Grafton appelle le capital social ([Grafton, 2005](#)). La **transparence**, impliquant le dévoilement de certaines vulnérabilités, engendre la nécessité de coopérer plutôt que de demeurer dans le vieux paradigme du marché et de la compétition. **L'inclusivité et l'intégration** impliquent aussi une ouverture aux autres et à l'environnement, un certain degré d'humilité, supposant parfois des actions de moindre envergure, mais plus adaptables. Ces principes impliquent également que l'efficacité ne doit pas être la priorité absolue. La **redevabilité** doit passer devant l'efficacité (ex., des fonds publics doivent servir l'intérêt général, non le profit de particuliers) ([Jessop, 2002](#)). Le principe d'**équité** commande quant à lui de considérer précautionneusement les recoupements potentiels entre intérêts privés et publics et les besoins des acteurs sans voix (non humains et générations à venir, aussi appelés "acteurs absents" ([Bourque et Thuderoz, 2002](#); [Micoud, 2000](#)). Enfin, le principe d'**adaptabilité** implique que les gouvernants doivent savoir répondre aux menaces et opportunités afin d'évoluer effectivement dans un environnement incertain, imprévisible et

4 La « capacité » est la possibilité effective qu'un individu a de choisir ses fonctionnements; une évaluation de la liberté dont il jouit effectivement (Amartya Sen). Dans l'A4D, cette capacité se traduit par l'indicateur « marge de manœuvre ».

complexe, caractéristiques qui décrivent particulièrement bien le milieu marin. L'adaptabilité se bâtit aussi par un processus d'apprentissage continu ([Armitage, D.R. et al., 2008](#)) et d'ouverture aux différents savoirs; elle rejoint les impératifs de flexibilité et d'auto-analyse de la gouvernance relevés par ([Jessop, 2002](#)). La bonne gouvernance se reflète par l'atteinte des buts communs déterminés par la compréhension politique de l'intérêt général.

La bonne gestion, ou gestion efficace, dépend de la qualité et de la rigueur du plan de gestion, de son application consciencieuse et de l'impact véritable (utilité) des mesures de gestion sur la conservation. Ainsi, une mesure de gestion pourrait être bonne dans le cas où un pêcheur contrevenant aux règles établies est arrêté, mais si les moyens de sanction sont défaillants et qu'il revient à ses pratiques illégales dans les jours qui suivent, l'utilité de la mesure (arrestation) sera limitée. Aussi, les impacts des mesures de gestion modifient le contexte socio-environnemental, pouvant nécessiter de modifier par la suite les mesures à appliquer en fonction de ce nouveau contexte. La gestion s'inscrit donc dans un continuum et devrait être adaptative. La recherche la guidant devrait être intégrée, afin de considérer l'ensemble des aspects de la conservation et leurs interrelations.

Finalement, la gouvernance répond à la question : « qui détient l'autorité de gestion et comment » alors que la gestion répond à la question : « quoi faire pour atteindre les buts visés ». Il faut admettre que les notions de gouvernance et de gestion sont polyvalentes et polycontextuelles, et qu'elles peuvent exprimer des choses contradictoires ([Jessop, 2002](#)). Il faut donc utiliser ces termes de manière extrêmement prudente et s'assurer que tous les acteurs en aient la même compréhension. La vision et la perception que les acteurs ont de la gestion et de la gouvernance sont centrales aux enjeux liés à ces concepts. C'est pourquoi une attention particulière doit être portée aux types de gouvernance et gestion désirées par les acteurs.

Dans notre thèse, les politiques, textes officiels et processus décisionnels affichés touchant l'environnement marin sont qualifiés de gouvernance de jure. La gouvernance de facto touche aux processus, institutions et modes de décision effectifs. La gouvernance désirée concerne le type de gouvernance souhaité par les acteurs, et le jugement que ces derniers portent tant sur la gouvernance de jure et la gouvernance de facto.

1.2.5 SYSTÈMES SOCIO-ÉCOLOGIQUES (SSE)

Les interactions entre l'environnement et la société ont été analysées scrupuleusement par Elinor Ostrom dans ses travaux sur les systèmes socio-écologiques ([McGinnis et Ostrom, 2014](#); [Ostrom, E., 2009](#); [Ostrom, E. et Cox, 2010](#)). Ces derniers sont définis comme étant des « systèmes écologiques inter-reliés et affectés par un ou plusieurs systèmes sociaux » ([Anderies et al., 2004](#); [Thiel et al., 2015](#)). Les SSE sont des systèmes complexes dans lesquels toutes les ressources sont imbriquées (Ostrom, E., 2009). L'article 1 ([Dancette et Sébastien, 2019](#)) sur la méthodologie traite du cadre des systèmes socio-écologiques (*SES framework*) et compare le sous-système « acteurs » de ce cadre avec les informations fournies par l'Acteur en 4 dimensions.

Dans l'ensemble de cette thèse, considérer l'île de Maio et l'océan qui l'entoure comme étant un SSE nous permet de mieux comprendre les interactions complexes qui ont lieu entre ses différents sous-systèmes, à diverses échelles ([Delgado-Serrano et Ramos, 2015](#); [Epstein et al., 2013](#)). Ainsi, le résultat (*outcome*) d'un SSE dépend de ses sous-systèmes et de leurs interactions. L'étude des SSE permet aussi de mieux comprendre les facteurs influençant la durabilité de ces derniers dans le but d'en améliorer la gouvernance et la gestion. Considérer Maio comme un SSE répond donc à notre besoin d'analyse systémique et à celui de proposer des lignes de recommandations pour la gouvernance et la gestion durables de l'île et de l'océan qui l'entoure.

1.2.6 LA VULNÉRABILITÉ

La vulnérabilité d'une entité ou d'un système dépend de sa sensibilité, de son exposition et de sa capacité d'adaptation ([Adger, 2006a](#); [Bennett, N. J. et al., 2015](#)). La sensibilité est la susceptibilité face à une exposition ([Bennett, Blythe et al. 2015](#)) [Adger 2006](#), [Smit and Wandel 2006](#), [Allison, Perry et al. 2009](#)); l'exposition est le degré auquel les tendances et les chocs sont ressentis pour une région, une ressource ou un groupe; et la capacité d'adaptation est la capacité à modifier et à atténuer les expositions, à absorber et

recupérer des pertes découlant d'un aléa, et à exploiter de nouvelles opportunités qui émergent du processus d'adaptation.

Pour les besoins de cette thèse, nous identifierons certaines sources de sensibilité, d'exposition et d'éléments contribuant à la capacité d'adaptation, mais nous parlerons de la vulnérabilité d'une manière générale puisque plusieurs expositions peuvent interagir et se superposer, comme par exemple la surpêche et les changements climatiques ([Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Blythe et al., 2015](#)). Ainsi, le réchauffement de l'océan peut aggraver le déclin de la ressource halieutique dû à la surpêche. De plus, certains éléments pourraient être considérés à la fois comme des expositions, des sensibilités et des capacités d'adaptation. La désalinisation de l'eau des océans pour avoir de l'eau potable est une exposition au sens où un arrêt de la désalinisation engendrerait une pénurie d'eau potable (menaçant l'existence des insulaires); elle est une sensibilité car elle fait en sorte que l'île dépend de combustibles extérieurs (pour produire l'électricité nécessaire à la désalinisation); et elle constitue également une certaine capacité d'adaptation car l'eau de l'océan (à désaliniser) est une ressource inépuisable.

Plusieurs auteurs ont demandé que les différentes expositions soient mieux incorporées aux analyses de la vulnérabilité ([Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Bennett, N. J. et al., 2015](#); [Brklacich et al., 2009](#); [Bunce et al., 2010](#); [Leichenko et O'Brien, 2008](#); [Smith et al., 2013](#)). D'autres ont exprimé le besoin d'avoir davantage d'études empiriques permettant de lier la théorie et les expériences locales ([Silva et al., 2010](#); [Turner et al., 2003](#); [Zou et Wei, 2010](#)). Enfin, des analyses incorporant les perceptions de la vulnérabilité en fonction de valeurs individuelles sont aussi réclamées ([Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Hicks et Cinner, 2014](#); [O'Brien et Wolf, 2010](#)). Notre étude de la vulnérabilité viendra combler ces manques pour le cas de Maio et du Cap-Vert grâce à l'utilisation des résultats de l'Acteur en 4 dimensions à propos des perceptions de la gouvernance de l'environnement marin. Nous pourrions aussi déterminer si certains éléments de la vulnérabilité peuvent affecter la convergence des gouvernances du SSE de Maio, et si oui, de quelle manière.

Lors de notre analyse de la vulnérabilité, nous utiliserons la notion de **mobilité** et de **flux** (que nous définirons aux sections 3 (article 3) et 4.3 puisque nous leur en donnons un

sens particulièrement holistique) afin de mieux percevoir et anticiper l'évolution de la vulnérabilité du SSE de Maio. Le concept et le cadre d'analyse de la mobilité nous permettra donc de déceler certaines tendances pour le développement du SSE de Maio. Ce cadre ajoute donc l'échelle temporelle à l'analyse de la vulnérabilité, et à la comparaison des gouvernances (relativement fixée dans le temps).

1.3 PRINCIPES DU CARE ET DE LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

L'environnement, tout comme le territoire, est un construit social ([Baron, 2003](#)) et notre rapport à celui-ci (éthique et actes posés) change en fonction de notre façon de concevoir notre monde, plus particulièrement notre rapport à la nature (dualité plus ou moins grande nature/culture, ou « cosmologie » ([Descola, 2005](#))). La compréhension des positions ou perceptions relatives à l'environnement (valeurs / courants / éthiques) est cruciale dans l'analyse de sa gouvernance et de sa gestion. Une meilleure compréhension des visions des acteurs nous permettra donc de mieux intégrer ces visions, ainsi que les acteurs eux-mêmes, aux recommandations émanant des institutions nationales, régionales et internationales, pour la création et la gouvernance participative / locale ([UNPD Oslo Governance Centre](#)).

L'ensemble de l'analyse présentée dans notre thèse s'inscrit dans l'approche philosophique du *care* ([Gilligan, 1982](#); [Nash, 1989](#); [Paperman, 2015](#)), une éthique fondée sur l'empathie et la compréhension ([Paperman, 2015](#)). L'approche *care* est à l'écoute des diverses sensibilités des acteurs; elle s'intéresse à tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre « monde » de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible ([Fisher, B. et Tronto, 1990](#)). Elle vise le bien-être collectif, incluant tous les éléments composant le réseau complexe soutenant la vie. Le *care* peut aider à repenser la coopération démocratique entre les êtres (tous fondamentalement vulnérables, au même titre que le monde qu'ils partagent) et rejoint en ceci l'éthique de la Terre de Leopold ([Callicott, 2001](#)). Il nous pousse en tant qu'individus à relativiser notre place dans l'écosystème global, nous invite à l'humilité et à chercher à tirer parti des forces de chaque élément (collaboration et adaptation), plutôt que de valoriser des rapports de domination ou de compétition envers les autres membres de la communauté biotique.

La vision du *care* concorde avec celle de la justice environnementale puisque les plus vulnérables (ex., populations rurales pauvres) sont souvent les premiers à subir les effets de la dégradation de l'environnement. En ce sens, la pauvreté est de plus en plus reconnue comme multidimensionnelle. On entend par là qu'elle est liée aux systèmes de subsistance et pas seulement monétaires; qu'elle est associée aux droits et pas uniquement aux besoins humains; qu'elle est définie différemment selon les individus /cultures; et qu'elle est liée à la vulnérabilité et à l'exclusion sociale (notamment dans les communautés de pêche) ([Allison et Horemans, 2006](#)). Préserver la nature permet, dans de nombreux cas, de préserver les moyens de subsistance des personnes qui n'ont pas accès à d'autres modes de vie ou à des solutions de remplacement. Enfin, en tant qu'éthique, le *care* s'attaque aux problèmes que pose la distribution inéquitable des revenus, engendrant aujourd'hui une forte instabilité, même pour les mieux nantis ([Union of Concerned Scientists, 1992](#)). Cette éthique, tout comme celle de la Terre notamment, remet en question les piliers économiques et démographiques des sociétés post-industrielles que sont la croissance économique consommatrice de ressources et l'augmentation de la population ([Enger et Smith, 2004](#)).

Notre analyse intègre également des principes issus de l'approche fondée sur les droits humains ([Nations Unies, 2006, 2015](#); [UNESCO, 2006](#)) qui propose un cadre basé sur les règles internationales pour promouvoir un développement inclusif et participatif. Selon cette approche, tous les humains sans discrimination doivent être assurés du respect de leurs besoins et de leur bien-être. Le maintien de la capacité à faire respecter les droits basés sur les besoins humains est un aspect important de cette approche ([Sen, 2000](#)). La réalisation des droits humains, notamment la sécurité alimentaire et l'éradication de la pauvreté, ainsi que l'impératif d'inclure les groupes vulnérables et marginalisés à leur développement, se trouvent également à l'origine des *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale* ([FAO, 2015](#)).

Notre cadre de pensée intègre donc celui du *care* et celui de la justice environnementale, qui s'intéresse aux conflits écologico-distributifs et qui intègre l'ensemble des acteurs : les acteurs faibles en se basant sur l'égalité des droits à la subsistance et sur les droits d'usage; et les acteurs absents en considérant la nature et l'homme comme

interdépendants et inextricablement liés ([Enger et Smith, 2004](#)). Ce courant de pensée cherche à la fois une amélioration des conditions de vie locales et globales, les unes ne devant pas se faire au détriment des autres⁵.

Nous précisons à l'issue de ce chapitre théorique que l'étude présentée dans cette thèse ne s'inscrit ni dans le courant du « culte de la nature sauvage » ([Alier, 2014](#)) visant à protéger la nature de toute interférence humaine, ni dans celui de l'éco-efficacité, qui conçoit la nature comme une « ressource », comme du « capital », prodiguant des « services environnementaux » ([Alier, 2014](#)). L'homme n'est considéré ici ni comme un ennemi des autres espèces, ni comme un gestionnaire de la nature (en la dominant), positions qui dans les deux cas dissocieraient nature et culture ([Descola, 2005](#); [Latour, 1993](#)). Notre approche n'a pour fin ni la conservation intégrale ni la modernisation écologique via l'économie et les technologies. Notre approche perçoit la Terre comme une communauté à laquelle nous appartenons, la nature étant l'extension de la communauté, au même titre que la communauté est l'extension de l'individu ([Callicott, 2001](#)). Elle concorde avec les *Objectifs d'Aichi* visant à « Vivre en harmonie avec la nature » ([Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2015](#)) et avec la théorie de la résilience⁶, qui souligne les liens de co-évolution écosystémique et sociale ([Folke, 2006](#)).

1.4 PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES

Malgré la prise de conscience des enjeux marins et la volonté d'agir - affichée à la fois par les instances internationales, régionales, nationales et locales -, la situation des écosystèmes marins et des populations qui en dépendent s'aggrave sans cesse. De même, les inégalités

5. Cela peut être le cas lorsque, par exemple, une réserve naturelle est implantée en territoire autochtone ou que l'on doit utiliser des ressources ou produire de la pollution pour améliorer l'efficacité énergétique globale.

6. La résilience est souvent considérée comme étant l'opposé de la vulnérabilité W. N. Adger, «Vulnerability», *Global Environmental Change* 16, no. 268-281 (2006b), E. H. Allison et al., «Vulnerability of national economies to the impacts of climate change on fisheries », *FISH and FISHERIES* 10(2009).

s'accroissent entre les populations dont la subsistance dépend directement d'un environnement sain et celles qui profitent des biens et services écosystémiques à distance sans en internaliser les coûts. Cette recherche est issue du besoin de s'appuyer sur des exemples positifs de conservation qui découlent de l'initiative des communautés locales, dans leur intérêt et avec leur participation. S'il en existe, quelles conditions et quels facteurs expliquent leur réussite? L'étude de la gouvernance marine et de la vulnérabilité devraient permettre de répondre à cette question.

Au début de notre recherche, nous avons fait un rapide survol des projets d'Afrique de l'Ouest où se développe un réseau d'aires marines protégées (le Réseau d'aires marines protégées d'Afrique de l'ouest, RAMPAO). L'exemple de l'île de Maio, avec ses projets de conservation marine associés au projet de cogestion des pêches (Programme régional des pêches en Afrique de l'Ouest PRAO), nous a paru inspirant. Notre problématique trouve un terrain d'étude tout à fait approprié sur l'île de Maio puisque les projets en cours ont pour objectif **d'associer développement humain et protection de l'environnement ainsi que de promouvoir l'approche participative**. Ces facteurs, ainsi que la stabilité politique et religieuse du pays et la présence de contacts que nous avons au Cap-Vert (Anibal Medina, coordonnateur du PRAO-CV et Celeste Benchimol, professeure à l'Uni-CV) expliquent également le choix de ce site pour notre étude de cas.

1.4.1 QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSE SUR LES GOUVERNANCES

Après avoir établi le choix du site d'étude sur l'île de Maio, où des projets de conservation et de meilleure gestion des pêches à forte teneur participative se développaient et semblaient présenter un bon potentiel d'inspiration pour d'autres pays, je m'y suis rendue pour un premier terrain à l'été 2013. Quelques semaines de première approche ont permis d'entrevoir des disparités entre la gouvernance *de jure* (affichée), la gouvernance *de facto* (pratiquée) et celle désirée par les acteurs. C'est ainsi que la comparaison de ces types de gouvernance s'est présentée comme pertinente afin d'analyser de façon objective le développement de projets de conservation et de cogestion des pêches à Maio. Notre question de recherche se formule ainsi :

- **Comment les gouvernances marines et côtières officielles (*de jure* et *de facto*) et désirées se comparent-elles sur l'île de Maio?**

Plus spécifiquement, nous nous demandions :

1. Quelle gouvernance marine est prescrite, ou reconnue par la loi (gouvernance *de jure*), pour le socio-écosystème (SES) de l'île de Maio?
2. Quelle gouvernance marine est réellement effectuée (gouvernance *de facto*) dans le socio-écosystème de Maio?
3. Comment les acteurs perçoivent-ils la gouvernance officielle (*de jure* et *de facto*), et quel type de gouvernance désirent-ils (gouvernances désirées) pour le socio-écosystème de Maio?
4. Quels éléments convergent entre les gouvernances marines *de jure*, *de facto* et la gouvernance désirée de Maio? Pourquoi?
5. Quels élément divergent entre les gouvernances marines *de jure*, *de facto* et la gouvernance désirée de Maio? Pourquoi?
6. Comment faire en sorte que les gouvernances officielles (*de jure* et *de facto*) correspondent davantage à la gouvernance désirée par les acteurs du socio-écosystème de Maio?

Notre hypothèse de base était la suivante :

- **Les communautés locales sont bien incluses dans les décisions concernant leur environnement marin à Maio grâce à une bonne adéquation entre la gouvernance *de jure*, *de facto* et désirées.**

Le Programme régional des pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO-CV) pour la cogestion des pêches) et le Réseau des aires marines protégées en Afrique de l'Ouest (RAMPAO) semblaient en bonne voie d'intégrer les acteurs à la prise de décision concernant leur environnement marin, reflétant le désir de la plupart des acteurs.

Notre hypothèse dérivée est :

- **La mobilité et la vulnérabilité expliquent, en partie, les divergences éventuelles observées entre gouvernance *de jure*, *de facto* et désirées.**

CHAPITRE 2

TERRAIN ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE

2.1 PORTRAIT DE LA ZONE D'ÉTUDE : LE CAP-VERT ET L'ÎLE DE MAIO

Avant de présenter notre méthodologie, il convient de dresser le tableau du Cap-Vert et de l'île de Maio en particulier pour faire ressortir les données historiques, économiques, sociales et environnementales. Celles-ci justifient le choix de notre terrain pour l'étude de la gouvernance marine. Elles montrent aussi les facteurs de vulnérabilité et de mobilité du SSE de Maio. Ce chapitre contient aussi l'article 1 qui présente notre méthode principale, l'Acteur en 4 dimensions, et le met en relation avec le cadre des systèmes socio-écologiques de Elinor Ostrom, cadre largement employé dans des études similaires à la nôtre.

2.1.1 PORTRAIT DU CAP-VERT

Les données socio-environnementales de l'archipel nous semblent répondre à notre critère principal pour le choix de notre terrain, un PEID d'Afrique de l'Ouest. Ce portrait du Cap-Vert montre que le pays a un bon potentiel de développement (de la pêche, de la conservation marine du tourisme et du bien-être de ses communautés) tout en étant vulnérable par certains aspects – parfois les mêmes que ceux qui lui donnent du potentiel. L'influence de la vulnérabilité sur la gouvernance marine du pays sera élaborée plus loin dans l'analyse. Nous verrons dans ce portrait certains des éléments auxquels s'appliquent les trois types de gouvernance.

La république du Cap-Vert se situe à 350 km au large du Sénégal, dans l'Atlantique. Cet archipel sahélien d'origine volcanique compte environ 539 000 habitants distribués sur neuf de ses dix îles. Malgré une baisse de sa croissance démographique, le PNUD évalue qu'en 2030, sa population atteindra 600 000 habitants. On divise généralement les îles du Cap-Vert en îles « au vent » (*barlavento*) : Santo Antao, Sao Vicente, Santa Luzia, Sao Nicolau, Sal et Boa Vista; et en

îles « sous le vent » (*sotavento*) : Maio, Santiago, Fogo et Brava. La superficie totale du pays est de 4 033 km² (Figure 3).

Le Cap-Vert a été découvert au 15^e siècle par les Portugais et a ensuite été utilisé comme plate-forme stratégique pour le trafic d'esclaves jusqu'à une époque récente. Le pays est devenu indépendant en 1975. Les Cap-Verdiens parlent le créole, bien que leur langue officielle soit le portugais. Leur culture est également un mélange de la culture portugaise et africaine. Elle leur confère une identité forte.

Le climat du Cap-Vert est aride. Il est caractérisé par des cycles de sécheresse survenant tous les dix ans. La pluviométrie est irrégulière, la rétention hydrique, faible; et l'eau potable, insuffisante. Ces facteurs et la pauvreté de son sol font que la superficie arable du Cap-Vert se limite à environ 18,6 % de son territoire ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)). L'approvisionnement en eau pour l'agriculture s'améliore cependant grâce à des techniques telles que la micro-irrigation et la construction de barrages, notamment sur l'île de Santiago, la plus densément peuplée du pays.

L'urbanisation croissante du Cap-Vert, le développement de son parc industriel, ainsi que le tourisme exercent de fortes pressions sur les ressources aquifères existantes. Le Cap-Vert est dépendant à 85 % de la désalinisation de l'eau de mer par osmose inverse pour combler ses besoins en eau douce. Cette technique exige toutefois l'utilisation intensive d'énergie électrique, qui est produite à partir de sources fossiles importées. Malgré cela, 87 % de la population capverdienne avait accès à l'eau potable en 2015 ([Banque mondiale, 2018](#)).

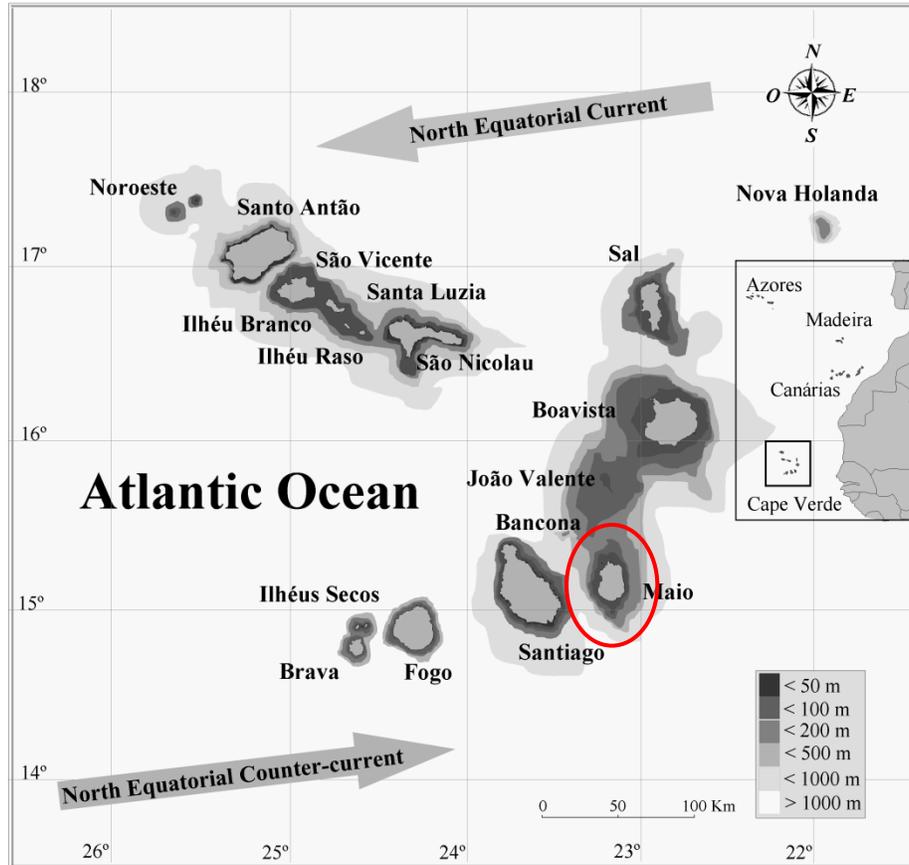


Figure 3 : Carte de l'archipel du Cap-Vert
 Carte tirée de ([Medina et al., 2007](#)). L'île de Maio (terrain de recherche) est encadrée en rouge.

Le manque d'infrastructures pour traiter l'eau et les déchets solides préoccupe le gouvernement capverdien. La pollution terrestre en hausse constitue un risque véritable pour les milieux marins puisque 80 % de la pollution marine provient de sources terrestres. Au Cap-Vert, le plastique provenant de la côte ouest-africaine présente un signe visible de la pollution marine et côtière d'origine continentale. Enfin, les ressources minérales du Cap-Vert sont pauvres, tant en quantité qu'en diversité ([FAO, 2018a](#)).

2.1.1.1 Économie : potentiel et vulnérabilité

À la fin de 2007, le pays est sorti de la liste des Pays les moins développés des Nations Unies et intégrait alors le groupe des pays aux rendements moyens-bas. Il a été cependant affecté par la

crise économique de 2008, conséquence directe de sa grande dépendance à la zone Euro via les investissements directs étrangers, l'exportation de biens, l'aide publique au développement et l'aide de la diaspora (voir article 3 sur la vulnérabilité).

Le PIB cap-verdien est d'environ 3 000 \$ américains par habitant. Le secteur tertiaire constitue plus de 70 % du PIB capverdien. Le secteur primaire (dominé par l'agriculture, l'élevage et la sylviculture) contribue à moins de 10 % du PIB. La pêche et l'aquaculture ne constituent qu'un peu plus de 10 % du PIB du secteur primaire ([Câmara de Comércio Industria e Turismo Portugal Cabo Verde, 2015](#)). La contribution de la pêche au PIB a diminué avec le temps, passant 1,3 % en 2002 à 0,8 % en 2011, et continue à régresser. Le secteur des services a pris de l'expansion au détriment des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie.

Imports / exports

Le Cap-Vert est principalement importateur (804 millions de dollars américains en 2016) alors que ses exportations se chiffrent à 97,5 millions de dollars américains ([Simoes et Hidalgo, 2018](#)). Ses importations proviennent principalement du Portugal (39 % en 2016), de l'Espagne (10 %) et des Pays-Bas (5,3 %). Les premiers produits importés sont le pétrole et ses dérivés (19,4 %), suivis par les machines et produits électriques, le fer et l'acier, le ciment, le plastique et le riz. Certains poissons, crustacés et mollusques font aussi partie des importations du Cap-Vert.

Les exportations du Cap-Vert se font en premier lieu vers l'Espagne (55 %), puis vers le Portugal (14 %). Elles sont constituées à 37% de poissons frais et réfrigérés, et de poissons en conserve (30 %). En ajoutant les langoustes fraîches et congelées, ainsi que la farine de poissons, environ 85 % des exportations proviennent de la pêche ([Câmara de Comércio Industria e Turismo Portugal Cabo Verde, 2015](#)). Les exportations de produits de la mer, frais, congelés ou en conserves ont augmenté de manière exponentielle depuis 2004 (Figure 4).

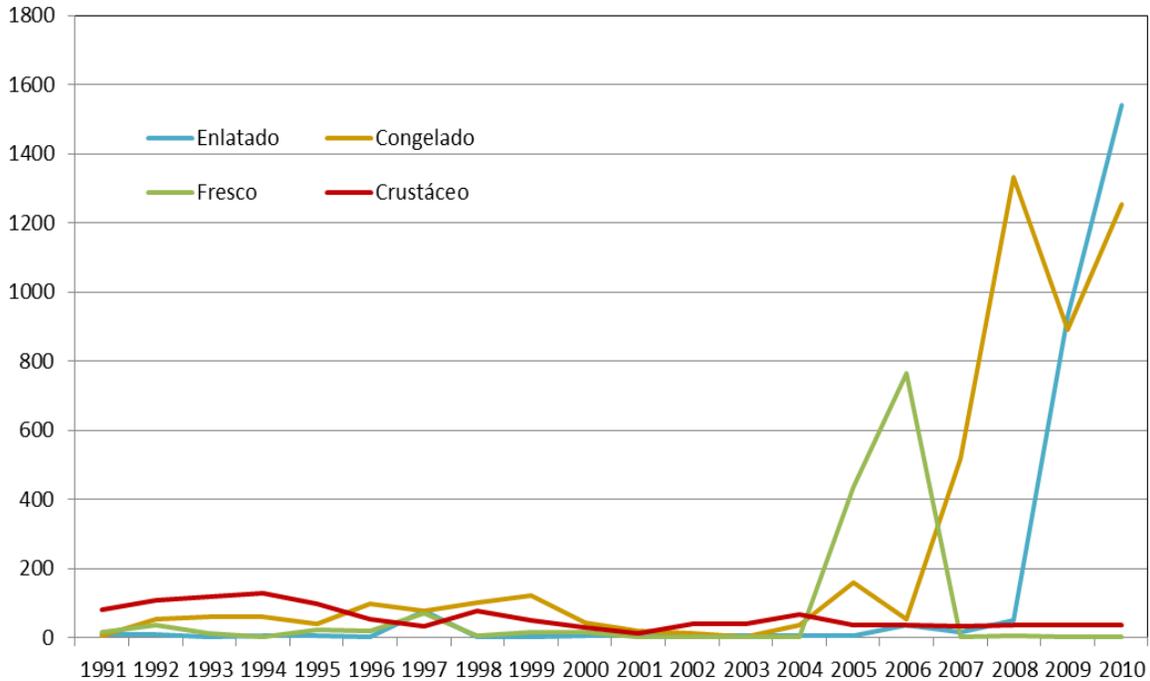


Figure 4 : Évolution des exportations de produits de la mer par type de produit

Figure tirée de (*Banco de Cabo Verde, 2012*)

En bleu : poisson en conserve; jaune : poisson congelé; vert : poisson frais; et rouge : crustacés.
Ordonnée : tonnes.

La vaste diaspora capverdienne constitue une source de revenus considérable pour le pays. Les recettes provenant de celle-ci ont cependant connu pour la première fois une diminution en 2009, baisse également attribuable à la crise vécue par les pays de la zone Euro, où réside la plus importante part de la diaspora cap-verdienne.

L'aide publique au développement du CAD (Comité d'aide au développement de l'OCDE) constitue aussi une ressource importante de l'économie capverdienne. Entre 2000 et 2012, le Cap-Vert a reçu 1 900 millions USD en aide publique au développement. Le principal pays donateur est le Portugal, avec un apport de près de 800 millions USD entre 2000 et 2012. Outre l'Union européenne, les principaux partenaires du Cap-Vert sont : la Banque africaine de développement, les Nations Unies, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Cette dépendance à la fois à l'importation de produits de première nécessité et à l'aide extérieure (diaspora et aide internationale) sont des facteurs de vulnérabilité. Les exports de poissons sont à la fois des éléments de vulnérabilité et de résilience pour le pays.

Taux de chômage

Le chômage est élevé. Il touche principalement les jeunes (15 à 24 ans) et les femmes, avec un taux atteignant 25 % pour les jeunes femmes en 2010. Celui des jeunes atteignait 21 % en 2010, soit le double du taux de chômage du pays (10,7 %) pour la même année ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)).

Développement humain

D'un point de vue social, le Cap-Vert se retrouvait en 2013 dans le groupe des pays ayant un développement humain moyen-bas, soit au quatrième rang des pays subsahariens pour son indice de développement humain (IDH) ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)) qui évalue la capacité d'un pays à assurer à ses citoyens "une vie longue et en santé, l'accès au savoir et un mode de vie digne". L'IDH du Cap-Vert a crû entre les années 2000 et 2013 (en moyenne de 0,81 % par année).

Le Cap-Vert est un pays stable et sécuritaire, sans clivage ethnique ou religieux conflictuel. Sa société est structurée et possède un niveau de littéracie moyen relativement élevé. Ainsi, pratiquement 83 % de sa population de plus de 15 ans est alphabétisée, et lorsque ce taux est évalué chez les jeunes, il monte à 97 %. Le pays est une démocratie (multipartisme depuis 1990) semi-présidentielle, avec des gouvernements issus d'élections justes et libres, visant des politiques consensuelles (notamment, la lutte contre la pauvreté et le maintien d'un environnement de qualité).

Petit État insulaire en développement (PEID)

Définition : le groupe des petits États insulaires en développement comprend des pays ayant plusieurs aspects en commun, leur petite taille, leur faible population et leur économie en développement. Ils sont entourés d'eau et indépendants ([Haraguchi, 2018](#)).

La petite dimension d'un pays contribue à sa vulnérabilité de plusieurs manières : elle implique généralement un marché domestique réduit, peu de ressources exportables, une production agricole ou minérale limitée, menant à un taux d'importations élevé se reflétant dans le PIB du pays ([Briguglio, 1995](#); [United Nations, 2010](#)). Les coûts de transports des PEID sont comparativement

élevés, vu que les quantités transportées sont faibles et que leurs produits doivent traverser de longues distances pour atteindre les marchés finaux. Le système national de transport entre les îles complexifie encore davantage le commerce au Cap-Vert.

En tant qu'économies petites et fragiles, les PEID sont aussi particulièrement sensibles aux crises économiques financières mondiales et régionales. Face à la crise climatique, plusieurs PEID sont aussi particulièrement menacés ([United Nations, 2018b](#)), se trouvant dans des zones très exposées aux événements climatiques et sismiques extrêmes ([United Nations, 2010](#)). Des aspects plus précis associés à la condition de PEID et à la vulnérabilité du Cap-Vert seront traités dans l'article 3 ([Dancette, 2019](#)), portant sur la mobilité et la vulnérabilité (chapitre 3).

Tourisme

Le tourisme mondial est à la hausse et contribue à 10 % du PIB mondial. Ce secteur emploie 1/10 de la population active de la planète ([UN World Tourism Organization UNWTO, 2017](#)). Les milieux côtiers n'échappent pas à cette tendance, surtout dans les zones où les températures sont chaudes et où les eaux sont limpides et attrayantes, comme c'est le cas au Cap-Vert et à Maio en particulier. Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le tourisme représenterait un secteur clé de la promotion du développement durable des îles ([UN World Tourism Organization UNWTO, 2012](#)), d'autant plus qu'un nombre croissant d'embarcations récréatives cherchent de nouveaux points d'attraction et de navigation.

Le Cap-Vert semble donc une destination à haut potentiel touristique. L'activité touristique du Cap-Vert a été dynamisée depuis la fin des années 1990. L'offre touristique s'est élargie, le nombre de nuits augmentant d'un facteur de 5 entre 2000 et 2013 (soit 684 733 à 3 279 928 nuits) ([Instituto Nacional de Estatística Cabo Verde, 2015](#)). Les activités touristiques sont responsables de près de 3% des emplois directs du pays. Les îles de Sal et Boavista ont vu le nombre d'hôtels et de tout-inclus augmenter massivement ces dernières années, avec un accroissement concomitant des inégalités, des conflits et de l'insécurité. Le secteur du tourisme est ainsi un élément majeur d'exposition des PEID et contribue à la vulnérabilité bien qu'il puisse aussi permettre le développement de ces pays.

Le succès futur du tourisme maritime et côtier dépend de sa valeur durable et intégrée, et de la prise en compte de ses impacts socio-environnementaux. La stratégie relative au tourisme au

Cap-Vert intègre des éléments essentiels à sa réalisation et à son développement durable, tels la création d'un réseau d'aires marines protégées (AMP), l'accès à une eau de qualité et l'aménagement des zones côtières. Elle prévoit aussi l'attribution d'une valeur économique à la conservation de la nature et la rentabilisation des AMPs ([Republica de Cabo Verde, 2010a](#)).

Changements climatiques

Faisant partie des PEID dont la vulnérabilité provient à la fois de la présence limitée des ressources naturelles et de sa forte dépendance aux importations ([Resende-Santos, 2016](#)), le Cap-Vert est particulièrement sensible aux effets des changements climatiques. En effet, un déséquilibre causé à la fois par des phénomènes naturels et la surpêche pourrait avoir un effet catastrophique sur le bien-être des Cap-Verdiens ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)). Le GIEC évalue comme très élevé le risque d'augmentation de la température de plus de 1,5 degrés d'ici 20 ans. Alors que le niveau des océans augmente actuellement de 3 millimètres chaque année ([Church et al., 2013](#)), à court terme, la hausse du niveau de la mer pourrait engloutir certaines zones du Cap-Vert, notamment la ville de Cidade Velha qui est classée par l'UNESCO comme patrimoine mondial de l'humanité. Cette ville est célèbre pour ses vestiges relatant l'époque où le pays était une plate-forme pour la traite d'esclaves ([Marzeion et Levermann, 2014](#)). L'île de Maio, moins élevée que cette ville, risque donc de se trouver (au moins en partie) couverte par l'océan à court terme. L'irrégularité croissante des saisons sèches et des pluies, pour l'agriculture déjà limitée, ainsi que la difficulté et l'imprévisibilité grandissantes des conditions de navigation (courants et conditions météorologiques) sont d'autres aléas liés aux changements climatiques à considérer.

Potentiel halieutique et pêche

Au Cap-Vert, la pêche joue un rôle économique et social majeur, raison première pour laquelle cette activité ainsi que la préservation de la ressource halieutique est au cœur de notre analyse de la gouvernance marine.

Le Cap-Vert détient une Zone économique exclusive de près de 700 000 km². Provenant de cet important territoire marin, la production de pêche annuelle durable du pays est estimée à près de 25 000 tonnes pour les grands pélagiques migrateurs ([Republica de Cabo Verde, 2014](#)). Les

affleurements côtiers sont réduits ainsi que la plateforme côtière (sauf entre Maio et Boavista), ce qui limite la production halieutique.

En 2000, la consommation *per capita* était de 26kg/personne/année et le secteur employait de manière directe 5,2 % de la population active ([Diop, 2012](#)). Cela représente 10 % du total de la population employée, soit 5000 pêcheurs (artisanaux et industriels) et 12 850 emplois indirects (transformation, administration et emploi des femmes vendeuses notamment). Globalement, la pêche fait vivre 90 000 personnes au Cap-Vert puisque chaque pêcheur fait vivre plusieurs membres de sa famille. Cela représente $\frac{1}{5}$ de la population du pays. La flotte du Cap-Vert se divise en deux segments principaux : la pêche artisanale et la pêche semi-industrielle et industrielle.

La pêche artisanale contribue à la sécurité alimentaire du pays. Elle fournit près de 50 % des protéines alimentaires du pays, complétée par l'élevage pour l'autre moitié. La pêche assure également l'entrée de devises étrangères via l'exportation.

Les principales ressources halieutiques du pays se divisent en cinq catégories.

- 1- Les grands pélagiques océaniques (thons, dont albacore et listao, et auxides) sont de grands migrants et leur zone de frai se situe dans le golfe de Guinée ([Monteiro, 2011](#)). Certaines espèces pourraient cependant être résidentes de la ZEE du Cap-Vert, selon des experts locaux.
- 2- Les petits pélagiques (maquereau noir, chinchard) ont une croissance rapide et leur biomasse fluctue en fonction des cycles climatiques.
- 3- Les poissons démersaux (sériole, mérrou) ont une grande valeur marchande mais une biomasse plus basse.
- 4- Les langoustes (dont la langouste rose, endémique) sont sujettes à la surexploitation.
- 5- Enfin, les espèces pêchées manuellement comme les buzios (gastéropodes), anatifes et barnacles, ainsi que les calmars et poulpes ont une biologie et une écologie peu connues.

Pour les trois principaux stocks concernés par la pêche étrangère (albacore, listao et thon obèse), la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) a conclu qu'il y avait, à la fin de l'année 2012, une légère surexploitation de l'albacore, une pleine exploitation du thon obèse et une exploitation du listao légèrement au-dessous de son niveau durable ([ICCAT, 2017](#)).

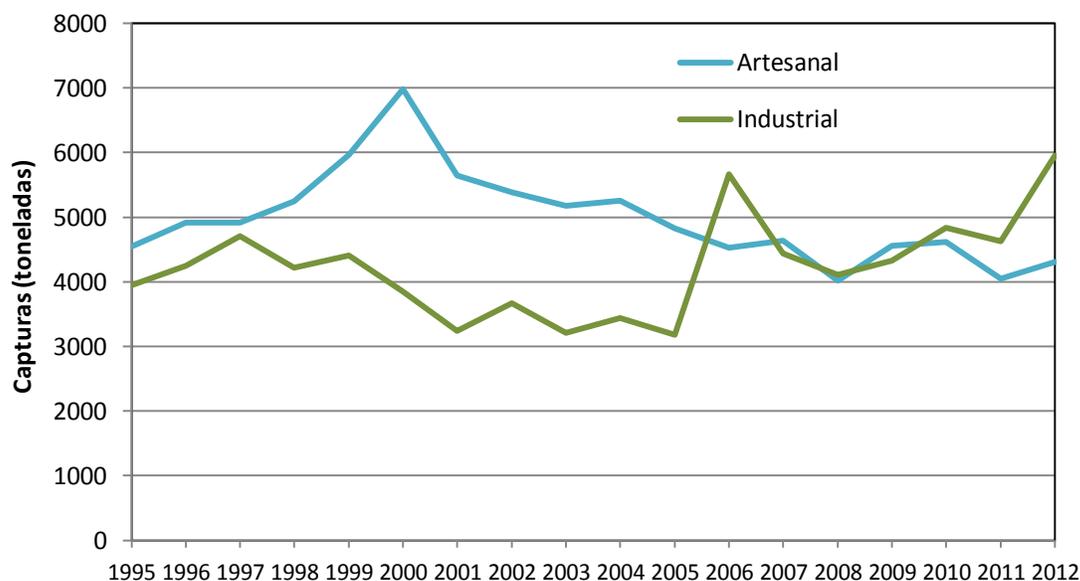


Figure 5 : Évolution des captures des flottes artisanales et industrielles du Cap-Vert
 Image tirée de ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)).
 En turquoise : captures issues de la pêche artisanale; en vert : captures issues de la pêche industrielle. Ordonnée : tonnes.

Jusqu'en 2005 environ, les captures artisanales dépassaient légèrement les prises industrielles, mais la situation s'est inversée récemment, la pêche industrielle augmentant légèrement, et la pêche artisanale diminuant légèrement aussi. En 2012, la pêche artisanale capturerait 4 310 tonnes de poissons alors que la pêche industrielle en capturerait 5 955 tonnes (Figure 5), l'ensemble des captures nationales était donc d'environ 10 000 tonnes ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)).

2.1.1.2 Pêche artisanale

La pêche artisanale cap-verdienne comprend 1 239 bateaux sans pont, possédant des moyens de capture mécaniques et ne disposant que de glace pour conserver les poissons à bord. Ces bateaux mesurent entre 3,5 et 6,5 mètres de long et 72 % d'entre eux sont motorisés ([Monteiro, 2011](#)). La pêche à la ligne est la méthode utilisée par 90 % des embarcations de cette flotte, pour les espèces démersales et thonidés principalement. Autrement, le filet maillant, la senne (pour les petits pélagiques) et la plongée (pour les langoustes côtières) sont aussi utilisés ([Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas, 2004](#); [Monteiro, 2011](#)). Les pêcheurs artisanaux sont répartis en 70 communautés au Cap-Vert. La pêche artisanale occupe directement 3 700 hommes, et près de 1 000 vendeuses de poissons. Entre 2005 et 2011, les communautés de pêche ont diminué de 8 %, alors que le nombre de bateaux et pêcheurs a augmenté de 20 % ([Monteiro, 2011](#)). Ce paradoxe s'explique par une diminution de l'accès aux stocks par les communautés en dépendant traditionnellement et donc, l'abandon de ce mode de vie par celles-ci, combiné au fait que de plus en plus de Cap-Verdiens de communautés qui ne pêchaient pas traditionnellement, n'ont plus d'autres recours pour assurer leur subsistance et celle de leur famille que de pêcher (même si les stocks déclinent).

Alors que la moyenne d'âge des pêcheurs artisanaux et des vendeuses se situe autour de 40 ans, les pêcheurs s'initient à la pêche très jeunes, parfois dès l'âge de 10 ans ([Varela et al., 2012](#)) en apprenant de membres plus âgés de la communauté. Leurs familles sont généralement nombreuses et peu instruites. Toutefois, elles connaissent bien l'environnement et la biologie des espèces, raison pour laquelle les plans de cogestion en cours (PRAO notamment) cherchent à inclure leurs connaissances. Le programme PRAO-CV vise à améliorer la salubrité et la manutention des poissons afin de permettre aux produits de gagner de la valeur. Il vise aussi la reconversion de certains pêcheurs artisanaux vers d'autres activités. Ainsi, il prévoit de retirer de la pêche les embarcations de plus petite portée, de leur trouver une autre utilité (ex : activités récréo-touristiques) et de renouveler la flotte avec des embarcations plus compétitives.

La précarité de la pêche artisanale pousse les pêcheurs à décourager leurs enfants de suivre leur exemple et à leur conseiller de trouver d'autres emplois ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)). Cette précarité s'explique par la dureté de la profession, le faible rendement économique et la diminution de la ressource. Aussi, comme il est difficile de diminuer l'effort de

pêche tout en maintenant l'emploi dans ces communautés aux taux de chômage élevés en l'absence d'alternatives professionnelles, les programmes de requalification de la petite pêche (comme le PRAO) sont bienvenus dans ces communautés.

Alors que les hôtels des îles touristiques préfèrent souvent importer du poisson qui répondrait mieux aux normes internationales de salubrité et de conservation, les pêcheurs artisanaux peinent à vendre leurs prises en quantité économiquement rentable. Le manque de salubrité et de conservation à bord et sur terre pour le transport contribue de manière générale à limiter la portée du marché des poissons pêchés artisanalement. Une bonne organisation des pêcheurs de cette flotte peut cependant permettre une meilleure coordination de la commercialisation de la pêche. Cela s'est observé à Maio, lorsque l'association PescaMaio (autour de 2006) rassemblait les pêcheurs et leur permettait de mettre en commun leurs poissons pour les vendre sur l'île en les distribuant par camion réfrigéré dans les villages ([Vittorino, 2013](#)). Cette coordination était financée par de l'aide étrangère. Le programme limitait les pertes de poissons et permettait un mode de vie plus sain et sécuritaire, les pêcheurs n'allant en mer que lorsqu'il ne restait plus de poisson à vendre. Le financement a pris fin et le programme n'a pas été poursuivi.

2.1.1.3 Pêche industrielle et semi-industrielle

La pêche industrielle cap-verdienne touche principalement les thonidés, les petits pélagiques et la langouste rose ([Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas, 2004](#)). En 2011, 90 embarcations mesurant entre 7 et 26 mètres et employant un peu plus de 1000 pêcheurs ont été recensées. Il y a eu une forte augmentation du nombre d'embarcations et de pêcheurs de cette flotte. Le Cap-Vert compte actuellement développer cette filière afin d'être plus compétitif face à la pêche étrangère, et ainsi devenir plus autonome.

2.1.1.4 Pêche étrangère et accords de pêche

Le Cap-Vert a signé des accords de partenariat avec l'Union européenne (UE), avec le Japon et la Chine (accords privés) et avec les pays voisins (Sénégal, Mauritanie et Guinée). L'UE détient la part la plus importante des possibilités de pêche attribuées aux navires étrangers. Le Cap-Vert peine à contrôler les activités des flottes étrangères pêchant dans ses eaux ([Republica de Cabo Verde, 2014](#)).

Le premier accord entre le Cap-Vert et l'Union européenne a été signé en 1990. Depuis, 7 protocoles ont été signés entre les deux parties. En 2014, un accord CV-UE a été signé pour une durée de 4 ans. Cet accord donne accès à la ressource et vise la promotion de la pêche durable au Cap-Vert. Il comporte une partie commerciale constituée de la compensation financière en échange de possibilités de pêche ainsi qu'une partie « appui à la mise en œuvre de la politique sectorielle de la pêche de Cap-Vert » ([COFREPECHE et al., 2013](#)) qui a remplacé depuis 2007 la partie « aide et soutien » qui consistait en des actions spécifiques.

L'accord avec l'Union européenne autorise 28 thonnières congélateurs, 13 thonnières canneurs et 30 palangriers de surface à pêcher au Cap-Vert. Ces embarcations sont autorisées à pêcher à partir des 12 miles nautiques de la ligne de base pour les thonnières congélateurs et 18 miles nautiques pour les canneurs et palangriers. Ils ont l'autorisation de pêcher 5000 tonnes de thons, espadons et de requins bleus par année ([European Union, 2014](#)).

Les accords de pêche constituent une menace pour les petites communautés de pêche alors qu'un transfert de sur-capacité de pêche s'opère vers leurs pays, plutôt que de voir se développer une exploitation durable à l'extérieur de la zone UE ([United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). Les subventions à la pêche peuvent également permettre aux pays de l'UE de poursuivre leur exploitation de la ressource de pêche, même lorsque les stocks sont trop bas pour être rentables économiquement, provoquant une compétition injuste avec les flottes locales (surtout artisanales) et accroissant la surpêche. De plus, les méthodes employées pour calculer les coûts dans les accords de pêche peuvent inciter les propriétaires de bateaux à sous-déclarer leurs captures, le coût dépendant de la quantité de thon pêchés. Les prises accessoires sont rarement déclarées par les vaisseaux de l'UE, alors qu'elles peuvent être ciblées par la flotte locale. Une autre faiblesse des accords est que les observateurs nationaux sur les bateaux étrangers ne semblent pas en mesure d'effectuer leur travail efficacement : ils sont parfois payés directement par les opérateurs du bateau, ce qui pose un problème d'objectivité, ou ils sont même parfois absents. L'absence des observateurs peut être causée par un manque de moyens du Cap-Vert ou par certaines clauses (ex : la "rider-clause") des accords permettant aux armateurs, contre un supplément payé par les pays de l'UE aux autorités locales, d'être exemptés de la présence d'observateurs de pêche. Enfin, le manque d'informations concernant ces accords et leur mise en œuvre ne permet pas aux chercheurs et institutions d'en faire une analyse définitive. Il importe donc d'amasser cette information au plus vite afin d'éviter une possible source d'accaparement des

mers ([Bennett, N. et al., 2015](#)). En attendant, le principe de précaution impose la vigilance quant à l'exploitation des ressources marines du Cap-Vert, richesse principale de ce petit pays tout tourné vers la mer.

Les accords avec la Chine et le Japon sont des accords privés, plus hermétiques que ceux passés avec l'Union européenne. Outre le fait qu'ils permettent aux navires de ces pays de pêcher en eaux cap-verdiennes en battant pavillon cap-verdien (rendant impossible la tâche de distinguer flottes industrielles nationales et étrangères), la valeur et la nature des éléments constituant la contre-partie à ce droit de pêche restent inconnues. Certaines études font toutefois état de barrages et de stades de sport qui auraient été construits en échange de ces droits de pêche privés ([BelhabibSumaila, et al., 2015](#)).

Le braconnage de tortues est en baisse grâce à des programmes d'ONG très actives partout sur l'archipel; celui du requin est en hausse (probablement pour répondre à la demande chinoise). Les buzios (un gastéropode marin local) et les langoustes sont aussi surpêchés.

2.1.1.5 Aquaculture

À l'échelle mondiale, l'aquaculture contribue aujourd'hui pour près de 50% de la consommation mondiale de poissons ([FAO, 2014](#)). Ce secteur présente un intérêt pour le Cap-Vert qui y voit des opportunités de création d'emploi et de croissance économique ([Sociedade de avaliacao estratégica e risco SaeR, 2015](#)). Cependant, l'absence de combustibles fossiles et l'insuffisance du réseau de production énergétique entraînent des coûts élevés pour les activités économiques, incluant l'aquaculture et la transformation du poisson. L'accès difficile et onéreux à l'eau potable contribue aussi à rendre l'aquaculture moins rentable au Cap-Vert que dans d'autres régions du globe.

2.1.1.6 Autres ressources

La recherche marine, la découverte de nouvelles formes de vie et de minéraux utilisables en pharmaceutique et cosmétique, le recours à différentes formes d'énergie et l'amélioration de la performance des navires sont les raisons invoquées par le gouvernement pour développer l'économie de la mer ou croissance bleue.

Le Cap-Vert importe de grandes quantités de combustibles pour subvenir à ses besoins, ce qui a d'importantes conséquences financières sur son économie. La désalinisation de l'eau dont il dépend accroît ses besoins énergétiques. C'est effectivement un processus exigeant une intense consommation d'énergie. En 2008, la désalinisation de l'eau de mer utilisait près de 10% de l'ensemble de la production électrique du pays provenant de sources combustibles importées. C'est pourquoi le pays s'est fixé comme objectif dans sa stratégie énergétique de devenir indépendant de ces combustibles fossiles ([Repulica de Cabo Verde, 2015](#)). Pour l'instant, de petits projets de production d'énergie renouvelable sont en cours (solaire photovoltaïque à Praia, parcs éoliens à Praia, Sao Vicente, Sal et Boa Vista).

Le Cap-Vert possède des sources de calcaire, de pouzzolane (une roche volcanique extraite principalement à Santo Antao) et de sel, utilisés comme minéraux industriels. Aucun métal précieux, aucune pierre précieuse ou semi-précieuse, ni minéraux métalliques n'ont encore été recensés au Cap-Vert.

Alors que les sols cap-verdiens sont pauvres en minéraux, les plages de l'archipel abondent en sable siliceux particulièrement intéressant comme ressource pour fabriquer du ciment principalement, mais aussi du verre, de la porcelaine et des chips pour les ordinateurs et cellulaires. Bien que la disponibilité de sable varie entre 50 000 m³ et 70 000 m³, on estime que celle-ci pourrait atteindre 300 000 m³ en conditions optimales. Le secteur est malheureusement mal organisé et la population locale tend à vendre le sable à des prix inférieurs à ceux du marché, avec de graves impacts sur l'environnement (destruction des paysages) et la pêche (déstructuration des côtes engendrant des risques pour mettre les bateaux à l'eau et rentrer sur la côte). Le gouvernement cap-verdien a interdit le retrait de sable des plages de l'archipel en 2002. Si le respect de cette loi est assuré par surveillance militaire sur certaines plages, sur d'autres, l'extraction illégale de sable, par les locaux ou des étrangers, se poursuit.

2.1.1.7 Aires marines protégées : un outil de résilience?

Le Cap-Vert présente l'avantage d'être un milieu encore relativement peu pollué et intact. Exempt de pollution continentale (outre le plastique et les autres déchets rejetés par la mer sur certaines de ses côtes - une problématique croissante), le pays est de plus en plus et de mieux en mieux préservé par des lois créant des aires protégées ([Bonnin et al., 2016](#)).

Les AMP peuvent à la fois constituer une protection pour l'environnement et les communautés de pêche, mais elles peuvent aussi entraîner un phénomène d'accaparement des mers ([Bennett, N. et al., 2015](#)), selon la façon dont elles sont créées et gérées. Comme la plupart des AMP du Cap-Vert autorise au moins partiellement la pêche artisanale, ce risque est limité *a priori*. Les plans de gestion prévoient aussi en général une bonne intégration des acteurs locaux tant dans la prise de décision que dans l'application des règles établies. Une analyse de la manière dont ils sont mis sur pied (gouvernance *de facto* par rapport à gouvernance *de jure*) permettra toutefois de mieux apprécier la situation.

2.1.1.8 Transport / trafic maritime

Le commerce mondial par voie maritime a commencé à croître de manière exponentielle depuis la seconde moitié du vingtième siècle, avec l'augmentation de la capacité, de la vitesse et de l'efficacité des navires, associée à une réduction du coût du transport. Cette activité a modifié en profondeur la géopolitique et l'économie mondiale, et continue de le faire ([Frémont, 2008](#)). La situation géographique du Cap-Vert, à la croisée des routes maritimes provenant d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, en fait une plate-forme océanique de grand potentiel selon les politiciens locaux et d'Europe. L'Europe se réfère ainsi au Cap-Vert comme un acteur clé des transformations de l'Atlantique Sud pour les prochaines décennies ([Governo de Cabo Verde, 2011](#)). Les autorités du pays et les acteurs économiques publics et privés souhaitent donc développer une offre de services maritimes attractifs.

2.1.2 LE TERRAIN DE NOTRE RECHERCHE, L'ÎLE DE MAIO, CAS D'ÉTUDE DE LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE LOCALE

Maio est l'une des îles les plus pauvres du Cap-Vert. Elle se situe à 23 km de l'île de Santiago où se trouve la capitale Praia (ou Vila do Porto Inglês, Figure 3). Maio (Figure 6) a une superficie de 275 km² et une population d'environ 7 000 habitants.

Les précipitations et le couvert végétal de l'île sont parmi les plus bas du pays; ce qui aggrave les problèmes d'érosion, de rétention de l'eau et d'alimentation des communautés de l'île. Puisque Maio ne possède aucune source d'eau douce, les Maienses dépendent entièrement de l'eau désalinisée de l'océan pour leur maigre agriculture et pour l'eau potable. Le développement de l'île

a été marqué par de nombreux épisodes de sécheresses et des crises associées à ces conditions arides.

L'environnement marin de l'île contraste avec cette aridité et est très riche et diversifié grâce à sa plate-forme insulaire d'environ 3 560 km², la plus importante du pays. Celle-ci abrite de nombreuses espèces de coraux, éponges, algues, langoustes, gastéropodes, cétacés, requins, tortues, etc. en plus de compter près de 75 % des poissons de fond et des poissons pélagiques du pays (chapitre 3, article 3).

La subsistance de la population et l'économie globale de l'île dépendent de la pêche. Les Maienses consomment environ 67 kg de poisson par année, équivalant à plus de trois fois la moyenne nationale (chapitre 3, article 3). Les ressources naturelles (secteur primaire) se trouvent donc au centre de l'économie de cette île principalement rurale.



Figure 6 : Carte de l'île de Maio

Les bancs de poissons de Maio attirent des pêcheurs d'autres îles et se retrouvent notamment au marché de poissons de Praia. Des bateaux de pêche étrangers sont également souvent observés sur la plate-forme insulaire de Maio (Cesarini, 2013). En plus de cette pression sur les stocks de poissons, des projets de conservation et de tourisme risquent d'affecter le développement de l'île dans les années à venir. D'un point de vue politique, outre pour le poisson qui est considéré comme une ressource commune à l'ensemble du Cap-Vert, Maio attire peu d'intérêt et de fonds du gouvernement cap-verdien du fait de son isolement et de ses faibles apports économiques directs.

Les données socio-environnementales que nous avons présentées dans ce chapitre sont le cadre de notre étude. De ce qui précède, on comprend que les enjeux de gouvernance à Maio (plus rurale et plus dépendante de la pêche) ne se posent pas de la même façon que dans le reste de l'archipel. Dans la section qui suit, nous présentons des méthodes envisagées pour couvrir la complexité des données que nous venons de présenter.

2.2 OBJECTIFS MÉTHODOLOGIQUES ET CRITÈRES DE CHOIX DES MÉTHODES

L'objet de notre recherche était de répondre à la question principale :

- **Comment les gouvernances marines *de jure*, *de facto* et désirées se comparent-elles sur l'île de Maio?**

Plus spécifiquement, nous nous demandons :

1. Quelle gouvernance marine est prescrite, ou reconnue par la loi (gouvernance *de jure*), pour le socio-écosystème (SES) de l'île de Maio?
2. Quelle gouvernance marine est réellement effectuée (gouvernance *de facto*) dans le socio-écosystème de Maio?
3. Comment les acteurs perçoivent-ils la gouvernance officielle (*de jure* et *de facto*), et quel type de gouvernance désirent-ils (gouvernances désirées) pour le socio-écosystème de Maio?
4. Quels éléments convergent entre les gouvernances marine *de jure*, *de facto* et désirée de Maio? Pourquoi?
5. Quels élément divergent entre les gouvernances marine *de jure*, *de facto* et désirée de Maio? Pourquoi?
6. Comment faire en sorte que les gouvernances officielles (*de jure* et *de facto*) correspondent davantage à la gouvernance désirée par les acteurs du socio-écosystème de Maio?

Rappelons nos hypothèses :

- Notre hypothèse de base est : **Les communautés locales sont bien incluses dans les décisions concernant leur environnement marin à Maio grâce à une bonne adéquation entre la gouvernance *de jure*, *de facto* et désirée.**
- Notre hypothèse dérivée est : **La mobilité et la vulnérabilité peuvent expliquer, en partie, les divergences éventuelles observées entre gouvernance *de jure*, *de facto* et désirées.**

Le cas du socio-écosystème de Maio au Cap-Vert est typique de la gouvernance environnementale locale. De multiples projets (conservation, tourisme, pêche) se développent sur cette petite île de pêcheurs. Ils sont portés par de nombreux et divers acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux, sans autre cohérence que le désir commun de développer l'île de manière durable pour la subsistance des communautés⁷. Les visions pour parvenir à cet objectif commun sont toutefois très variées. L'analyse de la gouvernance environnementale de Maio requiert donc de bien comprendre les lois, règles et projets officiels (gouvernance *de jure*), les actions mises en place concrètement sur le terrain (gouvernance *de facto*), et surtout - le but final étant la viabilité du socio-écosystème – les perceptions, visions, besoins et intérêts de l'ensemble des parties prenantes ou intéressées (gouvernances désirées).

Nous présentons ci-dessous les éléments qui définissent notre cadre méthodologique. Le cadre théorique présenté au chapitre précédent distingue deux types de gouvernance officielle : la gouvernance *de jure* (inscrite dans les textes de loi et documents officiels) et la gouvernance *de facto* (telle que pratiquée réellement) ([Borrini-FeyerabendDudley, et al., 2014](#)). Le cadre méthodologique ci-dessous vise à comparer ces gouvernances officielles aux gouvernances désirées, soit celles souhaitées par les détenteurs de droits et porteurs d'intérêts. Nous introduisons ce concept car il complète à notre sens l'analyse de la gouvernance.

L'autre élément central de notre méthodologie pour l'analyse de la gouvernance est l'intégration des dimensions sociales (relations entre humains contemporains : acteurs forts ayant du pouvoir, et acteurs faibles ayant moins de pouvoir) ([UICN - Congrès mondial des parcs, 2014](#)),

7. Cet intérêt commun déclaré se constate d'après nos entretiens chez l'ensemble des acteurs.

et dimensions patrimoniales. Les dimensions patrimoniales concernent les relations entre humains contemporains et acteurs absents. Les relations entre les humains et la nature constituent le patrimoine naturel; les relations entre contemporains et générations futures ou passées constituent le patrimoine culturel)⁸. Les acteurs absents sont ceux qui ne peuvent pas revendiquer leurs droits et intérêts mais qui demandent à être représentés par d'autres acteurs humains contemporains ([Micoud, 2000](#)).

Enfin, l'acteur (ses intérêts, besoins, perceptions) ([Jentoft et al., 2012](#); [Thompson, 2007](#)) et le système (cadre, structure, environnement social et naturel) ([Crozier et Friedberg, 2014](#); [Ostrom, E., 2009](#)) sont considérés comme faisant partie intégrante de la gouvernance, et influencent celle-ci.

Nous considérons que les trois types de gouvernance (*de jure*, *de facto* et désirée), les deux pôles d'analyse (sociale et patrimoniale) et les visions à la fois systémique et subjective (des acteurs) doivent être couverts par les méthodes de recherche sélectionnées pour répondre à nos questions de recherche. Il importe aussi d'intégrer à l'analyse les échelles de temps et d'espace (liées aux identités, aux droits, etc.). Notre méthodologie inclut ainsi des informations de nature variée (formes visuelle, auditive; contenus objectifs et subjectifs; systémiques et subjectives), que nous avons collectées, traitées et analysées de façon transdisciplinaire.

De plus, par le choix de notre approche méthodologique, nous souscrivons à l'idée que la participation directe des acteurs à la gouvernance environnementale et à son étude est incontournable ([Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2015](#)); ([Nations Unies, 2015](#)); ([Millenium Ecosystem Assessment \(MEA\), 2005](#)); ([PNUD, 2015](#)); ([UICN - Congrès mondial des parcs, 2014](#)); ([Participants au forum du PRCM 2015, 2015](#)); ([Kittinger et al., 2014](#); [Koehn et al., 2013](#)). Cela permet d'ancrer les études de la gouvernance dans le monde réel et de véritablement améliorer la prise de décisions ([Armitage, D.R. et al., 2008](#)). Ainsi, dans le contexte actuel, la capacité de l'environnement à soutenir la vie dépend de l'expression et de la prise en

8. Le patrimoine étant l'ensemble d'éléments matériels et immatériels qui concourent à maintenir l'identité et l'autonomie de son titulaire dans le temps et dans l'espace par l'adaptation en milieu évolutif. H. Ollagnon, «Une approche patrimoniale de la qualité du milieu naturel. », dans Du rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui, sous la dir. de N. et M. Jollivet Mathieu (Paris : L'Harmattan, 1989).

considération des besoins et intérêts locaux, et de la participation des communautés à la prise de décision ([Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1992](#)).

À la lumière de ces considérations, les éléments que nous nous projetons de traiter sont schématisés ci-dessous (Figure 7).

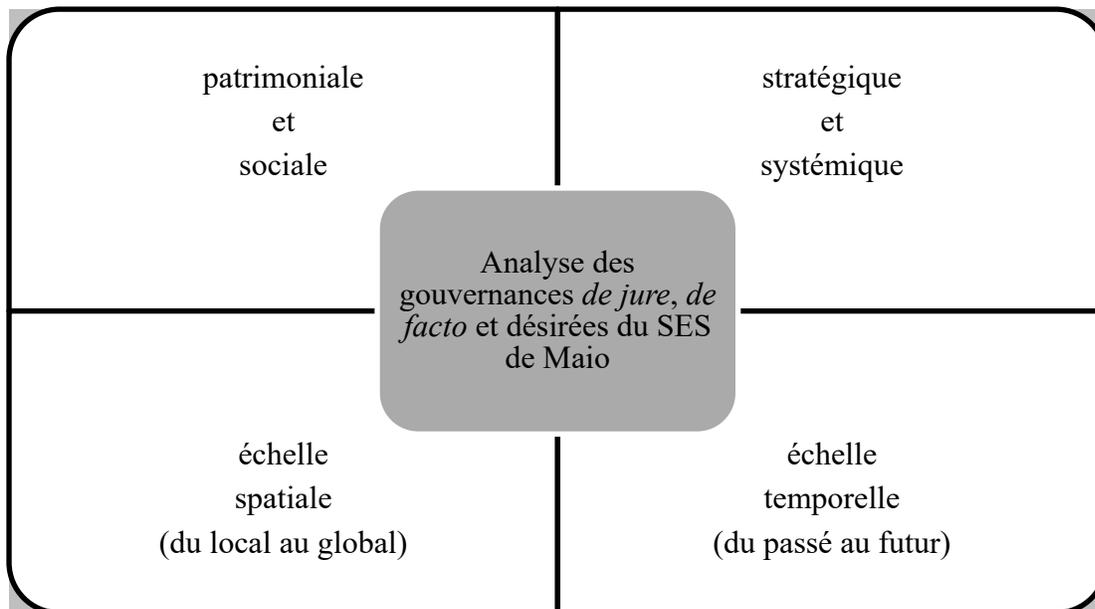


Figure 7 : Éléments devant être étudiés par la méthode d'analyse du SES de Maio
À noter que l'approche devrait également être participative et intégrative pour tenir compte d'une diversité d'acteurs.

2.3 MÉTHODES RECENSÉES

Plusieurs approches et méthodes reconnues et souvent utilisées pour étudier la gouvernance ont été considérées pour l'étude des gouvernances *de jure*, *de facto* et désirées du SSE de Maio. Ainsi, tel que mentionné pour chacune d'entre elles, la plupart de ces méthodes permettent à la fois d'analyser la gouvernance *de jure*, *de facto* et désirée. Certaines sont moins fortes pour un type de gouvernance, mais la plupart touchent aux trois types que nous voulions analyser. De plus, bien que certaines méthodes aient été conçues *a priori* pour analyser des relations sociales, elles peuvent également traiter des relations patrimoniales pour peu qu'elles intègrent des éléments relatifs à la perception du territoire et aux relations avec ce dernier. L'inverse est également possible, des méthodes étant prévues pour analyser les relations des hommes avec leur

environnement pouvant parfois tout autant traiter des relations entre les acteurs. Leur classification selon nos critères énoncés ci-haut n'a donc pas été aisée. De plus, l'exercice de recensement des méthodes a été compliqué par le fait que bien que de nombreuses approches et outils existent pour analyser la gouvernance environnementale locale, peu de méthodes détaillées et basées sur un cadre théorique clair ont été trouvées. Le recensement des méthodes n'est pas exhaustif, mais il favorise le choix d'une méthode d'analyse de la gouvernance environnementale locale en fonction des éléments que l'on souhaite étudier ou faire ressortir.

Nous avons ordonné ces méthodes dans le graphique ci-bas (Figure 8) en fonction du type de relation étudiée (plus patrimoniale ou plus sociale), et selon qu'elles sont plus systémiques ou plus basées sur les perceptions.

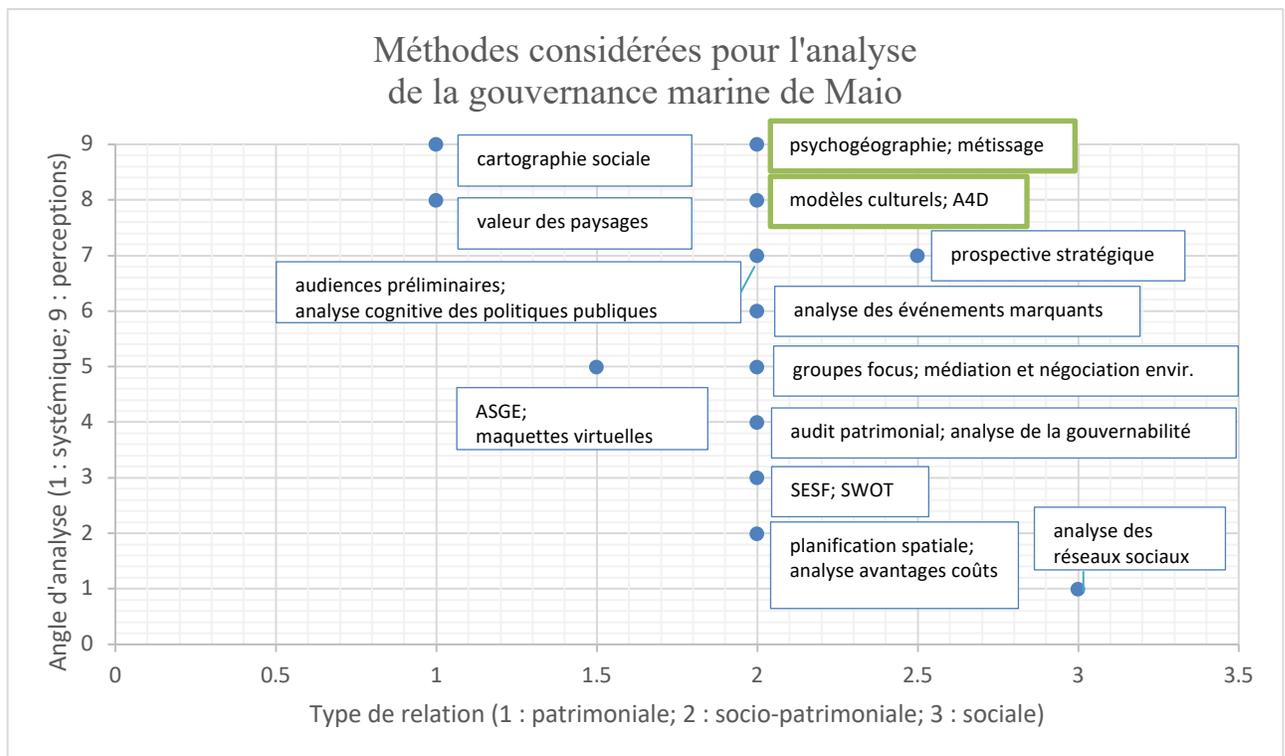


Figure 8 : Méthodes considérées pour l'analyse de la gouvernance marine de Maio

2.3.1 MÉTHODES PATRIMONIALES : AUDIT ET VALEUR DES PAYSAGES

Les méthodes patrimoniales considèrent que le patrimoine confère une identité à son titulaire et qu'il tisse des liens entre le passé, le présent et le futur ([Pupin, 2008](#)). Elles étudient la relation entre l'homme et l'environnement (patrimoine naturel ou culturel, intact ou modifié). Ces méthodes intègrent les perceptions individuelles afin d'en tirer une définition du patrimoine commun, et de mieux comprendre les logiques d'acteurs et ce qui constitue le patrimoine en leur sens ([De Montgolfier et al., 1987](#)). L'**audit patrimonial** ([Ollagnon, 1987, 1997](#)) cible les macro-acteurs (organisations, etc.), puis les micro-acteurs (individus), et tente d'intégrer les deux systèmes (structure). L'audit s'intéresse aux règles (gouvernance *de jure*), à la façon dont les décisions sont prises effectivement (gouvernance *de facto*) et aux perceptions des acteurs quant à la gouvernance et au territoire (gouvernances désirées). Cette méthode est plus appropriée pour examiner des projets ciblés que pour présenter un portrait d'ensemble d'un territoire et de ses acteurs. Elle se limite souvent à l'action (à la gestion) et permet moins de saisir les logiques et valeurs des différents acteurs. La méthode de **valeur des paysages** ([Droeven et al., 2007](#)) considère les **paysages** provenant de champs affectif (paysages familiers), esthétique (représentés par l'art) et scientifique (documentés par l'histoire). Elle se concentre sur la valeur patrimoniale accordée par les acteurs aux paysages et étudie très peu à leur valeur sociale. Elle est surtout basée sur la **subjectivité** des acteurs bien qu'elle questionne peu les valeurs associées au choix des paysages.

2.3.2 MÉTHODES DE SCIENCE CITOYENNE : GROUPES FOCUS ET AUDIENCES PRÉLIMINAIRES

Les méthodes de science citoyenne proposent d'informer les citoyens des prises de décisions et de former et informer les décideurs sur les enjeux locaux ([Irwin, 1995](#)). Les **groupes focus** ([Denzin et Lincoln, 2000](#); [Madriz, 2000](#)) ont pour but de définir la réaction (réponse et attitude) à adopter au regard d'un service ou d'un enjeu donné. Les **audiences préliminaires** informent pour leur part les décideurs des enjeux touchant les citoyens ([Kemmis, 1990](#)). Dans l'ensemble, les méthodes de science citoyenne permettent que l'information (subjective et/ou systémique; liée aux gouvernances officielles et/ou désirées; associée aux relations sociales et/ou patrimoniales) se trouve équitablement partagée et que les bases de l'analyse soient communes. Elles peuvent couvrir tous les types de gouvernance.

2.3.3 MÉTHODES SYSTÉMIQUES : ANALYSE DE GOUVERNABILITÉ, ANALYSE DES RÉSEAUX SOCIAUX ET CADRE DES SYSTÈMES SOCIO-ÉCOLOGIQUES

Les méthodes systémiques ([Barouch, 1989](#); [De Rosnay, 1995](#); [Mintzberg, 1990](#)) permettent de considérer le territoire non seulement comme un support ou un lieu, mais comme une véritable organisation, un système, rejoignant ainsi l'approche territoriale ([Percqueur et Peyrache-Gadeau, 2010](#)). Les interactions entre les éléments de base et le système englobant se trouvent au coeur de l'analyse systémique du territoire. L'étude systémique privilégie la multidisciplinarité afin de mieux comprendre les différents systèmes en place. Selon la théorie de la gouvernance interactive sur laquelle se base **l'analyse de la gouvernabilité** ([Kooiman et Bavinck, 2005](#)), le système gouvernant est un système social formé d'institutions et de mécanismes de direction (lois, motivations économiques). Le système gouverné comprend à la fois l'écosystème, ses ressources, les usagers et les parties prenantes. Les gouvernances officielles *de jure*, *de facto* et désirées sont donc intégrées. Ces deux systèmes forment ensemble le système interactif ([Jentoft et al., 2012](#); [Jentoft et al., 2007](#); [Kooiman et Bavinck, 2005](#)). La perception des acteurs est intégrée à cette méthode d'analyse patrimoniale et sociale, quoique moins que dans des méthodes davantage centrées sur ceux-ci. L'analyse et la matrice de gouvernabilité permettent de proposer des pistes d'amélioration à l'efficacité de projets. **L'analyse des réseaux sociaux** permet de révéler les patrons structuraux existant entre les individus ou les groupes (organisations, institutions) d'un réseau ([Scott, 2013](#); [Wasserman et Faust, 1994](#)) et traite donc principalement de relations sociales, sous un angle systémique. Elle met en lumière la densité, la cohésion, la centralisation et la connectivité de ces relations ([Kratke, 2010](#)). Elle permet l'analyse de la gouvernance *de jure* et *de facto*, moins la gouvernance désirée par les acteurs (subjective).

Le **cadre des systèmes socio-écologiques (SESF)** ([Ostrom, E., 2009](#); [Ostrom, E. et Cox, 2010](#)) inclut les écosystèmes et les systèmes sociopolitiques (relations patrimoniales et sociales). Ce cadre présente l'intérêt de comparer la gouvernance *de jure* à la gouvernance *de facto*, la boîte « acteurs » (participants ([Ostrom, E., 2005](#))) intégrant les éléments de la « gouvernance désirée » (système de valeurs des acteurs), bien que l'analyse de ce type de gouvernance soit moins approfondie que dans d'autres méthodes ([Dancette et Sébastien, 2019](#)).

2.3.4 ANALYSES STRATÉGIQUES : ANALYSE DES PARTIES PRENANTES, SWOT ET ANALYSE DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE

L'analyse stratégique des parties prenantes (acteurs et organisations) ([Crozier et Friedberg, 2014](#)) s'intéresse aux relations entre l'acteur et le système. Les relations sociales s'expriment notamment via les relations de pouvoir et les relations patrimoniales sont étudiées par le lien à l'environnement. Il s'agit de répertorier tous les acteurs, d'identifier leurs buts, stratégies et ressources, ainsi que leurs interactions et les enjeux qui les touchent. Se basant sur le principe de la rationalité limitée, la dimension subjective reste contenue dans les balises imposées par le système. Cette méthode s'adapte à l'échelle du système étudié. **L'analyse SWOT** étudie les forces, faiblesses, opportunités et menaces des organisations (ou acteurs, ou projets). Celles-ci peuvent être à la fois *de facto* (constatées telles que dans la réalité), désirées (telles que relatées par les acteurs), ou *de jure*. L'analyse SWOT permet donc d'analyser à la fois les facteurs internes et externes à une organisation, les facteurs plus stratégiques ou plus systémiques. **L'Analyse stratégique de la gestion environnementale (ASGE)** s'ancre dans l'action. Elle étudie les acteurs influençant ou ayant le pouvoir d'influencer la gestion de l'environnement en fonction d'objectifs environnementaux fixés ([Billé, 2004](#); [Mermet, 1992, 1998](#); [Mermet et al., 2005](#)). Elle s'intéresse aux différences existant entre la gestion environnementale effective (objectifs, activités et usages officiels (*de jure*) et appliqués (*de facto*)) et les objectifs environnementaux visés par chaque individu (gestion intentionnelle). Elle se penche davantage sur les actions (gestion) que sur le processus de prise de décisions (gouvernance). Elle s'intéresse aussi davantage aux relations des acteurs avec la nature (relations patrimoniales) qu'entre eux (relations sociales). Sa perspective est à la fois systémique et stratégique.

2.3.5 MÉTHODES BASÉES SUR LES PERCEPTIONS D'ACTEURS

Les méthodes qui suivent s'intéressent davantage à la perception que les acteurs ont de leur environnement socio-naturel qu'à une analyse plus objectivement systémique. Les **Modèles culturels** sont basés sur les modèles de conception du monde, des structures imaginaires utilisées par les individus pour interpréter leur monde, le juger et solutionner ses problèmes ([Thompson, 2007](#)). Des entretiens peu structurés donnent forme à des modèles qui sont ensuite simplifiés pour en souligner certains aspects ([Voyer et al., 2013](#); [Voyer et al., 2015](#)). Les modèles culturels aident à conceptualiser les nombreuses interactions sociales et patrimoniales possibles, permettant

d'entrevoir comment les autres acteurs comprennent le monde. Connaître la diversité des modèles culturels en place permet d'orienter les décideurs afin qu'ils les reconnaissent et les prennent en considération dans la gouvernance. L'analyse des modèles culturels permet d'étudier la gouvernance perçue (désirée) davantage que la gouvernance *de jure / de facto*.

La **cartographie sociale** permet d'analyser le territoire par la vision que chaque individu en a. Elle établit les affinités et divergences entre les acteurs au sujet de valeurs clés et au sujet de leurs aspirations liées au territoire ([Rockloff et Lockie, 2004](#)). La mise en commun de ces diverses représentations permet de construire un savoir collectif favorisant le diagnostic, l'argumentation et la participation de tous ([Carré, 2015](#); [Tékponon Jikuagou et USAID, 2015](#)), rejoignant ainsi les méthodes participatives ou de science citoyenne. L'exercice peut aboutir à des propositions d'aménagement et de gouvernance du territoire. Il ne se fait cependant pas à l'intention des décideurs, mais bien à celle des participants eux-mêmes qui vivent dans le processus de cartographie sociale (rencontres, entretiens et ateliers cartographiques) une forme d'éducation populaire. Les échelles temporelles (cartographie des représentations passées, présentes et futures) et spatiales peuvent y être intégrées. La cartographie sociale étudie surtout la relation patrimoniale (quête de consensus au sujet du territoire, moins du groupe), de manière stratégique (subjective) et s'intéresse en premier lieu à la gouvernance désirée, l'analysant au regard de la gouvernance *de facto* (et dans une moindre mesure, de la gouvernance *de jure*).

L'acteur en quatre dimensions (A4D) est une méthode qui a été élaborée par Léa Sébastien en 2006 dans sa thèse de doctorat ([Sébastien, 2006](#)). Elle permet d'aller au-delà de la vision d'un projet en analysant la vision d'un territoire et de la relation des hommes avec ce territoire. Cette méthode a pour objectif de caractériser les types de relations entre acteurs (relations sociales) et entre acteurs et environnement (relations patrimoniales) afin de faciliter une négociation environnementale. Les quatre dimensions sont axées autour des rapports sociaux (coopération / conflit) et patrimoniaux (cohabitation / domination) ([Sébastien, 2006, 2014](#); [Sébastien et Paran, 2006](#)). L'A4D se démarque des autres méthodes parce qu'elle produit un schéma (l'empreinte territoriale) permettant de visualiser à la fois la relation d'un acteur (ou un groupe) aux autres acteurs et institutions, et la relation de cet acteur au territoire. Elle présente aussi l'avantage de pouvoir améliorer la participation des communautés (acteurs faibles) et d'intégrer les acteurs absents (nature, générations à venir) dans l'étude de la gouvernance et à la gouvernance elle-même. La gouvernance désirée est analysée en détails, alors que les

gouvernances officielles sont moins développées. L'analyse est plus stratégique que systémique. Enfin, l'aspect réflexif de la méthode (regard de l'acteur sur lui-même) apporte un élément critique souvent omis par d'autres méthodes.

La méthode de la **psycho-géographie** ([Debord, 1955](#); [Moles, 1995](#)) s'intéresse à la perception de l'espace et aux expériences affectives des individus. Elle associe par exemple des zones (quartiers) à des états d'âme et construit des cartes qui permettent de visualiser et mieux comprendre les liens des gens avec leur territoire. La gouvernance n'est pas directement étudiée, mais le lien au territoire (influençant sa gouvernance désirée et dans une moindre mesure, la gouvernance *de facto*), l'est. L'étude est à la fois patrimoniale et sociale, et entièrement subjective.

L'analyse des évènements marquants permet de comparer les réalités historico-empiriques (vécues), psychiques (ressenties) et sémantiques / discursives (communiquées), notamment à partir de récits de vie ([Bertaux, D. et Centre d'étude des mouvements sociaux, 1976](#); [Bertaux, D. et Thompson, 2006](#); [Gummesson, 1936](#)). Elle se consacre donc à la gouvernance désirée, avec certains éléments pouvant toucher à la gouvernance *de facto*. Les analyses historiques et des évènements marquants peuvent traiter des relations patrimoniales et sociales, et inclure tant des éléments systémiques et factuels que des éléments subjectifs, dépendamment de ce que l'acteur décide d'inclure dans son récit.

L'Analyse cognitive des politiques publiques propose d'étudier les cadres d'interprétation du monde des acteurs et des institutions via des matrices cognitives ([Muller, 2000](#)), permettant d'interpréter les causes et les solutions désirables aux enjeux considérés. Les politiques publiques sont considérées comme fournissant un cadre (cognitif) d'interprétation du monde (et de ses dimensions patrimoniales et sociales à la fois). La dominance d'un cadre d'interprétation relève de relations de pouvoir. Cette méthode étudie les acteurs (perceptions), tout en considérant qu'ils n'agissent que de manière limitée sur le système (perspective systémique). La gouvernance analysée est surtout celle désirée par les acteurs, qui est comparée dans une moindre mesure à la gouvernance *de jure* et *de facto* (politiques publiques). L'analyse propose enfin des scénarii pour aider la décision stratégique.

La **prospective stratégique** analyse des enjeux en fonction du futur désiré par les acteurs et via l'élaboration de scénarios. L'angle d'analyse de la prospective stratégique est plus stratégique que systémique, étant centré sur les visions d'acteurs. Le type de gouvernance analysée est plutôt

la gouvernance désirée que les gouvernances officielles. Enfin, la relation patrimoniale n'est pas analysée en profondeur : on décrit le cadre global dans lequel l'acteur se trouve, mais non sa relation à ce dernier.

Les **méthodes artistiques** permettent de traiter d'enjeux sociopolitiques et culturels signifiants, avec un potentiel de changement de la communauté ([Denzin et Lincoln, 2000](#)). Le **métissage** tresse ensemble plusieurs histoires d'acteurs variés pour construire un récit, une vision unificatrice d'un thème ou d'un enjeu ([Knowles et Cole, 2008](#)). L'analyse est principalement fondée sur les acteurs (subjectivité), et touche tant au social qu'au patrimonial. Le type de gouvernance étudié est principalement désiré.

2.3.6 AUTRES MÉTHODES

La **planification spatiale** ([Douve, 2008](#)) utilise des méthodes de collecte de données variées : entretiens, données secondaires, participation, observation, photo aérienne, etc. Elle permet de visualiser les interactions entre les hommes (activités, usages, projets) et la nature (répartition des espèces, périodes de reproduction ou d'alevinage, etc.) et de percevoir les contreparties liées à certaines décisions, à certains projets. Bien qu'elle soit davantage utilisée pour étudier et planifier la relation patrimoniale, la planification spatiale peut aussi traiter les relations sociales ([Koehn et al., 2013](#)). Les cartes produites permettent de présenter des pistes pour l'analyse afin d'améliorer le système et diminuer les conflits. En comparant les projets, faits et désirs, elle intègre les trois types de gouvernance à son analyse.

Les **maquettes virtuelles de territoire** permettent de comprendre les enjeux spatiaux et aident à la décision. Elles facilitent l'échange d'informations, pouvant être modifiées en temps réel par les différents acteurs (experts et civils) sans confrontation frontale ([Masson-Vincent et Dubus, 2013](#)). Elles sont donc comparables à la planification spatiale, avec pour avantage de rester disponibles pendant une période donnée et pouvant ainsi être modifiées par tous jusqu'à l'atteinte d'un état d'équilibre relatif (consensus). Cet outil n'analyse cependant pas les raisons, valeurs, etc. justifiant les choix des différents acteurs. La relation homme-nature est intégrée aux choix d'aménagement du territoire, alors que la relation homme-homme est intégrée indirectement, via le processus-même de maquette virtuelle : les conflits sont évités par la justification du choix de la majorité. L'analyse traite tant de la gouvernance *de jure* et *de facto* (éléments présents a priori sur les maquettes) que de la gouvernance désirée (éléments apportés par les différents acteurs au

fur et à mesure du processus d'élaboration collective de la maquette). L'analyse est à la fois systémique et stratégique.

Les **méthodes de médiation et négociation environnementale** mettent en lumière les positions conflictuelles et les représentations divergentes. La **médiation environnementale** est un dialogue entre parties concernées par des enjeux environnementaux, visant à produire un accord satisfaisant pour tous grâce à l'intervention d'un médiateur ([Babin et al., 1999, 2002](#); [Weber, 1996](#)). La **négociation environnementale** ([Bourque et Thuderoz, 2002](#); [Callon, M. et Barthe, 2005](#); [Kuty, 1998](#)) vise pour sa part la décision et s'effectue sans médiateur ([Fisher, R., 1983](#)). Ces deux méthodes peuvent à la fois traiter de relations patrimoniales et sociales, via une perspective plus systémique ou stratégique (dépendamment du but visé et de l'orientation prise par le groupe ou le médiateur) et elles peuvent toucher tant aux gouvernances officielles (*de jure* et *de facto*) qu'aux gouvernances désirées par les différentes parties.

L'Analyse Avantages-Coûts est une méthode utilisée pour aider la décision et évaluer si un projet devrait se réaliser ([Portney, 2016](#)). Elle consiste à comparer le total des coûts liés à une décision ou à un projet, au total des bénéfices attendus. On détermine au bout du processus quelle action est la meilleure ou la plus rentable. Dans le cas où la valeur est donnée par la volonté à payer (VAP) d'un groupe, la gouvernance désirée est incluse à l'analyse. Aussi, si les règles influencent la valeur (les coûts et avantages) d'un projet ou d'une décision dans l'analyse, la gouvernance *de jure* sera intégrée à l'analyse. Plus souvent qu'autrement, c'est cependant la gouvernance *de facto* qui est principalement analysée, et la perspective est davantage systémique que stratégique (subjective). En donnant une valeur économique à la nature ([Costanza et al., 1987](#)) ou aux patrimoines naturels et culturels, cette analyse permet d'intégrer les relations sociales et patrimoniales.

La méthode de l'A4D est fondée sur les perceptions et les analyses en profondeur, alors que des méthodes plus mitoyennes (p. ex., ayant des valeurs de 4, 5 ou 6 sur le gradient analyse du système / des perceptions de notre graphique) risqueraient de manquer de précision et de détails pour l'analyse d'un cas précis, comme ce que nous cherchons à faire pour Maio. C'est pourquoi nous l'avons choisie comme méthode principale.

Nous avons décidé de compléter l'A4D par la méthode du métissage, également associée aux perceptions, afin d'intégrer des éléments subconscients. Toutefois, une analyse plus

systémique manquerait au portrait de la gouvernance dressé par ces seules méthodes. C'est pourquoi nous utiliserons plus loin une analyse de la vulnérabilité et de la mobilité, après avoir traité les résultats de l'A4D et d'analyses de documents officiels et de nos observations. La section qui suit décrit donc plus en détails nos méthodes principales de collecte et d'analyse des données : l'A4D, le métissage et l'analyse de la vulnérabilité et de la mobilité. Elle présente aussi l'opérationnalisation de ces méthodes dans notre recherche.

2.4 MÉTHODES RETENUES : A4D ET MÉTISSAGE

2.4.1 L'ACTEUR EN QUATRE DIMENSIONS (A4D)

L'A4D, méthode qui a été élaborée par Léa Sébastien en 2006 dans sa thèse de doctorat ([Sébastien, 2006](#)), permet d'aller au-delà de la vision d'un projet en analysant la vision d'un territoire et la relation des hommes avec ce territoire. Cette méthode caractérise les types de relations sociales et patrimoniales afin de faciliter une négociation environnementale. Les quatre dimensions sont axées autour des rapports sociaux (coopération / conflit) et patrimoniaux (cohabitation / domination) ([Sébastien, 2006, 2014](#); [Sébastien et Paran, 2006](#)). L'A4D s'appuie sur des entretiens semi-directifs d'une durée d'environ deux heures et d'entretiens exploratoires ouverts qui permettent de caractériser chaque acteur en fonction de sa relation aux autres acteurs / organisations et au territoire marin.

L'A4D se démarque des autres méthodes parce qu'elle produit un schéma (l'empreinte territoriale, Figure 9) permettant de visualiser à la fois la relation d'un acteur (ou d'un groupe) aux autres acteurs et institutions, et la relation de cet acteur au territoire. Cette empreinte découle du codage des informations qualitatives en données quantitatives, qui sont combinées en un schéma de type « toile d'araignée » ([Sébastien, 2006](#)). Le passage des questions du questionnaire à l'empreinte territoriale, nécessitant la grille d'analyse très détaillée de l'Acteur en 4 dimensions, est décrit dans notre article méthodologique ([Dancette et Sébastien, 2019](#)).

La méthode de l'A4D présente l'avantage de faire participer les acteurs faibles et d'intégrer les acteurs absents (nature, générations à venir) à l'étude de la gouvernance, pour ensuite les intégrer à la gouvernance en tant que telle.

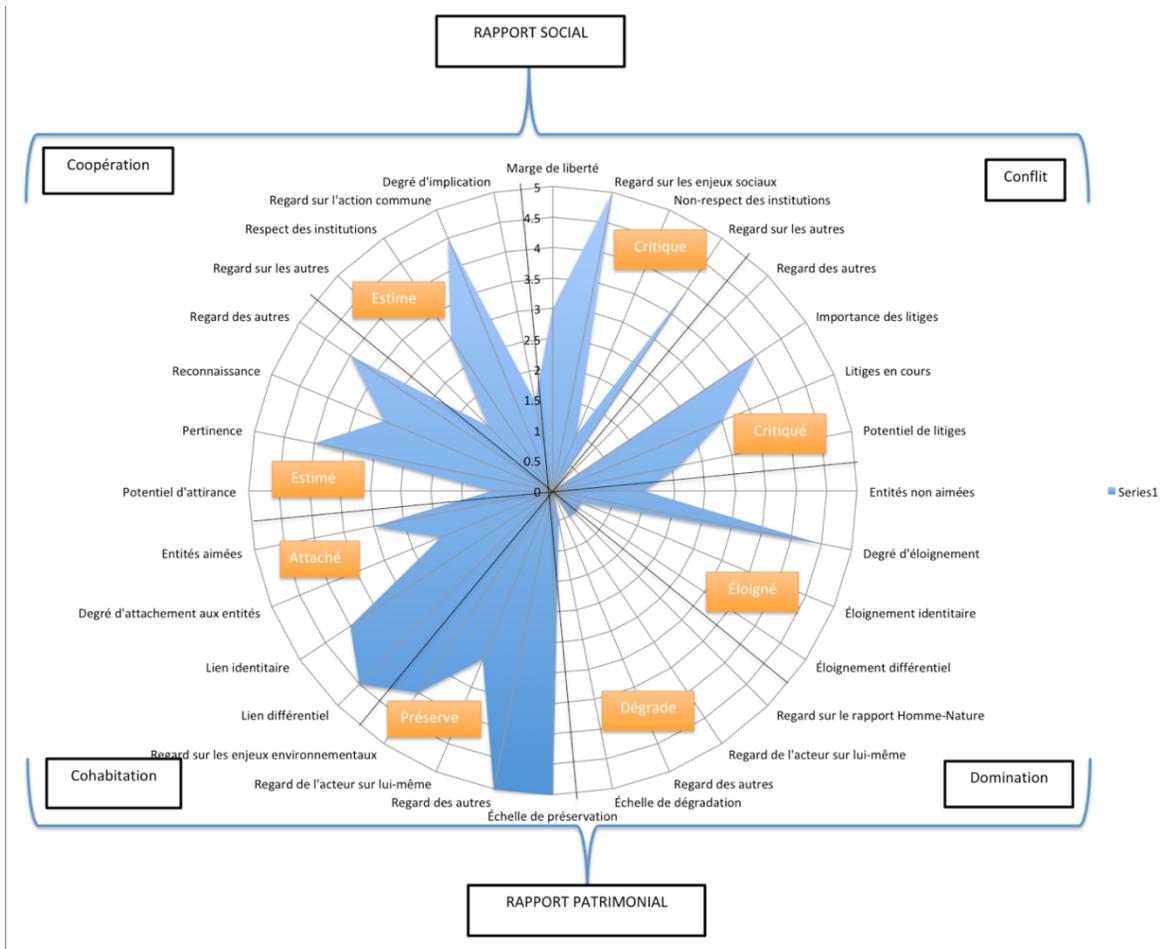


Figure 9 : Empreinte territoriale d'un acteur du SES de Maio (pêcheur)

L'A4D permet de traiter directement des questions de gouvernance, en demandant : « Qui décide? Aimeriez-vous décider? »,⁹ tout en posant un regard plus global sur les relations sociales et patrimoniales. Cette méthode permet donc d'identifier les nœuds de la gouvernance, pour répertorier les conflits liés au territoire ou à d'autres éléments socio-relationnels, tout en dressant un portrait général du socio-écosystème. Elle permet de recueillir des informations sur des faits et des perceptions, ce qui est utile puisque les actions de préservation sont souvent liées à une sensibilité générale à l'environnement, à ses menaces et ses enjeux (Wynveen *et al.*, 2014). Dans notre thèse, la gouvernance désirée est analysée en détail, alors que les gouvernances officielles

9. Ces questions sont aussi soulevées dans la rosace de Garcia *et al.*, 2011 (Garcia *et al.*, 2013).

de jure et de facto sont moins développées. Dans ce cadre méthodologique, l'analyse est plus stratégique que systémique. Enfin, l'aspect réflexif de la méthode (regard de l'acteur sur lui-même) apporte un élément critique ([Bertucci, 2009](#); [Giddens, 1994](#); [Ogien, 2016](#)) souvent omis par d'autres méthodes. Ces considérations nous intéressent pour notre recherche.

Situons l'A4D par rapport à d'autres méthodes. La méthode de A4D rejoint les méthodes patrimoniales, car elle considère que le patrimoine confère une identité à son titulaire et qu'il tisse des liens entre le passé, le présent et le futur ([Pupin, 2008](#)). Elle étudie la relation entre l'homme et l'environnement (patrimoine naturel ou culturel, intact ou modifié). Tout comme les méthodes patrimoniales, l'A4D intègre les perceptions individuelles afin d'en tirer une définition du patrimoine commun, et de mieux comprendre les logiques d'acteurs et ce qui constitue le patrimoine à leur sens ([De Montgolfier et al., 1987](#)).

Selon que les empreintes individuelles et de groupe sont plus ou moins discutées entre les différents acteurs (membres de la communauté, gestionnaires, scientifiques, etc.), l'A4D peut aussi rejoindre les méthodes de science citoyenne¹⁰ dans la mesure où elle permet d'informer les citoyens des prises de décisions et de former et informer les décideurs sur les enjeux locaux ([Irwin, 1995](#)). Il peut ainsi en découler un plus grand transfert d'informations, une meilleure communication entre décideurs, experts et citoyens, et une meilleure participation de tous au processus décisionnel et à l'analyse de la gouvernance.

Étant une approche délibérative et participative, l'A4D constitue une forme de négociation environnementale en mettant en lumière les positions conflictuelles et les représentations divergentes ([Bourque et Thuderoz, 2002](#)). Elle peut aussi favoriser la gestion patrimoniale en faisant en sorte qu'au bout du processus, chaque acteur se sente tenu d'accepter et de respecter les usages différents ([Puech, 1999](#)). La nature réflexive de la méthode évalue le regard des acteurs sur

10. La science citoyenne implique la participation du public afin de collecter des données sur un sujet spécifique. Elle vise aussi plus largement la co-création, la co-exploration et la cogestion. Elle permet à la fois d'obtenir de l'information, et de former les citoyens et décideurs C. Garcia-Soto et al., «Advancing Citizen Science for Coastal and Ocean Research», dans *Position Paper 23 of the European Marine Board*, éd. P. Kellett, J. Delany et N. McDonough (Ostend, Belgium 2017)

eux-mêmes et sur les autres, **ce qui permet** de renforcer les pratiques démocratiques et de gérer pragmatiquement les problèmes économiques et sociaux ([Lascoumes, 1993](#)).

2.4.2 OPÉRATIONNALISATION DE L’A4D : ÉCHANTILLON, COLLECTE ET ANALYSE

Notre projet étant une étude de cas, notre population est l'ensemble des acteurs touchés par la gouvernance marine de Maio. Yin ([Yin, 2014](#)) définit l'étude de cas comme étant « une enquête empirique investiguant un phénomène contemporain – un cas – en profondeur et dans son contexte de *monde réel* » (*trad. libre*). L'étude de cas est associée à différentes méthodes, dont les entretiens, l'observation d'enregistrements d'archives et des observations directes et indirectes des participants à l'étude. Pour l'étude des petites communautés de pêche de Maio, les entretiens ont été complétés par l'observation non participante et participante, qui permet au chercheur de « voir ce que les personnes font plutôt que ce qu'elles disent qu'elles font » (*trad. libre*) ([Morgan et al., 2017](#)).

Notre échantillon a été sélectionné par choix raisonné. L'idée était de représenter l'ensemble des acteurs ou types d'acteurs touchés par la gouvernance maritime de Maio. Dans certains cas, il y a eu choix de convenance, en fonction de la disponibilité d'acteurs occupant des positions similaires dans un groupe. Tout en nous assurant d'avoir une certaine diversité d'acteurs en considérant l'âge, le genre, le statut, les niveaux de connaissance, d'expertise, de politisation, etc., le choix de l'individu s'est fait en fonction de celui le plus enclin à me rencontrer.

Notre principal critère de sélection est la diversité et la représentation de différentes classes, opinions et groupes d'acteurs pour assurer la représentativité de notre échantillon. Avant le premier terrain et la première série d'entretiens, nous avons ciblé plusieurs groupes d'intérêt. Par la suite, notre « parrain » de terrain (Anibal Medina, chercheur et directeur du programme régional des pêches en Afrique de l'Ouest pour le Cap-Vert, PRAO-CV) nous a aidée à cibler des personnes en particulier. Cela ne couvrait toutefois pas l'ensemble de la population cible. À la fin des entretiens, nous demandions donc aux intervenants de nous nommer d'autres acteurs à rencontrer en lien avec notre projet, dans leur domaine comme à l'extérieur de celui-ci. Nous avons alors utilisé la technique de la "boule de neige" en cherchant à couvrir tant les éléments typiques (normaux) que les éléments hétérogènes (les différences entre acteurs - au niveau de leurs intérêts en particulier).

Maio est une communauté comptant 113 pêcheurs; 24 plongeurs (harpon) et 89 vendeuses de poissons ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). Des acteurs des trois principales communautés de pêche de l'île de Maio ont été interviewés : 27 acteurs de Vila do Porto Inglês, ou basés dans cette ville, incluant des pêcheurs, vendeuses et autres acteurs provenant des secteurs du tourisme, de la restauration et du gouvernement; trois acteurs de Calheta dont un charpentier; et trois acteurs de Barreiro dont un étudiant (Tableau 1). Dix acteurs ont été interviewés à l'extérieur de l'île de Maio, ce qui donne un total de 43 entretiens et 43 empreintes. L'annexe 1 présente les 43 empreintes ainsi que leur analyse pour chacune des 43 personnes interviewées. La représentation sous forme d'empreinte, résultat de l'A4D, nous a été fort utile pour traiter nos données. Elle est exposée et expliquée dans les travaux de Léa Sébastien ([Sébastien et Paran, 2006](#)).

Tableau 1 : Échantillon pour l'A4D

MUNICIPALITÉ	VILA DO PORTO INGLÊS	BARREIRO	CALHETA	SAO VICENTE	PRAIA	SAL
<i>Acteur / actrice</i>						
<i>Pêcheurs</i>	8 (H)	2 (H)	2 (H)	-	-	-
<i>Vendeuses de poissons</i>	2 (F)	-	-	-	-	-
<i>Individus</i>	3 (F)	1 (H)	-	-	-	-
<i>Gestionnaires locaux</i>	6 (2F; 4H)	-	1 (H)	-	-	1 (F)
<i>Décideurs locaux</i>	1 (H)	-	-	-	-	-
<i>Gestionnaires nationaux</i>	-	-	-	2 (1F; 1H)	2 (H)	-
<i>Décideurs nationaux</i>	-	-	-	-	1 (H)	-
<i>Décideurs régionaux</i>	-	-	-	-	1 (H)	-
<i>Chercheurs</i>	-	-	-	1 (F)	1 (F)	-
<i>ONG nationaux</i>	-	-	-	-	1 (H)	-
<i>ONG locaux</i>	2 (F)	-	-	-	-	-
<i>Acteurs économiques</i>	5 (1F; 4H)	-	-	-	-	-

Vila do Porto Inglês est la principale ville de l'île où se trouve l'hôtel de ville, quelques bureaux gouvernementaux, l'association des pêcheurs et le tiers des bateaux de l'île. **Calheta** est le premier port de débarquement de l'île (Figure 10). Plusieurs pêcheurs au harpon s'y rendent pour

pratiquer ce type de pêche, tout comme les pêcheurs de buzios qui ramassent ces derniers à la main et en quantité impressionnante (photo Figure 11). **Barreiro** est un village de pêcheurs très impliqués dans la pêche durable. Ces pêcheurs participent aux patrouilles visant à protéger les tortues contre le braconnage sur l'île, et s'impliquent activement pour une meilleure gestion des pêches sur leur île (Figure 10).

Pour l'A4D, la collecte des données s'est principalement faite par entretiens individuels semi-directifs dans lesquels nous avons adopté une attitude empathique et flexible. Certaines questions ont été abandonnées lorsque les sujets étaient trop réticents, non informés ou peu intéressés. Les entretiens étaient enregistrés (audio). Lors de la première série de rencontres, les questionnaires ont souvent été remplis sur place, à l'oral, vu la difficulté à correspondre par écrit. Certaines informations sont d'ordre quantitatif (âge, nombre d'enfants, années d'expérience ou de formation/éducation) mais la plupart sont qualitatives.

Il y a certainement eu un peu de contamination intra-groupe au sein du groupe des pêcheurs locaux, notamment, puisque ces derniers parlent entre eux après chaque pêche et que nous étions l'élément insolite dans leur quotidien, mais la présence de notre interprète maiense nous a permis une approche plus facile et plus directe, convenant bien au groupe.

L'approche était contractuelle (signature d'un formulaire de consentement expliquant notre projet et ses fins). C'est une approche ouverte dans laquelle les objectifs de la recherche sont clairement énoncés, qui n'est pas menaçante pour les acteurs, puisque notre but était de comprendre et d'interpréter une situation. Notre type d'implication et de connaissance faisait de moi une « novice ingénue et compatissante » au début de mes entretiens, avant que nous ne connaissions mieux la situation et le terrain; puis, avec le temps, une « alliée avisée et compatissante » ([Thietart, 2007](#)). Malgré cela, quelques acteurs ont gardé leur « langue de bois » lors des entretiens.

La préservation de la confidentialité des données se fait par l'anonymat des sources et par la destruction des enregistrements à la fin de la thèse.

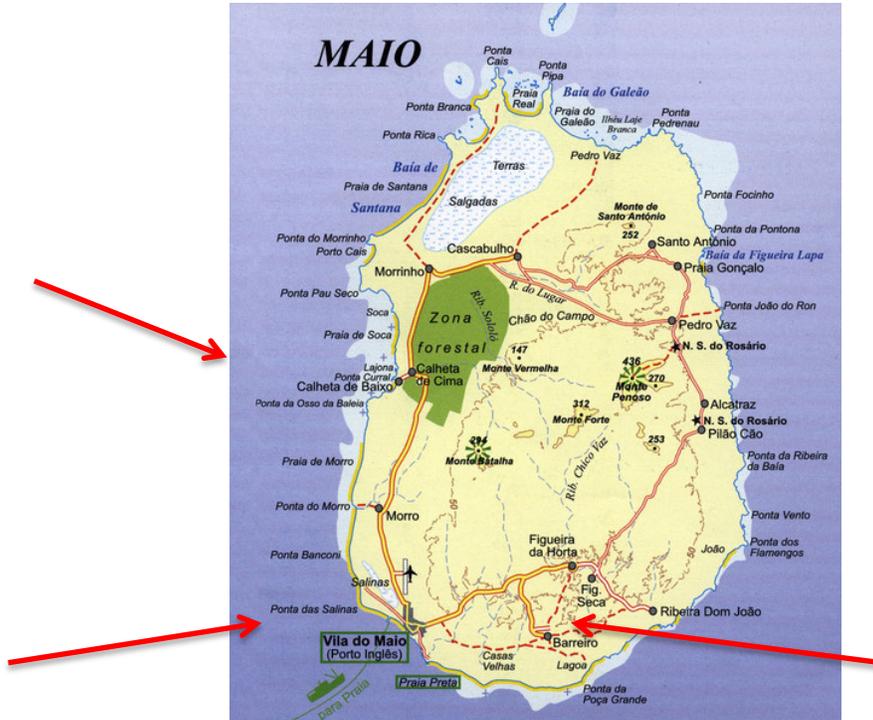


Figure 10 : Carte de Maio avec les villages étudiés
Vila do Maio (Porto Inglês) au sud; Barreiro un peu à l'est de Vila et Calheta à l'ouest de l'île (voir flèches).



Figure 11 : Pêcheur de buzio préparant ceux-ci pour la consommation alimentaire
Derrière les hommes se trouvent les coquilles de buzios pêchés les jours précédents.

Pour l'A4D, la collecte des données s'est principalement faite par entretiens individuels semi-directifs dans lesquels nous avons adopté une attitude empathique et flexible. Certaines questions ont été abandonnées lorsque les sujets étaient trop réticents, non informés ou peu intéressés. Les entretiens étaient enregistrés (audio). Lors de la première série de rencontres, les questionnaires ont souvent été remplis sur place, à l'oral, vu la difficulté à correspondre par écrit. Certaines informations sont d'ordre quantitatif (âge, nombre d'enfants, années d'expérience ou de formation/éducation) mais la plupart sont qualitatives.

Il y a certainement eu un peu de contamination intra-groupe au sein du groupe des pêcheurs locaux, notamment, puisque ces derniers parlent entre eux après chaque pêche et que nous étions l'élément insolite dans leur quotidien, mais la présence de notre interprète maiense nous a permis une approche plus facile et plus directe, convenant bien au groupe.

L'approche était contractuelle (signature d'un formulaire de consentement expliquant notre projet et ses fins). C'est une approche ouverte dans laquelle les objectifs de la recherche sont clairement énoncés, qui n'est pas menaçante pour les acteurs, puisque notre but était de comprendre et d'interpréter une situation. Notre type d'implication et de connaissance faisait de moi une « novice ingénue et compatissante » au début de mes entretiens, avant que nous ne connaissions mieux la situation et le terrain; puis, avec le temps, une « alliée avisée et compatissante » ([Thietart, 2007](#)). Malgré cela, quelques acteurs ont gardé leur « langue de bois » lors des entretiens.

La préservation de la confidentialité des données se fait par l'anonymat des sources et par la destruction des enregistrements à la fin de la thèse.

2.4.3 TRANSCRIPTION DES RÉPONSES AUX ENTRETIENS DE L'A4D DANS L'EMPREINTE TERRITORIALE

Voici un exemple de la transcription des réponses à l'entretien fait avec une vendeuse de poissons dans son empreinte territoriale, en prenant la composante « Regard sur les autres » (dans la dimension conflit, sous-dimension critique). Il s'agit ici de l'extrait de la grille d'analyse de l'Acteur en 4 dimensions qui a trait à cette composante.

- **Questions** : « Qui gère le milieu marin? » « Qui dégrade le plus le milieu marin? » « Qui sont vos ennemis? »

- **Réponses** : « L'institut maritime et portuaire, la direction de l'environnement et celle des pêches devraient gérer le milieu marin »; « Il faut arrêter ensemble la pêche illégale! »; « Notre incapacité à bien gérer l'environnement marin découle de notre incapacité à surmonter nos divergences politiques (parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert - PAICV / mouvement pour la démocratie MPD) » (notre traduction, libre).

Ainsi, les réponses aux questions fournissent l'information permettant de donner une valeur à la composante « Regard sur les autres ». Cette actrice identifie la pêche illégale (enjeu) comme nocive pour elle, son groupe et son territoire. Elle ne dénonce pas de coupable spécifique (pas d'acteur spécifique), outre la division qui règne au sein de sa communauté. Ainsi, la composante « Regard sur les autres » de la sous-dimension « Critique » a une valeur assez faible (1,5 sur une échelle de 5 où 5 signifie que l'acteur « s'affiche contre les projets des autres et identifie précisément ses ennemis » et où 0 indique que l'acteur « ne parle jamais des autres ni de leurs projets, ou en parle positivement »), comme explicité dans le tableau 2. La figure 12 présente l'empreinte territoriale de notre vendeuse de poisson, empreinte comprenant 32 composantes (chaque radiant du cercle) et sur laquelle la flèche rouge pointe vers la composante « Regard sur les autres ». Les quatre quadrants représentent nos quatre dimensions : Coopération, Conflit, Cohabitation et Domination.

Tableau 2 : Graduation* de la composante « Regard sur les autres »

Dimension *Conflit* – Sous-dimension *Critique*

Composantes	Indicateurs
II.1.1. Regard sur les autres	0 : ne parle jamais des autres ni de leurs projets, ou en parle positivement (dimension coopération)
	1 : parle des autres et de leurs projets de manière neutre
	2 : profère des critiques négatives générales sans citer de noms ni de projets
	3 : profère des critiques négatives ciblées sur des groupes d'acteurs
	4 : profère des critiques négatives virulentes et identifie des opposants
	5 : s'affiche contre les projets des autres et identifie précisément ses ennemis

(*) La graduation se fait en fonction des réponses à l'entretien.

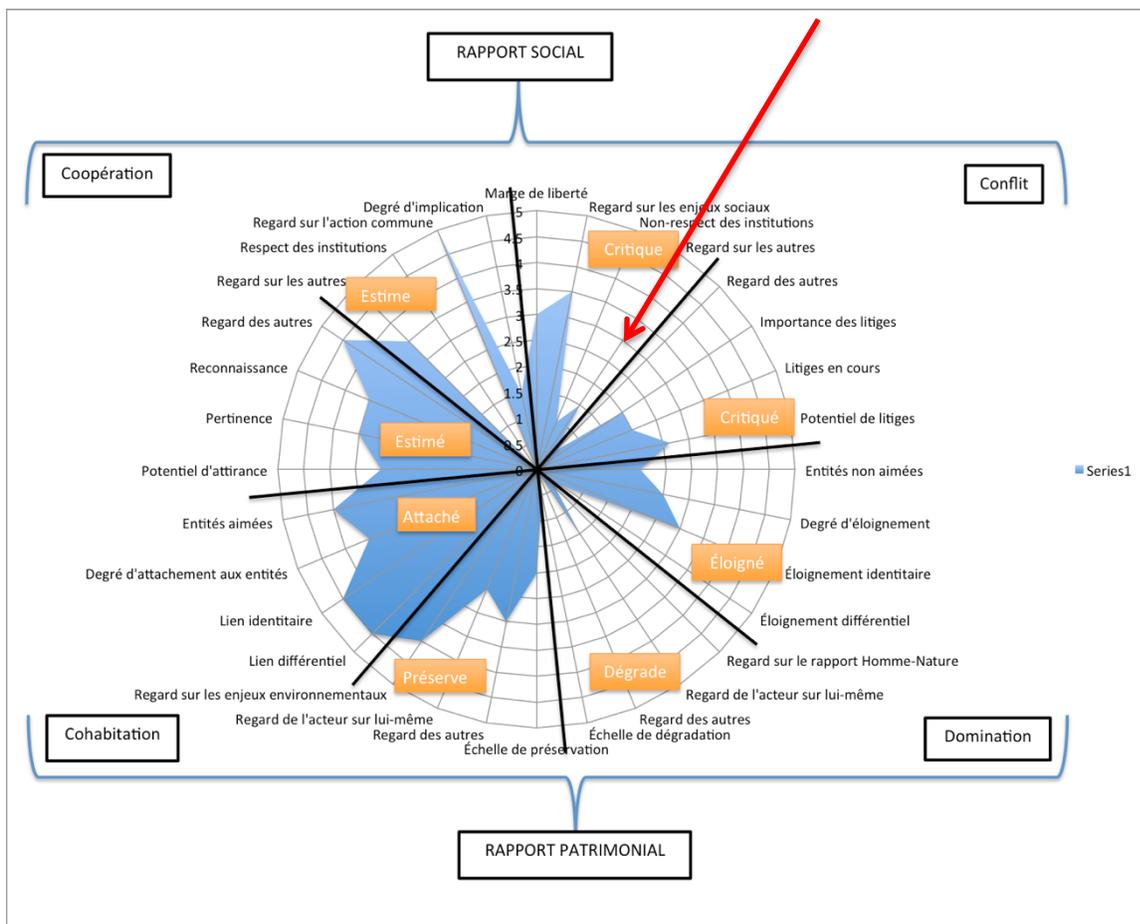


Figure 12 : **Empreinte territoriale d'une vendeuse de poissons**

Dans chaque empreinte produite par l'A4D, la partie du haut représente la relation sociale avec les autres acteurs. La partie du bas de l'empreinte représente la relation patrimoniale que l'acteur entretient avec la nature.

Le pôle social présente deux dimensions, qui chacune se subdivise en deux sous-dimensions.

- La dimension « Coopération » comprend les sous-dimensions :
 - « Estime » [les autres acteurs et leurs projets]; et
 - « Est estimé » [par les autres acteurs].
- La dimension « Conflit » comprend les sous-dimensions :
 - « Critique » [les autres et leurs projets]; et
 - « Est critiqué » [par les autres acteurs].

Le pôle patrimonial présente aussi deux dimensions :

- La dimension « Cohabitation » comprend les sous-dimensions :
 - « Est attaché » [à la nature]; et
 - « Préserve » [celle-ci].
- La dimension « Domination » comprend les sous-dimensions :
 - « Est éloigné » [de la nature]; et
 - « Dégrade » [la nature].

L'annexe 2 présente les guides d'entretiens (questions) pour différents acteurs et l'annexe 3 est la grille de transcription ou grille d'analyse (A4D simplifié) servant à produire les empreintes (graduation des composantes).

Afin d'illustrer notre exemple, voici une photo d'une vendeuse de poissons (Figure 13).



Figure 13 : Vendeuse de poissons en route pour rencontrer des clients

2.4.4 VALIDITÉ ET FIABILITÉ DES DONNÉES ISSUES DE L’A4D

En recherche qualitative, la fiabilité et la validité des données reposent grandement sur les épaules du chercheur. Dans le cas de cette recherche, pour les entretiens, la codeuse (nous) reste constante, mais les traducteurs ont changé en cours du premier terrain. Bien que la différence entre leurs niveaux de langage et leur précision de traduction ait été perceptible, nous avons pu nous ajuster au fur et à mesure puisque nous comprenions l'essentiel des discours des acteurs. De plus, nous nous sommes assurée de pouvoir discuter des entretiens avec nos traducteurs (presque médiateurs) après avoir rencontré les acteurs. Enfin, certaines précautions ont été mises en place afin de pouvoir valider notre compréhension des discours d'acteurs, telles que l'enregistrement des entretiens et la vérification *a posteriori* de certains mots ou expressions auprès d'autres

intervenants parlant créole et français, anglais ou portugais. Pour le reste de la collecte des données, nous étions la seule observatrice, et pour les sources documentaires, la seule codeuse.

Lors des entretiens, il est arrivé que certains interlocuteurs interprètent différemment les questions posées, mais cela n'a pas posé trop de problème lors du traitement des résultats puisque la classification des informations dans la grille se fait en fonction du sens des réponses plutôt que de la question posée.

Bien que le terrain se déroule en deux temps et à deux ans d'intervalle, l'évolution du projet ne devrait pas trop compromettre les valeurs / désirs exprimés par les acteurs. Ainsi, les informations utiles à l'A4D auront été amassées en 2013 et 2015 mais ont été traitées de la même manière, le climat social, institutionnel et environnemental ayant peu changé entre les deux terrains.

2.4.5 AUTRES MÉTHODES : MÉTISSAGE, OBSERVATIONS, ANALYSE DOCUMENTAIRE

Pour aussi utile et puissante qu'elle soit, l'A4D (collecte de données via les entretiens) ne nous permet pas d'obtenir l'ensemble des informations dont nous avons besoin pour traiter de manière complète la gouvernance marine de Maio. Nous voulons notamment inclure des éléments plus personnels de la relation des acteurs avec l'océan. Il s'agit aussi dans ce chapitre de recenser les informations factuelles, issues de l'observation et de la documentation officielle. Nous exposerons également, comme complément à la méthode d'analyse qu'offre le modèle de l'A4D, des méthodes d'analyses plus systémiques (vulnérabilités, mobilité). L'énoncé de toutes les méthodes (de collectes et d'analyses) que nous avons utilisées se retrouve en fin de chapitre, dans un tableau qui présente également le calendrier des travaux de recherche (voir le Tableau 3, à la section 2.5).

2.4.6 MÉTISSAGE

Lors des entretiens que nous avons eus avec les membres de la communauté, nous avons constaté le peu de loquacité de plusieurs acteurs locaux; or, l'A4D est fondé sur le discours. Nous avons alors tenté une technique artisanale en atelier, le « métissage », dans le but de faire ressortir ou s'exprimer certains éléments moins conscients, moins explicites, qui auraient pu être laissés de côté par l'A4D.

Dans notre recherche spécifiquement, la méthode du métissage est définie comme le produit artistique créé en réponse à un thème ou une question donnés par le chercheur (dans ce cas, la valeur culturelle associée aux océans). Ainsi, des objets artistiques ou artéfacts choisis par les participants seront interprétés par ces derniers; ou encore, ceux-ci produiront, au cours même de l'atelier, un nouvel artéfact ou objet artistique. Le métissage utilise donc des données primaires ou secondaires. (Le récit issu de l'atelier que nous avons organisé ainsi que des photos de l'atelier et des artéfacts se trouvent au chapitre 3 présentant les résultats.)

Les méthodes par l'expression artistique permettent de traiter d'enjeux sociopolitiques et culturels signifiants qui ont un potentiel de changement de la communauté ([Denzin et Lincoln, 2000](#)). La recherche et l'analyse basées sur l'art se fondent sur la prémisse que le savoir n'est pas uniquement préexistant, mais qu'il se crée également. Accepter la diversité des représentations mène à une ouverture sur les autres et le monde, condition nécessaire pour faire avancer les enjeux de justice sociale et environnementale. Le métissage intègre les éléments inconscients qui s'ajoutent à l'analyse des acteurs et de leur vision de la gouvernance. Ainsi, il tresse ensemble plusieurs histoires (récits, paroles) d'acteurs de différents milieux, savoirs, intérêts et valeurs qui construisent un récit, une vision unificatrice d'un thème ou d'un enjeu ([Knowles et Cole, 2008](#)). Il permet d'aller au-delà des construits logiques, rationnels, explicites ou conscients. Il vise à ajouter l'*être* au *savoir* et à dresser des ponts entre les mondes publics et personnels; entre les cultures (p. ex., des chercheurs / gestionnaires / communautés). Le métissage donne donc accès au monde intime et émotif; et inclut les valeurs traditionnelles et culturelles à l'analyse de la gouvernance. L'analyse qui en découle est principalement fondée sur les acteurs (subjectivité), et touche tant au social qu'au patrimonial. Le type de gouvernance étudié par le métissage relève principalement de la gouvernance désirée.

Le but de l'exercice était d'échanger sur la relation que les Maienses entretiennent avec l'océan, à partir d'objets naturel ou d'artéfacts culturels (artistiques notamment), tangibles ou non, et choisis par les participants à l'atelier. Dans l'opérationnalisation de la méthode, nous avons obtenu la participation à l'évènement d'une vingtaine de personnes âgées de 18 à 90 ans, issues de la société civile. Sur place, l'organisation de l'atelier a été facilitée grâce à l'aide d'une ONG locale, la Fondation Maio pour la biodiversité (<http://fmb-maio.org/pt/>) et la direction nationale de l'environnement (DNA), découlant du ministère cap-verdien de l'environnement.

Les deux méthodes, l'A4D et le métissage, étudient surtout la gouvernance désirée au regard de la gouvernance *de facto*, et dans une moindre mesure, de la gouvernance *de jure*. Afin d'intégrer plus d'informations sur la gouvernance officielle (*de facto* et *de jure*) à notre analyse, nous avons complété les informations fournies par l'A4D et le métissage par des données issues de l'observation et de discussions sur le terrain, ainsi que par celles fournies par la lecture de documents officiels, académiques et juridiques.

2.4.7 INFORMATIONS FACTUELLES, ISSUES DE L'OBSERVATION ET DE LA DOCUMENTATION OFFICIELLE

Nous avons extrait les données contribuant à l'analyse de la gouvernance de la documentation écrite électronique et imprimée (sites et documents Web, livres, feuillets, cahiers, articles, etc.) que nous avons rassemblée sur le sujet. Des observations terrain nous ont aussi permis de vérifier l'effectivité de la gouvernance officielle affichée. Ainsi, certains documents mentionnent la création ou l'établissement d'aires marines protégées. L'observation terrain a permis de constater ce qui caractérisait ces sites (par exemple, la présence de panneaux indicateurs à certains endroits; la surveillance intermittente par un garde sur l'une des zones) bien que de manière générale, peu de signes ne permettent de réaliser que l'on se trouve sur une aire protégée. Concernant la pêche, notre participation à une activité de pêche avec un pêcheur local nous a permis de constater que certains pêcheurs capturent les langoustes gravides ou « grainées » bien que cela soit prohibé par la loi.

Concernant le droit maritime, la base de données *FAO lex* (<http://www.fao.org/faolex/fr/>) ainsi que l'accès aux *boletins oficiais* (boletim oficial au singulier : bulletin officiel) nous ont fourni la plupart des informations utiles à l'analyse de la gouvernance *de jure* de l'ensemble du Cap-Vert. Pour notre part, notre contribution a consisté en l'analyse des textes liés à la conservation, par île et par date de publication. Les zones circonscrites dans les *boletins oficiais* ont été reportées sur les cartes figurant dans *l'Atlas du droit maritime du Cap-Vert* ([Bonnin et al., 2016](#)).¹¹

11. Nous avons contribué à l'élaboration de cet Atlas en faisant la recherche relative à la conservation marine, soit toutes les zones protégées au Cap-Vert, et en en extrayant les données utiles à la cartographie.

Concernant la pêche, la base de données *Sea Around Us* (<http://www.seaaroundus.org>) nous a fourni une grande part de l'information nécessaire. Le reste provient de rapports et documents statistiques cap-verdiens et européens (surtout en lien avec les accords de pêche). Des articles scientifiques sur l'état de la pêche au Cap-Vert et en Afrique de l'Ouest nous ont permis de mieux comprendre la situation de la pêche au Cap-Vert et de l'évaluer plus justement.

Une part de la collecte d'informations s'est faite par observation participante, en cherchant à nous intégrer au paysage, aux groupes ou à la communauté. Sans grille d'observation comme telle, nous avons parcouru le territoire à différentes heures de la journée, parfois en abordant une diversité d'acteurs (p. ex., personnes âgées (souvent plus tôt le matin car fuyant le soleil); jeunes sur la plage, dans le bus ou dans les rues; pêcheurs et vendeuses; fonctionnaires municipaux; étrangers établis sur l'île, bref... un peu tout le monde, simplement pour « prendre le pouls » ambiant. Notre travail pourrait presque être qualifié d'ethnographique puisque nous sommes restés pendant plus de 4 mois au même endroit, allant chercher le pain le matin, les légumes et le poisson aux mêmes endroits que les locaux; expérimentant pleinement les coqs chantant à toute heure du jour et de la nuit, la musique improvisée au coin des rues, les petits groupes de discussion ou de jeu à l'extérieur, etc.).

Lors des entretiens, notre rôle de chercheuse était cependant clairement défini auprès des acteurs (sujets-sources). Les résistances ont diminué avec le temps, au fur et à mesure que la relation de confiance s'établissait et notre neutralité dans les enjeux était bien comprise de tous. En termes de considérations éthiques, il faut admettre qu'en tant que blanche, représentant le nord global, nous éprouvions un léger malaise au début du travail de terrain. Toutefois, la présence de la famille (mode tri-générationnel avec mère et enfants pour toute la durée du séjour) a beaucoup aidé à l'intégration sociale. De plus, nous vivions sobrement et fréquentions les mêmes lieux que les locaux, et avions quelques amis sur place également.

2.4.8 LES MÉTHODES D'ANALYSE SYSTÉMIQUE : VULNÉRABILITÉ ET MOBILITÉ

Les méthodes basées sur les perceptions d'acteurs telles que l'A4D et le métissage s'intéressent davantage à la perception que les acteurs ont de leur environnement socio-naturel (perspective plus stratégique) qu'à une analyse objective du système.

Les méthodes systémiques ([Barouch, 1989](#); [De Rosnay, 1995](#); [Mintzberg, 1990](#)) considèrent le territoire non seulement comme un lieu, mais comme un système. Elles analysent ainsi les interactions entre les éléments de base et le système qui les englobe. L'étude systémique privilégie la multidisciplinarité afin de mieux comprendre les différents systèmes en place. Le cadre des systèmes socio-écologiques (SSE) ([Ostrom, E., 2009](#); [Ostrom, E. et Cox, 2010](#)) inclut notamment les écosystèmes et les systèmes sociopolitiques (relations patrimoniales et sociales). Ce cadre, comparé à celui de l'A4D, fait l'objet de l'article 1 ([Dancette et Sébastien, 2019](#)). Nous considérons que l'analyse des vulnérabilités et de la mobilité (chapitre 3 et article 3 ([Dancette, 2019](#))) relève aussi de l'approche systémique.

Le degré de vulnérabilité d'une communauté ou d'une région dépend de facteurs multiples. Tel qu'expliqué au chapitre 1, les PEID sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques et à la globalisation des marchés. Sans entrer dans une analyse exhaustive de la vulnérabilité, nous nous sommes concentrée sur la mobilité (l'espace), puisque celle-ci influence beaucoup la vulnérabilité. La mobilité est un concept de plus en plus étudié dans le domaine des sciences sociales marines, comme en fait état la conférence MARE 2017 (<http://www.marecentre.nl/2017-conference/>). Dans le cadre de cette thèse et de notre article 3, la **mobilité est définie comme la tendance, ou la capacité d'un élément (ressources, personnes, espèces, gouvernance) à bouger dans un espace donné. Elle peut s'exprimer dans un espace physique, politique ou économique.**

Sans entrer dans un cadre d'analyse prédéterminé, notre travail a consisté à recenser les éléments considérés par les acteurs locaux et la littérature comme affectant le plus la vulnérabilité de la communauté maiense et de son SSE. Nous les avons étudiés afin d'établir si ces éléments entraient ou sortaient du SES de Maio, avec un flux plus ou moins important. Nous avons déterminé en quoi la mobilité et le flux de ces éléments peuvent influencer la vulnérabilité du SSE de Maio. La vulnérabilité est le résultat de plusieurs expositions associées à un état préexistant de sensibilité. Elle est limitée par la capacité d'adaptation ([Allison et al., 2009](#)). Puisque la vulnérabilité dépend de facteurs factuels (p. ex., hausse du niveau des océans) et de dispositions juridiques (p. ex., lois protégeant la pêche locale), l'analyse de la vulnérabilité permettra d'intégrer des éléments de gouvernance *de jure* et *de facto* à notre travail. Toutefois, la perception de la vulnérabilité change en fonction des valeurs ([Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Hicks et Cinner, 2014](#)), tout comme les adaptations désirées ([Bennett, N. J. et al., 2016](#); [O'Brien et Wolf, 2010](#)). L'analyse de la vulnérabilité intègre

donc aussi la gouvernance désirée (informations tirées des entretiens notamment). Cependant, sa perspective est plus systémique et elle permettra alors d'enrichir l'analyse de la gouvernance marine de Maio en la situant dans un contexte plus global.

Notre modèle est donc à visualiser comme un abaque permettant de voir simultanément les résultats des différentes couches d'analyses et de repérer les zones de chevauchement et les zones de non-chevauchement comme le montre la Figure 14 à la section suivante.

Finalement, notre recherche, par son intégration d'informations issues des perceptions d'acteurs (A4D, métissage) et d'informations de nature plus systémique (droit de la mer au Cap-Vert, données sur les pêches, ainsi que des données systémiques tirées du métissage et des entretiens de l'A4D), rejoint l'analyse stratégique des parties prenantes ([Crozier et Friedberg, 2014](#)). Celle-ci s'intéresse à la fois aux relations entre l'acteur et le système. Dans notre volonté d'intégrer à la fois une perspective subjective (principalement via l'A4D et le métissage) et systémique (via l'analyse de textes de lois, sur la pêche et celle de la vulnérabilité / mobilité), nous rejoignons donc dans ses principes l'analyse stratégique.

À l'issue de nos deux chapitres sur notre méthodologie, voyons comment la combinaison de ces méthodes s'est opérationnalisée dans l'étude de la gouvernance.

2.5 OPÉRATIONNALISATION DE TOUTES LES MÉTHODES RETENUES

Le Tableau 3 décrit ci-dessous les méthodes adoptées pour répondre à chacune de nos questions de recherche, ainsi que le calendrier de leur opérationnalisation. Rappelons la question principale : « Comment les gouvernances marines officielles (*de jure* et *de facto*) et désirées se comparent-elles sur l'île de Maio? »

La comparaison des résultats des différentes méthodes (2^e colonne) permet de faire ressortir les convergences et divergences entre les différents types de gouvernance. Le tableau expose l'ensemble du processus, ainsi que le calendrier de la recherche (2013-2017). Des analyses (plus systémiques) de la vulnérabilité et de la mobilité permettent de compléter ces explications en mettant en perspective le contexte local au sein de son cadre global et international. Les pistes de solutions visant à mieux faire converger les gouvernances officielles avec les gouvernances désirées découlent de l'ensemble des résultats obtenus par toutes ces méthodes.

Tableau 3 : Processus méthodologique et calendrier de recherche de cette thèse

Questions de recherche	Méthode(s) principale(s)	Collecte	Traitement - Résultats	Calendrier de la recherche
Quelle gouvernance marine <i>de jure</i> ?	Analyse documentaire juridique	Textes relatifs à la conservation marine, à la pêche et au tourisme principalement (<i>FAO lex</i> et <i>Boletins oficiais</i>)	Contribution à la création de <i>l'Atlas sur le droit maritime du Cap-Vert</i> (Bonnin et al., 2016)	Été 2016 Stage au Laboratoire d'excellence de la mer / LabEx mer, Brest
	Analyse de documents officiels et scientifiques sur les pêches	Base de données <i>Sea Around Us</i> , rapports nationaux, articles académiques	Données relatives à la ZEE du Cap-Vert, par type de pêche et par groupe commercial d'espèces	Hiver et printemps 2017, Montréal
Quelle gouvernance <i>de facto</i> ?	Observations sur le terrain; Rencontres formelles et informelles	Nos enregistrements et observations	Traitement des observations et des rencontres	Mai-Août 2013 au Cap-Vert; Novembre-Décembre 2015 au Cap-Vert
	Analyse de rapports officiels sur l'état du SES de Maio et de sa gouvernance	Lecture et notes	Notes, comparaisons, contextualisation, etc.	Tout au long de la recherche, au Québec, en France, au Cap-Vert
Quelles gouvernances désirées?	Acteur en 4 dimensions	43 entretiens semi-dirigés (environ 2 heures)	Empreintes territoriales et analyses	Collecte : été 2013; hiv. 2015 Traitement : 2013-2014-2015
	Atelier de métissage	Rencontre de groupe, animation, discussion	Analyse dans les mois qui suivirent	Décembre 2015

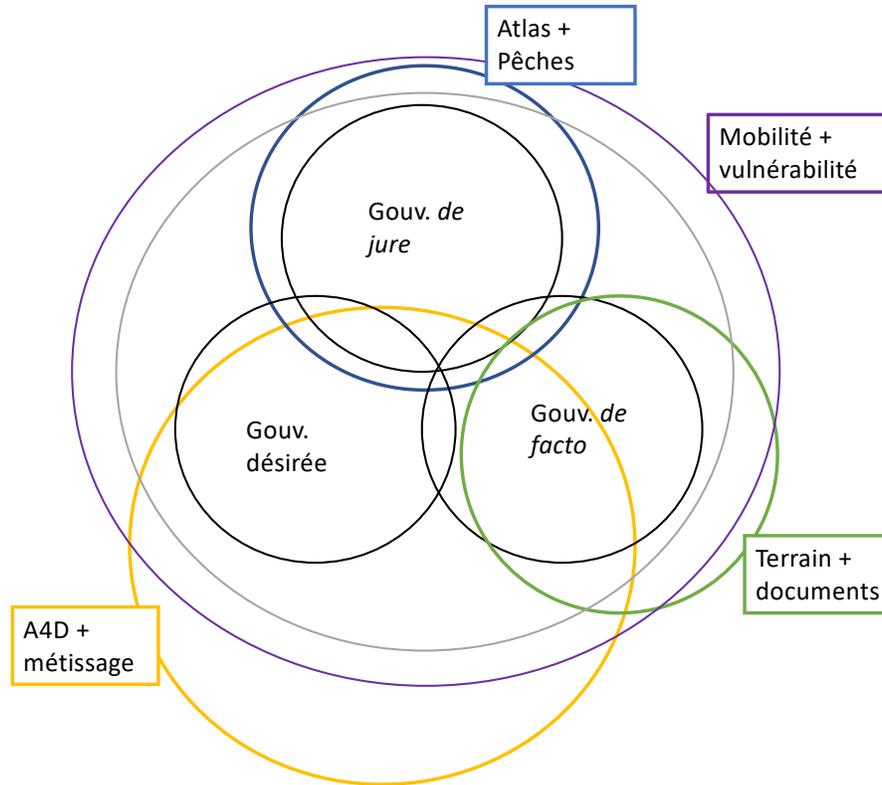


Figure 14 : Abaque des méthodes associées aux types de gouvernance à analyser
Les cercles colorés représentent nos méthodes de recherche (noms en encadrés de la même couleur); le cercle gris englobant les 3 cercles noirs centraux (correspondant aux 3 types de gouvernance) représente le projet de recherche; le cercle mauve correspond à l'analyse de la vulnérabilité et de la mobilité (englobant les autres; plus systémique).

Cette figure sous forme d'abaque résume le fait que l'A4D permet d'étudier en détail la gouvernance désirée. Quoique de manière moins précise que dans le cas de la gouvernance désirée (puisque la subjectivité des acteurs est centrale à la méthode), l'A4D donne aussi des informations sur la gouvernance *de facto* et *de jure* (Figure 14). Voici certaines questions posées dans les entretiens de l'A4D : Connaissez-vous les grandes lois et grands programmes régissant le territoire? Quels acteurs dégradent ou préservent le plus? Les groupes décidant de l'aménagement du territoire consultent-ils d'autres acteurs; et si oui, lesquels? Le métissage ajoute la dimension moins consciente ou moins franchement affirmée à l'A4D (l'A4D et le métissage sont représentés par le cercle jaune).

Afin de répondre à nos questions de recherche, l'A4D demande à être complétée par une analyse plus systémique afin de présenter un portrait complet de la gouvernance officielle (*de jure*

et *de facto*) en plus de la gouvernance désirée. Ce constat concorde avec la mise en garde de McKeown (2011), qui suggère de combiner créativité du chercheur et des acteurs et analyse par des méthodes multiples, ce qui définit une approche valable pour un cas donné, et qui a le potentiel de « modeler le futur » sans que la méthode n'ait la prétention d'être reproductible puisqu'elle est adaptée au cas en question ([McKeown, 2011](#)).

L'analyse de textes de lois sur l'environnement marin de Maio et du Cap-Vert ainsi que des textes touchant à la pêche permet d'étoffer l'analyse de la gouvernance *de jure* de ce socio-écosystème (cercle bleu de la figure 14). Elle permet de mettre en lumière les zones officiellement protégées, celles qui sont accessibles à différentes activités marines (pêche, tourisme, transport maritime, etc.) et par qui (acteurs locaux, nationaux ou étrangers). Cet exercice permet également de déterminer quelles approches sont préconisées (plus ou moins participatives, etc.) pour la prise de décision et pour la gestion du milieu.

Afin de présenter une vision plus systémique de la gouvernance marine de Maio (structures, rouages, ressources, enjeux et interactions) et de compléter le portrait de la gouvernance proposé par l'A4D, une analyse de la vulnérabilité et de la mobilité est donc utile. Cela permet notamment d'étudier la façon dont les différentes organisations se positionnent officiellement, les unes par rapport aux autres, ainsi que par rapport aux acteurs (cercle mauve englobant le reste dans la figure 14, la vulnérabilité pouvant être associée aux différents types de gouvernance).

Considérées sous un angle pratique, ces méthodes nous sont apparues également comme les plus opérationnelles dans le cadre d'un projet de recherche situé à l'étranger, sur une île isolée, sans possibilité de résider pour de très longues périodes sur place, et devant se dérouler pendant la durée d'une thèse de doctorat; et considérant aussi l'absence d'un réseau de collaboration sur place. L'analyse de la vulnérabilité et de la mobilité, ainsi que le cadrage plus systémique ont pu se réaliser à distance et sans trop de complexité puisque les documents nécessaires avaient été amassés et que la communication était entretenue avec les acteurs-clés du terrain (en opposition à certaines méthodes systémiques plus complètes qui demandent un traitement mathématique, informatique ou autre).

Concernant les échelles ciblées par l'analyse (Figure 7 de la section 2.2), l'échelle spatiale est clairement intégrée tant dans l'A4D que dans l'analyse de la vulnérabilité, mais surtout dans celle de la mobilité et des textes de lois. L'échelle temporelle est incluse dans la relation

patrimoniale de l'A4D, via les questions relatives aux générations passées et à venir. Par exemple, un entretien de l'A4D pose la question : « Quels sont les éléments ayant le plus marqué le territoire selon vous; et comment voyez-vous le territoire dans 10, 50, 100 ans? ». La vulnérabilité tient aussi compte des grands changements à prévoir (ex : changements climatiques ou socio-politiques).

Enfin, si le besoin d'intégrer d'autres informations se fait sentir, l'A4D et le métissage permettent d'étendre l'analyse, d'obtenir un portrait global des relations sociales et patrimoniales du territoire ciblé. Ce sont des méthodes qui ouvrent les perspectives du chercheur, qui lui permettent d'appréhender la complexité des systèmes en place.

Notre idée de combiner les disciplines et échelles d'analyse concorde avec la conclusion de Coffey et O'Toole (2012) dans leur étude des systèmes de savoir ([Denscombe, 2008](#))([Coffey and O'Toole 2012](#)). Ces auteurs préconisent effectivement l'utilisation de méta-collectes, mixant des approches basées sur les acteurs, les institutions, les réseaux et les discours. Cela a présenté l'intérêt pour nous d'étudier à la fois la gouvernance officielle *de jure*, *de facto* et désirée.

En fin de compte, la vision du chercheur dans l'étude de la gouvernance environnementale locale est un facteur déterminant d'une bonne analyse, complète et profonde. Outre le choix de ses méthodes, celui-ci a aussi pour responsabilité de s'assurer qu'à la fin du processus de recherche, les informations qu'il a recueillies et sélectionnées représentent au mieux la situation étudiée en considérant les échelles de temps et d'espace traitées, les niveaux de gouvernance analysés, les relations patrimoniales et sociales, les acteurs inclus et leur participation à l'étude.

Parmi toutes les méthodes pré-citées, l'A4D est la méthode qui contribue le plus à renseigner notre recherche. C'est l'objet de l'article 1 (Dancette et Sébastien, 2018) de la section qui suit (2.6).

2.6 ARTICLE 1 : L'ACTEUR EN QUATRE DIMENSIONS : UNE MÉTHODE PERTINENTE POUR ANALYSER LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE LOCALE ET RENSEIGNER LE CADRE DES SOCIO-ÉCOSYSTÈMES D'OSTROM

2.6.1 RÉSUMÉ

Cet article¹² présente le modèle de l'Acteur en quatre dimensions (A4D) comme un outil complémentaire au cadre des systèmes socio-écologiques (*social-ecological systems framework* SESF) pour mieux intégrer les représentations d'acteurs et de groupes à son analyse de la gouvernance locale. Puisque l'A4D est basé sur les représentations d'acteurs face à leur système socio-écologique (SSE) et à sa gouvernance, il renseigne principalement le sous-système *Acteurs* du SESF, bien qu'il puisse également donner des renseignements utiles pour d'autres sous-systèmes du cadre des SSE. Nous définissons le sous-système *Acteurs* et les indicateurs de l'A4D qui y correspondent, et soulignons la complémentarité entre les approches afin d'opérationnaliser le SESF. L'exemple de l'île de Maio (une petite communauté de pêche du Cap-Vert) permet de tracer ces parallèles. Notre comparaison met aussi de l'avant certains atouts de la méthodologie de l'A4D pour l'avancement de l'étude de la gouvernance environnementale.

- L'A4D permet la participation et la discussion des acteurs à propos du SES, et analyse les valeurs et discours convergents et divergents entre les acteurs.
- L'A4D indique les relations de pouvoir en intégrant les acteurs *forts, faibles* et *absents* à son analyse.
- En soulignant des éléments subjectifs et réflexifs, l'A4D complète le SESF dans leur tentative commune d'analyser les SES.

Mots-clés : *Acteur en 4 dimensions (A4D); cadre des systèmes socio-écologiques; représentations; gouvernance environnementale; participation; acteurs.*

12. DANCETTE, Raphaëlle & SÉBASTIEN, Léa (2019). The Actor in 4 dimensions : A relevant methodology to analyze local environmental governance and inform Ostrom's social-ecological systems framework, *in MethodsX* (6), <https://doi.org/10.1016/j.mex.2019.07.025>, pages 1798-1811.

2.6.2 THE ACTOR IN 4 DIMENSIONS : A RELEVANT METHODOLOGY TO ANALYZE LOCAL ENVIRONMENTAL GOVERNANCE AND INFORM OSTROM'S SOCIAL-ECOLOGICAL SYSTEMS FRAMEWORK

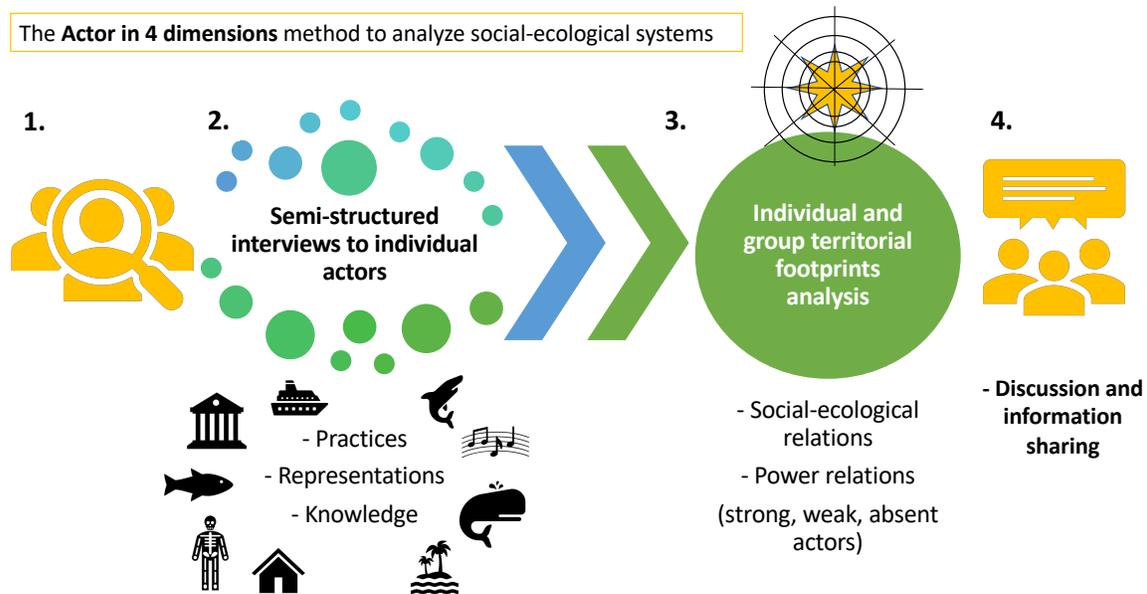
Abstract

This paper presents the Actor in 4 dimensions (A4D) model as a complementary tool to the Social-ecological systems framework (SESF) in order to better integrate individual and groups' representations into local environmental governance analysis. As the A4D is based on actors' representations of their social-ecological system (SES) and of its governance, it mainly informs the *Actors* subsystem of the SESF, even if it can also give useful insights for other framework's sub-systems. We define the SESF *actor's* sub-tiers and the corresponding A4D indicators and highlight the complementarity between both approaches in order to operationalize the SESF. This parallel is exemplified by the case of Maio island (a small-scale fishing community in Cape Verde). Our comparison also highlights other assets of the A4D methodology for the advancement of environmental governance's study.

- The A4D allows actors' participation and discussion on the SES and analyses common and divergent discourses and values between actors.
- The A4D points to power relations by integrating *strong*, *weak* and *absent* actors in its analysis.
- By highlighting subjective and reflexive elements, the A4D complements the SESF in their common attempt to analyze SES.

Keywords : *Actor in 4 dimensions (A4D); Social-Ecological Systems framework; perceptions; environmental governance; participation; actors*

Graphical Abstract



Graphical abstract explaining the Actor in 4 dimensions methodology (MethodsX)

Method details

The Actor in 4 dimensions (A4D) is a relevant and useful tool to complete the Social-ecological systems framework (SESF) through the inclusion of individual and groups' social representations into studies on local governance systems ([Andrachuk et Armitage, 2015](#); [Bennett, N., 2016](#); [Cookey et al., 2016](#)). As a field tool (with interview guides and precise questions as exemplified in Annex 3), the A4D model proposes a specific method to study mental models, which can help operationalizing the SESF. The A4D adds to the SESF an approach to study individual perceptions and motivations ([Andrachuk et Armitage, 2015](#); [DeCaro et Stokes, 2013](#); [Hunt et al., 2013](#)), and meets the need to allow actors' participation and discussions on social-ecological systems (SES) ([Andrachuk et Armitage, 2015](#); [Walker et al., 2002](#)).

A complementary use of the A4D and the SESF allows both a systemic and a strategic analysis of SES. First, social-ecological systems and their framework are defined ([Ostrom, E., 2009](#); [Ostrom, E. et Cox, 2010](#)) and their most common uses, described. Then, the A4D is detailed (specificities and assets) and the territorial footprint, presented. We show the relevance of this method to inform the SES framework by linking the A4D indicators with the SESF actors' tiers.

Authors' tiers¹³ and indicators definitions are used, and links are validated by a specific case study from a small-scale fishing community in Maio, Cape Verde.

The social-ecological system framework (SESF)

Environment and society interactions have been closely examined in Ostrom's work on social-ecological systems ([McGinnis et Ostrom, 2014](#); [Ostrom, E., 2009](#); [Ostrom, E. et Cox, 2010](#)). Social-ecological systems were defined as "ecological systems intricately linked with and affected by one or more social systems" ([Anderies et al., 2004](#); [Thiel et al., 2015](#)). Ostrom's framework provides a basic vocabulary of concepts and terms and allows making cross-institutional comparisons and evaluations ([McGinnis et Ostrom, 2014](#)). Figure 1 describes the different subsystems (resource units and systems, governance and users) interacting together within a given SES ([Ostrom, E., 2009](#)). The box actors is in red because this paper focuses on the interactions between the A4D indicators and the actors' variables.

13. A tier is a logical category that contains subdivisions or lower-level tiers, called sub-tiers. For example, *Resource Systems* (RS) represents a top-tier category with second-tier subdivisions denoting such characteristics as its *size* (RS3), *resource sector* (RS1), etc. (Fig 1).

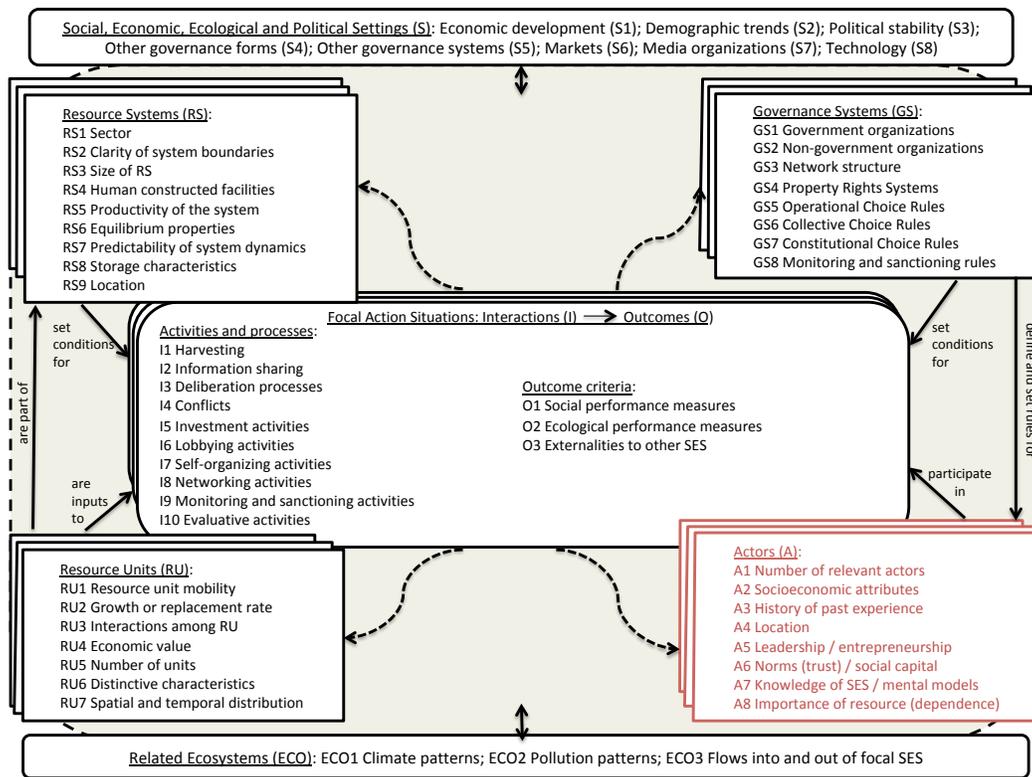


Fig. 1 : Social-ecological framework (as updated in [\(McGinnis et Ostrom, 2014\)](#) with the most recent set of variables included into the SESF ([Thiel et al., 2015](#))

Ostrom's framework aims at understanding complex interactions within different systems and at various scales ([\(Delgado-Serrano et Ramos, 2015; Epstein et al., 2013\)](#)). The framework is composed of 8 first-level core sub-systems defining the interactions of the SES : *Social, Economic and Political setting* (S) and *related ecosystems* (ECO) will interact with the 4 multi-linked subsystems (or tiers) that are : *resource systems* (RS), *resource units* (RU), *governance systems* (GS) and the *actors* (A). Ostrom proposes a set of second-level variables (second-tiers) to express the main features of each subsystem (fig. 1; definitions in Annex 1) and leaves researchers the choice to add second or even third-level variables in function of their analysis ([\(Ostrom, E., 2009\)](#)). These second-level variables influence sub-systems' inputs on the system. For instance, *size*, *productivity* and *predictability* (of the *resource system*) will influence *resource system's interactions* and *outcomes* in the SES. *Mobility* will influence *resource units*, while the *actors* system will depend on their *number*, *leadership*, *norms*, *resource dependency*, *social capital* and *knowledge*. *Outcomes* achieved in a SES depend on subsystems and on their interactions.

SESF allows combining and bringing together knowledge coming from different disciplines and finding out about those SESs' sustainability in order to improve their governance and management. Many researchers have used the SES framework in diverse environmental governance cases study ([Thiel et al., 2015](#)). However, an array of specific methods can help informing the SES. This paper shows how the Actor in 4 dimensions (A4D) can inform many elements of the SESF.

A4D description : origin, dimensions, specificities and assets

The A4D multidisciplinary conceptual model is an original methodology studying local environmental governance. The A4D model defines the territory as a socio-environmental system, that is to say, as the interrelations between social relations (links between actors) and environmental relations (links to nature). Therefore it aims at qualifying the relations between individuals (an actor's social profile), whether they are strong (powerful) or weak actors; and the relations between humans and non-humans (an actor's environmental profile), whether they are future generations or other species ([Sebastien, Lea, 2010](#)) (fig. 2). It was developed both as a theoretical and as a methodological model. It aims to examine actors' perceptions on environmental and social issues, on a given space. It was designed to understand the overall stakeholders' dynamics on a territory, based on the analysis of different practices, representations and knowledge between actors about the environment and about the actor system.

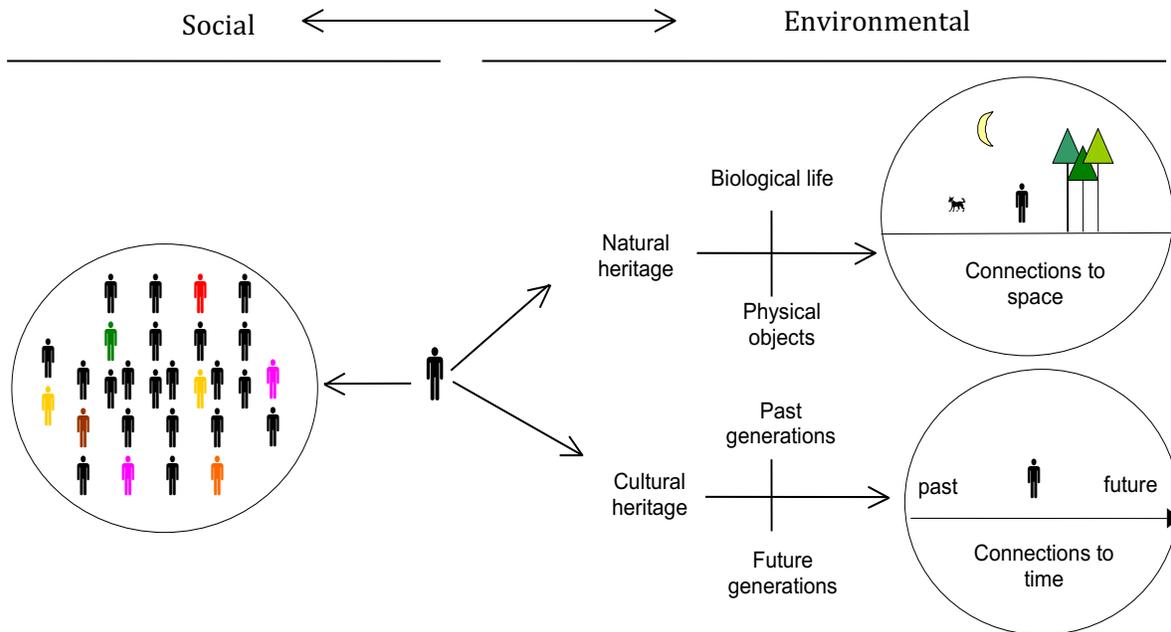


Fig. 2 : Explanations of social and environmental profiles (taken from (Sebastien 2010))

The A4D results allow producing what their authors call the "territorial footprint", an illustration of social and environmental profiles on a territory forming a spider web graph (fig. 3).

Each stakeholder (actor of the system) has an individual footprint, which is produced by the compilation of 32 variables (described and defined in Annex 2) comprised in eight sub-dimensions, making the model both qualitative, by the approach chosen, and quantitative, by the results analysis chosen. The four main dimensions of the model are : *cooperation* and *conflict* (social profile); and *cohabitation* and *domination* (environmental profile). The 8 sub-dimensions of the model (*esteem*; *esteemed*; *criticize*; *criticized*; *attached*; *preserve*; *distant*; *spoil*) inform about direct and indirect positioning of an actor within the SES, each footprint being informed by the actor discourse about himself (one of the assets of the A4D model is this reflexivity) as well as the others discourses about the actor. The A4D investigates within its social profile if an actor criticizes/esteems others and in return, if he

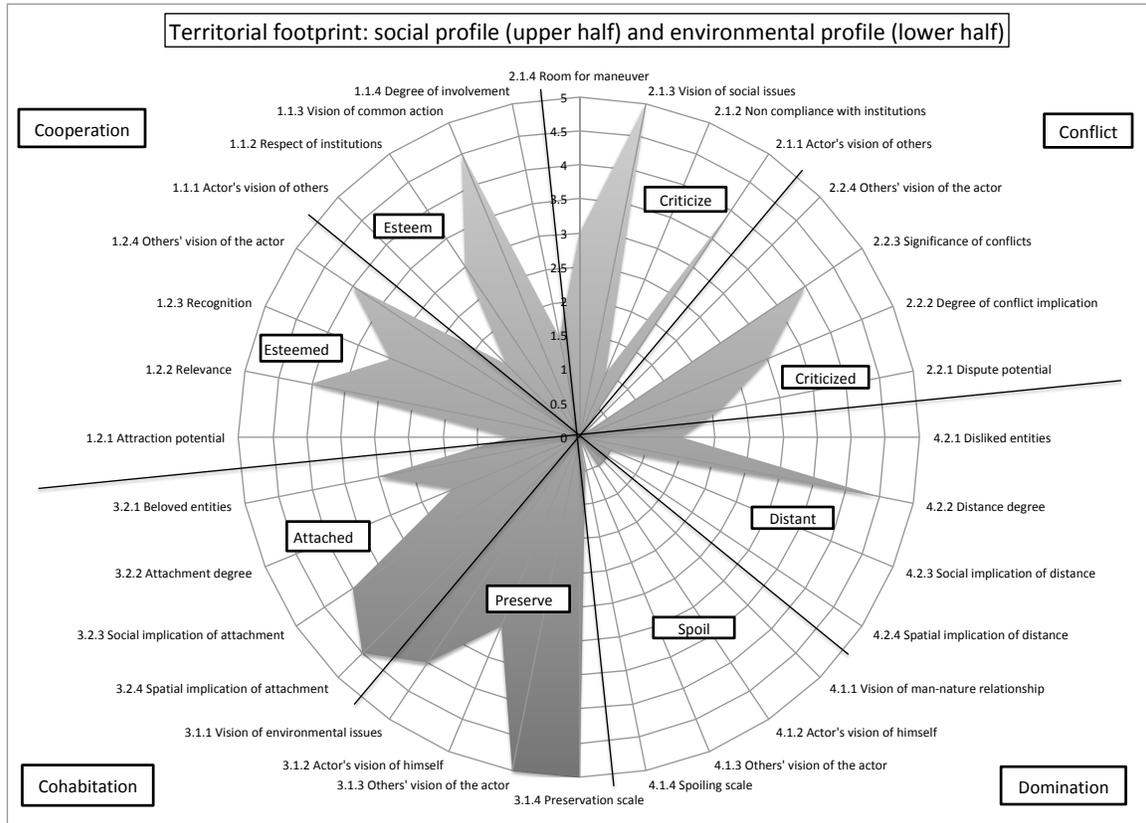


Fig. 3 : A4D territorial footprint of a local fisherman in Maio, Cape Verde

is esteemed/criticized by others. Following the same logic with the environmental profile and based on the idea that actors influence the territory as much as the territory influences them, we analyze if an actor appears attached/distant to his environment, and if he appears to preserve/spoil natural assets. The 32 variables give different information on the actors' tendencies within those dimensions through the analysis of their practices, representations and knowledge. The footprint, illustrating stakeholders' involvement and interactions, allows one to analyze common and divergent points between individuals and groups (if multiple individual footprints are grouped by making an average of actors' indicators' notation, detailed in Annex 4). Footprints comparison underlines common values, which can be useful to work towards new environmental governances.

In order to study actors' positions in their SES, the A4D model is based on 1-2 hours long semi-structured interviews that ask actors specific and broader questions on their environment and its governance. In this specific case (the study of Maio's marine governance), 43 actors from various backgrounds and sectors have been interviewed. The interview guide is composed of 5

sections : structural data; ecological assets; social assets; personal actions and prospective (Annex 3 presents an example of an interview guide for fishermen). Each interview is decrypted through a discourse analysis (qualitative approach) and informs the territorial footprint (quantitative approach).

For instance, questions related to the social realm, in the dimension *conflict* and sub-dimension *criticizes* would be : "whom most deteriorates the environment; who are your enemies / opponents?". Depending on the actors' answers, the *vision of others* component would score low (0 : the actor doesn't talk about others, or only talks positively about them) to high (5 : the actor stands against some other actors' projects and clearly identifies its enemies / opponents). The result would then be reported on the spider web, in front of the *vision of others* component (Annex 4 shows how answers can be translated into indicators' scores). Figure 3 shows a fisherman's footprint (hand line fishing). It appears that its left side (*cooperation* and *cohabitation*) is wider than its right side (*conflict* and *domination*). This actor especially preserves (via a simple and non-invasive lifestyle) and is attached (even if he sees some issues, limiting its attachment) to his environment (environmental profile). His social profile shows that he is esteemed (for his traditional and vital role in Maio's community) but that he is involved in important social issues (in this case, mostly with industrial fishermen).

The A4D can reveal important information about the actors' interactions and has the potential to be used by governance agents and actors themselves, by improving the dialogue on environmental issues. Managers could use this information and the whole footprint to better understand communities and actors' dynamics (all questions and related scores for the indicators are detailed in Annex 3 and 4). If discussed in a participatory governance process, it could help to target where mediation efforts need to be concentrated, what underlying elements explain the actors' perceptions, and where different interests need to be thoroughly discussed and negotiated. The A4D and its resulting territorial footprint thus can be a vehicle of data and debate, representing an operational tool for a mediator, and transferable to multiple territories and resources (Chanteau et Labrousse, 2013).

Method validation (data that validate the method and connect the SES and A4D frameworks)

In order to parallel the A4D with Ostrom's framework, this part is dedicated to specifying links between both approaches, and Annexes 1 & 2 detail those indicators with definitions. We focus here on the components of the actors' category of the SESF, where the analysis of perceptions takes an important place. This subsystem notably reflects how interviewees see themselves as well as other actors in relation with the environment (i.e., A4D's social and environmental profile). The actors' subsystem of the SESF thus presents many common elements with the A4D's indicators. Information was taken from ([Basurto *et al.*, 2013](#); [Delgado-Serrano et Ramos, 2015](#); [Ostrom, Elinor, 2007](#); [Ostrom, E., 2009](#); [Ostrom, E. et Cox, 2010](#)) for the SESF, and from ([Sébastien, 2006](#)) for the A4D. Previous research underlined the need for better and uniform definitions of the SESF tiers, as well as for methods to measure them ([Thiel *et al.*, 2015](#)). SESF actor's sub-tiers' linkages with the A4D variables are described below.

The A4D model has been tested on various territories with very different environmental issues (ex : water management on the Kilimandjaro ([Sebastien, Lea, 2010](#)); fisheries governance in Cape Verde ([Dancette, 2019](#); [Dancette et Brêthes, 2019](#)); gravels management near the Loire River and wetlands in the Basque country ([Sébastien, 2014](#))). We chose to exemplify the parallel between the SESF and the A4D by showing the results of our analysis of governance systems of a small-scale fishery on Maio island (Cape

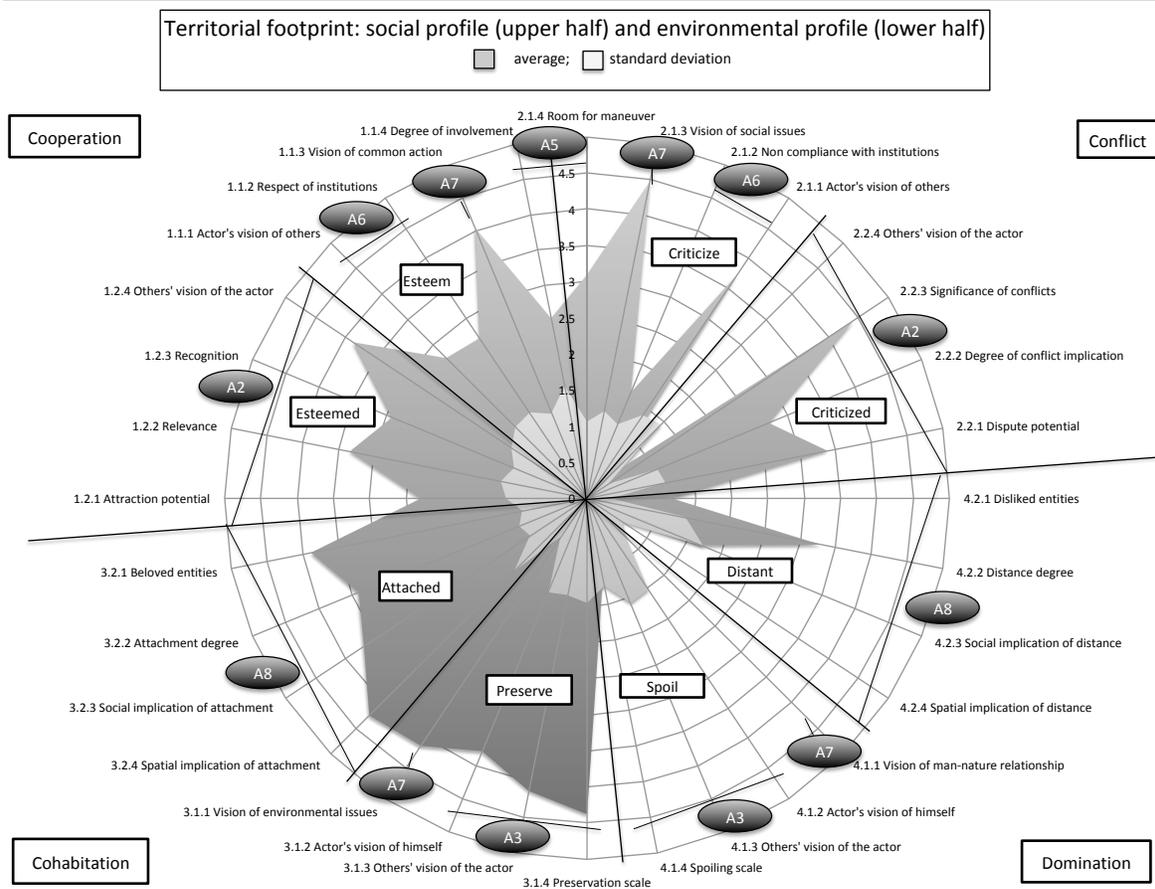


Fig. 4 : Fishermen's group territorial footprint (1.1.1 to 4.2.4), with equivalent SESF Actors sub-tiers' indicators (A1 to A8)

Verde)¹⁴, which are detailed in the paper “An analysis of actors’ perceptions of Maio island’s (Cape Verde) marine governance” in the journal Marine Policy ([Dancette et Brêthes, 2019](#)). Figure 4 shows the fishermen's group footprint, with A4D indicators related to *Actor's* sub-tier of Ostrom's SESF. Each sub-tier can be found on the footprint (A2 to A8) and connections between both frameworks are explained hereafter.

14. Fieldwork from two on-site missions : summer 2013 and autumn 2015

Actors (A) Tier ([Ostrom, Elinor, 2007](#); [Ostrom, E., 2009](#); [Ostrom, E. et Cox, 2010](#))

A1 Number of actors

The A1 sub-tier is defined as the number of actors affecting decision-making processes in the SES.

The aim of the A4D model is to meet and interview all actors, or their representatives, concerned by environmental issues on an area in order to analyze the stakeholders' dynamics. Therefore, the A4D model does not include a specific indicator concerning the number of actors, which is context dependent but identifies *strong* and *weak* actors, as well as *absent* actors (such as future generations and other species) ([Sébastien, 2014](#)), making the *Actor* category of the A4D more inclusive than the SESF *a priori*. Even if the number of actors may inform the sample size, and thus involve a relative representativeness, it does not inform the actors' degree of power or influence. Effectively, an actor may have an important influence on other actors or on specific resources, making its general input on the SES more important than another with less assets. The A4D interview's method, with snowball references for other actors to interview, allows one to target all stakeholders of an area, and thus collect the diversity of actors' perceptions. It also identifies power relations of different individuals and groups.

In the case of the small-scale fishing community of Maio island, the total community comprises between 5000 and 7000 people, with officially 137 fishermen and 89 fish saleswomen ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). We considered different groups of actors which could be integrated in the SESF : small-scale fishermen, fish saleswomen, regional, national and municipal decision-makers and managers, other economic actors, academics, and finally, unaffiliated individuals. In total, we conducted 43 interviews (of which, 12 artisanal fishermen and 2 fish saleswomen).

A2 Socioeconomic attributes (economic and cultural)

The A2 sub-tier is defined as social and economic characteristics of actors that affect the activity's dynamics.

In the A4D, actors' features are examined as having a potential for cooperation, or on the opposite, a potential for conflict with other actors. They are illustrated through the two main social sub-dimensions *esteemed* and *criticized*. The sub-dimension *esteemed* comprises the indicators *attraction potential*, *relevance*, *recognition* and *others' vision of the actor*. These indicators relate to the extent to which an actor's assets are numerous, un-ordinary, needed and appreciated by other actors. The sub-dimension *criticized* includes the indicators *dispute potential*, *degree of conflict implication*, *significance of conflicts* and *others' vision of the actor*. These indicators are directly opposed to the *esteemed* indicators. They relate to the extent to which an actor's shortcomings are numerous and generate conflicts, the importance of the conflicts they create and the impacts that those shortcomings have on other actors.

In Maio's small-scale fishermen group, socio-economic attributes generate more cooperation than conflicts (the sub-dimension *esteemed* is greater than the sub-dimension *criticized*) despite the importance of conflicts with industrial fisheries for declining fish stocks, and the pervasiveness of this issue for the whole socio-ecological system (indicator *significance of conflicts* rates high : 4,5/5).

A3 History of use / of past experience

This A3 sub-tier is defined as past interactions that affect current actor's behavior and activity's dynamics : crises, duration.

Referring to the A4D, history and past experiences explaining an actor's vision on resources use is illustrated by the sub-dimensions *preserves* and *spoils* in the environmental profile. These sub-dimensions also include other stakeholders' vision on the actor's experiences with resources use. The *preserves* sub-dimension is composed of the indicators : *actor's vision of himself*, *others' vision of the actor* and *preservation scale*. They relate to the actor's vision of his own environmental behavior, to the people recognizing his preservation qualities and to the extent of his effective environmental protection. The *spoils* sub-dimension is composed of the indicators : *vision of himself*, *others' vision* and *spoiling scale*. They refer to the actor's feelings towards past, present and future practices; and to the ways other actors perceive his (more or less important) environmental-spoiling activities.

In Maio's small-scale fishers' case, the whole *preserves* sub-dimension scores way higher (4.5/5) than the *spoils* sub-dimension (1.5/5). Fishermen thus consider their impact on the socio-ecosystem as being positive, which means that they consider that they mostly preserve the environment (and have always done so), and that environmental issues are not related to their group's actions. Others also see them as preserving (much more than spoiling) agents.

A4 Location

Location is defined as the physical place where actors are in relation to the resource itself and to the market.

Within the A4D model, the territory's location and description is scoped in a first observatory and field-familiarization phase, before proceeding to the interviews. This first territorial diagnosis aims at identifying the different groups present on the area. Then, by collecting the diverse perceptions of the territory, the A4D helps to delineate the territory's boundaries as perceived by the actors. Furthermore, the sub-dimensions on place attachment and place distance explore the attraction and repulsion of specific objects of the territory, and thus inform on the liked and disliked physical objects of the territory, precisely located.

Maio island being very isolated from Santiago (Cape Verde's capital) and other islands due to a great lack of appropriate transportation between islands, and because of its small size (275 km²), the island and its (vital) surrounding waters are the most appropriate scale to study SES.

A5 Leadership

Leadership is defined as a useful skill to organize collective action (people tend to follow actors with good leadership).

In the A4D, leadership is illustrated by the sub-dimensions *esteem* and *criticize*, and especially by the indicators *degree of involvement*, which concerns the extent to which one actor respects the system's norms and values (passively or pro-actively, with more leadership); and the indicator *room for maneuver* that reflects the actor's capacity to mobilize his assets to negotiate with other actors. Together, they inform on the actor's potential to organize collective action.

For local fishermen, the *degree of involvement* as well as the *room for maneuver* indicators score relatively low (respectively 2.5 and 3/5), reflecting a quite poor leadership. In fact, as every fisherman does his own business and survives as such, without important collaboration effort, they appear to be satisfied with their low influence on others. Even if they don't respect (recognize and value) the actual system and institutions, fishermen are generally poorly motivated by the idea of more involvement to change this imperfect but still functional system.

A6 Norms and social capital :

Norms and social capital are defined as the degree by which individuals can draw upon or rely on others for support or assistance in times of need : in brief, it represents their trust in others.

In the A4D, indicators of the *esteem* and *criticize* sub-dimensions are relevant to inform on the degree of trust of the actors, especially the indicators *actor's vision of others* and *respect of institutions* on the cooperation side, and *actor's vision of others* and *non-compliance with institutions* on the conflict side. Those indicators respectively refer to the actor's positive perception about others and their projects (thus including trust and support); to the actor's compliance and mobilization in conformity with state and institutions' norms and programs; to the actor's critiques of others and their projects (i.e. distrust and dissidence); and finally, to the actor's disagreement degree on institutions and programs (which is often linked with distrust and lassitude toward unsuccessful initiatives).

Maio's fishermen showed little respect for institutions and others. Even if they don't formally disagree with institutions, they feel an important lassitude and exasperation towards their ineffectiveness. They also criticize other actors, industrial fishermen first, but also corrupted or lazy managers. They consider that local police, managers and responsibility-tasks employees don't thoroughly do their jobs. However, they explain this attitude by the small size, small population and low technical, human and financial means of the island, which prevents people from properly enforcing laws and positive initiatives.

A7 Knowledge of SES and mental models

Knowledge of SES is defined as the degree to which stakeholders understand and make sense of the characteristics and/or dynamics of the SES.

Apprehending convergences and divergences of knowledge among actors is a great part of the A4D model, therefore it is expressed through various indicators. On the social profile, *vision of common action (cooperation)* and *vision of social issues (conflicts)* inform about the type of knowledge mobilized by the actor on social issues. On the environmental profile, *vision of environmental issues (cohabitation)* and *vision of man-nature relationship (domination)* inform about the type of knowledge mobilized by the actor on environmental issues. These indicators respectively relate to an actor's understanding of his social environment; to his perception of antagonist actors and issues; to his awareness and feelings towards environmental issues; and finally, to his perception of actors and issues that are detrimental for the environment.

Maiense's fishermen consider that there are important social and environmental issues in the SES, the most important one being foreign and industrial fisheries, that increasingly deplete the stocks they used to feed on (e.g. tunas) and come always closer to (and even enter sometimes) their restricted local fishing zone (3 nautical miles from shore). They consider fishing agreements in Cape Verde's waters, boat motorization and the arrival of scuba diving tanks as past events that increased the SES vulnerability. In future years, some feel apprehension of mass-tourism while others wish it could enrich their island.

Fishermen present specific and detailed knowledge on the species they fish or used to fish, on social roles of other actors, on certain groups' corruption, etc. However, Maio's community doesn't like to dig too far in their peers' lives, making them unaware of some problems or preventing them from acting to improve the SES.

Fishermen see their own action as positive for the SES (the *Vision of environmental issues* indicator rates 4/5 and the *Vision of man-nature relationship* indicator rates 0.5/5), which reflects their awareness on the SES, and their attitude of preservation and low domination on the socio-ecosystem.

A8 Importance of resource / resources dependence :

This element is defined as the source of monetary income, livelihoods, cultural values, practices and services coming from the resources to the benefit of the actors.

In the A4D, all indicators of place attachment and detachment (*attached* and *distant* sub-dimensions) directly inform this variable. Indeed, these 8 indicators give information on what types

of territorial entities are liked or disliked, how the bounding or detachment can be characterized, and what the social and spatial implications of these different affective links are.

In fishermen's case, *beloved or highly valued entities* (tunas, groupers, mackerels, etc. as well as their boats and the sea itself) rate quite high (4/5) while the *degree of bounding* is slightly lower (3.5/5), because many expressed the intention to quit fishing. This is due to declining stocks, to harsher fishing conditions as they need to go further at sea with their small embarkations, and to changing climate and sea conditions, making their work increasingly unsafe and unpredictable. *Social implication of attachment* (3.2.3) is also quite high (4/5), explained by the fact that a degradation of fishermen entity (fishing stocks; fishing capacities, etc.) makes some of them wish to quit fishing, while others still want to continue their life vocation. *Spatial implication of attachment* (3.2.4) is also high (4.25/5) because fishermen are greatly aware that a decline of their entities means a threat for the whole SES. They also would like to transmit to future generations the pristine and rich sea that they used to know, as well as traditional activities like line fishing. In summary, fishermen are attached to their SES, but they strongly feel the necessity to distance from it because of their beloved and subsistence entities' decline.

Nota bene

Although this paper scopes Ostrom's SESF *Actor* tier in order to parallel with the A4D model, we wish to end this part by adding that other elements of the SESF can also be informed by the A4D, such as *Governance*, *Interactions* and *Outcomes* subsystems. As an example, for the *Interactions* subsystem, the conflicts sub-tier constitutes a whole dimension of the A4D, being thus addressed with lots of details, as well as social bounds (ex : *Interactions'* sub-tiers on self-organizing and networking activities). Concerning the *Outcomes* subsystem, the A4D measures socio-economic and ecological performance through actors' perception of types of social and environmental bounds, and through the importance that they give on the mentioned issues. When enumerating past, present and foreseen elements that have or could disturb their well-being and the whole SES, they inevitably refer to outcomes, quantifying these outcomes within a human subjective scale.

Additional information : Introduction on SES and A4D

Social-ecological systems (SES) are increasingly used to study human-environment systems ([Parrott et al., 2012](#)). The Social-Ecological Systems framework (SESF) was created by Elinor Ostrom to better understand them ([Ostrom, Elinor, 2007](#); [Ostrom, E., 2009](#)). It received much attention since 2007 ([Thiel et al., 2015](#)). However, even if the SESF is an important analytical framework ([Binder et al., 2013](#); [Delgado-Serrano et Ramos, 2015](#)), its operationalization remains elusive ([Delgado-Serrano et Ramos, 2015](#); [Leslie et al., 2015](#)). Also, even if stakeholders' participation is promoted by many authors ([Andrachuk et Armitage, 2015](#); [Ostrom, E., 1999](#); [Walker et al., 2002](#)) and even if Ostrom encourages researchers to build their own frameworks in collaboration with the system stakeholders, the SESF has been criticized for its difficulty in showing and explaining diverse actors' viewpoints, perceptions or intentions ([Andrachuk et Armitage, 2015](#); [DeCaro et Stokes, 2013](#); [Hunt et al., 2013](#)), which influence SES interactions and outcomes.

Sébastien and Paran [28] developed the Actor in 4 dimensions methodology (A4D) in 2006 ([Sébastien, 2006](#)) in order to analyze and model an actor's relationship with other actors (social profile), and his relationship with nature (environmental profile) ([Sebastien, Lea, 2010](#)). In this regard, the A4D model informs specifically the *Actors'* sub-system of the SESF, even if it can also give useful insights for other framework's sub-systems¹⁵.

Additional information : Discussion on the A4D comparison with the SESF

Individual perceptions and discourses

The first contribution of the A4D model towards the SESF is that of the analysis of individual perceptions. The A4D is designed to gather and study individual perceptions (including intentions), or mental models and belief systems ([Bennett, N., 2016](#); [DeCaro et Stokes, 2013](#); [Hunt](#)

15. The A4D having been developed by French researchers, and having mainly been spread in French-written journals and research networks, this paper presents a great occasion to position the A4D methodology within a famous English-speaking world framework studying environmental governance : the SES framework.

et al., 2013; *Thiel et al.*, 2015), which influence interactions between individuals, and between individuals and their environment, with unique outcomes from one person to the other. As the SESF only analyses groups of actors, it can be blind to some individuals that would make a difference on the whole system (*Hunt et al.*, 2013). In our case study, this is what happened with a fisherman who dives to gather buzios (gastropods) in huge quantities almost each day. Even if most other fishermen are respectful of the laws and of the environment, one single fisherman with a high degree of social conflict and environmental domination could greatly affect the SES (without being identified in the global picture of the SES; see fig. 5).

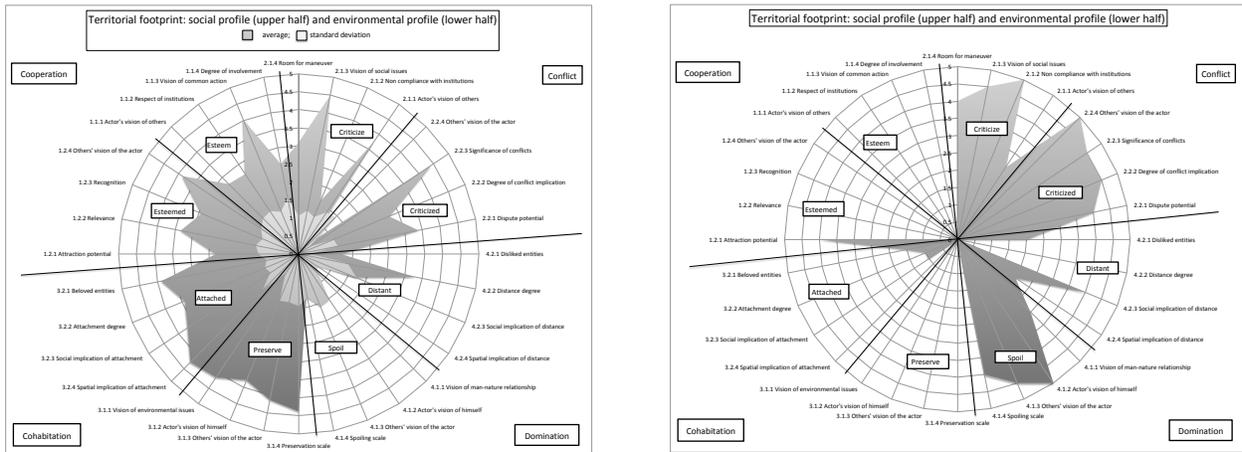


Fig. 5 : Comparison of grouped footprints (12 local fishermen to the left - A) and individual footprint (spearfisher / diver - buzio fisherman - on the right - B)

SESF is a great schematic representation of a complex system. However, it could better incorporate individual perceptions and their impacts on the system (*Hunt et al.*, 2013). The A4D methodology and its territorial footprints provide a tool to better understand the diversity, repartition and impacts of these perceptions.

In the same line, *Thiel et al.* (2015) (*Thiel et al.*, 2015) highlighted the lack of discussion on the role of discourses in 20 studies using SESF. By analyzing each actor's discourse and by underlining which elements of their vocabulary best reflect their mindset on different issues, the A4D allows researchers to use discourses to explain *Interactions* and *Outcomes* of the SES. For

instance, some fishermen considered that the sea is more powerful than everything; that it can recover from any harm. They thus see fish stocks declining, but remain confident in their natural / spontaneous recovery, which is also related to their religious fervor (beliefs). This may explain an attitude of certain laxity towards national decisions that may affect their marine environment, and *in fine*, their subsistence and livelihoods. Their discourses therefore reflect personal viewpoints, on themselves (their activities and position in the SES) and on others (other's activities and place in the SES).

Another unique attribute of the A4D theory, methodology and model, is its reflexivity. The A4D illustrates others' visions and discourses on an actor as well as reflecting the actor's individual perceptions on himself. In the course of an A4D interview, actors are asked about how they see themselves in the SES : if they think that they have a beneficial or detrimental effect on the environment; if they think that other actors appreciate their work and role in the SES, etc. This does not seem to be integrated in Ostrom's framework, although people perceptions of themselves, of their capacity to change the SES, etc. are essential elements affecting their real action on the SES ([DeCaro et Stokes, 2013](#); [Hunt et al., 2013](#)). The A4D then informs the *Actor's* sub-system and second-tiers and goes further into the actors' analysis through this reflexivity.

Power relations and global governance

Of the 20 case studies analyzed by Thiel et al. (2015) ([Thiel et al., 2015](#)), none or few discussed the role of power dissymmetries in explaining SES. This limitation may be due to these specific case studies or to the framework itself. Even if not central to the SESF, conflict and power relations analysis is partly integrated in the "rules in use" of the SESF by showing which group or individual's interests prevail effectively in the SES, especially when compared with formal statements ([Chanteau et Labrousse, 2013](#); [Ostrom, E. et Basurto, 2011](#)). Still, power relations are under-represented in the SESF ([Chanteau et Labrousse, 2013](#); [Fine, 2010](#)).

As power relations are often linked to individuals' assets (goods, contacts, job positions, or other elements such as blackmail), it is easier to include power stakes into discussion when analyzing individuals and their perceptions in the SES, instead of groups. Power relations are at the heart of the A4D, which aims at analyzing which actors and elements influence the most environmental issues and governance. For instance, indicators of the "esteemed" and "criticized" sub-dimensions refer to power relations based on money, on knowledge, on assets uniqueness and

on social position and influences. Regarding the environmental profile, power relations appear mainly in the ability of actors to protect or destroy environmental assets on the territory.

By classifying actors as *strong*, *weak* and *absent* actors within a SES, the A4D deals with unequal power relations ([Sebastien, Léa, 2011](#)). While *strong actors* will generally be reflected in effective decisions and actions on the SES, *weak actors* are those who do not have the best assets in the negotiation (charisma, power, relations...) to impose their choice, their moral value and defend their interests. These are underrepresented contemporary humans who can bring unthought-of elements to the territorial debate, such as vernacular knowledge, a memory of the place, territorial ties ([Sebastien, Léa, 2011](#)). *Absent actors* represent biological living and future generations and are embodied by non-human actors and non-contemporary actors, those who cannot be present at the negotiating table and who are nevertheless stakeholders. While it is important to find a negotiated solution to conflicts between contemporary humans over the uses of a common good, it should not be adopted to the detriment of absent actors ([Sébastien et Paran, 2006](#)). The A4D, by identifying spokespersons speaking in the name of *weak* and *absent* actors (reflecting their interests), allows their voice to be heard, or to be integrated into the negotiation process. All actors (*strong*, *weak* and *absent* actors) need to be integrated into the SES analysis, because analysis based solely on strong actors' perceptions could lead to environmental degradation ([Sebastien, Léa, 2011](#)). If all put together, or if grouped without careful attention, *strong*, *weak* and *absent* actors could all be mixed, thus not properly reflecting underlying power relations. This - dissociation of power relations in place - feature of the A4D, could then help to "reconnect" SES studies and decision-relevant information that policymakers could use ([Leenhardt, P. et al., 2015](#)).

In Maio, a group that appeared to be a good spokesperson for future generations as well as for marine life was fish saleswomen. Effectively, this group was very attached to the environment and to its entity (fish, for subsistence and traditional meals, but also species that had disappeared or were threatened, such as some shark and ray species). They were very concerned by Maienses future generations' ability to continue fishing and pursue their traditional livelihood activities. For that reason, they wanted to be heard in order to preserve Maio's SES. Their views on common action (participative governance) were the highest of all groups of actors. Therefore, fish saleswomen, willing to be involved in decision-making and attached to their entities (job and fish,

for themselves and foremost, for future generations), are a good example of spokesperson for *weak* and *absent* actors in the A4D.

Governance systems are guided by individuals, each having their own perceptions on social and environmental stakes, and thus influencing decision-making as well as related processes (governance communication, information and effective enforcement). Individual perceptions influence collective access to natural resources, to their property and usage rights. In Maio's case, some decision-makers think that fish overexploitation is mainly caused by local illegal practices and therefore regulated those activities. Although these need to be limited, fishing pressure from foreign fisheries is a greater threat, on most interviewees' point of view. Therefore, decisions do not overcome the main cause of resources overexploitation. This dichotomy between perceptions (or intentions ([Hunt et al., 2013](#))) and actions can only be addressed by the SESF if it corresponds to a group's mental model, which appears more clearly in the A4D by a comparison between individuals and groups' footprints and therefore, by a comparison of their environmental and social profiles.

Using territorial footprints also allows participative governance and information sharing between actors, an essential criteria for good co-management ([Armitage, D.R. et al., 2008](#)). The A4D model can effectively help engaging dialogue among actors, by revealing individual intentions and perceptions, by allowing a debate about actor's values, and by proposing a negotiation between *strong*, *weak* and *absent* actors.

Conclusion

We showed that the A4D can be a useful method to complete and operationalize the SES framework, specifically its *Actor's* subsystem, by incorporating individual strategic (subjective) elements in a systemic framework and by adding a reflexive perspective. Furthermore, the association of A4D model and SES framework contributes to a reflection on governance issues, and on the necessary integration of individual perceptions and power relations in the analysis of local governance systems. In that perspective, the A4D and its territorial footprint can be powerful to go further in the SES analysis, and in its diffusion towards local actors.

CHAPITRE 3

RÉSULTATS : GOUVERNANCES *DE JURE*, *DE FACTO* ET DÉSIRÉES DANS LES TROIS DOMAINES D'ACTIVITÉ À L'ÉTUDE

Notre analyse des gouvernances marines de Maio a commencé par nos observations et entretiens sur le terrain, notre préoccupation première étant de sonder les perceptions locales ainsi que celles d'experts et de chercheurs. Bien que ces mois de travail au Cap-Vert nous aient fourni des informations très riches et utiles à une compréhension plus large de la gouvernance marine de Maio, nous avons constaté les limites de la connaissance des communautés vis à vis des engagements environnementaux et développementaux de leur pays, et face à certains aspects liés aux projets en voie d'implantation sur leur île (p. ex., l'ampleur des projets de développement touristique) ou en périphérie de celle-ci (p. ex., les termes des accords de pêche avec les pays étrangers). Les réponses des gestionnaires ne nous permettaient pas non plus de dresser un portrait assez complet des règles et pratiques en place. La cueillette d'informations juridiques et factuelles pour l'analyse de la gouvernance *de jure* et *de facto* s'est avérée fort utile pour compléter le portrait. Les résultats de la gouvernance *de jure* et *de facto* sont présentés avant ceux de la gouvernance désirée, pour la comparaison logique à faire dans notre analyse entre la gouvernance « qui est dite / écrite » (*de jure*), « qui est faite » (*de facto*) et « qui est désirée » (désirée). Elle suit donc l'ordre des sous-questions de recherche.

3.1 GOUVERNANCE *DE JURE*

L'objet de la recherche était de comparer les gouvernances marines officielles (*de jure* et *de facto*) et désirées de l'île de Maio. Pour répondre à la première question : « Quelle

gouvernance marine est prescrite, ou reconnue par la loi (gouvernance *de jure*), pour le socio-écosystème (SES) de l'île de Maio? », nous avons participé à rédiger *l'Atlas sur le droit maritime du Cap-Vert* (Bonnin et al., 2016). Ce recensement et cette cartographie des lois et usages maritimes du Cap-Vert a permis de constater le nombre et la complexité des lois protégeant l'environnement marin au Cap-Vert, ainsi que les zones dans lesquelles sont projetés les différents types d'usage (p. ex., types de pêche; tourisme; conservation). Notamment, cela a permis de constater que Maio est une île bien protégée comparativement aux autres îles habitées de l'archipel¹⁶ (Figure 15).

La carte ci-contre montre que le territoire marin protégé de Maio constitue 25% de l'ensemble du territoire marin protégé du Cap-Vert, alors que son territoire marin ne fait que 7% de celui de tout l'archipel. L'île contribue ainsi beaucoup aux efforts en vue de l'atteinte des objectifs (Aïchi et ODD) de protection marine du pays. La réserve naturelle du sud de l'île (Casas Velhas, en turquoise sur la carte) correspond à la catégorie de gestion IV de l'UICN ([Cesarini, 2013](#)). Cette catégorie signifie que c'est une aire de gestion de l'habitat : l'intervention humaine y est autorisée pour protéger les oiseaux limicoles et tortues caouannes victimes du braconnage et d'éventuelles futures constructions côtières.

Concernant la pêche, les textes de loi indiquent clairement que la zone des 3 miles nautiques est réservée à la pêche locale (artisanale, semi-industrielle, aux petits pélagiques ou pour des appâts). À l'intérieur des 12 miles nautiques (eaux territoriales), aucune pêche étrangère n'est autorisée (Figure 16).

16. Santa Luzia (réserve marine; au nord-ouest de l'archipel) est une île non habitée du Cap-Vert.

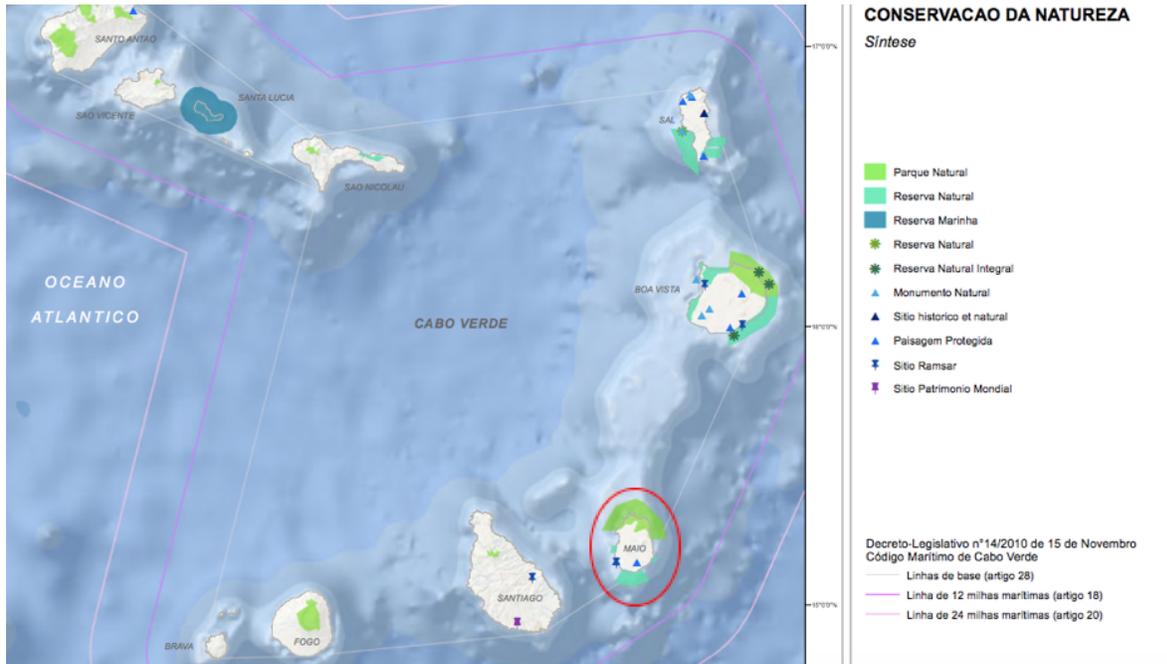


Figure 15 : Carte de la conservation du Cap-Vert
Carte tirée de Bonnin et al. (2016)

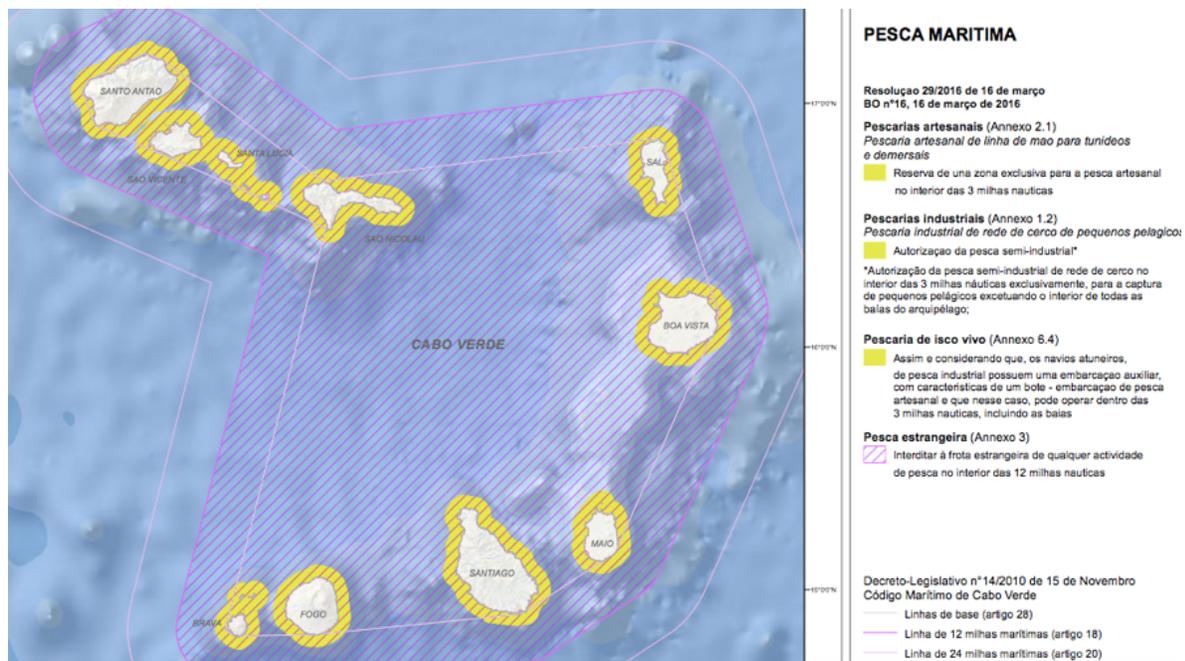


Figure 16 : Carte de la pêche maritime du Cap-Vert
Carte tirée de Bonnin et al. (2016)

Alors que la pêche étrangère est interdite au centre de l'archipel, le protocole signé avec l'Union européenne autorise les navires de ces pays à pêcher au-delà des 12 milles nautiques et à l'intérieur de la ZEE du Cap-Vert (200 milles nautiques de la ligne de base) (Figure 17).

Les recherches dans d'autres documents officiels nous ont permis de réaliser que depuis plusieurs années, la pêche industrielle est favorisée au détriment de la pêche artisanale au Cap-Vert ([Diop, 2012](#)). L'accord de pêche avec l'Union européenne procure en moyenne 525 000 euros par année au Cap-Vert. Les termes de l'accord permettent en contre-partie à l'UE de pêcher 5000 tonnes de thon albacore, obèse, listao, d'espadon et de requin bleu dans la ZEE cap-verdienne ([European Union, 2014](#)).

Le thon albacore est aussi l'espèce la plus pêchée par les pêcheurs artisanaux. Certains programmes comme le PRAO-CV œuvrent à la sécurisation de la pêche artisanale dans les petites communautés de pêche comme Maio ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). La valeur de la pêche artisanale est également reconnue par la stratégie des pêche et celle sur la sécurité alimentaire, bien que celles-ci, outre proposer de mettre en place des dispositifs de concentration des poissons (DCP), n'expliquent pas comment elles s'y prendront pour que la pêche artisanale puisse faire face à l'intensification de la pêche industrielle ([Republica de Cabo Verde, 2014, 2015a](#)), étrangère notamment.

Concernant le tourisme, le plan de développement touristique prévoit trois zones principales (Figure 18), dont une située juste devant la réserve naturelle de Casas Velhas (zone au sud de l'île de Maio). Cette zone touristique pose particulièrement problème aux acteurs de la conservation marine locaux puisque des tortues caouannes (*Caretta caretta*) y nidifient. Le Cap-Vert abrite la troisième plus grande population de ces tortues au monde. Or, la lumière des installations touristiques risque de nuire à leur cycle écologique. De plus, de nombreux oiseaux limicoles se réfugient sur la zone de Casas Velhas.

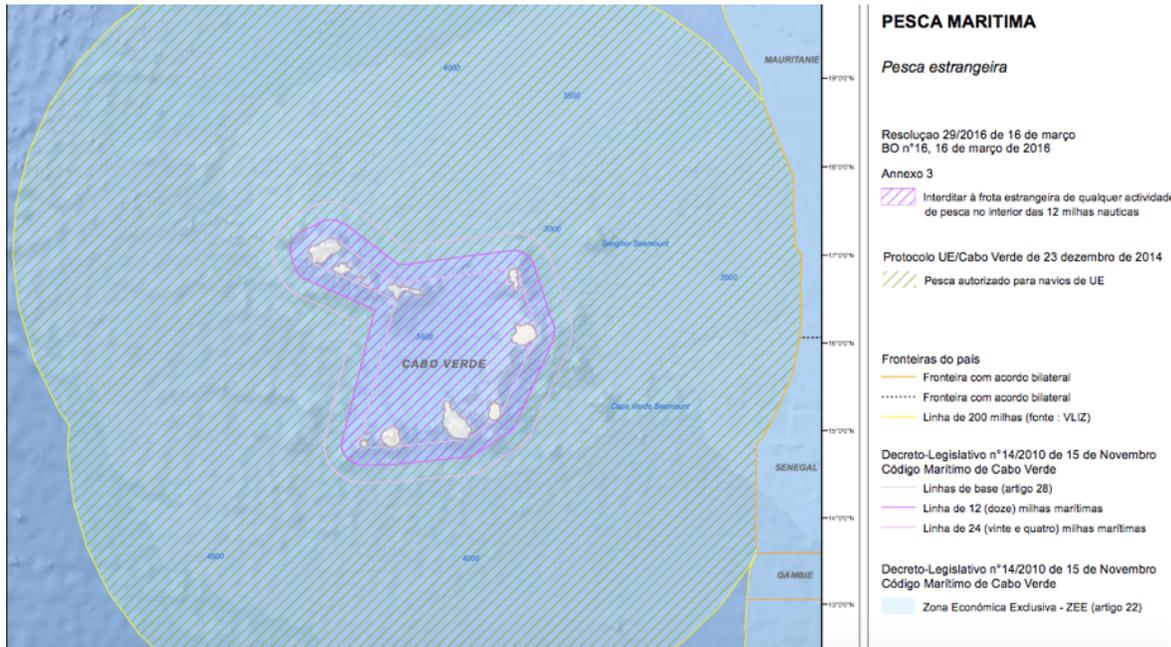


Figure 17 : Carte de la pêche étrangère au Cap-Vert
Carte tirée de Bonnin et al. (2016)

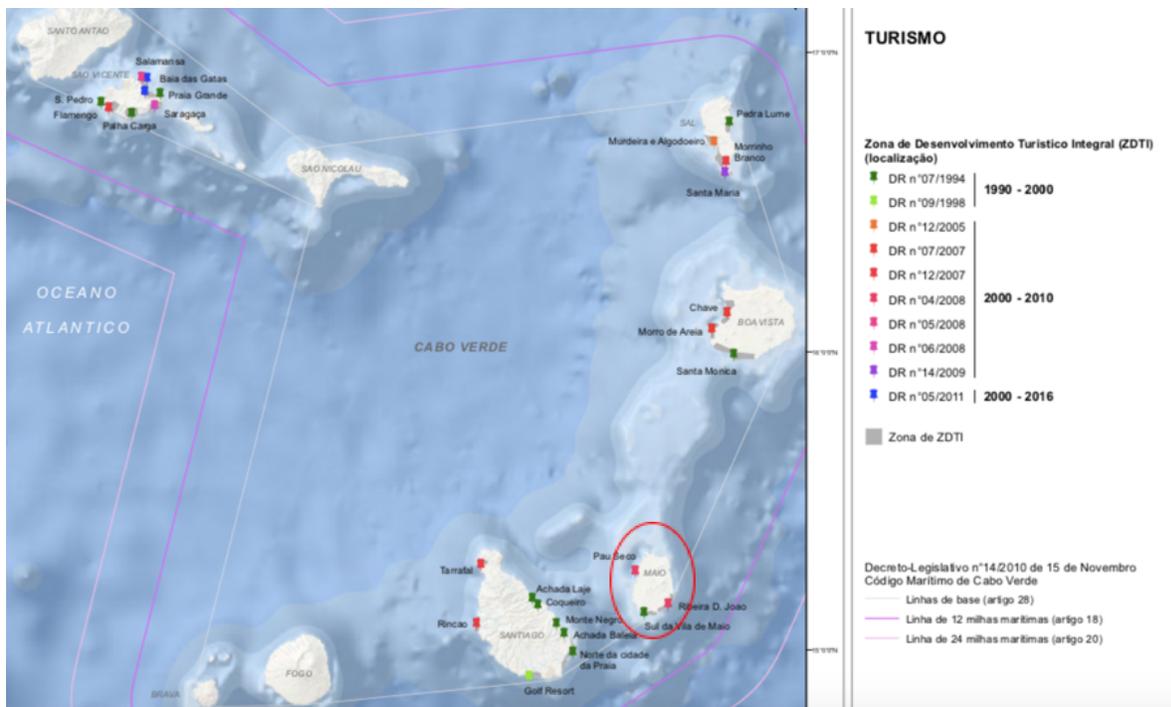


Figure 18 : Carte des zones de développement touristique intégral du Cap-Vert
Encerclée en rouge, l'île de Maio. Carte tirée de Bonnin et al. (2016)

La zone de développement touristique du sud de Maio (zone en lilas sur la carte, au sud de l'île, Figure 19) se trouve juste au-dessus de la réserve naturelle de *Casas Velhas* (zone côtière et marine ombragée en vert au sud de l'île, se prolongeant à 3 miles nautiques de la côte).

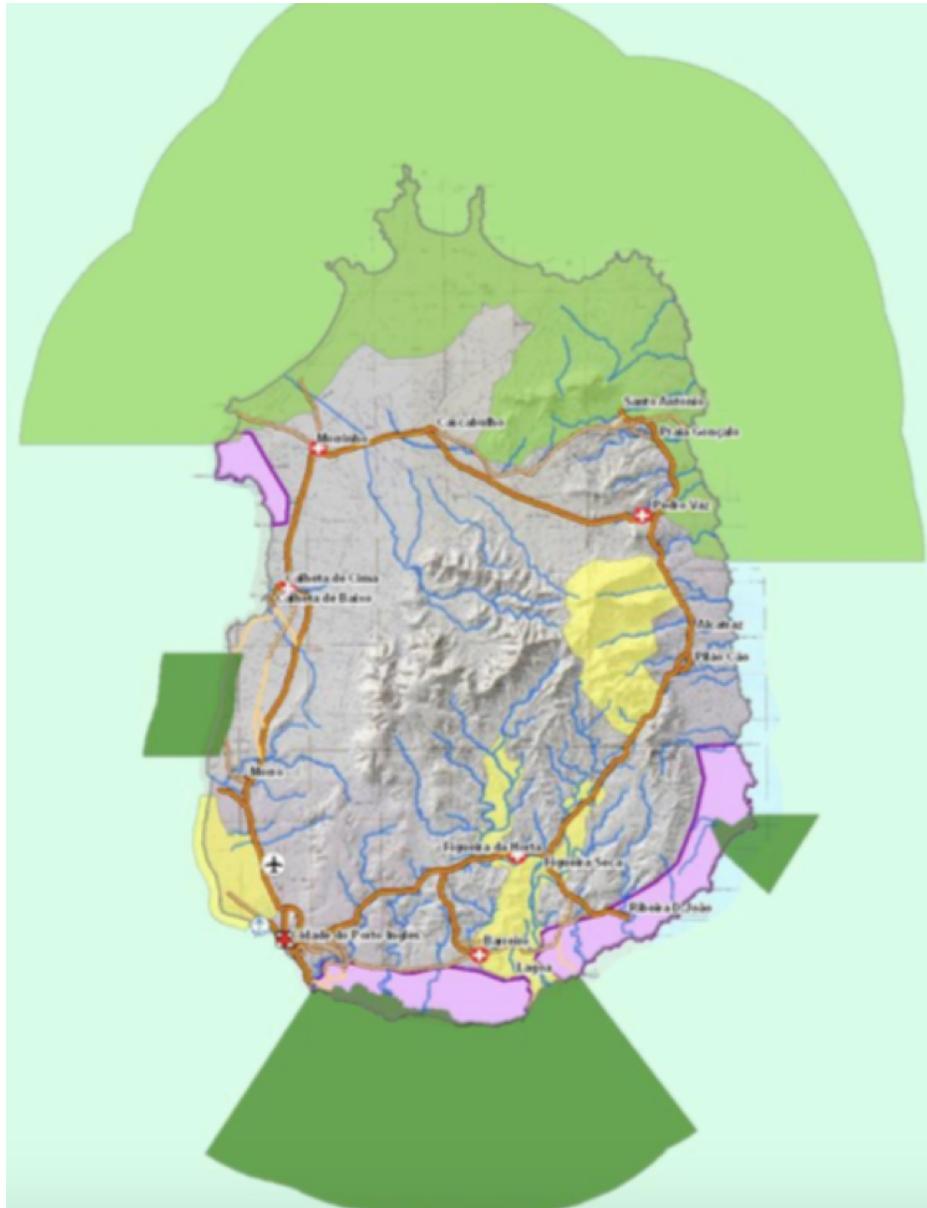


Figure 19 : Carte du réseau d'aires protégées de l'île de Maio
Image tirée de ([Cesarini, 2013](#)).

Le plan de développement touristique prévoit l'installation de plusieurs milliers de chambres dans cette zone (Figure 20). Bien que celui-ci interdise toute activité extractive dans la zone, et qu'il proscrive également toute intervention urbanistique sans l'autorisation de l'institut national du tourisme ([SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)), un développement de ce type aurait certainement des impacts sur le SES de Maio ([Dancette, 2019](#)).

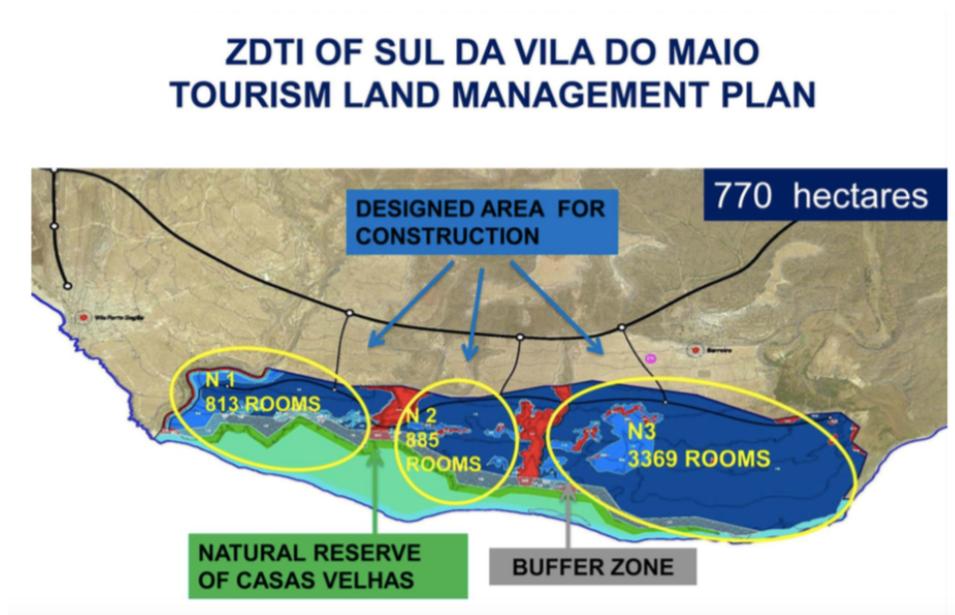


Figure 20 : Plan de développement touristique de la zone sud de l'île de Maio
Nombre de chambres à construire et Réserve naturelle de Casas Velhas.

Ces différents textes de loi s'ajoutent à celui de la Constitution du Cap-Vert (1992) ([Assemblée nationale du Cap-Vert, 1992](#)), dans laquelle le droit à un environnement sain et équilibré, l'interdépendance homme-nature, le devoir de protéger et de défendre l'environnement, et enfin, l'éducation environnementale, sont prônés. La Constitution stipule que « les activités économiques ne doivent pas mettre en cause l'écosystème ni contribuer au déséquilibre des rapports entre l'homme et l'environnement » ([Assemblée nationale du Cap-Vert, 1992](#)). Le plan national pour le développement (PND) du Cap-Vert est également basé sur la durabilité et les liens avec la biodiversité ([Direcção Geral do Planeamento, 2002](#)); tout comme la stratégie nationale et le plan d'action pour la biodiversité (ENPAB, 2000)

([Benchimol et al., 2003](#); [Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas, 2004](#)). Les principes à la base de ces textes sont ceux de solidarité, de précaution, de participation et de décentralisation ([MAAP, 1999](#); [Ministério do Ambiente, 2012](#)).

3.1.1 PARTICIPATION *DE JURE* AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT AFFECTANT MAIO

Les autorités signataires de l'accord de pêche avec l'Union européenne sont un membre de la délégation européenne au Cap-Vert et le Ministre responsable des pêches ([European Union, 2014](#)).

Concernant la participation (*de jure*) des acteurs aux projets liés à la pêche artisanale, les textes gouvernementaux et le PRAO-CV prévoient la cogestion entre l'association des pêcheurs et la direction des pêches (DNP) ([Commission sous-régionale des pêches, 2017](#); [Diop, 2012](#); [Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)).

Le plan de gestion du réseau d'aires protégées de Maio ([Cesarini, 2013](#)) prévoit pour sa part la cogestion entre l'ONG environnementale locale (FMB), la direction de l'environnement (DNA) et la mairie.

Pour le tourisme, le plan de développement touristique du gouvernement ([Republica de Cabo Verde, 2005](#); [SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)) prévoit la cogestion des zones touristiques entre la société de développement touristique de Maio (SDTIBM) et la municipalité.

Résultat 1 : L'analyse de la gouvernance *de jure* montre une volonté institutionnelle de préserver le SSE de Maio ainsi que la zone réservée à la pêche artisanale et de développer le tourisme. Elle montre aussi que la pêche internationale s'effectue légalement en eaux cap-verdiennes. Le gouvernement affiche une volonté claire d'intégrer des groupes d'acteurs aux projets.

3.2 GOUVERNANCE DE FACTO

Pour répondre à la deuxième sous-question de recherche, soit : « Quelle gouvernance marine est réellement effectuée (gouvernance *de facto*) dans le socio-écosystème de Maio », nous avons utilisé les données de la base *Sea Around Us*. Ces données montrent que les captures de flottes industrielles (de l'ensemble des pays y pêchant) augmentent depuis les années 1950 dans la ZEE cap-verdienne (Figure 21). Les captures artisanales (et dans une moindre mesure, de subsistance) ont baissé pendant la même période. Les captures industrielles cap-verdiennes ont aussi davantage augmenté que les captures artisanales cap-verdiennes (Figure 22).

D'autre documentation officielle et académique a permis de faire plus de lumière sur l'enjeu crucial de la surpêche au Cap-Vert. Ainsi, l'accord de partenariat sur les pêches avec l'Union européenne (2014-2018) octroie des droits de pêches pour 5000 tonnes de thons, espadons et requins bleus chaque année à des navires provenant d'Espagne, de France et du Portugal principalement ([European Union, 2014](#)). Toutefois, Belhabib et al. (2015) indiquent que les prises effectives sont plus de trois fois supérieures à celles rapportées par l'Europe, et quatre fois celles autorisées par les accords ([Belhabib, Sumaila, et al., 2015](#); [European Union, 2014](#)). Les accords privés signés avec la Chine sont plus obscurs, mais les prises effectives seraient près de dix fois celles rapportées officiellement par le pays (13.9 tonnes x 10³ vs. 1.4 tonnes x 10³ rapportées entre 2000 et 2010) ([BelhabibSumaila, et al., 2015](#)). L'article 3 traite plus en détail de cet enjeu.

À l'échelle locale, le rendement de la pêche artisanale est passé de 27,52 kg par voyage de barque (v) à 22,31 kg/v entre 2005 et 2010. Le déclin constant des captures est une préoccupation des acteurs locaux reconnue par le PRAO-CV dans son plan de gestion pour l'association du sud de l'île de Maio ([Direção Geral dos Recursos Marinheiros et PRAO-CV, 2016](#)).

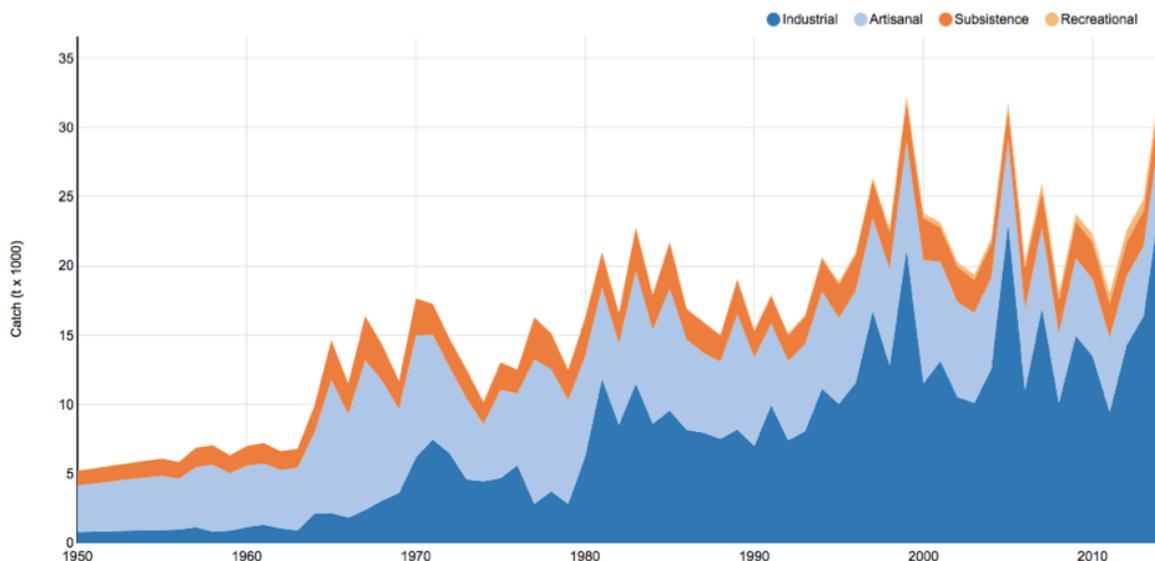


Figure 21 : Prises reconstruites par secteur de pêche dans les eaux cap-verdiennes
Captures industrielles (bleu), artisanales (bleu pâle) et de subsistance (orange);
 informations tirées de ([Sea Around Us - Fisheries, 2017](#)) et ([Pauly et Zeller, 2016](#)).

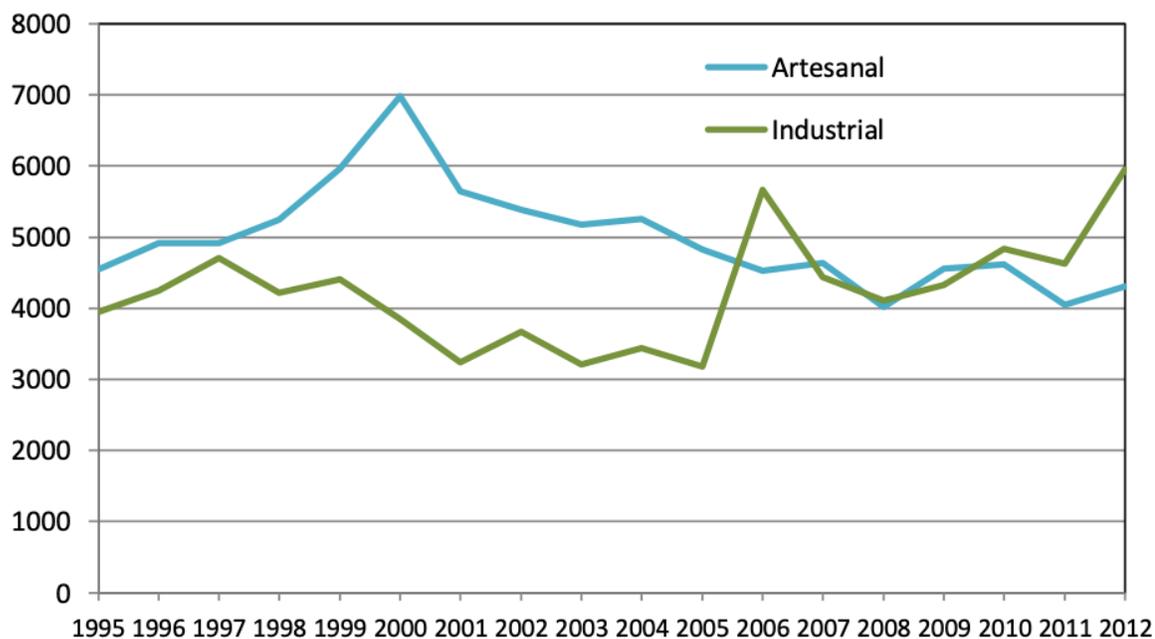


Figure 22 : Captures des flottes artisanales et industrielles au Cap-Vert
 Image tirée de ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)) : captures (en tonnes) artisanales (turquoise) et industrielles (vert).

En ce qui a trait à la conservation, le réseau national d'AP du Cap-Vert (RNAP) a été décrété en 2003. Malgré cela, aucune AMP n'existait en 2012. En 2014, 5,47 % du territoire maritime du Cap-Vert était protégé ([MAHOT-DGA et PCSAPCV, 2012](#); [Republica de Cabo Verde, 2016a](#)). L'approbation des plans de gestion des AMP a commencé en 2015 (Bonnin, Le Tixerant et al. 2016). Des développements sont donc attendus sous peu en ce qui concerne la conservation marine effective du Cap-Vert.

Concernant l'île de Maio précisément, le plan de conservation de l'île couvre près de 25 % du réseau d'AP du Cap-Vert, et le territoire protégé de cette île est principalement marin (Cesarini 2013). Toutefois, l'ambitieux réseau d'AP de Maio est encore essentiellement un réseau "de papier / paper park", vu que son plan de gestion n'a pas été approuvé par les autorités gouvernementales et que les infrastructures, équipements et moyens financiers visant son opérationnalisation n'ont pas été mis en place afin d'en rendre la gestion effective.

En ce qui concerne le tourisme, pour le moment, bien que la SDTIBM vise de faire augmenter drastiquement le tourisme sur l'île de Maio (faisant passer la population d'environ 7 000 personnes à environ 50 000 personnes), le manque d'infrastructures limite grandement celui-ci. En premier lieu, le transport de la capitale où se trouve l'aéroport et le port permettant de se rendre à Maio est très peu fréquent et est très dispendieux, malgré la proximité des îles de Santiago et de Maio (23 km entre elles). Ensuite, les déchets sont seulement incinérés sur l'île, provoquant de la pollution atmosphérique. Les plans de développement touristique prévoient une amélioration du transport inter et intra îles, et des usines de traitement des déchets à Maio ([Republica de Cabo Verde, 2013](#); [SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)) afin de répondre à l'afflux touristique espéré, mais les investissements étrangers ne suffisent pas pour mettre en place ces infrastructures, bloquant par le fait-même de possibles autres investissements. En résumé, pas d'infrastructure = pas d'investissement dans le tourisme = pas de construction de nouvelles infrastructures. Tout comme en ce qui a trait à l'autonomie énergétique, le gouvernement semble attendre un intérêt étranger pour développer les infrastructures maienses plutôt que de se soucier en premier lieu des communautés locales qui verraient leur vulnérabilité diminuer si ces mesures étaient appliquées.

3.2.1 PARTICIPATION *DE FACTO* AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À MAIO

La signature de l'accord des pêches avec l'Union européenne, ses termes et conditions ainsi que les négociations qui ont précédé sa signature sont inconnus de la plupart des citoyens cap-verdiens, a fortiori des Maienses auxquels les informations nationales arrivent difficilement. À notre connaissance et d'après les propos des acteurs interviewés, il n'y a pas eu de consultation ou de participation des associations de pêcheurs ou d'autres membres des communautés de pêche à ces négociations entre le gouvernement cap-verdien et les représentants de l'UE.

Puisque même les informations sur la gouvernance *de jure* des accords avec la Chine et le Japon sont inaccessibles, il est hautement improbable que des acteurs de la pêche artisanale aient pu avoir accès aux négociations ayant précédé leur signature.

Le plan de cogestion de la pêche artisanale du PRAO-CV à Maio a été conçu en collaboration avec les pêcheurs de l'île faisant partie de l'association des pêcheurs, avec une équipe technique de la Direction générale des ressources naturelles, de la sécurité et des services maritimes (DGRM), avec des membres du PRAO-CV, avec le ministère du Développement régional (MDR) et avec la participation de la direction nationale de l'environnement (DNA) ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). Les pêcheurs et vendeuses non membres de l'association des pêcheurs n'ont donc pas participé à ces rencontres. Le plan de gestion prévoit cependant un mode de gestion (DUTP, règles de pêche, etc.) qui s'appliquera à l'ensemble des acteurs de la pêche de l'île.

En ce qui concerne la gouvernance de la conservation marine, la coopération entre la direction de l'environnement, la municipalité et le FMB (devant ensemble mettre en œuvre le plan de gestion du réseau d'AP de Maio) semble relativement bonne, quoique inconstante. La coopération avec la communauté n'est pas très régulière, bien que dans les phases précédant la rédaction du plan de gestion, plusieurs réunions aient été tenues afin de délimiter les zones à protéger et les usages à prioriser ([Cesarini, 2013](#)). Ainsi, cinq rencontres d'une durée d'environ trois heures chacune ont eu lieu dans différents villages de l'île en 2013 par le consultant chargé de rédiger le plan de gestion, dont les fonds provenaient en partie de la

Banque mondiale. Une moyenne de 25 personnes se sont rendues à chacune de ces rencontres, avec un taux moyen de participation de femmes de 40% ([Cesarini, 2013](#)).

Concernant la gouvernance *de facto* du tourisme, le dialogue est sporadique entre les agents locaux de la SDTIBM et la municipalité de Maio, responsables du développement du secteur touristique sur l'île. La communauté locale a été conviée à certaines réunions de concertation, sans que cela n'ait mené à des actions concrètes. La volonté de l'intégrer aux démarches de développement touristique reste présente dans le discours des agents de la SDTIBM.

Résultat 2 : La pêche artisanale est limitée par la disponibilité de la ressource, déclinante et la pêche étrangère effective dépasse largement l'effort prévu dans les accords. Le projet de conservation marine de l'île est limité par l'approbation du plan de gestion et sa mise en œuvre. Le projet touristique est limité par le manque d'investissement à Maio. Du point de vue de la gouvernance, les pêcheurs artisanaux (leur association) sont bien intégrés à la gouvernance et à la gestion de la pêche locale; mais ils n'ont pas de pouvoir face à la pêche étrangère et aux accords de leur pays en ce sens. Les agences gouvernementales ont plutôt effectué des consultations que de véritablement déléguer du pouvoir localement pour développer le secteur touristique et la conservation de l'île. La gouvernance *de facto* varie donc en fonction des échelles et des secteurs.

3.3 GOUVERNANCES DÉSIRÉES

Pour répondre à la troisième question : « Comment les acteurs perçoivent-ils la gouvernance officielle (*de jure* et *de facto*), et quel type de gouvernance désirent-ils (gouvernance désirée) pour le socio-écosystème de Maio », nous avons utilisé notre méthode principale, l'A4D, ainsi que la méthode du métissage. Dans la section qui suit, la gouvernance désirée a été analysée grâce à la méthode de l'A4D.

3.3.1 RÉSULTATS GLOBAUX DE L'A4D

Les 32 indicateurs de l'A4D ont été quantifiés pour chacun des 43 acteurs interviewés. Mais un acteur peut obtenir une valeur élevée pour un indicateur (p. ex., REGARD SUR LES AUTRES dans la sous-dimension CRITIQUE) alors que son objet (p. ex., gestionnaires) peut différer de celui d'un autre acteur présentant aussi une valeur élevée pour le même indicateur (p. ex., qui critique des pêcheurs pêchant au harpon). La valeur interprétative reste importante (car elle indique un lien social plus ou moins positif), mais les empreintes demandent à être nuancées par des explications plus élaborées. Ainsi, la mise en commun des empreintes de tous les acteurs (gestionnaires, pêcheurs, scientifiques sans distinction) ne donne pas d'information très claire si elle n'est pas explicitée par du texte. La mise en commun d'empreintes pour un même groupe d'acteurs permet toutefois une meilleure valeur interprétative. C'est l'objet de l'article 2 où toutes les empreintes par groupe sont expliquées. Les empreintes individuelles et leur explication se retrouvent à l'annexe 1.

Voici le diagramme présentant les moyennes des résultats de chaque indicateur pour l'ensemble des 43 acteurs interviewés, pour chacune des 32 composantes de l'A4D (en abscisse sur le diagramme à la page suivante, Figure 23). Il indique une tendance forte de nos résultats, à savoir que l'ensemble des interviewés se situent plus dans les dimensions de **COOPÉRATION** avec les autres acteurs et de **COHABITATION** avec la nature, que dans celles de **DOMINATION** de la nature et de **CONFLIT** avec les autres acteurs. Ainsi, les 8 colonnes correspondant à la dimension de coopération et les 8 colonnes correspondant à celle de la cohabitation (illustrées par le symbole **+**) sont plus élevées que les 8 colonnes correspondant à la dimension de conflit et les 8 colonnes correspondant à la dimension de domination (illustrées par le symbole **-**).

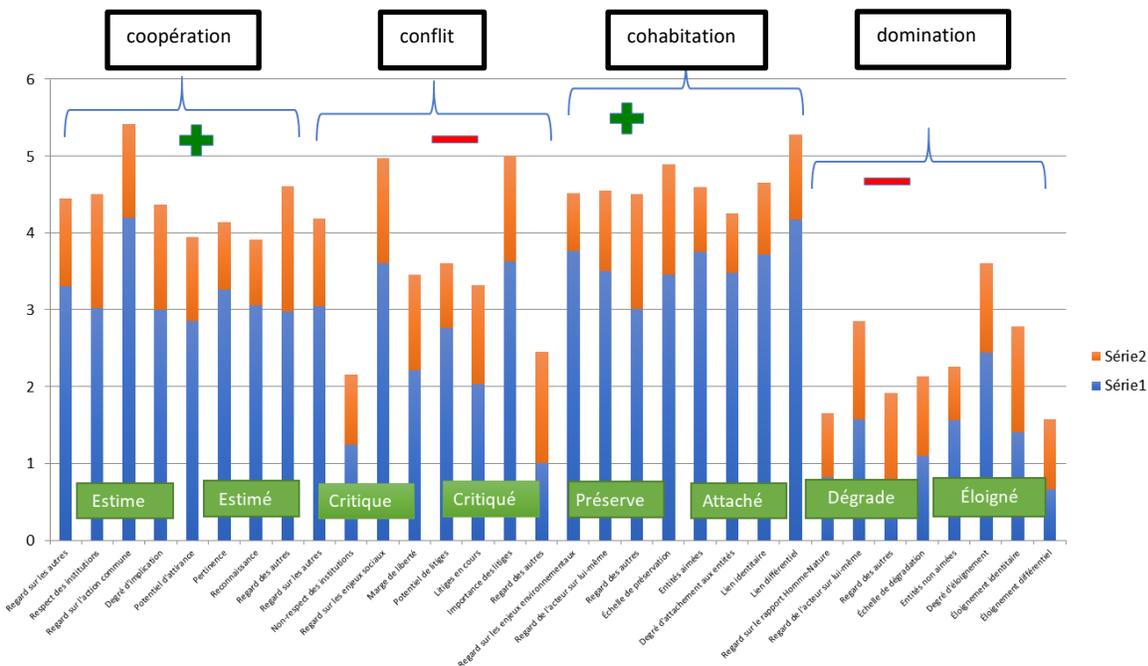


Figure 23 : Moyennes de l'A4D par composante et dimension
*Colonnes bleues : moyennes des 43 acteurs pour chaque composante (sur 5).
 Prolongements oranges : écarts-types. Rectangles verts : sous-dimensions.*

Sur les empreintes en forme de toile d'araignée, ces résultats se reflètent par des empreintes territoriales plus fortes à gauche qu'à droite. Les résultats par groupe d'acteurs font l'objet de l'article 2 (Dancette et Brêthes, 2018). Si nous reprenons les huit sous-dimensions (en majuscules ci-dessous) de l'A4D, voici le portrait général majoritaire du SES de Maio.

Les acteurs **ESTIMENT** les projets, les lois et une relative participation communautaire. Ils **CRITIQUENT** cependant les porteurs de ces projets ainsi que l'application des projets et la façon dont la participation est mise en œuvre. Les acteurs les plus **CRITIQUÉS** sont les pêcheurs industriels et semi-industriels, ainsi que les acteurs les plus influents. Ceux qui sont impliqués dans des conflits d'usage ou moraux sont aussi très **CRITIQUÉS**. Les acteurs les plus **ESTIMÉS** sont ceux qui possèdent le plus de compétences liées à la préservation des moyens de subsistance, aux liens sociaux et à l'empathie. La majorité des acteurs interviewés souhaite **PRÉSERVER** la nature pour ses valeurs existentielle et d'agrément, ainsi que pour le mode de vie qu'elle leur procure. Ils préconisent donc un meilleur contrôle de la pêche et des activités

marines, une amélioration des moyens humains et financiers octroyés à la protection, et plus de conservation marine. Outre la surpêche, les acteurs considèrent que le plastique et les déchets **DÉGRADENT** leur SSE. Les entités auxquelles ils sont **ATTACHÉS** sont la pêche à la ligne (canne à main), leurs barques traditionnelles, la morna (type de musique nostalgique traditionnelle rendu célèbre par Cesaria Evora) ainsi que les poissons en général (maquereau noir, mérours, thons, murène, espadon, etc.). Ils désirent transmettre ces entités et ne souhaitent pas fuir leur territoire, mais se sentent piégés par la raréfaction de la ressource, poussant notamment certains pêcheurs à encourager leurs fils à se tourner vers d'autres métiers. La plupart des acteurs interviewés se sentent **ÉLOIGNÉS** des bateaux industriels et des filets fins (pas assez sélectifs). L'isolement de leur île, les forts courants menaçant leur sécurité, le manque d'eau douce et de ressources terrestres, ainsi que le manque d'initiatives de la communauté sont également des éléments qui selon eux contribuent à leur **ÉLOIGNEMENT** de leur SSE.

3.3.2 RÉSULTATS PAR GROUPES D'ACTEURS DE L'A4D

Voici maintenant une synthèse plus concrète de la situation perçue par les groupes d'acteurs liés à la gouvernance marine de Maio, également produite à l'issue des 43 entretiens.

Alors que les chercheurs et représentants d'instituts nationaux sont plus éloignés du socio-écosystème de Maio de par leurs rôles diplomatiques / politiques ou scientifiques, les représentants d'ONG et les pêcheurs sont les acteurs perçus comme protégeant le mieux le socio-écosystème. Les vendeuses de poissons sont pour le moment assez isolées du processus de prise de décision. Elles réclament cependant d'y participer davantage, tout comme les individus qui ne sont pas affiliés à des groupes organisés. La grande majorité des acteurs blâme la surpêche et la pêche industrielle pour ses impacts à la fois écologiques et sociaux. Les interviewés considèrent que la principale cause à ce problème est le manque de contrôle et de surveillance des pêches.

Lorsque les acteurs ont été interviewés au sujet de la gouvernance, il est apparu que les institutions nationales et les chercheurs sont favorables à la participation commune

généralisée. Les pêcheurs et responsables d'instituts locaux comme la municipalité (*camara municipal*), l'association des pêcheurs, l'institut maritime et portuaire, la société de développement touristique, la Fondation Maio pour la biodiversité et la Direction nationale de l'environnement promeuvent des formes de cogestion impliquant les groupes d'acteurs organisés touchés directement par les projets, mais pas nécessairement l'ensemble de la communauté. Ainsi, ces acteurs préconisent la cogestion entre l'association des pêcheurs et la direction des pêches pour la pêche artisanale; la cogestion entre le FMB, la direction de l'environnement et la mairie pour la conservation marine; et la cogestion entre la société de développement touristique et la municipalité pour le tourisme, ce qui peut s'expliquer par le fait que cela les rapproche de la prise de décision sans pour autant étendre cette dernière à l'ensemble de la communauté. Les membres de la communauté n'ayant pas accès à la prise de décision considèrent souvent que les projets de cogestion ne permettent pas une participation suffisamment étendue de l'ensemble de la communauté. Par exemple, les vendeuses de poissons, non incluses à l'association des pêcheurs, souhaitent participer aux discussions et à la mise en œuvre du plan de cogestion de la pêche artisanale à Maio.

Certaines institutions sont vivement critiquées pour leurs conflits d'intérêts, le non-respect de leurs mandats (irresponsabilité grave) et même le détournement de fonds. Par exemple, plusieurs pêcheurs ont quitté l'association des pêcheurs car ils ont l'impression que l'argent des cotisations n'allait pas aux intérêts des pêcheurs (comme acheter du matériel à moindre coût ou s'assurer contre certains aléas), mais bien à certains individus bien placés dans l'association. Aussi, à l'hôtel de ville, le maire est accusé de favoriser ses proches en leur accordant des emplois lucratifs, et même souvent en permettant à un même individu de multiplier ces emplois. En découle non seulement une concentration injuste de la richesse, mais aussi une perte d'efficacité puisque ces personnes (souvent incompetentes pour les tâches qui leur sont données) ne peuvent évidemment pas toutes les remplir correctement. Quant à l'institut maritime et portuaire (IMP), son unique employé à Maio devrait en principe s'assurer de la surveillance en mer, du respect de la sécurité et des règles maritimes en vigueur. Cependant, celui-ci n'a pas de bateau pour patrouiller en mer. S'il interpelle des contrevenants sur la côte, il se fait offrir des pots de vin afin d'éviter toute sentence. Puisque tout le monde se connaît sur cette île de 7 000 habitants (5000 selon les Maienses), il s'avère

souvent plus facile d'accepter des pots de vin en contrepartie d'un aveuglement volontaire. D'autant plus que les sentences seraient bien difficiles à faire appliquer sur cette île où le juge, tout comme le médecin et les autres spécialistes [semblerait-il], ont été envoyés en raison de leur mauvais dossier ailleurs au pays. Ainsi, on envoie à Maio l'isolée les cancreaux ou les petits bandits de chaque profession en guise de "punition" pour eux. C'est finalement la population de l'île qui se trouve punie d'être si isolée et délaissée par son gouvernement.

Certaines institutions sont critiquées pour leur manque d'actions (comme l'IMP), ou pour leur manque de suivi des actions qu'elles initient. Le programme régional des pêches (PRAO-CV), en lequel les pêcheurs nourrissaient beaucoup d'espoirs à ses débuts en 2011, a organisé plusieurs rencontres communautaires à Maio avec les pêcheurs, grâce à l'embauche d'animatrices communautaires notamment. Le PRAO-CV a aussi mis en place l'immatriculation et le suivi des bateaux de pêche de Maio. Enfin, des inspecteurs ont été embauchés pour surveiller sur les plages de l'île le débarquement des poissons et contrôler les prises illégales (espèce, taille ou période de capture). Ces mesures prometteuses ainsi que d'autres n'ont malheureusement pas été complétées ou suivies par d'autres actions de mise en œuvre ou de renforcement. Il n'y a pas eu constitution de comités mettant en œuvre les solutions aux problèmes évoqués lors des réunions communautaires; ni de changement à l'incursion des bateaux d'autres îles et étrangers en eaux maienses suite à l'immatriculation des barques locales; ni non plus de suivi lorsque des pêcheurs ont été interceptés avec des prises illégales. Aussi, bien que des patrouilles de pêcheurs locaux devaient être constituées afin de repousser les pêcheurs illégaux, les bateaux devant servir à ces patrouilles ont pris plus de deux ans à être envoyés sur l'île de Maio. On nous a expliqué que ce retard était dû aux longues démarches administratives entre la Banque mondiale qui finance l'achat de ces bateaux de patrouille et le PRAO-CV, et au fait que ces bateaux soient partis de l'étranger et aient dû passer par Praia avant d'être acheminés à Maio. Une fois sur l'île, il semble que le PRAO ait opéré ces bateaux quelques jours ou semaines seulement. Suite au départ des responsables (retournés à Praia), leur utilisation a cessé. Le manque de personnel (le travail de patrouilleur étant bénévole et risqué), le manque d'assurance des pêcheurs pour faire ce travail (formation rapide et incomplète, équipement limité et manque de support) ainsi que

le manque de combustible sont les principales raisons invoquées pour l'arrêt des activités par les locaux.

Dans le cas de la conservation marine, encore là, des rencontres ont été organisées avec la communauté, et des plans exhaustifs de gestion des aires protégées ont été rédigés pour Maio. Cependant, il semble que la direction de l'environnement (DNA) n'ait pas fourni le support nécessaire pour mettre en œuvre ces plans de gestion. Bien qu'un bureau de la DNA ait été installé à Maio depuis quelques années, sa coordination avec les autres acteurs devant mettre en œuvre le plan de gestion pour les aires protégées de l'île (mairie et Fondation Maio Biodiversité (FMB)) semble toujours inefficace.

Les acteurs interviewés avec l'A4D déplorent le manque d'outils, de méthode ou de formation pour communiquer entre eux, et pour rallier toute la communauté. Certains parlent notamment d'une station de radio qui pourrait être dévolue aux questions d'intérêt public pour les résidents de l'île; ou même d'une station strictement maritime. Ces bonnes idées ne sont cependant pas portées par des acteurs assez forts pour les mettre en œuvre. Le manque de transparence et de communication entre le national et le local est aussi critiqué, les intérêts locaux n'étant pas pris en considération dans la prise de décision nationale, et les Maienses n'étant pas tenus au courant des décisions prises au niveau national. La communication est aussi déficiente entre les différents secteurs touchant au milieu maritime (pêche, tourisme, transport, conservation, etc.). Cet hermétisme est en partie attribué à la compétition (notamment pour les postes influents, l'information et la prise de décision) entre les secteurs et au sein de ceux-ci. Mais contrairement à cette perception de la gouvernance nationale *de facto*, une meilleure coopération entre l'ensemble des acteurs pour l'accès aux informations, à la prise de décision et au financement est grandement souhaitée par les acteurs interviewés.

Finalement, une partie de la communauté se sent lasse à force de ne pas être intégrée correctement à la gouvernance sur le terrain (gouvernance *de facto*), bien que le gouvernement prône la gouvernance participative (gouvernance *de jure*). Cette perception nourrit une relative passivité de la communauté, malgré son grand attachement à son SSE. Certaines initiatives déçues, comme le projet d'AMP de Ponta Preta initié par l'association

des pêcheurs en 2006 ont aussi augmenté la lassitude de certains acteurs qui s'étaient davantage impliqués dans le passé.

Résultats 3 : En résumé, la gouvernance désirée montre que l'ensemble des acteurs (gestionnaires, communauté locale, chercheurs, etc.) souhaite préserver le système socio-écologique de Maio, au sein duquel les relations sociales et patrimoniales sont positives. Leur vision des moyens pour y parvenir diverge toutefois, certains acteurs préconisant plus de développement économique et d'ouverture à l'extérieur alors que d'autres préfèrent préserver intact leur SSE. Tous s'entendent aussi sur une gouvernance participative, à différents degrés. Toutefois, plusieurs acteurs de la communauté se sentent limités à la fois dans la participation véritable à la prise de décision (les acteurs les plus faibles souhaitant le plus y participer) et dans leur capacité à changer une situation (engendrant de la lassitude chez certains). Ceci, sans compter la crainte généralisée que la ressource halieutique soit gérée inadéquatement (contrôle notamment). La gouvernance désirée varie fortement selon les groupes d'acteurs et selon les individus, mais reflète unanimement la volonté de préservation.

L'article qui suit (section 3.3.3) présente les résultats de l'A4D ([Dancette et Brêthes, 2019](#)), détaillant les perceptions des acteurs et des groupes d'acteurs liées à la gouvernance marine du SSE de Maio. Il est suivi de nos résultats de l'atelier de métissage, puis de notre dernier article ([Dancette, 2019](#)), portant sur l'analyse de la vulnérabilité et la mobilité du SSE de Maio.

3.4 ARTICLE 2 : ANALYSE DES PERCEPTIONS D'ACTEURS DE LA GOUVERNANCE MARINE DE L'ÎLE DE MAIO (CAP-VERT)

3.4.1 RÉSUMÉ

Cet article¹⁷ compare les perceptions de différents acteurs venant de petites communautés de pêche de Maio (Cap-Vert) ou travaillant ou étudiant la gestion marine de l'île. La recherche analyse les perceptions de la gouvernance environnementale (gouvernance désirée) en lien avec les gouvernances officielle (*de jure*) et effective (*de facto*). Elle utilise la méthode de l'Acteur en 4 dimensions pour produire des empreintes territoriales graphiques. Les résultats des empreintes montrent une tendance générale claire à une prédominance forte des dimensions « coopération » (profil social) et « cohabitation » (profil environnemental), comparativement aux empreintes plus ténues des dimensions opposées, « conflit » et « domination ». Il apparaît que bien que la plupart des acteurs souhaitent préserver l'environnement marin de Maio, certains espèrent en priorité le développement économique alors que d'autres préfèrent préserver la quiétude de leur île. De plus, plusieurs acteurs ont l'impression que, bien qu'étant inclus dans certaines discussions territoriales, ils ne sont pas en position de décider des politiques qui les affectent le plus fortement, comme les accords de pêche ou le développement touristique. La dépendance au sentier (*path dependence*) pourrait expliquer en partie cette perception d'incapacité à influencer le développement de l'île et de la communauté, tout comme la mise en œuvre de politiques nuisibles. Une redirection des politiques et actions en faveur de la subsistance et de l'autonomie des communautés pourrait renverser les effets néfastes de la « cascade des forces extérieures ».

17. DANCETTE, Raphaëlle & BRÊTHES, Jean-Claude (2019). An analysis of actors' perceptions of Maio island's (Cape Verde) marine governance. *Marine Policy* (104/June 2019), pages 177-197. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2019.02.047>

Mots-clés : perceptions / gouvernance marine / pêche / conservation / tourisme / petite communauté de pêche.

3.4.2 AN ANALYSIS OF ACTORS' PERCEPTIONS OF MAIO ISLAND'S (CAPE VERDE) MARINE GOVERNANCE

Abstract

This paper compares the perceptions of various actors who come from Maio island's (Cape Verde) small-scale fishing community or are working on or studying its marine management. The research analyses environmental governance perceptions (desired governance) in relation to official (*de jure*) governance and effective (*de facto*) governance. It uses the Actor in 4 Dimensions method to produce graphical environmental footprints. Footprint results show a clear general tendency for a strong prominence of the “cooperation” (social profile) and “cohabitation” (environmental profile) dimensions, compared with the much lighter stamps of their opposite “conflict” and “domination” dimensions. It appears that although most actors wish to preserve Maio's marine environment, some hope for more economic development while others wish to preserve their island's renowned quiet. Also, many actors feel that despite being included in some territorial discussions, they are not in a position to decide on policies that strongly affect them such as fishing agreements and tourism development. This perceived inability to influence island and community development combined with policies that are misleading to various extents are both influenced by path dependence. A redirection of policies and actions in favor of island communities' subsistence and autonomy could reverse the harmful “external forces cascade” effects.

Keywords: *Perceptions / marine governance / fisheries / conservation / tourism / small-scale fishing community*

1. Introduction

1.1 Actors' perceptions of their social-ecological system and of marine governance

Social-ecological systems (SES) have been widely studied ([Ostrom, E., 1990](#); [Pretty, 2010](#)), especially since Ostrom's work on the common-pool resource theory ([Ostrom, E., 1990](#)) and since the emergence of her SES framework ([Ostrom, Elinor, 2007](#); [Ostrom, E., 2009](#)). Individual perceptions of the environment and its governance are increasingly underlined as crucial to understanding SES ([Andrachuk et Armitage, 2015](#); [Bennett, N., 2016](#)).

Perceptions refer to individual understandings of a phenomenon, and of its causes and effects ([Bagheri et al., 2008](#)) ([Cookey et al., 2016](#)). Perceptions (or mental models) of the environment (SES) and of its governance ([Agrawal, 2003](#); [Bennett, N., 2016](#)) influence behavior in relation to the environment ([Andrachuk et Armitage, 2015](#); [DeCaro et Stokes, 2013](#); [Leenhardt, P. et al., 2015](#); [McGinnis et Ostrom, 2014](#)). In marine conservation, it may make some actors support or oppose a given project, and it influences projects' efficacy ([Bennett, N., 2016](#); [Bennett, N. et Dearden, 2014](#)). Marine conservation and management support by actors have been shown to depend on perceptions of the ecological outcomes, of appropriate integration of actors' needs ([Cinner et David, 2011](#)) and of the effectiveness and quality of governance and management ([Bennett, N. et Dearden, 2014](#); [Pomeroy et al., 2004](#); [Webb et al., 2004](#)). Integration of perceptions is relevant to the success local projects, but also of international marine policies ([Bennett, N., 2016](#)).

In this paper, governance is defined as “the formal and informal arrangements, institutions and norms which determine how resources of an environment are utilized; how problems and opportunities are evaluated and analyzed; what behaviors are deemed acceptable or forbidden; and what rules and sanctions are applied to affect the pattern of resource and environmental use” ([Halik et al., 2018](#); [Juda, 1999](#)). It relates to interactions between structures, processes and traditions. It shows how power and responsibilities are

exercised, how decisions are taken, and if, as well as how, citizens and actors are involved ([Graham et al., 2003](#)). Therefore, it answers the questions: “Who decides? How? Who has the power? Who is accountable?” ([Borrini-FeyerabendBueno, et al., 2014](#)). Governance is not limited to knowing who holds authority (and how) *de jure*, but it also concerns who decides (and how) *de facto*. This distinction between what is prescribed and recognized legally (*de jure*) and what happens in real life (*de facto*) is done by the IUCN ([Borrini-FeyerabendDudley, et al., 2014](#)). We will use the same terminology, but we also added to our analysis the “governance desired by actors”, which will be compared with the two others. This type of governance refers to actors’ perceptions of (marine and SES) governance.

Management is considered as a step that should come after governance or decision-making. It concerns what is done to reach specific and convened objectives ([Borrini-FeyerabendBueno, et al., 2014](#)).

In an international context where humans and nature are increasingly dissociated due to market rules and a growing incapacity for societies to rely solely on their close but disturbed and spoiled environment ([Millenium Ecosystem Assessment \(MEA\), 2005](#); [Pretty, 2010](#); [Zalasiewicz et al., 2010](#)), global studies and policies still increasingly recognize that human beings are part of nature ([Millenium Ecosystem Assessment \(MEA\), 2005](#); [United Nations General Assembly, 2015](#)) and that local actors should be given more voice into decision-making touching their environment ([Borrini-Feyerabend et al., 2009](#); [PNUD, 2015](#)).

However, some historical factors may interfere with these international, national and local policies, and sometimes even counter their objectives. Some actors’ and groups’ perceptions and actions are related to the country’s and the community’s cultural and economic history. This is referred to as path dependence, which is the process by which *future choices are canalized by previous decisions into a particular pathway channel*, making it difficult to move toward other directions ([Gelcich et al., 2010](#); [Kay, 2003](#)). Economic outcomes then depend on the path of previous outcomes, rather than simply on current conditions ([Gartland, 2005](#)). These paths are embedded in larger institutional frameworks, which are affected by culture, habits, behavior, strategic plans, historical accidents, and/or political and social institutions.

Sometimes, even if marine governance attempts to consider SES interconnection and local communities' participation, path dependence may be maintained through peoples' attitudes and worldviews, economic incentives, power relations and institutions ([Gelcich et al., 2010](#)). Actors' diversity of perceptions, power forces, subsistence means and livelihoods therefore need to be exposed and analysed ([Andrachuk et Armitage, 2015](#)) to understand how transformations can occur, and paths, change.

1.2 Paper's objectives

In this paper, the social (human-human) and human-nature relationship perceptions of a variety of actors and groups will be presented and explained within Maio island's (Cape Verde) specific context. The diversity of views on marine governance will be exposed and analyzed. Then, the comparison of those perceptions with *de jure* governance (official laws and institutional documents) and *de facto* governance (the effective way in which decisions are taken) will highlight inconsistencies and elements that may explain Maio's vulnerability, with a special interest for path dependence influence. Finally, some governance guidelines for better protecting Maio's socio-ecological system will be proposed.

2. Materials and methods

2.1 Study site

Cape Verde is a volcanic archipelago that lies about 570 km west of Dakar and comprises 10 islands and 15 islets (Fig. 1). The Portuguese discovered it in the XV century.

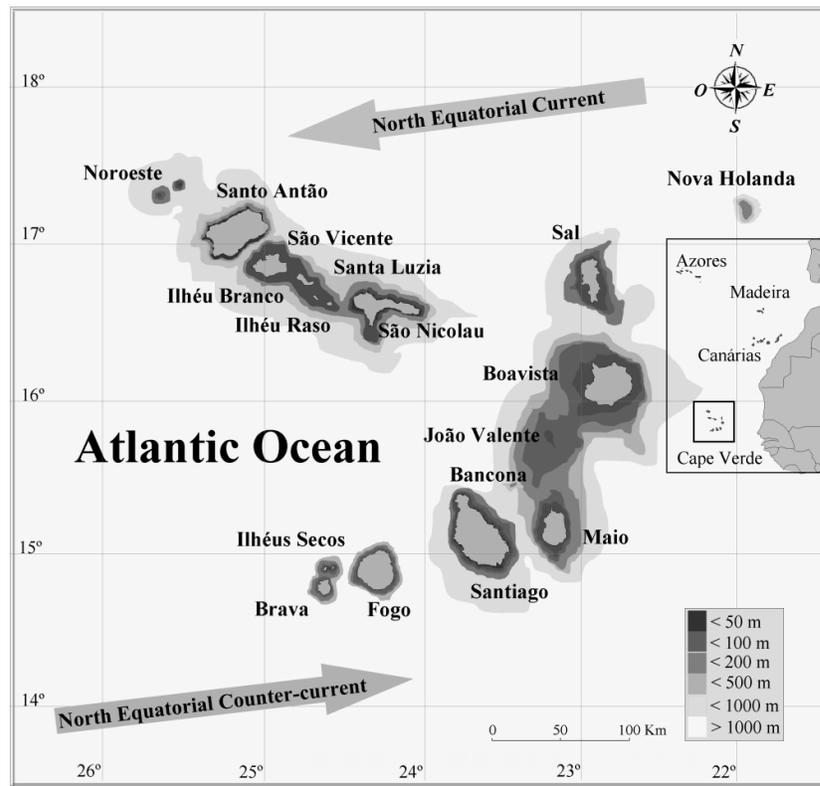


Fig. 1: Map of the Cape Verde archipelago
Figure taken from (Medina, 2008)

They used the archipelago as a transatlantic slave trade platform. Over time, salt, cattle, goats and humpback whales have been exploited. However, the country remained poor and famines and the lack of employment forced important emigration waves. The country gained its independence in 1975. Nowadays Cape Verde's population is about 500,000 people. Cape Verdeans are relatively poor even if their country quit the Least Developed Countries category in 2007 (United Nations, 2018a). They largely depend on diaspora remittances (9% of GDP (Resende-Santos, 2016)), international development aid and tourism (together forming 75% of the country's GDP). Development is widely based on the marine environment (for people and food transportation, fishing, drinkable water through desalination, and, increasingly, tourism). Most first-necessity goods and services of Cape Verde (85%) are imported (Cesarini, 2013; Republica de Cabo Verde, 2013) and Cape Verde's main exports come from fish and fisheries (through fishing agreements in its 700,000

km² Exclusive Economic Zone, or EEZ, notably). Even if it is a stable democracy with a high education level (for Africa), Cape Verde still depends on the European Union (EU), thus making it especially sensitive to EU orientations in its governance (policies).

Cape Verde emphasizes the interconnection between the environment and its population through the article 72 of the Constitution of Cape Verde, which states the right to a balanced and healthy environment ([Assemblée nationale du Cap-Vert, 1992](#); [Bonnin et al., 2016](#)). The country also ratified many international agreements including the UN Law of the Sea (1982) and the Convention on biological diversity (1992) but did not ratify the Abidjan Convention (Convention for Cooperation in the Protection, Management and Development of the Marine and Coastal Environment of the Atlantic Coast of the West, Central and Southern Africa Region, 1981) ([Bonnin et al., 2016](#)). At national scale, six categories of protected areas have been created. They cover the whole archipelago and protected about 5,5% of its marine environment in 2014 ([Bonnin et al., 2016](#)). A national strategy on protected areas was also launched in 2016, promoting a participative approach to conservation ([Republica de Cabo Verde, 2016c](#)). Specific laws aim to protect marine mammals ([Republica de Cabo Verde, 2015c](#)), corals ([Republica de Cabo Verde, 2015d](#)) and turtles ([Republica de Cabo Verde, 2010b](#)). The three-nautical miles zone from shore is restricted to artisanal fishing and foreign fisheries are forbidden into the twelve-nautical miles zone from shore ([Republica de Cabo Verde, 2016d](#)).

Maio island is one of Cape Verde's 10 islands. It is home to about 7,000 people. Its terrestrial environment is one of the country's poorest (driest) ([Cesarini, 2013](#)). This isolated island severely lacks transportation and is thus especially dependent on the surrounding ocean. Fortunately, its waters are still productive and rich, thanks to Maio's large insular platform (3,560 km²) and to the surrounding sea currents and upwellings ([Almada, 1993](#); [Benchimol, 2008, 2012](#); [Medina et al., 2007](#)). While Cape Verde's services (business, transportation, public services) account for more than 70% of its GDP ([Câmara de Comércio Industria e Turismo Portugal Cabo Verde, 2015](#); [Cesarini, 2013](#)), Maio's economy is principally based on the primary sector (artisanal fishing, agriculture, goats and beef cattle, coal production and salt extraction) ([Cesarini, 2013](#)). For about 15 years, the third sector has

also been growing in Maio with tourism development efforts ([Cesarini, 2013](#)). However, the population still greatly depends on environmental goods and services (subsistence fishing and agriculture, tourism). Maio's population is young (30% is under 15 years old and 60% is under 30) ([ECOS, 2012](#)). Poverty and unemployment affect mostly women and young people ([UN Women, 2018](#); [Xinhua/VNA/CVN, 2018](#)).

The current research focuses on Maio's small-scale fishing community, constituted of 113 fishermen ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). Maienses' average annual fish consumption is 67 kg/capita, which equals 3 times more than in the rest of the country ([Santos et al., 2013](#); [Tvedten et Hersoug, 1992](#)). Therefore, Maio island's population's subsistence and economy rely on small-scale fisheries. Fisheries' contribution to food security is explained by relatively affordable prices and resource abundance (even if fish stocks are declining). Fisheries directly contribute to maintaining 160 families on the island (8.5% of the families), and indirectly maintain the whole Maiense community. This island also presents a great marine governance research interest, being solicited for important marine conservation, fisheries' co-management and tourism projects.

2.2 The A4D and its territorial footprint

The Actor in 4 Dimensions (A4D) method ([Sébastien, 2006](#); [Sébastien et Paran, 2006](#)) uses semi-directive interviews that last two hours on average. Interviews is a general methodology that allows open-ended questions that can result in the expression of detailed descriptions and perceptions from interviewees with diverse worldviews ([Bennett, N., 2016](#); [Ezebilo et Mattsson, 2010](#)). It then allows understanding how mental models shape intentions, behavior and support for conservation ([Bennett, N., 2016](#); [Biggs et al., 2011](#)) or management projects. In this case, interviews were facilitated by a local interpreter. The A4D model defines the territory as a socio-environmental system. Therefore it aims to qualify the relations between individuals, whether they are powerful actors or not, and the relations between humans and non-humans, whether they are future generations or other species ([Sebastien, Lea, 2010](#)). The A4D was developed both as a theoretical and methodological model. It was designed to provide an understanding of overall stakeholder perceptions and

dynamics for a territory, based on the analysis of different practices, representations and knowledge about the environment and the actor system.

A4D interviews allowed producing territorial footprints based on actors' perceptions of their marine environment and governance. These footprints graphically show interviewees' social and environmental profiles. Each stakeholder (actor of the system) has an individual footprint, which is produced by the compilation of 32 variables (described and defined in Annex 1) comprised in eight sub-dimensions, making the model both qualitative by the approach adopted, and quantitative by the results analysis performed. The four main dimensions of the model are cooperation and conflict (social profile), and cohabitation and domination (environmental profile). The 32 variables give different information on the actors' tendencies within those dimensions.

More specifically, actors were each asked how they defined and perceived 1) services and threats related to their marine environment, 2) people and projects affecting their social and patrimonial relationships, and 3) observed and anticipated changes. For instance, questions related to the social realm, in the "conflict" dimension and the "criticize" sub-dimension could include "Who most deteriorates the environment?" and "Who are your opponents?" Based on the actors' answers, the "vision of others" component would score low (0: the actor doesn't talk about others, or only talks positively about them) to high (5: the actor stands against some other actors' projects and clearly identifies his or her opponents). The result would then be reported on the spiderweb diagram for the "vision of others" component (Annex 2 shows how answers translate into indicators' scores).

Results thus inform facts (*de facto* governance), laws (*de jure* governance) and perceptions (desired governance). Footprints can be individual (representing each actor's social and environmental profiles) or grouped (representing a group of actors' profiles, such as fishermen) by combining many actors' data.

Our 43-actors sample comes from 2 series of interviews, conducted in 2013 and 2015. Interviewees were selected from Maio island's three principal coastal fishing communities (Vila do Porto Inglês, Calheta and Barreiro) as well as from the capital (Praia) and from the

second most important city, especially for fisheries' management (Sao Vicente). A local manager from Sal, another Cape Verdean island with a similar fisheries' co-management project, was also interviewed. As presented in the table below (Table 1), a diversity of actors were interviewed (fishermen, fish sellers, managers, decision-makers, academics, unaffiliated individuals, NGOs and economic representatives).

Table 1: Interviewees, by city and occupation (and gender)

<i>Actor</i>	City	VILA DO PORTO INGLÈS	BARREIRO	CALHETA	SAO VICENTE	PRAIA	SAL
<i>Fishermen</i>		8 (m)	2 (m)	2 (m)	-	-	-
<i>Fish sellers</i>		2 (f)	-	-	-	-	-
<i>Individuals</i>		3 (f)	1 (m)	-	-	-	-
<i>Local managers</i>		6 (2f; 4m)	-	1 (m)	-	-	1 (f)
<i>Local decision-makers</i>		1 (m)	-	-	-	-	-
<i>National managers</i>		-	-	-	2 (1f; 1m)	2 (m)	-
<i>National decision-makers</i>		-	-	-	-	1 (m)	-
<i>Regional decision-makers</i>		-	-	-	-	1 (m)	-
<i>Academics</i>		-	-	-	1 (f)	1 (f)	-
<i>National NGOs</i>		-	-	-	-	1 (m)	-
<i>Local NGOs</i>		2 (f)	-	-	-	-	-
<i>Economic actors</i>		5 (1f; 4m)	-	-	-	-	-

3. Results from A4D footprints

Results from the interviews are individual: thus, 43 territorial footprints have been produced for each of the 43 actors. The following section will first present four individual footprints of four actors with different backgrounds as examples: a national fisheries' manager, a local NGO manager, a local fisherman and a local fish seller. In a second step, grouped results, leading to group territorial footprints, will be shown and explained. The use of the masculine gender was chosen to refer both to feminine and masculine interviewees in order to safeguard a better confidentiality of information.

3.1 Insights from typical actors / individuals

3.1.1 National manager

During the interview, this actor declared “we must integrate into decision-making all elements and organisms affected by or affecting the marine systems,” showing a holistic vision of the environment and of its governance. Other actors’ words however reflected conversely a certain gap between this actor’s words and actions. He is known to other managers and knows managers too. He is less known to locals and doesn’t really know them either. However, his passion for the marine environment is sincere. He also hopes for better community cooperation, more conservation and greater monitoring, control and surveillance. He would like to have more technical, human and financial means to depend less on the World Bank and funders. His vision is nation-centered.

Territorial footprint insights

This actor’s footprint (Fig. 2) shows on the social side (upper half of the footprint) that this actor esteems others and is esteemed (upper left quadrant of the footprint). His critiques mostly concern issues (“2.1.3 vision of social issues” indicator displayed on the right side of the vertical axis’s upper end) or ways of managing these issues instead of individuals or organizations (low “2.1.1 actor’s vision of others” and “2.1.2 non-compliance with institutions” indicators). This can be explained by his political role, which leads him to avoid conflict situations. Surprisingly, his “1.1.4 degree of involvement” (just left of the vertical axis’s upper end) is quite low: community and other managers don’t see him as a very active actor (while as a national manager with funds from the World Bank and Global Environment Facility (GEF), he could probably do a lot for fisheries’ co-management in Maio).

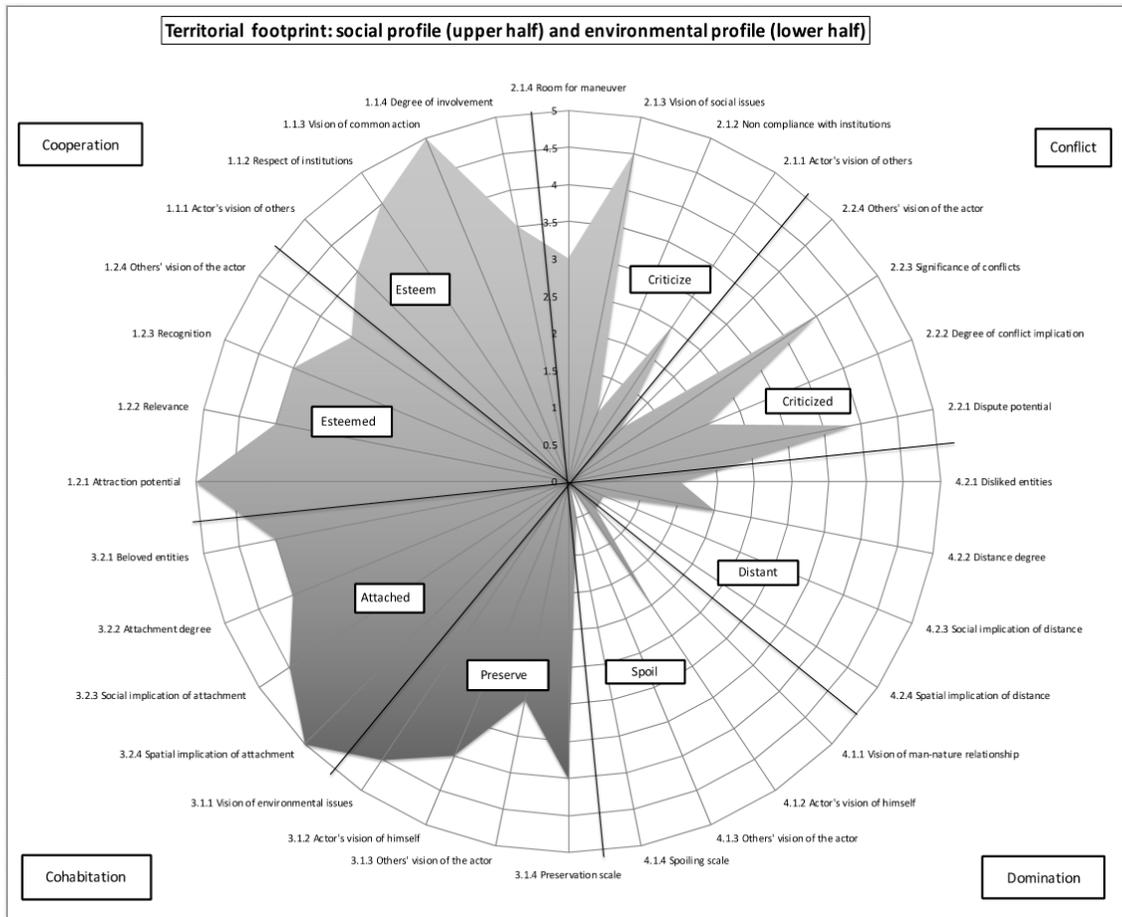


Fig. 2: Territorial footprint of a national manager

On the environmental side (lower half of the footprint), this actor seems rather attached to the marine territory (“attached” sub-dimension in the left quadrant) even if he does not directly or vitally depend on it (he has a powerful position in Praia). He does not spoil his territory (lower right side of the vertical axis), but other actors think that he could improve his preservation efforts (second indicator on the left side of the vertical axis: “3.1.3 others’ vision of the actor”), by being more active and efficient, for example.

3.1.2 Local NGO manager

During the interview, this actor declared that “the tourism society (SDTIBM) is dangerous for the island.” Other actors mentioned this actor by saying that he may have conflicts of interests due to his close relationship with a fisherman with well-known destructive practices. Managers and locals interested in environmental issues are increasingly familiar with this actor. He is passionate about the ocean and wishes for marine conservation with participative governance, as long as he leads the coordination efforts.

Territorial footprint insights

This actor’s territorial footprint (Fig. 3) shows in the “cooperation” dimension (upper left quadrant) that this actor esteems other actors moderately (“1.1.1 actor’s vision of others”) and does not strongly believe in common action (“1.1.3 vision of common action”). He is also esteemed moderately. Even if people who don’t work with him are enthusiastic about his mission (“1.2.4 others’ vision of the actor”), people working with him criticize him for his lack of support toward his employees, who take high risks to stop turtle poachers. This is reflected in the “2.2.3 significance of conflicts” and “2.2.2 degree of conflict implication” indicators (upper right quadrant). On the environmental side, he is attached to the ocean and its biodiversity (“3.2.1 beloved entity”). His protection activities (“preserve” sub-dimension) are obvious, but certain actors doubt their accuracy (“1.2.2 relevance” indicator): collaboration with fishermen, fish sellers and the whole community would be welcome, instead of being mostly focused on interacting with the government’s national environmental agency.

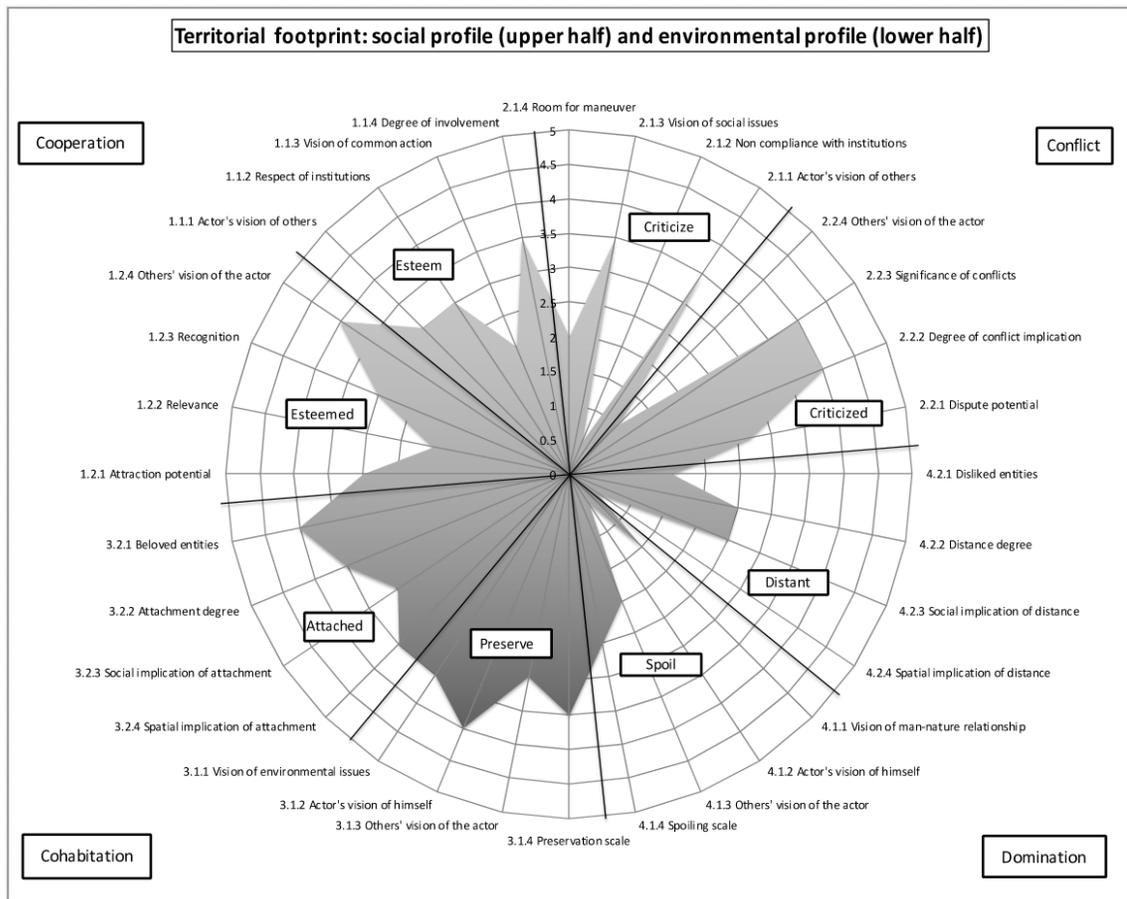


Fig. 3: Territorial footprint of a local NGO manager

3.1.3 Local fisherman

During the interview, this actor declared that “the sea makes us live: we have to protect it for our survival! All conservation is good especially where nurseries and reproduction areas are present.” This citation shows his strong attachment to his environment, and his concern for its protection. Other actors mentioned his group by saying that “traditional fishermen should be the first to dialogue with the government for Ponta Preta co-management,” therefore showing that they wish for fishermen to have stronger participation in decision-making touching fisheries. This actor blends with his social-ecological system: his vision is ocean-centered. He respects and protects marine species (by avoiding fishing in nursery areas, by respecting fishing seasons and size, etc.). He would like stricter laws, and effective enforcement. As a fisherman, he has the potential to influence his community. He also presents strong viewpoints while being open to discussion.

Territorial footprint insights

This actor’s footprint (Fig. 4) shows on the social side that he considers conflicts for the local three-mile fishing area (with industrial and semi-industrial boats) to be severe (“2.1.3 vision of social issues”), but he is optimistic regarding the actions engaged to resolve this conflict (“1.1.3 vision of common action”). He is esteemed as a member of a group (artisanal fishers) because his practices (line fishing) are sustainable. He would like to have better boats, equipment and infrastructure (ice machines, cheap gas). On the environmental side, this actor preserves (“3.1.4 preservation scale”) the territory but seems more or less attached (“3.2.2 attachment degree”) because he is aware of fishing stocks’ downward trend. He is familiar with species and reproduction patterns.

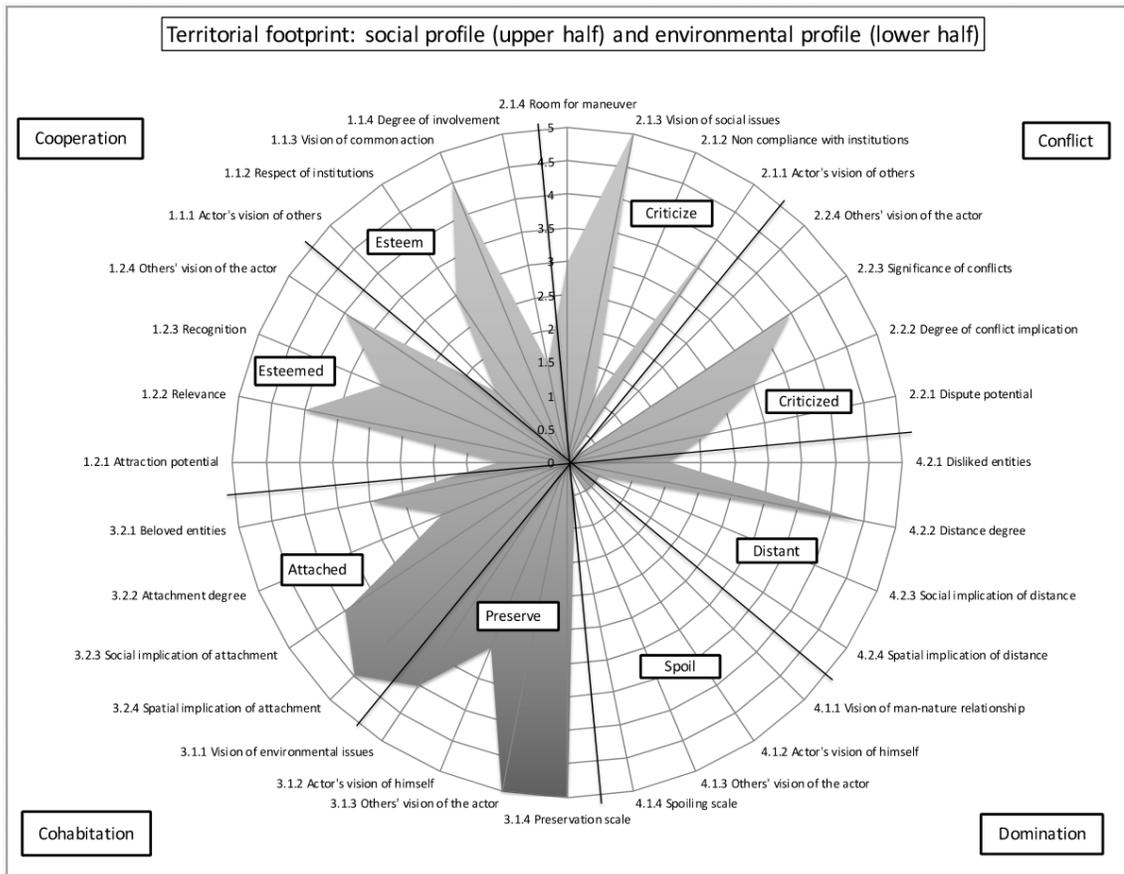


Fig. 4: Territorial footprint of a fisherman

3.1.4 Fish seller

During the interview, this actor claimed that “[p]olitical divergences between us (Maienses) forbid us from uniting to protect this environment on which we rely. We must associate and stop illegal fishing (foreign fishermen in our waters). We can improve the ocean’s state. We must sensitize, educate and act all together in this way.” Other people mentioned this actor by describing him as having clear and strong opinions. This actor is reasonable and authentic. He acts on the environment with concrete actions (cleaning the beaches and having others join her). He is well known by other actors and wishes to participate in decision-making, management and conservation. He calls for participative governance (with the entire community) and is familiar with marine species and fish (via his work). He thinks that his island’s main issue is the split caused by divergent political views between the Movement for Democracy (MPD) party and the African Party for Cape Verde’s independence (PAICV). He laments the impossibility to discuss or debate politics and social issues in such a small community. He has strong opinions but not extreme.

This actor’s footprint (Fig. 5) shows a social profile with a vision of other actors that is quite neutral (low “criticize” and “esteem” sub-dimensions). This actor is more esteemed (“1.2.4 others’ vision of the actor” in the “esteemed” sub-dimension) for his physical and management aptitudes than he is criticized (“2.2.4 others’ vision of the actor” in the “criticized” sub-dimension) for his strong personality. Concerning his environmental profile, this actor is rather attached to his territory (quite high “attached” sub-dimension) on which he relies for food security and income as a fish seller. However, the isolation of Maio and the increasingly dangerous fishing conditions are gradually leading him to distance himself from his marine environment (“3.2.2 attachment degree”). He is aware of environmental and conservation issues (“3.1.1 vision of environmental issues”) and he directly engages in moderate preservation activities (other indicators of the “preserve” sub-dimension), mainly by raising awareness in the community concerning litter on the beach and declining species.

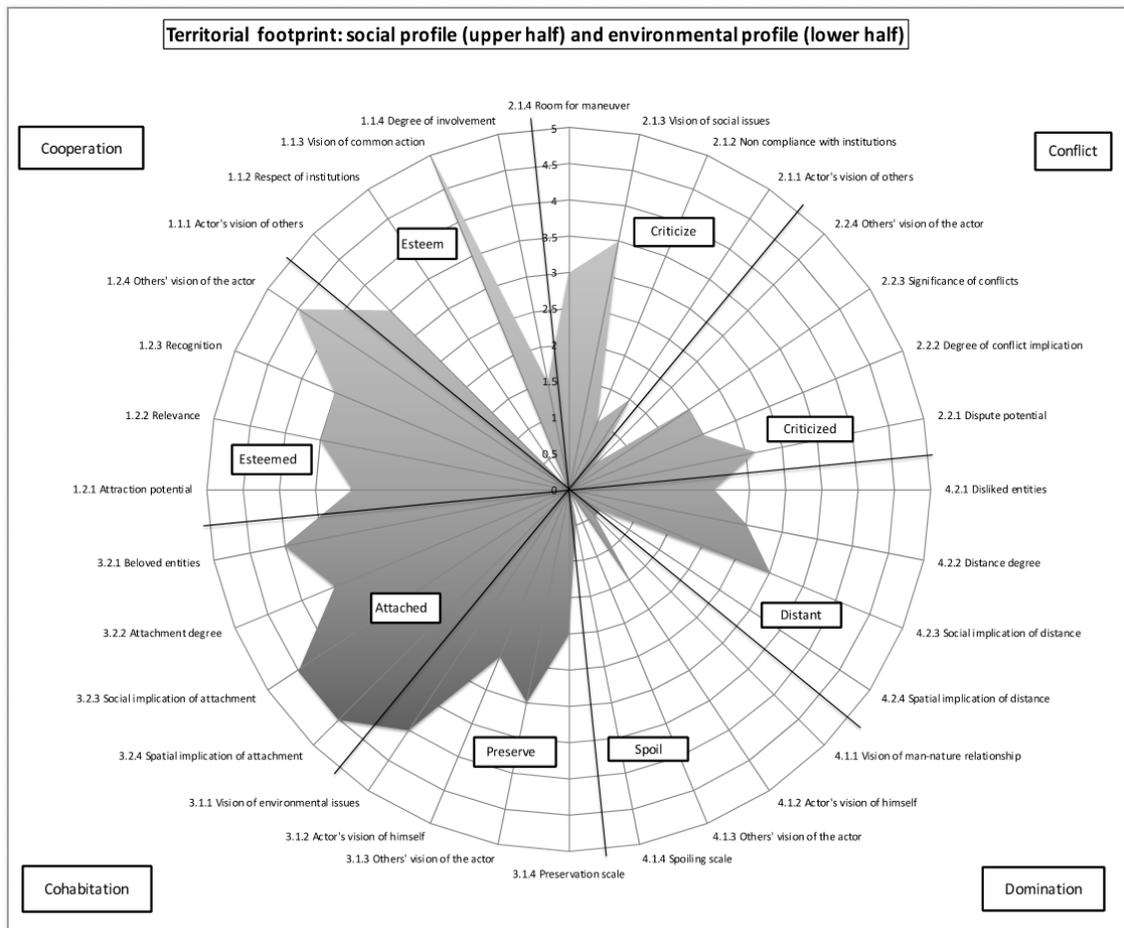


Fig. 5: Territorial footprint of a fish seller

Territorial footprint insights

3.2 Insights from group footprints

3.2.1 Fishermen

In the interviews, fishermen (12/43 actors) are seen as the best protectors. However, as this group includes buzio (gastropods) and lobster fishermen, who may use practices that are viewed as unsustainable (scuba diving) and fish juveniles or gravid lobsters, the average of the footprint's "1.2.4 others' vision of the actor" indicator ("esteemed" sub-dimension) is not as high as it would be for handline fishers only (Fig. 6). This group's heterogeneity is

expressed in the footprint's important standard deviation (pale portion). This group mentioned industrial fishing and insufficient control by fisheries as major social issues in the interviews, a result reflected by high scores (about 4,5 /5) for the indicators "2.1.3 vision of social issues" and "2.2.3 significance of conflicts". Fishermen's words express a growing need to gain independence from their territory, reflected in a moderate "3.2.2 attachment degree" indicator. Effectively, as fishing becomes too harsh (strong currents and unpredictable sea conditions) and as fish decline, fishermen have to travel longer distances to catch fish, their food and source of income, which generates a forced detachment. This also explains why many fishermen declare trying to dissuade their sons from following in their footsteps as fishermen.

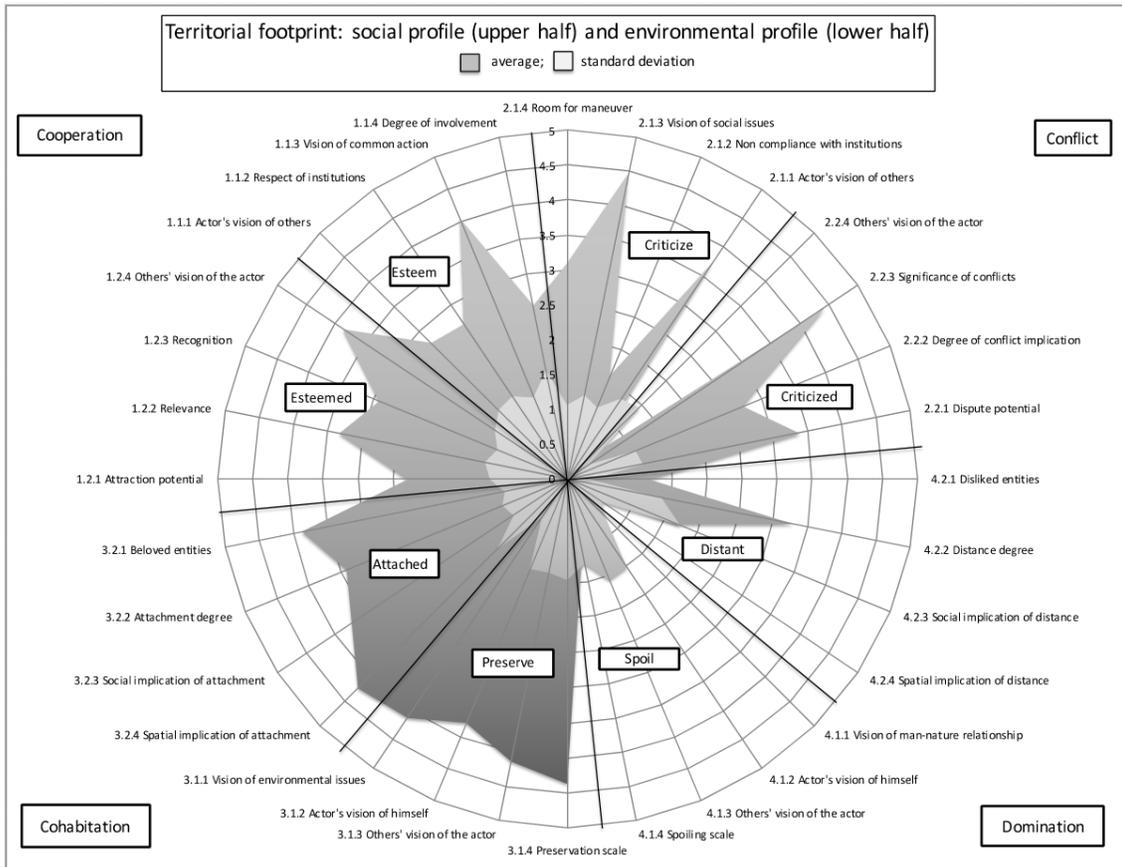


Fig. 6: Fishermen's group footprint

3.2.2 Fish sellers

Fish sellers (2/43) are quite isolated, even within their group (divided by political allegiance). They would like the entire community to gather and do something (act), as reflected by the maximal value (5/5) of the footprint’s “1.1.3 vision of common action” indicator (Fig. 7). They consider that incentives for community participation are low or discouraging for the moment, and therefore don’t respect actual institutions (“1.1.2 respect of institutions” indicator scores 0/5). They are esteemed for their physical capacity and for their role in keeping with tradition (“1.2.4 others’ vision of the actor” rates 4.5/5). They are considered as useful and as pillars of Maio’s culture. They are attached to the sea (“attached” sub-dimension), which represents their main subsistence and income source. However, like fishermen, they are aware of the limitations affecting their livelihood (resources decline was mentioned by both interviewed fish sellers).

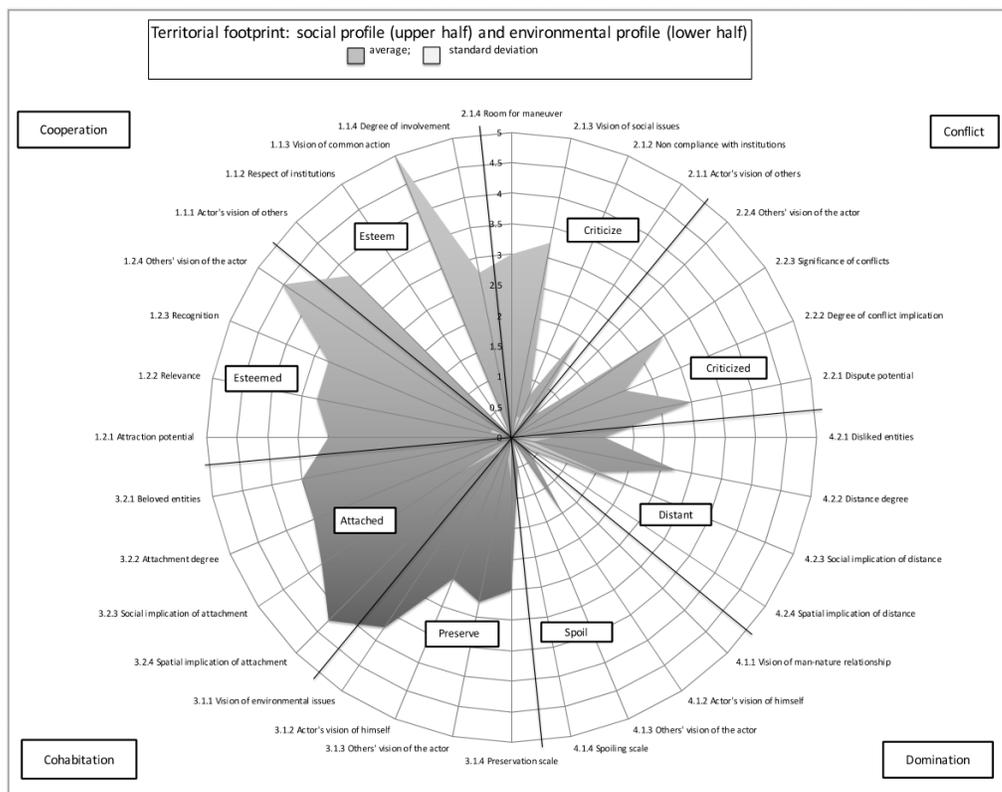


Fig. 7: Fish sellers’ group footprint

3.2.3 Economic actors

The economic actors' group (5/43 actors) is comprised of shopkeepers, salesmen, restaurant owners and employees. These people (often originating from other islands or countries) are mostly resourceful and are attached to Maio as shown by their conscious choice to live and establish their shop on the island. They are concerned about the low cultural, educational and economic development possibilities on the island. Their footprint reflects their quite low "1.1.4 degree of involvement" in the community (Fig. 8): most of them arrived as individuals and did not blend into the community much (quite low "esteemed" sub-dimension). Therefore, their attachment ("attached" sub-dimension) to Maio island is more related to the environment, as reflected in the "3.2.4 spatial implication of attachment" indicator.

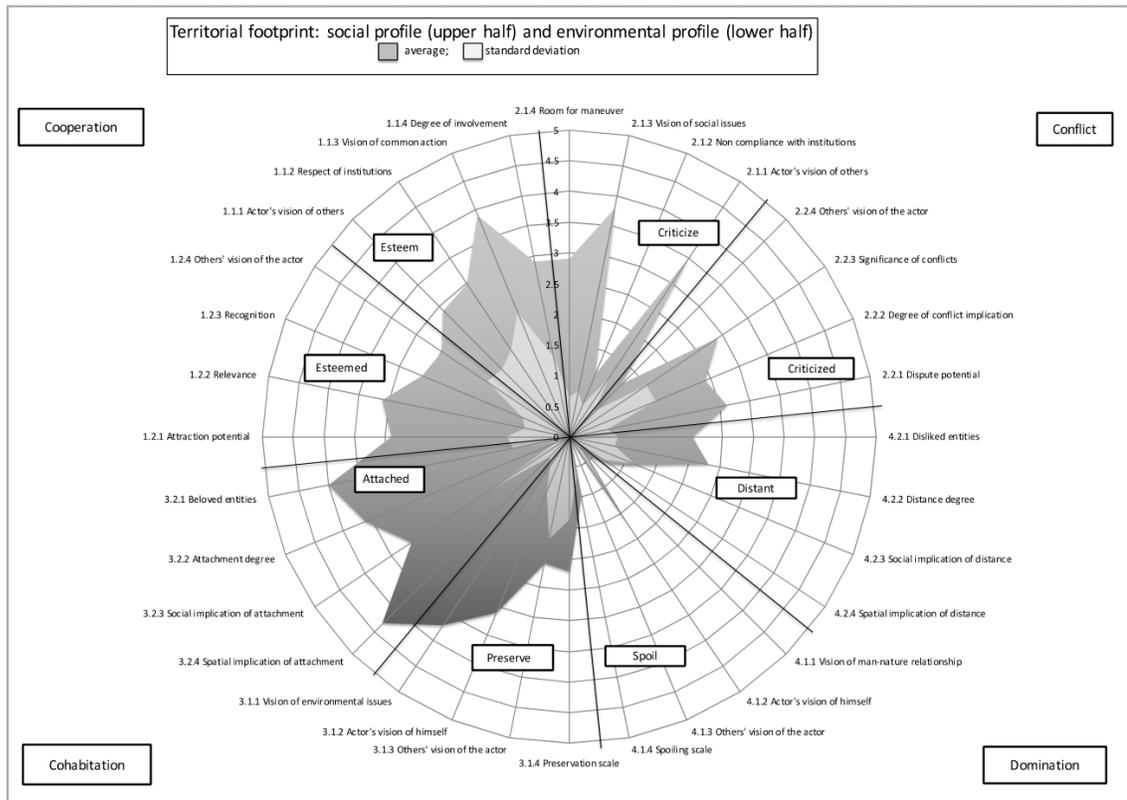


Fig. 8: Other economic actors' group footprint

3.2.4 NGO representatives

Most people expect NGO representatives (2/43 actors) to protect nature, and they are esteemed actors (see the “1.2.4 others’ vision of the actor” indicator, Fig. 9). However, they are criticized by some other interviewees because of harsh work conditions and risks that they would make locals and volunteers take (e.g. by having to confront poachers). This is reflected in the “2.2.3 significance of conflicts” indicator, which shows that conflicts in which NGO representatives are involved have a great impact on other actors (in this case, volunteers and employees). However, this group is *attached* to the environment and try to *preserve* it as illustrated by the footprints of those two sub-dimensions.

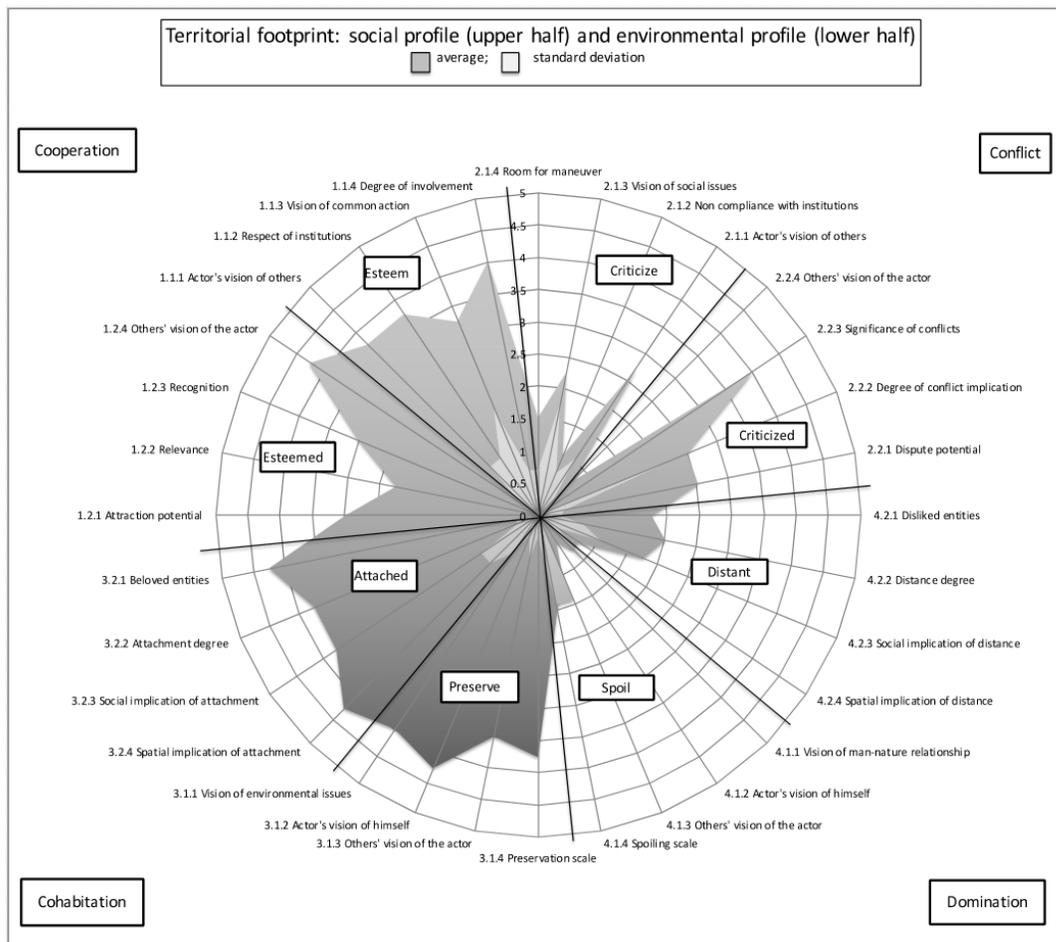


Fig. 9: NGO representatives’ group footprint

3.2.5 Local managers

Local managers (8/43 actors) esteem the community (as exemplified by the “esteem” sub-dimension, which rates between 3.3/5 and 4/5 for its four indicators Fig. 10). However, other interviewees blame them for not acting concretely to involve the community in decision-making. They are not much esteemed (low “1.2.4 others’ vision of the actor” indicator). Local managers are criticized for sloppiness, corruption and for securing some of the few well-paid jobs in Maio their relatives. They are attached to the territory (relatively high “attached” sub-dimension), but other actors don’t perceive them as contributing to its protection (low (around 2) “3.1.3 others’ vision of the actor” in the “preserve” sub-dimension). Even if they are aware of problems such as the lack of fishery control and preservation for locals (“2.1.3 vision of social issues” in the “criticize” sub-dimension), they are perceived by other actors as being an additional obstacle in overcoming these issues instead of helping the community to gain empowerment over its resources and livelihood. Therefore, their “2.2.3 significance of conflicts” indicator is high.

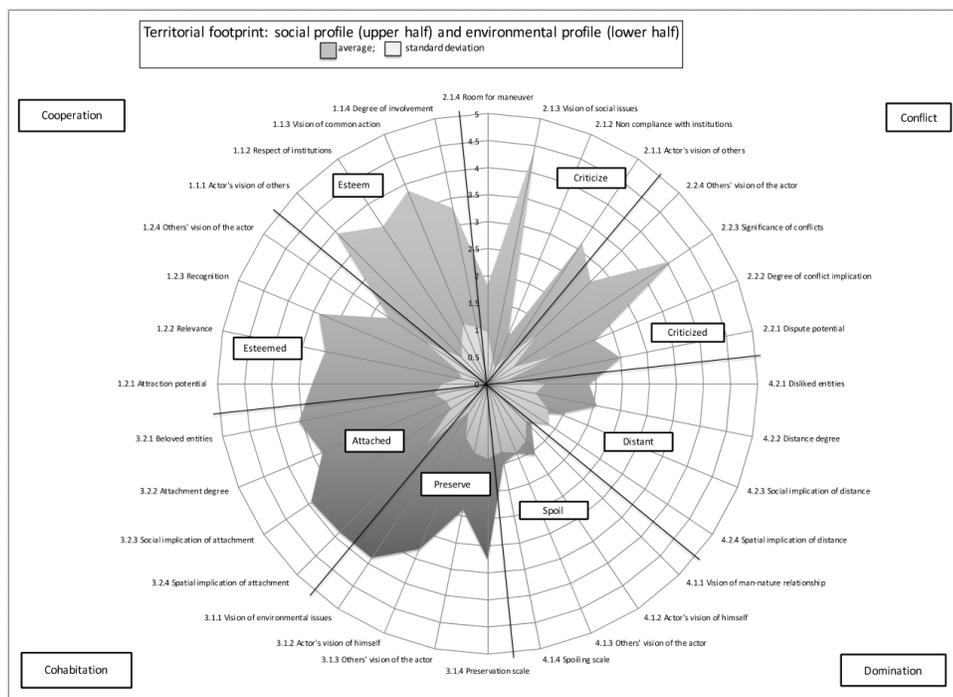


Fig. 10: Local decision-makers’ footprint

3.2.6 National managers

National managers (4/43) have more diplomatic or political functions and roles. Their group footprint could be summarized by the fact that they generally are distanced from conflicts, because they are less present on the field. Therefore, they criticize few (as seen on Fig. 11, this sub-dimension being lower than 2/5 for each of its indicators). They are less criticized (low “criticized” sub-dimension), and less esteemed (“esteemed” sub-dimension). The “1.2.4 and 3.1.3 others’ vision of the actor” indicators in both the cooperation and cohabitation dimensions show that other interviewees don’t perceive them as agents of positive change, neither when it comes to including the community in their decisions and actions nor so much to preserving Maio’s marine environment.

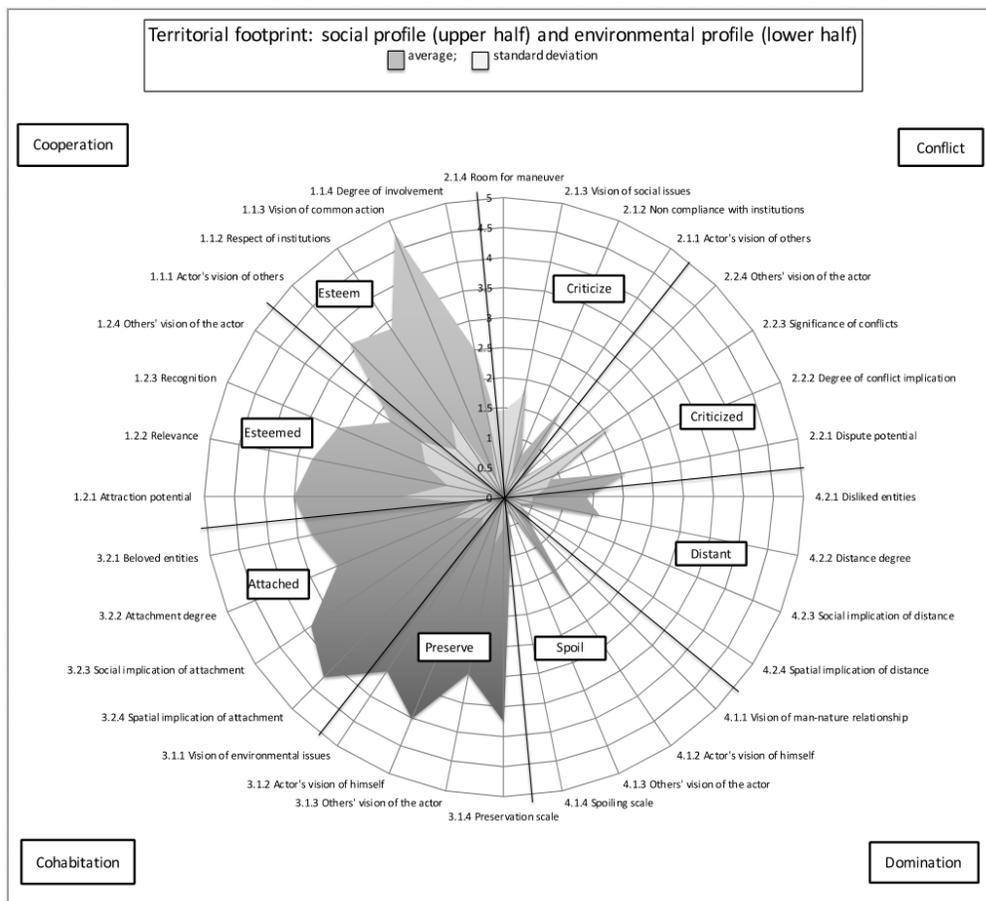


Fig. 11: National managers’ group footprint

3.2.7 Researchers and academics

Researchers and academics (2/43 actors) try to keep a scientific distance with their study field (which is reflected in a low (about 2.5/5) “1.2.1 attraction potential,” Fig. 12), consequently avoiding conflicts (very low “criticize” and “criticized” sub-dimensions). They preserve the environment indirectly by studying it and by diffusing knowledge about it. Thus, other (local) actors don’t see in which way they preserve the environment (low “3.1.3 others’ vision of the actor” in the “preserve” sub-dimension). Their speech reflects high self-criticism (“4.1.2 actor’s vision of himself” in the “spoil” sub-dimension), again probably due to their critical mindset. These actors highly esteem common action (“1.1.3 vision of common action” around 4.75/5) without being actively involved in making it come to fruition.

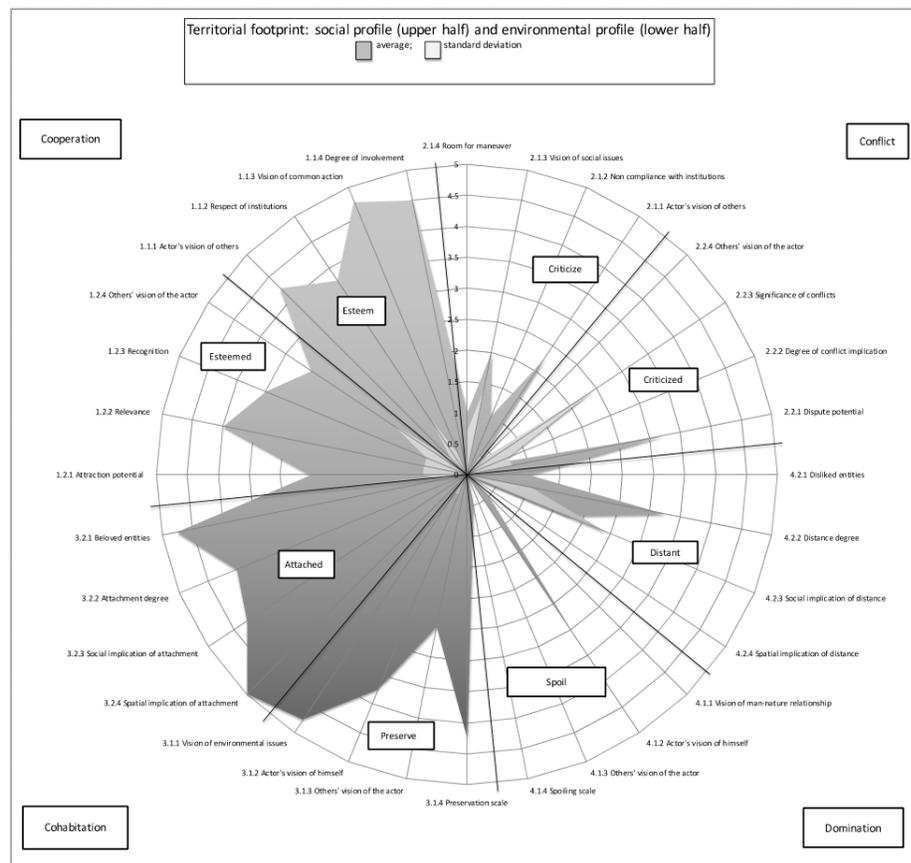


Fig. 12: Group footprint of researchers and academics

3.2.8 Unaffiliated individuals

Unaffiliated individuals (4/43) are the ones who would most like to see more and greater common actions (“1.1.3 vision of common action” rating 5/5 in the “esteem” sub-dimension, Fig. 13). Interviews indicate that they feel excluded from decision-making. They criticize overfishing mainly, but also a general increase in Maio’s vulnerability (more conflicts, more immigration, difficulties working and studying on the island, etc.). As they live simply (very low consumption like most Maienses), they almost don’t “spoil” the environment.

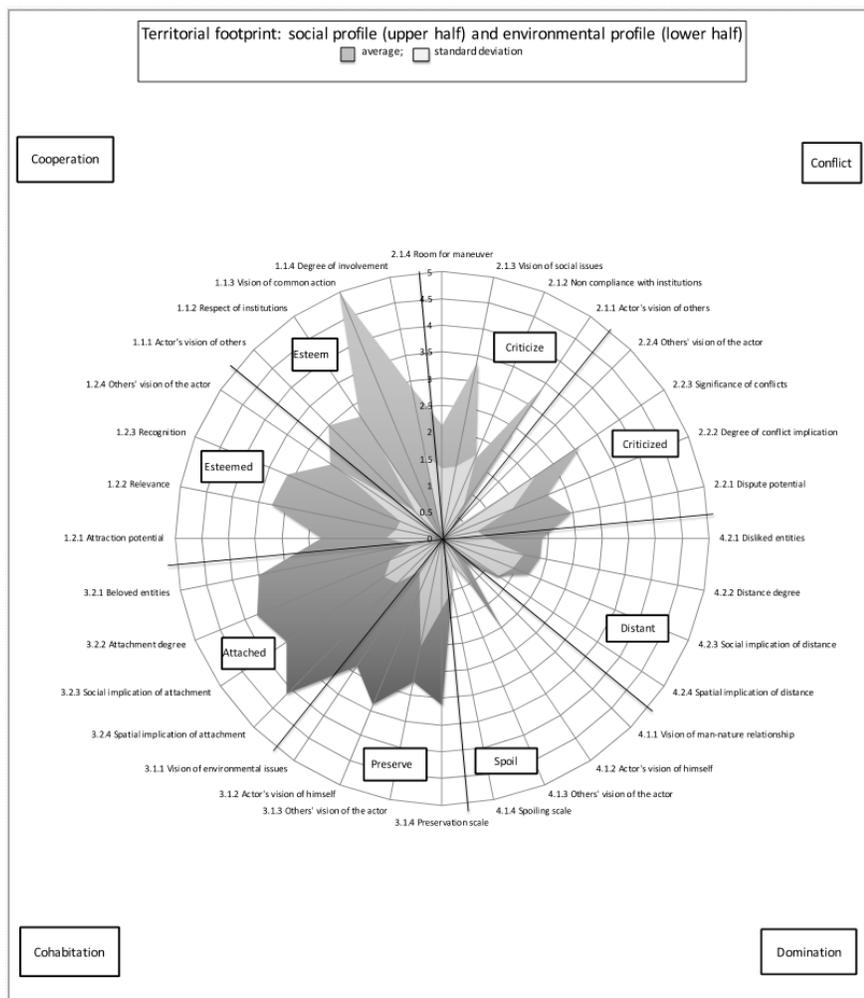


Fig. 13: Group footprint of unaffiliated individuals

3.3 Global results

The main highlights gathered from our results - interviews and footprints – could be summarized by the fact that interviewees generally esteem projects, laws and participative governance, but criticize people who are in charge of those projects and their application. Most surveyed Maienses also consider industrial fishermen to be their most important opponent, as fish is their main subsistence, job and income source. Local managers' speech also shows that they are aware of and worried about the intrusion of industrial fishers into the three-nautical-mile zone reserved for local fishing. Most esteemed actors are the ones preserving and giving access to subsistence means (i.e. artisanal fishermen, when excluding buzio divers). Conflicts concern resource use (a reason why the “significance of conflicts” indicator of the fishermen group scores 4.5/5 in the “criticized” sub-dimension) and moral posture, showing a divergence between actors promoting a very simple and non-invasive livelihood (continuity with their past), and actors wishing for a more dynamic, rich and modern (even if more “extractive”) livelihood. This moral posture difference can however be found in different actors of a same group. In general, Maienses who spent their whole life on Maio do not expect change and only wish for resources to recover so that they can continue their quiet lives (as expressed by some local managers, fishermen or fish saleswomen). Even if their vision is shared by many Maienses who have traveled (e.g. for school, work or family reasons), some Maienses who went to Europe or United States, or the ones who have TV and watch “telenovelas” that are set in wealthy neighbourhoods, would like more comfort and less “simplicity” (as expressed by some actors). As natural resources decrease over time and as the community is divided (e.g. between people who work or collaborate with foreigners at conservation, tourism, restoration or other shops and those who refuse to “play the game”), many Maienses and managers see a certain “modernization” as unavoidable. It is also the opinion of most national managers, who already have very different (urbanized) lives in Praia or Mindelo compared with rural Maienses. However, most actors (of all horizons) agree on the importance of preserving nature (e.g. from overfishing and plastic pollution) for its existential and leisure values. This is reflected by the bottom left quarter (cohabitation dimension) of the footprints, generally large for all groups. In the interviews, most actors

claim being confident that the observed fish decline could be reversible if well addressed by their government.

Upstream of footprints' creation, people's speech indicate that both national managers and local community wait for effective enforcement of the law ensuring artisanal and local fishing exclusive use of the sea three miles from shore ([Bonmin et al., 2016](#)). However, even if national managers have started a project (PRAO-CV) to enable local fishermen to patrol in their waters, one of them acknowledged that patrolling boats are not utilized for the moment. This situation can be explained by different factors that were mentioned by interviewees: unaffordable fuel prices, lack of training for locals and lack of defense or self-security tools such as weapons for patrollers. National managers' absence on the field for the implementation of the project they initiated could however be the main cause of patrols' inefficacy. Most actors (both locals and managers) are asking for more resource protection, more fishery control, and more financial and human means to be able to protect their waters and resources, and to limit their vulnerability (e.g. having more ready access to fishing equipment, boat fuel and storage installations in order to fish more securely). Some of the most recurring beloved entities named by interviewees are hand-fishing lines, boats, morna (traditional song type), traditional fish (groupers, mackerels, tuna, lobsters) while frequently mentioned unloved entities are small-mesh nets (catching juveniles of an untargeted species), isolation, dangerous sea currents (threatening security), the lack of fresh water, and the lack of leadership. Some people want to escape their island due to harsh living conditions. However, most Maienses are deeply attached to their island and would like to transmit this attachment to future generations.

4 Discussion

4.1 General insights from all footprints

In total, 43 environmental footprints have been generated with the A4D, based on semi-directive interviews. Interviewees from a diversity of sectors have been reached, but one shortfall of this study is its incapacity to reach industrial fishermen from Cape Verde and

foreign countries (as relates to fishing in Cape Verde's EEZ). However, these actors are very present in the community's discourse because they are largely considered the main threat to Maio's environment and people (42/43 actors; 98%), who rely on rapidly declining fish stocks. It would thus have been interesting to gather their perceptions about Maio's environment, their own activity and Cape Verde's marine governance. However, perception representations from a diversity of actors do allow the broad outlines of the situation to be shown.

4.1.1 Left footprints

Results show that most actors and groups have a footprint with a large leaning to the left side (social cooperation and nature cohabitation). It shows that surveyed actors, related or not to fisheries, marine conservation, tourism and decision-making, whether they come from inside or outside the island are all attached to both their common marine environment and to Maio's community. Perceptions are thus quite consensual on the fact that Maio's social-ecological system should be better protected. However, people observe and deplore the continuous decline in fish which threatens Maienses' subsistence and livelihood. Maio's marine environment still doesn't appear to be effectively protected to most interviewees. No group is considered as spoiling or damaging the ocean, except for industrial fishermen. However, it was found that even though interviewees don't seem to differentiate between Cape Verde and foreign industrial fishermen, in fact, no genuine Cape Verde vessel is sufficiently equipped to go offshore (>12 nautical miles from baseline) ([Santos et al., 2013](#)). It is thus foreign vessels tagged as Cape Verde's ([Belhabib et al., 2012](#); [Belhabib, Sumaila, et al., 2015](#); [Cesarini, 2013](#); [Obaidullah et Osinga, 2010](#); [PRODOC, 2010](#); [Santos et al., 2013](#)) through private fishing agreements that are identified as industrial by interviewees.

4.2 Governance issues

4.2.1 Good governance criteria

There is a consensus for all actors, to varying degrees, on the idea that Maio needs protection (desired governance). Documents analysis (governance *de jure*) indicates that a thorough conservation plan is on its way to being implemented ([Cesarini, 2013](#)). The island is even the object of a UNESCO biosphere reserve project ([Explore Cape Verde - the African Caribbean, 2018](#)). However, promoted means to achieve conservation diverge. With respect to the International Union for Conservation of Nature (IUCN) protected areas' good governance criteria and principles ([Borrini-FeyerabendDudley, et al., 2014](#)) which are useful to analyse this social-ecological system, Maio's marine governance *de facto* presents some failures.

Under the principle of "legitimacy and voice," social actors should be involved in decision-making with support for the most vulnerable. Yet, Maio's vulnerable community does not perceive to be enough involved in decisions concerning its fish stocks (fishing agreements) or its coastal territory (tourism plans). From interviewees' point of view, the need for dialogue is not respected: the national government takes unilateral and opaque decisions on these issues and the subsidiarity principle¹⁸ ([Babin et al., 2002](#)) is inadequately applied (only for certain project phases, and not for Maio's most impactful decisions, such as those touching large-scale fisheries). This may explain a general higher score (for all actors except NGO representatives) for the indicator "vision of common action" (perception of the importance of collaboration) vs. "respect of institutions" (the real legitimacy of decision-makers at representing the people).

18. Responsibilities and decisions are taken at lowest level while being economically and operationally sound.

Under the “direction and performance” principles, a strategic and coherent vision, based on agreed-upon values related to the context, should be elaborated. However, *de facto*, projects (for protected areas, tourism or fishery management) are dropped in Maio. Interviewees don’t understand the linkages between those specific projects and a broader development plan or territorial planning vision. While governance should promote a sensitive learning culture in order to reach social sustainability and resilience, actors complain about the fact that top-down project leaders don’t work on a long enough term with them to be able to learn from them and to understand what elements could really improve community and environment’s sustainability and resilience. They give as exemple the West Africa Regional Fisheries Program (PRAO or WARFP) project (initiated in 2011), which was unable to achieve its role of effectively protecting local fisheries even if other mandates like registering local boats and redirecting local fishermen toward alternative income-generating activities have been duly met. The tourism development plan also worries many locals: if realized, it would make Maio’s population grow from 7,000 to 50,000 people, which is unrealistic from a majority of interviewees’ point of view, considering the island’s infrastructure and resources. People told us that both projects were the object of local consultations and discussions, but only after national managers decided their general objectives and visions. For PRAO, it resulted in decreasing local fishing pressure without being able to control foreign fishers. For the tourism plan, managers still struggle to find investors while the community waits for transportation facilities (routes, harbor, airport) and sanitary infrastructure (sewage plant, water treatment plant) that are supposed to come along with tourism development, according to the national plan.

The accountability principle highlights that governance should ensure integrity and involvement as well as transparency and appropriate communication means, while furnishing independent supervision. On behalf of some interviewed national managers, transparency is a major problem in the process of fishery agreements: Cape Verde needed to agree on a given quantity (5,000 tons/year) without having assessed its own fish stocks. Cape Verde also signed (without advising its population) agreements in which it must employ its own observers to embark on foreign vessels to control catches, by-catches, fishing tonnage and gear. According to national managers working in Cape Verde’s fisheries, the country,

however, does not do on-board observations. This multiplies the risks for overexploitation and by-catch.

Finally, under the “fairness and rights” principle, equitable share of costs and benefits is promoted, and governance should ensure subsistence means for the most vulnerable. However, de facto, with international fleets being subsidized to fish in Cape Verde’s EEZ (envisioning large profits) and Maienses often unable to go fishing due to high fuel prices (while they mainly fish for subsistence), this principle is not respected. Fishermen, who are the most respected and appreciated group of people in Maio’s community, testify needing to tell their sons to find another job because it has become too hard. Decency, dignity and human rights over land, water and natural resources are therefore hammered.

4.2.2 Governance comparison

Table 2 presents a brief comparison of elements that came out of the interviews concerning what type of governance is expected from actors (desired governance), what governance is declared or officially engaged by decision-makers (*de jure* governance) and what governance is effectively practiced (*de facto* governance) in Maio and with respect to Maio’s social-ecological system. It also shows inconsistencies and may explain why some IUCN good governance principles may not be respected.

Table 2: Comparison between desired governance, de jure governance and de facto governance on Maio island

DESIRED GOVERNANCE	DE JURE GOVERNANCE	DE FACTO GOVERNANCE
Empowerment	Empowerment	Central government (DNA/DNP)
Participation	Participation	Local institutions (CM/NGO)
Decentralization (Money and capacity)	Solidarity, regionalization	Dependence (Money and capacity)
Rapid actions to protect	Precaution principle	Management delay; Maienses' lassitude

4.2.3 Desired governance and de facto governance inconsistencies

Even if most actors wish for better community (and especially fishermen) integration in decision-making and that this concords with laws and official documents ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#); [Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas \(MAAP\) Cabo Verde, 2004](#)), effective (de facto) governance doesn't seem capable of really including the community in some impacting large-scale decision-making such as the ones concerning fishing agreements and tourism planning. Indeed, local actors don't participate much in decision-making concerning their territory even if they are strongly attached (for survival, livelihood) as portrayed in the footprints' sub-dimension "attached". Still, meetings and consultations are organized by national and local managers and people attend them ([Cesarini, 2013](#)). However, there is no tribune where community can meet to discuss large-scale territory or society issues and propose actions (management measures) or rules (laws, local guidelines) that would then be effectively relayed to higher instances.

4.2.4 Divergence between de jure and de facto governance

Previous analysis showed that official texts and documents (*de jure* governance) as well as official discourses all promote decentralization, sustainable development (food security, transportation, etc.), participation, solidarity and environment precaution ([Bonnin](#)

[et al., 2016](#); [MAAP, 1999](#); [MAHOT-DGA et PCSAPCV, 2012](#)). However, interviewees claim that on-field governance (*de facto*) is quite different from that officially promoted. Effectively, government still centralizes many policies (nature protection and fisheries) or, as testified by a fisherman from Calheta, “when it delegates responsibilities, those people in charge lack the necessary financial and capacity means”. This results in a diminished national responsibility and an increased burden on locals’ shoulders to protect their environment. Also, local institutions moderately include the community (NGO mostly for foreigners, fishermen association abandoned by most fishermen, etc.), and dependence on foreign experts and funds is still high, as perceived by local and national managers who have difficulties imagining cuts in this international development aid. Consequently, some actors like NGO representatives and national managers told us that Cape Verde’s decisions regarding fishing agreements are highly influenced by key “donators” (World Bank and funding countries) having interests in fishing in Cape Verde’s waters. Fuel and fishing subsidies for fisheries in the EU thus create unfair competition for Cape Verde’s fishing stocks, while Cape Verde cannot subsidize its own fisheries as much.

4.2.5 *De jure governance inconsistencies*

Inconsistencies in *de jure* governance (official texts and laws) on different issues and sectors (such as environment and fisheries, or between environment and tourism) may for their part be explained by a severe lack of communication and cooperation between governmental agencies and between the different levels of the decision-making apparatus, as underlined by national managers. These elements could also be explained path dependence, which will be elaborated in section 4.3.2.

4.2.6 *Influence of de facto governance on management*

Some governance *de facto* problems may affect management. For instance, a lack of communication and cooperation between sectors (industry and government, NGOs and municipal decision-makers, fish sellers and national government, environment and fisheries, etc.), which was criticized by many actors including un-affiliated people and by workers in

those sectors, may result in the implementation of projects with opposite goals at a same site. This is effectively the case for the Ponta Preta site, where a marine protected area (MPA) project, a fisheries' co-management project and a mass tourism development plan are all supposed to occur simultaneously.

4.3 Further remarks

We put forward the idea that inconsistencies between perceptions (or desired governance), *de jure* governance and *de facto* governance could be explained by external power forces (coming from a higher scale) that don't appear in limited, locally based studies ([Chanteau et Labrousse, 2013](#); [Keyser, 2013](#)). These forces, in connection with path dependence (that explains actors' behavior), undermine individuals, groups, communities and countries' empowerment (i.e. empowerment at every scale).

4.3.1 Scale issues

Scale greatly influences governance and governance perceptions ([Berkes, 2006](#)). Effectively, international interference often influences which projects will be pushed forward locally and how, as it is namely the case with the Blue Growth project ([Republica de Cabo Verde, 2015b](#)) that replaced the Sea Cluster ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)) in Cape Verde. Such macro-micro mechanisms by which an actor's or group's situation is determined by macro elements are called "situational mechanisms" ([Hedstrom et Swedberg, 1998](#)) by sociologists. In our case, this is illustrated by the vulnerable situation of Maio's small-scale fishing community, which does not reflect the majority of actors' needs, desires, or even actions (even national managers and decision-makers): it rather reflects a system where the most powerful actors (countries and institutions) influence weak actors' (or countries/communities) development in order to keep their access to those actors' resources. Many actors interviewed thus expressed feeling alienated (micro scale). A feedback loop is formed between macro structures that increasingly influence local development and a lassitude/surrender of local communities (micro level), leaving more place for international interference.

However, micro-macro mechanisms, or “transformational mechanisms,” may transform a situation for the better. Local governance could influence national management, for example, if local fishermen decided to group up with their community and small-scale communities from all over Cape Verde to push their government to favor greater protection of their livelihoods and subsistence means. This could namely constitute a possible avenue to the actual poverty loop in which Maio’s community cumulates disadvantages while foreign countries cumulate benefits.

In terms of perceptions, while locals may perceive a great decline in their adjacent fish stocks and thus consider that policies don’t properly address this issue, national and international decision-makers may consider that tuna stocks are still important when compared to other stocks, and thereby feel more confident in selling fishing rights to other countries. This perception difference can also be explained by the direct reliance of Maienses on their marine resources, which are vital, while national and foreign decision-makers are not so dependent on them. Territory and scale thus impact specific perceptions of governance.

Temporal scale also influences perceptions. Effectively, regional and national plans may consider a long time scale in their engagement to improve the fishing sector. However, local actors told us that they feel a certain urgency in coping with this issue as they are confronted with day-to-day decisions to maintain their livelihood. While elaborating laws and policies may take a long time, fish decline quickly affects Maienses.

However, in a situation where fishing agreement benefits seem quite low for Cape Verde (500,000 euros/5,000 tons of tuna/year) ([European Union, 2014](#)) considering the high value of tuna, it appears surprising that Cape Verde still signs such agreements. Large excesses are also observed in effective catches versus quantity planned in the agreement, or even declared ([BelhabibSumaila, et al., 2015](#); [Pauly et Zeller, 2016](#)). Costs and benefit sharing effectively seem highly inequitable. When considering Cape Verde’s low negotiation power compared to big economic states, it appears that Cape Verde (its people and decision-makers) feels trapped in its perceived necessity to access international development aid. The country’s degree of freedom in order to protect its ocean and islanders is then linked with its real negotiation power and perceived capacity to act.

4.3.2 Path dependence

Many elements of path dependence can explain marine governance issues in Maio. Historically, no marine governance tradition has really been established in Maio or Cape Verde, as opposed to so-called customary rights, which are key in Ostrom's work on common-pool resources management by communities ([Ostrom, E., 1990](#)). This derives from Cape Verde's colonization and slavery history.

Even if institutions signify good intentions to preserve the social-ecological system, they fail due to a dependence on funding countries and institutions (mainly foreign countries and the World Bank). This dependence on external funds has persisted since Cape Verde's colonization. National decision-makers' perception that they absolutely need this financial help maintains the country's path dependence. This power relationship with external actors may also explain why national decision-makers have weak leadership relatively to their official role, on interviewees' point of view (attraction potential indicator at 3.5/5). It could also explain why they tend to limit power delegation to community members: they may perceive that they are more obligated to external funders than to island communities.

Interviews showed that local actors often present feelings of lassitude and apathy with regard to the multiple top-down initiatives: they have been enthusiastic many times in the past, and were disappointed by a lack of following up on projects and by a lack of real power delegation and community empowerment. Nowadays, they still participate in consultations but don't expect important changes to come from national or regional initiatives. Their low expression of leadership to change this pattern, by themselves initiating actions can also be explained by a history of being ruled by the Portuguese and other subsequent external forces.

Path dependence finally explains one failure of initiated projects. Since the World Bank funds projects that are limited in time and often lack effective implementation follow-up, Maio (and Cape Verde) could not benefit from a real long-term vision, with coherent funding, governance and management. This would, however, seem particularly crucial considering that Maio's fishing resources greatly contribute to ([Cesarini, 2013](#)) Santiago's (capital island) fish market. This top-down governance then creates disparities between governance and

management, as communities don't necessarily "fit" into foreign agencies' plans (are not qualified or don't agree on priorities).

5. Conclusion

Some elements could help better explain Maio and Cape Verde's marine governance. On a scientific level, some deeper investigation needs to be done in order to better understand how important decisions, such as fishing agreements or tourism plans, are taken. For now, these decisions that unequivocally affect local communities, are taken without their involvement, and without even informing them, as we noticed when we interviewed Maienses. However, conservation projects that ask for their cooperation in limiting some catches, avoiding some fishing sites or gear seem to better include them. Therefore, local communities are best integrated into decision-making and management when their contribution is needed than when it comes to profit making, as is the case for commercial development or resource extraction.

5.1 External power forces

Our analysis tends to show that external power forces explain inconsistencies between perceptions (or desired governance) and facts (*de facto* governance). The external power forces' crucial effect on Maienses is the result of what we called an "external forces cascade" (macro-micro mechanism), which increases external forces' pressure at every level of the political chain, from top scale (global) to down scale (local actors), making Maienses especially vulnerable to decisions at the international scale, while they cannot even envision what those decisions are about.

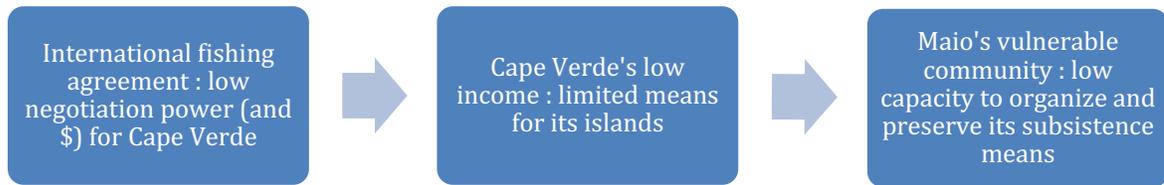


Fig.14: External forces cascade leading to Maio’s enhanced vulnerability

External power forces reduce Cape Verde and its communities’ power relationship even more when viewed in connection with actors’ path dependence, which undermines individuals, groups, communities and countries’ empowerment at every scale. Thus, even if power delegation were effective between the national and local governments, both the national and local mental framework would need to change in order to ensure a real and deep preservation of Maio’s social-ecological system. For Maio, the island’s isolation and its people’s limited mobility accentuate increased vulnerability.

5.2 The social-ecological system vision

Maio is an isolated island, but its social-environmental situation is not an isolated case. Many Small Island Developing States (SIDS) face similar situations. SIDS’ small-scale fishing communities either need to envision quitting fishing and changing their livelihood, or they need to industrialize their fleet in order to catch fewer, more distantly located fish. Isolated and poor communities may also face the same governance issues as Maienses: their power in decision-making is proportional to their own organization and people’s capacity to stand up for their rights, often by battling against their government. Cape Verde’s communities and national government therefore need to overcome an additional challenge, as it has always been under some influence: first, colonial; then, from donor countries. Still, Maio’s case could be extrapolated to many other SIDS’ communities’ situation.

At a local scale and in a wide array of communities worldwide, it has been proven that for social-ecological systems to ensure communities’ resilience, cultural protection must go

hand-in-hand with natural protection ([Halik et al., 2018](#); [Pretty, 2010](#)). This is also consistent with a wider ecodevelopment ([Figuière, 2006](#)) approach as well as with the “other development” ([Hammarskjold Dag Fondation, 1975](#)) concept, both centered on human-nature harmony and on local specificities. These ideas, however, greatly criticize the actual macro (political and economic) systems. At a national scale and for now, Cape Verde could, however, follow these principles by both surveying its environmentally valuable sites and considering social values (a work that was initiated by the Maio Biodiversity Foundation ([Fundação Maio Biodiversidade \(FMB\), 2014](#))) in all its development and conservation projects, at all time and space scales. The country’s orientation toward fisheries’ industrialization and less small-scale fishing may also be questioned, considering resource decline and local vulnerability growth.

In summary, our work tends to show that governance power and financial means need to be reallocated by starting with higher decision-making bodies. From now on, if Cape Verde decided to orient all its policies to favor its own people and resources, it could completely change its power relationship with foreign countries. The need for the EU to fish in West Africa ([Alder et Sumaila, 2004](#)) can justify the elaboration and signing of fishing partnership agreements that are more financially worthwhile with better monitoring and control. Cape Verde’s reorientation toward projects that truly matter locally (e.g. making Maio autonomous with renewable energy sources, adapted agriculture and innovative irrigation systems) and that preserve Maio’s subsistence means and quiet can also contribute to its empowerment. When a community develops adapted (and adaptive) governance as well as management means in order to make its local social-ecological system sustainable – without being hampered by higher scale policies and governance processes that override local will and actions – it has greater chances for success ([Ostrom, E., 1990](#)).

3.5 RÉSULTATS DE L’ATELIER DE MÉTISSAGE

Les entretiens de l’A4D nous ont permis d’obtenir un portrait détaillé des enjeux de gouvernance marine touchant les acteurs de la communauté et les experts travaillant sur le SSE de Maio. Toutefois, bien que le lien de subsistance entre les Maienses et l’océan ait été

énoncé par de nombreux acteurs et que certains aient parlé de la morna ou d'autres éléments intangibles les attachant à l'océan, nous souhaitons tenter un autre moyen de faire ressortir les liens affectifs entre les hommes et leur environnement marin. Notre atelier de métissage sur la valeur culturelle des océans a approfondi la compréhension que nous avons des liens réels et désirés entre les Maienses et l'océan. Il a ainsi ajouté des éléments subjectifs des acteurs à notre analyse de la gouvernance désirée.

La synthèse issue de l'atelier suit le principe du métissage, qui lie entre elles plusieurs histoires venant d'interlocuteurs différents, afin de produire une seule histoire dont le sens "parle" à l'ensemble des participants et reflète leurs idées et visions communes.

Voici donc un texte métissant l'ensemble des discours et images / objets d'acteurs (une photo de certains de ces objets se trouve à la Figure 24) présents à l'atelier :

La mer et Maio; la mer et les Maienses

Au début (il y a des centaines de millions d'années), il y avait la mer et la terre : la Pangée et le vaste océan global, le Panthalassa, tout autour. Puis, la terre craqua et forma des continents.

Bien que l'on sache que le Cap-Vert est un archipel d'origine volcanique né il y a 8 à 20 millions d'années (pour les plus vieilles îles comme Maio, à l'est de l'archipel), les insulaires aiment penser que leur pays provient de la dissémination de quelques miettes de la Pangée, soufflées un peu par hasard au milieu de l'Atlantique.



Figure 24 : Quelques objets présentés par les participants à l'atelier

De gauche à droite : règles de pêche de la langouste rose; toile; couteau pour préparer le poisson; photos de baleines vues du fort San José; coquillage; sculpture de l'île en bois; sel des salines; poème; masque de plongée; chanson d'un compositeur célèbre de Maio (Betu); caillou poli par la mer.

Le Cap-Vert était déjà petit, mais Maio était un tout petit pays de ce petit pays.

Les premiers hommes qui peuplèrent le Cap-Vert furent des esclaves : prisonniers de leurs maîtres, de leur île et de sa mer. La mer était alors considérée comme une menace et une frontière.

Au 19^e siècle, les Maienses commencèrent à utiliser la mer pour la pêche, et petit à petit, cette activité se trouva une niche au coeur de la vie de ce peuple qui réalisait que la mer n'était pas que contrainte. Pendant les épisodes de famine et de sécheresse, des bateaux comme le Belmira (faluche) qui malheureusement coula en 1955, permirent la survie des Maienses grâce à la livraison de nourriture provenant d'Europe. Ces bateaux empruntaient évidemment... la voie maritime! La conserverie de thons de la plage de Bixa Rocha (Maio),

propriété des Portugais, permit également de faire vivre plusieurs membres de la communauté maiense jusqu'à l'indépendance. Ainsi, les revenus directs et indirects (vendeuses, etc.) provenant de la pêche étaient au coeur de l'économie de l'île.

En se libérant de leurs maîtres en 1975, les Maienses découvrirent davantage les attraits de la mer. Celle-ci leur procura une véritable (et double) indépendance : l'indépendance politique, et une indépendance économique relative, grâce à ses multiples ressources! Le sel était déjà apprécié des descendants des maîtres, mais les Maienses constatèrent en plus sa valeur monétaire et utilitaire (pour conserver les poissons, assaisonner les aliments, etc.), sa valeur écologique. Ainsi, la capacité des salines à protéger les communautés des mouvements trop forts de la mer en faisait de véritables remparts pour l'île, en plus d'être un site de ponte des tortues. Évidemment aussi, la pêche et ses revenus permirent d'envoyer les enfants à l'école, garçons et filles. Les enfants apprirent beaucoup de choses, mais malheureusement les connaissances liées au milieu marin n'étaient pas transmises à l'école, et certains le respectèrent insuffisamment (y jetant des déchets, construisant sur ses berges et pêchant ses espèces de manière non durable). De par ce rôle central dans la vie des Maienses, la mer voisine devint néanmoins un véritable membre de la famille : les pêcheurs passent à ses côtés de nombreuses heures chaque jour, et sa présence manque à chacun lorsqu'il doit s'en éloigner.

Aujourd'hui, la pêche artisanale ne permet plus comme avant de payer l'école des enfants car les bateaux ne sont pas aussi pleins de poissons que dans le passé et les revenus tirés de cette activité ne suffisent plus. Les pêcheurs d'autres îles laissent de moins en moins de poissons pour les Maienses, alors les Maienses considèrent que chacun devrait se contenter de son propre garde-manger, en fonction de ses propres sources d'abondance et de restriction (ex : il y a moins de poissons à Santiago, mais plus d'agriculture, etc.). "Les Maienses ne vivent pas de la terre; ils vivent de la mer!" Il devient donc impératif de protéger le milieu, de mieux surveiller les mers et de faire respecter les lois relatives aux captures (tailles, saisons de reproduction ou repos, espèces, etc.). Le sable (et les côtes), aussi essentiel pour la construction des immeubles, est menacé par l'extraction bien que cette activité soit interdite. La fiscalisation est déficiente et urgente! Il est aussi important d'étudier

et de conserver les données sur le milieu et son évolution afin de déterminer les enjeux liés aux changements climatiques et ceux qui sont associés à d'autres causes, comme par exemple, la surpêche et la pêche qui ne profite pas directement aux Maienses.

En ces temps où les ressources déclinent, les activités artistiques et créatives (peinture, photographie, méditation, loisirs, etc.) liées à la mer restent cependant plus pertinentes que jamais, tant pour le bien-être des habitants de l'île et de ses visiteurs, que pour paver la voie vers de nouvelles sources de profit durable qui soient non destructrices ou invasives du milieu. Malgré le tarissement des stocks de pêche, la mer demeure également un lieu de santé, physique (de nombreux Maienses s'y baignent aux petites heures du matin ou y accomplissent divers sports nautiques) et psychique (d'autres encore s'y recueillent lorsqu'ils sont tristes, ou lui demandent conseil lorsqu'ils se sentent dérouterés, déprimés, ou enclins à la délinquance qu'elle leur permet d'éviter). La mer EST le bien-être de Maio. Enfin, l'éducation inclut de plus en plus la mer et la vie marine à son programme, permettant d'améliorer les relations des Maienses et de ceux qui visitent leur île avec celle-ci.

La mer a ainsi joué un rôle de transformation de l'économie et de la culture cap-verdiennes, les Cap-Verdiens ayant premièrement tourné le dos à cette voisine omniprésente, puis l'ayant totalement intégrée, devant maintenant la préserver afin d'assurer la pérennisation de ses services. Notamment, le fait que le climat du Cap-Vert soit si agréable, doux, ni trop chaud ni trop froid, est dû à la mer! Tout comme la mer transporte et transforme en les arrondissant les cailloux, elle a rendu le peuple capverdien plus résilient et patient. Tout comme la mer contourne les îles, elle permet aux Cap-Verdiens de contourner leurs problèmes. Elle a évité à ce peuple la pauvreté extrême et elle représente le symbole-même de l'équité et de l'indépendance : constante devant chacun, et toujours son unique et propre maître. Elle inspire et commande le respect. Elle instille la liberté, la félicité et la tranquillité de l'île de Maio et reste le lien de l'ensemble du Cap-Vert avec les pays étrangers.

En conclusion, après avoir organisé la planète, la mer a organisé les peuples et le Cap-Vert. Si la mer est perdue, la vie est perdue. La mer a façonné la vie, et elle a façonné Maio : elle est véritablement une mère pour le peuple Maiense qu'elle guide, apaise, élève, protège,

nourrit, éduque... Les Maienses sentent maintenant la responsabilité de lui rendre hommage et de la soutenir en la protégeant des menaces qui la guettent.

La figure sur la page suivante (Figure 25) comprend trois photos de cet atelier de métissage.

Les principaux éléments de gouvernance désirée tirés de cet atelier sont le besoin de re-connecter (ou de mieux connecter) avec le milieu marin pour les Maienses. Cela passe selon eux par la conservation marine et par l'éducation aux richesses et phénomènes de l'océan. Cela passe aussi par la valorisation des activités économiques associées au milieu marin et ne dégradant pas celui-ci, comme la transformation et la conservation des produits de la pêche sur l'île de Maio; comme la valorisation du sel des salines; comme la protection du sable côtier et dunaire. D'après les participants, cette re-connexion passe aussi par un certain protectionnisme face au milieu marin, dont les richesses devraient servir en premier lieu à combler les besoins (primaires et d'épanouissement) des Maienses.

Alors que la gouvernance désirée a été approfondie par l'atelier de métissage, et que la gouvernance *de jure* et *de facto* ont été étudiées précédemment, une analyse plus systémique s'avérait utile afin de mettre en commun les différents types de gouvernance, et surtout, de déterminer si la vulnérabilité et la mobilité pouvaient influencer la gouvernance marine. Cette analyse de la vulnérabilité et de la mobilité est donc le fruit de la combinaison des résultats issus de l'étude de la gouvernance *de jure*, *de facto* et désirée. Elle fait l'objet de l'article 3 à la section qui suit (3.3). Une discussion générale suivra au chapitre 4.



(25.1) Raphaëlle et une vendeuse de poissons étant venue présenter un thon fraîchement débarqué par les pêcheurs : sa source de revenus, de gratification et de plaisir associé à la culture, notamment gastronomique.



(25.2) Une aînée arrivée de la capitale il y a de nombreuses années, décrivant son amour pour Maio, ses gens et son océan, mais aussi le regret qu'elle a que les gens y soient si pacifiques (passifs) politiquement et socialement.



(25.3) Un jeune artiste, musicien et acteur, présentant avec beaucoup de fougue son amour pour l'océan.

Figure 25 : Photos de l'atelier de métissage

3.6 ARTICLE 3 : AUGMENTATION DE LA VULNÉRABILITÉ DANS LES PETITES COMMUNAUTÉS DE PÊCHE DE MAIO, CAP-VERT

3.6.1 RÉSUMÉ

Cette étude¹⁹ dépeint la vulnérabilité croissante des petites communautés de pêche de Maio (une île de l'archipel du Cap-Vert), qui dépendent directement de ressources halieutiques riches mais déclinantes. Le concept de la mobilité est défini dans cet article afin de décrire les flux entrants et sortants des ressources, personnes, espèces et de la gouvernance. La mobilité est utile pour étudier les petites communautés de pêches, car elle permet d'analyser sur un même plan les facteurs environnementaux, économiques et politiques de vulnérabilité. Alors que la plupart des éléments sortant de Maio et de ses eaux environnantes sont bénéfiques (ex : captures de poissons et capacité de gouvernance locale) et que la plupart des éléments entrant sont nuisibles (ex : vaisseaux industriels étrangers, interférence internationale et gaz à effet de serre), le résultat général est une vulnérabilité croissante pour les communautés locales. Maio est également très dépendante d'un flux d'éléments entrants instable et intermittent tels que les carburants, la nourriture et l'aide internationale.

La méthodologie de l'Acteur en 4 dimensions (A4D) (des entretiens en profondeur sur les perceptions de résidents et d'experts concernant leur environnement marin et sa gouvernance) a permis de comparer les perceptions de la vulnérabilité avec des faits (fournis par des documents officiels et de la littérature scientifique). Les résultats de l'A4D indiquent notamment que les communautés locales espèrent de meilleurs équipements et infrastructures qui amélioreraient leur mobilité commerciale. Les interviewés demandent aussi une

19. DANCETTE, Raphaëlle (2019). Growing vulnerability in the small-scale fishing communities of Maio, Cape Verde. *Maritime Studies* (18 :2), p. 205-223. <https://doi.org/10.1007/s40152-019-00137-2>

meilleure auto-gouvernance locale, nationale et régionale, ainsi que la mise en vigueur des lois protégeant leurs ressources marines.

Mots-clés : petite communauté de pêche; vulnérabilité; mobilité; gouvernance marine; flux; pêche

3.6.2 GROWING VULNERABILITY IN THE SMALL-SCALE FISHING COMMUNITIES OF MAIO, CAPE VERDE.

Abstract

This study depicts an increasing vulnerability in Maio's (island of Cape Verde's archipelago) small-scale fishing communities that rely directly on rich but declining fish stocks. The concept of mobility is defined in this paper to describe inward and outward flows of resources, people, species and governance. Mobility is a useful tool for studying small-scale fishing communities, as it enables environmental, economic and political factors of vulnerability to be analyzed on the same footing. While most elements flowing outward of Maio and surrounding waters are beneficial (e.g. fish catches and local governance capacity) and most flowing inward are detrimental (e.g. foreign industrial vessels, international interference and greenhouse gases), the overall result is an increasing vulnerability for local communities. Maio is concomitantly very dependent on the unstable and intermittent inward flow of some elements, such as fuel, food and international aid.

The Actor in 4 Dimensions (A4D) methodology (in-depth interviews regarding residents' and experts' perceptions of their marine environment and its governance) allows a comparison to be made between the perceptions of vulnerability and facts (provided by official documents and a scientific literature review). The A4D results namely indicate that locals hope for better fishing and merchandizing equipment and infrastructure that would improve their commercial mobility. Interviewees also ask for stronger local, national and regional self-governance and law enforcement to protect their sea resources.

Keywords: *small-scale fishing community; vulnerability; mobility; marine governance; flows; fisheries*

1. Introduction and background

This study stems from a large body of research on coastal communities and Small Island Developing States' (SIDS) vulnerability ([Adger, 2006b](#); [Allison et al., 2009](#); [Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Bennett, N. J. et al., 2015](#); [Guillotreau et al., 2012](#); [IPCC, 2017](#); [Monnereau et al., 2013](#); [Smit et Wandel, 2006](#); [Turvey, 2007](#); [Zou et Wei, 2010](#)).

According to Adger (2006) and Bennett et al.'s (2015) definitions, vulnerability is the sum of sensitivity, exposure and limited adaptive capacity:

$$\text{VULNERABILITY} = \text{SENSITIVITY} + \text{EXPOSURE} - \text{ADAPTIVE CAPACITY},$$

where sensitivity is the susceptibility of an entity or system to the effects of an exposure ([Bennett, N. J. et al., 2016](#)), exposure is the degree to which trends and shocks are experienced by a region, resource or group, and adaptive capacity is the ability to modify and alleviate exposures, to absorb and recover from losses stemming from hazards, and to exploit new opportunities that arise in the process of adaptation ([Adger, 2006a](#); [Allison et al., 2009](#); [Smit et Wandel, 2006](#)). However, as multiple exposures may interact and overlap, such as overfishing and climate change ([Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Blythe et al., 2015](#)), and as some factors may be considered simultaneously as exposures, sensitivity as well as adaptive capacity, this paper will not detail each factor according to these categories. It will highlight major factors of vulnerability and broader “vulnerability drivers”²⁰ that were reported by interviewees.

20. Vulnerability “drivers” are defined as large-scale exogenous conditions and trends that operate at different speeds and scales (in Bennett et al. (2015) : D.R. Armitage et D.S. Johnson, «Can Resilience be Reconciled with Globalization and the Increasingly Complex Conditions of Resource Degradation in Asian Coastal Regions?», *Ecology and Society* 11, no. 1 (2006).)

Climate change and globalization have been identified as general vulnerability drivers ([Allison et al., 2009](#); [Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Brklacich et al., 2009](#); [Leichenko et O'Brien, 2008](#); [Smit et Wandel, 2006](#)) and SIDS and small-scale fishing communities stand out as being particularly vulnerable groups ([Guillotreau et al., 2012](#); [IPCC, 2017](#); [Monnereau et al., 2013](#); [Schuhbauer et Sumaila, 2016](#); [Turvey, 2007](#)). Small-scale fishing communities are most vulnerable to climate change ([Allison et al., 2009](#); [Guillotreau et al., 2012](#)), the decline of resources ([FAO, 2005](#); [Wong et al., 2005](#)) and political, social and health threats ([Allison et Horemans, 2006](#)).

In the community vulnerability literature, many authors have asked for various exposures to be better incorporated into vulnerability analysis and outcomes ([Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Bennett, N. J. et al., 2015](#); [Brklacich et al., 2009](#); [Bunce et al., 2010](#); [Leichenko et O'Brien, 2008](#); [Smith et al., 2013](#)) and have expressed the need for more empirical studies to link theory and local experiences of multiple exposures ([Silva et al., 2010](#); [Turner et al., 2003](#); [Zou et Wei, 2010](#)). Authors also have asked for analysis incorporating perceptions of vulnerability based on individual values ([Bennett, N. J. et al., 2016](#); [Hicks et Cinner, 2014](#); [O'Brien et Wolf, 2010](#)). Studying a variety of exposures by an analysis of local actors' perceptions of vulnerability in a new case (Maio) is the goal of our research. We use in-depth interviews of local people and experts regarding their perceptions of the marine social-ecological system and of its governance. Answers bring out vulnerability factors that are considered as most important for Maienses and actors working on their marine system. We compare perceptions data with a review of available official reports and scientific studies.

In a context of growing subsistence dependency on a pressured marine environment, this paper examines Maio (Cape Verde) small-scale fishing communities' vulnerability. Maio's vulnerability mainly results from a high sensitivity (namely tied to SIDS features); from various exposures related to global social-environmental changes; and from a low adaptive capacity (e.g., limited financial and human means).

Vulnerability factors are then integrated into a mobility analysis. The mobility concept is defined fully in section 1.3, but a mobility analysis can basically be thought of as a study of the displacements of different elements in and out of the social-ecological system. Our

paper shows that most elements decreasing Maio's vulnerability (e.g. fish catches; governance capacity; educated and skilled people) are leaving the social-ecological system and that most elements increasing Maio's vulnerability (e.g. international interference; industrial vessels; greenhouse gases) enter the social-ecological system. Mobility dynamics therefore aggravate Maio's social-ecological system's vulnerability.

The remainder of this introduction describes the general setting of Cape Verde and the particular setting of Maio island within the archipelago. The introduction ends by defining the concept of mobility, which will be used throughout the article. The methodology section presents an innovative method, the Actor in 4 Dimensions (A4D), which serves to gather actors' perceptions. The findings section compares perceived and effective mobility issues that may impact vulnerability in Maio small-scale fishing communities.

1.1 Cape Verde setting

Cape Verde is part of the Small Island Developing States (SIDS) group (([Banque africaine de développement, 2014](#)). SIDS are comprised of independent oceanic island countries of small size and population with a developing economy status ([Briguglio, 1995](#); [Monnereau *et al.*, 2013](#); [Turvey, 2007](#)). Cape Verde was discovered by the Portuguese in 1456 and became a strategic platform for trading slaves. Cape Verdean culture and language (Creole) are thus descended from Portuguese and African influences. The volcanic archipelago lies about 570 km west of Dakar and comprises 10 islands and 15 islets (Fig. 1, taken from ([Medina *et al.*, 2007](#))).

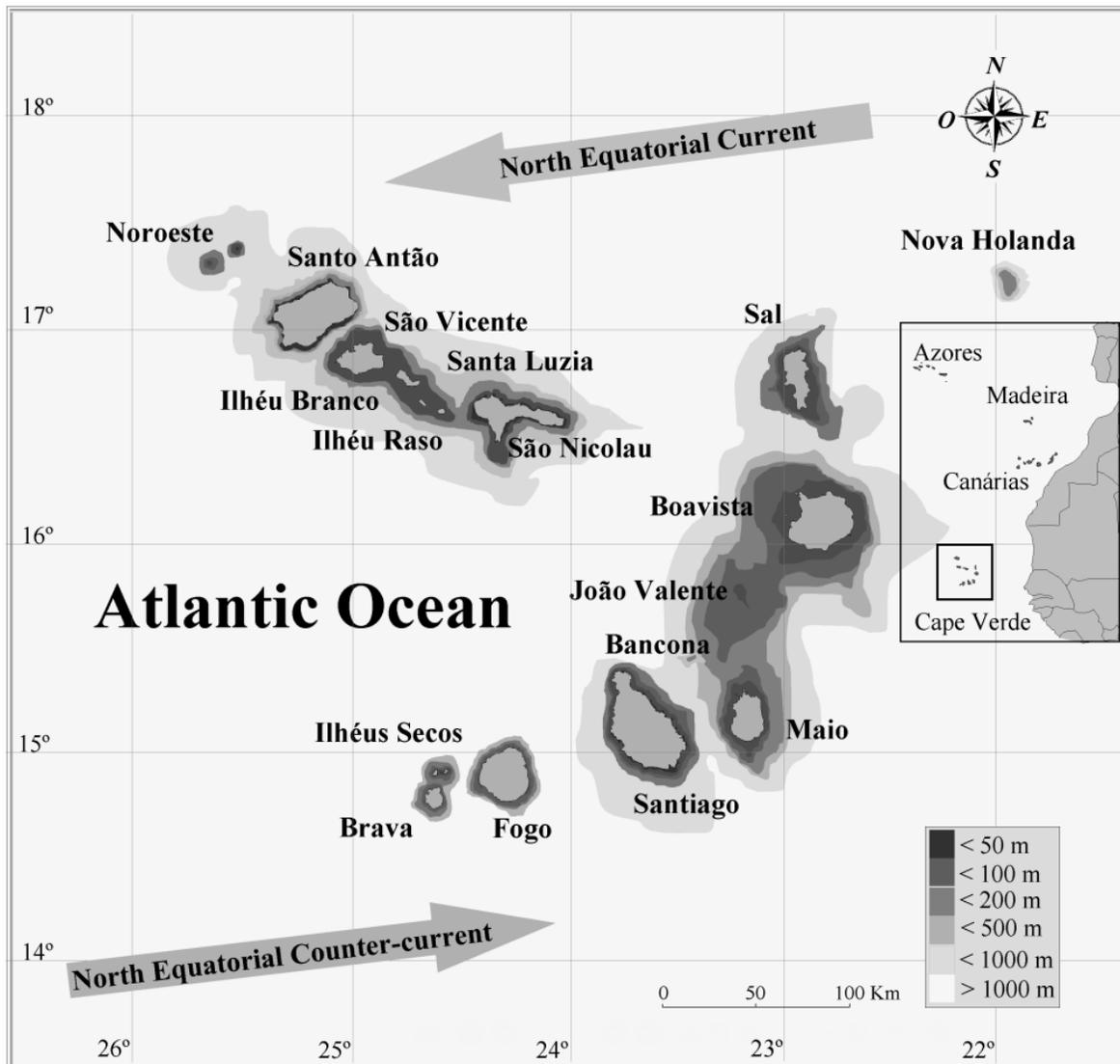


Fig. 1: A bathymetric map of the Cape Verde archipelago (fig. taken from ([Medina, 2008](#)))

Like most SIDS, Cape Verde has a small local market, few exportable resources (mainly fish), and limited agricultural and mineral production, which contribute to the country's sensitivity. It therefore relies heavily on the global and regional context (e.g. imports and transportation costs ([United Nations, 2010](#))) and the environment ([Allison *et al.*, 2009](#); [Barnett et Campbell, 2010](#); [Lee *et al.*, 2014](#)).

Small size, insularity and poor resources combined with inhospitable natural and climatic conditions prevent Cape Verde from being a major producer or exporter or competing in global markets with bigger developing economies ([Resende-Santos, 2016](#)). The country has turned to a services economy (now 75% of the country's gross domestic product or GDP), mainly from direct foreign investments, official development assistance, diaspora remittances and tourism receipts, which are all driven by foreign countries' demand and market policies ([Resende-Santos, 2016](#)). Cape Verde's GDP per capita is around US\$3,000.

Cape Verde also depends on the environment for the subsistence of its people (i.e. via fisheries and agriculture), for tourism development (i.e. to attract foreigners), for transporting goods and services (through the ocean) and for security (relying on stable environmental conditions). Thus, climate change, droughts and rain fall irregularities ([Borges dos Santos, 2016](#); [SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)) combined with insecure agriculture and scarce subsistence and livelihood alternatives ([Callado et al., 2013](#); [SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)) have forced many Cape Verdeans to migrate to cities. Approximately 60% of Cape Verde's population lives in Praia and Mindelo ([Republica de Cabo Verde, 2013](#)).

At a wider level, Cape Verde's history, culture, economy and identity have been shaped by emigration. Cape Verdeans started to leave for the United States in the mid-eighteenth century and later for Europe ([Resende-Santos, 2016](#)). The main reason for emigration has been a lack of food (often caused by droughts) and inadequate economic opportunities. Even if emigration has decreased since the 1970s, the country's main "export" may be its own people, with one of the largest diasporas in the world relative to its resident population. Cape Verde's diaspora supports the country through remittances (about 9% of GDP), but also through tourism demand and knowledge transfer. Therefore, the diaspora has a great influence on Cape Verde's economy and development.

With a mere 261 mm of annual rainfall, Cape Verde is considered a semi-desert territory. Irregular rainfall, low water retention, insufficient freshwater sources ([SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)) and a proportion of only 18.6 percent arable land ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)) limit Cape Verdean agriculture. This harsh insular environment and the country's economic and political dependence resulting from its

colonization history makes Cape Verde especially sensitive to various exposures ([Bennett, N. J. et al., 2016](#)).

With no significant mineral resources other than salt and sand, the ocean (for transportation, trade, tourism, desalinized water) and its fish stocks (for local use, market and exports) thus constitute Cape Verde's principal resources ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)). Fish (mainly yellowfin, bigeye and skipjack tunas, as well as swordfish and blue shark) constitute 85% of Cape Verde's exports. These exports have increased exponentially since 2004 ([Banco de Cabo Verde, 2012](#)). Direct exports and fisheries partnership agreements with foreign industrial fleets draw foreign currencies into Cape Verde ([Câmara de Comércio Industria e Turismo Portugal Cabo Verde, 2015](#); [European Union, 2014](#); [Instituto Nacional de Estatística Cabo Verde, 2015](#)). Fishing activities presently employ 10% of all employed Cape Verdeans (Diop 2012) and that number continues to grow (Baptista 2005; ESR 2011). Most importantly, fisheries support the livelihoods of one fifth of Cape Verde's population directly or indirectly ([FAO, 2008](#); [Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)). Cape Verde's fishing-dependent population grew by 20% from 2005 to 2011 ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)), following the general West African tendency ([Belhabib, Sumaila, et al., 2015](#)).

However, the living conditions of the small-scale fishing population are deteriorating. Fishers' incomes are decreasing while their costs (fuel, material) are increasing ([Belhabib, Sumaila, et al., 2015](#)). For many, if not most, fishing is no longer a sufficient source of income. Instead, fishing has become a safety valve ([Béné, 2003](#)), a last resort subsistence solution ([Oceanic Développement et Lda, 2010](#)) for populations with limited adaptive capacity (Allison, Perry et al. 2009) or those facing poverty ([Baptista et Lopes, 2009](#)) or unemployment in more lucrative sectors such as tourism.

Although fisheries represent a critical activity for Cape Verde's subsistence and livelihoods, they only account for 10% of Cape Verde's primary economic sector ([Câmara de Comércio Industria e Turismo Portugal Cabo Verde, 2015](#); [Instituto Nacional de Estatística Cabo Verde, 2015](#)), which itself only constitutes 8.3% of the country's GDP ([Ministère de l'économie et des finances de la République française, 2018](#)). The fisheries' low

share of Cape Verde's GDP can be explained by many factors, including partnership agreements' massive underestimation of fish value (see section 3.1.1) and the under-recording of a significant part of fisheries' economic activity.

Faced with environmental and anthropogenic changes, Cape Verde also has scarce resources, transportation limitations and high financial, energy and material dependency ([Cesarini, 2013](#)) that narrow its adaptive capacity. Adding to these pressures, the "fishing activity" safety valve is becoming unreliable. Poor fishing-dependent populations are directly affected by more frequent and extreme climatic events ([Niang *et al.*, 2014](#); [Teixeira Santos, 2010](#); [United Nations Environment Programme, 2011](#)) and overfishing, which explains why Cape Verde's small-scale fishing communities' population decreased by 8% between 2005 and 2011 ([Monteiro, 2011](#)), despite the growth in fishing activity and the fishing-dependent population. Effectively, we observe a general growing dependence on fish, but a decline of communities that are organized around fishing activities.

Cape Verde's vulnerability thus comes from its intrinsic sensitivity (SIDS situation, aridity and lack of non-ocean resources), its extrinsic exposures (climate change and overfishing, among others) and low adaptive capacity reflected by low technical, human and financial means to cope with sensitivity and exposure factors.

Cape Verde's constitution (1992) acknowledges its cultural and economic dependence on nature and on the vulnerability associated with that dependence. This concern is also reflected in its national development plans, projects and strategies ([Bonnin *et al.*, 2016](#); [Cesarini, 2013](#); [DGASP *et al.*, 2007](#); [Direcção Geral do Planeamento, 2002](#); [MAHOT-DGA et PCSAPCV, 2012](#); [Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas, 2004](#); [Republica de Cabo Verde, 2012, 2013, 2016b](#)). More recently, two integrated economic and governance strategies have specifically been aimed at making better use of the oceans' goods and services: the "Sea Cluster" and the "Blue Economy Plan" ([Republica de Cabo Verde, 2015b](#); [Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)). However, these documents tend to downplay or neglect the vulnerability of a large part of the population, like the Maienses, who depend on sea services and goods for their very subsistence.

1.2 Maio island

Situated only 23 km from Santiago Island, Maio is one of Cape Verde's poorest islands. Its 275 km² area represents 6.8% of the country's territory. Its population is about 7,000 people.

Maio's precipitation (less than 150 mm annually) and vegetation cover is some of the lowest in Cape Verde ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). This acute dryness exacerbates other environmental problems like erosion, low water retention and food crops. Furthermore, Maio has no groundwater. This island thus relies entirely on desalinated ocean water for its drinking water, made via a process requiring electricity produced with foreign fuel, which is also vital for fishing boat motors. Maio's history and development have been marked by droughts and crises linked to these arid conditions ([Cesarini, 2013](#)). These factors contribute to a more severe sensitivity of Maio island, even compared to Cape Verde's average.

In contrast with its terrestrial aridity ([ECOS, 2012](#)), Maio's marine environment is rich and diverse. Maio's insular shelf extends about 3,560 km² ([Bravo de Laguna, 1985](#)). It forms Cape Verde's most important insular platform, presenting great potential for marine resources and unique marine biodiversity ([ECOS et DECM, 2009](#)) that includes many coral species, sponges, algae, lobsters, cone snails, cetaceans, sharks, turtles, etc. It is home to approximately 75% of the Cape Verdean archipelago's groundfish and pelagic fish ([Stromme et al., 1982](#)). Mauritania's upwelling, the Canary Current, depth currents and the more local "island effect" also enhance Maio's phytoplankton and marine biodiversity ([Almada, 1993](#); [Benchimol, 2008, 2012](#); [Medina et al., 2007](#)). Still, some 30 marine species of Maio are threatened ([IUCN, 2013](#)), justifying protection recommendations by scientists and the government ([Almeida, 2013](#)).



Fig. 2: Map of Maio island
Arrows pointing towards Vila do Porto Inglês, Barreiro and Calheta (fig. taken from ([Maio Cape Verde, 2019](#)))

Maio island's population's subsistence and economy rely on small-scale fisheries. Fisheries' contribution to food security is explained by affordable prices and resource abundance. Fisheries directly contribute to maintaining 160 families on the island (8.5% of the families), and indirectly maintain the whole Maiense community. In 2015, Maio's artisanal fisheries (generally 3- to 8-meter boats with outboard motors) employed 113 fishermen, 24 divers, 89 fish sellers, 14 ship owners, and 1 sport fisher ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). On average, there are two fishermen per boat. Most

fishermen use handlines to catch demersal and pelagic species ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). Maienses annually consume about 67 kg of fish per capita, more than 3 times the national average ([Santos *et al.*, 2013](#); [Tvedten et Hersoug, 1992](#)). While Cape Verde's economy is mainly urbanized and oriented towards the third sector (especially tourism), Maio's economy and Maienses' subsistence depend directly on natural resources (fish, corn and beans, goats and cows, coal and salt) and its population is mainly rural (57%) ([Cesarini, 2013](#); [Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas, 2004](#)).

Maio hosts numerous small-scale fishing communities. The biggest of these communities is Vila do Porto Inglês, with 3,055 people (Fig. 2, taken from ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#))). It is the island's main urban settlement and the seat for city hall and a few governmental organizations' offices. Vila do Porto Inglês's large beach is a fish-landing site for almost a third of the island's boats ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)). It hosts the island's fishermen association's office and the only fishing monitoring station. Calheta (Fig. 2) is the most important fish-landing site of the island with almost half of all Maio's boats ([Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#)), and hosts key fishing actors (including divers who catch fish and lobsters). It is also where buzio (local marine cone snails) catches are increasingly disembarked. The Barreiro settlement (Fig. 2) is home to a strong and united group of fishermen who seek more decision-making power and promote environmentally friendly practices.

Maio's considerable fishing banks and marine resources attract fishermen from other islands ([Cesarini, 2013](#)).²¹ These fish constitute most of the products found in Praia's fish market. Maio's marine resources also attract international fishing vessels, which are often observed on its insular platform ([Cesarini, 2013](#); [Merino, 2006](#)). In addition to the pressure from industrial fisheries, tourism and conservation projects are expected to affect Maienses' vulnerability by changing their livelihood in coming years.

²¹ Marine resources' exploration access is free between the islands.

The following analysis deals with multiple, intersecting factors that influence the vulnerability of the Maio community. It also provides insights into those factors contributing to long-term sustainability in Maio. Since the concept of mobility has emerged as useful for studying Maio's vulnerability and especially to predict vulnerability's evolution over time, it will be defined before going any further.

1.3 Definition of mobility

The concept of mobility has recently been gaining in popularity, but is used in a variety of contexts (as attested by the MARE 2017 conference²²), often without a specified definition. In this paper, mobility refers to the tendency or capacity of an element (e.g. resources, people, species, governance) to move in a given space (e.g. physical, political, economic). When considering a given subspace, each element can have an inward or outward flow with respect to that subspace. For example, **tunas** (resource) being caught in **Maio's waters** (subspace) by a foreign fleet is an outward flow of resources (Fig. 3).

Similarly, a **political decision on Cape Verde's fisheries** (governance) made by an international agency instead of the national parliament (subspace) is an outward flow of governance. The mobility concept thus allows environmental, economic and political factors to be studied in the same framework. Moreover, an element's flow direction with regard to a given subspace can tell us if the vulnerability will increase or decrease over time in the subspace.

22. MARE Conference 2017: "People and the Sea IX: Dealing with Maritime Mobilities", (<http://www.marecentre.nl/2017-conference/>)

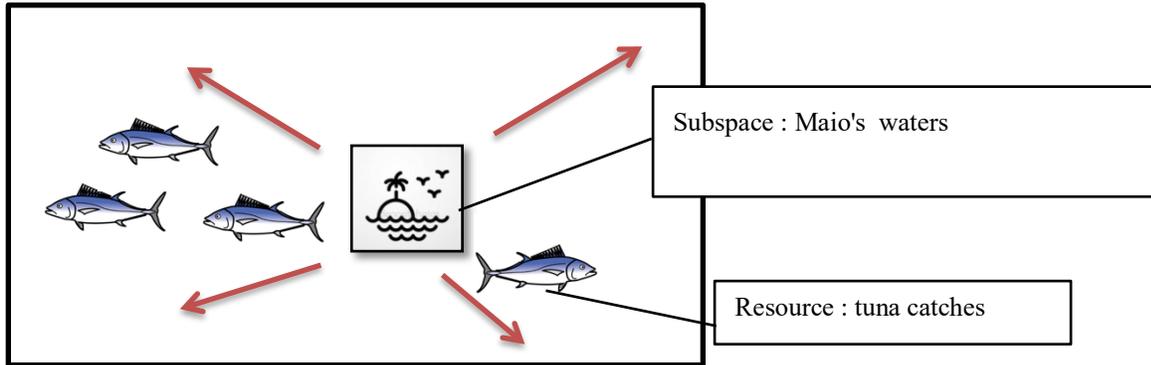


Fig. 3: Tunas' outflow from Maio's waters

The various relationships between mobility and vulnerability, especially critical in SIDS, will be explored in this article. In addition to the mobility concept, which helps visualize and analyze vulnerability in a given space, the comparative analysis of perceptions that was conducted and data concerning some vulnerability elements will be used. The Actor in 4 Dimensions (A4D) is an innovative methodology that allowed Maienses' and marine experts' visions on Maio island's vulnerability to be gathered, while other official data sources allowed data on fishing activities and regulations to be obtained. These methods are detailed in the following section.

2. Methodology

2.1 Analysis of actors' perceptions (A4D)

We followed the Actor in 4 Dimensions (A4D) theoretical and methodological model ([Sébastien, 2006](#); [Sébastien et Paran, 2006](#)). This methodology allows analysis and modelling of an actor's relationship with other actors (the social profile), and that actor's relationship with nature (the environmental profile) ([Sebastien, Lea, 2010](#)) by conducting semi-structured interviews lasting two hours on average. The A4D original methodology also allows studying local environmental governance. It defines the territory as a socio-environmental system, that is to say, as the interrelations between social and environmental issues. Therefore the A4D model aims to qualify the relations between individuals, whether they are strong (powerful)

or weak actors, and the relations between humans and non-humans, whether they are future generations or other species ([Sebastien, Lea, 2010](#)). It aims to examine actors' perceptions of environmental and social issues for a given space. It was designed to provide an understanding of the overall stakeholder dynamics for a territory, based on the analysis of different practices, representations and knowledge about the environment and the actor system.

Our interviews were conducted as part of our ongoing study producing and analysing territorial footprints based on small-scale fishing actors' perceptions of their marine environment and governance. More specifically, we probed how actors defined and perceived the following: 1) services from and threats related to their marine environment, 2) people and projects affecting their social and environmental relationships; and 3) observed and anticipated changes. Though not directly addressing the concepts of vulnerability or mobility nor prompting specific issues, these interviews allowed us to extract the main components that constitute vulnerability from the actors' points of view. Main vulnerability issues that emerged spontaneously from the interviewees are listed in Table 1. Interviewees were mainly selected from the three principal coastal communities of Maio (Vila do Porto Inglês, Calheta and Barreiro). Some stakeholders also come from other cities but were chosen because of their work on Maio's marine environment and governance. The main selection criterion was diversity (of background, age, gender, sector), with snowball references to other actors to interview, which allowed targeting all relevant stakeholders and collecting a diversity of actors' perceptions.

Vila do Porto Inglês, Calheta and Barreiro small-scale fishing communities are relatively homogeneous in their lifestyles and livelihoods and share the fishing territory of the small island. Hence, their interviews were pooled together to sketch a general portrait of Maio's small-scale-fishing communities' perception of vulnerability.

Fieldwork was completed in two on-site visits: one in the summer of 2013 (May-August), and the other in late 2015 (November-December). Locals helped with Creole translation, social facilitation and identifying significant interviewees. In total, 32 members of Maio's small-scale fishing community were interviewed, including 24 from Vila do Porto

Inglès (half fishermen and fish saleswomen, another half working in restaurants, municipal or national agencies and tourism associations), 3 from Barreiro (2 fishermen and 1 student) and 5 from Calheta (fishermen, community facilitators and 1 boat carpenter). Outside Maio's community, 2 members of a local NGO, 7 managers or decision-makers (national or regional level) and 2 scientific researchers working on Maio's marine environment completed the A4D interviews. Other conversations with officials and community members provided broader perspective on how people view small-scale fishing communities in Cape Verde.

Apart from the interview data, very few data are available on Maio's biophysical environment or its socio-economical profile due to onerous study fees and low local academic funding. Subjective data were thus essential to our analysis. Their recurrence and corroboration with external sources guided our work.

2.2 Data sources for fishing activities and regulations

Fisheries data were obtained via the Sea Around Us (SAU) database ([Sea Around Us - Fisheries, 2017](#)). SAU reconstructs catch data using additional available fisheries, socio-economic and population data sources combined with the Food and Agricultural Organization's (FAO) original data based on national reports ([Santos et al., 2013](#)). Reconstructed catches include reported and unreported activities. West Africa's surrounding water (Fishing Area 34: Eastern Central Atlantic) is the region where fishing catches are the most underestimated (by four times) in the world ([Pauly et Zeller, 2016](#)). Research on the SAU database was done by country, sector (artisanal, subsistence or industrial) and commercial group.

Legislative texts were collected via a legislative database ([FAO, 2017b](#)) during the summer of 2016. Jurisdictional data were categorized by type of legislative text, type of activity and by purpose (zone delimitation, activity restriction, management plan approval, etc.). This work was mapped in the "Atlas cartographique de droit de l'Environnement marin au Cap-Vert" ([Bonnin et al., 2016](#)).

3. Results

Table 1 shows the results, concerning vulnerability, taken from the A4D interviews.

Considering the importance of fisheries through interviewees' answers, we decided to divide our results into two main sections: issues associated with a growing fishing crisis and issues not directly related to fishing activities and dependence.

3.1 Main findings from the A4D: a fishing crisis

Interviewees' answers concerning fisheries are categorized into four sub-sections: an outward flow of resources, unfair fishing competition due to a technological gap, deficient control over fishing activities and their own ocean dependence. All of these factors are leading to a growing fishing crisis.

3.1.1 An outward flow of resources

Almost all actors (95%) perceived a fish decline (especially in tunas and sharks) in Maio's waters (Table 1). This was corroborated by Cesarini ([Cesarini, 2013](#)) and by recent anecdotal information and pictures ([Underwood Hewitt, 2017](#)) showing artisanal boats regularly returning empty from their fishing expeditions. Nearly all the actors (98%) also mentioned overfishing and fishing competition as important vulnerability concerns, which they mostly attribute to industrial and semi-industrial boats (88%) entering the fishing zone reserved for locals (Table 1) (3 nautical miles according to law) ([Bonnin et al., 2016](#)). In truth, semi-industrial boats from Santiago and Sao Nicolau increasingly come to fish in Maio's three-mile-zone waters as a knock-on effect from the pressure of foreign vessels fishing illegally in the twelve-nautical-mile zone reserved for Cape Verdean vessels ([Cesarini, 2013](#)).

Table 1: A4D results concerning vulnerability (results for 43 interviewees)

VULNERABILITY ISSUES MENTIONED BY INTERVIEWEES	INTERVIEWEES MENTIONING THE ISSUE
Fish decline (tunas, sharks)	95%
Overfishing and fishing competition	98%
Industrial and semi-industrial illegal fishing in 3 nm zone	88%
Industrial boats technological unequal competition	81%
Need for local boats to be better equipped (adaptation)	67%
Need for refrigeration, transportation and storage facilities	51%
Need for better fishing control and monitoring	98%
Subsistence directly depends on the ocean	98%
Ocean dependence creates poverty and insecurity	84%
Competition between local fishermen / loss of solidarity	60%
Hope rising from conservation initiatives	72%
Need for marine conservation	98%
Transportation insufficiencies	58%
Hope for sustainable tourism	70%
Erosion and floods	51%
Better environmental and political education / knowledge	98%
Communication between local communities and decision-makers and participation in decision-making	53%

According to SAU's data, global industrial catches have tended to increase in Cape Verde's waters (Fig. 4). This corresponds with local perceptions and official statistics showing an increase in national industrial catches since 2008, going from about 4,000 tons to almost 6,000 tons in 2012 (Fig. 5) (INDP 2013) ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)). Both SAU and the National Institute of Fisheries (INDP) graphs (Fig. 4 and 5) also show a slight decrease in artisanal and subsistence²³ catches over time. Maio fishers' annual artisanal catches are estimated at 496 tons ([Cesarini, 2013](#)), slightly more than 1/10 of the country's registered artisanal catches.

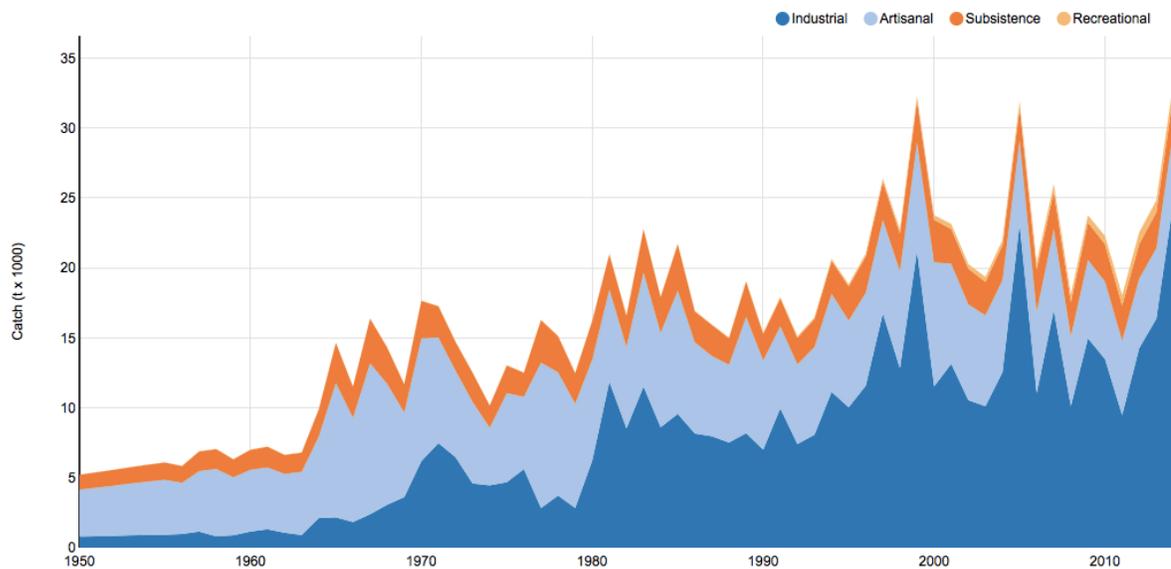


Fig. 4: Reconstructed catches by fishing sector in the waters of Cape Verde ([Sea Around Us - Fisheries, 2017](#))

(Fig. taken from ([Pauly et Zeller, 2016](#)))

23. Artisanal and subsistence fisheries are included in the "small-scale fisheries" category together with recreational fisheries.

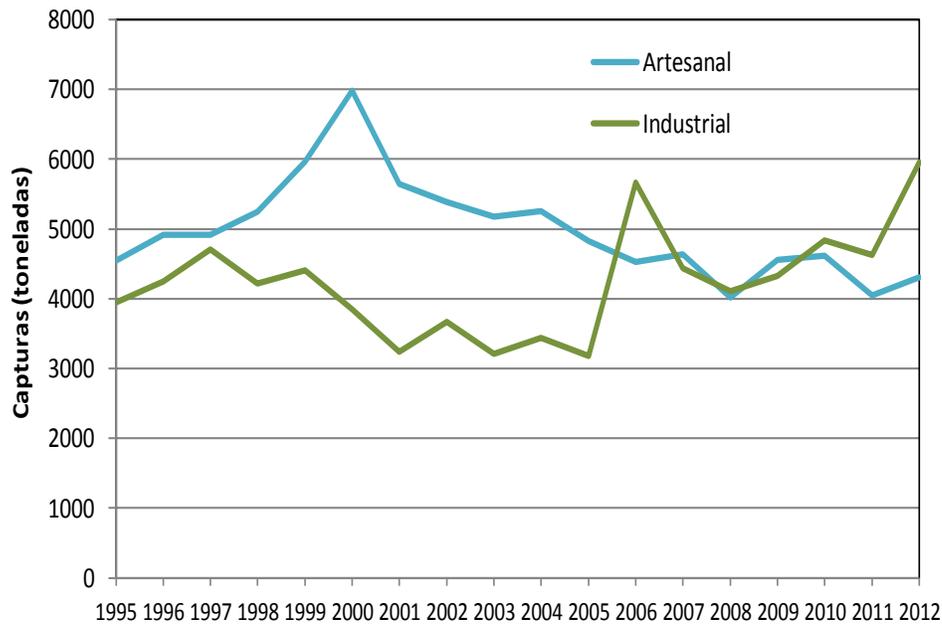


Fig. 5: Catch trend from artisanal and industrial fleets of Cape Verde
(Fig. taken from ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)))

Cape Verde's industrial fishing catches (about 6,000 tons in 2012) are only part of the catches included in SAU industrial catch data (15,000-20,000 tons in 2012). Foreign vessels also fish in Cape Verde's Exclusive Economic Zone (EEZ). Under the tuna fishing agreement (2014-2018), European vessels (from Spain, France and Portugal) are allowed to fish 5,000 tons of tuna, swordfish and blue sharks each year ([European Union, 2014](#)). China has also signed a private "second generation agreement," or joint venture agreement. In fact, Belhabib and colleagues ([Belhabib, Sumaila, et al., 2015](#)) showed that the average annual European fleet's reconstructed catches (2000-2010) are more than three times higher than those reported in Cape Verde's EEZ (19.1 tons x 10³ reconstructed vs. 6.2 tons x 10³ reported) and 4 times allowed catches (5 x 10³ tons) ([European Union, 2014](#)). The average annual Chinese fleet catches are almost 10 times higher than officially reported (13.9 tons x 10³ reconstructed vs. 1.4 tons x 10³ reported) for the same period ([BelhabibSumaila, et al., 2015](#)).

Indeed, the data are more difficult to find and analyze for China due to opaque fishing agreement terms and conditions ([BelhabibSumaila, et al., 2015](#); [Standing, 2008](#)). These types

of agreements result in reflagging China's vessels as Cape Verdean vessels. As observed in Mauritania and Senegal, Cape Verde's industrial fleet is probably mainly constituted of reflagged foreign vessels ([Belhabib *et al.*, 2012](#); [BelhabibSumaila, *et al.*, 2015](#); [Cesarini, 2013](#); [Obaidullah et Osinga, 2010](#); [PRODOC, 2010](#); [Santos *et al.*, 2013](#)). In truth, only a few genuine Cape Verdean vessels are able to go offshore (>12 nautical miles from baseline) ([Santos *et al.*, 2013](#)).

The European Union (EU) pays on average 525,000 euros per year to fish in Cape Verde's EEZ ([European Union, 2014](#)). For its part, China compensates Cape Verde in confidential and indirect ways ([BelhabibSumaila, *et al.*, 2015](#)) such as by participating in building a dam, a stadium and a hospital ([BelhabibSumaila, *et al.*, 2015](#); [Escobar et Kimbamba Simoes, 2012](#)). However, analysts wonder if these payments are truly related to fisheries. In fact, financial compensations offered by the EU and China (average values between 2000-2010) for fishing in Cape Verde's EEZ are extremely low. Officially, their compensation should be 0.3% and 9% respectively, but the actual compensations are in fact 0.1% and 1% respectively ([BelhabibSumaila, *et al.*, 2015](#)). Such low levels of compensation for fishing cannot help local communities adapt to hugely increased overfishing by foreign vessels.

The aforementioned opaque and inequitable fishing practices are nonetheless compatible with the United Nations' Convention for the Law of the Sea (UNCLOS, 1982) ([FAO, 2017a](#)). The UNCLOS states that a coastal State must determine its EEZ's allowable catch and must give other States access to the part of the allowable catch that it will not harvest itself ([Ndiaye, T., 2011](#)). However, like other developing countries, Cape Verde does not have the technical or financial means to evaluate its fishing stocks. Therefore, it relies on foreign evaluations of its resources ([COFREPECHE *et al.*, 2013](#)) that may be biased. Although UNCLOS specifies that fishing agreements should not jeopardize local development and livelihoods, the burden of proof rests on the coastal State's shoulders. Partnership countries are also likely to put economic and governance pressure on Cape Verde, as they are also the ones providing "international development aid."

Cape Verde's industrial fishers proportionally target small pelagic (54%) and large pelagic fish (40%), while artisanal fishers prefer large (41%) and small (33%) pelagic fish ([Almeida, 2016](#)). According to the few (about 9.4%) foreign fleets' reported catches, foreign vessels target and catch mainly migratory (mobile) species such as tunas, swordfish and sharks as bycatch ([Fonseca, 2000](#); [Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas, 2004](#)). Foreign fleets are thus in greater competition with artisanal fleets, even if also competing with Cape Verdean industrial fleets. Also, some species included in the agreements are fragile: bigeye tunas are considered overfished while skipjack tuna is barely above sustainable exploitation levels ([ICCAT, 2017](#)). Competition for declining stocks thus occurs around Cape Verde's archipelago, without noticeable measures to reduce the pressure on fish populations.

In Maio, artisanal fishers find that tuna has become rarer over at least the last ten years. For that reason, they turn to small pelagic fish, namely the vulnerable and declining Atlantic horse mackerel ([IUCN, 2013](#)) from the commercial perch-like group (SAU categories), and other low-value species traditionally used for subsistence ([Belhabib, Sumaila, et al., 2015](#); [Cesarini, 2013](#); [Direção Geral dos Recursos Marinhos et PRAO-CV, 2016](#); [Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas, 2004](#)). Figures 6 and 7 show that industrial fishing vessels have increased their pressure both on tuna populations and perch-like fish populations, at the expense of artisanal and subsistence fishers. Effectively, artisanal fishers constitute 100% of Cape Verde's small-scale tuna fishers while they constitute two-thirds of small-scale fishers of perch-like fish; the remaining third is comprised of subsistence fishers.

In addition to being associated with foreign industrial overfishing, this fishing crisis results from a lack of local technological means, from inefficient control and monitoring, and from a great dependence of local communities on the ocean.

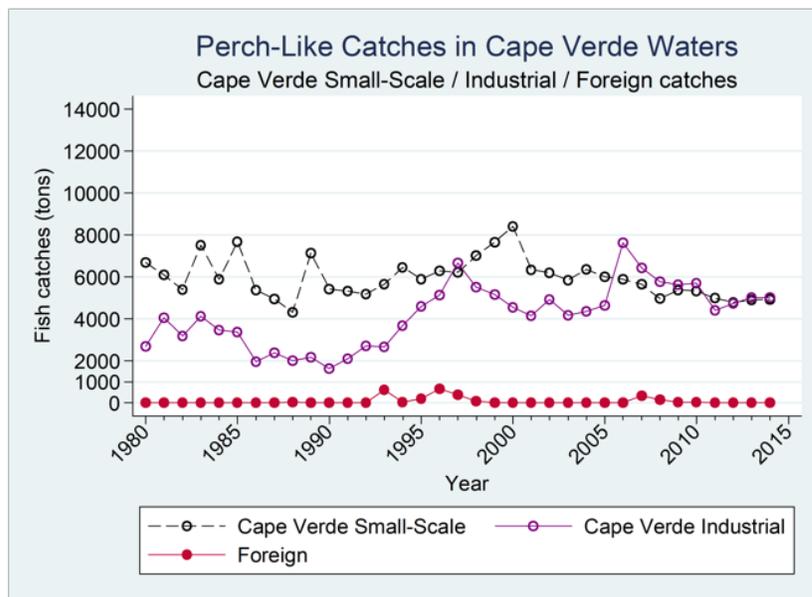
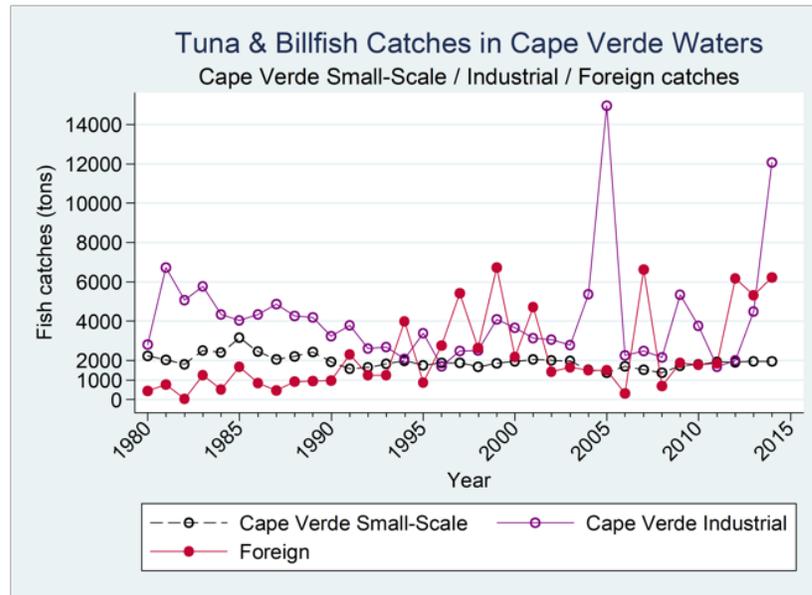


Fig. 6 and 7: Tuna, billfish and perch-like commercial group catches in Cape Verde's water by country and sector
Data taken from ([Pauly et Zeller, 2016](#); [Sea Around Us - Fisheries, 2017](#)).

3.1.2 Unfair fishing competition due to a technological gap

Of the interviewees, 81% mentioned industrial boats poaching in the three-nautical-mile zone reserved for local artisanal fishing as a critical threat because industrial boats outcompete local small boats (Table 1). Industrial vessels and fishers also threaten Maio fishers' security when the latter try to defend their fishing rights (e.g. through voluntary or involuntary collisions). Such unequal fishing competition between national (smaller and low equipped) and foreign (with high fishing capacity) vessels also concerns scientists ([Almeida, 2016](#); [Cesarini, 2013](#)). On the other hand, 67% of the interviewees could see bigger boats and technology like GPS and fish aggregating devices (FADs) as adaptation capacity factors if used by locals to enable them to fish more efficiently and safely (Table 1), even if they are aware that this could increase overfishing. Faced with declining fishing stocks, fishers don't see how they could survive without motors and diving gear for profitable species such as lobsters and buzios [*Strombus latus*, gastropod]. Thus, technological inputs appear helpful in assuring day-to-day food security in Maio as long as industrial fishing occurs in the island's local zone, and overfishing of migration species like tunas continues offshore. Moreover, tracking fish may be complicated in the near future, due to climate change, rising ocean temperatures and fish migrating in search of their ecological niches ([Boyd et al., 2014](#); [Sumaila et al., 2011](#)). Technological adaptation (bigger, more robust and better equipped vessels) may thus become unavoidable for small-scale fishers in our globally changing social-ecological context. Increased fishing effort is therefore predicted ([Belhabib et al., 2016](#)).

Many Maienses interviewed for this study (51%) also expressed the need for sustainable fish storage installations and tools (cannery, ice machines, distribution trucks, etc.) on their island (Table 1). Better refrigeration and transportation conditions would allow small-scale fishers to adapt to the longer boat trips now necessary to catch scarcer fish and to overcome fuel cost increases by going out to sea less often.

3.1.3 Lack of control over fishing activities

Almost all interviewees (98%) asked for better control and monitoring of fish size, fishing season, gear and zones (Table 1). Foreign fishing fleets excessively and illegally pressuring Maio's declining fish stocks is the main concern for local fishing communities. This vulnerability factor has been corroborated by other data sources and reports ([Almeida, 2016](#); [ARSF, 2011](#); [Cesarini, 2012](#); [DGT et WWF, 2010](#)), which further underline the need to protect artisanal fisheries from industrial fisheries and illegal practices.

Interviewees were also concerned with poaching and illegal fishing by their peers. They wished for measures to improve locals' well-being to prevent them from poaching and engaging in illegal fishing out of necessity. Thus, although lobster fishing is mostly associated with industrial fishing for exportation, some artisanal fishers also fish for pink and green lobsters ([Cabo Verde Natura 2000, 2001](#)) by illegally diving with scuba tanks ([ARSF, 2011](#); [Cesarini, 2013](#); [Republica de Cabo Verde, 2011](#)) and then sell them to local restaurants ([Ministério do Ambiente Agricultura e Pescas, 2004](#); [Monteiro, 2011](#)). As a result, the stocks of pink lobsters ([ARSF, 2011](#)) and buzios (also caught by diving) have dropped markedly and are now mainly disembarked in Calheta to avoid the monitors in Vila do Porto Inglês.

Maio's territorial control is theoretical: neither the national police nor the maritime and harbor institute (IMP) delegation possess even a boat. This is also true at the national level as Cape Verde's marine protection relies on insufficient agreement fees, paid by those most likely to overfish ([PRODOC, 2010](#)).

3.1.4 Ocean dependence and communities' subsistence

As mentioned by 98% of the interviewees, Maienses subsist directly on the ocean for fishing, food transportation and drinkable water via desalination, as well as for the jobs it provides (Table 1). Given fish depletion and uncertain ocean services due to climate and global changes, 84% of the interviewees mentioned that this dependency creates poverty and prevents fishers from properly feeding themselves and caring for their families' health and education (Table 1). General poverty also worsens other vulnerability exposures and hinders

adaptive capacity. For instance, changing jobs, moving or overcoming problems such as repairing a damaged boat become more difficult without money. As fuel and fishing materials are increasingly expensive, nationally fixed fish prices don't provide sufficient benefits for fishers ([Rodrigues et Villasante, 2016](#)). Concomitantly, basic products (fruits, vegetables, meat) become unaffordable for the whole community with revenue so low. Furthermore, fishermen tend to direct their children towards other jobs due to artisanal fisheries' precariousness, causing a loss for Cape Verde and Maio culture to which, paradoxically, they are deeply attached.

This general precariousness due to fish decline, fishing competition and poor livelihood conditions induces suspicion and competition between fishers resulting in a detrimental reduction of cooperation within the community (less fish sharing with those in need) and between fishers (e.g. secrecy regarding fishing sites, decreased sharing of tools) according to 60% of the actors interviewed (Table 1). To counter this erosion of trust and social cohesion, many actors mentioned feeling hopeful about conservation initiatives such as turtle protection community patrols (72%) (Table 1). However, many feel doubt and fatigue about bigger projects (e.g. PRAO fisheries' co-management program, projects of marine protected areas), which mobilize them but never seem to come to fruition.

This relationship with the ocean (subsistence possible as long as there are fish) keeps Maienses on their island, in comparison with the rest of Cape Verde. However, the retention of people in Maio may not be entirely deliberate, but rather a consequence of Maienses' financial inability to leave their island (involuntary immobility). Maio's outflow of people is therefore lower than the country's average, but as a consequence, the inflow of diasporic remittances is also lower.

3.2 Other findings concerning non-fishing issues

Interviewees mentioned other non-fishing issues that may affect Maio's vulnerability, which we divided into four sub-sections: insufficient conservation, projected tourism developments, climate change and improper governance at different levels.

3.2.1 Marine conservation prospects

Marine conservation can also be considered a mobility issue, since the government and communities try to protect their (more or less) mobile marine biodiversity and resources as much as possible by implementing marine protected areas (MPAs). Species (mostly benthic, groundfish, reef and coastal species, but even tunas and sharks) and habitats are thus protected for their intrinsic and aesthetic values, but also for local fishermen. By regulating fishing methods, seasons and sizes, MPAs ensure sustainability and even growth of marine populations. MPAs also are a way to attract species, which will come to sheltered areas to breed and feed. Therefore, it could be argued that marine conservation aims to limit and even (when efficient) reverse a certain outward flow of marine catches.

Most interviewees (98%) considered that there is a real need for marine conservation measures (Table 1) in Maio that could reduce their sensitivity to offshore overfishing (albeit with little impact on the highly mobile tuna population). Although many considered that more MPAs should be created, most interviewees considered the absence of monitoring, control and patrolling as a central issue undermining any conservation project's success.

The Cape Verde National Network of Protected Areas (RNAP) was decreed in 2003 ([Bonnin et al., 2016](#)) despite which no MPAs existed in 2012. In 2014, however, 5.47% of Cape Verde's marine territory was protected ([MAHOT-DGA et PCSAPCV, 2012](#); [Republica de Cabo Verde, 2016a](#)). The approval of MPA management plans started in 2015 ([Bonnin et al., 2016](#)). Given these recent changes, developments in marine protection are expected soon.

In 2014, Maio's MPAs were structured into a comprehensive network, the Maio Island Protected Areas' Network (RAPIM), covering 36,009.74 hectares of which 28,418.76 are marine ([Cesarini, 2013](#)). This equals about 25% of the RNAP's marine surface, greatly surpassing Maio's proportional surface of Cape Verde (7%) ([Cesarini, 2013](#)). In accordance with the National Protected Areas' Strategy, the RAPIM aims to thoroughly conserve cultural and natural values for society and environmental health ([Cesarini, 2013](#); [MAHOT-DGA et PCSAPCV, 2012](#)). It also promotes co-management practices for the benefit of all stakeholders ([Cesarini, 2013](#)). However, even if a thorough management plan was created

for the RAPIM, it can still be considered a "paper park," since it has not yet been approved by governmental authorities and no infrastructure, operationalization equipment nor financial means ([Cesarini, 2013](#)) have been put in place to make the protected areas' management effective.

3.2.2 Transportation and infrastructure as a trade-off for more tourism

Of the interviewees, 58% expressed their vulnerability to transportation insufficiencies (Table 1). While limited transportation to and from the island helps preserve the island and the population's lifestyle (less infrastructure, noise and traffic), local people need better mobility to bring food, fuel, people and services to the island. They must travel and distribute goods and services on and off the island. For now, the lack of transportation seriously hinders travel to Cape Verde's capital, Praia (even if it is only fifteen minutes by plane and three hours by boat), resulting in inadequate access to medical services, jobs, markets and governmental agencies, and, as a result, increases Maio's great dependency on its own declining and scarce resources and services. Difficult navigation conditions can effectively halt food and fuel delivery for two to three weeks during the winter (due to greater currents and bigger waves), creating an even more precarious situation for those living in Maio.

Likewise, 70% of interviewees would like to see some tourism development on a small, sustainable scale (Table 1). They hope that this would bring some money, transportation facilities, infrastructure and water and sewage treatment plants to Maio. Effectively, at present, no sewage treatment is available and garbage is burnt in Maio, creating marine and air pollution. The tourism agency (SDTIBM) development plans include such facilities and infrastructure, but also expect Maio's population to increase from 7,000 to 53,000 people in 30 years ([Republica de Cabo Verde, 2013](#); [SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)). This would be combined with massive changes (golf course, spa, etc.) and the construction of roads, harbors and a new international airport ([Republica de Cabo Verde, 2013](#); [SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)).

Maio island's specific values of quietness, security, pleasantness and nature are thus threatened by the tourism plan, even though those values are supposed to be at the plan's

core ([ECOS, 2012](#); [Republica de Cabo Verde, 2013, 2016a](#)) and despite the fact that Maio's high vulnerability and need for protection were acknowledged by the SDTIBM ([SLN Cabo Verde et SDTIBM, 2008](#)). Alternative solar and wind sources of energy, garbage collection, recycling and treatment are also incorporated in the plan ([Republica de Cabo Verde, 2013, 2016b](#)).

A brief look at recent tourism developments on Maio's neighbouring islands, Boa Vista and Sal, shows that a tourism surge can increase poverty and inequities ([Cesarini, 2013](#)) as well as local population emigration ([Sanchez-Canizares et Castillo-Canalejo, 2014](#)). Limited mobility of tourists (clients kept at the resort) ([Cabo Verde Natura 2000, 2001](#)) and a high rate of import of products from elsewhere (even fish, although it is the most important resource on the island) and staff immigration ([Sanchez-Canizares et Castillo-Canalejo, 2014](#)) result in locals' loss of identity, social cohesion, and in urban elements overtaking natural landscapes ([Cesarini, 2013](#)). Consequently, studies warn that badly planned tourism can create economic, social and environmental upheaval ([Cesarini, 2013](#); [Sillitoe, 2009](#)). The country's real capacity to implement a balanced, sustainable territorial plan including fisheries, conservation and tourism thus represents a great challenge ([Cesarini, 2012](#)).

3.2.3 Findings related to global environmental issues: climate and ocean changes

Climate and ocean changes aggravate the Maiense community's vulnerability. Effectively, greenhouse gases from foreign emitters influence Maio's environmental chemical and physical conditions. For instance, temperature and ocean levels rise, sea currents change and the island erodes. From the mobility perspective, these issues constitute an inflow of changes caused by global transformations. During interviews, Maienses mentioned the growing unpredictability of seasons and ocean conditions. Erosion and floods are Maienses' most important physical condition concerns (mentioned by 51% of the interviewees) (Table 1). Sand extraction and coastal construction also constitute exposures that increase Maio's sensitivity to these hazards, while insularity, small surface area and poverty prevent islanders from escaping or seeking refuge, hindering their adaptive capacity when faced with climate change and associated conditions.

Studies predict a global temperature rise of at least 3 °C by the end of this century, with specific dramatic impacts on West African arid zones and Cape Verde ([Niang et al., 2014](#)). A UNESCO report records that Cidade Velha, Cape Verde's historic center on Santiago island, could be flooded if average global Earth temperatures rise by even as little as 1.3 (+/- 0.8) °C ([Marzeion et Levermann, 2014](#)), a scenario well below the 3 °C increase expected before 2100 ([GIEC, 2014](#)). However, Vila do Porto Inglês (Maio island's capital) only sits 4 meters above sea level, lower than Cidade Velha. The whole town as well as many populated areas bordering Maio island could be flooded sooner. In a more immediate future, an important part of Maio island, found directly at sea level, will need to be moved, namely fishing boat landings and boat parking sites, the fish market and fishing association as well as tourism infrastructures. Areas that manage to avoid permanent submersion will increasingly endure frequent flooding with considerable damage ([Vitousek et al., 2017](#)).

The impacts of sea-level rise on local populations' vulnerability will be aggravated by intensified extreme events, modified coastal circulation and erosion, saline infiltration and increases in the ocean's temperature and acidity ([ARSF, 2011](#); [Niang et al., 2014](#); [UEMOA, 2010](#)). As 80% of Cape Verde's population lives in the coastal zone, in houses made of non-resistant materials, the population is very sensitive to exposures such as coastal hazards and sea level rise. Concerning Maio's adaptive capacity, interviews showed that local people don't know how to adapt or react to floods and erosion hazards, except by enforcing laws prohibiting sand extraction (i.e. Decreto-Lei no.2; 2002) ([Bonnin et al., 2016](#)).

3.2.4 Findings related to governance: locals' concerns neglected

The country's official development assistance from the OECD Development Assistance Committee and from international organizations such as the European Commission, the World Bank and the African Development Bank totaled US\$1,900 million between 2000 and 2012. Cape Verde's important dependency on the eurozone, which imports 79% of the country's products ([Republica de Cabo Verde, 2013](#)) and especially fish, makes it particularly vulnerable to foreign market variations, as was proven during the 2008 economic crisis, which greatly affected Cape Verde. Cape Verde also imports 80% to 85%

of its first-necessity goods and 100% of its oil and derivatives ([Republica de Cabo Verde, 2013](#)). Electricity used for desalination is produced at thermal power stations that use diesel and fuel oil, meaning that a shortage of fuel could have tragic consequences ([Cesarini, 2013](#)).

As for money inflow, regional and international aid and economical agreements usually come with an engagement of the beneficiary to implement "good governance measures" ([Banque africaine de développement, 2014](#); [Commission sous-régionale des pêches, 2017](#); [European Union, 2014](#); [Oceanic Développement et Lda, 2010](#)). This translates into developed countries inspecting and influencing Cape Verde's fishing and other marine regulations and policies, which represents a loss of governance powers for Cape Verde. While local small-scale fishing communities can hardly influence their national government's decision-making process due to their physical, socio-economic and educational isolation and their lack of financial and organizational means, foreign aid donors and commercial partners ultimately have greater access to Cape Verde's governmental decisions via official boards and informal meetings. This outward flow of governance capacity results in distant governance not reflecting local communities' main issues, such as decreasing fish stocks, illegal fishing and impoverishment.

Finally, although development assistance and international aid seem impressive in small dependent countries like Cape Verde, it has been estimated that the net value of landed fish catches (landed value + processing + marketing) extracted from West African waters by the EU and China alone probably equals the average net total development assistance and development aid received by West Africa between 2000 and 2010 ([BelhabibSumaila, et al., 2015](#)). Accordingly, developing Cape Verde's secondary economic sector (transformation) combined with a re-appropriation of its marine resources would generate economic benefits comparable to current foreign financial assistance. However, most developed countries crucially need West African fish stocks. For example, European catches in West African waters contribute to about 25% of Europe's total fish catches ([Alder et Sumaila, 2004](#)). With such an interest in fishing in West Africa, international regulatory and economic pressures for fishing "rights" from developed countries will not end soon. This international pressure to access Cape Verde's waters is somewhat exemplified by the posture adopted by its main

foreign fishing countries (Europe, China and Japan) in international trade meetings. The latter effectively push to minimize the regulation of fishing subsidies, even if these are proven to be detrimental to the countries and the resources where they occur ([Campling et Havice, 2016](#); [United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)).

At the national level, ministries' and agencies' responsibilities and mandates overlap while voids remain ([Benchimol et al., 2003](#)) with respect to the protection and surveillance of local fishing zones. However, 98% of the interviewees think that better environmental and political knowledge could reduce small-scale fishing communities' sensitivity and improve their adaptive capacity by giving them tools to better understand their community's situation and react effectively (Table 1). Half of the interviewees (53%) expressed the need for better communication and information sharing between local communities and decision-makers (Table 1). This should make higher-level decision-makers more aware of local realities and hopefully enable Maienses to be included in the process of marine policy making. For instance, informed and organized Maienses could participate in decisions taken at the national level on topics that affect them (e.g. fishing and conservation). But for that, they need to be informed about decision processes, and national decision-makers should also be informed of decision terms (transparent and independent data on stocks, activities and markets) when negotiating with other countries.

4. Conclusion and possible solution outlines

This study provided information on Maio's small-scale fishing communities, about which little was previously known. Our A4D method revealed actors' perceptions regarding their vulnerability and we compared these results with other available data. Most vulnerability factors can be classified into sensitivity, exposures or adaptive capacity factors (Fig. 8) even if they may overlap or play different roles depending on the issue that is studied. For instance, reliance on local fish could be a sensitivity factor while analyzing exposure to overfishing; but it could also be an adaptive capacity factor while analyzing exposure to other market-driven changes in protein availability (e.g. Chinese chicken).

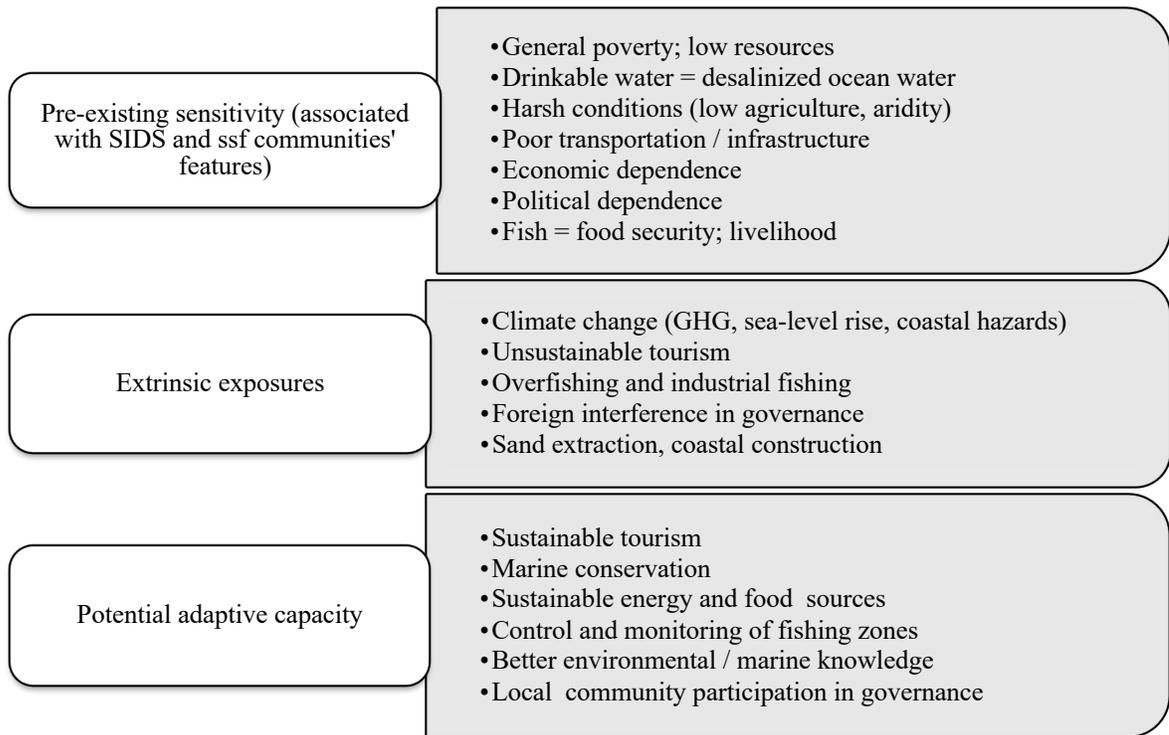


Fig. 8: Vulnerability factors of Maio (from interviews and other official data)

We also proposed a clear definition of the mobility concept, which provides a general theoretical framework suited to analyze environmental, economic, political and sociological issues on the same footing. Mobility analysis allows for hypotheses about the direction of change in vulnerability factors over time.

In some ways, the mobility analysis converges with political economy theories ([Prebisch, 1988](#)) as the study showed that *center countries* such as the European Union dominate *peripheral countries* such as Cape Verde through their economic, financial and technological superiority and through the periphery's fragmentation and unequal markets. In general, Cape Verde's dependence can be characterized as an outflow of sovereignty, capital

(due to debt²⁴ repayment) and resources. This dependence, coupled with forced neoliberal policies such as privatization, impairs Cape Verde's development and may be incompatible with poverty reduction, especially if wealth is not shared equitably (Andrade, Elisa, UNESCO 2000).²⁵

Since around 2000, Maio's artisanal fishers have witnessed an outflow of their most profitable fish stocks from their reserved fishing zone, due to industrial (over) fishing. This outward flow of a critical livelihood resource increases the vulnerability of Maio's fishing-dependent communities, threatening their subsistence. Ultimately, Cape Verde's growingly fishing-dependent population will also be affected. The remaining most profitable fish stocks could still be reached by local artisanal fishers provided greater mobility and technology means, but they plead instead for a more sustainable solution: restraining overfishing and poaching. They call for reducing the inward flow of industrial fishing boats, particularly those from foreign (subsidized) fisheries, which, however, requires governmental authorities to act decisively. Structural factors obstruct this process: distance and poor transportation separating Maio island inhabitants and governmental decision-makers, political inefficiencies and the need to "merit" international aid. All these factors indirectly feed into neglecting the needs of locals and instead emphasize foreign entities' economic fishing interests in the decision-making process.

Just like in many other SIDS, the development of tourism has been proposed by government authorities to strengthen the economy of Maio and to limit its vulnerability. However, mass tourism would create unprecedented imbalances and still would not address the most pressing livelihood issue of offshore overfishing. Moreover, the uncontrollable but predictable

²⁴ Cape Verde's debt equals 133% of its GDP.

²⁵ Quelques aspects du développement économique, social et politique aux Iles du Cap-Vert (1975-1999) : Gestion des Transformations Sociales - MOST - Document de discussion no.49.

catastrophic effects of climate change are on the horizon, specifically flooding. In a context of deteriorating livelihoods, the mobility of Maio's population must be increased on the island and between Maio and other Cape Verdean islands. This would improve Maienses' adaptation and alleviation capacity as they face growing threats to their safety and subsistence means.

With regard to governance, delayed implementation of fisheries, conservation and tourism projects hinders effective action in spite of Cape Verde's progressive and forward-looking environmental laws and official documents. Cape Verde also remains financially dependent on the European Union and foreign countries and, even if its GDP and development indices increase, fishing communities are increasingly vulnerable to environmental and socio-economic threats.

A summary of the global situation is that, at every scale, elements limiting vulnerability (effective financial and human means, subsistence means, quietness, fish abundance) have tended to decrease over time (except in the case of hypothetical conservation). Elements increasing vulnerability (governance interference, subsidies to foreign fleets, greenhouse gases (GHGs), industrial fishing, lack of preparation for change and hard fishing conditions) have tended to increase over time, except for emigration, which is limited for now, due to foreign countries' restrictive immigration policies. Tourism is an uncertain solution since it can have both positive and negative repercussions depending on its scale and degree of sustainability. For Maio, most elements are flowing in the opposite direction required to decrease its vulnerability (most beneficial elements – in green - going out and most harmful elements – in red coming in) (Fig. 9). Elements in the dashed green arrow are beneficial, but with limited and irregular flows.

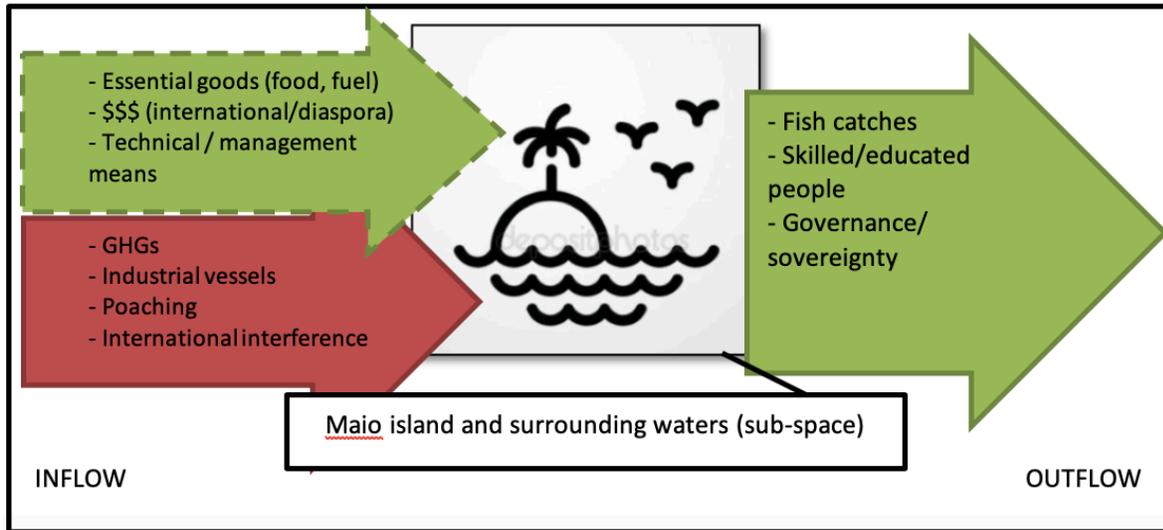


Fig. 9: Main inflows and outflows of resources, people and governance contributing to Maio's vulnerability

Our analysis showed that if actual flows of resources, people and governance are maintained, Maio's vulnerability will grow. We argue that stopping or reversing strong negative flows (the red arrow in Fig. 9) would limit Maio's vulnerability. For instance, pushing back industrial vessels from Maio's local fishing zone and increasing Maienses' participation into decision-making (instead of letting foreign countries interfere in national fisheries' decisions) would decrease the social-ecological system's vulnerability.

Our study contributed to the literature on SIDS by sharing the example of Maio island's small-scale community in Cape Verde. It answers the demand for more studies on actors' perceptions of vulnerability (Bennett, N., 2016; Hicks et Cinner, 2014; O'Brien et Wolf, 2010) with the results of our 43 interviews. We added data on governance and vulnerability links (Adger 2006) and outlined relations between vulnerability and mobility. As most SIDS share similar features with Maio's in terms of sensitivity, exposures, adaptive means and mobility, we think that vulnerability issues and anticipated evolution of vulnerability may inform other SIDS cases.

Solutions to these kinds of mobility and vulnerability issues have been raised in the literature. These solutions involve cooperation within the community and with other African

countries facing similar negotiating weakness with foreign countries ([Kaczynski et Fluharty, 2002](#)), or with countries such as New Zealand, that have positioned themselves as opposed to toxic fishing subsidies and clamor for greater regulation ([McClay, 2015](#); [United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). Knowledge of stock assessments and activities in Cape Verde's waters must be included in negotiations to ensure informed decisions are made and to avoid fish depletion ([Kaczynski et Fluharty, 2002](#); [NDiaye, P. G. et al., 2010](#); [Ndiaye, T., 2011](#)). One of Cape Verde's governance priorities should therefore be to better study and monitor its marine environment, resources and activities. Monitoring could eventually be funded by supportive countries' savings generated by diverting their subsidies ([World Bank, 2017](#)). Experts also promote better local processing and marketing of Cape Verde's fish ([FAO, 2005](#)). In the specific case of Maio, the island must invoke its important contribution to Praia's fish market ([Cesarini, 2013](#)) and underline that its unique fishing grounds ([Benchimol, 2008](#)) must be preserved in order to pursue fish exports and maintain Cape Verde's protein supply. Regionalization and self-sufficiency projects (e.g. renewable energy, garbage and water treatment plants – already included in the country's and island's development plans ([Bonnin et al., 2016](#))) would also help with Maio's adaptive capacity. Moreover, increased autonomy brings more power in decision-making ([FAO, 2015](#)). The flow of governance and resources needs to be redirected towards Maio in order to avoid dramatic consequences for local communities. Finally, as Maio relies on fishing and the ocean for its subsistence, foreign countries' help should consist of diminishing the fishing pressure applied in Cape Verde's waters and effectively assisting communities to take control of their waters. In developed countries, cutting fishing subsidies ([United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#) ; [World Bank, 2017](#)) and focusing energy on helping their own fishing stocks recover would also pay in the long run and be more profitable to their people. If West African socio-ecological systems were preserved, it would *in fine* help developed countries, since population migration and social conflicts increase as subsistence and economical means decrease.

CHAPITRE 4
DISCUSSION GÉNÉRALE :
CONVERGENCE DES GOUVERNANCES *DE JURE, DE FACTO* ET
DÉSIRÉES; LIEN AVEC LA VULNÉRABILITÉ

L'objet de la recherche était de mettre en relation les gouvernances marines de jure, de facto et désirées du SSE de Maio et de répondre à la question : « Comment les gouvernances marines et côtières officielles (de jure et de facto) et désirées se comparent-elles sur l'île de Maio? ». Autrement dit, nous nous demandions : « Quels éléments convergent et lesquels divergent, entre les gouvernances marines de jure, de facto et désirée de Maio ». Nous exposerons donc les éléments identifiés comme se trouvant dans l'un ou l'autre des types de gouvernance étudiés.

Dans ce chapitre, nous revenons brièvement sur le chapitre 3 présentant les résultats, puis analysons la convergence des gouvernances de jure, de facto et désirées à Maio. Nous analysons les causes de ces convergences ou divergences, et validons notre hypothèse dérivée selon laquelle celles-ci seraient influencées par la vulnérabilité et la mobilité des éléments du SSE. Cette analyse nous mène à considérer les écueils de la gouvernance marine, et à proposer des considérations et pistes de solutions pour mieux répondre à ses enjeux. Nous proposerons certaines généralisations liées aux enjeux plus vastes de la gouvernance et du développement des PEID.

Il est à noter que malheureusement, nous n'avons pas réussi à joindre le groupe des pêcheurs industriels et que plusieurs informations, tant socio-économiques qu'écologiques, manquaient pour permettre de dresser un portrait complet de la situation du SES de Maio et du Cap-Vert. Enfin, bien que nous ayons au tout début du projet de thèse envisagé de comparer ce cas au Cap-Vert avec un cas d'un autre pays d'Afrique de l'Ouest, les moyens

de le faire ont manqué et nous avons gardé un cas d'étude unique, limite que nous avons tournée en opportunité d'approfondir pleinement ce cas et son analyse. Le fait que je sois étrangère et non entièrement associée à des acteurs sur place a complexifié la connexion initiale avec plusieurs acteurs, tout en rassurant d'autres qui voyaient cette neutralité d'un bon œil. Cela a aussi compliqué l'accès à des documents officiels.

4.1 RETOUR SUR LES RÉSULTATS

Rappelons les conclusions de nos résultats présentés au chapitre précédent. Nous répondons donc à nos questions de recherche 1 à 3.

- **Question 1 :** Quelle gouvernance marine est prescrite, ou reconnue par la loi (gouvernance *de jure*), pour le socio-écosystème (SES) de l'île de Maio?

Concernant la gouvernance *de jure*, les documents officiels (*boletins oficiais* et stratégies de conservation et développement gouvernementales) nous indiquent que le gouvernement et ses différentes agences visent à la fois la conservation marine, l'amélioration des conditions de pêche artisanale pour un nombre réduit de pêcheurs, des accords de pêche internationaux pour contribuer à payer sa dette et un développement touristique d'envergure. Le principe de « participation » est énoncé clairement dans ces textes, bien qu'il se traduise souvent en cogestion pour des projets spécifiques tels que ceux d'aires marines protégées et de cogestion de la pêche artisanale sur l'île.

- **Question 2 :** Quelle gouvernance marine est réellement effectuée (gouvernance *de facto*) dans le socio-écosystème de Maio?

Concernant la gouvernance *de facto*, elle varie en fonction des échelles et des secteurs. La pêche artisanale est limitée par le déclin de la ressource et les moyens techniques rudimentaires (faible capacité de pêche) et la pêche étrangère dépasse largement le tonnage indiqué dans les accords. Le plan de gestion du réseau d'AMP de Maio n'a pas encore été approuvé, et n'a donc pas encore été mis en œuvre (contrôle et surveillance limités) et sur place, on nous indique que le projet touristique est freiné par le manque d'investissement à Maio. Nos observations nous font réaliser que les pêcheurs artisanaux sont partiellement

intégrés à la gouvernance et à la gestion de la pêche locale mais qu'ils n'ont aucune influence sur la pêche étrangère et les accords. Le pouvoir et les moyens techniques, financiers et humains ne sont pas suffisamment délégués localement, tant en ce qui a trait au tourisme, à la conservation qu'à la pêche.

- **Question 3** : Comment les acteurs perçoivent-ils la gouvernance officielle (*de jure* et *de facto*), et quel type de gouvernance désirent-ils (gouvernances désirées) pour le socio-écosystème de Maio?

Les empreintes territoriales produites grâce à l'A4D révèlent que les acteurs souhaitent tous préserver leur SSE : les relations socio-patrimoniales sont positives. La vision des moyens pour y parvenir diverge toutefois entre les individus, certains préconisant plus de développement économique et d'ouverture à l'extérieur; d'autres préférant préserver intact leur SSE. La gouvernance participative est préconisée, à des degrés variables. Plusieurs acteurs de la communauté se sentent limités dans la participation à la prise de décision (en particulier les acteurs les plus faibles) et dans leur capacité à l'influencer (engendrant parfois de la lassitude). Enfin, tous craignent la surexploitation de la ressource halieutique, notamment faute de contrôle adéquat.

4.2 RÉPONSE À LA PROBLÉMATIQUE

Éléments convergeant et divergeant entre les 3 types de gouvernance

Les questions découlant des résultats des trois premières questions étaient ainsi posées :

- **Question 4** : Quels éléments convergent entre les gouvernances marines *de jure*, *de facto* et la gouvernance désirée de Maio? Pourquoi?
- **Question 5**. Quels élément divergent entre les gouvernances marines *de jure*, *de facto* et la gouvernance désirée de Maio? Pourquoi?

Notre hypothèse de base était que, conformément à la gouvernance *de jure*, les communautés locales étaient bien incluses dans les décisions concernant leur SSE marin à Maio (gouvernance *de facto*), et que cela rejoignait la gouvernance désirée par la plupart des

acteurs. Cependant, la comparaison des 3 types de gouvernance a fait ressortir une situation dans laquelle les gouvernances *de jure*, *de facto* et désirées divergent davantage. Le tableau 4 présente les principes inhérents à chaque type de gouvernance. Ils représentent donc soit des principes clairement énoncés et écrits dans les documents officiels (lorsqu'ils sont listés dans la gouvernance *de jure*), des principes constatés comme appliqués dans les faits (gouvernance *de facto*) ou des principes que les acteurs souhaiteraient voir appliqués au SSE ou à certains de ces éléments liés à la gouvernance marine (gouvernance désirée, tirée des entretiens et de l'atelier de métissage).

Tableau 4 : Tableau comparatif des principes des trois gouvernances à Maio

Gouvernance officielle déclarée (<i>de jure</i>)	Gouvernance officielle visible (<i>de facto</i>)	Gouvernance désirée
Décentralisation (municipalité) Participation Solidarité Précaution Développement durable (sécurité alimentaire, transport, indépendance énergie, développement économique)	Gouvernement central (ministères) Institutions locales inclusives partiellement Dépendance à l'étranger Lassitude des citoyens pêche industrielle favorisée vs. artisanale /subsistance Développement peu durable (déclin ressources et pollution non traitée)	Autonomisation Participation & décentralisation (besoin d'\$, pouvoir, compétences) Promotion et valorisation de la pêche artisanale Conservation du SSE

La gouvernance officielle *de jure*, participative, solidaire et environnementale se rapproche souvent de la gouvernance désirée. Cela n'empêche pas que certains textes, comme celui se rapportant au développement touristique sur Maio, promeuvent le tourisme de masse ou la pêche industrielle, allant alors à l'encontre d'autres engagements de gouvernance *de jure* comme le plan de conservation de l'île et le plan de lutte à la pauvreté devant renforcer la pêche artisanale pour sa valeur vitale aux Cap-Verdiens. L'application des plans de développement ou des projets comme ceux de cogestion des pêches et de conservation, en ce

qui a trait à la prise de décision (gouvernance *de facto*), s'éloigne quant à elle des principes de participation, solidarité et protection environnementale. Aux dires de certains acteurs, la principale explication en cause serait l'influence d'intérêts extérieurs combinée à la vulnérabilité des communautés locales.

Dans le même sens, la littérature a montré que bien que l'étude de la gouvernance environnementale locale permette de produire des recommandations en vue d'une meilleure productivité écologique et de plus grands bénéfices socio-économiques ([Bennett, N. et Dearden, 2014](#)), il s'avère essentiel de bien comprendre les rouages globaux et les rapports de pouvoir influençant la prise de décision sur les socio-écosystèmes ([Patel, 1988](#)). L'un des intérêts de l'analyse des gouvernances est justement de permettre de tenir compte des relations complexes entre le local et le global ([Baron, 2003](#)). Une analyse plus systémique comme celles des vulnérabilités et de la mobilité a donc permis d'intégrer ces éléments afin de répondre aux questions de recherche.

4.3 RETOUR SUR L'HYPOTHÈSE DÉRIVÉE

Afin de répondre à notre question 6 : « Comment faire en sorte que les gouvernances officielles (*de jure* et *de facto*) correspondent davantage à la gouvernance désirée par les acteurs du socio-écosystème de Maio? », nous devons déterminer quels éléments influençaient la convergence ou la divergence des gouvernances. Nous pensons que la vulnérabilité et la mobilité faisaient partie des éléments affectant cette adéquation entre les gouvernances. Notre hypothèse dérivée est donc : La mobilité et la vulnérabilité peuvent expliquer, en partie, les divergences éventuelles observées entre gouvernance *de jure*, *de facto* et désirées.

La définition que nous avons retenue de la vulnérabilité est la plus complète (complexe) et intégrée puisqu'elle considère cette dernière comme étant fonction d'éléments d'exposition, de sensibilité et de capacité d'adaptation ([Adger, 2003, 2006a](#)). Selon cette définition, la vulnérabilité d'une entité ou d'un système dépend de sa sensibilité, de son exposition et de sa capacité d'adaptation ([Adger, 2006a; Bennett, N. J. et al., 2015](#)). La sensibilité est la susceptibilité face à une exposition ([Bennett, Blythe et al. 2015, Adger 2006,](#)

[Smit and Wandel 2006](#), [Allison, Perry et al. 2009](#)); l'exposition est le degré auquel les tendances et les chocs sont ressentis pour une région, une ressource ou un groupe; et la capacité d'adaptation est la capacité à modifier et à atténuer les expositions, à absorber et récupérer des pertes découlant d'un aléa, et à exploiter de nouvelles opportunités qui émergent du processus d'adaptation.

La vulnérabilité influence-t-elle la convergence des trois types de gouvernances?

L'analyse dépeinte dans l'article 3 présente les liens entre la vulnérabilité et la mobilité des petites communautés de pêche de Maio. Pour rappel, la mobilité se réfère à la tendance d'un élément (p. ex., ressources, personnes, espèces, gouvernance) de bouger dans un espace donné (p. ex., physique, politique, économique). Lorsque l'on considère un sous-espace donné, chaque élément peut avoir un flux entrant ou sortant, en fonction de ce sous-espace. Ainsi, les thons (ressource) capturés en eaux maienses (sous-espace) par des flottes étrangères sont un flux sortant de ressources. De façon similaire, une décision politique sur les pêches cap-verdiennes (gouvernance) prise par une institution internationale plutôt que par le parlement (sous-espace) est un flux sortant de gouvernance ([Dancette, 2019](#)). Le concept de mobilité permet d'étudier sur un même pied des facteurs environnementaux, économiques et politiques.

Notre travail a montré que les éléments de l'analyse ayant un flux élevé (flèche épaisse sur la figure 26 ci-dessous) bénéficient principalement à l'extérieur de Maio. C'est notamment le cas des bateaux industriels qui bénéficient aux compagnies étrangères. D'autres éléments ayant un flux élevé (flèche épaisse) nuisent au SSE de Maio. C'est par exemple le cas des gaz à effets de serre, produits hors du pays et qui nuisent. Par contre, les éléments pouvant bénéficier au SSE de Maio ont un flux plus faible ou irrégulier (flèche mince). Par exemple, l'approvisionnement de combustible essentiel à la désalinisation de l'eau est irrégulier, ce qui constitue un facteur de vulnérabilité. Parallèlement, les éléments internes au système qui pourraient améliorer la résilience du SES de Maio tendent à sortir de l'île (ex : les ressources halieutiques; la solidité des liens sociaux), alors que les éléments externes qui diminuent la résilience tendent à entrer dans l'île (p. ex., interférence internationale dans la gouvernance). Les éléments ayant une faible mobilité, plus difficilement schématisables, non représentés sur cette figure (p. ex., la faible

capacité à se déplacer des Maienses; le faible développement d'énergies alternatives) amplifient le caractère de PEID de l'île (isolement, manque de ressources, dépendance envers l'étranger) (figure 26).

Le schéma (figure 26) sur la page suivante permet aussi de voir que le flux des humains (les Maienses) est lié au flux des ressources. Ainsi, les bateaux artisanaux suivent les poissons, toujours plus loin dans l'océan. Cependant, comme la mobilité des pêcheurs artisanaux est limitée (manque de combustible et de moyens techniques pour pêcher au large), leur vulnérabilité ainsi que celle de toute la communauté qui en dépend, s'accroît (comme l'indiquent les chiffres et constats²⁶ de l'article sur la mobilité). L'ensemble de la population maiense a une faible mobilité puisque les transports sur l'île et pour s'y rendre sont limités. Suivant le patron de mobilité associé au développement actuel tel qu'il se dévoile dans cette figure, la vulnérabilité des Maienses ne fait que s'accroître au fur et à mesure que leurs ressources sont extraites par d'autres, que le gouvernement ne les intègre pas aux décisions qui affectent le plus la subsistance de leur communauté (absence des pêcheurs artisanaux aux négociations et absence de représentation au gouvernement), et qu'ils restent « prisonniers » de leur île.

26. La consommation de poissons des insulaires de Maio est cinq fois plus élevée que la moyenne nationale; la pêche artisanale (de plus en plus ardue et précaire) contribue directement au maintien de 160 familles sur l'île, et indirectement au maintien de l'ensemble de la communauté.

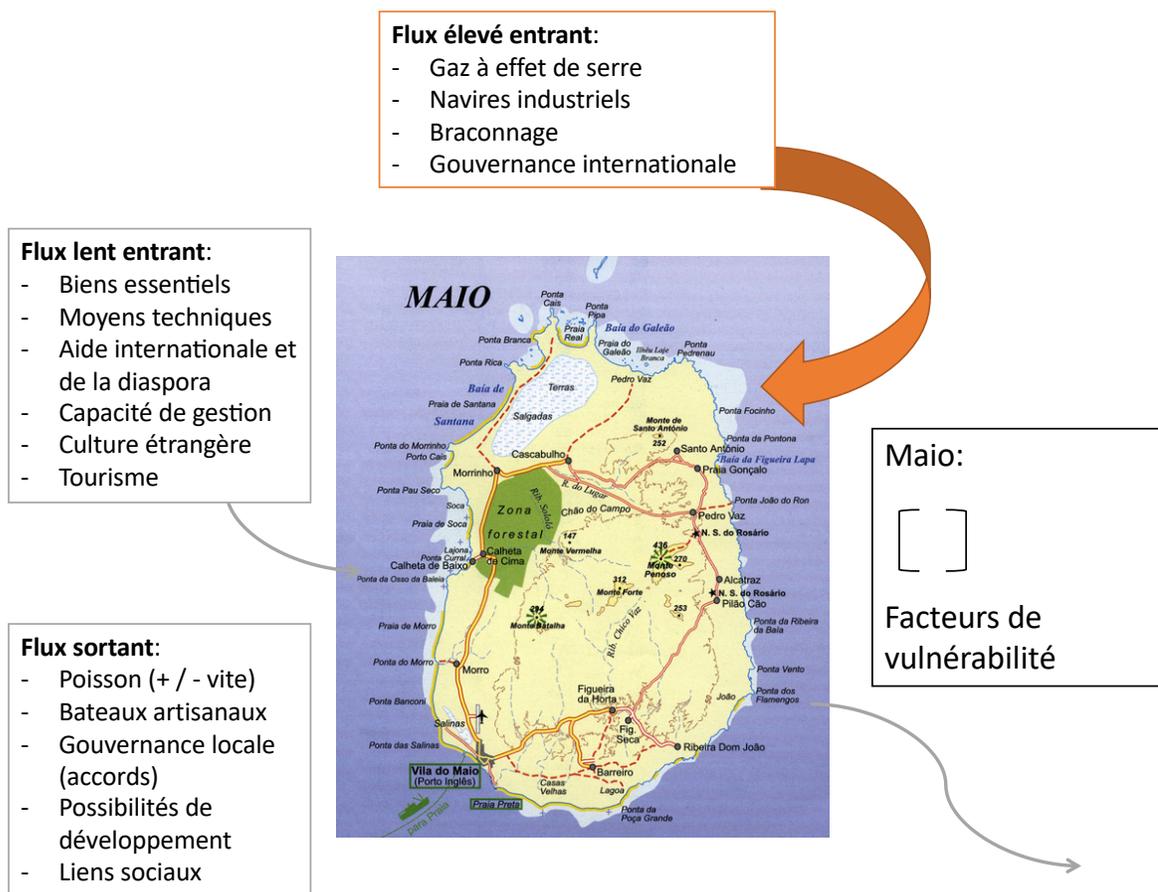


Figure 26 : Éléments entrant et sortant du SES de Maio
Ces facteurs influencent la vulnérabilité du SSE.

Notre analyse montre que la **mobilité** influence plusieurs aspects de la vulnérabilité du SSE de Maio. Par rapport à la gouvernance, l'analyse de la mobilité / vulnérabilité montre qu :

- 1- L'information ne circule pas bien entre Maio et le gouvernement (et ses instances décisionnelles liées à notre recherche : direction nationale de l'environnement, de la pêche, et plus récemment (2015) de l'économie maritime). Ce constat se remarque tant du haut vers le bas (les Maienses ne savent pas quand ni sur quels termes se prennent les décisions liées à la viabilité de leur SSE) que du bas vers le haut (les Maienses n'ont pas de tribune – radio ou autre – pour faire valoir leurs intérêts et préoccupations aux

instances nationales). Le PRAO-CV et l'élaboration du plan de conservation pour l'île ont plutôt permis des consultations, ponctuelles et limitées à des projets, que la création d'un véritable organe de transmission de l'information « bottom-up ». **La gouvernance *de facto* est donc moins participative qu'elle ne l'est *de jure*. Le degré de volonté (gouvernance désirée) à participer des communautés a peu d'influence pour renverser cette tendance.**

- 2- Les pêcheurs artisanaux de Maio et les membres typiques de la communauté n'ont pas les moyens de se déplacer lorsque décisions les touchant se prennent à Praia (siège du gouvernement) ou à Mindelo (principales institutions liées à la pêche). **La participation à la gouvernance *de facto* est donc limitée par les moyens physiques de transport entre les îles.**
- 3- Les embarcations artisanales peinent de plus en plus à naviguer sur un océan plus imprévisible (saisons moins régulières; plus grandes variations des conditions en mer), et à atteindre certains stocks de poissons, les thons (migrateurs et plus mobiles) notamment. Cela les place dans une situation de compétition inéquitable face aux embarcations industrielles et étrangères, dont la capacité de pêche est plus grande et qui ont les moyens techniques pour naviguer en eaux plus agitées et pour suivre les poissons (GPS et autres outils). Ainsi, **bien que la pêche artisanale soit valorisée pour la souveraineté alimentaire (gouvernance *de jure*), la préservation de cette activité est loin d'être facilitée (gouvernance *de facto*).**
- 4- Les moyens financiers et ressources humaines ne circulent pas fluidement du gouvernement central vers Maio, limitant la capacité à mettre en œuvre les principes de gouvernance exprimés officiellement (gouvernance *de jure*).

Cette énumération pourrait inclure d'autres éléments de la vulnérabilité influençant la gouvernance. Nous avons nommé les plus évidents; d'autres éléments d'explication sont amenés dans la section suivante.

Revenons sur nos hypothèses :

- Notre hypothèse de base était : Les communautés locales sont bien incluses dans les décisions concernant leur environnement marin à Maio grâce à une bonne adéquation entre la gouvernance *de jure*, *de facto* et désirée.

Cette hypothèse est partiellement validée puisqu'il y a accord sur le principe de participation, mais que celui-ci est appliqué partiellement pour les projets de conservation, de pêche artisanale (cogestion) et de tourisme; et qu'il n'est pas du tout appliqué dans le cas des accords de pêche avec l'étranger. Nous parlons donc de gouvernances dissonantes plutôt que divergentes.

- Notre hypothèse dérivée est : La mobilité et la vulnérabilité peuvent expliquer, en partie, les divergences éventuelles observées entre gouvernance *de jure*, *de facto* et désirées.

Cette hypothèse est entièrement validée puisque plusieurs éléments de la mobilité et de la vulnérabilité influencent la capacité à appliquer le principe de participation promu par les textes officiels et la plupart des acteurs.

4.4 AUTRES ÉLÉMENTS EXPLICATIFS

Les résultats de nos travaux sur les types de gouvernance et leur convergence présentés dans la première section de ce chapitre sont à considérer à la lumière de différents éléments explicatifs et d'enjeux globaux, nationaux et locaux. Nous terminerons ce chapitre par des pistes de solutions qui concernent la problématique de Maio.

4.4.1 MÉCANISMES MACRO-MICRO ET IMPACTS SUR MAIO

L'analyse de la vulnérabilité a montré que l'île de Maio est particulièrement vulnérable, dû en partie à la mobilité de ses propres éléments, et à la mobilité d'éléments extérieurs qui l'influencent. Cette vulnérabilité qui résulte de la gouvernance et de la gestion *de facto* est également appelée à s'accroître si les patrons de mobilité existants persistent, ou s'intensifient. Les décisions prises à chaque pallier de gouvernement (du local au régional) vont donc en partie à l'encontre de l'intérêt général des Cap-Verdiens. D'autres intérêts

semblent avoir préséance sur ceux des populations locales : notre analyse sur la base des entretiens et données factuelles indique que dans les faits, les intérêts étrangers, la diaspora et les groupes sociaux les moins dépendants de l'environnement marin du Cap-Vert (p. ex., les mieux nantis, les plus urbanisés et mobiles, ainsi que les plus urbains) ont plus de poids que ceux de la population locale dans la gouvernance *de facto*²⁷. Les mécanismes macro-micro (tels que présentés dans la cascade des forces extérieures, [article 2](#)) influencent la gouvernance et la vulnérabilité. Par exemple, le gouvernement cap-verdien prend des décisions (pour la « bonne gouvernance » ou autre) qui ne l'avantagent pas face aux bailleurs de fonds étranger, mais qui désavantagent encore plus les résidents de petites îles rurales et qui éloignent ceux-ci de la prise de décision. Certains enjeux y sont associés.

4.4.2 ENJEUX GLOBAUX AYANT DES RÉPERCUSSIONS SUR LE CAP-VERT ET MAIO

La surpêche

À l'échelle globale, trois tendances se dessinent pour le futur : l'augmentation de la population (pauvre surtout), les changements climatiques et le déclin des stocks de poissons. En 2030, la population des pays les moins développés dépassera celle des régions développées ([United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). Cela mène certains analystes à parler de mondialisation de la pauvreté ([Chossudovsky, 1998](#)). Alors que la non-durabilité des pêches dans plusieurs zones du monde ([FAO, 2014](#)) incluant le Cap-Vert est imputable à la surpêche et à la sur-capacité des flottes, les pays possédant des flottes excédentaires continuent de faire pression pour obtenir des licences de pêche et des autorisations d'exploration au large de leur territoire. Au Cap-Vert, comme dans bien des PEID, la surpêche, pratiquée principalement par des embarcations industrielles étrangères, augmente la vulnérabilité de la pêche de petite échelle ([Sociedade de avaliacao estratégica e](#)

27. Les propos de certains acteurs portent à croire que le gouvernement Cap-Verdien a signé les accords de pêche malgré qu'il sache que ceux-ci lui apportent peu de bénéfices, sachant que de toute manière il n'a pas la capacité de contrôler les flottes étrangères entrant dans sa ZEE.

[risco SaeR, 2015](#); [United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). Ainsi, un rapport d'Oceana publié en 2011 estime que les quantités pêchées par l'UE sont 2 à 3 fois supérieures aux quantités qui devraient être pêchées dans des conditions durables ([Oceana, 2011](#)). Or, les captures des trois principales espèces pêchées (thon albacore, thon obèse et listao) au Cap-Vert déclinent depuis les années 1990, l'époque à laquelle les accords entre l'Union européenne et le Cap-Vert ont débuté ([Mundt, 2012](#)). L'incapacité du Cap-Vert à contrôler l'exploitation illégale dans ses eaux aggrave le problème de la surpêche. En moyenne, la pêche illégale est ainsi trois fois plus importante dans les pays en développement que dans les pays développés ([Agnew et al., 2009](#)). **La surpêche (déclin de la ressource halieutique) est un facteur de vulnérabilité du SSE de Maio. Elle est notamment causée par une gouvernance *de facto* influencée par les intérêts étrangers. Elle rend parallèlement la communauté moins apte à participer à la gouvernance, puisqu'elle est trop accaparée par ses activités de subsistance.** Il importe donc de poser des actions globales pour éloigner les influenceurs privés et étrangers de la gouvernance marine cap-verdienne à tous ses niveaux (voir plus loin les pistes de solutions).

Subventions

Les subventions à la pêche en haute mer ajoutent aux inégalités des chances entre les flottes du Cap-Vert et celles de l'étranger. En effet, l'Union européenne permet une exemption de taxes sur les combustibles aux opérateurs exploitant les eaux étrangères, dont l'activité serait, sans cette exemption, trop onéreuse et non rentable sur de si longues distances ([Centre Sud et Centre africain pour les politiques commerciales, 2017](#) ; [United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). Par exemple, le Parlement européen estime qu'entre 2002 et 2011, les réductions et exonérations fiscales octroyées aux pêcheurs pour le carburant auraient coûté entre 1,05 et 1,3 milliards d'euros aux États européens ([Commission de la pêche du Parlement européen, 2013](#)). Les coûts de l'exploitation de l'Espagne, de la France et du Portugal sont ainsi défrayés par les citoyens de ces pays via leurs impôts, les profits allant aux exploitants privés qui revendent le poisson en Europe ([Centre Sud et Centre africain pour les politiques commerciales, 2017](#) ; [United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). De son côté, le Cap-Vert a cessé de subventionner l'essence de ses

bateaux artisanaux, faute de fonds. Non seulement la pression de la pêche étrangère affecte les pêcheurs artisanaux du Cap-Vert (sous-capacité technique), mais en plus ceux-ci se retrouvent désavantagés financièrement (sous-financement de base). Le tableau 5 ci-bas tiré de ([Mundt, 2012](#)) présente le pourcentage des coûts payés par l'Union européenne à ses opérateurs de pêche en fonction des engins (thonniers senneurs; palangriers de surface et thonniers canneurs).

Tableau 5 : Subventions de l'UE à ses navires de pêche (tiré de ([Mundt, 2012](#)))

	Current FPA (2007-2012)			Old FPA (1990-1993)	
	Tuna seiner	Surface longliner	Pole-and-line vessel	Tuna seiner	Surface longliners & Pole-and-line vessel
Type of vessel					
Equation number	6a	6b	6c		
Cost of access for vessel operators (%)	46,29	38,75	9,84	8,26	1,77
Subsidies provided by the European Union (%)	53,71	61,25	90,16	91,74	98,23
Total	100	100	100	100	100

Encore une fois, l'inégalité des subventions à la pêche rend plus vulnérable le SSE de Maio, et affaiblit les acteurs de la communauté face aux acteurs de la pêche étrangère puisque les premiers retirent moins de profits de l'activité de pêche, ce qui leur donne moins de pouvoir dans la gouvernance *de facto*.

« Bonne gouvernance », aide au développement et diaspora

La Banque mondiale et les autres bailleurs de fonds (la Banque africaine de développement, notamment), en vertu de la clause de « bonne gouvernance » imposée au Cap-Vert en échange de l'aide au développement, s'octroient un droit de regard sur les décisions prises par le pays, ce qui comporte le risque de détourner l'intérêt général des Cap-Verdiens vers ceux d'autres acteurs (voir fig. 27 pour une illustration locale de cette critique). Selon Deneault ([Deneault, 2013](#)), le terme gouvernance est souvent utilisé pour mieux faire accepter que la Banque mondiale et le FMI dictent aux États en développement la bonne façon de gérer leur pays (et ainsi, avoir plus d'emprise sur leurs politiques et leurs ressources). Alors que le comité pour la croissance bleue du Cap-Vert comprend un examinateur de

l'Union européenne ([Republica de Cabo Verde, 2015b](#)) et que le pays reçoit encore beaucoup d'aide au développement, cela pourrait expliquer un pouvoir d'influence local limité dans la gouvernance *de facto*. À noter que cette limite de l'influence locale est aussi présente dans la gouvernance *de jure* dans ce cas : en effet, certains éléments des textes officiels se contredisent (volonté de souveraineté et nécessité d'intégrer des institutions étrangères à la décision nationale).

Finalement, les Cap-Verdiens installés à l'étranger peuvent avoir de l'influence sur le développement de projets spécifiques au Cap-Vert, en investissant dans certains plutôt que d'autres (Resende-Santos 2016). Environ 9% des revenus du Cap-Vert proviennent de la diaspora ([Resende-Santos, 2016](#)). Or, les besoins de la diaspora peuvent diverger de ceux des locaux qui n'ont pas la mobilité suffisante pour quitter leur pays.

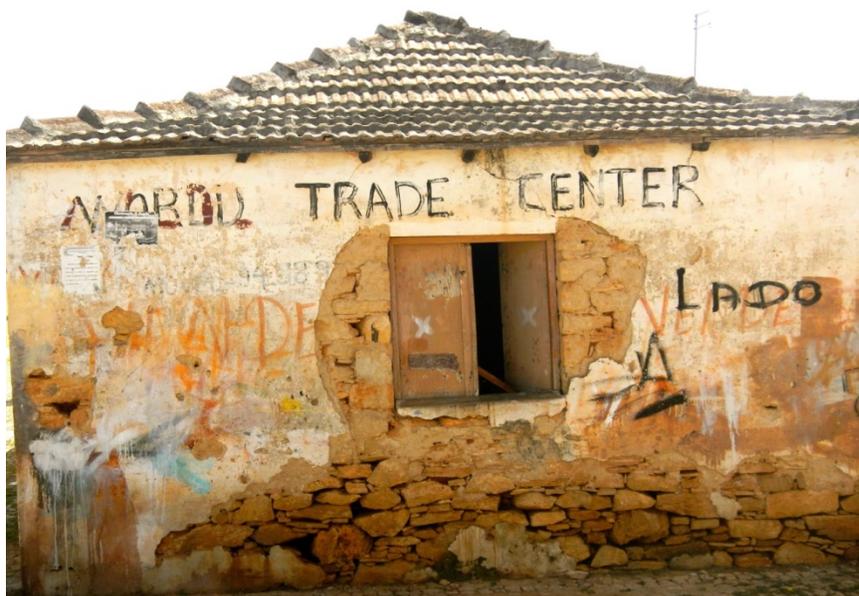


Figure 27 : Le « World Trade Center » vu par un Maiense

4.4.3 DÉPENDANCE AU SENTIER (PATH DEPENDENCE)

La perpétuation de ces mécanismes décisionnels (mécanismes macro-micro) trouve en partie son explication dans la théorie de la dépendance au sentier ([Gartland, 2005](#)). Ainsi, le Cap-Vert est resté sous l'influence européenne du temps de la colonisation et aujourd'hui de

celle des bailleurs de fonds malgré l'accès à l'indépendance politique (1975). Sa dépendance économique aux pays du Nord pour l'aide au développement, ainsi que le poids de sa dette forcent le gouvernement à accepter des conditions de "bonne gouvernance", passant souvent par le démantèlement de ses structures d'État et la privatisation de ses services ([Andrade, 2017](#)). Les décideurs locaux se sentent dépendants des bailleurs de fonds. Or, des changements importants, comme l'indépendance énergétique et la transformation au Cap-Vert des produits de la pêche pourraient contribuer à limiter ce sentiment de dépendance (et la dépendance véritable). L'importance des poissons de l'Afrique de l'ouest pour alimenter les marchés étrangers ([Alder et Sumaila, 2004](#)) pourrait aussi constituer un levier de négociation lors de la signature des accords de pêche. Par exemple, les poissons pêchés en eaux ouest-africaines sont surtout destinés aux marchés extérieurs alors que plusieurs marchés nationaux sont sous-approvisionnés, créant de l'insécurité alimentaire. L'Union européenne ne satisfait pour sa part que 5 % de sa demande avec ses propres ressources halieutiques ([NDiaye, P. G. et al., 2010](#)). Ces données sont intéressantes à connaître pour les acteurs cap-verdiens chargés des négociations en vue des accords de pêche afin de mesurer le poids qu'ils ont effectivement dans ces discussions.

Ainsi, depuis 1975, le sentier de dépendance se poursuit via les marchés²⁸ et l'exploitation des ressources, limitant fortement les possibilités de développement. Les pays signataires des accords de pêche avec le Cap-Vert laissent peu d'options aux communautés locales qui perdent une source de protéines abordable et une source de revenus. Celles-ci ont alors le choix entre réduire les exportations des poissons pêchés par leurs flottes, augmenter leur approvisionnement domestique en mettant encore plus de pression sur les stocks de poissons, ou encore diminuer leur demande domestique, ce qui revient à diminuer leur

28. Le Cap-Vert doit ainsi vendre à des flottes étrangères des droits de pêche pour les poissons qu'il est incapable de pêcher dans ses eaux (selon l'UNCLOS); exporter les poissons que ses propres flottes pêchent (selon sa « carta das pescas ») pour contribuer à payer sa dette; et répondre aux conditions de « bonne gouvernance » en stimulant la croissance bleue (et la privatisation de certains biens et services) notamment. L'économie du pays est tournée vers des intérêts étrangers plutôt que ceux de ses communautés locales.

souveraineté alimentaire ([Alder et Sumaila, 2004](#)). Alors que les captures réelles dépassent largement les captures autorisées par ces accords et que les prises accessoires ne sont pas répertoriées, le déclin véritable des stocks est encore plus grand que ce qui est perçu par la population, le gouvernement, et même par les chercheurs. À l'échelle locale, le poisson dont le prix est fixé nationalement devient de moins en moins accessible pour les communautés de pêche aux faibles revenus. Il reste cependant très abordable pour les étrangers, qui l'achètent de pêcheurs cap-verdiens (rarement), ou plus souvent, qui achètent les droits de pêche, faisant alors des profits dès l'extraction sur l'ensemble de la chaîne de production.

La tension entre la « volonté de subsistance et d'aide aux plus vulnérables » et le devoir perçu de « répondre aux intérêts étrangers » s'illustre notamment dans la Politique des pêches du Cap-Vert ([Republica de Cabo Verde, 2014](#)). Dans la même phrase, cette politique mentionne l'objectif d'équilibrer les paiements du pays et celui d'assurer la souveraineté alimentaire de sa population. Or, des études à l'échelle mondiale montrent que le premier objectif nuit à la réalisation du second ([Andrade, 2017](#); [Chang, 2002](#); [George, 1988](#); [Prebisch, 1988](#)).

4.4.4 ENJEUX NATIONAUX INFLUENÇANT LA VULNÉRABILITÉ ET LA GOUVERNANCE MARINE DE MAIO

À l'échelle nationale, la multitude de textes de lois, plans de conservation et de développement de toutes sortes, et leur sortie régulière, impressionne. Leurs objectifs sont ambitieux et en ligne avec les directives et recommandations des différentes instances découlant de l'ONU. Toutefois, l'abondance de ces témoins d'une gouvernance marine *de jure* très dynamique se reflète faiblement sur le terrain (gouvernance *de facto*). Les textes sont aussi parfois contradictoires, laissant planer une grande ambiguïté. C'est finalement l'épreuve des faits qui déterminera quels objectifs sont réalisés et lesquels sont laissés de côté, pouvant changer radicalement l'orientation en termes de développement et de conservation du pays.

Par exemple, la volonté (gouvernance *de jure*) du Cap-Vert de limiter la pêche artisanale tout en investissant dans la pêche industrielle, pourrait faire entrer en contradiction sa volonté de prendre soin des plus vulnérables et celle d'avoir des pêcheries plus efficaces.

Le manque de délégation des responsabilités, et surtout, des moyens financiers, entre les paliers gouvernementaux national et local, expliquent également le peu d'actions, de coordination, de suivi local et de participation effective des communautés (soit, une gestion inefficace). Enfin, la faible communication et coordination entre les différentes organisations responsables notamment de la pêche, de la conservation et du tourisme, posent d'important problèmes ([Benchimol et al.](#)), ralentissant la protection du SSE de Maio, et mettant en péril l'environnement, et par ricochet, les moyens de subsistance de ses communautés.

Certains groupes de la population, comme les petites communautés de pêche d'îles rurales, sont particulièrement vulnérables au manque d'autonomie de leur pays face à l'interférence internationale. La déconnexion entre leur situation particulière (déclin du poisson dramatique pour leur subsistance et leur développement) et celle de groupes plus influents du pays (p. ex., des décideurs vivant à la capitale ou en milieu urbain) ajoute aux problèmes de gouvernance. Pour reprendre les termes de l'Acteur en 4 dimensions, ces communautés sont à la fois des acteurs faibles (pour faire entendre leur voix au sein de leur pays) et des acteurs absents (des négociations relatives à la pêche étrangère en eaux cap-verdiennes). Ces communautés font aussi face au défi de devoir s'adapter aux impacts d'un type de gouvernance (*de jure* et *de facto*) qui les dessert (p. ex., via les accords de pêche ou la diminution de la flotte artisanale). Ainsi, le déclin des stocks de poissons, créant de fortes pressions sur ces communautés, est aggravé par la précarité et la pauvreté des communautés (sensibilité pré-existante). À ces facteurs de vulnérabilité s'ajoute une capacité d'adaptation réduite. Ainsi, les pêcheurs conseillent à leurs fils de ne pas suivre leurs traces mais n'ont pas de moyens pour les envoyer étudier ou travailler ailleurs; plusieurs Maienses ne sont jamais sortis de leur île et n'ont jamais eu suffisamment d'argent pour le faire. La vulnérabilité ne fait que s'accroître au fur et à mesure que les pressions s'ajoutent aux sensibilités, sans option d'adaptation.

Alors que la pêche a toujours été un facteur de rétention des populations à Maio grâce à la préservation des modes de subsistance traditionnels et ce, malgré un exode rural global au Cap-Vert, l'érosion de la pêche crée une pression supplémentaire qui incite à migrer vers les milieux urbains et l'étranger. Or, pour les Maienses qui ont les moyens de quitter leur île, Praia offre des perspectives peu réjouissantes (conflits en hausse dus, entre autres, aux inégalités croissantes). Quant aux autres pays, la fermeture des frontières européennes et américaines aux migrations croissantes causera de plus en plus de conflits dans le futur. Certains Maienses et Cap-Verdiens pourraient ainsi s'ajouter aux « réfugiés de la (sur)pêche » (comme c'est le cas de nombreux autres Ouest-Africains). Alors, les Cap-Verdiens ne fuiront plus seulement la sécheresse et la pauvreté associées au manque de ressources (eau, production agricole) tel qu'ils l'ont fait historiquement ([Resende-Santos, 2016](#)), mais ils fuiront aussi le déclin de la ressource halieutique et l'appauvrissement de leur unique richesse, l'océan.

Pour tenter de rétablir un meilleur équilibre dans la situation du SSE de Maio et de sa gouvernance, il importe de renverser les patrons de mobilité observés et replacer les humains et les communautés locales au cœur des décisions et des instances décisionnelles, à tous les paliers de gouvernance, puisque nos résultats ont montré que tant les organisations qui devraient les représenter que les processus décisionnels, sont inefficaces. Une combinaison de l'intégration des intérêts locaux dans les décisions prises par les centres décisionnels traditionnels et de délégation des pouvoirs vers les paliers locaux pourrait améliorer la préservation du tissu social et la conservation de l'environnement.

4.5 RÉCONCILIATION DES GOUVERNANCES : PISTES LOCALES ET NATIONALES

4.5.1 MÉCANISMES TRANSFORMATIONNELS

Pour répondre à la question : « Comment faire en sorte que les gouvernances officielles (*de jure* et *de facto*) correspondent davantage à la gouvernance désirée par les acteurs du socio-écosystème de Maio » (Question 6), nous proposons les pistes suivantes.

Une façon de faire converger la gouvernance *de facto* avec les gouvernances *de jure* et désirée est de la rendre véritablement participative (tel que stipulé dans l'ensemble des textes gouvernementaux, tant sur la lutte à la pauvreté, la souveraineté alimentaire, la pêche, la conservation que le tourisme, et tel que désiré par la plupart des acteurs). Ainsi, des mécanismes micro-macro (ou mécanismes transformationnels, soit la combinaison d'actions d'individus ou de sous-groupes produisant des effets collectifs) peuvent améliorer la situation.

Les mécanismes peuvent notamment passer par le regroupement et la coordination de pêcheurs artisanaux de différentes îles, afin de faire valoir leurs préoccupations et leurs intérêts auprès du gouvernement cap-verdien. Celui-ci a en effet la responsabilité de faire valoir leurs droits et intérêts lors des décisions à une échelle supérieure. Le gouvernement pourrait aussi inviter l'un des représentants des pêcheurs regroupés afin de s'assurer que leurs préoccupations soient considérées. À l'échelle nationale, une avenue envisagée est le regroupement des négociateurs des différents pays d'Afrique de l'Ouest dans le but de créer un rapport de forces avec les pays étrangers lors des négociations relatives aux accords de pêche ([Kaczynski et Fluharty, 2002](#)).

Une autre avenue à envisager serait de donner plus de poids dans la gouvernance aux acteurs identifiés comme étant de bons porte-paroles pour les acteurs absents (l'environnement, les ressources naturelles – les poissons notamment dans ce cas – et les générations à venir) et de bons porte-voix pour les acteurs faibles. Dans notre cas, les vendeuses de poissons (porte-paroles) bénéficieraient alors d'une meilleure tribune pour faire valoir les intérêts des poissons (renouvellement et pérennité des populations) ainsi que ceux des générations de Maienses à venir. Les acteurs plus forts (décideurs nationaux et gestionnaires notamment; porte-voix) pourraient aussi défendre les intérêts des acteurs faibles (soit, la majeure partie des Maienses face aux décisions prises à l'échelle nationale / internationale).

4.5.2 APPLICATION DE LA GOUVERNANCE PARTICIPATIVE *DE JURE* ET REDEVABILITÉ DES DÉCIDEURS

La gouvernance locale est promue internationalement, notamment dans les Objectifs d'Aïchi ([Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2015](#)) qui stipulent que les communautés doivent être pleinement engagées dans la gouvernance et dans la gestion des aires protégées en fonction de leurs droits, connaissances, capacités et institutions. Il importe toutefois que l'on s'entende bien sur le sens donné au terme "gouvernance" pour qu'il représente véritablement les prises de décision. Ainsi, lorsque l'on ne considère la participation citoyenne que pour appliquer les mesures de la gestion, il ne s'agit pas de gouvernance communautaire. Cela fait plutôt peser le fardeau de la responsabilité (de l'efficacité de l'AMP ou des normes de pêche, par exemple) sur les épaules de la communauté, sans que celle-ci n'ait décidé au préalable des objectifs et des moyens pour les atteindre. La communauté risque alors de ne pas être très proactive ni positive dans sa "participation" à des actions qui manquent de sens pour elle ([Charles et Wilson, 2009](#)).

Puisque, *de facto*, la gouvernance marine du Cap-Vert n'est pas véritablement participative, il importe de considérer l'avertissement de Freitag ([Freitag, 2002](#)) selon lequel il faut veiller à ce que l'État reste (ou redevienne, ou devienne) défenseur de l'intérêt général, tant par ses décisions (gouvernance) que par les moyens qu'il se donne pour atteindre ses objectifs (gestion). Une gouvernance visant l'intérêt général implique aussi que celle-ci permette de résoudre les conflits en favorisant des relations sociales et patrimoniales apaisées ([Folke, 2006](#); [Skandrani et Prévot, 2014](#)). Pour éviter la déresponsabilisation des États, ceux-ci doivent donc garder pour objectif premier de préserver l'intérêt général, tout en donnant plus de pouvoir aux populations locales afin que la gouvernance se fasse par les porteurs d'intérêts eux-mêmes.

La gouvernance n'a pas à être "le nouvel outil des pays, industries et lobbys puissants leur permettant d'avoir plus d'emprise sur les pays et peuples qu'ils exploitent pour leur profit, sous couvert de décentralisation" ([Deneault, 2013](#)). Bien que nous ayons observé l'emploi du terme « décentralisation » dans la gouvernance *de jure* du Cap-Vert ainsi qu'un problème d'adéquation entre celle-ci et la gouvernance et la gestion *de facto*, nous considérons possible

de remédier à cette dissonance. Nous avons effectivement constaté que la décentralisation s'exprimait surtout par l'application et le contrôle locaux de lois décidées par des instances supérieures (décentralisation de la gestion sans délégation de moyens, et sans décentralisation de la gouvernance). Nous avons aussi constaté que les pêcheurs peuvent influencer les règles visant à limiter leur capacité de pêche (p. ex., pour restreindre la surpêche au sein de leur groupe), bien que cette participation à la gouvernance ait peu d'impacts sur le déclin de la ressource halieutique comparativement à la pression exercée par la pêche industrielle, pression contre laquelle ils n'ont aucun impact.

Afin que la gouvernance *de facto* représente mieux la gouvernance *de jure* cela impliquerait, dans le cas de la décentralisation, que celle-ci intègre la délégation de moyens financiers, organisationnels et humains adéquats afin de permettre une véritable gouvernance au niveau local, accompagnée d'une gestion locale, intégrée et cohérente. [Car ce n'est pas parce qu'elle est locale que la](#) gouvernance s'établit spontanément ([Babin et al., 2002](#)) : elle a besoin de la collaboration des instances décisionnelles traditionnelles afin de rendre le gouvernement, les décideurs et gestionnaires redevables à leur population plutôt qu'aux bailleurs de fonds. Cette reddition de comptes aux citoyens passe notamment par la transparence de la gouvernance et par l'affranchissement au plus tôt de l'aide au développement²⁹. La transparence et la communication passent quant à elles par des informations accessibles physiquement et intellectuellement pour tous. Pour le moment, puisque les documents officiels sont écrits en portugais, ils restent inaccessibles à la plupart des membres de la communauté de Maio, qui ne parle que le créole et ne comprend donc pas ces textes gouvernementaux (quand elle sait lire). Si les directives concernant la bonne gestion du milieu marin sont bien relayées et connues, par contre les lois et termes d'accords sur l'orientation du développement du pays sont mal connues, ne serait-ce que pour des

29. Tel que mentionné dans l'article 3, la transformation locale complète des poissons et produits de la mer permettrait en grande partie de combler le déficit financier que l'arrêt de l'aide internationale provoquerait.

raisons linguistiques. Le relai pourrait être fait en créole via la radio, la télévision, et meilleure une information locale.

La capacité à se mettre au service de sa population plutôt que d'intérêts étrangers ou privés passe aussi par le développement de l'autonomie du Cap-Vert et par sa capacité à se prémunir contre les crises exogènes.

4.5.3 LA GESTION EFFICACE POUR PERMETTRE LA GOUVERNANCE DÉCENTRALISÉE *DE FACTO*

Concrètement, les difficultés à patrouiller les eaux et les airs ainsi que l'incapacité à fournir des observateurs à bord des embarcations étrangères ([Diop, 2012](#); [Oceanic Développement et Lda, 2010](#)) font partie des principales lacunes à l'application du cadre légal cap-verdien en matière de pêches (problèmes de gestion). L'injection de fonds dans ces activités s'avère donc primordial afin que le pays acquière graduellement une véritable souveraineté. Cela passe aussi par la constitution de patrouilles rigoureusement formées et équipées pour voir au respect de la gouvernance *de jure*. Enfin, l'amélioration des connaissances du pays sur l'état de ses stocks de poissons ainsi que sur les activités qui se déroulent dans ses eaux, attestées dans la stratégie des pêches, semble crucial. Il importe que le Cap-Vert ne dépende pas d'experts étrangers pour l'évaluation de ses stocks de poisson, puisqu'une évaluation trop optimiste des stocks pourrait mener à la légalisation de la surexploitation des poissons, du fait que l'UNCLOS prescrit la vente de droits de pêche des pays incapables d'exploiter leurs stocks halieutiques à pleine capacité à des pays à même de les exploiter ([Kaczynski et Fluharty, 2002](#); [Ndiaye, T., 2011](#)).

4.5.4 SOUVERAINETÉ POUR AMÉLIORER LE POUVOIR DE NÉGOCIATION DU CAP-VERT DANS LA GOUVERNANCE

La capacité d'un gouvernement à faire valoir ses intérêts dans une négociation dépend de sa souveraineté : la diminution de la sensibilité du Cap-Vert (et de ses communautés) et l'amélioration de leur capacité d'adaptation pourraient donc contribuer à rendre ce pays plus résilient et plus indépendant face aux forces extérieures.

Pour y parvenir, le Cap-Vert doit se prémunir contre les crises exogènes (climatiques / environnementales, démocratiques et économiques) existantes et à prévoir dans le futur. La voie envisagée par le pays semble être celle de l'énergie renouvelable (solaire et éolien, marées, courants maritimes, vagues) ([Repulica de Cabo Verde, 2015](#)) puisque ce pays vise l'autonomie de sa production d'électricité à partir de ces sources d'énergie pour 2020. Les changements climatiques, notamment la hausse du niveau des océans et les risques croissants d'inondations et l'augmentation de la sécheresse doivent aussi être considérés dans les plans de développement du pays. L'adaptation à ces changements, contrairement aux plans de la SDTIBM et du gouvernement, devrait passer comme l'ont exprimé plusieurs de nos sources, par le contrôle des constructions en bordure de mer et par la végétalisation de la côte avec des espèces indigènes, etc. Dans le même ordre d'idées, puisque l'augmentation touristique prévue nécessiterait un approvisionnement sûr en eau douce et en électricité, il faut impérativement prévoir à sortir de la dépendance aux combustibles étrangers. Il revient ultimement au gouvernement de prévoir les impacts économiques des aléas climatiques, environnementaux et anthropogéniques et de leur adaptation, allant jusqu'à prévoir et organiser le déménagement de certaines populations côtières.

Du point de vue alimentaire, le pays a adopté une stratégie de sécurité alimentaire prometteuse et orientée vers l'augmentation de la production agricole et halieutique nationale, de manière participative. Il inscrit cette stratégie dans une stratégie plus large de sécurité nationale, montrant qu'il est conscient de la position de vulnérabilité dans laquelle sa dépendance aux pays étrangers le place ([Republica de Cabo Verde, 2015a](#)). À cet effet et d'un point de vue pédagogique, il faudra faire valoir que Maio est la principale source de protéines alimentaires de la capitale, et donc admettre l'importance d'en préserver le SSE pour la sécurité alimentaire du pays.

La politique des pêches et celle de la croissance bleue, si elles sont mises en œuvre efficacement, pourraient permettre d'augmenter la valeur des poissons pêchés localement grâce à la certification (produits endémiques; pêchés durablement; etc.), à la conservation (incluant l'amélioration de la production de glace et de la chaîne du froid) et à la transformation locale en produits à valeur ajoutée. Ainsi, la construction d'infrastructures de

conservation du poisson sur Maio telle qu'une conserverie et la production efficace et généralisée de glace contribueraient à rendre la pêche artisanale plus efficace. Associer ces mesures à l'amélioration de la mobilité des pêcheurs maienses et cap-verdiens en rendant, par exemple, le combustible plus accessible financièrement et les voyages en mer moins fréquents et risqués limiterait la vulnérabilité des pêcheurs et des communautés qui en dépendent.

Concernant les pêches, les stratégies promues par le gouvernement misent sur une augmentation de la production et sur une "modernisation" des flottes. Outre l'amélioration des conditions de sécurité en mer des pêcheurs qui est utile et favorable, il y a à craindre que cette augmentation de la production se fasse par l'industrialisation des flottes et par une augmentation (prévue) de l'effort de pêche. Pourraient alors en résulter l'augmentation de la capacité de pêche, une diminution du nombre de pêcheurs (et donc de l'emploi ([Diop, 2012](#))) et des conditions de travail moins adaptées aux modes de vie locaux. Une pression supplémentaire sur les stocks de poissons déjà déclinants est aussi à prévoir. Enfin, bien que l'aquaculture soit en développement au Cap-Vert comme partout au monde, et que cette activité soit considérée comme une avenue pour l'approvisionnement alimentaire en poisson, le manque d'eau douce et les conditions arides du pays rendent très hypothétique l'opérationnalisation de cette activité. De plus, alors qu'il existe déjà une compétition bien présente entre les secteurs de la pêche artisanale, industrielle et étrangère (notamment pour le thon), l'ajout d'activités d'aquaculture et de tourisme risque de produire une pression supplémentaire sur les zones côtières et marines du Cap-Vert ([Sociedade de avaliação estratégica e risco SaeR, 2015](#)). Une nouvelle avenue de développement pour l'alimentation pourrait toutefois se trouver dans la production et de la consommation d'algues.

4.5.5 LIMITES AUX SOLUTIONS DE GOUVERNANCE LOCALE ET NATIONALE

L'idéologie de la gouvernance, critiquée par Deneault (2013), revient à promouvoir une gouvernance locale communautaire qui délègue surtout la gestion et qui est de plus en plus lourde localement. Cette même gouvernance préserve et renforce les acquis d'une gouvernance globale répondant aux intérêts privés, extérieurs à la communauté. C'est

effectivement en partie ce que nous avons observé dans le cas de la gouvernance marine *de facto* de Maio. Nous pensons cependant que les lois et outils de gouvernance *de jure* pourraient s'avérer de bons leviers pour rappeler à l'État la divergence entre, d'une part, ses principes et engagements (solidarité, régionalisation, participation, précaution) et d'autre part, l'application de ces derniers. Rapprocher la gouvernance *de facto* de la gouvernance *de jure* permettrait alors de tendre vers la gouvernance désirée. La décentralisation effective permettrait alors de pérenniser l'adéquation entre les trois types de gouvernance, en suivant le principe de subsidiarité active, par la conciliation entre interdépendance et spécificité des SSE locaux. Si les moyens de gestion (financiers et humains) sont aussi délégués, il y a alors des chances pour que la prise de décision (gouvernance *de facto*) reflète ce que les acteurs locaux souhaitent (gouvernance désirée), et que les actions prises pour appliquer ces décisions portent véritablement fruit (gestion efficace). Pour reprendre le titre du documentaire de Coline Serreau "Solutions locales pour un désordre global" (2010) et rejoignant le concept de territorialisation, les enjeux globaux (surpêche, manque d'accès local aux moyens de subsistance, pauvreté, inégalités croissantes, changements climatiques, etc.) appellent des solutions locales, contextuelles et diversifiées.

Toutefois, bien que ces pistes de solution permettent de faire en sorte que la gouvernance nationale réponde mieux à la gouvernance désirée par les communautés, le problème de la gouvernance internationale / multinationale persiste. Des règles et mécanismes plus stricts doivent alors être établis et mis en œuvre pour éviter que les intérêts privés prédominent sur l'intérêt général dans la prise de décision. Ainsi, le travail à l'échelle locale et nationale ne permettra pas d'améliorer la participation des acteurs à la prise de décision concernant leur SSE côtier et marin, s'il n'est pas soutenu par des mesures de gouvernance au niveau international. Tel que nous l'avons présenté dans l'article sur les résultats (article 2), la cascade des forces extérieures produit des impacts de plus en plus lourds au fur et à mesure que l'on s'approche du "micro" SSE de Maio. Les pistes de solutions s'appliquent donc à prime abord à l'échelle macroscopique, soit celles des marchés et de la gouvernance internationale.

4.6 CONSIDÉRATIONS ASSOCIÉES À LA GOUVERNANCE MARINE GLOBALE

Premièrement, la littérature sur l'économie de la pêche à l'échelle mondiale indique qu'il est primordial de cesser les subventions de pêche néfastes et de limiter la capacité technique des navires de pêche. Ainsi, à l'échelle mondiale, le même volume de captures pourrait être atteint avec seulement la moitié de l'effort de pêche actuellement déployé, représentant donc une importante perte économique. Globalement, les subventions augmentent l'effort et la capacité de pêche, coûtent de 15 à 35 milliards de dollars américains dans le monde et intensifient la dégradation des milieux marins et les inégalités entre les pêcheurs ([United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). Les retirer permettrait de gagner 50 milliards de dollars américains, fonds qui deviendraient alors disponibles pour la conservation et la restauration des milieux marins ainsi que pour l'amélioration des conditions de pêche et de vie des petites communautés de pêche ([United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). L'interdiction des subventions néfastes à la pêche (notamment celles contribuant à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)) fait l'objet de l'Objectif du développement durable 14.6, qui prévoit que les pays n'introduisent pas de nouvelles subventions néfastes à la pêche d'ici 2020. Cependant, l'approche pour mettre fin à ces subventions et recentrer les pêches vers la durabilité des SSE doit être multi-scalaire (gouvernance et actions de l'échelle locale à globale) et multi-acteurs. (Tous les porteurs de droits et d'intérêts, associés à l'ensemble des milieux marins sont concernés.) Dans les négociations internationales (p. ex., au sein de l'Organisation mondiale du commerce), où certains pays défendent toujours l'usage de subventions à la pêche, une alliance des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) défendant les moyens de subsistance des pêcheurs artisanaux avec le groupe NZ+5 (Nouvelle-Zélande et autres, aussi appelés "Amis des poissons" ("Friends of fish")) permettrait un rapport de force jamais vu en 20 ans pour mettre fin à ces subventions toxiques ([United Nations Conference on trade and development UNCTAD](#)). La traçabilité des produits de la pêche (pour savoir si les poissons ont été pêchés grâce à des subventions et avec quelles techniques de pêche) peut également permettre aux consommateurs de faire des choix plus éclairés et durables. C'est notamment l'un des éléments de la stratégie des pêches du Cap-Vert ([Republica de Cabo Verde, 2014](#)).

En plus de l'abolition des subventions à la pêche, il est crucial d'interdire la clause conditionnelle de "bonne gouvernance" pour l'aide au développement des banques et pays étrangers. Paraphrasant Amilcar Cabral (1924 - 1973) auquel est attribuée l'indépendance du Cap-Vert, "la seule condition valable pour accepter de l'aide est qu'il n'y ait pas de condition". À cet effet et pour rompre la dépendance au sentier, perçue et reflétée dans la gouvernance marine du Cap-Vert, plusieurs analystes envisagent à l'échelle globale l'annulation de la dette du Tiers-Monde ([Vivien, 2010](#)). Or, pour que le développement de pays comme le Cap-Vert puisse être libéré, l'annulation de la dette doit être associée à la souveraineté sur les ressources naturelles. En plus de remettre en question des lois internationales comme celle sur le Droit de la Mer, cela impliquerait aussi que ces pays puissent protéger adéquatement leur ZEE (p. ex., en ayant des patrouilles fonctionnelles et bien équipées), et qu'ils transforment et distribuent eux-mêmes les produits de la pêche (p. ex., en se dotant des infrastructures et réseaux nécessaires pour transformer). Enfin, cette libération passe aussi par l'indépendance énergétique nécessaire pour répondre aux besoins de base de sa population.

D'autres solutions globales concrètes pour limiter la pression sur les ressources marines capverdiennes seraient d'augmenter le nombre et améliorer la qualité des AMP en Europe, en Chine et Japon, soit dans les pays exploitant les eaux capverdiennes pour leurs poissons. Les AMP sont un bon outil pour permettre aux stocks de pêche de récupérer à long terme. Cette mesure devrait aller de pair avec la diminution de consommation de poisson dans les pays pouvant se permettre des alternatives aux poissons pour leur source de protéines. À noter que plusieurs conflits au Sud apparaissent liés à la surconsommation des pays du Nord ([Alier, 2014](#)).

4.5 LE PARADIGME DE L'ÉCODÉVELOPPEMENT

Conceptuellement, l'ensemble de ces constats sur la gouvernance marine au Cap-Vert (et dans plusieurs PEID) mène au questionnement du modèle de développement prôné internationalement. Alors que le développement durable est généralisé depuis les années 1980, la notion plus ancienne d'écodéveloppement (développée dans les années 1970 dans le but de trouver une solution à la situation du Tiers Monde) semble avoir été mise de côté

([Figuière, 2006](#)). Or, cet avènement du développement durable dans lequel l'économique prend une place aussi importante que le social et l'environnemental converge avec la généralisation des déréglementations et désintermédiation financières, et donc avec une concurrence accrue et un essor des marchés financiers ([Baron, 2003](#)). Le pouvoir des marchés s'est alors imposé au pouvoir politique, et donc à la gouvernance. Parallèlement, la préoccupation de la protection de l'environnement a aussi crû, prenant le pas sur l'aspect social du développement durable. Comme le formule Figuière (2006), le développement durable est alors devenu une autre façon pour les pays du Nord de "tirer l'échelle" ([Chang, 2002](#)) aux pays du Sud, empêchant ces derniers d'emprunter la voie que les pays du Nord avaient empruntée pour se développer ([Figuière, 2006](#)).

Dans la notion d'écodéveloppement, le développement est endogène et dépend de ses propres forces. Il vise l'intérêt général et non la production à tout prix, et cherche une symbiose entre l'homme et la nature ([Hammarskjold Dag Fondation, 1975](#)). Ce type de développement, plutôt que de se cadrer dans la croissance économique, reconnaît le besoin de mettre fin à cette dernière afin de préserver la nature. Il vise le progrès social (combattre les inégalités notamment) et la gestion saine des ressources et du milieu ([Sachs, 1994](#)). Il reconnaît aussi la diversité des situations (la territorialité) et remet en question à la fois les modes de développement des pays riches et des pays pauvres, ainsi que leur façon de coopérer. Cet écodéveloppement semble alors se rapprocher de la notion de développement humain durable et de "sustainable livelihood", soit l'établissement de politiques en faveur de l'amélioration des conditions de vie générales.

4.7 DIVERSITÉ ET SPÉCIFICITÉS CULTURELLES

Le souci de préservation et de promotion de la culture (legs des générations passées à transmettre aux générations futures) intègre l'échelle temporelle à la conservation du territoire, souvent davantage considérée par rapport à son échelle spatiale. Préserver la spécificité culturelle de chaque île du Cap-Vert pourrait permettre une amélioration de la gouvernance marine cap-verdienne. Ainsi, mettre davantage de l'avant les éléments associés à la culture, musique, pêche, danse, traditions culinaires et communautaires de chaque île

justifierait leur conservation par le gouvernement. Considérer et valoriser la diversité et la spécificité culturelle de chaque île permettrait donc à l'État cap-verdien d'intégrer à son plan de développement les caractéristiques distinctives de celles-ci. Ainsi, Maio est la plus importante île de l'archipel dont les communautés vivent encore principalement de la pêche artisanale sans avoir été trop altérées par de grands développements touristiques, comme c'est le cas des îles de Boa Vista et de Sal. Maio présente donc un fort potentiel de conservation.

La diversité culturelle et biologique, leur équité d'accès pour tous, la collaboration efficace avec les populations vulnérables et le respect des droits des populations sont de plus en plus considérées comme centrales à la bonne gouvernance environnementale ([Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2015](#)) dont dépend la bonne gestion environnementale. Ceci implique de préserver les savoirs, cultures et langages autochtones pour préserver les connaissances associées à l'environnement et prendre de meilleures décisions en ce qui le concerne ainsi que les hommes qui existent grâce à lui ([Roussel, 2005](#)). Ainsi, la préservation de ces valeurs naturelles et culturelles nécessite que l'on éradique à la fois l'emprise de l'homme sur la nature, et celle des plus puissants sur les plus faibles (inter et intra - classes sociales, groupes d'âge, cultures et nations). À titre d'exemple, dans les domaines de la pêche, de la conservation marine et du développement, les hommes sont de plus en plus présents dans l'économie marchande "gérée" et gouvernée d'en haut (perspective de gouvernance mondiale) ([Brêthes et Fontana, 1992](#); [Kumar et Prakash, 2010](#)) au détriment des femmes qui sont pourtant traditionnellement le lien premier entre la production et l'échange du poisson dans les communautés de pêche.

4.8 JUSTICE GLOBALE

Notre analyse a touché aux rôles de la société civile (participation citoyenne), du gouvernement (État) et du Marché car la gouvernance traite des rapports entre ces trois sphères ([Baron, 2003](#)). Selon Polanyi (1983) nous vivons dans une société de marché fondée sur une économie au service de l'intérêt personnel ([Polanyi, 1983](#)) : la société et l'environnement sont « encastés » dans l'économie de marché, alors que l'économie est « désencastrée » de la société et de l'environnement. Afin de remettre la gouvernance au

service de l'intérêt général, il importe alors de « ré-encastrent » l'économie au sein de la société et de l'environnement, ce qui va nécessairement de pair avec une ré-hiérarchisation de nos valeurs communes. Le mouvement de la justice environnementale qui promeut plus de justice sociale entre les hommes, y compris par rapport à l'environnement, travaille à cette réorganisation des valeurs à la base de la gouvernance, à toutes les échelles. Cette analyse rejoint aussi celle d'Alier ([Alier, 2014](#)) dans l'ouvrage *Écologisme des pauvres*, qui, bien que traitant de cas locaux spécifiques, souligne le besoin de concevoir la justice au niveau global.

4.9 CONCLUSION DU CHAPITRE DE LA DISCUSSION

Notre postulat était que la gouvernance du SSE de Maio était exemplaire du fait que les communautés locales de Maio sont incluses dans les décisions concernant leur environnement marin. Nous voulions vérifier nos hypothèses selon lesquelles les gouvernances *de jure*, *de facto* et désirées convergent et que la vulnérabilité influence leur degré de convergence.

L'analyse a montré que la situation de Maio n'est pas aussi idéale qu'elle ne le paraissait à prime abord. Bien que les gouvernances *de jure* et désirées convergent généralement, tendant toutes deux vers une plus grande participation des communautés à la prise de décision, à une meilleure préservation de l'environnement et à une plus grande solidarité sociale, la gouvernance *de facto* diverge.

De nombreux mécanismes macro-micro et enjeux globaux expliquent cette dissonance (subventions à la pêche, aide internationale et clause de bonne gouvernance, dette, etc.), eux-mêmes en partie dus à la dépendance au sentier du Cap-Vert vis-à-vis des pays étrangers dont l'influence coloniale s'est mutée en contrôle par le marché et la gouvernance. Ceci se reflète dans divers dysfonctionnements sur le terrain, tels qu'un contrôle accru des pêcheries locales artisanales sans amélioration du contrôle des pêches industrielles ainsi qu'une abondance de textes juridiques visant une meilleure conservation des écosystèmes marins sans moyens techniques suffisants pour faire appliquer les règles d'usage et de zonage prescrites.

En bref, les 43 entrevues, le métissage et l'analyse de la vulnérabilité nous ont permis de dresser le portrait du SSE de Maio; l'étude de terrain a donné les résultats permettant de valider (partiellement) nos hypothèses. Malgré la validation de nos hypothèses, une réserve est à apporter. Elle tient aux limites de la portée de notre étude.

Limites :

- 1- L'absence des pêcheurs industriels à nos entretiens de l'A4D avérés trop difficile à rejoindre;
- 2- L'insuffisance de données économiques détaillées (subventions, aide au développement et montants) sur les marchés et activités économiques maritime (pêche, conservation, tourisme) de Maio et du Cap-Vert. Un comparatif avec les données économiques d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest aurait également été intéressant à intégrer;
- 3- Les limites d'une recherche basée sur un cas unique.

CONCLUSION GÉNÉRALE

RETOUR SUR LES PRINCIPAUX RÉSULTATS

Dans notre chapitre 4, nous avons discuté les résultats obtenus et nous avons conclu à une validation nuancée des deux hypothèses que nous avions au départ, à savoir qu'il y a des dissonances entre les trois types de gouvernances, en partie expliquées par la vulnérabilité du SSE de Maio. Nous avons également exposé les obstacles à une gouvernance optimale et à une pleine convergence des trois types de gouvernances. Nous avons expliqué en quoi la vulnérabilité et la mobilité influencent cette convergence.

Si Maio n'est pas, contrairement à ce que nous pensions au départ, un cas exemplaire de gouvernance participative menant à la bonne gestion du SSE, elle reste un cas inspirant. La volonté de faire participer l'ensemble des acteurs est énoncée dans les textes de lois et documents officiels et est exprimée par la plupart des acteurs interviewés. La gouvernance *de facto* pourrait mieux converger avec les deux autres types de gouvernance et être plus participative.

Pour rendre plus participative la gouvernance *de facto*, notre étude a souligné le besoin d'autonomisation des communautés de pêche de l'île de Maio et du Cap-Vert vis-à-vis des forces extérieures dont les pressions sont particulièrement fortes sur ce petit SSE rural. L'île dépend en effet directement de son environnement (où les externalités tant environnementales, sociales, économiques que politiques se concentrent, tel que nous l'avons vu dans l'analyse de la mobilité).

Notre étude peut servir à l'étude d'autres PEID : elle indique que la gouvernance participative a du potentiel dans un milieu comme Maio, mais qu'elle doit être participative sous tous ses aspects (3 types de gouvernance) pour permettre la gestion efficace (préservation) des SSE. Elle montre aussi que la gouvernance et la gestion peuvent rendre les SSE plus ou moins vulnérables.

Les solutions se trouvent dans l'inversion des patrons de mobilité actuels (voir article 3 et chapitre 4 où les flux et les patrons de mobilité du système sont illustrés et discutés). L'inversion se traduirait par des ressources halieutiques entrant dans le SSE de Maio plutôt qu'en sortant, par un retour du pouvoir aux acteurs locaux. L'inversion des patrons de mobilité devrait aussi s'accompagner de l'amélioration des transports sur l'île et entre Maio et la capitale, ainsi que par l'amélioration des capacités de navigation et de pêche des pêcheurs. D'autres solutions macro et micro se dessinent, incluant celle de donner plus de voix aux acteurs absents aux divers paliers de gouvernance (voir discussion au chapitre 4).

Plus largement, nous avons vu que l'échec ou la réussite de la gestion des socio-écosystèmes des PEID dépendent de nombreux facteurs. En plus de la convergence des gouvernances, l'efficacité des moyens mis en œuvre pour l'opérationnaliser (gestion), est cruciale. L'harmonisation des trois types de gouvernance et de gestion des SSE de PEID dépend ultimement de la préservation des spécificités culturelles et de la nature (connexion à l'océan pour ses valeurs associées à la subsistance, l'identité et la culture principalement, dans le cas étudié). La convergence des gouvernances dépend aussi du degré de souveraineté des communautés et de l'État face aux bailleurs de fonds, à l'aide au développement et celle de la diaspora, etc. et de leur autonomie énergétique, alimentaire et pour l'ensemble des biens et services nécessaires à la population.

La différence de sensibilité entre les décideurs (mairie, gouvernement, agences nationales et régionales) et les communautés de pêche face au déclin des stocks de poissons, ainsi que le sentiment d'incapacité d'agir de ces dernières affecte la prise en compte de leurs besoins et intérêts dans la gouvernance *de facto*. Cela se reflète dans le processus (hermétique) et l'issue (désavantageuse pour les pêcheurs artisans) des négociations relatives à la pêche étrangère en eaux cap-verdiennes.

La mobilité réduite des communautés de l'île influence leur vulnérabilité, limitant leur capacité d'adaptation (p. ex., se déplacer, émigrer) en plus de les rendre plus sensibles (p. ex., à un arrêt de l'approvisionnement en combustible étranger qui empêcherait le processus de désalinisation de l'eau) et plus exposées aux pressions extérieures (p. ex., puisque leur alimentation dépend du transport de nourriture vers et dans l'ensemble de l'île) (article 3).

Ainsi, les pistes de solutions proposées pour améliorer l'harmonisation des gouvernances et la viabilité du SSE de Maio pourraient également s'extrapoler à d'autres PEID. Le regroupement d'acteurs vivant une situation de vulnérabilité similaire (p. ex., pêcheurs artisanaux pour avoir plus de poids face aux pêcheurs industriels et armateurs) serait une solution. Un tel regroupement devrait s'exercer à toutes les échelles : au sein de l'île de Maio (entre ses différentes communautés); entre les communautés de pêche des différentes îles; et même, entre les différents pays d'Afrique de l'Ouest amenés à négocier des accords de pêche. Une telle solution est transposable à d'autres PEID. L'intégration à la gouvernance des acteurs les plus faibles, comme les vendeuses de poissons, les pêcheurs non associés et les autres acteurs non affiliés à une organisation (p. ex., la personne vendant les sacs de plastique), permettrait aussi d'aborder des problématiques plus larges que la difficulté croissante des pêcheurs artisanaux à vivre de leur métier. Les solutions globales énoncées au chapitre 4 (p. ex., arrêt des subventions, amélioration des réseaux d'AMP dans les pays du Nord, limitations de la capacité de pêche des flottes industrielles, etc.) pourraient s'appliquer d'autres PEID.

Par cette recherche, nous espérons avoir apporté une contribution à la compréhension de la gouvernance marine dans les PEID.

APPORTS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES

La description et l'analyse des types de gouvernance marine de l'île de Maio que nous avons présentées dans cette thèse contribuent aux théories de la gouvernance participative. Notre apport tient précisément à la superposition des niveaux d'analyse local, national et global, utilisant des approches fondées sur l'étude des perceptions (sur la base des entretiens auprès de 43 acteurs) et des approches systémiques.

Notre caractérisation de la gouvernance « désirée » et l'intégration de cette catégorie à l'analyse, étudiée en profondeur grâce à l'A4D ([Sébastien, 2006](#)), est une conceptualisation issue de cette méthode. Elle se réfère à la perception que les acteurs ont de la gouvernance *de jure* et *de facto*, ainsi qu'aux désirs de gouvernance tels qu'exprimés par les acteurs interviewés. Nous considérons que c'est un apport important car les théories abordent rarement la perception des acteurs de manière systématique et approfondie.

Au plan **théorique**, nous avons aussi conceptualisé et rendu opérationnelle la notion de mobilité. Nous avons notamment intégré dans notre modèle d'analyse des éléments tangibles et intangibles en mettant sur le même plan la mobilité des humains, des espèces, des ressources, des équipements et outils de pêche, de la gouvernance, des gaz à effet de serre, etc. Ce modèle intégrant le concept de mobilité présente un potentiel transposable à d'autres systèmes socio-écologiques, à une époque où l'on réalise l'ampleur des problèmes issus de l'externalisation croissante des coûts écologiques, sociaux et économiques du transport, des distances entre lieux de production et de vente, etc. L'analyse de la vulnérabilité par la mobilité (chapitre 3) a aussi permis d'identifier des éléments de gouvernance *de facto* systémiques qui avaient été peu développés dans les entretiens menés avec la méthode de l'A4D, et d'entrevoir les effets dans le temps des flux entrants et sortants actuels du SSE de Maio, si ceux-ci se perpétuent.

Au plan **méthodologique**, la classification en trois types distincts de gouvernance représente un enrichissement des méthodes d'analyse. À notre connaissance, cette distinction se retrouve rarement dans les études relatives à la gouvernance marine. Nous avons proposé une modélisation des trois types de gouvernance et des méthodes employées pour les étudier, par la création d'un abaque intégrant à la fois les méthodes et concepts de la gouvernance dans un même système. Cette intégration des différentes strates d'analyse constitue un des apports méthodologiques importants (voir chapitre 2) de notre thèse.

La modélisation de la gouvernance proposée par Léa Sébastien (2006) s'est avérée très utile pour notre étude. Nous en avons testé la solidité et la validité par l'application à un cas de gouvernance marine. Sa comparaison avec le modèle d'Ostrom dans notre article 1 a permis d'en mesurer la pertinence et ses apports qualitatifs distinctifs. La modélisation que nous avons faite des flux d'éléments entrant et sortant du SSE de Maio pour l'étude de la vulnérabilité et de la mobilité (article 3) constitue un autre apport sur le plan méthodologique.

Ces trois modélisations de la gouvernance rendent l'analyse du SSE de Maio reproductible à d'autres SSE similaires.

L'intégration de données sociologiques, juridiques, artistiques, et d'analyses transdisciplinaires nous a permis de dresser le portrait d'une communauté vivant une réalité sociale complexe. L'association d'une analyse des perceptions des acteurs concernant la gouvernance

avec des analyses plus systémiques de son environnement socio-environnemental. a enrichi (bien que complexifié) ce portrait.

APPORTS EMPIRIQUES

Sur le plan empirique, notre thèse a permis de recueillir et d'organiser un ensemble de données sur les perceptions d'acteurs divers (membres de petites communautés de pêche, experts et gestionnaires des milieux marins), en ce qui concerne la gouvernance marine et la vulnérabilité du SSE de Maio. Les connaissances mises en évidence dans cette recherche permettent de mieux connaître le Cap-Vert, un pays peu étudié même au sein de l'Afrique de l'Ouest, et en particulier l'île de Maio, petite île rurale de ce « petit pays »³⁰. Ce matériau ajoute donc aux études de terrain réalisées dans d'autres pays où les conditions de vie sont comparables. C'est une contribution à la recherche par cumul de connaissances.

CAPACITÉ DE GÉNÉRALISATION DES RÉSULTATS

Malgré les limites inhérentes à l'étude d'un cas unique, plusieurs éléments tirés de nos résultats et de nos analyses (vulnérabilité, mobilité, sentier de dépendance et mécanismes macro-micro (article 2)) sont extrapolables à d'autres PEID dont les sensibilités (isolement, difficulté à atteindre les marchés extérieurs, ressources limitées, etc.) et expositions (changements climatiques, surpêche, etc.) s'apparentent à celles du Cap-Vert.

Notre analyse de la convergence des trois types de gouvernance peut servir de cadre de référence pour alimenter à la fois les réflexions sur l'échec ou la réussite de la gestion des projets en milieu marin en établissant les nœuds de la gouvernance, par le degré de pouvoir variable entre les acteurs, mais aussi par les éléments systémiques et parfois invisibles à la plupart des acteurs, qui influencent la gouvernance. La comparaison entre les décisions officielles, factuelles et celles désirées par les acteurs permet de déterminer pour d'autres situations – gestion des ressources

30. En référence à la chanson « Petit Pays » de Cesaria Evora (1941-2011) – au sujet du Cap-Vert

marines ou autres - quels projets sont favorisés par les différents acteurs, et pour quelles raisons ils se développent ou non.

PROLONGEMENT DE LA THÈSE ET ACQUIS PERSONNELS

Nous entrevoyons des développements futurs à notre étude puisque l'A4D en milieu marin pourrait servir à étudier de nouveaux cas, fournissant de précieuses connaissances sur les relations sociales et patrimoniales influençant la gouvernance. La comparaison systématique entre les gouvernances *de jure*, *de facto* et désirées, à l'échelle locale, nationale et globale, est également porteuse de pistes de solutions tant à court terme et à petite échelle, qu'à long terme et à une échelle macroscopique.

Ce travail nous a ouvert sur une nouvelle compréhension du monde. L'importance de l'étude de la gouvernance et du poids des acteurs (absents, faibles ou forts) pour comprendre les enjeux environnementaux et pour travailler à des pistes de solutions est devenue plus importante au fil de la recherche. Aussi, l'approche que nous avons privilégiée en ne nous limitant pas à un seul type de gouvernance s'est avérée pertinente, puisque l'influence de certains acteurs forts n'était pas très visible³¹ à prime abord, basée sur la seule considération de la gouvernance *de jure*.

Dans notre cheminement académique personnel, nous sommes passée de l'étude de la biologie marine qui nous intéressait de longue date; à l'environnement marin en y ajoutant la dimension humaine qui affecte inévitablement les écosystèmes; puis à la gestion marine en y ajoutant la dimension politique, qui contrôle les actions humaines. La ligne directrice de nos orientations a été la certitude de plus en plus claire que seuls de profonds changements aux actions humaines pourront améliorer l'état de nos océans, des habitats qu'ils constituent et des ressources qu'ils abritent. Cette thèse nous a amenée à considérer comme cause première à l'état critique des milieux marins les relations entre humains (relations sociales, économiques et politiques), qui relèguent en arrière-plan de la gouvernance *de facto* les relations patrimoniales. Nous en sommes arrivée à une remise en question du type de développement prôné par les institutions

31. Pourrait-on alors parler d'acteurs forts invisibles? Ceux-ci pourraient-ils contrecarrer les effets de la main, invisible (en supposant que l'on souscrive à cette théorie)?

internationales (développement durable) qui rend plus vulnérables les PEID et les petites communautés de pêche, questionnant par le fait-même le dogme de la croissance économique et la légitimité de la dette des pays du Sud³².

Cette étude renforce notre conviction qu'il convient d'associer à la recherche académique l'intervention sur le terrain et de joindre nos forces à celles des organisations sociales qui défendent les intérêts des groupes vulnérables, au Québec ou ailleurs. C'est ainsi qu'advieront – pensons-nous - de véritables changements, pour des PEID - et une planète - réellement viables.

32. Ceci, sans même considérer la dette écologique des pays « développés » se développant de manière non soutenable aux dépens des PEID et des communautés les plus vulnérables.

*Le choix n'est pas entre l'homme et la nature,
mais entre un monde uniforme, modelé aux seuls intérêts économiques,
et un monde divers, laissant place à la pluralité des aspirations humaines,
des façons de faire et des manières d'être comme à la pluralité des vivants.*

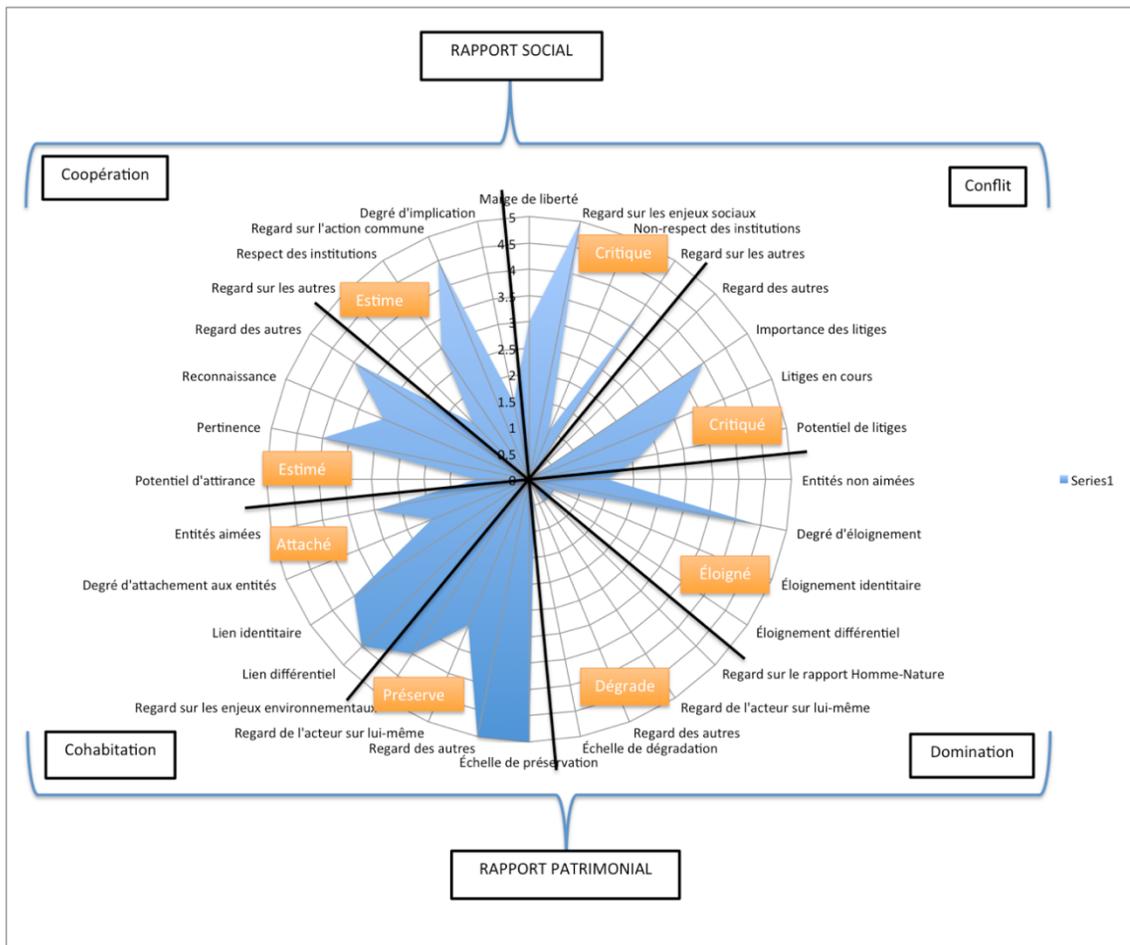
(Larrère, 1997 dans ([Sauvé et Villemagne, 2006](#)))

ANNEXES

ANNEXE 1

EMPREINTES TERRITORIALES INDIVIDUELLES AU SUJET DE MAIO ET PONTA PRETA

ACTEUR 1 - MONDE DE LA PÊCHE LOCALE
PÊCHEUR, VILA DO MAIO (MEMBRE DE L'ASSOCIATION DE PORTO INGLÉS)



Empreintes territoriales : Acteur1

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

RAPPORT SOCIAL			
<p>Le rapport social de l'acteur montre que ce dernier formule <i>d'avantage de critiques qu'il n'est critiqué</i>. Ses <i>critiques</i> sont fondées, basées sur une connaissance des institutions relative, et partagées et touchent au respect de la loi (qu'il espère au plus haut degré) et à la pêche à impacts environnementaux minimums. La compétition entre pêcheurs industriels (ou semi-industriels d'autres îles) et maienses locaux (dont il fait partie) fait en sorte qu'il est inclus dans des litiges. Il dispose d'emprise humaine relative et de quelques partenaires de son groupe (du fait qu'il est un pêcheur d'expérience, relativement grégaire)- <i>est estimé</i>. L'acteur souhaite une gouvernance participative dans laquelle l'interlocuteur principal du gouvernement serait les pêcheurs (la population suivrait). Bien qu'il rencontre les autres acteurs et discute en petits groupes de pêcheurs après la pêche, il reste passif lorsque présent aux réunions plus larges avec autres acteurs. L'acteur <i>estime</i> les pêcheurs qui ont lancé avec lui le projet de Ponta Preta et qui respectent comme lui la loi, sans grande intensité cependant.</p>		<p>Lui (trad. libre / paraphrase) : « Il faut faire respecter la loi! Le gouvernement et l'IMP doivent agir! [...] »</p> <p>Eux (trad. libre / paraphrase) : « Les pêcheurs à la ligne sont ceux qui dépendent le plus de la bonne santé du milieu marin. Leurs pratiques sont exemplaires. »</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - pêche trad. à la ligne uniquement (+++); - expérience de pêche (apprentis); - peu de conflit; - individualiste (indépendant) grégaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - les autres pêcheurs qui respectent lois (traditionnels); - les instigateurs de PP (pêcheurs). 	<ul style="list-style-type: none"> - MP (surveillance et application de la loi -); - Gouvernement (accords de pêche); - Pêcheurs industriels ou venant d'autres îles (semi-industriels). 	<ul style="list-style-type: none"> - jamais directement critiqué; - conflit d'usage (poissons en déclin) + moral (techniques de de + en + invasives).

RAPPORT PATRIMONIAL			
<p>Le rapport patrimonial est caractérisé par la préservation et l'attachement : pour lui, la pêche traditionnelle (ligne) et les espèces marines locales constituent des fleurons de la culture cap-verdienne et la base de l'équilibre du système. Il considère que la survie des espèces océaniques et son peuple en dépendent, mais ne l'énonce pas avec passion. Il souhaite que les autres se rallient à son point de vue sans s'impliquer activement. Il a déjà été plus proactif, aux débuts du projet de Ponta Preta, mais semble plus passif maintenant.</p> <p>Pour cet acteur sensibilisé et conscient, la nature est essentielle à la vie et la culture. Il voit peu d'issues aux actions de l'homme (ex : on ne peut plus revenir à l'utilisation de la voile puisqu'elle ne permet pas de se rendre là où se trouve le poisson maintenant).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il dégrade très peu car n'a jamais changé ses pratiques (sauf moteur). Il n'est jamais cité pour sa dégradation. <p>Ses critiques (technologie / société moderne) sont argumentées et il considère la survie de sa communauté menacée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acteur ne déprécie pas ceux qui utilisent les moteurs + bouteilles, et ses critiques sont partagées. 		<p>Lui :</p> <p>« La mer nous fait vivre : protégeons-la pour notre survie! »</p> <p>« Toute conservation marine est bonne, surtout là où se trouvent les nurseries / aires de reproduction des espèces marines. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs traditionnels devraient être les premiers interlocuteurs du gouvernement pour la co-gestion de Ponta Preta. »</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - tradition (ligne / voile); - poissons (respect) - (tuna, serra, cavala, raies, requins, tortues); - territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche de la manière + respectueuse de l'env. (exemplaire); - océan pour les générations futures, par des AMP, surveillance, contrôle et respect de la loi (techniques / périodes / taille). 	<ul style="list-style-type: none"> - dégradation limitée à l'usage du moteur, inévitable. 	<ul style="list-style-type: none"> - moteurs et bouteilles de plongée; - pluies, mer agitée.

ANALYSE DE L'EMPREINTE TERRITORIALE PAR RETOUR SUR HYPOTHÈSES

Un pêcheur respecté et respectueux de la loi et de son milieu

L'acteur cohabite et préserve sans être profondément attaché au territoire, et partage cette façon d'être avec les autres membres de son groupe. Il est lucide face aux défaillances de gouvernance actuelle mais a lâché prise quant à l'avenir du territoire (d'après ses dires).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - respect de la loi (++) - union fait la force - conservation des espèces & pêche à long terme (théorique; sans passion) - acteur lassé des efforts sans résultats de l'association des pêcheurs pour la conservation. 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces locales - cycles de vie - consommation locale - modes de vie locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne traditionnelle - respecte tailles et saisons de pêche + Ponta Preta. - a déjà participé, mais participe actuellement moins aux projets de conservation.
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - empirique (observations) - vernaculaire (communauté) - académique (formation techniques de pêche) 	

L'acteur est cohérent dans ses valeurs, connaissances et activités : il voudrait que la loi soit davantage respectée et que ses agents soient plus actifs, et lui la respecte. Il souhaiterait que la zone de Ponta Preta soit véritablement fermée à la pêche afin que personne n'y aille, et il n'y va pas. Il comprend que les lois relativement à la taille des poissons (pas juvéniles) et saisons (pas en période de reproduction) sont fondées sur le cycle de vie des espèces qu'il connaît à force d'observations. Il connaît aussi les impacts de la pêche intensive et de la technologie (bateaux plus puissants, moteurs, filets, chaluts, etc.) sur l'écosystème et c'est pourquoi il voudrait que les accords avec la communauté internationale soient revus / rompus, remplacés par des accords de protection. L'association savoirs de types variés et préférences semblent orienter des pratiques respectueuses de l'environnement.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

La conservation et la pêche vont de pair

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée.	Critique.	Projetée
Conflits pêcheurs industriels (semi) et locaux - moyens, zones et morale.	Il faut faire respecter la loi (contrôle et surveillance)	L'association des pêcheurs est divisée.	Il faut que les pêcheurs regagnent confiance en l'asso et que celle-ci soit éthique.	Ne connaît pas PRAO; bonne idée mais pas d'application.	Le gvt devrait discuter avec les pêcheurs qui transmettraient l'info à la pop.	Pourquoi PP n'est pas encore annoncé?	Il faut mettre sur pied PP pour protéger aire de reproduction, etc.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- renforcer la surveillance et le contrôle de la pêche industrielle et semi-industrielle dans toute la zone réservée à la pêche locale (normalement 3 miles de la côte); 2- faire respecter la loi sur les pratiques de pêche; 3- briser les accords de pêche; 4- conserver Ponta Preta et toute zone utile au rétablissement des stocks de poissons en déclin et 5- rétablir une association des pêcheurs unificatrice et répondant aux besoins du plus grand nombre.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
survie = pêche tradition = pêche respect = pêche (tous sont liés au territoire).	souhaite co-gestion avec pêcheurs comme premiers interlocuteurs, intermédiaires avec le reste de la population.	dépendance forte; conscience aigüe des liens indissociables homme-océan.	ensemble des Maienses.	se soucie peu des générations à venir (individualiste las), mais souhaite tout de même une amélioration de la situation (gvt plus riche et puissant pourrait prendre meilleures décisions pour le peuple).

La vision de l'acteur va dans le sens de l'intérêt général en répondant à l'ensemble des besoins de Maslow et considère la connexion homme-nature comme vitale. Toutefois, l'acteur limite ses réflexions sur l'ensemble du territoire à la population locale (maiense) et du Cap-Vert, lorsqu'il traite des accords internationaux. Il souhaite que son groupe ait un rôle important (co-gestion) dans la gouvernance, et que ce soit lui qui soit l'interface avec le reste de la communauté. Il ne le cherche pas directement (dit ne pas se soucier des générations à venir), mais sa vision est compatible avec l'utilisation du territoire à long terme et donc l'intérêt des futurs Maienses.

Zoom sur Ponta Preta

Le projet d'AMP devrait être réalisé depuis longtemps

Les aspects écologiques (site de reproduction et alevinage, refuge, etc. des espèces locales) semblent hors de tout doute et la nécessité de protéger la zone également. Conservation et pêche vont de pair, surtout dans le contexte actuel de pression sur l'écosystème par les pêcheurs de l'extérieur et méthodes de plus en plus efficaces même localement (plongée et harpons, collecte de buzios, etc.). C'est le processus qui pose problème (projet initié en ... par l'association des pêcheurs et toujours pas d'annonce officielle de l'AMP). Cela engendre des doutes et du cynisme face au gouvernement qui ne poursuit pas projets, même lorsque lui-même les initie. La corruption / manque de volonté des organismes supposés veiller au respect de la loi sont aussi soulignés et critiqués.

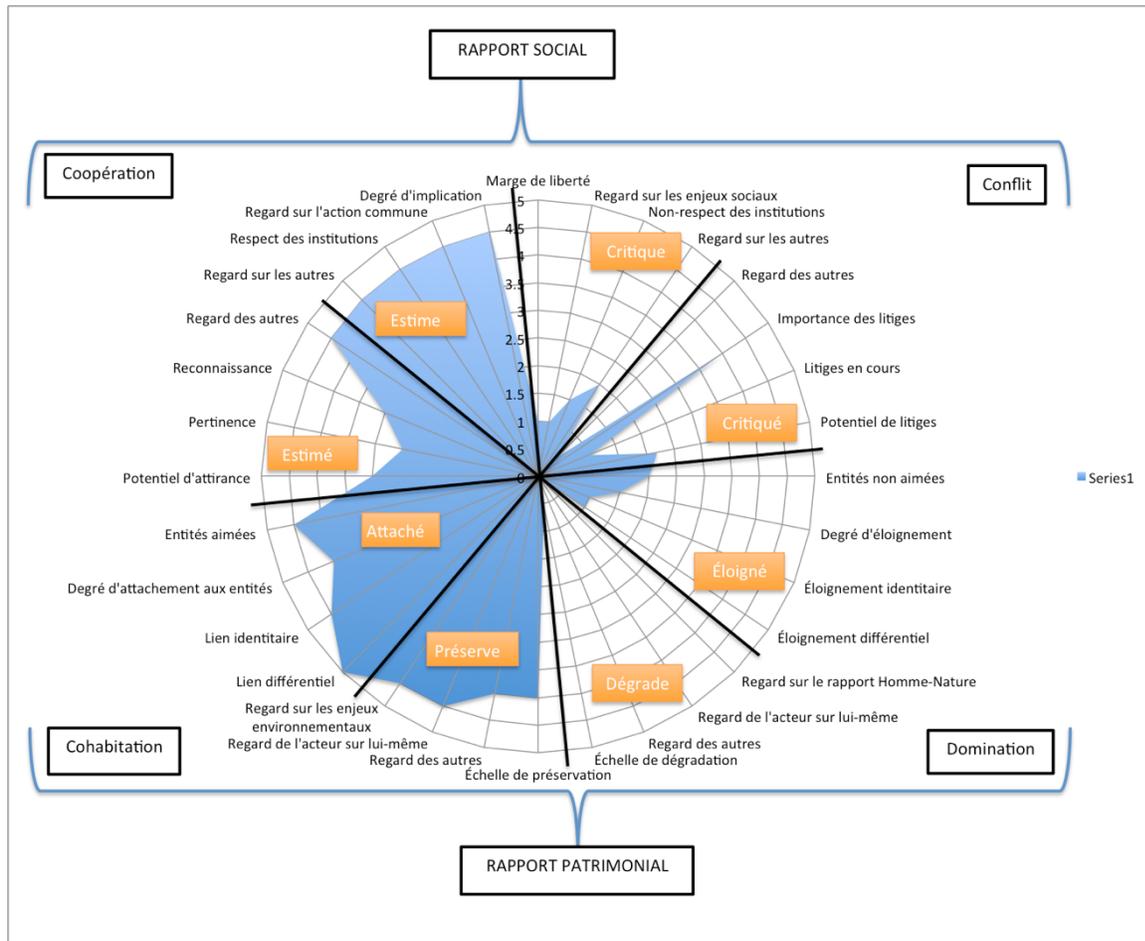
Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur exemplaire qui se fonde dans le milieu social et naturel

- Acteur exemplaire (relativement âgé, expérimenté, respecté) pouvant influencer d'autres acteurs de son groupe.
- Respectueux des espèces marines et désireux qu'elles soient préservées (survie de maio).
- Représentatif d'un groupe de pêcheurs.
- Favorable à la concertation, au centre de laquelle se trouveraient pêcheurs.

- Favorable à la conservation et fermeture complète de pontá preta (et +); application de la loi (pas plongée / périodes repos et taille poissons), partout.
- Confiné à son groupe mais souhaitant le voir plus soudé (uni).
- Vision océano-centrée (le reste de l'économie de l'île ne semble pas le préoccuper).
- Positions fortes mais acteur prêt à discuter (peu conflictuel bien qu'impliqué dans le conflit prédominant sur l'île, de par son métier de pêcheur local).

ACTEUR 2 - MONDE DE LA CONSERVATION
CONSERVATION MARINE (INTERNATIONAL ET VILA DO PORTO INGLÉS)



Empreintes territoriales : Acteur2

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

RAPPORT SOCIAL			
<p>Le rapport social de l'acteur montre que ce dernier critique peu, et est également peu critiqué sauf de manière positive. Il n'est pas impliqué directement dans les conflits, et même son organisme est perçu de manière plutôt neutre ou positive. Il connaît les lois et programmes globaux mais pense que ces derniers devraient être adaptés aux contextes locaux (ex : CBD, MGD), les projets du FMB, la vie marine et (moins) les institutions liées à la gouvernance marine. Il voudrait être au cœur de la gouvernance, jouer un rôle de liant et faire participer le plus grand nombre. Il participe à certaines rencontres, en initie également, mais pourrait collaborer davantage avec les pêcheurs et vendeuses de poissons qui ne le connaissent souvent pas. Il connaît bien le milieu marin globalement et de plus en plus celui du Cap-Vert, possède plusieurs partenaires (gouvernementaux notamment) et des moyens financiers (demandes de subventions pour l'ONG). Sa connaissance des océans et sa volonté à les préserver sont ses principaux atouts, reconnus par plusieurs autres acteurs. Il est apprécié, et en voie de devenir un moteur. Il reste réservé dans ses critiques, ne cible pas d'acteurs en particulier car souhaite préserver des rapports harmonieux avec tous (liant). Selon lui, le non-respect de la loi est dû à la pauvreté des gens auxquels il faut montrer des alternatives, et qu'il faut éduquer. Il évite les conflits et donc, même s'il est assez radical dans ses visions environnementales, il est empathique. Les conflits qui le concernent touchent plutôt aux valeurs morales qu'au reste, étant un acteur dont la survie ne dépend pas directement du territoire (protège mais n'utilise pas comme les pêcheurs / promoteurs touristiques).</p>		<p>Elle (trad. libre / paraphrase) :</p> <p>« Il faut comprendre et faire comprendre notre lien indissociable avec la nature et le préserver. »</p> <p>« Il faut communiquer et trouver de bons communicateurs pour sensibiliser à l'importance de la protection marine! »</p> <p>Eux (trad. libre / paraphrase) :</p> <p>« Le FMB est très dynamique pour la conservation de Maio. C'est inspirant pour les Maienses. »</p> <p>(SDTIBM)</p> <p>« Ils sont relativement actifs, mais ne communiquent pas avec les pêcheurs et vendeuses alors que ce serait essentiel pour protéger l'océan. »</p> <p>(pêcheur traditionnel)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - SDTIBM; - quelques pêcheurs / intervenants locaux (quand connaissent = estiment); - corvées de nettoyage des berges + formations + projections appréciées. 	<ul style="list-style-type: none"> - les femmes (salines); - pêcheurs locaux; - la population locale (travaillante et sans malice); - DGA (+ Dario); - gouvernement; - braconniers + pêcheurs non durables (compassion) 	<ul style="list-style-type: none"> - conservation trop timide et lente; - concentration de la pêche au Cap-Vert (Europe / Asie / Amériques - vidées); - pêche industrielle, surpêche; - Pauvreté : braconnage; - Pollution (plastique); - Surconsommation; 	<ul style="list-style-type: none"> - critiqué par volontaires & employés des patrouilles de tortues (expose au danger; paie insuffisamment; volontaires « abandonnés » dans un milieu inconnu.)

		<ul style="list-style-type: none"> - tourisme de masse; - explo/exploit pétrole; 	
RAPPORT PATRIMONIAL			
<p>L'acteur a une vision écocentrée, mais cherche également à préserver les activités humaines durables. Elle est critique de ses activités (plastique) et contribue activement à la conservation (ONG environnementale). Les patrouilles de tortues, formations d'observation des baleines, corvées de nettoyage des plages, sont reconnues par plusieurs acteurs. Enfin, elle préserve le milieu pour les générations futures, avec les moyens disponibles (subventions). Elle est surtout attachée aux mammifères marins, mais à toute la vie marine (vitale à son équilibre moral et physique). Elle voudrait contribuer à sensibiliser les locaux à l'importance de protéger, et les impliquer activement. Elle ne veut donc pas se les aliéner. Elle est pessimiste quant à l'avenir de la planète et considère que le principal frein à la bonne conservation de la nature est la pauvreté et l'héritage colonialiste de l'île. Elle est empathique envers les braconniers de requins et tortues qui ne peuvent vivre autrement.</p>		<p>Elle :</p> <p>« <i>Leave the ocean alone</i>. Promeut une protection maximale, participative. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Le FMB sensibilise la population aux enjeux environnementaux. C'est bon. »</p> <p>(femme maiense)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - mammifères marins - l'océan dans toute son ampleur / complexité - territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - tortues - océan (de pollution plastique notamment) - mammifères marins (observation & formations) - requins (projet) - sel (salines) 	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation limitée à l'usage du plastique (en diminution constante dans ses pratiques). 	<ul style="list-style-type: none"> - pas de contrôle / surveillance. - vendu aux étrangers (accords de pêche) - immigration : population peu autonome / initiatrice - femmes en retrait

ANALYSE DE L'EMPREINTE TERRITORIALE PAR RETOUR SUR HYPOTHÈSES

Une environnementaliste voulant faire changer les choses

L'acteur est très attaché (sans vivre sur place) et préserve par diverses activités de sensibilisation / actions de protection de la faune marine cherchant à impliquer la communauté locale. Il est optimiste face à la gouvernance en place et souhaite se positionner au coeur de la conservation marine de l'île. Il prend (son groupe) plusieurs initiatives sans être conscient de certaines critiques liées à ses pratiques.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - usages traditionnels - acteur motivé et soucieux de l'image projetée, surtout auprès des instances gouvernementales. - <u>implique la communauté dans ses projets sans vraiment connaître / chercher à trouver les projets de celle-ci.</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces marines (mammifères et mégafaune surtout) - impacts de l'homme sur l'océan / vie marine - lois et accords globaux - quelques intervenants de la gouvernance (plus étatiques que locaux). - 	<ul style="list-style-type: none"> - personnelles : limite plastique - groupe : organise patrouilles pour tortues, formations d'observation des mammifères marins (identifier faune présente autour de l'île), corvées de ramassage des déchets sur les plages du nord.
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (Ms.x2) - pratique / empirique (-) - professionnel (conservation marine) 	

L'acteur est cohérent dans ses valeurs, connaissances et activités, mais agit sur un milieu dont il ne dépend pas directement. Il émet certaines critiques (face au colonialisme notamment) tout en reproduisant certains défauts de ces pratiques (ce qui est difficile à éviter vu le peu d'esprit d'entreprise ambiant - héritage potentiel de l'esclavage). Ses valeurs et connaissances pourraient porter à croire à des actions plus profondes / militantes / participative (les vendeuses de poissons et pêcheurs le connaissent pratiquement pas). Or, la

recherche d'un rôle plus politique (influent, avec davantage de moyens) le limite dans sa capacité à rejoindre la population locale, qu'il juge toutefois centrale à ses activités. Il souhaite un océan intact, mais ne critique que timidement les politiques en place et les pratiques non durables (se voulant empathique). Il souhaite plus de conservation marine mais fait confiance aux autorités pour poursuivre les projets. Il ne connaît pas bien la réalité locale (espèces, société), excepté certains éléments plus folkloriques (femmes des salines, etc.). Il déplore les accords de pêche sans les dénoncer, tout comme le contrôle et la surveillance maritime lacunaires. Ses savoirs plus théoriques et préférences philosophiques pourraient davantage teinter ses pratiques.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Le FMB à la rescousse!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique (timide)	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée.	Critique	Projetée
Accords internationaux.	Souhaite une AMP à Ponta Preta + plusieurs autres sites de Maio.	Aucune énoncée.	Le FMB doit prendre de l'ampleur et du pouvoir.	Connaît peu le PRAO; semble satisfait des réunions de la DGA pour les AMP de l'île.	Voudrait être LE coordinateur des AMP à Maio. + de femmes	(pas claire-ment)	Il faut mettre sur pied PP et tous les autres projets de l'île.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- protéger davantage l'île de Maio et ses richesses; améliorer la surveillance et le contrôle de la pêche illégale et/ou industrielle; 2- revoir les accords de pêche; 3- donner plus de pouvoir au FMB.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement :

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO- SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - survie = pour locaux (pas directement touchée personnellement) - bien-être procuré par la mer / océan (physique et mental) 	souhaite co-gestion d'un comité local piloté par le FMB avec le gouvernement.	dépendance faible; conscience aigüe des liens indissociables homme-océan.	population mondiale; la population locale doit contribuer à la gestion et profiter des activités liées au milieu.	<ul style="list-style-type: none"> - générations présentes et futures : se soucie des générations à venir mais est assez pessimiste.

La vision de l'acteur va dans le sens de l'intérêt général en considérant l'ensemble des besoins de Maslow et considère la connexion homme-nature comme vitale. Ses réflexions sont d'ordre global en priorisant la population locale (maiense) et du Cap-Vert. Il souhaite que son groupe joue un rôle important (1er intermédiaire de co-gestion) dans la gouvernance, coordonnant les actions avec le reste de la communauté. Il souhaite initier des projets ralliant les acteurs locaux, mais ne les consulte pas directement sans proposer lui-même de projet.

Zoom sur Ponta Preta :

Il faut réaliser davantage de projets du même type.

Les espoirs sont bons pour que Ponta Preta soit protégée, ce qu'il désire grandement. L'attention de divers membres de la communauté (gouvernement - tant aux pêches qu'à l'environnement, pêcheurs locaux, organismes non gouvernementaux, chercheurs (comme moi), projets régionaux (PRAO et RAMPAO), etc.) se porte vers ce projet et il a donc des chances de se réaliser. La conservation est nécessaire (d'autant plus que les bateaux internationaux mettent de plus en plus de pression de la pêche sur la région) et c'est pourquoi il souhaite que plusieurs autres sites autour de l'île soient protégés. Certains usages pourraient être gardés (pêche traditionnelle et plongée) afin que l'AMP serve également à titre éducatif.

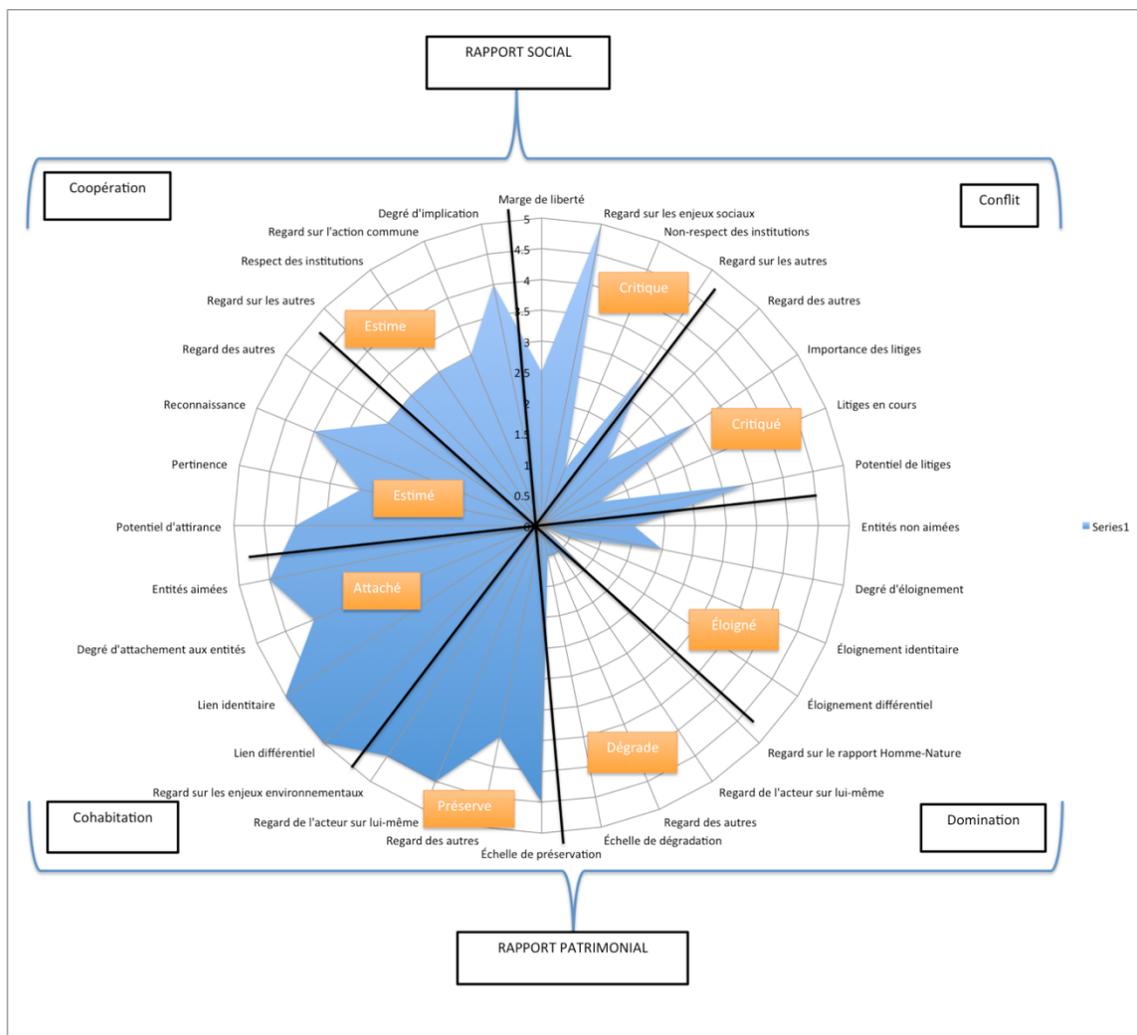
Cet acteur a confiance en le gouvernement, ses activités de concertation et le processus menant à la création d'AMP. L'acteur est motivé (optimiste) face à l'avenir des projets de conservation, sans toutefois l'être à l'échelle mondiale. Le manque de surveillance et contrôle est relevé.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur volontaire aux valeurs environnementales affichées

- Acteur mal connu personnellement (groupe mieux), à la volonté d'influencer les pratiques locales.
- Désir de découvrir, connaître et préserver les espèces marines;
- Favorable à la concertation, au centre de laquelle se trouverait son groupe;
- Favorable à la conservation et fermeture complète de Ponta Preta (et +);
- Souhaite développer des liens hors de son groupe (en principe au moins);
- Souhaite voir son groupe plus puissant (employés plus nombreux, etc.);
- Vision globale de l'île, son patrimoine et l'océan (au sein du système planétaire);
- Positions extrêmes pour l'ensemble de la planète, mais nuancées pour Maio;
- Acteur souhaitant discuter (ouverture et désir de lier les autres acteurs).

**ACTEUR 3 - MONDE DE LA GESTION DES PÊCHES DE MAIO
SUIVI DES PÊCHES À MAIO (VILA DO PORTO INGLÉS)**



Empreintes territoriales : Acteur 3

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

RAPPORT SOCIAL			
<p>L'acteur estime les pêcheurs (membres de l'association et respectueux de la loi surtout), mais aussi des acteurs officiels. Il accepte les lois mais regrette leur manque d'application. Il ne rejette pas la faute sur les individus (ex : IMP à Maio) qui n'ont pas de pouvoir, mais plutôt sur le gouvernement en général (qui ne donne pas les moyens nécessaires pour faire respecter la loi et qui tarde tant, notamment dans le dossier de PP). Il souhaite que le gvt joue le rôle central qui lui revient. Cet acteur s'implique (association, partenaire du PRAO, etc.).</p> <p>Il possède les connaissances, l'emprise foncière (maison des pêcheurs / camion) et l'emprise humaine (asso / partenariats divers) nécessaires pour attirer d'autres acteurs. Ses atouts sont donc référés par différents acteurs.</p> <p>Bien qu'il soit bien vu pour certains aspects, certains se demandent pourquoi il utilise le camion qui devait servir à l'association et où passe l'argent de cette dernière (caisse).</p> <p>L'acteur critique la pêche industrielle ou semi-industrielle, mais surtout l'inaction du gouvernement dont les lois ne sont pas respectées. Il est touché par la compétition des zones de pêche sur le territoire, étant une sorte de « parrain » des pêcheurs, un des seuls membres actifs de l'association et l'un des 2 initiateurs du projet Ponta Preta. Il se fâche du comportement du gouvernement, mais n'agit plus (a déjà été plus actif) pour le changer.</p> <p>Le conflit principal dans lequel il est impliqué personnellement est celui qui touche à la valeur morale et à l'honnêteté de l'association des pêcheurs - pb revenant souvent dans le discours des autres acteurs. Il est connu, mais plus pour ses atouts que ses défauts.</p>		<p>Lui (trad. libre / paraphrase) :</p> <p>« Il est temps d'agir pour protéger l'environnement! Ponta Preta est un projet qui a été initié il y a trop longtemps! Il faut aussi que la gestion soit plus efficace et responsable (stockage, transport, marché du poisson)! Ces deux éléments, associés à la fiscalisation (amélioration de ses moyens) et à l'éducation des gens, sont la clé. Il faut tous collaborer (ex : PRAO - exemplaire) et que le gouvernement agisse! La politique bipartite est néfaste à Maio - on défait tout ce que les autres ont mis sur pied plutôt que d'emboîter les bons pas. »</p> <p>Eux (trad. libre / paraphrase) :</p> <p>« Pour obtenir des informations sur Ponta Preta, allez le voir! »</p> <p>Gestionnaires locaux (IMP, FMB, etc.)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - connaissances sur la pêche (espèces, techniques, prises), la communauté, l'histoire (a participé à PP) et la politique du milieu. - localisation centrale (plage) - quelques pêcheurs (asso) - intervenants locaux - organisations régionales. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs locaux (respectueux des lois+, ligne+) - DGA - gouvernement (lent -) - braconniers + pêcheurs non durables (-)PRAO (initiative stimulante) - -IMP (manque de moyens, mais bon travail). - BM, aide int 	<ul style="list-style-type: none"> - inaction du gouvernement (pê, PP) - pêcheurs étrangers - pêcheurs bouteille - accords de pêche int - min env qui a avorté projet PP des pêcheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - critiqué par certains pêcheurs

– voit poissons; assiste pêche + débarquement	– UniCV (PP)		
RAPPORT PATRIMONIAL			
<p>L'acteur se soucie beaucoup de la mer (océan), qui est tout pour lui. Son travail l'amène à protéger (gérer prises), mais il est allé au-delà en initiant le projet de PP. À ce titre, il est estimé par ceux qui connaissent l'histoire du projet. Enfin, la protection du territoire s'imbrique dans une vision à long terme pour les générations à venir.</p> <p>Il est très attaché, tant aux espèces marines, qu'aux éléments patrimoniaux naturels (sable) et humains (maison des pêcheurs ancestrale, chansons). Il a déjà cherché à rallier les pêcheurs pour transmettre cet héritage aux générations futures (fascicules et démarches pour PP). Il réfléchit aux solutions pour préserver tout ce patrimoine.</p> <p>C'est un acteur conscient des problèmes du territoire, qui agit (surtout dans le passé), et dont les activités de dégradation sont mineures (empreinte personnelle uniquement).</p> <p>Il n'identifie pas de défaut au territoire, sauf problèmes technologiques (plongée et DCP - mal utilisés / entretenus), ce qui est récurrent dans le discours de l'ensemble des acteurs.</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'homme est le premier responsable et protecteur de son environnement! Il faut former les gens aux bienfaits de la conservation. »</p> <p>Promeut une protection étendue, participative mais avec appui (humain et financier) du gouvernement.</p> <p>Eux :</p> <p>« Il a démarré le projet d'AMP de PP! »</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> – mammifères marins – tortues – sable – tout l'océan – musique nationale – casa de pescadores – océan = frontière / inspiration 	<ul style="list-style-type: none"> – poissons (taille, espèces, saison) - par son travail. – tout PP (efforts dans le passé) - système complexe – collabore à d'autres initiatives protection 	<ul style="list-style-type: none"> – Dégradation limitée à l'empreinte personnelle (vie quotidienne) – (n'aime pas / entité si techno) : bouteilles, harpons. 	<ul style="list-style-type: none"> – pas de contrôle / surveillance – mal gestion (marché/transport/st ockage) – accords de pêche – pauvreté des pêcheurs (contreviennent aux lois) – politique bipartite

ANALYSE DE L'EMPREINTE TERRITORIALE PAR RETOUR SUR HYPOTHÈSES

Un gestionnaire amoureux de la mer

L'acteur est très attaché à l'océan et a déjà été très actif pour sa conservation. Ses efforts ayant été freinés par le gouvernement, il poursuit ses activités (profess.) promouvant les

bonnes pratiques de pêche et la collaboration pour la protection du milieu marin, sans être aussi impliqué directement dans la conservation. Il est optimiste face aux autres intervenants locaux, mais sceptique face au gouvernement. Il collabore et collaborera avec toutes les initiatives allant dans le sens de la protection de l'océan, mais se trouve au centre des dissensions de l'association des pêcheurs et des critiques que plusieurs pêcheurs formulent par rapport à l'intégrité de cette dernière.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - éducation / sensibilisation - diffusion de l'information localement et international - protection des océans - respect de la loi - actions liées aux paroles (gvt) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche (stocks, observation, connaissances ethnologique et travail) et écologie - institutions et responsabilités - historique de P 	<ul style="list-style-type: none"> - personnelles : bonnes - groupe : association (pours et contres) - met en réseau - professionnelles : constate prises sur bateaux, travaille avec pêcheurs pour leurs projets - initiative de Ponta Preta (passé)
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - institutionnel - académique - empirique - vernaculaire 	

L'acteur est cohérent dans ses valeurs, connaissances et activités, mais agit moins que dans le passé pour la protection de Ponta Preta. Bien qu'il critique le manque de suivi du gouvernement, il ne semble pas talonner ce dernier pour qu'il respecte ses engagements. De plus, alors qu'il semble avoir plusieurs atouts (influences) pour jouer un rôle central dans la préservation de la zone, son rôle contesté au sein de l'association et les rumeurs sur celle-ci lui nuisent. Cet acteur semble défendre à la fois des intérêts généraux (protection du milieu, mise en commun des ressources et efforts des pêcheurs au sein de l'association) et personnels (camion, \$), difficilement conciliables. Il déplore les accords de pêche, tout comme le contrôle et la surveillance maritime lacunaires. Ses savoirs de types variés lui permettent d'appuyer ses préférences (valeurs) et pratiques (activités).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

La mer, c'est tout pour lui!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique (timide)	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée.	Critique	Projetée
<ul style="list-style-type: none"> - accords internationaux - plongée & pêche trop efficace - peu de protection 	<ul style="list-style-type: none"> - AMP PP - pêche ligne unique-ment. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêchers non respectueux lois 	<ul style="list-style-type: none"> - peu exprimée - éducation - respect 	<ul style="list-style-type: none"> - gvt ne fait pas suivi - asso en difficulté 	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration - Commun. pêcheurs-gvt (co-gestion) - participation (formation) de l'E des communautés maienses 	<ul style="list-style-type: none"> - n'avance pas. - gvt n'a qu'à annoncer création (manque volonté politique) 	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut mettre sur pied PP et réunir le monde autour

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- créer Ponta Preta 2- surveiller et contrôler la pêche illégale et/ou industrielle; 2- revoir les accords de pêche; 3- que le gouvernement s'implique véritablement et fasse le suivi.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement :

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - survie = pour locaux (pêcheurs en premier) - bien-être / esthétique de la mer / océan 	souhaite co-gestion pêcheurs-gouvernement avec consultation de toutes communautés maienses.	dépendance moyenne mais affection forte; conscience des liens homme-océan.	1- pêcheurs, 2-population locale	- générations présentes et futures : se soucie des générations à venir (romantique).

(physique, mental)				
-----------------------	--	--	--	--

La vision de l'acteur va dans le sens de l'intérêt général en considérant l'ensemble des besoins de Maslow et considère la connexion homme-nature comme vitale (via la pêche, et beaucoup au bien-être). Ses réflexions sont d'ordre local et priorisent la population locale (maiense). Il souhaite que les pêcheurs soient co-gestionnaires mais que toute la population soit impliquée, éduquée et participatrice à la gouvernance. Il a déjà initié Ponta Preta et se porte volontaire pour poursuivre les efforts, mais ne semble pas en voie de redevenir un moteur central (ce qui est dommage vu sa position idéale).

Zoom sur Ponta Preta

Il faut que le gouvernement l'annonce!!!

L'acteur semble un peu exaspéré par la lenteur des développements et surtout l'inaction du gouvernement. Il désire toutefois sa protection intensément et collabore avec tout le monde (incluant les acteurs gouvernementaux - DGA, etc.) qui souhaite faire avancer les choses en ce sens. Il apprécie le PRAO car cela permet d'avoir plus d'argent pour la surveillance et le contrôle de la pêche (donc pratiques plus durables). La conservation est nécessaire et doit passer par l'éducation de tous. L'acteur est démotivé mais pas abattu face à l'avenir des projets de conservation. Le manque de surveillance et contrôle pourrait faire échouer les efforts de conservation et aboutir à un scénario noir dans le futur. Les discours politiques et changements de régime sans que les promesses ne soient réalisées le lassent / frustrant.

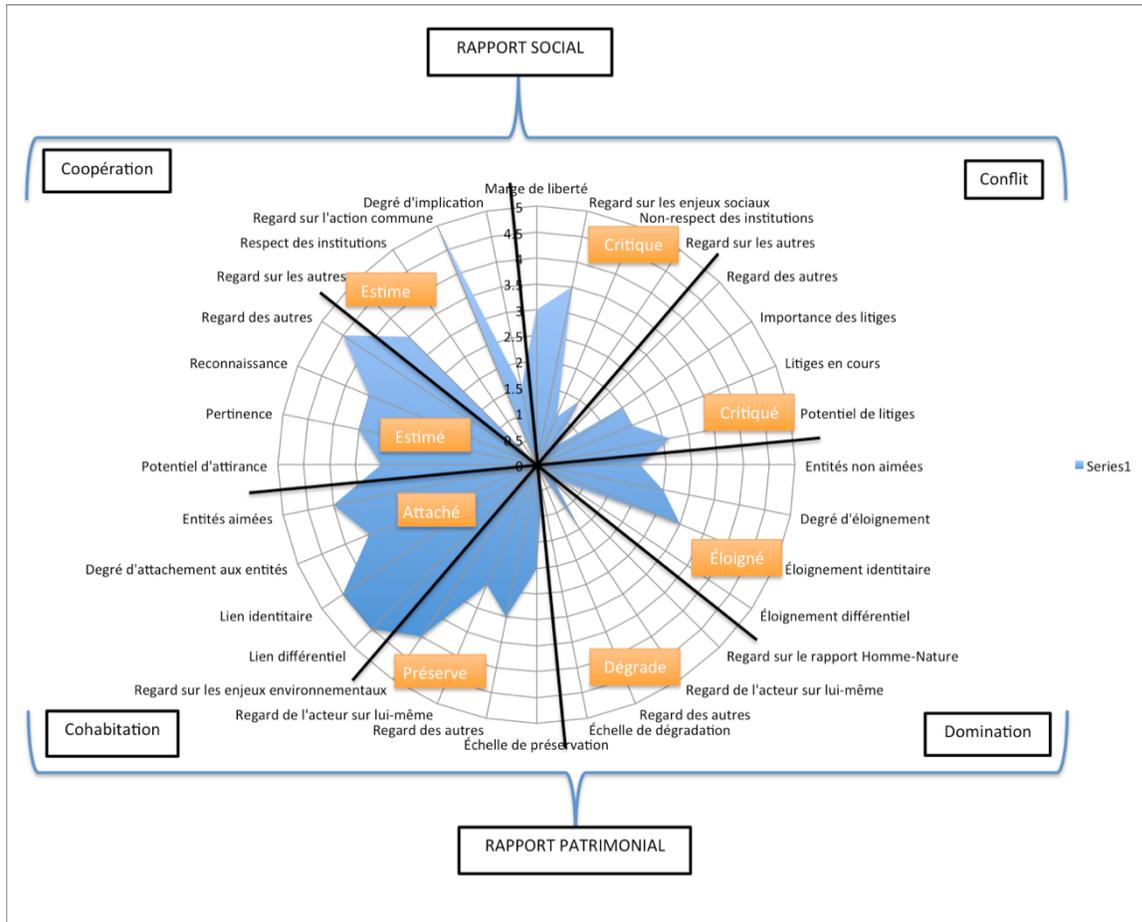
Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

un acteur volontaire à participer

- Acteur très connu personnellement (groupe - INDP, moins), voulant participer à la bonne gestion et aux efforts de conservation (ex initiateur PP);
- Connaît et préserve (par son emploi) les espèces marines (poissons surtout);
- Favorable à la concertation, au centre de laquelle se trouveraient les pêcheurs;

- Favorable à la conservation de Ponta Preta (et +, en un 2e temps);
- Souhaite que l'association reprenne de son lustre et de son influence;
- Vision de l'île teintée par son angle d'observation - la plage de Bicha Rocha;
- Positions fortes mais pas extrêmes.

ACTEUR 4 - MONDE DE LA VENTE LOCALE DE POISSONS, MAIO
PRÉPARATION ET MISE EN MARCHÉ DES POISSONS (VILA DO PORTO INGLÉS)



Empreintes territoriales : Acteur 4

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

RAPPORT SOCIAL	
<p>Cet acteur estime les pêcheurs (respectueux de la loi surtout) et les autres vendeuses (même si conflit). Il parle peu des acteurs officiels et ne connaît pas les grands programmes. Il souhaite que les lois en place soient respectées et appliquées. Il considère que les individus sont le moteur du changement et désire une gouvernance complètement participative. Il rencontre les autres de temps à autres pour discuter (de l'association des pêcheurs locale et d'une association de vendeuses, notamment).</p> <p>Il connaît bien le marché des poissons local et à la capitale, les espèces pêchées à Maio et la communauté et peut influencer celle-ci par sa position centrale. Ses principaux partenaires se trouvent dans son groupe et dans celui des pêcheurs.</p> <p>Ces atouts lui sont conférés par son groupe (position centrale à la vie de la communauté), mais aussi par sa personne (individu fort et respecté, intelligent / perspicace). Étant aussi une femme et mère de famille, elle représente une catégorie de personnes qui ont moins de visibilité et d'influence politique localement. C'est une personne qui ne se satisfait pas du statu quo mais qui n'a pas réussi à mobiliser les autres membres de son groupe dans le passé (pour créer une association de vendeuses, notamment).</p> <p>L'acteur critique la pêche illégale locale et étrangère, la surpêche, l'exploitation de sable et le trafic de drogues, le manque de bonne gestion de la pêche (stockage, transport, etc.) et le manque de surveillance et contrôle, mais ne touche pas d'individu en particulier. Elle cherche (a cherché) à intervenir pour unifier les forces locales. La pauvreté et l'individualisme (non mobilisation des citoyens) croissants seraient les principales causes de la détérioration du milieu écologique et social. Ses opinions sont marquées et ouvertement partagées mais il n'a pas été vu les exprimant en groupe élargi.</p> <p>L'acteur est impliqué dans le conflit des 2 groupes de vendeuses, et marginalement, de la pêche illégale car désapprouve ces pratiques de certains pêcheurs maienses. La non association des vendeuse engendre des problèmes territoriaux, puisqu'ainsi, ces dernières n'ont pas le pouvoir qu'elles pourraient avoir en groupe (sur la distribution et les prix des poissons). Il est connu, généralement bien vu.</p>	<p>Lui (trad. libre / paraphrase) :</p> <p>« Nos divergences politiques nous empêchent de nous unir pour agir et protéger notre milieu dont nous dépendons. Il faut s'associer, et initier le nettoyage des côtes. Il faut empêcher les pratiques de pêche illégales, et les pêcheurs extérieurs d'entrer dans nos eaux. Il y a toujours quelque chose à faire pour améliorer l'état de l'océan. Il faut sensibiliser, éduquer, et tous agir ensemble en ce sens! »</p> <p>Eux (trad. libre / paraphrase) :</p> <p>« La femme qui parle fort... (opinions affichées et tranchées) »</p>

COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - connaissances sur la pêche, la communauté. - centre social - FMB - intervenants locaux - pêcheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs locaux (respectueux des lois, ligne) - autres femmes vendeuses. - Maienses en gén. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs industriels - pêcheurs bouteille - pê sportifs et industriels (trop moyens) - individualisme (tous) - politique (divise tous) - mauvais contrôle (anony) 	<ul style="list-style-type: none"> - autre gr de vendeuses (pas sûr!)
RAPPORT PATRIMONIAL			
<p>Cet acteur s'inquiète de l'avenir du territoire et propose des actions de gestion équilibrée, initiatives individuelles et protection, sans entrer dans les détails techniques (connaissances limitées quant à la mise en oeuvre). Il souhaite préserver le milieu et cherche à sensibiliser les autres pour qu'ils le fassent également. Il est perçu comme ayant un grand potentiel de contribution à la protection du territoire (mère, rôle central, connaissances et aptitudes sociales et physiques). Il s'implique en conservation pour les maienses d'aujourd'hui et de demain (enfants).</p> <p>L'acteur témoigne de l'amour pour différentes espèces, vitales et patrimoniales. Il les apprécie et en parle avec ferveur, sans être intarissable (nature réservée de l'acteur). Il souhaite transmettre cet amour aux générations futures et aux autres et il agit, mais ne part pas en « croisade » pour cela non plus. Il cherche à préserver les tortues et poissons tout en préservant l'ensemble de l'écosystème.</p> <p>Sans considérer les actions humaines comme irréversibles, cet acteur donne une valeur existentielle à la nature. Il dégrade très peu (comme la plupart de son groupe) et en est conscient, tout comme les autres acteurs en sont également conscients.</p> <p>Les défauts du territoire sont en partie naturels (courants et vagues forts ayant détruit bateaux / fait perdre vies et matériel important pour les pêcheurs - ce qui ne le fait pas désirer de quitter le territoire), mais surtout culturels (polarisation politique excessive créant conflits et évitement de tout débat, sur tout sujet; individualisme croissant) et modernes (trafic de drogue et prostitution via l'océan). Il y a donc plusieurs entités, nuisant au territoire. Le clivage entre groupes (de vendeuses, mais aussi dans la population en général) revient régulièrement dans le discours des acteurs.</p>		<p>Lui :</p> <p>« La mer est tout pour nous! »</p> <p>Eux :</p> <p>« Sa force de caractère et physique en ferait une excellente plongeuse - qui pourrait guider les touristes en mer pour faire connaître la beauté de l'océan. Ses atouts ne sont pas suffisamment employés par la société. »</p> <p>FMB</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS

<ul style="list-style-type: none"> - tortues - poissons 	<ul style="list-style-type: none"> - poissons (taille, espèces, saison) - trav. - plages (nettoyage - organise petits groupes pour le faire) - collabore à réunions nationales de formation à la gestion durable de la pêche + importance des asso. 	<ul style="list-style-type: none"> - dégradation limitée à l'empreinte personnelle (vie quotidienne) - trafic drogues, prostitution. 	<ul style="list-style-type: none"> - pas de contrôle / surveillance - mauvaise gestion (marché/transport/s tockage) - pauvreté des pêcheurs (contreviennent aux lois) - politique bipartite & influence sur communauté - individualisme
---	--	--	--

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Une vendeuse au centre de la communauté

L'acteur est très attaché à l'océan et se soucie de son avenir, étant mère de famille et attachée à son île. Elle pose des gestes modestes pour le protéger (nettoyage de la plage), et d'autres pour se former (formation de vente de poissons à Praia) et s'unir à d'autres (tentative de création d'une association de vendeuses). Ses efforts ayant été freinés par le manque d'intérêt des autres femmes, elle poursuit ses activités (profess.) promouvant les bonnes pratiques de pêche, sans être véritablement impliquée dans la conservation. Elle craint la disparition des espèces marines actuelles et que ses enfants ne les connaissent pas plus tard. Elle est critique du système et de certaines valeurs qui y contribuent, sans cibler un intervenant en particulier. Elle souhaite participer à la protection de l'océan, et que tout le monde s'y mette également.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - éducation / sensibilisation - que la pêche locale reste à petite échelle. - protection commune / coopération. - respect de la loi 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche (stocks via pêcheurs + vente) - marché (prix de vente, etc.) - communauté (habitudes, valeurs, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - personnelles : bonnes - groupe : tente de créer une association et de limiter conflits - professionnelles : prises post pêche.
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ethnologique - professionnel (marché) - empirique - vernaculaire 	

L'acteur possède une sensibilité qui fait en sorte que malgré le faible niveau de savoir académique et des instances politiques impliquées dans le milieu, il se préoccupe de l'avenir de l'océan et de la pêche, et de toute sa communauté. Ce serait certainement une personne pouvant être mobilisée dans un projet de protection marine, ayant déjà pris quelques initiatives allant dans le sens de la gouvernance maritime. Aussi, comme il est conscient des enjeux sans être négatif dans ses critiques en plus d'avoir un réseau local étendu, il pourrait être un bon rassembleur avec quelques moyens en plus. Ses préférences et savoir le positionnent bien pour qu'il agisse davantage (ou plus concrètement en conservation).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

La mer, c'est notre santé, notre force, notre inspiration!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
<ul style="list-style-type: none"> - pêche ind/récré - peu protection. - illégalité + trafic drog-sex 	<ul style="list-style-type: none"> - AMP commun - pêli unique mt 	<ul style="list-style-type: none"> mank cohésion 	<ul style="list-style-type: none"> - asso vend. - pêli uni. 	<ul style="list-style-type: none"> Individualisme (polit) 	<ul style="list-style-type: none"> formation, collabo. commun. 	<ul style="list-style-type: none"> surveill. + contrô lacunes 	<ul style="list-style-type: none"> Réunir tt monde autour conserv.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- unir vendeuses 2- surveiller et contrôler la pêche illégale et/ou industrielle et/ou récréative; 3- former toute la communauté à la protection marine.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - survie = pour tous locaux - identité maiense 	<ul style="list-style-type: none"> souhaite gouvernance participative / communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> dépendance extrême; affection forte; conscience des liens homme-océan. 	<ul style="list-style-type: none"> 1- communauté 	<ul style="list-style-type: none"> - générations présentes et futures

La vision de l'acteur va dans le sens de l'intérêt général en considérant principalement les besoins physiologiques (alimentation), de sécurité (générations futures) et d'appartenance

(culture). La connexion homme-nature paraît vitale (via la pêche). Ses réflexions sont d'ordre local et priorisent la population locale (maiense). Il souhaite que toute la population soit impliquée, éduquée et participatrice à la gouvernance. Il a déjà initié des démarches en vue d'unir les vendeuses (l'union fait la force) pourrait retrouver de l'intérêt à ce type de projet.

Zoom sur Ponta Preta

Cette AMP n'est pas déjà créée?!

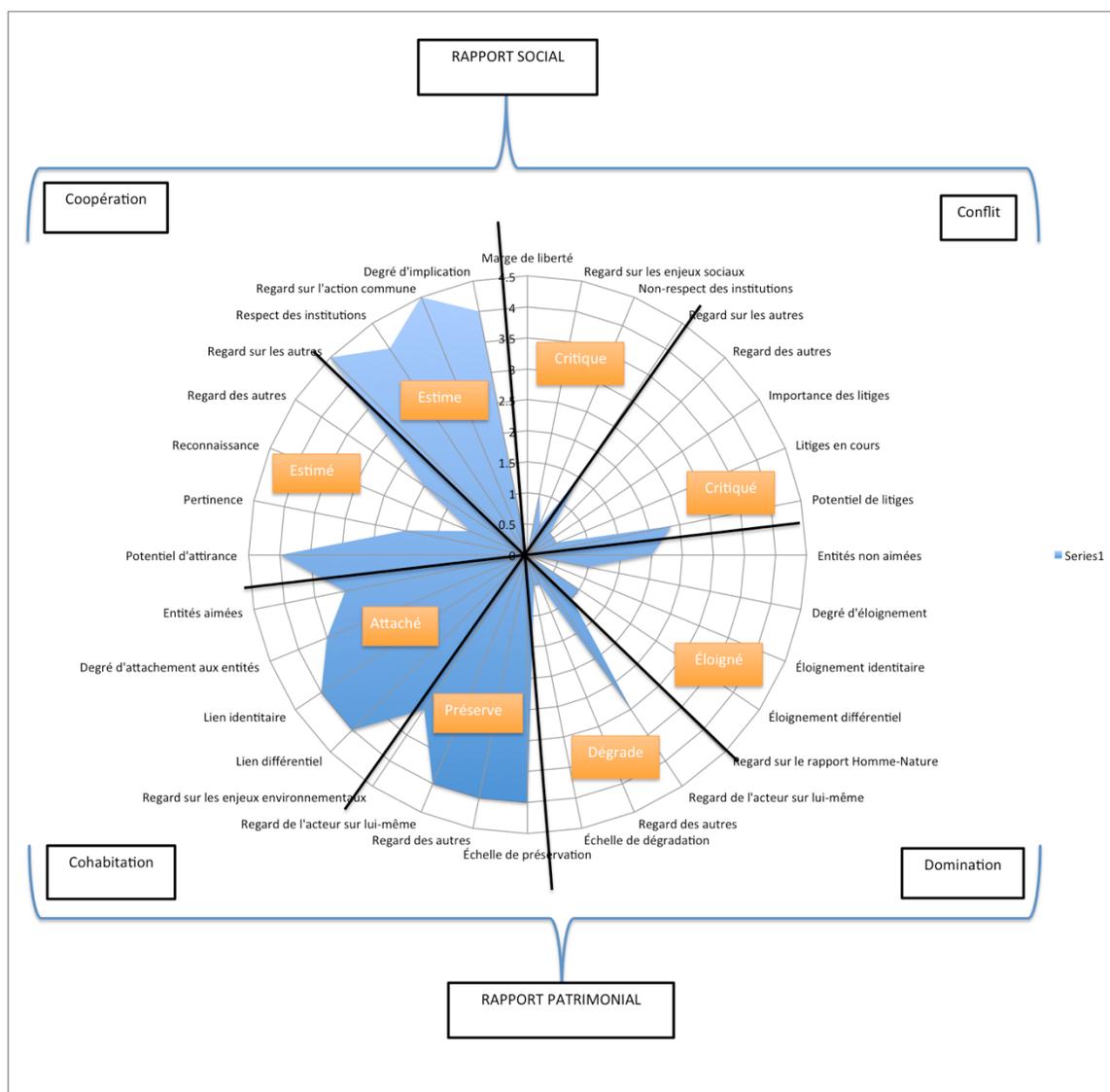
Cet acteur considère que Ponta Preta est déjà protégée. L'idée d'une AMP suscite de l'enthousiasme et de la crainte. Cela peut être bon pour la protection des espèces, mais il craint que cela amène du tourisme, de la drogue, de la prostitution et des activités illégales diverses. Il espère que les effets de Ponta Preta seront positifs!

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

un acteur sensé et aux actions ciblées

- Acteur très connu personnellement, voulant participer à la bonne gestion et aux efforts de conservation, et que toute la communauté fasse de même.
- Connaît (par son emploi) les espèces marines (poissons surtout).
- Favorable à la concertation, au centre de laquelle se trouverait la communauté.
- Vision de l'île divisée en 2 clans qui évitent les débats : pros indep et paicv.
- Positions fortes sur les enjeux connus, mais pas extrêmes.

ACTEUR 5 - MONDE DE LA GESTION DES PÊCHES
COMMUNICATIONS À L'INSTITUT NATIONAL DES PÊCHES (INDP), SAO VICENTE



Empreintes territoriales : Acteur 5

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

RAPPORT SOCIAL	
<p>Cet acteur est ouvert aux autres projets et acteurs, la plupart étant ses partenaires (DGA, DGP, pêcheurs, vendeuses, ONGs diverses, etc.), mais même aux autres (agriculture, aquaculture, développement pétrolier sécuritaire, accords de pêche respectueux des besoins cap-verdiens, etc.). Il connaît et apprécie les lois (les applique directement) et grands programmes (internationaux, régionaux et locaux - ce qu'il connaît moins). Il souhaite une concertation élargie à tous, mais considère la gouvernance actuelle (partis concernés) adéquate, voire exemplaire vu le manque de moyens. Il participe aux concertations dans le cadre de son travail, mais à une échelle plus large que localement.</p> <p>Cet acteur possède des connaissances (pêche, socio-économie du pays, vision globale), de l'emprise foncière (INDP à SVicente, Praia + localement : Maio), des partenaires et des moyens financiers (venant du gouvernement). Toutefois, son emprise humaine n'est pas très perceptible localement bien que le PRAO et l'INDP-Maio puissent être influencés par cet acteur. Ses connaissances globales et politiques sont manifestes, mais peu évoquées comme un besoin par la communauté. Enfin, son image est neutre-positive.</p> <p>Il émet de rares critiques (ex : besoin de l'accord des pêcheurs avant accords internat.; pétrole doit être exploité proprement) sans cibler d'acteurs. Il parle des lois et programmes positivement (presque tout semble bon pour lui) et les problématiques territoriales n'impliquent pas d'individus nommés. Enfin, son discours est entièrement positif ou neutre (« objectif »).</p> <p>L'acteur n'est pas impliqué directement dans un conflit, mais il désapprouve les accords de pêche sous leur forme actuelle, ce qui est aussi dénoncé par plusieurs autres acteurs. Il n'est pas connu personnellement à Maio, mais certains de ses projets (DCP, etc.) sont plutôt bien vus par le complexe d'acteurs. À la lumière de ce (je comprends de ce) qu'il dit, les Maienses gagneraient à solliciter son aide/appui.</p>	<p>Lui (paraphrase) :</p> <p>« Les pêcheurs locaux doivent avoir leur mot à dire avant la signature des accords internationaux. C'est une question de survie! »</p> <p>+</p> <p>« Si on donne une barque à une femme, elle servira et profitera pour tjs vs si on donne à un homme, durera qqs années. »</p> <p>« Il faut arriver à parler d'une seule voix (utilité des conventions, accords, etc.) pour toute la sous-région. »</p> <p>« L'homme doit être inventif pour pallier à la diminution des ressources (biogaz, alternatives, aquaculture). »</p> <p>Eux (paraphrase) :</p> <p>« ... »</p>

COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - coord. PRAO-CV - (INDP) : par gestionnaires - bon comm. - connaiss. globales sur CV et pêche / contexte. - fait tout sauf politique 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs locaux et vendeuses poissons (femmes)⁺⁺ : pas gaspillage! - universitaires et agents extérieurs : gestion hommes-nature - IMP (gestion) - mairie; police nat., militaires (gardes côtiers - surveillent). - Rampao - ONGs + GEF, WWF - Enaport - Usines 	<ul style="list-style-type: none"> - activités menaçant systèmes - construction & mvts navals (produits nocifs) - certaines ONGs (recoupement resp.) - pêcheurs illégaux (devraient pêcher thon vs. marlin & requin). - politique 	<ul style="list-style-type: none"> - pas critiqué directement, ni INDP
RAPPORT PATRIMONIAL			
<p>Cet acteur a une vision anthropocentrée et évoque surtout des enjeux globaux (guerres de l'eau), mais mentionne aussi le territoire et les causes précises associées. En tant que gestionnaire, il préserve le milieu et les espèces. Il est cité comme intervenant majeur par d'autres gestionnaires, mais pas par la population locale (inconnu). Il préserve l'océan pour les générations futures.</p> <p>Pour lui, le bleu et l'état presque intact de l'océan bordant l'archipel du Cap-Vert est un emblème : il en apprécie les valeurs utilitaires et d'agrément, peut en parler longuement (sans être intarissable). Il souhaite donc transmettre cet amour mais sans compromettre ses relations avec les autres (sans faire de politique!) ni les systèmes écologiques.</p> <p>Cet acteur est optimiste (technologie résoudra problèmes) mais conscient. Il dégrade comme tout le monde (empreinte individuelle) et n'est jamais cité pour des activités de dégradation (sauf peut-être manque de suivi des DCP échoués sur plage de Maio). En effet, il engendre très peu de dégradation (bien plus de protection!).</p> <p>Le principal défaut identifié est l'éloignement des îles, séparées par l'océan, ce qui a forgé le patrimoine naturel et culturel du Cap-Vert, auquel il est par ailleurs très attaché et qui est un trait souvent mentionné par les autres acteurs également. Ce défaut n'a pas d'autres répercussions considérées comme véritablement</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'homme est au centre du monde marin. Autour, se trouvent les autres espèces et les ressources comme le pétrole. L'océan appartient à tout le monde, mais il faut bien surveiller nos mers nationales et les protéger. »</p> <p>Eux :</p> <p>« ... »</p>	

problématique (bien que tout soit plus compliqué : transport des vivres d'une île à l'autre, communication, etc.).			
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - maquereaux (cavala) - courants océanique (nettoient l'eau) - morna (patrimoine) - mer bleue (beauté) - Atlantique (CV) 	<ul style="list-style-type: none"> - tortues (patrouilles) - -océan (pollution) - poissons (pr. pêche) 	<ul style="list-style-type: none"> - pétrole si mal géré. - bateaux étrangers si pas contrôlés. - déteste la politique! 	<ul style="list-style-type: none"> - pas contrôle / surveillance - accords de pêche insuffisamment contraignants. - peu de moyens (financiers et humains) - la mer écarte (île/pays) - la mer menace (érosion-inondations = maisons)

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un gestionnaire pour un développement contrôlé et au profit des Cap-Verdiens

L'acteur est attaché à son pays, et à l'océan qui le borde de toutes parts, et préserve par diverses activités de sensibilisation / communication / éducation environnementales et promotion / aide à la mise en place de pratiques de pêche plus durables. Il est un gestionnaire bienveillant, optimiste en la technologie pour améliorer la qualité de vie de ses concitoyens. Si la pêche doit être reléguée au second rang dans l'économie de subsistance du pays, il n'y voit pas un drame absolu. Toutefois, le territoire maritime doit être protégé contre la surexploitation étrangère et les pratiques illégales étrangères. Il considère la gouvernance en place très bonne, qu'il suffit de renforcer par des moyens financiers et humains. Il reste en retrait de la gouvernance, et son aversion envers la politique l'en gardera certainement éloigné.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - technologie pour bien-être - acteur établi, conscient et (sur)optimiste. - (INDP) travaille avec la communauté, en laissant cette dernière venir à lui vs. solliciter directement. - océan intact (vierge). 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces marines (halieutiques +) - technologies innovantes - modèles extérieurs (aquaculture de crevettes, etc.) - lois + et accords, réseaux régionaux - intervenants de la gouvernance (étatiques+, ONG+ vs. locaux-). 	<ul style="list-style-type: none"> - personnelles : communique et sensibilise foot/écoles/pas mer - groupe : conseiller du directeur de l'INDP. - constate variations du milieu - - encourage bonnes pratiques par métier (concours écoles, réponse besoins des pêcheurs)
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - académique : comm/information/stat - - interrelationnel (+) - - professionnel (INDP) 	

L'acteur limite ses pratiques personnelles de conservation par aversion de l'implication politique, et des conflits possiblement. Ses savoirs, aussi davantage tournés vers le technique (statistique et communication/information) que la connaissance véritable du milieu (social et environnemental), en font un acteur plus distant que d'autres (communautés locales dépendantes du milieu, par exemple). Il semble plus citadin que marin. Il évite les critiques et propose certaines améliorations au système en place, sans jamais le remettre en question. Ses activités correspondent logiquement à ses préférences et savoirs. Bien qu'admirant et désirant un océan bleu et intact, il appuie les développements pétroliers (propres) et la pêche industrielle étrangère (au profit des Cap-Verdiens). Il ne connaît pas la réalité maiense spécifiquement.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Améliorons le système en place!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique (timide)	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
accords internationaux aux car pas pr pêcheurs + manque surveill. prises; pétrole sale.	souhaite aquacult. + dév. énergies.	aucune énoncée	INDP va grossir, acquérir compétences (érosion, etc.) et étendre partenariats.	- connaît bien PRA O : utile : recherche. - doit être élargie (ts)	- Femmes à intégrer (gestion+) - Pêcheur pr accords internat.	essentiel cons. = DD (exploit. durable), besoin surveill.	appuie RAMPAO

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- renforcer le pouvoir des Cap-Verdiens dans la défense de leurs eaux : participation aux accords de pêche et surveillance de la pêche sur place (bateaux et côte) pour restreindre activités illégales; 2- intégrer l'ensemble de la population à la gouvernance (les femmes en particulier, de fameuses gestionnaires).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - survie = pour locaux surtout; eau = pour tous (désalinisation) - appartenance (mer vierge=CV) 	<p>Souhaite gouvernance incluant toute la communauté (pêcheurs, vendeuses, enfants nés là) & tout le monde. Organiser réunions pour mieux connaître milieu (hum. et nat.). Demander aux pêcheurs ce qu'ils souhaitent, et comment. Agents de l'INDP localement pour tendre vers consensus.</p> <p>Personnellement, a horreur de la politique.</p>	<p>Conscience relative des liens (utilitaires et patrimoniaux) homme-océan; lien interchangeable avec agriculture ou autres activités de subsistance.</p>	<p>Cap-Vert (conscience mondiale relative, mais préoccupations liées à son pays). La population locale doit contribuer à la gestion et profiter (subsistance - on n'a pas parlé de loisirs) du milieu.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - générations présentes et futures : souci relatif des générations à venir, mais ne veut pas penser dans un horizon plus éloigné que 50 ans.

La vision de l'acteur va dans le sens de l'intérêt général en considérant la plupart des besoins de Maslow, sauf peut-être ceux d'appartenance et d'accomplissement qui ne sont pas véritablement exprimés (voire peut-être niés, acceptant facilement que des fils de pêcheurs se tournent vers d'autres professions vu le déclin de la ressource). Le lien homme-nature est vital, mais il peut être établi avec l'océan ou avec la terre (via l'agriculture / pisciculture), de manière interchangeable. Ses réflexions sont d'ordre national, en priorisant la population locale (maïense) pour la gouvernance. Il souhaite que cette dernière intègre toute la communauté et les acteurs traditionnels, sans être l'initiateur de cette cohésion (bien que l'INDP ait joué ce rôle de par le passé). Il souhaite poursuivre les projets qui sont menés en éducation, protection et amélioration des pratiques de pêche.

Zoom sur Ponta Preta

Nécessaire, mais mieux surveiller / contrôler l'océan surtout.

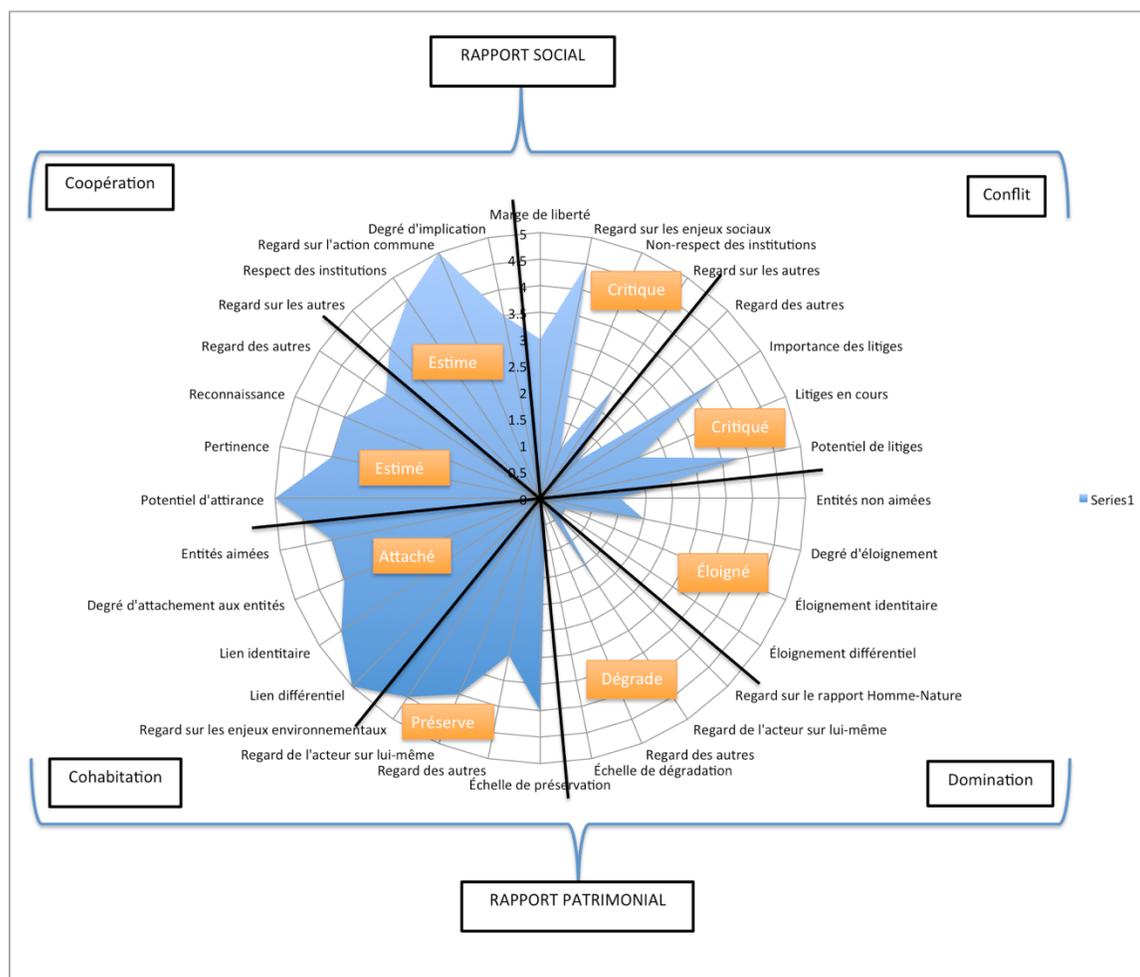
Selon cet acteur, les plans stratégiques et de pêche (produits par la DGA et la DGP), associés aux autres instruments de planification stratégique des pêcheurs, aideront à mettre en place une bonne gestion des pêches. Il ne connaît pas en particulier le territoire local de Ponta Preta, mais il est convaincu qu'il faut préserver les richesses de l'océan, ainsi que les interactions homme-océan. Il croit que le projet d'AMP est bon pour son pays et notamment, qu'il est nécessaire de bien gérer le territoire maritime pour éviter les conflits et que les pêcheurs de l'extérieur ne puissent y accéder.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur habile bienveillant (mais peut-être candide) vs. futur?

- Acteur bien connu personnellement des gestionnaires, mais très peu (pas du tout) des communautés locales. Groupe (indp) plus connu, respecté, sauf pour projet dcp sans suivi.
- Sincère intérêt et curiosité pour le milieu marin et sa gestion.
- Favorable à la concertation, incluant notamment les femmes.
- Favorable à la conservation de Ponta Preta, surtout pour la pêche, en améliorant la surveillance et le contrôle.
- Ne semble pas souhaiter développer des liens directs avec les communautés, mais connaît très bien les acteurs académiques, ongs et les autres gestionnaires.
- Souhaite voir son groupe plus habilité à agir (plus de moyens techniques, humains et financiers).
- Vision nation-centrée, incluant son patrimoine et l'océan.
- Positions nuancées et refus de prendre position politiquement.
- Acteur souhaitant la concertation.

ACTEUR 6 - MONDE DE LA GESTION DES PÊCHES
PROGRAMME RÉGIONAL DES PÊCHES POUR LE CAP-VERT (PRAO-CV), PRAIA (SANTIAGO)



Empreintes territoriales : Acteur 6

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

RAPPORT SOCIAL			
<p>L'acteur montre de l'intérêt pour plusieurs projets, dont ceux d'acteurs qui ne sont pas ses partenaires (ex : RAMPAO) et réclame l'application des lois en cours. Il critique toutefois les grands programmes (OMD, CDB), qui sont difficiles à appliquer localement. Il s'est déjà impliqué politiquement et voudrait en faire davantage pour la conservation (sciences, etc.) individuellement. Il souhaite une concertation élargie à tous. Il participe et organise des événements de concertation dans le cadre de son travail, mais ne parvient pas à être un liant (manque de constance dans ses rapports avec la communauté - observation personnelle).</p> <p>Il connaît le milieu social et environnemental (Ph.D.), est propriétaire à Praia et S.Antao, en plus de bureaux et stations via le PRAO; a plusieurs partenaires (surtout gestionnaires) et des moyens financiers (pour améliorer la surveillance - bateaux, etc. et la gestion des pêches de manière générale). Il est apprécié et cité par quelques acteurs (gestionnaires surtout) pour ses connaissances, mais critiqué pour son manque de communication et transfert d'informations / suivi. Ses connaissances océanographiques sont reconnues / demandées / recommandées par quelques acteurs. Le PRAO suscite beaucoup d'espoir et d'enthousiasme, mais les réalisations se font attendre.</p> <p>Il est généralement positif face aux initiatives des autres, mais critique le SDTIBM et le manque de sensibilité environnementale de certains acteurs. Sans être impliqué directement comme individu, le PRAO qui vise à renforcer les lois (contrôle et surveillance) se situe au coeur du litige qui oppose les pêcheurs traditionnels aux pêcheurs-plongeurs, et de celui qui oppose les pêcheurs locaux aux pêcheurs étrangers (industriels et semi-industriels). Il s'exprime librement mais n'émet pas de critiques virulentes (ni dans son discours, ni en public) - il manie la politique habilement.</p> <p>Le principal conflit dans lequel il est impliqué personnellement est un de valeur morale puisqu'il souhaiterait que l'environnement passe avant le reste dans les décisions. Toutefois, il est impliqué dans les conflits territoriaux en tant que gestionnaire, problème relevé par tous les acteurs. Il est connu des gestionnaires, et bien vu.</p>		<p>Lui (paraphrase) : « Il faut intégrer tous les éléments et organismes touchés / affectant milieu marin dans la prise de décisions. »</p> <p>Eux (paraphrase) : « Si on ne le fait pas nous-même, on attendra les actions de cet acteur toute la vie. » (gestionnaire)</p> <p>« On n'a pas de nouvelles. On ne sait pas quels sont les plans à plus long terme. » (animatrices)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - INDP - FMB (moy) - subordonnés 	<ul style="list-style-type: none"> - PRAO (réseau d'AMP lié aux courants/système) - lois/décisions gvt dd-AMP - parlementaires afr. pr env. - décideurs+pop bien inform. ONGs ++ - INDP (inquiet avenir). 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux croisière : déchets-océan - décideurs et pop mal informés - pêche (locale et ind.)+ - études d'impacts sans remise en question de projets risqués (ports) - exploitation sable (salinisation terres agraires & érosion côtes) 	<ul style="list-style-type: none"> - collabos. directs - besoin \$ pr former formateurs terrain - besoin intégrer ts intervenants (prof, pol, civils & ONG vs.

	- DGA, DGP, Cam. Munic.	- SDTIBM (tourisme avant env.)	juste IMP-DGA)
RAPPORT PATRIMONIAL			
<p>Cet acteur s'inquiète des problèmes liés au territoire, se positionne en tant que gestionnaire bienveillant, préconisant la conservation de la nature (vision écocentree, puisque l'homme dépend de son environnement). Il est un gestionnaire protecteur cité pour ses actions de protection en devenir (développement). Il préserve des entités complexes (le système océanique, ses courants, les chaînes alimentaires, etc.) pour ses semblables et ceux qui suivront, grâce aux fonds de la BM (PRAO). Il est attaché à l'océan en tant que système, et peut en parler sans fin. Il ne prend toutefois pas de risque pour le préserver (rôle lié à la politique). Il souhaite transmettre cet amour en organisant certaines actions, toujours dans un cadre professionnel. Ainsi, il cherche des solutions équilibrées pour préserver l'océan et ses réflexions sous-tendent son discours, structuré et élaboré.</p> <p>Pour cet acteur, la nature est l'affaire de tous et l'homme en est tributaire. Les actions humaines ne sont toutefois pas irréversibles, les courants pouvant nettoyer l'océan (par exemple). Il dégrade normalement l'environnement (par vie quotidienne), et souhaite s'impliquer davantage pour moins le faire. Il n'est jamais cité pour ses actions de dégradations, qui sont bénignes.</p> <p>Les défauts associés au territoire sont principalement la pauvreté et le manque d'éducation, en plus des courants qui transportent tout (déchets comme nutriments = +&-). Il en parle souvent et considère cela comme un frein à la protection du territoire. Il n'exprime d'animosité envers aucun acteur. Les principaux défauts identifiés sont donc liés à l'histoire et au développement (politique récente) du Cap-Vert et de Maio notamment.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Lorsque l'on s'inquiète pour la survie de nos milieux marins, on s'inquiète pour notre propre survie. »</p> <p>« On peut revenir à un océan d'état tel qu'avant l'arrivée des hommes grâce à la capacité d'agir humaine. »</p> <p>« L'océan n'appartient à personne. »</p> <p>Eux :</p> <p>« ... »</p>	
COHABITATION			DOMINATION
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - courants (Canaries) (nettoient, distribuent ressources) - océan peu contaminé - océan avant Homme - loisirs, nourriture, ressources provenant de l'océan. 	<ul style="list-style-type: none"> - surtout par travail (PRAO) - pas assez à son goût autrement (ONG, science, etc.) mais a déjà fait politique pour cette raison. 	<ul style="list-style-type: none"> - plastique - contaminants (BPCs,) - pauvreté et misère CV - injustices (privatisation de la côte) 	<ul style="list-style-type: none"> - courants (déchets/poll.) - pluies (transportent tt.)

ANALYSE DE L'EMPREINTE TERRITORIALE PAR RETOUR SUR HYPOTHÈSES

*Un gestionnaire pour une protection optimale du territoire,
pour ses habitants, les générations futures et les autres espèces*

L'acteur est attaché à son pays, et à l'océan en tant que système complexe et riche de vie. Il a déjà cherché à s'impliquer politiquement pour que le Cap-Vert prenne davantage en compte les questions environnementales mais est actuellement davantage impliqué dans le secteur des pêches. Son rôle de gestionnaire devrait l'amener à organiser diverses rencontres afin de concerter / sensibiliser / communiquer les enjeux liés à la pêche locale, et organiser les communautés locales en vue de pratiques de pêche plus durables (meilleurs contrôle et surveillance, aires protégées). La concertation n'est pas mauvaise, mais il y a un manque flagrant de communication (information transmise pour la tenue des rencontres, visées du projet PRAO, étapes à venir, etc.). Peu de gens sont donc mobilisés sur place bien que les autres gestionnaires nourrissent beaucoup d'espoirs envers le PRAO. Il est un gestionnaire bienveillant et se voulant inclusif, mais éloigné (physiquement et mentalement) des communautés qu'il dit servir. Selon lui, le territoire maritime doit être protégé pour conserver la biodiversité et les systèmes marins, en plus de freiner / contrôler la surexploitation étrangère et les pratiques illégales locales (son rôle officiel) et étrangères. Il considère la gouvernance en place perfectible et devant être conçue comme un réseau global (ex : les pesticides finissant dans l'océan - la gouvernance terrestre étant liée à la gouvernance marine). La pauvreté et les inégalités sociales doivent aussi être effacées pour permettre cette bonne gouvernance participative. Il pourrait jouer un rôle important dans la gouvernance, mais pour l'instant la coordination et la communication doivent être améliorées pour que cette place se dessine pour lui.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - environ. sain - société égalitaire - océan tel qu'avant l'homme. 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces marines (halieutiques +) - technologies innovantes - intervenants de la gouvernance (étatiques+, ONG+ vs. locaux-). - environnement global et impacts écologiques des actions humaines. 	<ul style="list-style-type: none"> - personnelles : neutres actuellement. - n'accepte contrats pour études d'impact que si éthiques et pour projets écologiques. - groupe : coordonne PRAO : rencontre bailleurs de fonds (BM), conseiller du directeur de l'INDP. - délègue responsabilités pour travail de terrain (animatrices et inspectrices).
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique - politique (acteurs importants, etc.) - professionnel (techniques de pêche, technologie, sur PRAO : -) 	

L'acteur tente de jouer un rôle peu politisé malgré son idéologie pro-environnement. Cela le mène à des pratiques peu visibles pour la conservation marine sur le terrain. Des obstacles administratifs (reddition de comptes, rédaction de rapports, etc.) semblent ralentir ses activités, mais aussi peut-être un certain manque de compétences de gestionnaire efficace. Ses savoirs, essentiels et rares tant au niveau de la spécificité (océanographie poussée) que de la complexité (environnement tant terrestre que marin) en font un acteur qui a une vision très globale et profonde de la gouvernance marine, sans toutefois l'outiller pour coordonner cette gouvernance concrètement. Il est très près idéologiquement de la gouvernance participative, mais ne parvient pas à l'appliquer. Ses préférences le disposent donc à poser des actions fortes, alors que ses savoirs (manque de technique de gestion d'équipe) le limitent. Sa préférence (probablement liée à sa position professionnelle) de ne pas trop « faire de vagues » rend aussi ses actions plus ténues. Son rôle peut l'amener à être très actif pour la conservation, tout comme il pourrait manquer l'occasion de se démarquer et de faire évoluer son pays pour la protection des milieux marins : c'est donc un acteur à suivre.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

élargissons aux autres espèces et démocratisons le système en place!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique (timide)	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- projets réalisés nuisibles à l'env acceptés sans cond.	souhaite + AMP et gouv. particip.	aucune sur ses collabo. (a choisi équipe).	Vont avoir + moyens et réaliser surveill. & contrôle avec comm.	- formation de tous = essentielle. - devrait être un réseau : DGA, IMP,	- Femmes & miséreux à intégrer. - mettre aux postes décisionnels écologistes vs. économ. - Il faut déléguer pouvoir aux comm. loc.	Besoin \$ & ress hum. pr former gens sur place. - État devrait montrer ex aux comm.	- appuie RAMP AO (voir à L terme) - TURFs si act altern. générant revenus. - rendre pérenne relation exploitant-nature.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- améliorer la surveillance et le contrôle des pêches, en incluant les pêcheurs et l'ensemble de la communauté; 2- créer au plus vite des AMPs; 3- concevoir projets de développement (ex : touristique / infrastructures) en fonction des impacts écologiques au même titre que les retombées économiques.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- survie commune interreliée (ttes sps & processus, incluant humains) + identité et accomplissement (fera plongée pour approfondir relation océan)	Souhaite gouvernance incluant toute la communauté & tout le monde en réseau. Souhaite formation équitable étendue pour protection optimale de l'océan. - Se trouve contraint à un rôle politique pour l'heure.	Conscience accrue des liens indissociables, de survie, homme-océan.	Cap-Vert (conscience mondiale, mais préoccupations liées à son pays). La population locale doit contribuer à la gouvernance. - accès à tous. Contre privatisation de côte.	- générations présentes et futures : souci des générations à venir mais optimisme décidé.

La vision de l'acteur va dans le sens de l'intérêt général en considérant tous les besoins de Maslow, même celui d'accomplissement (personnel via plongée, et des communautés en mentionnant les loisirs permis). Le lien homme-nature est vital, et non interchangeable. Ses réflexions sont d'ordre national au niveau social, mais plus étendues en termes environnementaux (courants des Canaries, etc.). Il souhaite que la gouvernance intègre toute la communauté et les acteurs traditionnels, et devrait jouer un rôle prépondérant dans cette cohésion, mais l'acteur n'a pas encore taillé sa place de manière adéquate auprès de la communauté locale. Il souhaite poursuivre sa mission mais ne présente pas d'enthousiasme marqué pour ses tâches professionnelles. Semble plus intéressé aux connaissances scientifiques et technologiques qu'à l'application concrète sociale.

Zoom sur Ponta Preta

Nécessaire, depuis longtemps!

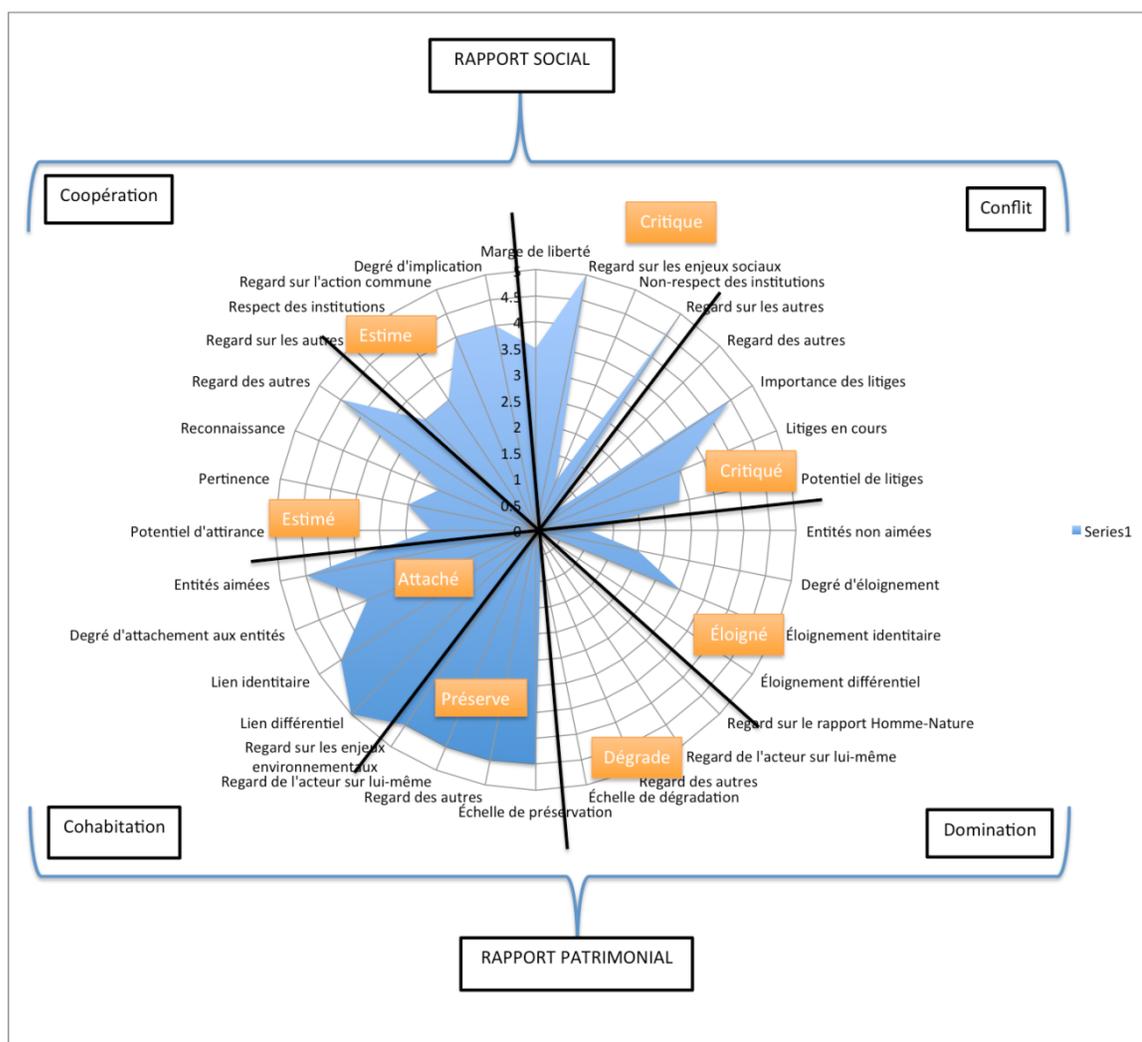
Cet acteur aurait aimé que le projet de Ponta Preta soit mis sur pied il y a 20 ans, lorsque les pêcheurs l'ont initié. Selon lui, cela aurait grandement bénéficié au milieu naturel (via la conservation des stocks et habitats), et humain (par l'éducation, la sensibilisation et les connaissances du milieu). Le choix du site ayant été fait par les pêcheurs eux-même, l'acceptabilité risque d'être meilleure à Maio qu'à Sal, notamment, où le processus ayant abouti à la création de l'AMP de Santa maria était très top-down et dont le but était principalement la protection de la biodiversité.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur bienveillant mais inquiet du futur

- Acteur connu des gestionnaires, mais peu des communautés locales. Groupe (prao) également plus connu des gestionnaires.
- Passion sincère pour le milieu marin.
- Favorable à la concertation, incluant toute la communauté locale et le réseau de gestionnaires devant mieux communiquer / partager.
- Favorable à la conservation de Ponta Preta, surtout pour la pêche, en améliorant la surveillance et le contrôle.
- Ne semble pas souhaiter développer des liens directs avec les communautés, mais connaît très bien les acteurs académiques, ONG et les autres gestionnaires.
- Souhaite voir son groupe plus habilité à agir (plus de moyens techniques, humains et financiers).
- Vision nation-centrée, incluant son patrimoine et l'océan.
- Positions nuancées et refus de prendre position politiquement.
- Acteur souhaitant la concertation.

**ACTEUR 7 - MONDES DE LA PÊCHE ET DE LA PLONGÉE
PÊCHE À LA LIGNE (MAIO)**



Empreintes territoriales : Acteur 7

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

Rapport social	
<p>Cet acteur estime peu les intervenants devant être en charge du territoire : il apprécie certaines initiatives (PRAO, association, Moravi ainsi que tous les projets étrangers d'aide à la pêche / marchandisation du poisson / conservation de la faune), mais considère les acteurs en charge incompetents / corrompus / individualistes / ne finissant pas leur travail. Il voudrait voir les lois et programmes (bons a priori) respectés. Il souhaite que les gestionnaires incluent les pêcheurs et vendeuses de poissons dans la gestion, mais ne parle pas du reste de la population comme devant être intégrée à la gouvernance. Il a déjà beaucoup participé aux activités de l'association (pour la conservation de PP, à titre de membre du CA actuellement, etc.) mais doit quitter pour Praia (travail) et se désengage graduellement.</p> <p>Il possède des compétences (plongée sécuritaire et territoire) utiles et relativement rares sur Maio (pour la plongée certifiée surtout) et des partenaires (dans l'association). Ses compétences de plongée ont été référées par des opérateurs touristiques étrangers basés à Maio en le nommant. Il a déjà été un moteur, et on sent dans son discours qu'il pourrait facilement en redevenir un, mais il ne pourra jouer ce rôle de Praia.</p> <p>Cet acteur connaît bien les projets en cours sur le territoire et leurs acteurs, et les critique ouvertement. Il déplore la négligence dans l'application de la loi, le manque de volonté politique. Il dit ce qu'il pense, devant moi et n'est pas gêné de le faire en groupe. N'a jamais été vu à entretenir la controverse bien qu'il aurait le tempérament pour (n'a été vu qu'à une réunion de groupe, étant absent de Maio les autres fois).</p> <p>Il est impliqué tant dans la problématique de la pêche locale (bouteille vs. ligne) que dans celle opposant les pêcheurs locaux aux étrangers semi-industriels, mais n'est pas très critiqué puisqu'il est toujours parmi ceux qui ont le moins d'impacts sur le territoire, la ressource, et ainsi donc, sur les autres pêcheurs.</p> <p><i>Il faut n'autoriser que la pêche à la ligne! Il faut également faire changer les mentalités pour que la communauté regagne confiance en l'association et la politique. Enfin, on doit changer les éléments corrompus (ex : mairie) et faire des efforts en commun pour développer durablement le secteur de la pêche et des activités maritimes de Maio.</i></p>	<p>Lui :</p> <p>« Les gros bateaux demandent aux petits de sortir de la zone réservée à la pêche locale!!! Ils peuvent pêcher en 2 heures l'équivalent de 6-7 mois que les pêcheurs artisanaux prendraient. Le commerce se fait donc au détriment des familles maienses! »</p> <p>Lui :</p> <p>« La mentalité de profit à court terme et l'individualisme doivent changer! Dans l'association, les membres défendent des intérêts personnels plutôt que des intérêts communs. »</p> <p>Eux :</p> <p>« C'est quelqu'un qui connaît bien le territoire et le projet de PP »</p>

COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - partenaires (bon plongeur, sécuritaire, fiable) - proprios de PP (surf E) 	<ul style="list-style-type: none"> - Asso (prob de pê bout. & prot. PP) - PRAO (promet) - (INDP) : trésorier asso qui ose s'opposer à l'INDP pour dénoncer abandon de l'île par instit. - Initiateur de l'association des pêcheurs - tourisme (si respons) - pê artis. trad. 	<ul style="list-style-type: none"> - Association (corrompue; doit refaire image vs. pêcheurs) - PRAO doit rejoindre et impliquer pêcheurs et vendeuses (pas fait actuelmt) + mieux communiquer (qd réunions, etc.). - Camara Municipal (corrompue : détourne \$, emplois famille). - vendeuses doivent être dégourdies et organisées. - pêcheurs plongeurs (surtout pour buzios - déclin effréné). - gouvernement (n'appuie pas suffisamment AMP à PP) - pêche industrielle il y a 50 ans inutile mais devenue essentielle (ressource faible) - extraction sable (ex : Russes) - pêcheurs désillusionnés (apathiques) - projets étranger tjs à court terme et sans retombées loc. - pê sportifs (ne déclarent pas mais font profits de pêche). - FMB absente ds secteur de la pêche. - INDP et DGP ne font rien à Sta Luzia : pas protection. - IMP : contrôle pas pêche, n'empêche pas pratiques destructrices/invasion de zone locale par bat étr. Corrompu. - Anglais (S&J) : ont profité du mat. de l'asso.; pas aidé asso. - PRCM/promot. étrangers qui ne poursuivent pas mission. - Moravi (pas de suivi pr fumage de poissons). - Police maritime (ne surveille ni ne contrôle pas). - Pêcheurs étrangers (menacent locaux) - Ministère dév rural et gvt : prouvent initiatives; pas suivi. 	<ul style="list-style-type: none"> - cet acteur n'est pas critiqué par les autres.

Rapport patrimonial			
<p><i>Le plus grand problème est les accords avec les chinois + UE qui pêchent avec palangres et filets. La situation est hyper-critique et ne permet pas d'envisager de scénario rose.</i></p> <p>Cet acteur montre une inquiétude forte face aux problèmes environnementaux et demande à la fois des AMPs et une gestion stricte (pêche à la ligne uniquement, notamment). Il protège, volontairement, en s'impliquant dans l'association et en ne pêchant que de façon traditionnelle. Son groupe (pêcheurs traditionnels) est cité pour ses actions favorables à l'environnement, tout comme l'association qui a démarré le projet de Ponta Preta. Il préserve l'océan pour les générations futures, avec peu de moyens, tout en étant moins touché personnellement puisque son emploi principal se trouve à Praia.</p> <p>Alors que l'océan et les poissons sont des entités souvent mentionnées par les autres, les barques de pêche traditionnelles ainsi que la pêche à la ligne (canne à pêche) sont moins communes dans le discours des autres acteurs. Ayant participé aux campagnes pour la protection de PP au sein de l'asso, il a posé des actions concrètes pour transmettre ces entités. Pour lui, nature et culture sont indissociables d'une gestion équilibrée, écosystémique.</p> <p>Selon lui, les actions humaines sur la nature sont irréversibles et tous doivent agir pour la protéger. Il a changé ses pratiques de pêche (de plongeur à la ligne) et dégrade très peu maintenant (seulement vie quotidienne), il n'est d'ailleurs jamais cité pour sa dégradation.</p> <p>Les défauts identifiés sont liés à la société moderne (argent, DCP) et à ses répercussions sur les hommes (corruption, jemenfoutisme lié à l'usure de l'aide étrangère, etc.). Il considère cela comme des nuisances importantes pour le territoire. Ce sont des éléments qui séparent les acteurs (davantage pro-technologie vs. pro-tradition).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut s'intégrer à la nature; pas l'inverse. »</p> <p>« Maio est le garde-manger de la capitale (70% des débarquements à Praia). »</p> <p>« Il faut trouver des alternatives à la pêche avec bouteille. »</p> <p>Eux :</p> <p>« ... »</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - tout de l'océan (plongée, surf, pêche, travaux ssmarins) - océan encore relat sain (poll peu visible, passagère). - poissons 	<ul style="list-style-type: none"> - l'océan (ne pêche plus qu'à la ligne) 	<ul style="list-style-type: none"> - l'océan est dégradé (de +en+ exploité) - (-) poissons, + petits, valeur commerciale - DCP : maintiennent illusion : abond. ressource - chantier des salines = honteux! Corrupt. pol. - bateaux industriels et semi-industriels. 	<ul style="list-style-type: none"> - manque surveillance et contrôle (application loi)

- lignes&barques art.		- argent (corromp) - jemenfoutisme (ignorance, désillusion, pauvreté, fermeture d'esprit et manque d'esprit critique).	
--------------------------	--	---	--

ANALYSE DE L'EMPREINTE TERRITORIALE PAR RETOUR SUR HYPOTHÈSES

Un pêcheur (temps partiel) pour lequel le seul salut pour la nature et la société, est la protection et la tradition (pêche à la ligne).

L'acteur est attaché au Cap-Vert (sa terre d'accueil), et à l'océan qui lui procure emploi et loisirs. C'est l'association qui l'a sensibilisé puis fait changer de pratiques de pêche, passant de la plongée à la ligne pour mieux respecter l'écosystème. Étant actuellement l'un des rares membres du CA de l'association, il a également travaillé à la promotion du projet d'AMP de Ponta Preta. Il est un pêcheur critique envers ses semblables qui se seraient laissé abattre par le peu de suivi des initiatives étrangères pour l'association et les vendeuses, et qui malgré leur désaccord vis-à-vis de la politique actuelle, ne manifesterait pas leur insatisfaction, ni n'agiraient pour faire changer les choses. Il parle des gestionnaires actuels, des pêcheurs et des vendeuses, mais ne semble pas considérer le reste de la population comme devant être au cœur de la gouvernance de la pêche et de l'océan. Les accords de pêche sont la menace la plus grave aujourd'hui, associés à l'attitude du gouvernement qui gère mal le système (ne contrôle pas, ne fait pas de suivi, etc.). Sa vision est océano-centrée, et beaucoup liée à la pêche (associée à la survie), mais aussi aux loisirs et aux valeurs d'agrément de l'écosystème. Il pourrait jouer un rôle important dans la gouvernance puisqu'il est jeune et convaincu, mais son départ à Santiago rend cette perspective peu probable.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - protection et gestion stricte - pêche à la ligne uniquement. 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces marines (halieutiques +), évolution - techniques de pêche. - politique de la pêche et du territoire - organisations liées au milieu marin (instances politiques, associations, ONGs, etc.) au CV. 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnelles : bonnes (a changé habitudes) - Ne pêche qu'à la ligne & surfe.
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (océanographique) - politique (acteurs importants, etc.) - professionnel (techniques de pêche, technologie, sur PRAO : -) 	

L'acteur a des pratiques en phase totale avec ses savoirs et préférences (valeurs) : il a changé ses habitudes lorsqu'il a réalisé leurs impacts, et a cherché à rallier d'autres pêcheurs à la pratique de la pêche traditionnelle uniquement. Son amour pour la mer l'a mené à pratiquer plusieurs loisirs en lien avec celle-ci, et à se trouver un travail sous-marin (travaux). Ses connaissances sont surtout pragmatiques et pratiques, mais c'est une personne ouverte d'esprit qui s'adapte bien à de nouvelles situations (ou contraintes, environnementales, dans ce cas). Il paraît aussi très observateur et critique (ce qui l'aura certainement aidé à forger sa place dans l'association et au Cap-Vert en général). Malgré ses inquiétudes pour la survie de la population de l'île et pour la vie marine, il semble relativement individualiste, et maintenant qu'il a déjà tenté d'aider à la protection marine et qu'il doit partir à Praia, il paraît relativement détaché des Maienses qui resteront sur place (il semble se dire que c'est un peu leur problème et qu'il faut qu'ils se mobilisent s'ils veulent renverser la situation).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

l'homme dépend de la nature - il doit s'y adapter et non l'inverse!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique (forte) - c'est un désastre. Aucune surveillance, contrôle; corruption et surpêche, ttes ress surexploitées.	Projetée - il faut se limiter à la pêche traditionnelle (ligne).	Critique pêcheurs ont perdu confiance en l'asso. (corru.)	Projetée il faut redorer image + montrer exemple (bien commun vs indiv.)	Critique - façade de concertation des pêcheurs et vendeuses, mais aucun suivi! Inefficace. Travail à long terme.	Projetée - DGP, IMP, INDP collab. avec pêcheurs (co-gestion) pour que l'application des lois soit - brutale / douloureuse pr pêcheurs.	Critique - proj PP existe depuis lgtps. Pas de suivi gvt. Quelles priorités : accords de pêche mais pas AMP.	Projetée -annoncer PP, mais surtout mieux surveiller pêche, contrôler ++++. Bonne gestion doit passer avant tt.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- améliorer la surveillance et le contrôle des pêches, en incluant les pêcheurs et les vendeuses (co-gestion); 2- rompre accords internationaux de pêche 3- n'autoriser que la pêche à la ligne.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - intensité maximale : l'échec de la bonne gestion des pêches peut mener à l'effondrement de la société! 	<ul style="list-style-type: none"> - IMP. Devrait être aidé de DGP, INDP, ONGs, pêcheurs. - besoin d'un comité local de gestion (terme du PRAO) qui résoudrait conflits d'intérêt et individualisme au sein de l'asso et qui construirait sur travail déjà entamé. 	<ul style="list-style-type: none"> - forte : rage calme face à la chute des stocks; désarroi. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maio est le garde-manger du Cap-Vert : tout le pays va souffrir si la ressource disparaît. / échelle du CV - les rôles traditionnels sont rel. immuables (ho pêchent et fe vendent). 	<ul style="list-style-type: none"> - les générations futures paieront de notre inaction.

La vision de l'acteur va dans le sens de l'intérêt général en considérant tous les besoins de Maslow (survie / travail via pêche et plongée, et accomplissement via surf, etc.). Le patrimoine culturel semble moins l'intéresser (non évoqué malgré incitations). Le lien homme-nature est vital, et non interchangeable, surtout pour l'alimentation (autres services non mentionnés). Ses réflexions sont d'ordre national et intègrent les générations à venir, et sa vie partagée entre Praia et Maio le rend sensibles aux spécificités des îles (Maio : abandonnée, mais exploitée par les pêcheurs de toutes les îles pour ses eaux poissonneuses - alors que les autres ont épuisé leurs stocks). Il souhaite que la gouvernance intègre les acteurs directement concernés par la pêche (pêcheurs et vendeuses) - parle moins des autres activités sauf pour signifier ses craintes envers l'extraction de sable, et ses espoirs vers un tourisme durable / écologique. Il a donné auparavant, mais semble ailleurs maintenant.

Zoom sur Ponta Preta

Nécessaire, combiné à bonne gestion!

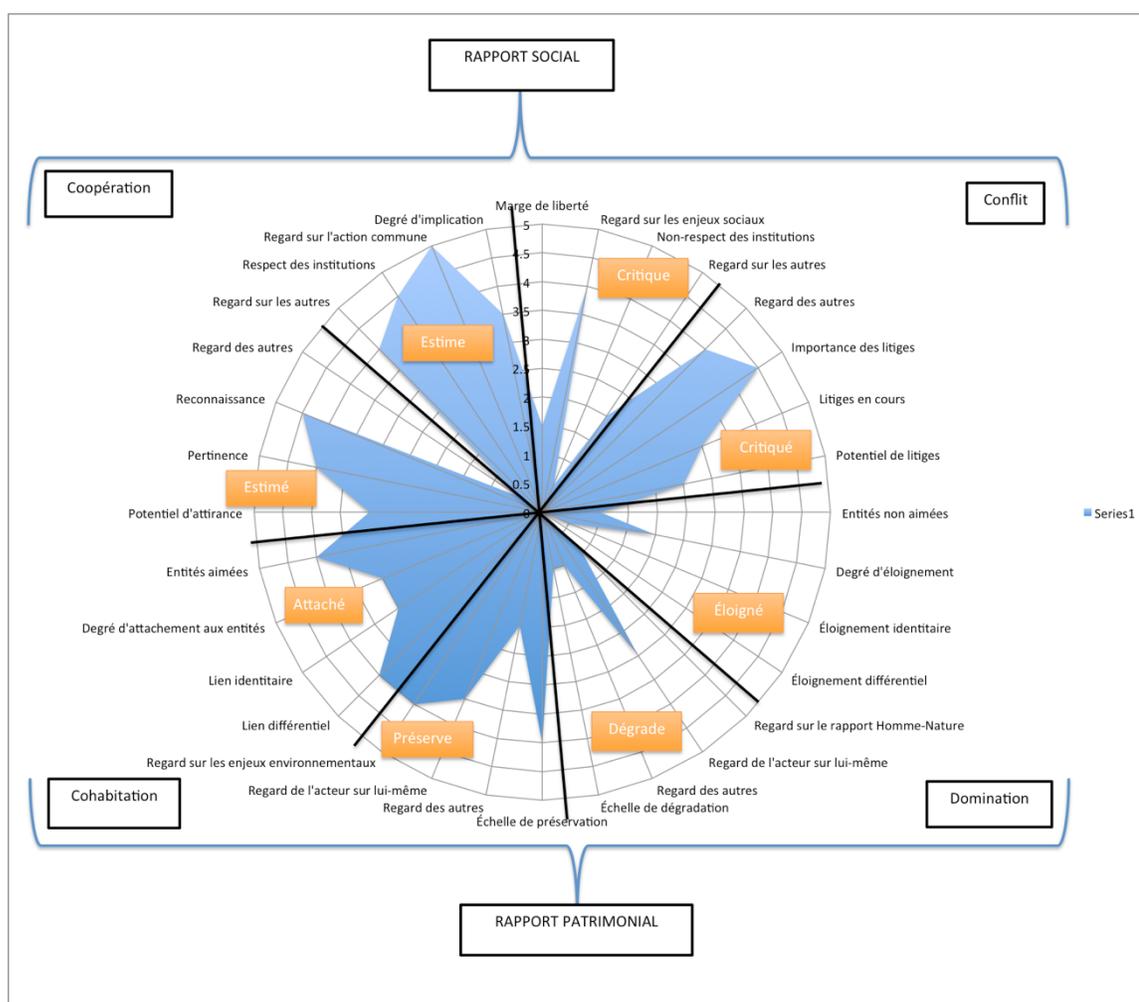
Le projet d'AMP à PP doit se réaliser, mais le gouvernement n'appuie pas suffisamment le projet pour qu'il voit le jour. Avant tout, il faut surtout que la surveillance et que le contrôle soient renforcés, et que tout autre type de pêche que la pêche à la ligne soit interdit. L'association des pêcheurs est lasse vis-à-vis de Ponta Preta; même les balises posées par les pêcheurs ont été enlevées.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur dynamique très (sous-)marin!

- Acteur connu des pêcheurs et locaux. Pas tellement des gestionnaires à ce que je sache.
- Passion sincère / profonde pour le milieu marin auquel il doit son travail et ses loisirs.
- Favorable à la concertation, incluant surtout les gestionnaires et pêcheurs (aussi les vendeuses, qui doivent toutefois être « dégoûtées »).
- Favorable à la conservation de Ponta Preta, surtout pour la pêche, en améliorant la surveillance et le contrôle.
- Impliqué dans l'association des pêcheurs et souhaitant son essor (crédibilité, reconnaissance et possibilités d'action).
- Vision centrée sur le Cap-Vert, incluant différentes îles (Santa Luzia, Maio, Santiago, etc.) Et l'océan qui leur est vital.
- Positions fermes mais acteur en voie de quitter l'île pour des raisons personnelles.

**ACTEUR 8 - MONDE DU CONTRÔLE ET DE LA SURVEILLANCE MARITIME ET PORTUAIRE
INSTITUT MARITIME ET PORTUAIRE (IMP) DE MAIO**



Empreintes territoriales : Acteur 8

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

Rapport social	
<p>Cet acteur montre de l'intérêt pour différents projets (tourisme durable, aires protégées, initiatives de conservation de la faune, etc.) allant dans le sens de la conservation de la nature. Il travaille au respect de la loi (en principe) et participe à certaines initiatives (ateliers de formation du RAMPPO, de la FMB, etc.) qui vont au-devant de la loi. Il souhaite une concertation ouverte à tous (quoiqu'il ait peu parlé de cet aspect) et mentionne régulièrement les femmes, notamment. Il participe aux concertations territoriales, pour apprendre surtout, et probablement pour redorer son image. Ne peut pas être considéré comme acteur liant.</p> <p>Il connaît les lois, a un bureau dont la vue donne sur l'océan, et agit avec la police locale pour la fiscalisation (bien que les gardes-côtes devraient jouer ce rôle). Il manque d'emprise humaine (ne fait pas respecter la loi) et manque terriblement de moyens financiers (pas de bateau ni voiture pour patrouiller l'île...).</p> <p>La connaissance et l'application des lois font grandement défaut au territoire : cet acteur possède donc des atouts incontournables, mais ne parvient pas à en étendre la portée par manque de moyens principalement. Il est donc connu du complexe d'acteurs qui en attend beaucoup de sa part, mais est peu apprécié car il ne remplit pas son mandat.</p> <p>Cet acteur critique peu les autres : il mentionne certains problèmes engendrés par les actions d'autrui (pollution, extraction illégale de sable en bordure de mer) mais ne rend personne en particulier responsable. Il parle positivement des lois et grands programmes, mais regrette que leur mise en place soit si ardue (à cause du manque de moyens). Il connaît plusieurs problématiques territoriales (érosion de la côte, pollution, perte de certaines espèces) mais n'agit pas suffisamment dans le cadre de ses fonctions bien qu'il assiste à diverses formations. Il est donc impliqué, mais pas actif. Enfin, il exprime son désaccord mais seulement sur des points non compromettants.</p> <p>Cet acteur n'a pas d'ennemi personnel connu (bien que des pêcheurs contrevenants venant de l'extérieur de l'île l'aient déjà menacé de le battre s'il les dénonçait - ce qu'il aurait évité en échange de pot-de-vin) ou de conflit d'usage, mais de valeur morale, certainement (pour les raisons venant d'être évoquées). Le conflit auquel son rôle devrait le confronter (pêcheurs locaux et étrangers) ne le touche pas puisqu'il n'intervient pas, mais c'est un problème majeur pour l'ensemble du territoire et de ses acteurs qui le mentionnent à chaque entretien. Enfin, c'est un acteur plutôt mal vu et considéré comme un frein à la mise en place de bonnes pratiques de pêche et de surveillance et contrôle maritimes.</p>	<p>Lui :</p> <p>« Il faut informer et sensibiliser toute la population de Maio pour qu'elle soit mieux capable de protéger l'océan. »</p> <p>Lui :</p> <p>« Il faut consulter tous les maienses pour faire une gestion et un développement équilibrés »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il se fait acheter par les contrevenants pour ne pas les sanctionner. » (locaux).</p>
COOPÉRATION	CONFLIT

ESTIMÉ / ATOUS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - FMB : participe aux activités et formations 	<ul style="list-style-type: none"> - institutions politiques ne sont pas mal intentionnées. - PRAO : déjà bon travail avec base de données sur plaques d'immatriculation des bateaux; inspectrices en place; prometteur. - travailleurs / promoteurs touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> - les individus qui polluent (comportements individuels) - clandestins 	<ul style="list-style-type: none"> - par pêcheurs locaux (corrompu)
Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur identifie bien plusieurs causes liées aux enjeux du territoire. Il s'inquiète pour les générations à venir et propose comme principale solution, que le gouvernement crée l'AMP de Ponta Preta, que des gardes-côtes soient installés à Maio et qu'une équipe se joigne à lui avec plus de moyens (bateaux, etc.) dans le but de permettre une véritable fiscalisation (contrôle et surveillance) de la zone de pêche locale entourant l'île. Il limite donc ses impacts, mais ne préserve pas véritablement. Il n'est d'ailleurs que rarement cité pour ses actions (davantage cité pour le rôle qu'il devrait jouer mais qu'il ne joue pas). Ses intentions sont cependant de préserver le territoire pour les générations futures.</p> <p>Il se montre attaché aux barques de pêche, aux poissons (pour la dégustation notamment) et à la beauté de l'océan vierge, qui caractérisent la culture cap-verdienne. Ces entités sont souvent (pour certaines) ou parfois (pour d'autres) évoquées par d'autres acteurs. Le désir de les transmettre aux générations futures ne doit pas compromettre le statu quo et la transmission de ces entités ne doit pas affecter les systèmes écologiques. l'acteur n'est toutefois pas assez proactif pour que l'on dise qu'il recherche une solution équilibrée aux enjeux qu'il perçoit.</p> <p>Il identifie des problèmes environnementaux et propose des solutions à ces problèmes (nouveau port, énergies différentes et tourisme accru). Il limite ses impacts environnementaux, et ne dégrade pas véritablement (ce qui est reconnu des autres acteurs). Toutefois, il ne contribue pas à la protection du milieu alors que c'est son rôle.</p> <p>Les défauts qu'il identifie sur le territoire appartiennent à la société moderne (extraction de sable ayant déconstruit la côte, pour construction; pétrole et rejets des bateaux; déchets des humains; compétition entre barques traditionnelles et gros bateaux étrangers, etc.) et il les considère comme des nuisances importantes au territoire (qui est autrement bien préservé selon lui). Ce sont des éléments cités par d'autres acteurs également.</p>			<p>Lui :</p> <p>« L'augmentation de la température des eaux, de leur niveau, les changements de courants et l'érosion dus aux CC, ajoutés au trafic maritime accru, engendreront de fortes pressions sur le milieu. Il faut se discipliner et zoner l'océan. »</p> <p>Eux :</p> <p>« [...] Il est la personne qui devrait surveiller et gérer le milieu marin. Mais il ne fait rien. » (paraphrases)</p>
COHABITATION		DOMINATION	

ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - tout de l'océan (mer intacte) - poissons, corail - épaves - fête maritime de Maio (concours de bateaux) - Jour des Pêcheurs - Mer = identité (histoire, culture). - Mer pour travail+, loisirs, pêche et cuisine+. - petits bateaux de pêche. - bateaux transportent tout (biens et services) - gastronomie (cusido de peixe) - hédonisme (vue, tranquillité, océan). - projet de port maritime en cours (dd) : + accès à l'île, tourisme et dd. - recyclage - exploitation durable des océans - collectivisme et discipline collective 	<ul style="list-style-type: none"> - Côte 	<ul style="list-style-type: none"> - pollution chimique - pétrole - piraterie et guerres venues d'Afrique - croissance démographique - drogues - individualisme - fardeau sur individus vs. groupes imputables de protection de l'env. 	<ul style="list-style-type: none"> - manque surveillance et contrôle (application loi) - manque de moyens

ANALYSE DE L'EMPREINTE TERRITORIALE PAR RETOUR SUR HYPOTHÈSES

Un gestionnaire attaché à la nature, mais impuissant pour agir.

L'acteur profite du milieu marin pour sa survie et son bien-être, et souhaiterait avoir une équipe, des moyens techniques et davantage de partenaires pour mieux jouer son rôle de surveillance et contrôle. Il préfère garder des relations « cordiales » avec tous plutôt que de faire des pressions allant dans le sens de la préservation (soit à l'IMP national ou auprès des pêcheurs auxquels il pourrait s'allier pour faire une surveillance et un contrôle plus efficaces). Son refus de remplir le questionnaire structurel indique qu'il se sent (à raison) critiqué et qu'il ne sait pas trouver une place honorable dans la société maiense. C'est un acteur isolé tout en étant lié à tous les autres acteurs. Il souhaite la conservation marine et voudrait que le gouvernement émette des directives / lois plus fermes en ce sens mais il reste frileux pour les faire appliquer.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - tout du système marin : transport, faune, etc. - consensus pour bonne gestion. - la mer est à tous les Cap-Verdiens et aux visiteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - informations sur les conventions et initiatives internationales de protection de la biodiversité. - politique de la pêche et du territoire - organisations liées au milieu marin (instances politiques, associations, ONGs, etc.) au CV. - vision globale du milieu (changements climatiques, trafic, patrimoines, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - surveillance (la côte surtout) - informe les gens des lois (-). - mange du poisson. - participe à formations sur biologie marine.
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - n'a pas voulu répondre aux Qs. structurelles = (logiquement) : - - politique (hiérarchie de l'IMP et partenaires) - - professionnel (lois, techniques et technologie) - - interpersonnel (soc.) : alliés/partenaires (gestion) même si critiqué. 	

L'acteur a des pratiques peu efficaces pour la conservation dans le cadre de ses fonctions, bien qu'il semble s'y intéresser sincèrement et s'y connaître bien. Il relie bien les patrimoines naturel et culturel ainsi que les enjeux touchant l'océan. Ses savoirs semblent être suffisants au niveau théorique, mais l'application de la loi et les rapports sociaux semblent être des éléments à développer pour que ses pratiques puissent aller dans le sens de ses préférences (ajoutés à des éléments externes visiblement hors de son contrôle : moyens financiers, techniques et humains).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Les Cap-Verdiens profitent de la nature (valeurs d'agrément). Préservons-la!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique (forte) - police maritime et agents surveillance / contrôle marins = absents. Lui = côte.	Projetée améliorer contrôle (équipe IMP + gardes cô, police)	Critique manque de moyens (techn, \$ & hum.). Manque comm. pr agir vite (VHF)	Projetée il faut un bateau, une auto et des collègues (à IMP) + techno comm. (VHF)	Critique : - Les femmes ne sont pas incluses dans la planification de la gestion de PP.	Projetée - Il faut trouver des bénéfices pour les femmes dans la création de l'AMP + consulter pop pr dév équilibré de l'île.	Critique - gestion autorégulée car pas de glace / moyens de stocker poissons.	Projetée - +protection (AMP)= + tourisme. - dév. contrôlé = bon.

Les principaux désirs énoncés sont 1- améliorer la surveillance et le contrôle des pêches, en renforçant son équipe, la police de Maio et en faisant venir des gardes-côtes. 2- Améliorer la communication entre ces gens (VHF) pour agir rapidement. 3- annoncer l'AMP de Ponta Preta (par le gouvernement) et créer davantage d'AMP.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement :

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- intensité élevée : la société dépend de l'océan (travail, transport, nourriture, patrimoine) mais espoirs dans développement durable pour améliorer conditions de vie.	Tous les Maienses devraient être consultés pour qu'un développement équilibré soit prévu. Le gouvernement doit être fort et clair, mais considérer tout le monde.	- élevée : via nourriture et via agréments surtout (beauté des paysages).	Les propriétaires côtiers sont les plus directement touchés / affectés par les actions portées sur l'env. marin (AMP) - océan apporte tout, à toute l'île.	- les générations futures devraient connaître ce que l'on connaît actuellement (goût des bons poissons notamment).

L'acteur réalise que l'océan répond à l'ensemble des besoins de Maslow pour les Cap-Verdiens, mais ne promeut pas une approche de sanctuarisation stricte. Il suggère que le tourisme et certaines activités (même l'exploitation pétrolière, si sécuritaire) pourraient ajouter au bien-être des Maienses. Pour la gouvernance, il propose de consulter tout le monde, mais semble tout de même attendre du gouvernement qu'il prenne les initiatives. La connexion de l'acteur au milieu marin est importante, et l'on sent son attachement dans ses paroles. Il semble toutefois relativement résigné pour aller au-delà des initiatives en place. Il n'est pas un chef. Ses considérations se tournent surtout vers les Maienses bien que sa vision aille au-delà de l'île de Maio. Il se soucie aussi des générations futures (enfants de ses enfants - se projette facilement dans 50 ans).

Zoom sur Ponta Preta

Nécessaire, et créer davantage d'AMPs!

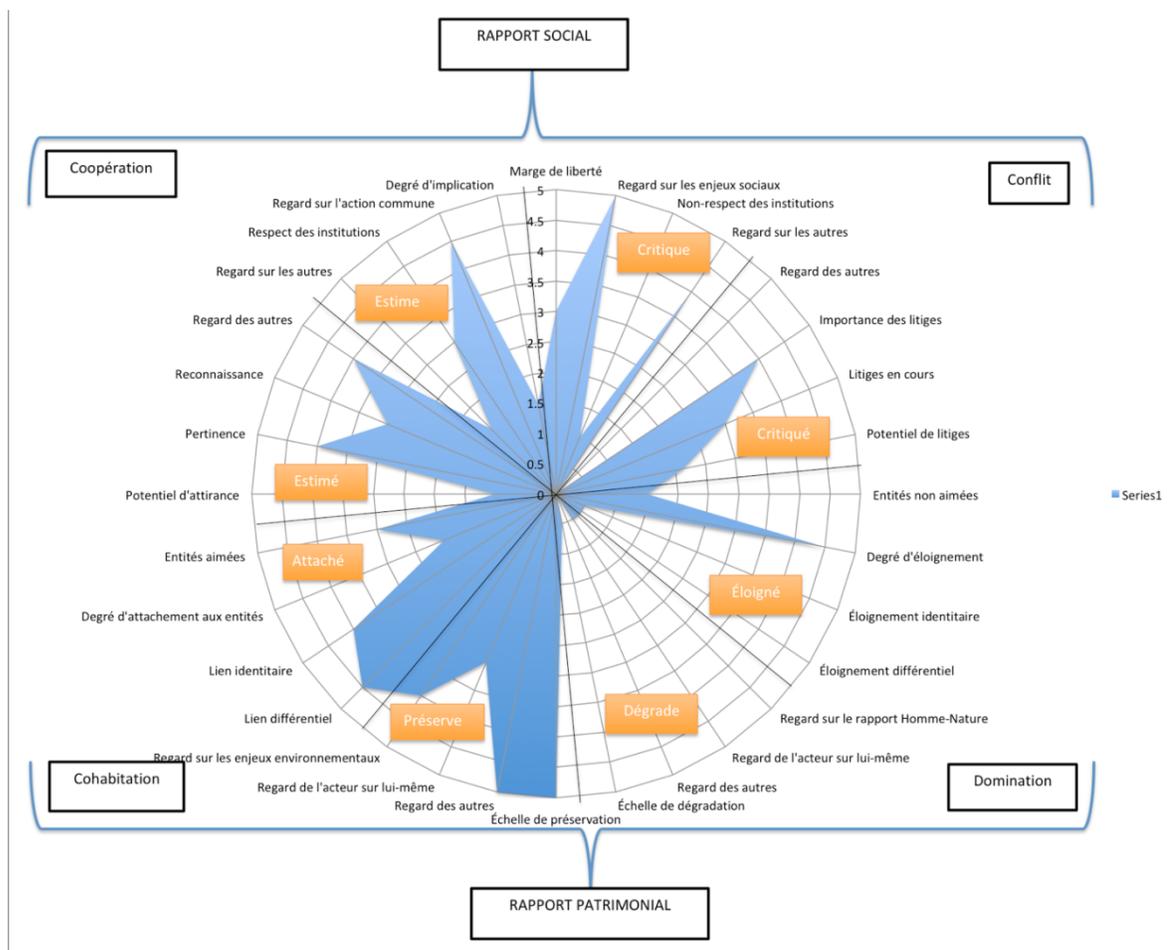
Le projet d'AMP de Ponta Preta devrait améliorer les conditions de vie des pêcheurs et les faire participer. Il pourrait servir d'incitatif pour le tourisme écologique. Il préservera aussi la reproduction des poissons et la nidification des oiseaux. La zone doit exclure les humains s'ils nuisent à l'environnement; autrement, on peut les intégrer. Le gouvernement doit inscrire ce projet dans une politique de conservation claire et structurée. Il faut aussi savoir ce qu'une AMP devrait apporter à la population, aux femmes notamment, et instruire et sensibiliser la population. Des études et ateliers sur Ponta Preta ont eu lieu et le projet bloque à la DGA (non approuvé), mais cet acteur ne sait pas pourquoi. Des échanges avec des acteurs d'autres pays seraient positifs. Des biologistes ont montré les bonnes conditions du site : il faut le protéger (faune & flore), et aider les gens qui vivent à proximité à en profiter davantage et à s'impliquer dans la surveillance du site.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale :

Un acteur très sollicité mais peu puissant (en pratique)!

- Acteur connu des pêcheurs, des locaux, tout comme des gestionnaires.
- Relation hédoniste à la mer (plaisirs des loisirs et des bons poissons; de la beauté de la mer) et connaissances globales sur le milieu et ses enjeux.
- Favorable à l'inclusion d'acteurs moins sollicités habituellement (ex : femmes et toute la population) dans la concertation.
- Favorable à la conservation de pp et à l'établissement d'autres projets du genre.
- Positions assez fermes pour la conservation, mais critiques faibles envers les acteurs qui semblent y nuire le plus.
- Relations sociales politiques - acteur en position inconfortable.

ACTEUR 9 - MONDE DU TOURISME ET DE SA PROMOTION AU CAP-VERT
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES ÎLES DE BOA VISTA ET DE MAIO (SDTIBM)



Empreintes territoriales : Acteur 9

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

Rapport social	
<p>L'actrice dit apprécier certains projets (comme ceux de conservation), mais critique leurs porteurs qui communiquent mal, jalouent l'information dont ils disposent, sont ignorants ou fermés d'esprit, etc.); elle apprécie les grands programmes et connaît quelques-uns; défend très fort l'idée de la concertation mais voudrait que cette dernière se fasse sous sa direction; enfin, elle est franche et va à la rencontre des autres, mais surtout pour leur dire quoi faire et comment le faire. Elle semble se sentir en mission (de développement durable). Elle possède plusieurs éléments la rendant potentiellement puissante (dans la décision liée au territoire) : elle connaît partiellement le milieu local et les lois gouvernementales, et a des idées; elle possède un beau bureau attirant pour les touristes et (quelques) locaux aisés, et la SDTIBM a des terrains sur toute la côte de Ponta Preta; elle a des partenaires (nationaux) bien placés et des moyens financiers. Bien que certains considèrent ses visées comme étant dangereuses (risquées) pour le territoire et la communauté, d'autres acteurs (surtout des gestionnaires) trouvent ses atouts très pertinents (développement touristique durable - en principe - de l'île). Certains la critiquent toutefois puisqu'elle ne vient pas de Maio.</p> <p>Cette actrice critique négativement certains projets (extraction de sable, constructions à Bixa Rocha), mais surtout certains acteurs (le maire qui a laissé faire / complice). Elle souhaiterait que les lois soient mieux respectées (renforcées), et que de nouvelles incitent les hôteliers à faire la promotion de la vente de poisson pêché durablement, par exemple. Elle s'implique individuellement (parle aux gens), modérément (n'est pas partie en grande campagne sur le territoire pour créer une concertation globale). Elle tente de garder des relations positives avec tout le monde, et affiche donc ses opinions sans se faire des ennemis (peut modifier son discours pour qu'il convienne davantage à son interlocuteur - ce qu'elle a fait avec moi aussi certainement).</p> <p>Enfin, par la ZIDT de Ponta Preta, elle se trouve dans un conflit d'usage (territoire à des fins de pêche, protection vs tourisme) et pour l'ensemble de sa mission, de valeur morale puisque le développement touristique pourrait compromettre les valeurs traditionnelles de l'île (tranquillité, simplicité, tradition). Le litige est donc central et constitue un problème à l'échelle de l'île (et du Cap-Vert). C'est un acteur critiqué, mais comme il est nouveau, les critiques ne sont pas très virulentes.</p>	<p>Lui :</p> <p>« Il faut conscientiser les autorités à la diminution des stocks de poissons dont les Maienses sont friands. »</p> <p>Lui :</p> <p>« On doit tous agir pour revitaliser et développer Maio. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Elle pourrait apporter beaucoup de bonnes choses à l'île. » (IMP)</p>

COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - par (IMP)- dd 	<ul style="list-style-type: none"> - instit. politiques doivent agir. - travailleurs / promoteurs touristiques - FMB : contribue à protection du milieu. 	<ul style="list-style-type: none"> - ENAPORT (ignore env. ds lequel projet) - Promo touristiques (vendent poisson non durable) - autorités (permis de construction sur ZDTI). - gens insoucians - intermédiaires de pêche (profit sans travail) - Cam Munic. : dév chaotique et intérêts particuliers. - Individus qui veulent manger langoustes pour l'image (chic). 	<ul style="list-style-type: none"> - par FMB (risque pour biodiversité et habitats de l'île - projets peu connus)
Rapport patrimonial			
<p>Cette actrice évoque constamment les enjeux environnementaux liés au territoire, mais ne les connaît pas tous. Personnellement, elle dit limiter au maximum ses impacts environnementaux. Aussi, certains acteurs la considèrent comme porteuse d'activités de préservation (tourisme durable) à long terme bien que certains s'en méfient. Enfin, elle considère qu'elle préservera le milieu côtier et marin pour les générations à venir, bien que son horizon soit assez rapproché. Elle est consciente de l'importance des espèces marines pour l'île, d'un point de vue culturel comme naturel, mais raisonne surtout en termes d'agrément (perte de certaines espèces = perte de certains plaisirs pour Maienses) et bien qu'elle souhaite que cela soit communiqué</p> <p>à l'ensemble de la population de l'île, elle cherche avant tout le statut quo. toutefois, elle est consciente de l'écologie de l'île et appréhende certains impacts indirects des actions humaines (érosion, déchets).</p> <p>Cet acteur considère que la nature a pour principale valeur celle d'agrément (esthétisme, diversité des poissons, etc.) et que le développement (touristique) durable permettra de concilier les activités humaines avec la nature. Individuellement, il est conscient de dégrader autant que les autres mais dit faire des efforts. La SDTIBM est parfois citée pour des activités potentielles de dégradation importante (constructions côtières et pollution engendrée par l'augmentation de la population à Ponta Preta). Elle produirait alors une dégradation perturbante sur une entité isolée, dont la résilience (possible si tous les traitements (eau, déchets)) serait à long terme.</p> <p>Enfin, les entités non aimées appartiennent souvent au patrimoine culturel (fermeture d'esprit, isolement, tradition) et freinent ses actions de développement touristique. Elle critique également les bateaux et le pétrole, qui sont issus de la société moderne et ne lui nuisent pas directement. Ce sont des éléments qui</p>			<p>Elle :</p> <p>« Nous faisons partie du système et si nous créons un déséquilibre avec la mer (la nature), tout peut s'effondrer. »</p> <p>Eux :</p> <p>« ... C'est la nouvelle responsable du tourisme à Maio, elle ne vient pas d'ici, on se méfie de ses projets et de sa compréhension de la communauté. » (FMB) (paraphrases)</p>

reviennent dans le discours des gens plus distants de l'île (étrangers). Elle ne nie pas les répercussions sur ses activités mais ne se décourage pas.			
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - mer - plancton - oiseaux - poissons : espagates, garoupas, - tortues - langoustes (voie dispar.) - océan sans bat. industriels, pollution (il y a 30 ans) 	<ul style="list-style-type: none"> - éducation - esprit critique. 	<ul style="list-style-type: none"> - inertie - laisser-aller - promiscuité - pollution - fermeture d'esprit - surpêche - fuite et déversements bateaux 	<ul style="list-style-type: none"> - pas chx pr futur des jeunes - éducation rigide, non critique. - étroitesse d'esprit - territoire petit, fermé - trafic drogues - manque communication / information.

ANALYSE DE L'EMPREINTE TERRITORIALE PAR RETOUR SUR HYPOTHÈSES

Une gestionnaire nouvelle dans le milieu, pleine de bonne volonté, et pour laquelle développement touristique (resorts) à petite échelle rime avec durabilité de Maio. Son arrivée récente et son pouvoir la rendent pleine de potentiel : tant de préservation que de dégradation de l'environnement et de la culture locale. Elle est plus critique que beaucoup d'acteurs, probablement car elle vient de l'extérieur; elle souhaite obtenir le pouvoir lui permettant de réaliser son projet.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - env. sain et esthétique (attirant pour tourisme, loc.) - contempler milieu; déguster poisson. 	<ul style="list-style-type: none"> - connaît bien certains enjeux env. loc. (contamin. eaux, sols) - personne instruite (s'exprime clairement, en 3 langues, etc.) - connaît d'autres modèles (Sao Vicente, autres pays) - vision globale du milieu (pollution, culture, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - organisation de rencontres de concertation (incomplètes mais bien organisées et préparées); - rencontre avec plusieurs acteurs en cours.
	<p>Types de savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - académique (bonne éducation mais pas rép au Q.structurel) - - professionnel (matériaux et méthodes de construction, enjeux liés au tourisme (assain. eaux, air; emploi de locaux)) - - interpersonnel (soc.) : femme affable et directe. 	

L'acteur n'a pas encore véritablement de pratiques associées au milieu marin dans le cadre de ses fonctions. Il le contemple pour l'instant, s'informe et cherche à établir des contacts et faire de la concertation. Elle s'intéresse toutefois à l'ensemble du milieu marin et de ses éléments : vente et commercialisation de poisson pêché par des méthodes durables, communautés locales (valeurs et pratiques), enjeux environnementaux locaux. Elle prône d'agir local et de penser global, ce qu'elle semble mettre en pratique. Le temps passé entre son installation et ses premières activités a été relativement long (5 mois - arrivée en février 2013), mais cela semble être la norme sur l'île. Elle ne connaît pas certains projets (conservation marine à Ponta Preta) qui entrent pourtant en concurrence avec son mandat : cela semble étonnant (manque généralisé de communication / information critiqué?!). Le problème afin que ses pratiques reflètent bien ses préférences semble en être un de savoir

local : quelles sources sonder et quels acteurs rencontrer pour avoir un état des lieux sur le territoire qui puisse être assez complet en bout de ligne.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Le milieu marin est très mal géré. Tout le monde sous-estime les risques à venir!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique (forte) - les gestionnaires manquent de consc. env. - culture du secret (CM)	Projetée : - éduc.; comm.; travail en commun pour dév. Maio.	Critique (non mentionnée) : arrivée récente sur lieux (& \$ par CM et DGA...)	Projetée va encore rencontrer plus. act. pr. concert. & tourisme durable inclusif	Critique - Maienses pas informés (pertin. de protection) : manque éduc. pr impliquer & protéger.	Projetée - Il faut impliquer tt le monde et le dév. tour. permettrait d'agir ensemble pr Maio. le proj doit venir des gens; sinon, ne marchera pas.	Critique - nécess : poissons prisés par maienses en déclin; peu d'infos.	Projetée - voudrait AMPs, mais pas à PP.

Les principaux désirs énoncés sont 1- faire respecter les lois des pêches 2- améliorer la communication entre les gestionnaires et avec la population 3- que le tourisme durable devienne un projet rassembleur pour l'ensemble de la population de l'île.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement :

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- intensité relative : elle-même ne dépend pas de l'océan (consomme l'eau embouteillée,	- toutes les associations (représentant les individus) devraient être impliquées dans la	- importante : est sincèrement attachée à la beauté de l'île.	- Il faut faire du développement touristique qui profite aux Maienses (besoin d'une source de	- les enfants d'aujourd'hui seront responsables du territoire demain : réflexion attachée à la

non dessalinisée); – océan procure bien-être (veut le garder tel quel).	planification du territoire.		revenu durable). – agit local. Devrait pê parfois penser local aussi.	génération à venir, semble ne pas aller plus loin.
--	---------------------------------	--	--	---

L'acteur ne semble pas réaliser que l'océan peut répondre à l'ensemble des besoins de Maslow pour les Maienses : il considère que l'argent doit venir de l'extérieur pour améliorer la qualité de vie des insulaires, et donc que le tourisme (resort « écologique ») est indispensable au bien-être des Maienses. C'est LA solution pour « sauver » l'île de son déclin. Il souhaite consulter tout le monde pour son propre projet, mais paraît peu flexible sur certains points (l'idée du tourisme sauveur notamment). Un acteur fort (lui-même) pourrait diriger la concertation liée au territoire. Son attachement au milieu est récent, et paraît « calme » : cela concorde avec sa relation de contemplation à la nature. Il croit qu'il y a beaucoup à faire pour dynamiser le milieu, et qu'il est la personne désignée pour le faire. Ses considérations vont aux Maienses en premier (via le tourisme bienfaiteur) mais il est conscient de certains enjeux globaux. Les enfants actuels sont sa priorité d'intervention (les futurs gestionnaires de l'île).

Zoom sur Ponta Preta

Elle n'a jamais entendu parler du projet de conservation ou de co-gestion...

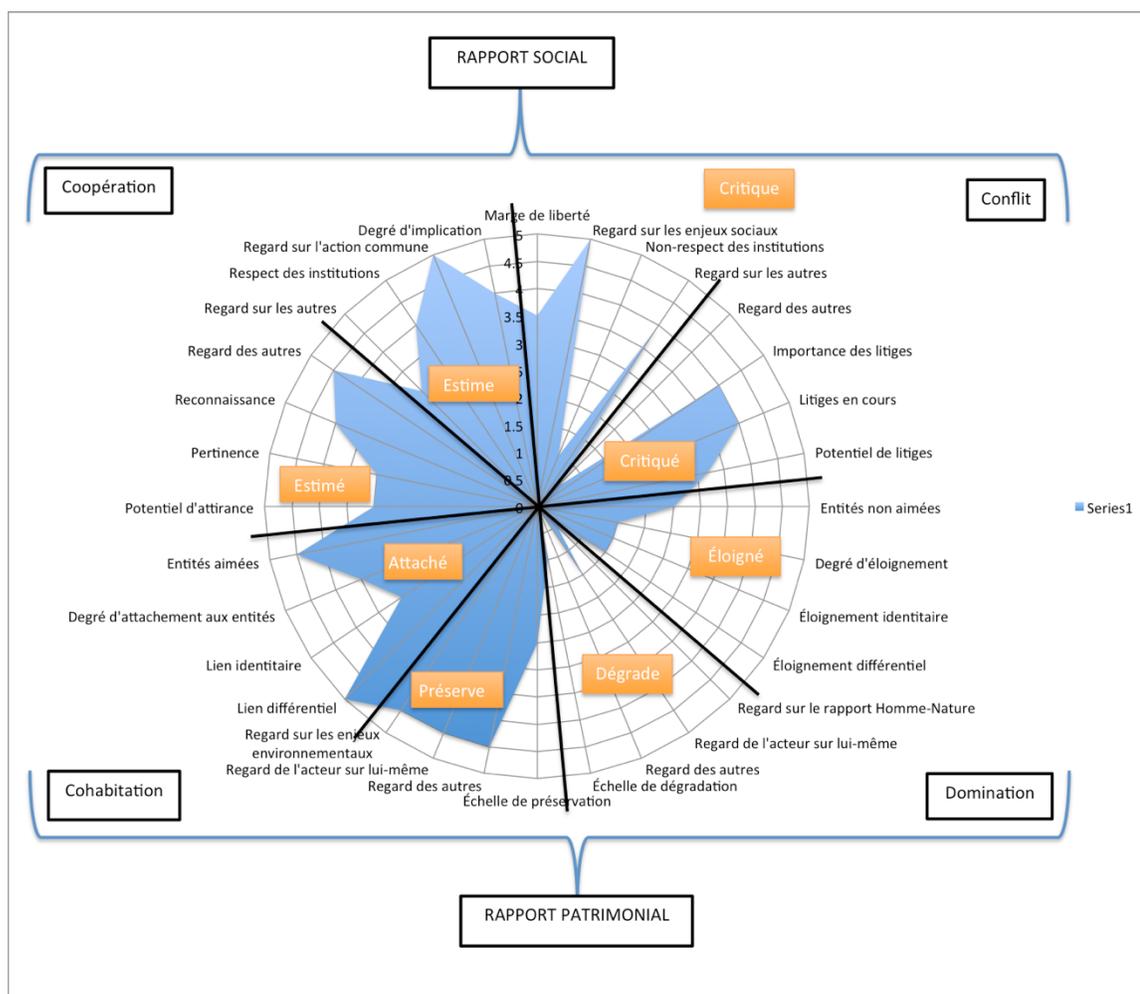
Si la SDTIBM avait été au courant d'un tel projet, elle n'aurait pas travaillé à une zone d'intérêt touristique sur la même zone. Elle considère qu'il n'y a pas de projet puisqu'elle n'a pas entendu parler de sa planification. Elle déplore le manque de communication et de transfert d'informations entre les gestionnaires (certains individus) du Cap-Vert. En sachant l'existence du projet, elle ne comprend pas mais maintiendra son travail pour la zone touristique.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

un acteur très motivé mais mal préparé...

- Acteur encore inconnu après 7 mois sur l'île.
- Relation contemplative avec la mer (bons poissons; beauté de la plage) et certaines connaissances globales et locales liées à l'environnement marin (traitement des eaux, pollution par le pétrole).
- Favorable à la concertation des acteurs (a fait quelques tentatives elle-même dans le cadre de ses fonctions).
- N'admet pas qu'elle est défavorable à la conservation de pp, mais elle semble considérer que la zone touristique est mieux planifiée et depuis plus longtemps, et mérite donc d'être réalisée en priorité...
- Positions pour l'amélioration de la qualité de vie sur l'île (et par ricochet pour le tourisme), via des installations de traitement de l'eau et des déchets, construction sans sable (ex : briques) et des lotissements touristiques du type du stella maris.
- Relations sociales et politiques (cm, etc.) Qui paraissent plus nationales (ancrées à praia et mindelo) que locales (critiques parfois véhémentes sur l'attitude et certaines valeurs des maienses - avec lesquels elle est très franche toutefois).

ACTEUR 10 - MONDE DE LA RESTAURATION LOCALE ET TOURISTIQUE
RESTAURATEUR ET PÊCHEUR RÉCRÉATIF - ORIGINAIRE D'EUROPE



Empreintes territoriales : Acteur 10

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>L'acteur critique davantage qu'il n'apprécie les projets initiés sur l'île et les gestionnaires qui les portent. Il appuie cependant les projets de conservation / protection de l'environnement qui sont réfléchis et menés à bien. Son regret du manque de lois, et de l'application de celles qui existent, revient souvent dans son discours. Il ne s'implique pas au-delà cependant. Il voudrait que toute la population de l'île soit impliquée dans la concertation, et il participe aux activités lorsqu'elles touchent à l'océan. Il connaît bien le milieu local et la cuisine, voudrait posséder un restaurant. A pour partenaires un pêcheur, sa vendeuse de poissons, et une vendeuse de légumes. Il possède peu de moyens financiers bien que ce soit mieux que la plupart des Maienses. Sa connaissance des bons sites de pêche récréative, et de la cuisson / apprêt des poissons en font une référence, surtout pour les étrangers qui visitent ou s'installent à Maio. Il est apprécié, tout comme son restaurant; inspire sans être un moteur.</p> <p>Ses critiques sont plus précises sur certains sujets, plus vagues sur d'autres, mais toujours virulentes et paraissant fondées. Il connaît les acteurs qui nuisent au territoire, et à son commerce par la bande. Enfin, il exprime son opposition librement, mais ne fait pas de remous.</p> <p>Il est impliqué dans un conflit d'usage (poisson - pr restaurant et la pop locale) qui touche l'ensemble du territoire, de valeur morale et de personne. Enfin, l'acteur est connu, et vu soit de manière neutre ou positive.</p>		<p>Lui (paraphrase) :</p> <p>« C'est dommage, le FMB organise des corvées de nettoyage des plages, mais après, ils laissent les sacs sur place et rapidement ils s'ouvrent et les déchets se répandent de nouveau sur le sable. Il faudrait qu'ils aillent au bout de leur idée. »</p> <p>Eux (paraphrase) :</p> <p>« Il pourrait afficher qu'il ne vend pas de langoustes en période de repos; ça lui ferait de la publicité environnementale. Les restaurateurs pourraient avoir un logo. »</p> <p>(SDTIBM)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - FMB - tous les étrangers qui aboutissent à Maio. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs locaux traditionnels - population locale (marié à une Maiense) 	<ul style="list-style-type: none"> - accords de pêche avec Chine. - pêcheurs des autres îles : rafflent chicharines nécess. aux Maienses comme appâts. - pêche intensive - gvt : pas surveillance océans. - mauvais investissements politiques (accords profitent à armée vs hôpitaux, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> - ennemi local (conflit lié au restaurant / territoire culturel vs. territoire naturel).

		<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs de langoustes (veulent vendre) + pê illégale - FMB (corvées de nettoyage des plages, sans sac ramassés) - gvt & CM : gestion irraisonnable de l'argent européen (stade vs déchets, - Européens (subventions) - police maritime (ne surveille pas) - écoles (n'enseignent pas conservation marine) 	
Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur s'inquiète de son environnement marin et préconise une protection maximale; des lois plus strictes et mieux respectées. Il aime véritablement le milieu, s'en soucie, et l'observe évoluer. Il veille à ce que ses pratiques s'y fondent au mieux. Les gens qui le connaissent sont conscients de cette relation et cherchent à apprendre de lui. Enfin, il fait tout pour préserver le milieu, mis cela reste à une échelle modeste et par des actions concrètes (les zones où il pêche, les pêcheurs avec lesquels il a des ententes, ses pratiques, etc.).</p> <p>Il témoigne de l'amour envers les poissons et les cétacés, comme bien d'autres acteurs, mais également envers les requins (et buzios), ce qui est plus rare : il est intarissable pour en parler et les considère existentiels, mais ne prend pas de risque pour les protéger. Il voudrait que tous soient aussi attachés au milieu marin (et en profitent), mais il n'organise pas d'actions pour transmettre cette passion (outre que la transmission de l'amour de la bonne cuisine préparée avec les produits du pays). Il souhaite préserver les patrimoines naturel et culturel de l'île et saisit donc la complexité du milieu, et est créatif dans sa recherche de solutions (annonces de sensibilisation à la télévision, etc.).</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature et considère que tous doivent la protéger mais n'est pas entièrement fataliste; considère son impact environnemental équivalent à celui des autres tout en présentant des bonnes pratiques qu'il applique (langoustes, pêche récréative, etc.); n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et dégrade très peu, lorsqu'il pêche des grosses prises (ex : requins), mais puisqu'il les consomme, ça reste mineur.</p> <p>L'acteur identifie peu de défauts liés au territoire, outre l'isolement (naturel) et la fermeture d'esprit des gens (culturel), ce qu'il considère comme des nuisances du territoire, qui ne justifient cependant pas sa fuite (mais pourraient éventuellement, dépendamment de l'évolution des choses). Il n'en fait pas le procès publiquement; garde ses réserves pour lui bien qu'il les affirme ouvertement.</p>			<p>Eux : « pour avoir des informations sur l'environnement marin, demandez lui » (étrangers et FMB)</p> <p>Lui : « C'est dommage, les cap-verdiens ne sont pas très intéressés à cuisiner autrement le poisson : ils le cuisent trop. Ils sont un peu fermés aux nouvelles façons de faire. »</p>
COHABITATION			DOMINATION
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - requins (craint leur déclin car pê croissante). - poissons (préservent l'océan / le possèdent) 	<ul style="list-style-type: none"> - change toujours de sites de pê (vs. pê locaux). - ne vend pas langouste qd période de repos. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche récréative (poissons et requins) 	<ul style="list-style-type: none"> - accords de pêche - pêche à la langouste en période de repos. - projet de port à Porto Seco.

<ul style="list-style-type: none"> - nouveau projet de port à Vila (+ sécuritaire mais - coûteux qu'au N de l'î) - baleines et dauphins - langoustes, buzios - simplicité de la vie à Maio. - éducation 			<ul style="list-style-type: none"> - isolement de l'île (risques pr santé) - fermeture d'esprit aux choses / idées nouvelles - pas contrôle-surveillance - manque communication (autorités / FMB / etc.) vs. territoire. - déchets (laid/nocifs)-PR
--	--	--	--

ANALYSE DE L'EMPREINTE TERRITORIALE PAR RETOUR SUR HYPOTHÈSES

Un blanc adapté aux moeurs et à l'environnement maienses.

C'est suite à de nombreux voyages et explorations que cet acteur a décidé de s'installer à Maio. Il a été séduit par le côté typique et simple de l'île. Sa formation en hôtellerie et restauration lui ont permis de s'y installer et se faisant connaître à une époque à laquelle le tourisme promettait une vie plus dynamique à Maio que ce qu'elle n'est aujourd'hui. Il s'intéresse à la durabilité des stocks de poissons et de l'environnement, tant pour ses loisirs (plongée, natation, course sur la plage, pêche) que pour son travail (cuisine) qui est dépendant de la bonne qualité des poissons et de leur disponibilité. Sans poisson, il ne pourrait rester à Maio. Il a véritablement fait de l'île sa terre d'accueil et son attachement est palpable. Il est frustré de la mauvaise gestion du territoire en général (fonds européens et décisions gouvernementales), du manque de protection des ressources et de la culture maiense. Il souhaiterait que la surveillance soit perceptible pour éviter la surexploitation des stocks de poissons et autres espèces marines. Le manque de communication entre les acteurs se reflète dans son ignorance du PRAO qui pourtant vise des objectifs allant tout à fait dans le même sens que lui.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - environ. sain & vivant 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces marines (surtout comestibles) - cuisine (professionnel) - intervenants locaux et culture locale - environnement global et interactions hommes-environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> - personnelles : vend sps légales - refuse achat de prises illégales - groupe : commerce local (emploi locaux, utilise produits locaux, achète de commerçants locaux). - décide seul - pêche requin, mais consomme.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - professionnel (cuisine, cuisson, sps) - politique (intérêt personnel / curiosité) - récréatif (pêche récréative, etc.) - local (femme et belle-famille + amis) 	

L'acteur profite beaucoup du milieu marin et en dépend directement, bien qu'il ne l'exploite pas lui-même à des fins de subsistance. Ses pratiques semblent aller totalement dans le sens de ses savoirs et préférences puisqu'il consomme ce qu'il pêche (même les requins) et ne pêche pas plus que ce qui est nécessaire à sa consommation personnelle; aussi, il achète d'autres pêcheurs (professionnels locaux) et encourage ainsi l'économie et la culture locales. Il connaît l'environnement marin suffisamment pour le préserver adéquatement et l'exploiter durablement : il semble critique et réaliste envers ses propres actions et celles des autres. Ses actions semblent tout à fait en phase avec ses préférences et ses savoirs. Une activité plus politique lui permettrait toutefois de faire bénéficier les autres maienses de cet équilibre (dd?) qu'il semble avoir trouvé dans sa vie personnelle.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Élargissons aux autres espèces et démocratisons le système en place!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
<p>prix du poisson augmentera et poisson se raréfiera. gvt ne surveille pas; pê ne respectent pas lois. pas de toilette sur plage (BR)</p>	<p>il faut fermer frontièremarit. et surveiller & baliser ttes act. ouvrir esprits et sensibil. (éduc.) - pê doivent changer sites pê</p>	<p>entouré de pers. aimées : famille. Ne crit. pas parten/ comp. blancs à Maio st svt dépravé actions entreprises non finies</p>	<p>devront faire face au déclin de poissons : quitter? Conditions de vie à Maio st de + en + dures. aller au bout des actions (déchets, aide \$ pr. projets).</p>	<p>forma-tion = essen-tielle. devrait recher-cher consen-sus. mauvaise comm. autorités & FMB/autre seuls pê impliqués : autres ne conn. pas lois, etc.</p>	<p>il faut avoir avis de TTE pop (pas seul. pê). il faut penser à long terme et montrer bon exemple</p>	<p>essen-tielle. Il faut faire respecter règles. protéger pr que poissons se reprod.</p>	<p>la télé et les écoles pourraient permettre de sensibiliser tte pop. (règles et probl.)</p>

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- améliorer la surveillance et le contrôle des pêches, en incluant toute la communauté; 2- créer plus de lois répondant aux besoins locaux (déchets, salubrité et protection de l'habitat); 3- respecter le milieu local (environnement naturel et culturel) ds la planification de projets; et finir les projets entrepris.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - très conscient de la subsistance associée aux poissons (lui-même touché comme restaurateur) et apprécie océan pr ttes ses valeurs : loisirs, identité, détente, subsistance, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Voudrait pouvoir avoir plus de pouvoir décisionnel et que toute la population puisse aussi être informée et donner son avis sur les projets. Ils ont fait des manifestations pour la rénovation du port. 	<p>Il a pris pays et femme, et pour lui, Maio = océan = la raison de son choix.</p> <ul style="list-style-type: none"> - connexion physique et morale : se fait un devoir (résolution) d' aller à l'océan tous les jours. 	<p>Cap-Vert (conscience plus large, mais préoccupations liées au pays - Compare svt Maio à Praia). La population locale doit être au coeur de la gouvernance.</p> <p>- 1- Maienses; 2- CV; 3- touristes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - pense aux enfants de ses petits-enfants : voit à long terme. - aimerait que ts Maienses profitent autant que lui de l'eau : qu'il y aillent, etc. - voudrait que ts Maienses puissent tirer profit de l'océan (baleines, plongée.)

La vision de l'acteur va dans le sens de l'intérêt général en considérant tous les besoins de Maslow, même celui d'accomplissement (personnel via la pêche récréative et d'autres activités marines). Le lien homme-nature est vital, et hautement désirable. Il souhaite pouvoir contribuer à la gouvernance, tout comme l'ensemble de la communauté et les acteurs traditionnels. Il souhaite pouvoir continuer à vivre comme actuellement, mais a des doutes liés à l'approvisionnement de poisson et au manque d'argent bien investi (de projets porteurs et infrastructures durables) sur l'île (ex : sa femme a accouché à Praia). Il est très ancré dans le terrain.

Zoom sur Ponta Preta

Le temps presse!

Il faut vraiment protéger les milieux marins car ils produisent à Maio du poisson de très bonne qualité (fraîcheur incroyable permettant de faire du tartare). Les Maienses ont donc une chance incomparable (ex : en Europe, on doit faire de l'aquaculture pour se procurer des poissons frais, ce qui crée d'autres problèmes). Il est essentiel de faire respecter les règles, car sinon : catastrophe. Il faut aider le poisson à se reproduire.

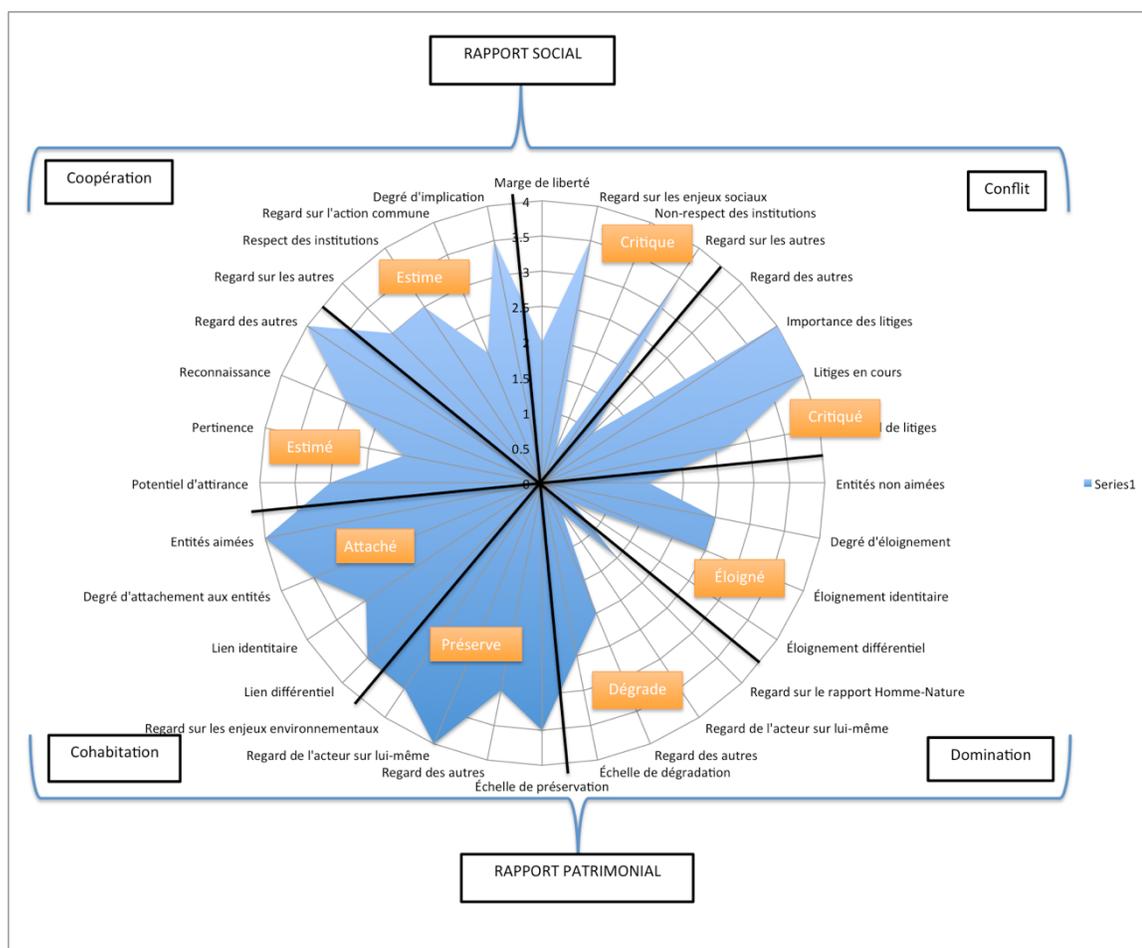
Selon lui, il n'y a plus de poissons à PP : même s'il reste longtemps avec sa canne, il n'attrappe rien. Il y a eu un début, l'AMP est presque déjà créée mais le gouvernement a pris beaucoup de temps avant d'accepter que l'AMP soit faite; maintenant, elle est en place (?) mais les pêcheurs y vont tout de même. La zone pourrait servir aux plongeurs (pour qu'ils observent ce qui va disparaître au fil des années). Ça fait longtemps que le projet a été proposé mais le temps use et les pêcheurs respectaient davantage la zone avant que maintenant. Il existe différents groupes de pêcheurs : certains veulent respecter les lois; d'autres sont plus individualistes et ne veulent pas respecter toutes les règles. Il y a 2-3 groupes différents aux opinions divergentes. Le projet de Ponta Preta est très positif, intéressant et indispensable. On sait que les AMP fonctionnent à d'autres endroits, il faudrait donc en faire un maximum, sur chaque île. Ça ne peut être que positif, tant pour la pêche que pour tout le reste (tourisme, identité), etc.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur étranger intégré localement

- Acteur connu de la communauté et des étrangers.
- Passion profonde pour le milieu marin.
- Souhaite vivement la concertation, incluant toute la communauté locale.
- Favorable à la conservation de Ponta Preta
- Réclame avant tout davantage de surveillance et contrôle du territoire marin.
- Acteur énergique et pacifiste (pacifique).
- Connaît bien le milieu marin environnant Maio et s'intéresse à d'autres territoires marins.
- Positions critiques mais manque d'emprise politique.

ACTEUR 11 - MONDE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
FONDATION MAIO BIODIVERSITÉ - ORIGINAIRE D'EUROPE



Empreintes territoriales : Acteur 11

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

Rapport social			
<p>Cet acteur parle peu des autres et de leurs projets, mais redoute surtout le tourisme de masse et la pêche commerciale (accords avec étrangers). Elle apprécie les démarches en vue de la pêche locale durable, les activités alternatives durables et pour la conservation (sans fermeture des zones ciblées). Elle apprécie les grandes lois et programmes et est consciente des apports d'AMP dans la réalisation d'objectifs plus larges de conservation, mais ne va pas au-delà dans ses réflexions et actions. Elle souhaite que le FMB devienne L'intermédiaire / coordonnateur principale en ce qui concerne les AMP à Maio. Elle organise des conférences et ateliers pour mieux faire connaître son organisme et faire progresser la conservation de l'île, mais ne se considère pas mal entendue.</p> <p>L'acteur ne possède pas de connaissances particulières, mais a su bien s'entourer et faire preuve de leadership, lui permettant d'obtenir quelques fonds pour ses activités. Ce leadership lui est reconnu par les autres acteurs, mais son organisme est plus connu et apprécié que lui-même. Il est généralement bien vu (quoique certains le considèrent en conflit d'intérêts), ainsi que ses projets (quoique certains se soient plaints de la manière dont ces derniers étaient menés).</p> <p>Elle constate que les lois sont mal appliquées, mais n'en fait pas un cas et ne se bat pas directement pour qu'elles soient respectées. Ses initiatives vont dans le sens de la loi (patrouilles contre le braconnage des tortues) mais elle ne fait pas directement de contrôle - laisse cela aux locaux (ex : gardes des plages qui subissent assauts de braconniers) et les défend peu. En privé, ses principes semblent clairs, mais ils ne sont pas exprimés aussi manifestement en public.</p> <p>Elle est impliquée dans des conflits de personne (vs. tourisme), d'usage (vs. plongée) et de valeur morale (vs. buzio). Celui touchant à la conservation vs. pêche bouteille touche l'ensemble du territoire et de la communauté. En moyenne, elle est relativement bien (neutre) perçue.</p>		<p>Elle (paraphrase) : « La société de tourisme est dangereuse pour l'île. »</p> <p>Eux (paraphrase) : « Elle a pour rôle de préserver la nature, mais elle a des liens avec la pêche au buzio. »</p> <p>(autres étrangers à Maio)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - une frange de la population maiense (peu critique mais informée) - partenaires (DGA, DGP, CM). 	<ul style="list-style-type: none"> - ses membres. - DGA les aide et oriente la gestion de l'AMP de PP en leur faveur (coordination). 	<ul style="list-style-type: none"> - accords de pêche avec Chine/EU/Japon. - pêche intensive (bouteille) - CM : multiplication d'emplois entre mêmes acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - ennemi local (territoire culturel vs. naturel).
Rapport patrimonial			

<p>Cette actrice analyse sommairement certaines problématiques environnementales, en identifie quelques causes en faisant des liens sommaires avec le territoire. Elle se considère une gestionnaire protectrice et porte des actions considérées comme encourageantes par la communauté et la plupart des autres acteurs. Elle protège des entités complexes mais par des actions ciblées, surtout pour le présent, mais se répercutant sur le futur.</p> <p>Elle aime le milieu marin, dans son ensemble (animaux et végétaux, vie et éléments physiques qui le rendent beau / agréable). Elle en apprécie ses valeurs d'agrément avant toute chose et souhaite transmettre son amour pour ce dernier sans compromettre ses relations avec les autres (la petitesse de l'île explique en partie ce trait commun à la plupart des acteurs interviewés). Elle veut transmettre cet amour en préservant (par la préservation) les milieux naturels, mais ne va pas jusqu'à se positionner par rapport à la politique ou à des éléments du systèmes d'échelle plus « macro » ou sociale.</p> <p>Cette actrice donne essentiellement une valeur d'agrément à la nature, et sans être totalement fataliste (les actions du FMB démontrent une volonté de faire changer les choses), elle n'est pas très active pour la sauvegarde du milieu à l'extérieur de son travail. Elle considère être l'une des actrices dégradant le moins le milieu et le protégeant le plus et est effectivement rarement citée pour ses actions de dégradation. Les corvées de nettoyage qui ne servent à rien et ses relations avec un pêcheur sont sûrement ce qu'on lui reproche le plus.</p> <p>Les défauts identifiés par l'actrice sont surtout issus de la société moderne (pêche industrielle, pollution maritime, etc.) mais aussi parfois du patrimoine culturel (sans être énoncé comme tel - ex : manque d'« empowerment » des Maienses qui ne voient pas l'intérêt de protéger le milieu dont ils dépendent). Elle considère aussi que certaines activités lui nuisent directement et s'en plaint (SDTIBM). Elle considère enfin que l'île a été en partie « sauvée » par la crise économique et le délaissement des investisseurs de projets potentiellement destructifs. Elle ne s'exprime toutefois pas ouvertement / publiquement pour dénoncer ces différents défauts du milieu et ne considère pas fuir l'île pour autant (le manque de moyens a toutefois fait fuir son conjoint qui désirait faire beaucoup d'argent mais y parvenait de moins en moins avec la pêche aux buzios).</p>		<p>Eux :</p> <p>« Les corvées de nettoyage ne donnent rien puisque après avoir ramassé les ordures, les sacs sont laissés sur place, éventrés et les déchets ré-éparpillés partout. »</p> <p>(restaurateur)</p> <p>Elle :</p> <p>« Je suis dépendante de la mer, de sa beauté. »</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - faune et flore marines - beauté de Maio + océan. - éducation à l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - patrouilles pour tortues - corvées de nettoyage des berges. 	<ul style="list-style-type: none"> - corvées non complétées - vie commune avec pêcheur de buzios. 	<ul style="list-style-type: none"> - accords de pêche - pêche industrielle - pas contrôle-surveillance - circulation de l'\$ entre les mêmes mains.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Une blanche qui veut se faire une place à Maio en protégeant l'environnement.

Cette femme, détenant un MBA, a décidé de devenir instructrice de plongée. Premièrement installée à Sal, elle a décidé de vivre à Maio, attirée par son caractère relativement inexploité et détérioré par le développement humain (tourisme). Elle a créé un poste répondant à ses besoins (vivre sur l'île) et intérêts (le milieu marin en particulier). Elle ne possède pas de connaissance particulière en écologie, mais s'y intéresse et est proactive dans sa recherche de financement et partenaires. Elle aime la mer pour sa beauté et souhaite la préserver, mais ne se commet pas politiquement ou à l'extérieur de son travail. Elle regrette la pêche industrielle et la vente de permis étrangers alors que la priorité du gouvernement devrait être les populations locales.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - éducation relative à l'environnement - plongée - pêche artisanale - participation des femmes et comm. loc à gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - économie / gestion - plongée (diplômes) - culture locale (batuque, rôle des femmes, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - personnelles et groupe : corvées de nettoyage, valorise nourriture et culture locale pr activités (bénévolat), etc. Patrouilles tortues - plonge (parfois), se baigne - dit décider en groupe (mais sans patrouilleurs, ni employés locaux; avec chargés de projets) - liée indirectement à la pêche au buzio
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - professionnel (plongée) - récréatif (espèces et écologie) - local (via son conjoint + employés) 	

Cette actrice profite du milieu marin, surtout pour ses valeurs d'agrément. Elle le protège, tant pour s'assurer une vie sur l'île que par conviction. Elle considère que l'océan serait mieux sans les hommes et les activités industrielles, mais ne se bat pas contre ces projets : elle s'applique à réaliser ses projets plus positifs (patrouilles, corvées, pièces de théâtre, etc.). Elle ne lutte pas contre ceux qui collectent le buzio et menacent ainsi une des espèces emblématiques du Cap-Vert.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Le gouvernement devrait prioriser l'économie locale vs. accords étrangers!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique accords internat. peu de lois, sans \$ pr faire respecter tourisme de masse : pas solution	Projetée Il faut créer des AMP. sensibil. (éduc.) inclure communauté FMB au centre de gestion	Critique Emplo-yés (tortues) pas assez fiables / connaissants pr intégrer à gouv.	Projetée besoin d'\$ pr réaliser ts projets.	Critique formation= essentielle. devrait rechercher consensus.	Projetée il faut intégrer TTE pop (fe) femmes gestionnaires d'AMP (guides plongée / recensements biologiques)	Critique Il faut faire respecter règles. protéger pr connaître milieu.	Projetée + \$ FMB = + projets de conservation.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- vivre à Maio, à proximité de cet océan dont elle se dit dépendante; 2- créer des activités de sensibilisation et protection du milieu (obtenir du financement à cette fin); 3- devenir (le FMB) un acteur incontournable de la gestion des AMP à Maio (rôle central, de coordination).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement :

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - apprécie océan pr ttes plusieurs valeurs : loisirs, détente, subsistance (fournit emplois aux Maienses), etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Voudrait se trouver au coeur de la gestion du territoire marin. Voudrait être davantage consultée, mais n'a pas une approche complètement démocratique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Elle a pris océan et pays : le pays pour son océan. Y a ensuite fondé famille - connexion sentimentale. 	<p>En 1^{er} : Maio, ses habitants, 1- actuels et 2- futurs. Ensuite : le reste du monde (incluant le Cap-Vert).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - ne mentionne pas vraiment les générations futures. - Constate que les Maienses vont moins dans l'eau (les femmes en particulier) et envisage des avenues les incluant (femmes plongeuses / participation de comm loc.)

La vision de cette actrice va dans le sens de l'intérêt général en considérant tous les besoins de Maslow, en premier lieu celui d'accomplissement (peut-être parce que l'alimentation n'est pas un enjeu aussi vital pour elle que pour d'autres acteurs locaux). Le lien homme-nature est essentiel à la bonne santé mentale. Elle souhaite se trouver au coeur la gouvernance des AMP, et inclure le reste de la communauté. Elle voudrait pouvoir continuer à vivre à Maio mais la crise a des effets tant positifs (moins de développement touristique / d'impacts néfastes sur l'environnement) que négatifs (peu d'opportunités d'emplois - même son conjoint doit retourner à Sal pour travailler). Elle doute des personnes aux postes de gestionnaires sur l'île (cumulent postes et salaires).

Zoom sur Ponta Preta

Les pêcheurs locaux l'appuient, donc elle aussi!

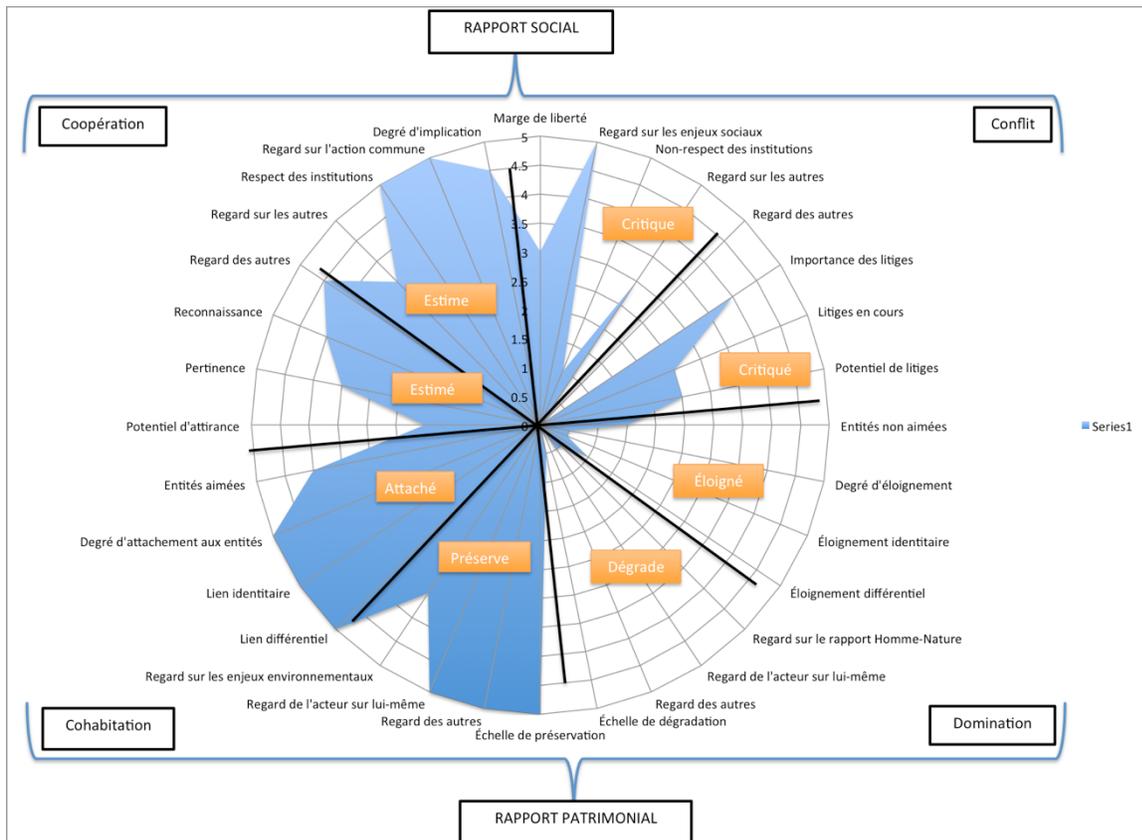
Il faut protéger les milieux marins de l'île car c'est la meilleure façon de montrer aux Maienses leurs beautés et les bienfaits de la protection (montrer les effets positifs). Il ne faut donc pas les fermer (à la plongée, notamment, comme il a été question à PP). Elles peuvent être un fabuleux outil éducatif. Il n'y en a pas assez (1%) dans le monde : il faut en créer davantage, ce qui nous rapprocherait des objectifs de protection de la CDB, etc. Il faut y intégrer les humains, elles peuvent être des outils économiques géniaux en stimulant le tourisme écologique. Les AMP sont des outils d'éducation, sensibilisation, de fierté et d'opportunités pour les Maienses. Il faut que les lois existent, et qu'on les fasse respecter. Il faut employer les femmes : leur montrer à plonger. Elles sont robustes, vaillantes et fortes : pourraient faire des recensements écologiques. Le projet de PP doit être géré avec la communauté et le FMB est l'interlocuteur idéal pour servir d'intermédiaire entre le gouvernement et la société civile. PP est le plus beau site de plongée de l'île.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

une actrice étrangère qui « brasse » Maio

- Acteur de + en + connu (davantage des gestionnaires, mais des Maienses qui s'intéressent à l'environnement aussi).
- Passion pour l'océan (dépendance).
- Souhaite la gouvernance participative, avec le FMB pour coordonnateur.
- Pro conservation de Ponta Preta.
- Réclame surtout des fonds pour que le FMB puisse poursuivre ses actions.
- Actrice énergique et déterminée.
- Connaît Maio + Sal, Boa Vista; les enjeux du développement non durable au CV
- Positions peu virulentes car poste en cours de stabilisation (partenaires et alliés requis).

**ACTEUR 12 - MONDE DES ÉTUDIANTS
PATROUILLEUR DE TORTUES**



Empreintes territoriales : Acteur 12

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

Rapport social	
<p>Cet acteur présente de l'intérêt pour différents projets (FMB, AMP de Ponta Preta par DGA, DGP, FMB), tout en restant critique (il est beaucoup laissé à lui-même, les actes doivent se joindre à la parole (PRAO), les plus grands pollueurs / pays en développement doivent s'impliquer véritablement et concrètement (Protocoles internationaux) et la fiscalisation devrait être l'affaire de tous (pas seulement l'IMP)). Il connaît certaines grandes lois et programmes, et va au-delà de ce qui lui est demandé (organise des formations dans les écoles, discute avec les pêcheurs, tente de sensibiliser la population sur une base individuelle). Il souhaiterait vraiment que la gouvernance inclut toute la communauté (femmes et personnes de la rue).</p> <p>Cet acteur possède des connaissances (études en français et savoirs sur la biologie / écologie locales et globales) et des partenaires (FMB). Malheureusement, malgré son rôle de garde de plage, il ne dispose pas suffisamment d'emprise humaine (pas respecté des braconniers). Il joue un rôle primordial dans la défense des tortues, étant originaire de Barreiro et donc bien intégré localement, possédant le savoir nécessaire pour former des volontaires et sensibiliser touristes et locaux, est assez motivé pour prendre des risques pour la sauvegarde des tortues (batailles) et propose des formations dans la communauté. D'autres acteurs s'y réfèrent en le nommant (volontaires, FMB, pêcheurs) ou sans le nommer (population locale moins près des enjeux écologiques). Il est très apprécié sur le territoire.</p> <p>Il identifie des groupes d'acteurs qu'il critique mais ne se montre jamais très virulent (acteur bienveillant et optimiste); il regrette la mauvaise application des lois (fiscalisation en particulier, mais aussi diminution des GES, surpêche) et considère que tous devraient les faire respecter; est impliqué dans des situations conflictuelles liées au territoire (s'est fait battre par braconniers en patrouillant - et continue). Il s'exprime sincèrement mais timidement (caractère doux).</p> <p>Il est impliqué dans des conflits de valeur morale (tradition de consommation de tortues vs. empêcher et engagements pour la planète vs. respect de ces engagements) et d'usage (braconnage vs. protection), celui du braconnage étant régulièrement cité par le complexe d'acteurs, et ses projets et lui-même sont très bien perçus par les autres.</p>	<p>Lui (paraphrase) :</p> <p>« Je n'ai pas confiance dans le programme des pêches. Il y a beaucoup de blabla, mais peu de réalisations. »</p> <p>Eux (paraphrase) :</p> <p>« Il continue à patrouiller les plages bien que ce soit très dur (fatigant et risqué) et qu'il se soit déjà fait battre par des braconniers. »</p> <p>(volontaire FMB)</p>

COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - FMB, gestionnaires, vol. / stagiaires - pêcheurs resp. l'environnement - PP, pays en dev 	<ul style="list-style-type: none"> - FMB (reste lucide) - les Maienses - les pêcheurs traditionnels - le monde académique - les éducateurs / formateurs - les biologistes 	<ul style="list-style-type: none"> - pays industrialisés qui poursuivent un développement non durable. - PRAO (manque de confiance) - Paper parks (projets vides) - DGP et IMP (font mal travail) - pêche illégale, bat. étrangers 	<ul style="list-style-type: none"> - ennemi local
Rapport patrimonial			
<p>L'acteur analyse les problèmes environnementaux en lien avec le territoire, sans toutefois montrer d'inquiétude forte. Il est conscient (surpêche et pêche illégale, inaction des pays riches pour la conservation) mais optimiste (d'un contre-poids pouvant venir des pays du sud et vs. plusieurs petites initiatives individuelles / d'ONG locales). Il préserver le milieu de manière désintéressée et la population en est consciente et reconnaissante; il le fait avec peu de moyens (pas d'arme ni recours juridique fort - police inactive), surtout par la communication pacifique. L'éducation est la clé de la préservation selon lui, et il y réfléchit de façon globale sans se prononcer clairement sur le futur qu'il souhaite envisager.</p> <p>Bien que ses entités soient souvent citées par d'autres acteurs (tortues, poissons, requins, océan global), il se démarque des autres acteurs par sa prise de risques pour les préserver (tortues en particulier). Il organise également des événements pour y sensibiliser les autres acteurs, et comprend les liens qui lient le territoire local (Maio) au reste du monde.</p> <p>L'acteur est sensibilisé, conscient mais demeure optimiste. Il dégrade minimalement (vie à Maio) et n'est jamais cité pour cela.</p> <p>Il déplore la pollution qui vient d'ailleurs (circulation océanique et aérienne) et les accords de pêche internationaux, mais ne fait que citer les courants pour illustrer le fait que tous les pays doivent se mettre à la protection de l'environnement. C'est un élément cité par d'autres acteurs et ne crée pas de conflits. Les défauts sont soit liés à la modernité (surpêche), soit naturels et sans répercussion sur son attachement (la connexion de l'océan ne le fera pas quitter son île).</p>		<p>Eux :</p> <p>« Il est très courageux et prend des risques pour protéger les tortues. »</p> <p>(vol. FMB).</p> <p>« Les patrouilles sont efficaces pour protéger les tortues à Maio »</p> <p>(pop)</p> <p>Lui :</p> <p>« Je veux être optimiste. »</p> <p>« Les bateaux étrangers dégradent le plus le milieu. »</p>	

COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - faune (poissons), flore locales - tortue Caretta caretta - éducation à l'environnement - discos - océan : emblème CV, bonne santé, support pr emplois (pê, tourisme, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> - patrouilles pour tortues - éducation à tous (communauté) - pas de grosse industrie 	<ul style="list-style-type: none"> - protocoles internationaux (ne profitent qu'aux gros pays industrialisés). 	<ul style="list-style-type: none"> - mauvaise surveillance du milieu (surpêche, sécurité nuit). - tout est lié dans l'océan : CV subit pollution d'autres plus gros pollueurs.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un optimiste lucide et proactif. Un acteur bienveillant et courageux!

Ce jeune homme de Barreiro représente bien les jeunes de Maio car il vit pauvrement et cherche désespérément de l'emploi ou des sous pour retourner aux études. Il se distingue toutefois de son groupe par son éducation plus poussée et son désir de contribuer à la vie sociale et environnementale locale (ayant des répercussions globalement). Il travaille comme coordonnateur de patrouilles de tortues à Barreiro, ce qui lui prend beaucoup de temps (de 20h à 7h + activités éducatives de jour), d'énergie (près de 5 km de marche par nuit dans le sable + responsabilité d'autres patrouilleurs, de volontaires et de touristes) et de dangers (conflits avec braconniers souvent agressifs). Il est cependant peu payé et n'est pas convié à participer aux décisions du FMB. Il souhaite s'impliquer pour la protection des tortues, et le fait entièrement. Il est très sceptique quant aux accords internationaux, qu'il juge soit hypocrites (ex : Protocole de Kyoto) soit carrément dévastateurs (ex : accords de pêche avec l'UE et l'Asie). Il pense et agit localement, tout en ayant conscience des enjeux planétaires.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - éducation, sensibilisation, relatives à l'environnement - pêche artisanale - participation de tte la comm. locale à gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - langue française / biologie - culture locale (vernaculaire) - environnement cap-verdien 	<ul style="list-style-type: none"> - patrouilles tortues +++ - discute bcp avec tte commun. - prend décision pr coord. - lit, s'informe et transmet savoir
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (fr, bio) - relationnel (avec communauté; échanges avec pêcheurs et pop.) - vernaculaire 	

Cet acteur comprend l'importance de l'océan pour sa communauté, et après avoir été engagé pour des actions plus globales (CC), il s'implique localement tout en souhaitant poursuivre ses études dès qu'il en aura les moyens. Il préfère un océan sain et riche, tel qu'il est actuellement, et que les espèces menacées soient protégées). Il n'envisage pas un océan sans activité humaine, mais avec des pratiques durables. Son engagement envers la protection des tortues est maximal : il risque sa vie chaque nuit, et se fatigue énormément pour remplir son rôle avec zèle.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faut consulter, éduquer et faire participer tout le monde, pas seulement dans les écoles! Il faut aussi que les « gros » joueurs (pays développés) s'impliquent véritablement pour l'environnement.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - accords internat. - pratiqs illégales (pê, tortues, .) - peu de lois, sans \$ ni gens pr faire respecter.	Projetée Il faut créer des AMP. - sensibil. (éduc.) - inclure tte comm	Critique - pê. ne transm. pas savoir; FMB ne permet pas sécu	Projetée - besoin d'\$ pr étudier +transinfos (fascicules, etc.)	Critique formation = essentielle.	Projetée - il faut intégrer TTE pop. - diff. org. de protect donnent espoir	Critique - Il faut faire fiscalisation.	Projetée - AMP pour éducation

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- protéger tortues et s'impliquer pour environnement; 2- finir ses études et travailler en français ou écolo; 3- éduquer la population locale.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement :

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - apprécie océan pr sa valeur existentielle (eau, poissons (pêche), emplois dont tourisme), etc. - met de l'avant son rôle de fleuron pour le CV. - s'accomplit en le préservant. 	<ul style="list-style-type: none"> - Voudrait participer à la gouvernance marine, ne le fait pas suffisamment pour l'instant (ne fait pas partie des gestionnaires consultés - approche top-down), mais lui, transmet beaucoup vers « le bas » communauté 	<ul style="list-style-type: none"> - Il veut véritablement sauver les tortues, au prix de sa sécurité. - voudrait apprendre à pêcher véritablement. - aborde le sujet de la mer avec tout le monde. 	<p>En 1^{er} : Maio, ses habitants, mais reste conscient de tous les liens avec le reste du monde.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - ne mentionne pas vraiment les générations futures (jeune homme). - mentionne régulièrement l'importance de l'accès pour tous à la gouvernance + ÈRE

La vision de cet acteur va dans le sens de l'intérêt général en considérant tous les besoins de Maslow, en premier lieu celui de survie via la pêche. Il a un discours très concret et bien qu'on le sente attaché autrement à l'océan, il ne parle pas des aspects plus philosophiques ou affectifs de ces liens. Il souhaite participer à la gouvernance des AMP de Maio, tout comme le reste de la communauté. Il voudrait avant tout poursuivre ses études mais en faire profiter son île. Il doute des gestionnaires (initiateurs de Paper parks, etc.) mais se dit encouragé par le nombre croissant d'organisations s'intéressant à l'environnement à Maio.

Zoom sur Ponta Preta

*Il ne faut pas que ça devienne un Paper park!
Il faut s'assurer de la fiscalisation avant tout!*

Croit que ce projet est bon; qu'il protégera différents types d'espèces. Il ne sait pas cependant s'il y aura véritable contrôle. Il souhaite que cela permette de montrer aux gens l'importance de la préservation de la zone, et donc que la zone ne soit pas complètement fermée. Les retombées souhaitées sont que cela permette d'augmenter biodiversité / biomasse et de pratiquer une pêche plus durable.

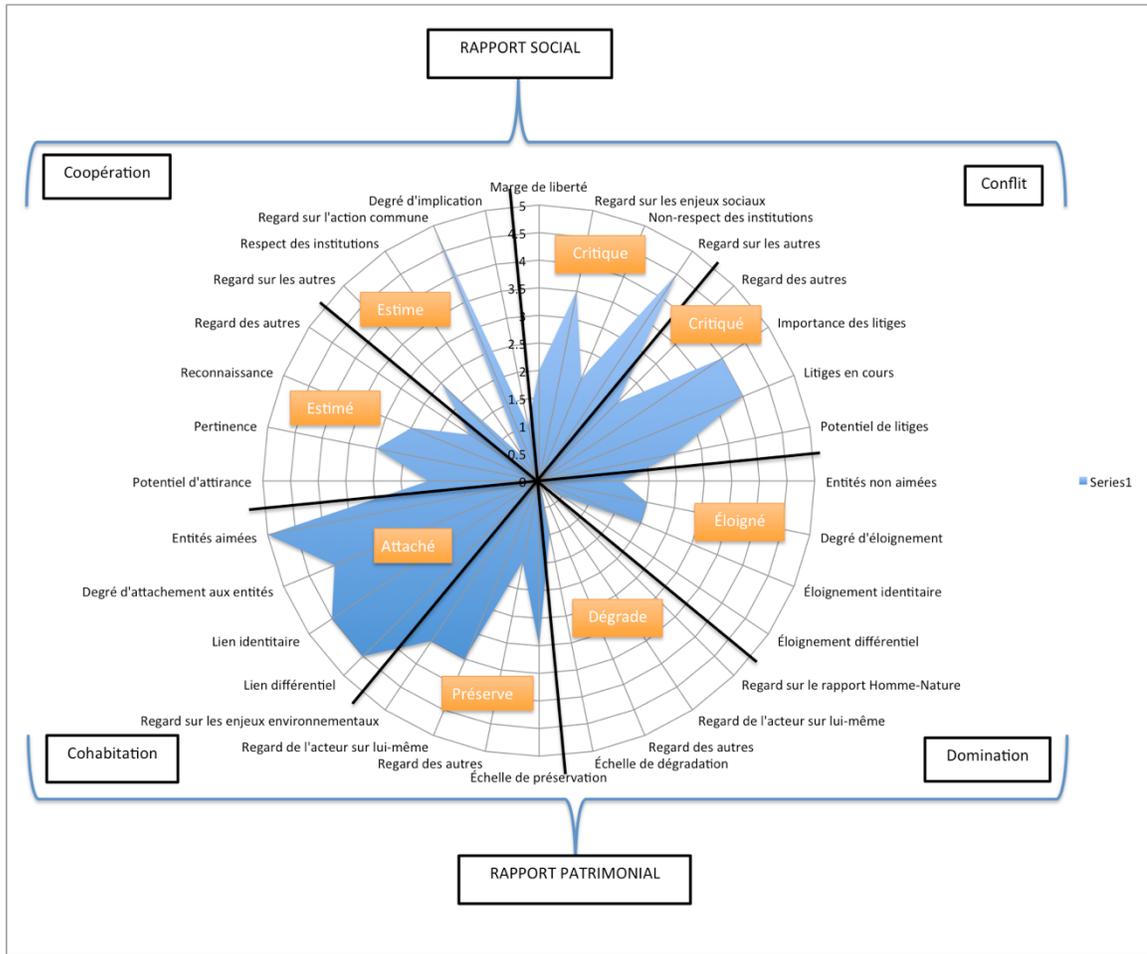
Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

*Un acteur local déjà bien engagé dans la protection
(et les conflits qui lui sont inhérents)*

- Acteur connu localement et du monde de la conservation (ongs, etc.).
- Passion pour l'océan (le comprendre, ainsi que les humains qui en vivent).
- Souhaite la gouvernance participative, et lui-même participer.
- Pro conservation de Ponta Preta si bonne fiscalisation.
- Acteur paisible mais courageux et déterminé (la conservation passe avant sa personne).
- Connaît Maio et les enjeux environnementaux globaux.
- Positions douces mais fermes (protection, application des lois) : pacifiste et éduqué.

ACTEUR 13 - MONDE DES ORGANISATIONS À BUT LUCRATIF

HÉBERGEMENT ET TOURISME



Empreintes territoriales : Acteur 13

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur parle des autres acteurs oeuvrant à Maio, mais apprécie surtout ses partenaires et les acteurs locaux. Ses critiques portent surtout sur les acteurs venant de Praia (promoteurs, délégués de la DGA/DGP) et de l'étranger (FMB en concurrence) mais touchent également les pêcheurs de buzios qui surexploitent le milieu et les corrompus (association) et alcooliques de l'île. Il parle très peu des lois et programmes sauf pour dire qu'ils sont peu / mal respectés ou que leur application est complètement détournée de leur objectif premier par des acteurs (promoteurs ou politiques) corrompus ou très mal coordonnés (DGA-DGP qui refont le même travail à l'infini en conservation). Son savoir semble très local, bien moins global. Il est toutefois très ouvert à une véritable gouvernance participative, et à l'inclusion de toute la communauté (via l'éducation et les enfants en particulier). Aussi, il a déjà été plus actif dans la vie maiense (association des pêcheurs) mais s'est graduellement isolé.</p> <p>Il connaît bien le domaine de la plongée ainsi que certaines espèces et habitats + ressources humaines locaux, en plus de gérer des logements, ce qui lui procure des moyens financiers limités (partenaires présents mais limités également). Ses connaissances et moyens en plongée sont partagés avec peu d'autres acteurs, et reconnus par une faible proportion de la population maiense (quelques locaux et touristes en bénéficiant). Il est connu mais pas spécialement apprécié. La compétition avec les autres locataires de logements est surtout engendrée par le manque de tourisme, donc le peu de clients potentiels pour l'hébergement et la plongée. Il exprime son désaccord dans l'entretien mais semble s'être désisté de la vie publique ou communautaire où ses critiques auraient pu engendrer des actions constructives. Les conflits dans lesquels il est impliqué sont tant personnels que d'usage, que de valeur morale (vs. pêche illégale / intensive aux buzios / langoustes). Ce dernier touche l'ensemble du territoire sans cristalliser (rien ne semble véritablement cristalliser les Maienses, sauf peut-être la politique - MPD vs. PAICV). Il est connu et généralement perçu de façon assez neutre, sauf pour certains de ses projets qui ne sont pas appréciés (implication ancienne dans l'association puis délaissement).</p>		<p>Lui (paraphrase) : « Certains membres de l'association des sont plus préoccupés par leurs revenus que par la rétention des revenus de l'asso. »</p> <p>Eux : (paraphrase) : « Ils ont profité de l'équipement de l'association, puis n'ont rien donné en retour. » (pêcheur sénégalais)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - touristes - certains membres du FMB - partenaires actuels 	<ul style="list-style-type: none"> - Maienses (femmes / enfants / pêcheurs) - Pêcheurs qui les aident dans projet de plongée + tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> - DGP-DGA : refont tjs mê travail - FMB : non « charitable » - plongée & buzios - alcoolisme - Pê récré. (requins) - association (paient pas) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs de l'asso
Rapport patrimonial			
<p>L'acteur connaît les problématiques territoriales locales, identifie des causes et certaines pistes de solutions (AMP pour éducation et profit local). Il limite ses impacts et ses actions de préservation (sensibilisation via plongée) sont</p>		<p>Eux : « Il semble solitaire. »</p>	

<p>limitées et rarement citées (plongée étendue visant des buts lucratifs). Il témoigne de l'amour pour la vie sous-marine, en particulier celle que l'on retrouve sous le port de Maio, il y attribue une valeur existentielle sans toutefois prendre des risques pour la préserver. Il souhaite transmettre cela aux générations futures et propose de nombreuses bonnes idées allant en ce sens (panneaux informatifs, masques en libre-service, journal-vidéo de la vie sous-marine), mais ne semble pas en voie de les réaliser. Il recherche l'équilibre du système, plus théoriquement qu'activement toutefois.</p> <p>Pour cet acteur, la nature est existentielle et tous devraient participer à sa protection. Il considère qu'il dégrade peu l'environnement, et personne ne l'accuse de cela en effet. En réalité, la plongée a un faible impact sur le milieu si elle est pratiquée de façon respectueuse mais on ne peut contrôler tous les coups de palmes donnés par les touristes amenés plonger.</p> <p>Les défauts identifiés sur le territoire sont soit issus de la société moderne (pêche bouteille, gros bateaux étrangers trop efficaces), soit issus de l'histoire de l'île (colonialisme et communication en déclin liée au désabusement général - corruption et isolement face au gvt central). Il regrette la surpêche et la pêche illégale mais n'agit pas activement pour les contrer, et ne parle pas ouvertement de cette critique envers la pêche aux buzios. Ces défauts l'indisposent mais n'ont pas de répercussions directes sur lui.</p>			<p>(population locale).</p> <p>Lui :</p> <p>« Souvent, je chante en plongeant tellement je suis bien et tellement j'aime le milieu marin. »</p>
COHABITATION			DOMINATION
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - poissons, dauphins et baleines - tortue <i>Caretta caretta</i> - éducation ds. nature - projets sous-marins - eau pure, océan - ss le port : clair-obscur = bioS+ - salines et travailleuses (proj.) - jeune pop = chgt rapide possible! - coopération communautaire - navig., créole, ind baleinière - meilleur poisson au monde! 	<ul style="list-style-type: none"> - éducation par plongée (responsabilisation et information) - projet de bouées pour ancrage écolo. 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux étrangers (industriels). - surpêche de buzios + pêche illégale (requins, langoustes, etc.) - hôtels, ++ - tourisme - accords int. 	<ul style="list-style-type: none"> - surveill./contrôle - (IMP). - désintérêt du gvt central - océan pas inclus ds ministère env. à Maio. - recoupement des resp. / projets. - financement de projets par int. impossible de Maio - pop peu instruite - prix des poissons : bas - pop : juste au présent - communication baisse - pas d'imputabilité - spectre colonialiste

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un passif lucide peut-être plus sous-marin qu'humain...

Il est un véritable amoureux de la mer et de ses espèces. Vivant à Maio depuis quelques années, ils y ont bâti leur petit havre de paix. L'économie d'alors étant plus florissante (plus

de traversiers voyageant entre Praia et Maio et donc plus de tourisme), ils ont réussi à se monter une clientèle à laquelle offrir logement et plongée. Peu à peu, la plongée est devenue une activité plus individuelle (trop dispendieux pour tourisme) et s'est replié sur lui. Attaché à la communauté, mais moins aux étrangers (compétition).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - lois respectées - éducation à l'environnement par la nature - pêche artisanale - participation de tte la comm. locale à gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - plongée - culture locale 	<ul style="list-style-type: none"> - plongée (emploi comm loc.) - locations - sort, est intégré à l'île (connaît ressources humaines)
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - pragmatique (expérience) - par observation (sous-marine et culturelle) 	

Cet acteur est critique et lucide de la situation maiense, et a plusieurs très bonnes idées pour renforcer la connexion des Maienses avec leur environnement, afin qu'ils le préservent mieux. Son savoir est limité, mais suffisant en ce qui concerne l'île de Maio et ses habitants (humains et animaux) pour qu'il puisse s'impliquer efficacement dans sa préservation. Malheureusement, cet acteur semble ne pas (ou peu et lentement) mettre en pratique ses idées. Il semble avoir vécu un repli individualiste depuis son arrivée sur l'île, probablement notamment à force de constater le manque d'initiatives des Maienses eux-mêmes.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faut éduquer les enfants et leur laisser l'océan dans son état actuel - au minimum!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - accords internat.	Projetée Il faut créer des AMP.	Critique - comm - - esprit colonisé	Projetée éduquer (vidéos, pancartes, implic ds	Critique - DGA et DGP ne comm pas.	Projetée - intégrer tt monde.	Critique Comment AMP = profit pr pop loc.?	Projetée - que AMP fassent respecter lois.

- pratiques illégales - lois non respectées	- éduquer : act sur terrain (masques)		gouv-AMP)	- perte tps - \$ gaspillé (aide int)	- eux aussi, participer+		
--	---	--	-----------	--	-----------------------------	--	--

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- éduquer par le contact à la nature / rendre la communauté désireuse de protéger l'océan; 2-profiter de la vie douce à Maio (plongée); 3- que toute la communauté participe au projet d'AMP et que lois soient respectées.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

Besoins (Maslow) / intensité (physio-sécu-appartenance-accomplissement)	Participation (gouvernance)	Connexion homme-nature	Portée & équité (accès/bénéfices)	Durabilité (accès/bénéfices)
<ul style="list-style-type: none"> - océan = plus que pr survie; pr bien-être (bonheur) - océan pr travail (plongée et tourisme) 	<ul style="list-style-type: none"> - ont déjà été membres de l'association des pêcheurs; maintenant - actifs mais souhaiteraient le redevenir (potentiellement si AMP et tte communauté = mobilisée) 	<ul style="list-style-type: none"> - connaît et apprécie faune marine (ttes sps de poissons, requins tigres, etc.) - voir (dauphins) et sentir océan le rend heureux - chante en plongeant. 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1^{er} : Maio, ses habitants. Conscience de certains éléments plus globaux (surpêche mondiale et CC, blanchiment des coraux, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - conscient et préoccupé pour les générations futures (à Maio, notamment : enfant = poissons). - souhaite une gouvernance incluant tout le monde à Maio + ÉRE

Cet acteur considère en principe l'intérêt général comme étant étendu à l'ensemble de la communauté maiense, mais pour les générations futures également. Cela explique sa préoccupation pour l'éducation dans la nature, pour la nature. L'accomplissement de ses besoins passe entièrement par la bonne santé de l'océan. Il souhaiterait que tout le monde participe à la gouvernance marine, mais on ne comprend pas pourquoi lui-même semble avoir reculé dans sa participation. Il reproche aux autorités leurs ententes « économiques » nuisibles (voire dévastatrices) pour les Maienses (accords de pêche vidant les océans dont dépendent les Maienses), leur mauvaise communication (entre eux et avec la communauté)

et leur corruption (fonds dilapidés, tant par les associations locales, les représentants d'agences internationales, que par des agents gouvernementaux).

Zoom sur Ponta Preta

Comment en tirer de l'argent sans la détruire?

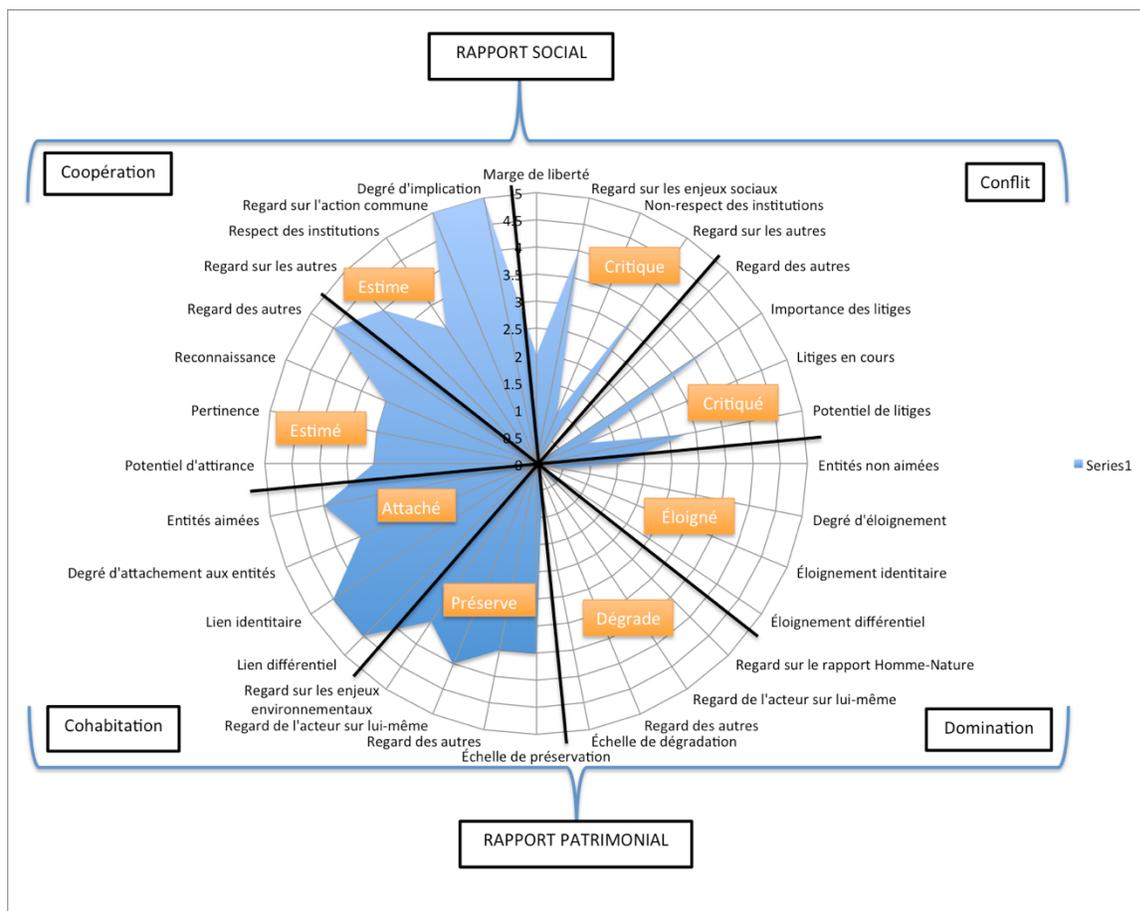
Bien que les pêcheurs aient demandé sa protection, ils continuent à y aller puisqu'elle n'est pas protégée effectivement. Ce projet devrait apporter des emplois et des revenus (que les gens y voient des bénéfices) dans le futur. Il faudrait que la zone soit no-take : sans extraction, mais avec certaines activités permises (plongée, snorkeling, navigation) gérées de façon raisonnable. Ce devrait être un site exemplaire où les lois seraient véritablement respectées (surveillance et contrôle), et où les employés feraient bien leur travail. Il faut intégrer les objectifs internationaux aux projets d'AMP de Maio (CV). Le projet actuel est bien car il inclut la côte (plage), ce qui est plus logique écologiquement. Sa mission devrait être de mettre de la pression politique pour faire respecter les lois. Un problème actuellement est que l'AMP et le complexe hôtelier sont deux projets parallèles. Or, il faudrait que l'AMP s'étende et que le complexe hôtelier ne puisse pas s'établir. La CM a vendu le territoire de PP aux promoteurs de l'hôtel, alors que les tortues y pondent.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur passionné et critique de la gestion (non gestion) du milieu.

- À Maio et en contact avec le monde « océanique » local (pêche, plongée, loisir, tourisme).
- Connaît également bien ressources locales (débrouillard) : hébergement, rénovations, alimentation, etc.
- Connaît les écosystèmes marins présents autour de l'île et les espèces pouvant être vues / quand.
- Plusieurs idées de projets pour rassembler la communauté autour de l'océan et pour sa protection (créatif).

ACTEUR 14 - MONDE DES PROGRAMMES ET ORGANISATIONS RÉGIONALES ANIMATRICES COMMUNAUTAIRES (SAL)



Empreintes territoriales : Acteur 14

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie certains projets et acteurs, en plus de ceux associés à son programme. Il apprécie les grands programmes (PRAO, RAMP AO, conventions internationales, OMD) et tout ce qui va dans le sens de la préservation de la nature, sans lui-même aller au-delà des mandats liés à son poste. Il souhaite une gouvernance plus transparente et participative, et organise d'ailleurs des rencontres avec les pêcheurs et d'autres groupes d'acteurs (économiques surtout) afin de tendre vers cela dans la co-gestion des pêches et des projets d'AMP en cours (concertations cependant pas étendues aux femmes, enfants et autres acteurs - tournent surtout autour des pêcheurs et promoteurs touristiques).</p> <p>Cet acteur possède un potentiel d'attraction relativement élevé : connaissances (du milieu local - social et environnemental de Sal), partenaires (pêcheurs et ensemble du PRAO et instances gouvernementales associées), et moyens financiers (matériel, bureau et salles de rencontre, etc.). Sa capacité à réunir différents acteurs de la gouvernance marine est un atout (conféré par son poste) réclamé par plusieurs acteurs, sans nommer ces individus en particulier. Ses projets et lui-même sont généralement appréciés.</p> <p>Cet acteur critique certains projets et groupes d'acteurs opposants. Lorsqu'il parle des grands programmes, c'est en bien mais il regrette leur mauvaise application (sans critiquer fermement cet aspect). Il s'implique faiblement, mais dans la mesure des moyens qui lui sont conférés par son rôle (emploi). Il donne très peu de noms d'acteurs antagonistes, et mise surtout dans ses fonctions professionnelles et rencontres publiques, sur la recherche de consensus.</p> <p>Le principal conflit auquel sont confrontés ces acteurs est celui touchant à la pêche illégale (bouteille / harpon) pour lequel ils doivent tenter de rediriger les pêcheurs contrevenants (activités alternatives génératrices de revenus). Ce conflit touche tant à l'usage qu'aux valeurs morales qui y sont associées et touche l'ensemble du territoire. Le reste de leurs responsabilités ne génère pas véritablement de conflit. D'après cette étude, ce sont des acteurs bien vus, mais peu de rencontres ont été faites à Sal même, là où se trouve leur terrain d'action.</p>		<p>Elles (paraphrase) : « Il y a beaucoup de blabla mais les politiques n'ont pas de répercussions pertinentes localement. »</p> <p>Eux (paraphrase) : « Leur formation est complémentaires : psychologie et biologie, c'est utile pour travailler dans ce domaine. » (PRAO-CV)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs locaux - coord PRAO-CV 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs (âgés+) - activistes - biologistes/ sociologues 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs moins informés - DGA-DGP : recoup. respons. - IMP-INDP - population urbaine : ne connaît pas la mer : détruit. - 1^{er} ministre : politiques non adaptées à Sal & Maio - tourisme de masse - politique 	<ul style="list-style-type: none"> - (?) : pas d'enquête poussée à Sal, mais prob. : promoteurs touristiques (gros hôtels, etc.)

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur analyse les problèmes environnementaux liés au territoire sans montrer d'inquiétude forte, identifie des causes et propose certaines pistes de solutions (très influencées par son mandat professionnel). Il préserve les milieux et espèces dans le cadre de son travail et c'est pourquoi ses actions sont jugées encourageantes. Ses actions sont localisées (île de Sal, mais de portée globale à la fois (pêche - poissons aux territoires non fermés).</p> <p>Cet acteur témoigne de l'attachement envers plusieurs entités aussi citées par d'autres acteurs (tortues, espèces endémiques, ressources halieutiques, etc.). Il y attribue une valeur existentielle sans toutefois être intarissable à son sujet et cherche à la transmettre aux générations actuelles (pêcheurs locaux) pour qu'eux-même puissent la transmettre aux futures générations. Il réfléchit aux solutions équilibrées sans toutefois se montrer très proactif dans ce processus.</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature mais pense qu'il est possible de trouver des solutions aux problèmes environnementaux (optimiste). Il dit ne rien dégrader et il ne dégrade pas plus que pour sa vie quotidienne, ce qui correspond effectivement à la perception des autres acteurs.</p> <p>Les principaux défauts / entités mal aimées associées au territoire concernent la construction, les courants et le manque d'éducation de la population locale. Ils sont donc soit liés au mode de vie moderne (urbanisation, augmentation de la population et éducation/formation non accessible à tous), soit au territoire (mais sans répercussion sur l'acteur en question).</p>		<p>Eux :</p> <p>« On les connaît : elles travaillent pour la conservation des ressources et pour nous assurer du travail à long terme. » (pêcheurs de Sal).</p> <p>Elles :</p> <p>« La politique nuit à l'environnement. » « Vivre en harmonie avec la nature, c'est aussi prendre ses responsabilités pour la préserver. »</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - océan bien préservé - océan : alimentation, protéines, équilibre naturel, croissance économique (écotourisme), atteindre OMD - plages de sable - tortues marines - ttes espèces marines - sps endémiques - récifs coralliens 	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation, rencontres avec pêcheurs sur enjeux vécus 	<ul style="list-style-type: none"> - politiques nationales déconnectées du local. - construction : matériaux + hôtels et impacts (lux, pollution). - bateaux AO 	<ul style="list-style-type: none"> - courants apportent déchets sur îles CV - usagers côtiers (déchets) - constructions (matériaux - extraction sable - et hôtels : lux, déchets, etc.) - déclin biomasse/diversité - manque d'information & formation de population : ne participe pas assez.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Des actrices à la position centrale mais au faible investissement énergétique...

Ces deux jeunes capverdiennes se sont trouvées au poste d'animatrices communautaires à Sal grâce à leurs compétences en biologie / sociologie, mais elles ont également les aptitudes sociales requises (entregent et organisation). Peu expérimentées, elles sont également peu critiques de l'ensemble des institutions et acteurs qui les entourent. Elles occupent toutefois une place centrale dans les efforts de gouvernance participative amorcés par le PRAO et le RAMP AO (DGP et DGA). Leur objectif professionnel et personnel semble entièrement compatible : permettre la plus grande participation de la communauté locale (les pêcheurs en particulier) à la gouvernance des pêches et des projets d'AMP en cours. Elles ont une bonne volonté, sans s'investir corps et âme dans le projet du PRAO.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation marine - lois respectées - éducation à l'environnement - participation de la comm. loc. (pê surtout) à la gouvernance. 	<ul style="list-style-type: none"> - biologie / sociologie locales - organismes et lois touchant le projet du PRAO - situation au Sénégal / qqs pays (PRAO) 	<ul style="list-style-type: none"> - rencontres avec pêcheurs et acteurs économiques (pour activités alternatives et formations pour redirection des pêcheurs illégaux). - rédaction de qqs rapports à la suite de ces rencontres. - rencontres avec autres membres du PRAO.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (expérience) - professionnel (plusieurs expériences intéressantes depuis leur entrée en fct au PRAO) 	

Ces actrices sont peu critiques de la situation capverdienne, bien que leurs savoirs académiques et professionnels leur permettent de voir certaines failles et améliorations à apporter au système. Leur travail semble tout à fait refléter leurs valeurs (conservation et gouvernance participative) et utilise leur savoir. Elles pourraient participer plus efficacement au processus d'implication de la communauté à la gouvernance.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Protéger la nature, c'est protéger l'homme!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- politique nationale de GRM - pas d'action contre pollution	Il faut créer AMP + éduquer (ERE)	-DGP/A =mê tâches	- que PRAO révolut. pêches (cogest)	-manque transpar. -mauvaise info à comm.	- intégrer tt monde (surtt pê)	- tourisme prend + de place que cons.	- Il faut impliquer comm ds proj. actuels d'AMPs.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- créer des AMP et impliquer la population; 2- co-gérer la pêche entre la communauté (surtout les pêcheurs) et le gouvernement.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW)/ INTENSITÉ (PHYSIO- SÉCU-APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - océan = hommes - océan = travail. - ne semble pas nécessaire à accomplissement - /bien-être 	<ul style="list-style-type: none"> - rel. forte via trav. - rôle de médiatrices bien accompli, mais manque d'initiatives ds le cadre de leurs fcts. (réunir autres mbs de comm.) 	<ul style="list-style-type: none"> - apprécient et saisissent son importance; connaissances (rôle social et environ.) mais attachement +- perceptible... 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1^{er} : CV tout en ayant conscience de certains éléments plus globaux (CC, perte biodiv., etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - générations futures (CV). - souhaite participer à l'ÉRE pr meilleure préservation du milieu et participation à sa gestion.

Cet acteur considère l'intérêt général des cap-verdiens comme allant dans le sens de l'intérêt général global (mondial) et intègre les générations futures dans sa réflexion en misant sur l'éducation (ERE). La survie de son pays et les activités qui le caractérisent dépendent de la bonne santé des océans, en plus de son emploi (qui y est directement lié). L'océan ne

semble toutefois pas essentiel à sa réalisation personnelle ou à son bien-être. Il souhaite une gouvernance participative au maximum, mais mentionne surtout les pêcheurs dans ses paroles plus concrètes.

Zoom sur Ponta Preta

Il n'y a que des bénéfices à tirer des AMP.

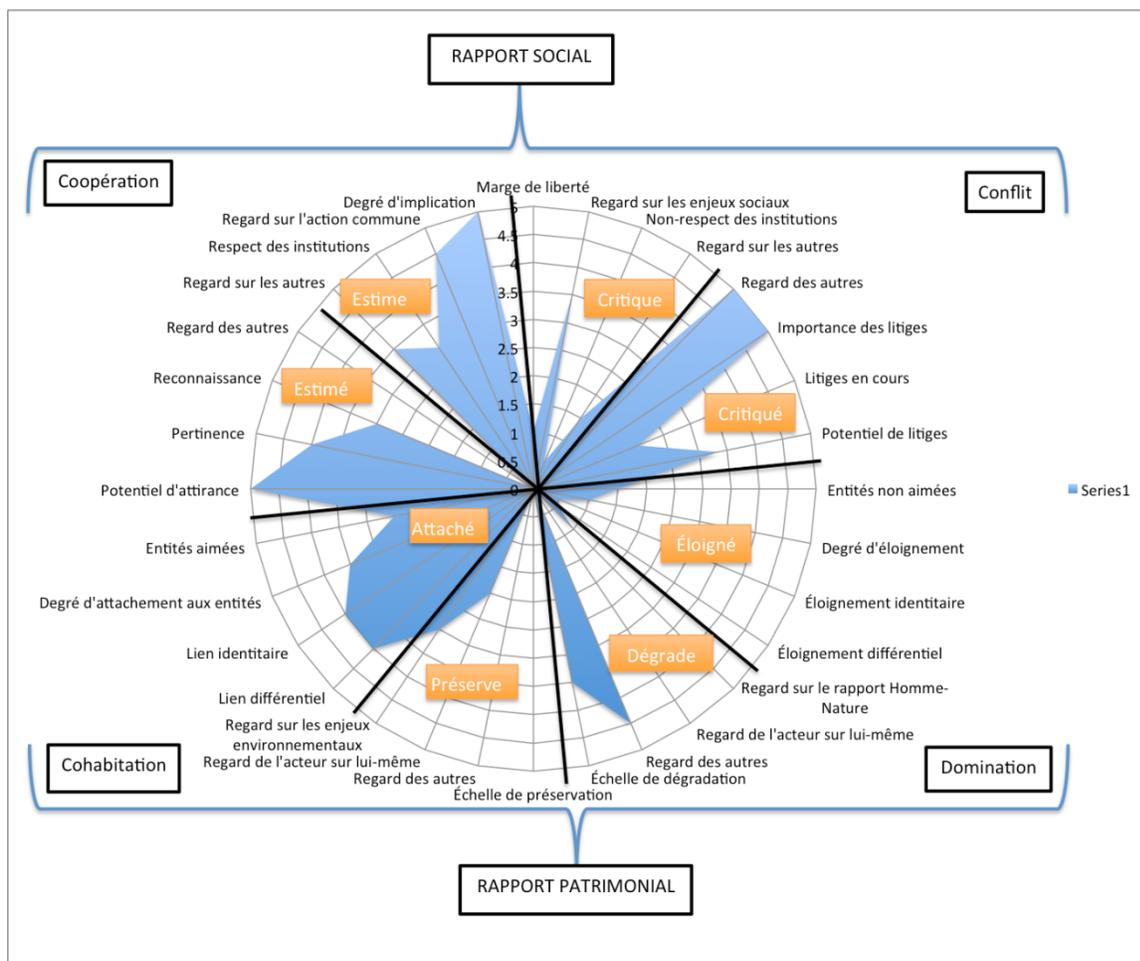
Les AMP devraient permettre d'améliorer les conditions de vie des pêcheurs et de leurs familles. Elles doivent permettre de protéger les espèces locales et endémiques, les dunes et végétaux. Protéger également la nidification des tortues et servir de zones tampons par rapport aux zones où l'activité humaine est plus intense. Il n'y a que du bon aux AMP (d'un point de vue environnemental) et elles sont bien perçues par la population locale. Elles devraient servir au bien-être de la population en général et permettre de la conscientiser à l'importance de la protection marine.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

À l'écoute et sans prétention.

- Ouverture
- Connaissance du milieu social et environnemental
- Ne vont pas au-delà de ce qui leur est demandé (motivation relative).
- Potentiel

**ACTEUR 15 - MONDE DE LA GESTION MUNICIPALE (CAMARA MUNICIPALE DE MAIO)
HAUTES FONCTIONS**



Empreintes territoriales : Acteur 15

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur parle de quelques autres projets et grands programmes / lois qu'il apprécie (ex : PRAO, Rampao, OMD) mais vante davantage les mérites de la CM en général. Il souhaite une concertation ouverte à tous et dit organiser des réunions en ce sens (la CM). Bien que ses atouts (connaissance de la gestion de l'île, emprises foncière (terrains de la ville), humaine (décide pr plusieurs citoyens - ex : aide financière (études, chômage, etc.)), partenaires (DGP / association des pêcheurs) et moyens financiers (insuffisants mais tout de même relativement, vu ses fonctions)) soient nombreux et réclamés par d'autres qui souhaiteraient les posséder, l'acteur lui-même n'en fait pas bon usage selon les autres acteurs. Ses projets ne sont jamais encensés, et lui-même est mal perçu (corrompu, etc.).</p> <p>Cet acteur émet quelques critiques, faibles (au sujet des pêcheurs industriels ou des ministères qui ne délèguent pas assez de responsabilités; des grands pollueurs ou de la construction à partir de sable extrait des côtes), mais tente de garder son rôle consensuel, au long de l'entretien tout comme lors de sorties publiques. Il souhaiterait que les lois soient plus respectées mais ne prend ni ne rejette la responsabilité sur les autres : la fiscalisation est une sorte de voeu pieu que le PRAO exaucera éventuellement.</p> <p>Cet acteur est impliqué dans des conflits d'usage (projet d'hôtel des salines, terrains de Ponta Preta) et de valeurs (accusé de corruption / favoritisme envers ses proches). Il est impliqué dans plusieurs litiges (campagne sanitaire d'installation de toilettes, campagne électorale avec pots-de-vin (alcool et habitations), qui cristallisent la population (pour la CM ou contre). Enfin, plusieurs le jugent comme nuisible au territoire (parlant beaucoup, mais manipulant la population et se faisant manipuler par d'autres acteurs influents (politiquement ou économiquement)).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Nous travaillons depuis plus de 10 ans avec l'association des pêcheurs, la DGP et l'IMP. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Sa famille cumule les postes haut placés et salaires associés. » (restaurateurs)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - travaille avec association des pêcheurs/DGP/ IMP - appuie projet de Ponta Preta 	<ul style="list-style-type: none"> - association des pêcheurs - DGA / DGP / IMP - PRAO : + pr. fiscalisation - Rampao, OMD, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - ministères (nationaux) car ne délèguent pas assez au municipal (fiscalisation et création AMP) - pêcheurs industriels (pratiques illégales) - tourisme de masse - pêcheurs locaux (+ contacts avec milieu / environnement) - autorités (ne planifient pas) 	<ul style="list-style-type: none"> - FMB, restaurateurs, PRAO.
Rapport patrimonial			

<p>Cet acteur analyse les problèmes environnementaux du territoire et des causes possibles (surpêche due à la pêche industrielle, pas d'infrastructure de traitement des déchets due au manque de planification des ministères), mais n'en semble pas profondément inquiet / préoccupé. Lui-même a l'intention de préserver grâce au projet de réserve de biosphère de l'UNESCO et a appuyé l'association de pêcheurs lors de la création du projet d'AMP à PP. Toutefois, on ne lui en attribue pas de mérite, et le projet de réserve de l'UNESCO n'est cité par aucun acteur (projet inconnu?). Aucun autre projet de cet acteur, qui n'est pas considéré comme protecteur de l'environnement et qui n'en est pas un pour l'instant (projet au stad embryonnaire), n'est mentionné comme protégeant l'environnement.</p> <p>Cet acteur est attaché à la faune marine (langoustes, buzios, poissons typiquement maienses, tortues) et au patrimoine maiense (épaves, mornas), est nostalgique de son enfance quand la nature était moins dégradée. Il apprécie ces choses pour leurs valeurs d'usage et d'agrément, comprend leur utilité existentielle, mais n'est pas intarissable à leur sujet. Il souhaite les transmettre à tous (ballades sur la côte) sans ébranler le statu quo cependant.</p> <p>Il donne une valeur d'agrément à la nature (tout en étant conscient que le poisson est la base de l'alimentation maiense) et pense qu'il existe des solutions pour régler les problèmes environnementaux. Lui-même, il considère ne rien dégrader. Or, il est souvent cité pour le projet des salines (problématique, voire catastrophique), qui a des impacts très perturbants (presque irréversibles) sur le territoire (immense construction dégradant le paysage visuel et empêchant l'eau de bien circuler entre l'océan et la portion terrestre de l'île).</p> <p>Cet acteur identifie des défauts au territoire principalement issus de la société moderne, les mentionne sans sembler y accorder de grande préoccupation. Ces défauts sont par ailleurs repris par de nombreux autres acteurs et des discussions en font foi (concernant la pêche industrielle, décriée par l'association des pêcheurs, en particulier).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut que tout le monde ait accès aux plages; me promener sur la côte est mon activité de détente par excellence. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il parle beaucoup mais ne fait pas grand-chose. » (PRAO)</p> <p>« Il a été forcé d'accepter le projet immobilier des salines.» (anonyme)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - tortues, algues, poissons (garoupas, moreias). - langoustes (vertes +) - buzios - pétrole (= richesse) - mornas 	<ul style="list-style-type: none"> - Zone côtière / sable; océan contre déchets (projets) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs industriels dégradent (lui : n'en parle pas). - pollution - déchets (solides et liq.) - construction (extraction sable) 	<ul style="list-style-type: none"> - mer a fait partir amis (bateaux - morts) & émigrer plus. Maienses ds années 50.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur qui en raconte...

Cet acteur a une place essentielle dans la communauté maiense, mais ne s'en sert pas à des fins communes, malheureusement. Malgré ses velléités de réserve UNESCO pour son île, ses actions montrent davantage une préoccupation pour son poste et sa famille. Son pouvoir, qui pourrait lui permettre d'aider à renforcer la fiscalisation des pêches ou le pouvoir des pêcheurs locaux face aux pêcheurs industriels, n'est pas utilisé à pleine capacité. Alors qu'il apprécie un milieu relativement préservé, sa collaboration au projet hôtelier des salines ainsi que son manque d'intervention vis-à-vis de la vente de terrains à Ponta Preta (par la SDTIBM) a des répercussions graves sur l'environnement.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - développement durable - pêche locale - fiscalisation - consulter la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces locales - lois et programmes municipaux, nationaux, régionaux et internationaux (certains) - projets envisagés pour l'île - administration régulière (île)-actuelle/passée 	<ul style="list-style-type: none"> - salines, toilettes (\$ détourné), appartements inutiles - appui à PP depuis début. - projet de réserve de l'UNESCO
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (Maiense) - professionnel (politique / administratif) 	

Cet acteur se fait complice de pratiques allant à l'encontre de ses valeurs et savoirs en cherchant à préserver le statu quo et ses intérêts personnels ou familiaux.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faut faire du développement durable!

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- ministères ne délèguent pas assez - manque fiscalisation	- PP et réserve UNESCO Fiscalisation	- aucune	- avoir + pouvoir / \$	- concerté déjà tte comm. (plan de dév à toute comm.)	Continuer de la même façon.	- Il est temps que PP aboutisse. S'en vient.	- DD (ress exploitées durablement) - PP et réserve unesco.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- faire du développement durable (exploiter raisonnablement ressources, encourager tourisme mais limiter relativement croissance démographique, etc.); 2- appliquer la fiscalisation! ; 3- avoir plus de pouvoir / moyens; 4- créer la réserve UNESCO; 5- consulter la population.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement :

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = agréable (marches) et survie des Maienses (poissons). - pas nécessaire à accomplissement.	- dit déjà consulter et ne pas pouvoir mieux faire.	- apprécie valeur pr survie (pêche) et détente (marches).	- En 1 ^{er} : Maio (lui, la CM, la communauté)	- intègre générations futures et ensemble de comm (côtes)

Bien que cet acteur soit conscient de la dépendance des Maienses envers l'océan pour leur survie (base alimentaire : poissons), il considère que son exploitation est possible (pêche durable et extraction pétrolière - s'il y avait des gisements, tourisme modéré, etc.). Pour lui

personnellement, l'océan prend davantage une valeur d'agrément (marche - principale connexion). Il souhaite la gouvernance participative sur l'île mais dit y être déjà parvenu (or, peu de personnes se sont dites consultées sur l'avenir du territoire), et ses actions montrent que l'intérêt le plus défendu est le sien en premier. Discours et actions sont donc éloignés.

Zoom sur Ponta Preta

Un premier pas vers une Réserve de l'UNESCO?

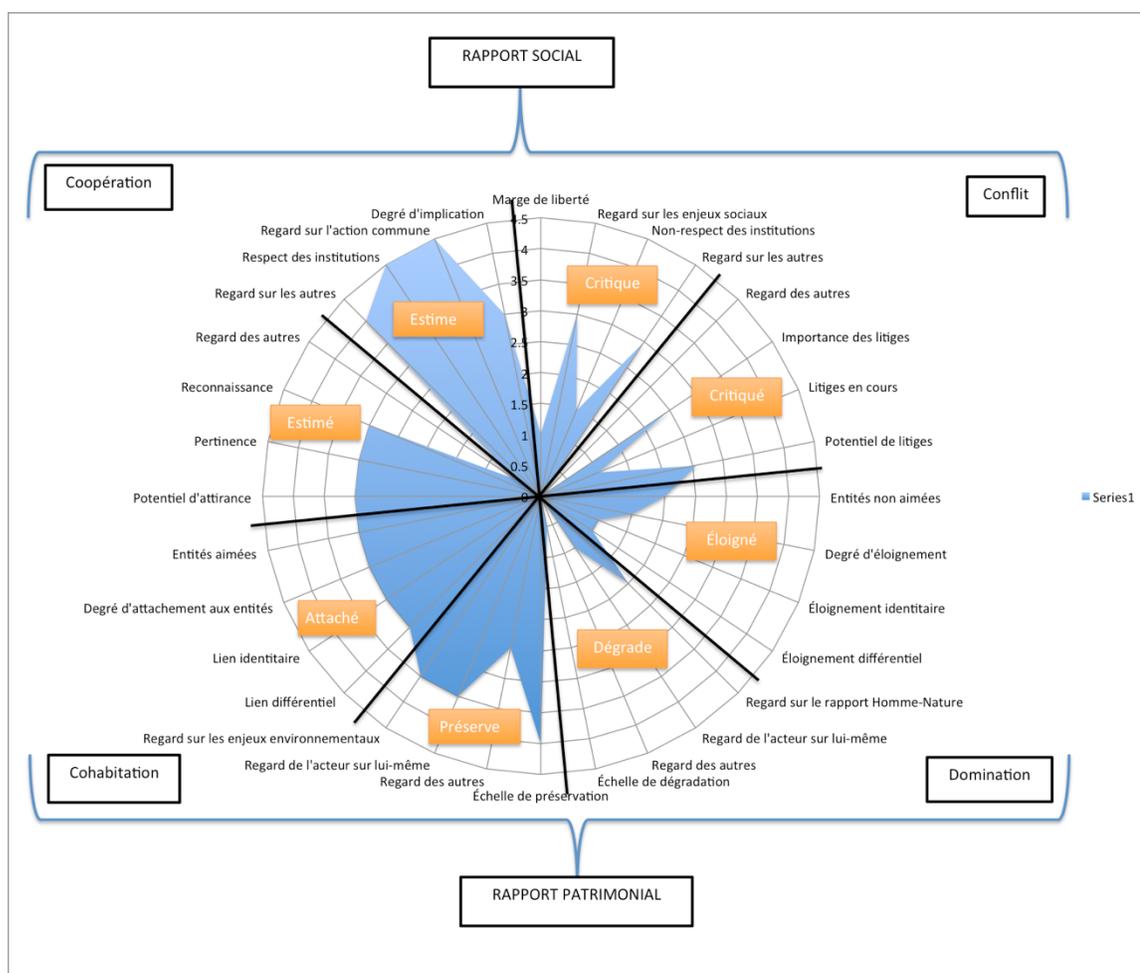
La création d'AMP devrait permettre que tous les groupes puissent utiliser les milieux marins et en profiter d'un point de vue économique, scientifique et social. À Ponta Preta, l'AMP pourrait aider à lutter contre la pauvreté, par la régénération des stocks de pêche et donc de meilleures conditions pour les pêcheurs et leurs familles). PP pourrait également générer des emplois, en science et dans le tourisme. L'AMP sera bientôt créée, mais ça fait longtemps que les pêcheurs et la Camara Municipal la demandent. Ainsi, les étapes préparatoires à sa création ont permis d'éduquer les pêcheurs. Le maire est pressé que l'AMP de PP soit annoncée et mise en vigueur afin que l'espace côtier soit accessible à l'ensemble de la population. De petites activités scientifiques devraient y être permises, sans plus. Pas de construction de vraies routes. D'ici 4 ou 5 ans, il espère également créer une réserve de biosphère à Maio, projet qui serait facilité par la présence de l'AMP de PP. Les AMP devraient contribuer au développement durable des ressources marines sans compromettre l'avenir, diversifier l'économie et lutter contre la pauvreté. Des frais d'entrée et taxes aux contrevenants (pêcheurs illégaux, etc.) seraient de mise.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

*Un acteur puissant qui souhaite
tout accomplir à la fois (conservation, développement)*

- Acteur avec beaucoup de pouvoir.
- Impliqué dans plusieurs projets (PP, réserve UNESCO, SDTIBM, PRAO, etc.) parfois antagonistes.
- Semble positif envers presque tout.
- Porte des actions peu concertées en bout de ligne, mais augmentant sa popularité.
- Acteur controversé mais inévitable sur l'île.

ACTEUR 16 - MONDE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
COORDONNATEUR DE PROGRAMME



Empreintes territoriales : Acteur 16

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur est favorable aux projets initiés localement, allant dans le sens de la conservation (ex : co-gestion des tortues à Santo Antao). Il se montre bien plus critique vis-à-vis des projets initiés par le gouvernement ou qui dépendent de ce dernier. Il apprécie certaines lois et programmes, mais voudrait qu'ils soient mis en pratique, et que le gouvernement aille au-delà de ce qui est déjà établi : labellisation des poissons et crustacés pêchés durablement, pénalités aux restaurateurs vendant des poissons pris illégalement, etc. Il souhaite davantage de partenaires (oeuvrant en conservation marine notamment) et une gouvernance (concertation) ouverte à tous, sans que les décisions ne relèvent cependant de toute la communauté nécessairement. Enfin, il rencontre d'autres acteurs mais a l'impression d'être mal entendu (que son projet est peu connu par les plus importants bénéficiaires potentiels).</p> <p>Cet acteur a pour principal atout des moyens financiers et la nécessité de créer des partenariats pour accomplir ses fonctions. Cet argent est réclamé par plusieurs acteurs (FMB, CM (projet réserve UNESCO), opérateurs touristiques étrangers (outils d'ÉRE)) sans citer cet acteur (peu connu pour ses fonctions de financement, davantage pour son travail passé au WWF et ses interventions en vue d'un organe gérant spécifiquement les AMPs au Cap-Vert). Les deux acteurs qui le connaissaient le percevaient positivement.</p> <p>Il profère des critiques sur des groupes d'acteurs (ex : ministères dont les fonctions se recoupent et qui n'interviennent que si ça leur est simple et profitable) et paraît un peu désabusé face aux lois et grands programmes dû au manque total d'application du gouvernement. Il exprime donc son désaccord mais ne donne jamais de nom et garde son rôle qui se doit d'être neutre, consensuel, etc.</p> <p>Le principal conflit l'impliquant en est un de valeur morale, puisqu'il critique la gestion du territoire par le gouvernement. Le recoupement des responsabilités et le manque de transparence / transmission de l'information sont des éléments énoncés par certains autres acteurs (les plus informés de la gestion actuelle). Ce sont des problèmes touchant l'ensemble du Cap-Vert. Lui-même et ses projets, lorsqu'ils sont connus, sont bien perçus.</p>		<p>Lui :</p> <p>« On n'a pas besoin d'être mariés pour avoir des enfants » : on peut agir même si on n'est pas regroupés (associations, etc.)</p> <p>Eux :</p> <p>« Il est très actif pour la conservation du Cap-Vert. Connaît enjeux car travaillait précédemment au WWF-CV. » (gestionnaires de la conservation marine)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> – PRAO – Professeur (Uni-CV) – \$\$\$ pour projets locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> – association pêcheurs – ONGs locales, internat. – « Champions » (ds ministères) qui sont critiques et proactifs. 	<ul style="list-style-type: none"> – ministères (nationaux) car pas proactifs / fuyards. 	<ul style="list-style-type: none"> – soit connu et apprécié, soit inconnu.

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur constate et analyse les problèmes environnementaux et envisage des scénarios assez sombres, mais ne montre pas d'inquiétude forte quant à ces scénarios. Il propose quelques pistes de solution, surtout axées sur la gestion responsable des espèces consommées / pêchées au Cap-Vert. Il limite ses impacts sans toutefois pouvoir préserver lui-même énormément (préserve via d'autres organisations). Ses actions (au WWF et au GEF) sont jugées comme encourageantes, et il préserve en effet des entités complexes, pour les générations actuelles et futures.</p> <p>De plus, il est attaché à la vie marine (langoustes, mérours, requins, etc.) qu'il juge typiques de son pays : il les apprécie sans sembler passionné, veut les transmettre en gardant son rôle diplomatique (statu quo), sans compromettre les systèmes écologiques (gestion équilibrée des ressources utilisées par les Cap-Verdiens).</p> <p>Cet acteur semble donner une valeur d'agrément à la nature bien qu'il travaille à la défendre, et reste fataliste. Il a changé ses pratiques (consommation responsable, etc.) et n'est jamais cité pour ses actions de dégradations. En effet, il dégrade très peu (comme un Cap-Verdien dont le travail ou les loisirs ne dégradent pas l'environnement).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Prendre une décision, c'est au moins une première étape. Il faut agir, même si c'est pour réaliser ensuite certaines erreurs. »</p> <p>Eux :</p> <p>« C'est un des acteurs incontournables de la conservation marine au Cap-Vert. » (universitaires)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - - poissons (garoupas). - - langoustes - - requins 	<ul style="list-style-type: none"> - - zone marine et côtière via projets financés - - audace + ambition réclamées et encouragées 	<ul style="list-style-type: none"> - - mentalité de colonisés / ex esclaves - - surpêche (bateaux étrangers) - - manque d'informations / surveillance et moyens d'action sur accords internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> - - 10 îles = 10 particularités propres : façon de gérer (co-gérer) doit varier en fct de ces spécificités.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur aux fonctions diplomatiques anti-centralisation.

Cet acteur est peu connu des autres intervenants (à Maio, notamment) bien que tout le monde gagnerait à ce qu'il le soit davantage (financement pour projets locaux). Il exprime des opinions, rarement tranchées (sauf pour la décentralisation et la labellisation de produits

de la mer durables). Bien qu'il protège le milieu, il ne paraît pas passionné ni si proche du milieu marin. Cela peut s'expliquer par sa position de gestionnaire éloigné du terrain sur lequel il travaille.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation - révision/études sur accords pê - régionalisation - labellisation - fiscalisation 	<ul style="list-style-type: none"> - modes de gestion/administration nationaux et programmes internationaux (ONU) - acteurs locaux (certains), nationaux et régionaux : ONGs, associations de pêcheurs, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - anciennement au WWF - appui projets locaux de conservation. - consommation responsable
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (Maiense) - professionnel (politique / administratif) 	

Cet acteur articule de façon assez cohérente ses préférences, savoirs et pratiques. Tous ces éléments vont dans le sens de la conservation, mais aucun ne s'exprime de façon très marquée : il souhaite et encourage la conservation, ce qui va dans le sens de ses connaissances (empiriques surtout), mais ne se bat pas pour cela (ni pour contester les accords internationaux) alors qu'il est bien positionné à l'échelle du Cap-Vert. Il joue diplomatiquement son rôle diplomatique. « Progressivement et lentement mais avec conviction » pourrait être la devise le représentant.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faudrait revoir les accords de pêche et décentraliser les pouvoirs.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	critique	Projetée
- mini-stères contrôlent tout : les projets n'aboutissent pas. - inertie due au recoupe-ment des responsa-bilités.	- responsa-bilités devraient être + locales pr faire avancer projets.	- GEF rejoint difficile-ment acteurs locaux pr conserva-tion marine + non organisés.	- ê capable d'aider acteurs non organisés et se faire connaître pr conserva-tion mar.	- il faudrait que la population ait son mot à dire dans la gouver-nance du milieu.	- régiona-lisation.	- rien n'aboutit-doute de la réelle volonté des gvts de protéger le milieu.	- que PP + autres AMP voient le jour. - autres moyens de protection marine (labels, taxes).

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- protéger le milieu; 2- régionalisation (décentraliser pouvoirs pour que intervenants locaux aient plus de pouvoir); 3- mettre sur pied un système de labellisation + fiscalisation; 4- revoir les accords de pêche et s'assurer des profits pour les Cap-Verdiens.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement :

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - océan = agréable (pêche récréative) et patrimoine. - pas vitale à son bien-être. 	<ul style="list-style-type: none"> - tente de se faire connaître pour joindre les acteurs locaux, mais pourrait en faire +. 	<ul style="list-style-type: none"> - apprécie valeur pr survie (pêche) et loisirs 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1er : Cap-Vert. Que toute population ait son mot à dire mais gestion entre mains d'un acteur puissant 	<ul style="list-style-type: none"> - intègre les générations futures et l'ensemble de pop sans sembler très préoccupé par leur avenir.

Cet acteur semble conscient de l'importance du milieu marin dans l'univers cap-verdien (il travaille en ce sens et y oeuvrait également lorsqu'il était au WWF-Cap-Vert) sans toutefois en être épris d'une urgence d'agir. Il valorise l'audace et l'action et souhaite encourager les initiatives locales allant en ce sens, mais lui-même n'en fait pas preuve flagrante. Peut-être est-ce parce que son bien-être personnel n'en dépend pas directement.

Zoom sur Ponta Preta

Il ne faut pas mettre de condition à l'engagement communautaire

Cet acteur sait que la proposition en vue de ce projet a été déposée par les pêcheurs il y a de nombreuses années, mais qu'elle est restée sur les tablettes depuis. Il reproche au gouvernement son manque d'engagement dans ce dossier, et l'attribue en partie au fait que le gouvernement ne soit pas à Maio pour voir ce que la conservation de la zone apporterait à la communauté. C'est donc la centralisation qui empêcherait de prendre la décision adéquate. Cette stagnation est déplorable, surtout alors que la population locale pousse pour que l'AMP soit créée, que les études (auxquelles d'importantes ressources ont été consacrées) démontrent sa pertinence, et que des civils pourraient y travailler (vs. employés gouvernementaux plus difficiles à mobiliser). Il faut croire que le gouvernement ne voit pas ce projet comme une priorité, cela est bien fâcheux. Une AMP devrait permettre l'utilisation durable des

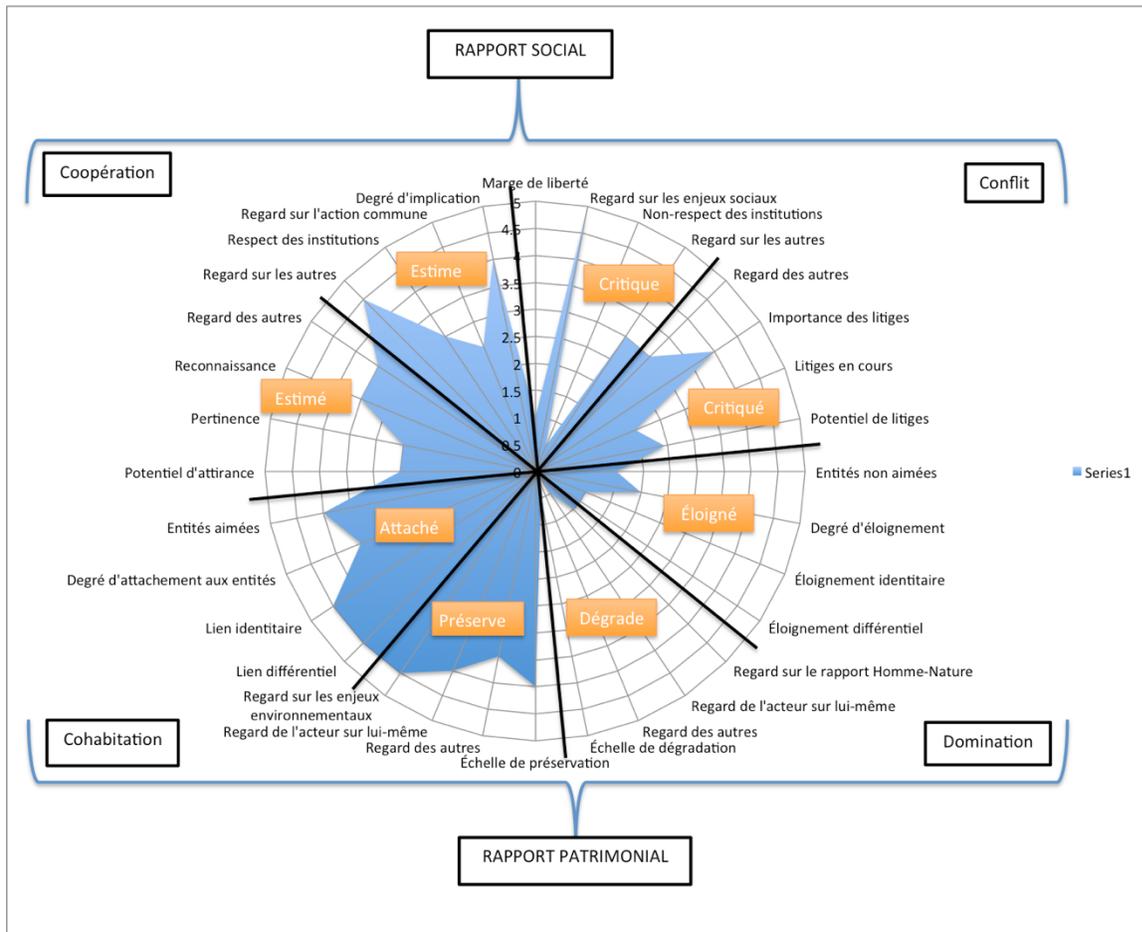
ressources, et il faut informer la population des avantages qu'elle y trouverait pour l'encourager à s'engager. Il ne faut pas attendre que les communautés s'organisent pour les impliquer dans la participation : il faut trouver les moyens que les individus puissent participer sans être organisés, ne pas mettre de condition à l'engagement de la communauté.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur diplomatique aux valeurs environnementales utilitaires

- Acteur puissant de par ses moyens financiers.
- Impliqué dans plusieurs projets locaux et cherchant de nouveaux partenaires pour la conservation marine.
- Critique de la gestion actuelle
- Préfère décentraliser et trouver moyens alternatifs d'exploitation durable du milieu vs. continuer à « perdre » les efforts à faire bouger le système actuel désuet.
- Acteur insuffisamment connu qui gagnerait et ferait gagner les autres à être connu.
- Vision critique et bonnes idées, mais implication politique ténue.

**ACTEUR 17 - MONDE DES PROGRAMMES RÉGIONAUX
ANIMATRICES COMMUNAUTAIRES**



Empreintes territoriales : Acteur 17

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

Rapport social			
<p>Cet acteur est assez positif (peu critique) envers les projets des autres et les autres eux-mêmes (organisations / individus). Il apprécie certaines lois et grands programmes - les quelques-uns (peu) qu'il connaît (connaît mieux lois locales que programmes régionaux outre le PRAO). Il souhaite la concertation encadrée par un acteur principal (lui ou qqn d'autre), et surtout consacrée aux pêcheurs (mandat de co-gestion). Il organise parfois, dans le cadre de son travail, des concertations avec les pêcheurs.</p> <p>Son principal atout est la connaissance du milieu social et biologique (marin), et via le PRAO il dispose de moyens financiers et partenaires. La possibilité qu'il a de réunir les pêcheurs et éventuellement, d'organiser la fiscalisation, sont aussi réclamés par une bonne portion des acteurs. Toutefois, tout le monde ne le connaît pas, et quand c'est le cas, tant le programme pour lequel il travaille (PRAO) que lui-même sont souvent critiqués.</p> <p>Il critique les pêcheurs-plongeurs et l'IMP, mais ne donne pas de nom et n'est pas virulent. Il regrette l'absence de fiscalisation et reconnaît que le problème de surpêche est lié à la pêche à la bouteille et industrielle, et c'est dans ses tâches de s'impliquer pour encourager les pêcheurs contrevenants à améliorer leurs pratiques. Il exprime son désaccord timidement pendant l'entretien : avec les pêcheurs, il tente de rester consensuel et de ne provoquer aucun affront.</p> <p>Cet acteur est impliqué dans un conflit qui a tant trait à l'usage (bouteilles vs. lignes) qu'aux valeurs morales (préservation de l'environnement), touchant l'ensemble du territoire et qui est évoqué par plusieurs acteurs. Il est parfois critiqué, et d'autres fois c'est le PRAO qui l'est.</p>		<p>Elles :</p> <p>« Il faut absolument que les pêcheurs travaillent pour la protection (fiscalisation, conversion d'activités, pêche responsable) du milieu marin pour que celle-ci soit effective. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Elles sont intelligentes et connaissent bien la communauté locale. »</p> <p>(PRAO-CV)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - PRAO - pêcheurs légaux traditionnels - mandat d'un organisme influent (PRAO). 	<ul style="list-style-type: none"> - association pêcheurs - ONGs locales (FMB) - pêcheurs légaux 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs contrevenants. 	<ul style="list-style-type: none"> - jeunes, manquent d'expérience. - litiges avec pêcheurs illégaux (langoustes, plongeurs, etc.).

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur analyse les problèmes environnementaux, et propose une gestion équilibrée passant par la création d'AMP (réserves de pêche), mais l'angle de son analyse reste très pêche-centré. Il préserve les milieux par son action de gestionnaire (animatrices au service d'un programme de gestion des pêches) et ses actions sont jugées encourageantes par plusieurs, majeures pour certains pêcheurs (traditionnels à la ligne) qui nourrissent beaucoup d'espoirs dans le PRAO et ses représentantes à Maio. Il préserve des entités complexes pour les générations à venir.</p> <p>Cet acteur témoigne de l'affection envers les tortues, en premier lieu, et les poissons qui sont à la base de l'économie et la vie maiense. Il les apprécie pour leurs valeurs d'agrément et de moteurs pour l'île. Il souhaite transmettre cet amour tout en préservant ses bonnes relations avec les autres acteurs, et organise quelques réunions pour le faire (dans le cadre de son travail). Enfin, il cherche une solution équilibrée pour préserver l'environnement, mais ne perçoit pas toute la complexité du système.</p> <p>Cet acteur identifie des problèmes environnementaux mais considère leur réparation possible. Il dit très peu dégrader, ce qui est le cas. Il n'est jamais cité pour des actions de dégradation quelconques.</p> <p>Les principaux défauts identifiés par cet acteur concernent le patrimoine naturel et le monde moderne : les déchets sont lavés dans la mer lors de la saison des pluies. Une autre entité très mal-aimée est les bouteilles de plongées qui freinent les activités de l'acteur (doit d'abord régler le problème de conversion des plongeurs à des activités alternatives avant de poursuivre dans la voie de la fiscalisation et de la protection de certaines zones). Cette entité est souvent citée par d'autres acteurs, et il cherche à être empathique dans sa démarche de reconversion. Les défauts du territoire ont certes quelques répercussions, mais ne lui donnent pas envie de fuir Maio.</p>		<p>Elles :</p> <p>« On travaille avec le FMB à patrouiller les plages (tortues) et à nettoyer (corvées) + on parle avec pêcheurs pour améliorer leurs pratiques. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Je ne sais pas ce que leur travail donnera - sceptique vs. grands programmes. »</p> <p>(patrouilles de tortues)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - tortues - requins poisson = base de l'économie maiense. 	<ul style="list-style-type: none"> - AMP - pêcheurs légaux / qui collaborent avec PRAO - PRAO - FMB + asso pêcheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - bouteilles de plongée - surpêche (bateaux étrangers et locaux) - pollution / déchets terrestres et marins 	<p>pluies qui lavent territoire ds océan (= déchets)</p>

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur aux avenues prometteuses.

Cet acteur est plus connu qu'il ne connaît : plus critiqué (et même estimé) qu'il ne critique. Il estime les projets et organisations qu'il connaît, sans paraître très sévère dans son jugement. Il est attaché au milieu et entreprend des actions pour le préserver, avec une énergie variable mais en restant convaincu des bienfaits de ses actions.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation - (AMP++) - fiscalisation par organes officiels et pêcheurs - participation des pêcheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - lois locales - acteurs locaux + qqs nationaux et régionaux - biologie marine 	<ul style="list-style-type: none"> - organisation de rencontres avec pêcheurs - participation à activités du FMB (tortues, corvées, etc.). - sensibilisation ds société civile (discussions vs. déchets)
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (Maienses) - académique (socio et biologie marine) - professionnel (administratif) - émergent 	

Cet acteur est cohérent dans ses savoir/préférences/pratiques, mais pourrait préférer et pratiquer davantage afin que la mission du PRAO soit véritablement remplie : les quelques réunions avec les pêcheurs ne paraissent pas suffisantes et suffisamment bien organisées pour que la co-gestion se mette en place efficacement. Aussi, leurs préférences en matière de co-gestion ne touchent que les pêcheurs : les autres membres de la société civile sont considérés comme secondaires (si les pêcheurs participent, leurs besoins seront respectés, et par le fait-même, ceux du reste de la communauté).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Les pêcheurs sont essentiels à la co-gestion : il faut les impliquer.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- IMP ne fait pas son travail. - DGA/P peu présentes aussi. - pêcheurs doivent être impliqués.	co-gestion pêcheurs-gvt.	- aucune critique envers le PRAO.	- que le PRAO prenne + d'importance et devienne l'un des acteurs essentiels de la gestion de la pêche.	- les pêcheurs sont divisés : légaux vs illégaux.	- il faut que tous les pêcheurs s'impliquent ds gestion.	- projet de PP depuis longtemps et demandé par pêcheurs : devrait aboutir.	- que PP soit créée et fiscalisation avec pêcheurs se développe.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- créer des AMP; 2- transformer/organiser la fiscalisation en la rendant participative avec les pêcheurs; 3- contribuer à une véritable co-gestion pêcheurs-gouvernement.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT))	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = survie de l'île & pêche : potentiel de développement. - agréable	- lui : rencontre pêcheurs pour faire participer. - désire co-gestion pêcheurs-gvt. - pas autrement	- apprécie valeur pr survie (pêche - surtout) et développement (pêche = \$ ds communauté).	- En 1 ^{er} : Cap-Vert. Que toute population ait son mot à dire mais gestion entre mains d'un acteur puissant	- pour l'ensemble des Maienses - en passant par les pêcheurs en premier lieu; générations actuelles (1) et futures (non dit).

	impliqué ds gvnce			
--	----------------------	--	--	--

Selon cet acteur, l'intérêt général correspond à l'intérêt des Maienses, qui passe par l'intérêt des pêcheurs, qui réside en la bonne co-gestion de la pêche et la conservation des ressources (via Ponta Preta). La vente de poissons engendrant des profits circulant dans l'ensemble de la communauté, la pêche est l'activité principale sur laquelle travailler (à rendre durable).

Zoom sur Ponta Preta

Il attend l'annonce de la DGA.

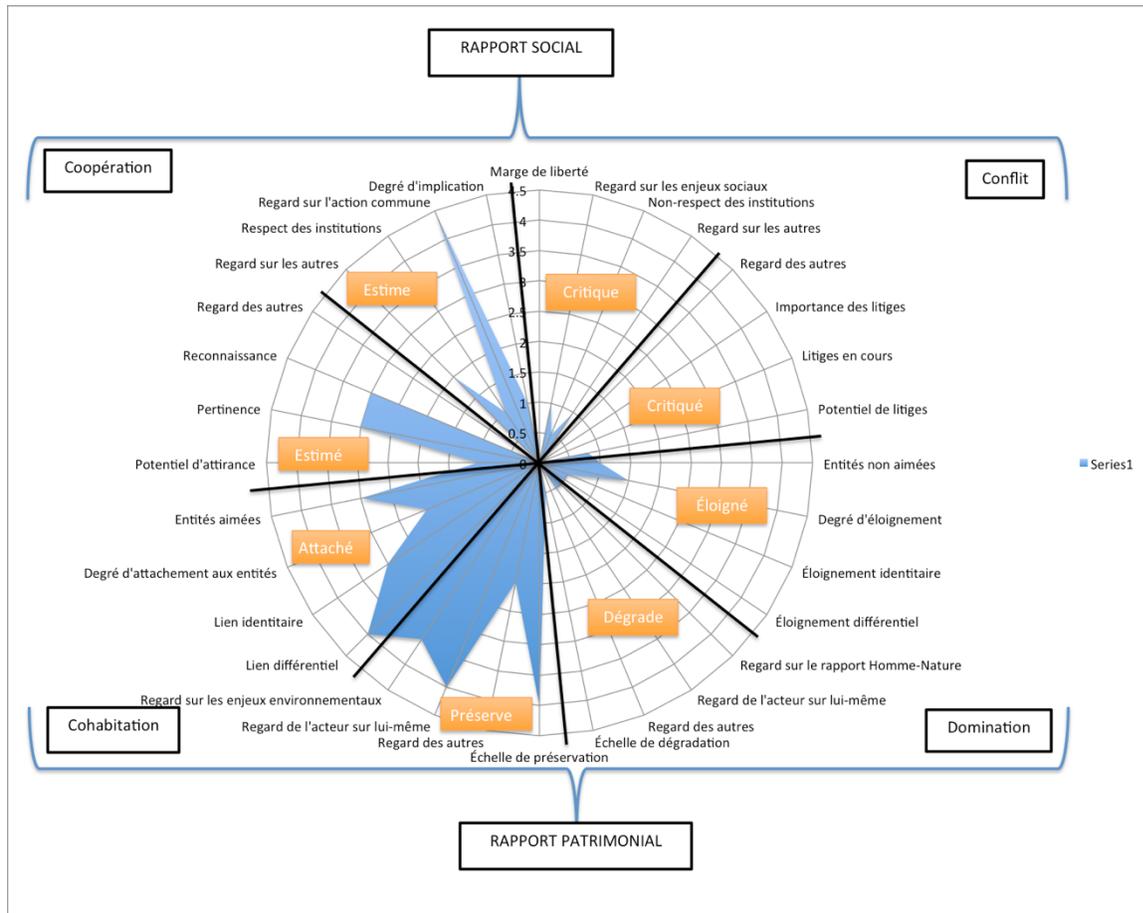
Cet acteur considère que pour que le projet réussisse, il faut absolument l'aide des pêcheurs, mais que les retombées peuvent être bonnes. Les pêcheurs en ont besoin et en profiteront. Avec un statut légal, les poissons récupéreront et la pêche sera meilleure. Cela apportera plus de valeur à Maio (possibilités de développement). L'AMP devrait être fermée à la pêche, mais pourrait être ouverte à la plongée (avec guide) afin de sensibiliser / éduquer à la biodiversité. Elles attendent que la DGA annonce le projet d'AMP répondant au besoin des pêcheurs.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur bien placé, aux possibilités dépendant de sa véritable volonté

- Acteur au rôle central (entre gestion de la pêche et conservation des ressources)
- Ayant pour mandat d'aider à bâtir la co-gestion des pêches à Maio.
- Néophyte et peu critique de la gestion actuelle
- quelques partenaires (association des pêcheurs, FMB).
- Acteur qui devrait être connu de tous mais ne l'est pas (été 2013).
- manque de vision globale (limité aux objectifs du PRAO).

**ACTEUR 18 - MONDE DES INSTITUTS GOUVERNEMENTAUX
BIOLOGISTE**



Empreintes territoriales : Acteur 18

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur connaît et parle peu des autres acteurs et projets. Il connaît et ose s'exprimer sur ses partenaires (notamment le très bien vu projet de co-gestion de tortues à Santo Antao en 2011). Il connaît peu les programmes et projets de loi, et en parle de façon neutre. Il souhaite une concertation ouverte à tous, mais ne mentionne que les acteurs principaux quand il traite de cet aspect (pêcheurs). Enfin, il est un acteur distant qui rencontre peu les autres.</p> <p>C'est un acteur qui possède des connaissances en biologie marine, atout demandé par plusieurs acteurs (surtout pour connaître la diversité biologique de Ponta Preta) sans jamais toutefois mentionner cet acteur ou ses projets.</p> <p>Cet acteur parle peu des autres et de leurs projets, et lorsqu'il les mentionne, c'est de manière neutre. Il ne mentionne pas les grands programmes ou lois, mais si on lui en parle, il en connaît quelques-uns et regrette leur application laxiste (sans critiquer d'acteurs ou groupes toutefois). Il évoque des problèmes environnementaux globaux, vaguement (surpêche, pollution, mauvaise gestion) et n'exprime jamais son désaccord. C'est un acteur très discret.</p> <p>Ainsi, il n'est impliqué dans aucun conflit ni n'est évoqué par le complexe, ni n'est évoqué par les autres acteurs pour d'autres motifs (sauf 2).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut que les pêcheurs et riverains s'impliquent, et pour cela, qu'ils soient sensibilisés. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Cruzinha est un projet qui devrait servir de modèle de co-gestion des ressources au Cap-Vert.»</p> <p>(PRAO-CV)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - - INDP - PRAO-CV - - connaît co-gestion tortues Cruzinha 	<ul style="list-style-type: none"> - - association pêcheurs - - ONGs (GEF, WWF, IUCN) - - population civile - - institutions marines 	<ul style="list-style-type: none"> - - manque de sensibilisation à l'environnement marin aux pêcheurs et autres utilisateurs. - - projets de tourisme de masse / pêche intensive. 	<ul style="list-style-type: none"> - - personne ne critique cet acteur (peu connu) ni son groupe (INDP - position neutre non politique).

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur évoque des problèmes environnementaux et s'en inquiète, et propose quelques pistes de solution (planification de projets avec l'ensemble de la population, fiscalisation réunissant les différents acteurs du domaine maritime au Cap-Vert). Il préserve par son rôle de biologiste marin (fait études qui servent à mieux protéger les espèces), ce qui est réclamé par une portion des acteurs et se traduit en la protection d'entités complexes pour les générations futures.</p> <p>Il témoigne de l'attachement envers l'ensemble de la biodiversité marine, ainsi qu'envers la plongée sous-marine récréative, sans que cet attachement semble très profond toutefois. Il a parfois participé à des rencontres avec des pêcheurs visant à sensibiliser ces derniers et de manière générale, il souhaite transmettre cette entité naturelle complexe sans compromettre ses relations avec les autres ni les systèmes écologiques.</p> <p>Cet acteur reconnaît la valeur existentielle de la nature et considère que tous doivent voir à sa protection. Il dit ne pratiquement rien dégrader (impact positif sur le milieu), n'est jamais cité pour ce motif ni ne semble le faire (autre l'utilisation quotidienne normale et inévitable de l'environnement).</p> <p>Il identifie comme principales entités non aimées la surpêche, la pollution et le tourisme de masse, tous pouvant être attribués à la vie moderne. Il critique ses entités qui nuisent au territoire sans freiner ses propres actions, entités souvent évoquées par d'autres acteurs. Cela ne semble pas avoir de répercussions sur son désir ou non de vivre au Cap-Vert.</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'accès restreint aux ressources (poissons, sable) déclinantes créera conflits. »</p> <p>« L'archipel du CV dépend de l'océan pour sa survie. »</p> <p>Eux :</p> <p>« On a besoin de mieux connaître le milieu marin pour le protéger. » (FMB)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - biodiversité marine (coraux, poissons, tortues) - côte - plongée récréative 	<ul style="list-style-type: none"> - AMP - pêcheurs - ONGs - biodiversité marine 	<ul style="list-style-type: none"> - surpêche - pollution - construction - tourisme de masse 	<ul style="list-style-type: none"> - si mal géré : conflits entre utilisateurs.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

... un acteur discret et peu revendicateur.

Cet acteur a une empreinte sociale très faible, et surtout, se tient loin de toute situation potentiellement conflictuelle ou même, politique. Son empreinte territoriale est un peu plus présente, dû à un attachement au milieu et la présence d'éléments de préservation potentiels

(connaissance de la biologie marine, un atout recherché, mais employé à des fins strictement scientifiques dans ce cas).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation - fiscalisation (institutions) - participation comm. (pê.) - océan peu pollué, bioS. 	<ul style="list-style-type: none"> - biologie marine - quelques projets passés et présents (peu) 	<ul style="list-style-type: none"> - fait son travail - sensibilise pêcheur à importance de participer.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (Maienses) - académique & professionnel (biologie marine) 	

Cet acteur n'a pas des pratiques allant véritablement dans le sens de ses préférences (océan riche et sain) et savoirs (les stocks de poissons déclinent, dû à la surpêche, et la côte + tout l'écosystème sont fragilisés par les constructions et tourisme de masse). Il fait son travail, mais ne semble pas en faire davantage pour défendre ses valeurs et connaissances. C'est un acteur relativement passif, peu enclin à donner des opinions sur les projets et programmes / organisations.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

*Il faut concevoir un plan d'action
impliquant les pêcheurs et riverains :
les sensibiliser et les faire participer
à la gestion des pêches et du territoire maritime.*

TERRITOIRE	GROUPE	CONCERTATION	CONSERVATION
------------	--------	--------------	--------------

Critique - IMP devrait surveiller : insuffisant . Devrait travailler de pair avec DGP/A/IMP. - pêcheurs doivent être impliqués.	Projetée co-planification et co-gestion pêcheurs-gvt.	Critique - aucune critique envers INDP.	Projetée - (aucun)	Critique - le manque d'implication de la communauté l'empêche d'être à même de protéger le milieu.	Projetée - il faut impliquer tous les pêcheurs + riverains ds gestion.	Critique - voudrait + initiatives comme Cruzinha : protection de l'écosystème via 1 sps emblème	Projetée - que tous soient sensibilisés et impliqués ds projets.
--	---	---	------------------------------	--	--	---	--

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- engager la co-gestion et une meilleure collaboration entre institutions gouvernementales (DGA-DGP/IMP); 2- limiter pollution, constructions et tourisme de masse.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = survie de l'archipel	- lui : n'est pas actif actuellement. - désire co-gestion pêcheurs-gvt. - pas autrement impliqué ds gvnce	- apprécie valeur pr survie (pêche).	- En 1 ^{er} : Cap-Vert. Que toute population ait son mot à dire mais surtout pêcheurs.	- pour l'ensemble des Cap-Verdiens - générations actuelles et futures (non dit mais s'inquiète).

Selon cet acteur, l'intérêt général correspond à l'intérêt du Cap-Vert. La préservation du milieu est essentielle à la survie de la communauté, mais le bien-être et l'accomplissement

ne sont pas mentionnés dans son discours. La gouvernance doit être participative et ouverte à tous, dans l'intérêt de tous : acteurs présents et absents.

Zoom sur Ponta Preta

Connaît le nom du projet mais pas suffisamment pour porter jugement.

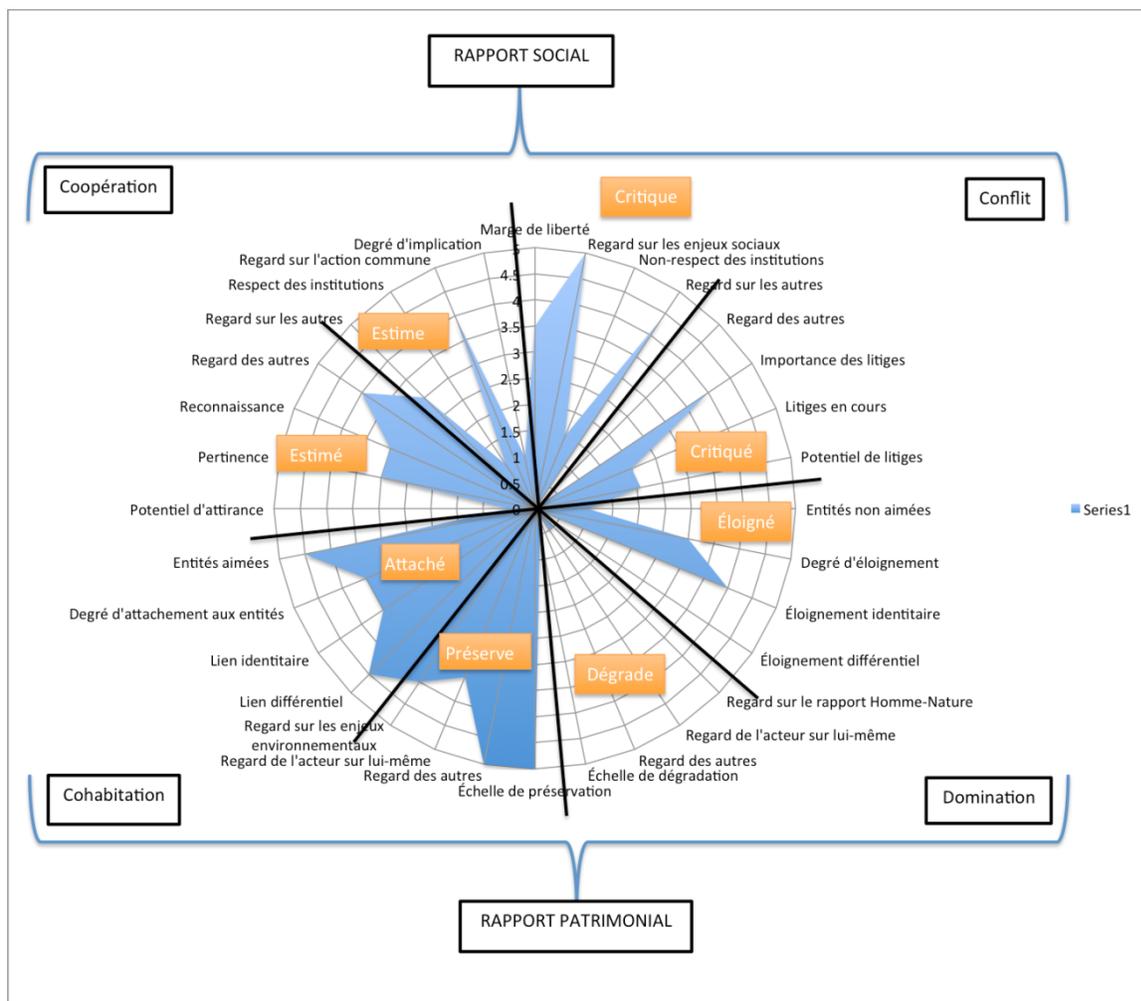
En ce qui a trait à la préservation, elle la juge essentielle : l'archipel du Cap-Vert dépend de l'océan pour sa survie! Chaque élément (acteur ou groupe d'acteurs) est essentiel pour la préservation. Il faut inclure toute la population (surtout les riverains et pêcheurs) aux projets de conservation.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur périphérique sans grande volonté de changement

- Acteur qui connaît les espèces marines et probablement l'écologie marine.
- Non passionné ni très vif ou audacieux.
- A cité quelques éléments intéressants, pour la plupart cités par plusieurs autres acteurs.

**ACTEUR 19 - MONDE DE LA PÊCHE ARTISANALE (VILA DO MAIO, PORTO INGLÈS)
PÊCHEUR ARTISANAL**



Empreintes territoriales : Acteur 19

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE :

Rapport social			
<p>Cet acteur parle peu des autres et de leur projet, et lorsqu'il le fait, c'est pour les critiquer (pêcheurs artisanaux en compétition pour les sites de pêche; bateaux illégaux de Praia rafflent tout; IMP inutile; association inefficace). Il connaît les grandes lignes de la loi en ce qui concerne ses activités et les pratiques illégales, ne juge pas les lois et programmes. Il souhaite la concertation, surtout des pêcheurs. Enfin, il va à la rencontre de l'association des pêcheurs une fois par année, donc se tient relativement loin des autres acteurs (sauf pêcheurs traditionnels comme lui).</p> <p>Cet acteur ne possède pas d'atout notoire, excepté le respect des autres (emprise humaine), car en tant que pêcheur artisanal, il est considéré par presque toute la communauté et les gestionnaires, comme un des acteurs les plus représentatifs de l'île et des moins nocifs pour l'environnement. Personnellement cependant, il n'est pas connu.</p> <p>Cet acteur profère des critiques négatives ciblées sur des groupes d'acteurs (IMP, association), sans être nécessairement virulent; regrette la mauvaise application des lois et s'en prend un peu à ceux qui devraient les faire respecter; il est personnellement touché par certaines activités d'acteurs antagonistes (ex : pêcheurs illégaux) mais ne s'implique pas pour faire changer les choses. Enfin, il exprime son désaccord mais ne le manifeste pas nécessairement très clairement lors de rencontres de groupe (ex : association).</p> <p>Cet acteur est impliqué dans un conflit qui touche tant à l'usage qu'aux valeurs morale : le conflit opposant la pêche traditionnelle à la pêche industrielle ou semi-industrielle; la pêche locale à la pêche étrangère (et de Praia) - un conflit amplement évoqué mais qui ne cristallise pas la population locale puisque tout le monde semble véritablement contre la pêche étrangère et illégale!</p>		<p>Lui :</p> <p>« La pêche traditionnelle (prises) se dégrade d'année en année à cause de la pêche illégale. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs à la ligne portent le patrimoine de l'île en perpétuant cette tradition et en utilisant les barques traditionnelles » (gestionnaires et chercheurs)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - les pêcheurs traditionnels (ligne) sont respectés de l'ensemble de la population + gestionnaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - autres pêcheurs artisanaux maienses 	<ul style="list-style-type: none"> - IMP - association des pêcheurs - Bateaux (chalutiers) illégaux de Praia 	<ul style="list-style-type: none"> - (aucune)

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur s'inquiète fortement de l'avenir de la pêche (et donc du territoire maritime) sur l'île. Il cible certaines causes mais a peu de propositions à faire lui-même. Son groupe est cité pour ses actions de conservation exemplaires (pêche à petite échelle, avec méthodes peu invasives, etc.), et ses actions profiteront effectivement aux générations futures.</p> <p>Il témoigne un attachement pour l'océan et traite de la nourriture comme devant être la première valeur qui lui serait attribuée. Cet élément, quoique commun, est exprimé par cet acteur de manière originale et inspirante. Il parle donc de l'océan et des espèces y vivant comme ayant une valeur existentielle sans toutefois être intarissable à leur sujet. Il souhaite la transmettre aux générations futures mais ne se bat pas pour cela, sans compromettre les systèmes écologiques mais sans non plus être en recherche active de solution.</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature et entrevoit certaines solutions qui seraient toutefois très difficile à appliquer. Il dit pratiquement rien dégrader (effectivement : seulement par un usage quotidien) et n'est jamais cité en lien avec la dégradation de l'environnement.</p> <p>La principale entité non aimée est les gros bateaux de Praia et chalutiers, issus de la société moderne. Ces entités remettent en cause ses intérêts (continuer à pêcher de façon traditionnelle) et sont souvent cités par d'autres acteurs et conduisent à des conflits sans issue avec les opérateurs de ces bateaux.</p>		<p>Lui :</p> <p>« La nourriture, c'est sacré. Ce devrait être la première valeur de l'environnement marin. »</p> <p>« Il faut inclure les pêcheurs dans la conservation en les conviant officiellement et en les éduquant aux bienfaits de celle-ci. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs traditionnels sont les acteurs qui ont le meilleur impact sur le milieu. »</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - ttes espèces pêchées (buzios, etc.) - océan pour ses services alimentaires (subsistance) 	<ul style="list-style-type: none"> - océan (pêche durable) / poissons - aucun acteur ne protège véritablement. 	<ul style="list-style-type: none"> - gros bateaux illégaux - chalutiers 	<ul style="list-style-type: none"> - territoire mal géré / protégé : IMP impuissant, association inefficace, population peu sensibilisée et éduquée.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur clairvoyant et concret.

Cet acteur présente une empreinte fortement marquée par la dimension préserve et attaché, ce qui s'explique par sa profession et les pratiques qu'il a choisies. Il est très critique des bateaux illégaux, moins de l'IMP et de l'association des pêcheurs auxquels il reproche surtout le manque d'efficacité (vs. volonté). Il n'est pas très connu personnellement et se trouve au coeur d'un conflit qui touche toute l'île : la surpêche par les bateaux étrangers, et l'opposition de la pêche traditionnelle au chalutage et autres pratiques plus invasives.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation protection contre bateaux étrangers participation pê. conserv. - océan riche 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces locales - techniques / sites / pratiques de pêche 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche - non associé - participe parfois aux rencontres de l'association.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (Maienses) - pratique et empirique 	

Bien que cet acteur préfère la participation des pêcheurs dans les activités de conservation, et qu'il soit très conscient de la menace représentée par les bateaux étrangers, ses pratiques reflètent peu cela puisqu'il ne s'implique pas dans l'association des pêcheurs ni auprès d'autres groupes oeuvrant pour la protection du milieu / pour la protection du territoire de pêche contre les bateaux étrangers.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

La nourriture, c'est sacré. À Maio elle vient de l'océan : préservons-la.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- IMP devrait faire son travail (surveillance et contrôle).	- que IMP fasse son travail.	- association ne fonctionne pas bien; n'est pas efficace. - compétition entre pê locaux	- meilleure gestion de l'association. - si + de poissons, = - de compétition entre pêcheurs.	- les pêcheurs ne savent pas avantages de participation.	- il faut sensibiliser / éduquer avant de consulter / concerter	- pêcheurs ne savent pas en quoi AMP leur serait profitable	- que pêcheurs soient sensibilisés et impliqués ds AMP.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- que l'océan soit surveillé / protégé contre pêche illégale; 2- que l'association soit bien gérée; 3- que les pêcheurs soient sensibilisés et impliqués dans les projets de conservation marine.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
– océan = nourriture = sacré	– lui : non actif actuellement. – désire participation – s'associerait si asso était efficace	– apprécie valeur pr survie (pêche) = sacré.	– En 1 ^{er} : Maio. Que les pêcheurs locaux aient de quoi pêcher pr en faire profiter tte communauté.	– si = pratiques traditionnelles sans bateaux étrangers, futures générations en profiteront.

Selon cet acteur, l'intérêt général passe par celui des pêcheurs locaux, qui en font bénéficier l'ensemble de la communauté. La préservation du milieu pour la pêche traditionnelle est essentielle à la survie de la communauté (nourriture sacrée) ce qui le rend heureux et accompli. La gouvernance doit inclure les pêcheurs, mais pour cela, il faut d'abord les éduquer.

Zoom sur Ponta Preta

Il faut créer des AMP pour empêcher les bateaux étrangers de prendre « nos » poissons.

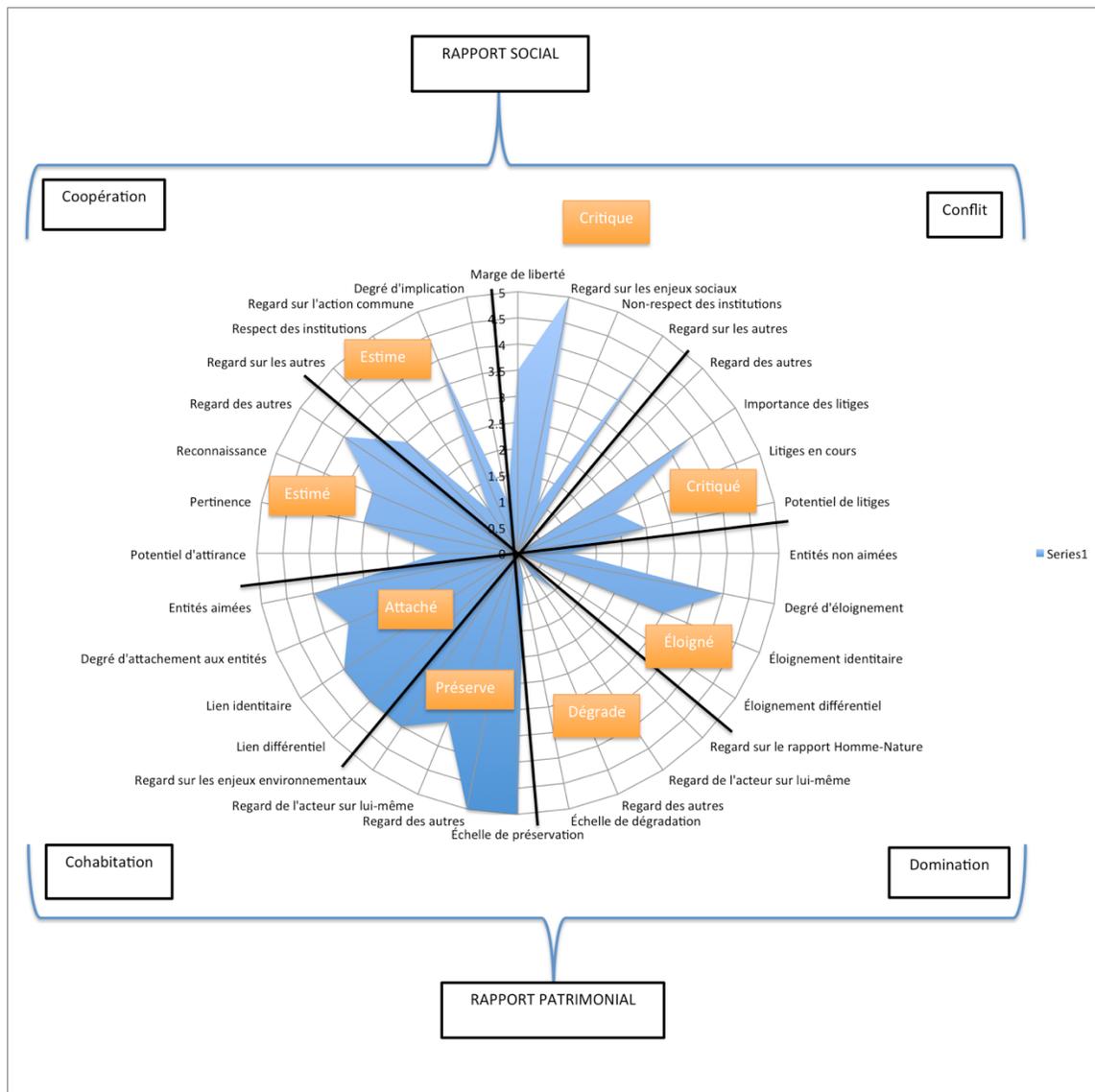
Cet acteur juge que la préservation du milieu est essentielle, car autrement les stocks de poissons continueront de décliner et les pêcheurs locaux seront de plus en plus en compétition. À terme, plusieurs perdront leur emploi et il n'y aura plus de poisson à pêcher, par quiconque.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale :

Un acteur directement concerné.

- Acteur qui connaît bien son métier
- Moyennement critique (identifie problèmes mais pas toutes les causes sous-jacente - éducation faible).
- Pêcheur énergique non associé, qui pourrait sûrement davantage participer.

ACTEUR 20 - MONDE DE LA PÊCHE ARTISANALE (VILA DO MAIO, PORTO INGLÈS)
PÊCHEUR ARTISANAL



Empreintes territoriales : Acteur 20

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur parle positivement de certains projets (association, AMP) tout en critiquant les responsables de l'association et du ministère qui, dans un cas, détournent les fonds, et dans l'autre ne se montrent jamais à Maio. Il mentionne rarement les lois et programmes, en parle de façon neutre. Il demande que la concertation s'ouvre aux pêcheurs. Enfin, il rencontre peu les autres.</p> <p>Cet acteur connaît la pêche traditionnelle et a deux aides sur son bateau. En tant que pêcheur à la ligne (pas nécessairement comme individu), il répond à plusieurs besoins (alimentation, tradition) de l'ensemble de la communauté, est respecté et apprécié.</p> <p>Cet acteur critique l'IMP, les responsables de l'association et les pêcheurs illégaux (des gros bateaux qui viennent la nuit et rafflent tout) - ce qui le touche personnellement, tout comme le territoire. Il critique la mauvaise application des lois. Il s'affiche en public, mais n'entretient pas de controverse.</p> <p>Cet acteur est impliqué dans un conflit qui a tant trait à l'usage qu'à la valeur morale : la pêche illégale. C'est un problème qui touche l'ensemble du complexe, mais ne cristallise pas puisque tout le monde est contre ces pratiques. Il est apprécié à titre de pêcheur traditionnel.</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'état devrait aider à inclure la communauté (les pêcheurs) dans la gestion du territoire de pêche. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs à la ligne portent le patrimoine de l'île en perpétuant cette tradition et en utilisant les barques traditionnelles. »</p> <p>(représentants du PRAOet INDP)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - les pêcheurs traditionnels (ligne) sont respectés de l'ensemble de la population + gestionnaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - autres pêcheurs artisanaux maienses - gardes côtiers (il en voudrait à Maio). - 2 aides sur bateau. 	<ul style="list-style-type: none"> - IMP - association des pêcheurs - Bateaux (chalutiers) illégaux de Praia - l'État (n'inclut pas population dans gestion) 	<ul style="list-style-type: none"> - (aucune)

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur montre une inquiétude forte pour l'avenir du territoire et de sa communauté, ce pourquoi il souhaite que la pêche illégale arrête. Il préserve volontairement (en employant des techniques de pêche peu invasives) l'ensemble de l'océan, ce qui profitera aux générations futures, et est cité par l'ensemble de la communauté pour cette raison.</p> <p>Cet acteur témoigne de l'amour envers les poissons et leur attribue une valeur existentielle. Il souhaite transmettre cela sans compromettre ses relations avec les autres, et sans compromettre l'environnement.</p> <p>Il donne une valeur existentielle à la nature mais envisage des solutions (comme éradiquer la pêche illégale) et ne dégrade en effet que par son utilisation quotidienne des ressources (ce qui est conforme à sa perception et celle des autres).</p> <p>Enfin, cet acteur identifie des défauts du territoire issus de la société moderne (bateaux illégaux) cités par de nombreux autres acteurs, et il en parle car ils freinent et menacent ses activités.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Dans le futur, les gros bateaux auront tout pris et il ne restera plus rien pour les locaux. »</p> <p>« Une AMP devrait inculquer le respect des gens envers notre océan-garde-manger. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs sont les premiers touchés et devraient être les plus impliqués dans le projet de Ponta Preta. » (PRAO-CV)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> – ttes espèces pêchées (buzios, etc.) – océan pour ses services alimentaires (subsistance) 	<ul style="list-style-type: none"> – océan (pêche durable) / poissons 	<ul style="list-style-type: none"> – gros bateaux illégaux 	<ul style="list-style-type: none"> – territoire mal géré / protégé : IMP impuissant, association inefficace

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur déçu, individualiste par dépit.

Cet acteur est relativement estimé en sa qualité de pêcheur traditionnel, et est considéré comme participant à la préservation du milieu grâce à cette activité. Il critique un grand enjeu social (la compétition entre les bateaux illégaux et les pêcheurs locaux pour la ressource) ainsi que la corruption (de l'association des pêcheurs et de l'organe supposément responsable de la fiscalisation en mer), problèmes respectivement liés au déclin des stocks de poissons et

à la mauvaise gouvernance du pays, d'autant plus nocive sur cette petite île un peu laissée à elle-même. Il respecte ses semblables et est attaché au milieu pour sa valeur de survivance et existentielle.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation - protection contre bateaux illégaux - participation communauté - pêche locale - légalité 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces locales - techniques / sites / pratiques de pêche 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche - non associé - 2 aides sur bateau
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (Maienses) - pratique et empirique - académique (école) 	

Bien que cet acteur préfère la participation de la communauté à la conservation, et qu'il soit très conscient et pessimiste face à la menace représentée par les bateaux illégaux, ses pratiques reflètent peu cela puisqu'il ne s'implique pas dans l'association des pêcheurs ni auprès d'autres groupes oeuvrant pour la protection du milieu / pour la protection du territoire de pêche contre les bateaux étrangers. Il semble avoir une analyse relativement fine des enjeux qui le touchent directement (pêche illégale, association et surveillance par l'IMP) mais son savoir de la gouvernance ne s'étend pas bien plus loin. Il voudrait que toute la communauté soit éduquée et sensibilisée à l'environnement marin, sans que cela ne se reflète dans ses pratiques.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

L'océan doit servir à prime abord à la pêche locale.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- IMP devrait faire son travail (surveillance et contrôle).	- que IMP fasse son travail.	- association est corrompue - pas de poissons pour pêche locaux	- que l'asso soit « nettoyée » - faire cesser pêche illégale.	- communauté mal éduquée ne peut bien préserver.	- il faut éduquer pour préserver.	- devrait servir à sensibiliser au milieu	- que population comprenne importance de protéger.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- que l'océan soit protégé contre pêche illégale; 2- que l'association et l'IMP soient moins corrompus; 3- que la population soit sensibilisée et impliquée dans les projets de conservation marine.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = nourriture et emploi (survie + tt ... accomplissement)	- lui : non actif. - désire participation de communauté - s'associerait si asso était fiable et - chère.	- apprécie valeur pr survie (pêche) et emploi.	- En 1 ^{er} : Maio. Tte communauté.	- si = seulement pratiques traditionnelles légales, futures générations en profiteront.

Selon cet acteur, l'intérêt général est véritablement celui des Maienses (pêcheurs et reste de la société civile). La préservation du milieu pour la pêche traditionnelle est essentielle à la survie de la communauté et à son emploi par lequel il s'accomplit. La gouvernance de la conservation marine doit inclure la communauté.

Zoom sur Ponta Preta

Il faut faire stopper la pêche illégale et créer des AMP.

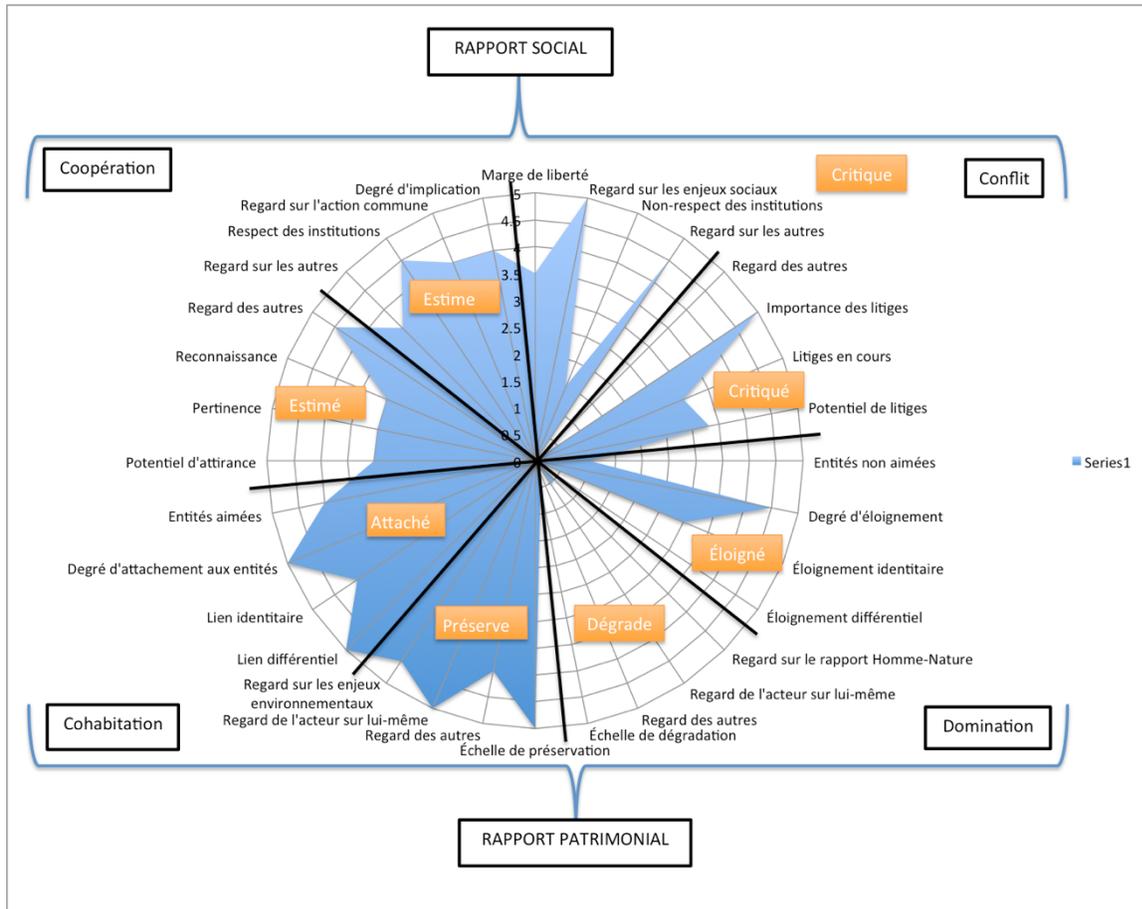
Cet acteur connaît le projet de Ponta Preta, mais considère qu'il ne fonctionne pas. Ainsi, des gestionnaires sont venus en parler (le présenter) à Maio, mais depuis, personne ne se montre en lien avec le projet. Il faudrait de la sécurité (des gardes) en mer pour faire respecter les lois et faire s'éloigner les pêcheurs illégaux. L'état et la Camara municipal devraient informer la communauté et permettre aux pêcheurs de participer à ce projet. Des gens devraient également éduquer et sensibiliser à la sécurité en mer. De manière globale, les AMP, c'est bien; elles devraient servir à inculquer le respect du milieu et transmettre le message que si les pêcheurs ne sont pas respectueux, il n'y aura plus de poissons dans le futur.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur critique et ouvert à donner son opinion sur des sujets précis et concrets.

- Acteur qui connaît bien son métier.
- Assez critique (identifie problèmes et plusieurs causes).
- Volonté de s'associer et s'impliquer si l'association et la surveillance (IMP) étaient moins corrompus et renforcés par la présence de gardes côtiers.

ACTEUR 21 - DEUX PÊCHEURS DE BARREIRO



Empreintes territoriales : Acteur 21

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie certains projets et certains acteurs (généralement non liés aux mêmes projets) en plus de ses partenaires, mais en critique d'autres. Il apprécie les lois bien qu'il en souhaiterait davantage, et participe même aux patrouilles pour protéger directement les tortues du braconnage. Il souhaite la concertation des pêcheurs en lien avec l'océan mais n'élargit pas cette considération. Enfin, il participe aux réunions territoriales liées à la pêche. Il connaît les espèces pêchées, techniques de pêche et habitudes locales, possède son bateau et collabore avec les autres pêcheurs de Barreiro. La pêche locale est demandée par la majorité des acteurs sans citer ces acteurs précisément mais en appréciant le groupe dont ils font partie.</p> <p>Il critique les pêcheurs étrangers et chalutiers, ainsi que les plongeurs-pêcheurs qui nuisent à sa propre pêche et subsistance, et identifie précisément certains acteurs. Il regrette la mauvaise application des lois et considère plusieurs institutions comme responsables. Il dit ce qu'il pense et peut créer la controverse de manière sporadique. Il est impliqué dans des conflits qui touchent à la fois aux usages (compétition pour la ressource de poissons) et aux valeurs morales (pêche bénéficiant localement et durablement). Ce conflit entre pêcheurs au harpon et à la ligne cristallise le système, alors que celui qui oppose les pêcheurs locaux aux pêcheurs de Praia, unit les premiers contre les seconds. Cet acteur et son groupe sont bien vus.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Entre nous (pêcheurs de Barreiro), on s'entend bien et on collabore. On partage la cabane des pêcheurs. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il y a eu d'importants conflits (bataille) entre un garde de Barreiro et des braconniers, que l'on soupçonne d'être des pêcheurs de la même ville. » (FMB)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la population (admirés et appréciés). - protègent tortues - collabo gr. 	<ul style="list-style-type: none"> - autres pê de Barreiro - pêcheurs de Brava (rebelles vs. chalutiers) - patrouilleurs et protecteurs vs. tortues - police maritime (IMP) - crédits de l'UE pr matos 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs étrangers - PRAO (parlent sans agir) - plongeurs (prennent même dans les filets - injuste) - IMP (menacé/corrompu/acheté) 	<ul style="list-style-type: none"> - avec pêcheurs étrangers - pêcheurs qui ne respectent pas la loi - (périodes de ponte, taille minimale, etc)

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur s'inquiète fortement des problèmes environnementaux du territoire et propose la sanctuarisation ainsi que d'autres solutions pour y parvenir (pêche plus durable, campagnes de sensibilisation, etc.). Il préserve par son type de pêche et par les patrouilles aux tortues; est cité pour ces deux activités qui préservent pour le bien commun et les générations futures avec peu de moyens. Il témoigne de l'amour envers des entités souvent citées par les autres; leur attribue une valeur existentielle et prend des risques (pour protéger les tortues notamment). Il veut les transmettre aux générations futures mais n'organise pas lui-même d'actions communes pour le faire. Enfin, il cherche des solutions équilibrées pour préserver la nature, un système complexe.</p> <p>Il donne à la nature une valeur existentielle mais pense qu'il existe des solutions et n'est pas fataliste (l'océan est encore très riche). Il dit dégrader moins que les autres, n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et en a effectivement très peu. Tous les défauts identifiés sont issus de la société moderne (chaluts, bouteilles / harpons, bateaux industriels, manque de moyens financiers et de contrôle, manque de matériel), qui remettent en cause ses intérêts, et éventuellement sa survie. Des ruptures entre groupe (entre pêcheurs locaux - à la ligne ou au harpon) sont alors évoquées.</p>		<p>Lui :</p> <p>« La vente à prix 4 fois plus élevé à Praia et les eaux maienses riches en biodiversité sont des incitatifs à pêcher toujours plus pour les bateaux étrangers, et donc à amenuiser les stocks de l'île essentiels sans qu'ils servent à notre survie! »</p> <p>« Il faut absolument protéger : ça peut même permettre de faire du profit comme au Sénégal, qui vend des melans provenant d'AMPs locales. »</p> <p>« C'est aux pêcheurs de protéger. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs de Barreiro sont une très bonne équipe pour les patrouilles et la protection des tortues. » (employés du FMB)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - tourisme (comm. balné.) 	<ul style="list-style-type: none"> - poissons - tortues 	<ul style="list-style-type: none"> - bat. étrangers - chalutiers 	<ul style="list-style-type: none"> - gros bateaux de Praia - surpêche

<ul style="list-style-type: none"> - pêche locale traditionnelle - protection marine - eau riche, belle, de qualité : (pêche/ tourisme/plongée) 	<ul style="list-style-type: none"> - langoustes - + contrôle - empêcher O2 - campagnes 	<ul style="list-style-type: none"> - fiscalisation- - inéquités soc. (ex : Calheta) - proxim.contrôle- 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche de juvéniles - manque \$ (matos) - manque personnel (protéger)
--	--	---	--

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Des pêcheurs préoccupés de la durabilité de la ressource et de leur mode de vie.

L'empreinte de cet acteur montre un côté estime / préserve et attaché très présent. Il est également estimé comme groupe, mais moins comme individu. Il critique les enjeux sociaux et certains acteurs vivement, mais considère que le problème des institutions est leur manque de moyens (financiers et humains) les empêchant de bien faire respecter les lois. À titre de pêcheur traditionnel local, il est au coeur des litiges avec les deux grands groupes ciblés comme nuisant au territoire : les pêcheurs étrangers et les plongeurs. Il est éloigné des éléments modernes de la société qui nuisent au territoire et lui-même, ne dégrade pratiquement pas.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - - pêcher à la ligne et sans concurrence déloyale - - protéger le territoire et les espèces traditionnelles - - tourisme balnéaire, profits 	<ul style="list-style-type: none"> - - espèces pêchées - - techniques locales <p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - - vernaculaire - - empirique (pêche) 	<ul style="list-style-type: none"> - - pêche à la ligne, 2 aides - - participe (réunion et formations du PRAO) - - patrouilles tortues

Ses préférences, savoirs et pratiques sont compatibles mais ses préférences (ex : poursuite de la pêche traditionnelle et augmentation du tourisme balnéaire) devraient être minutieusement articulées si elles étaient mises en pratique.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Les pêcheurs doivent être intégrés aux activités de conservation.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- bateaux illégaux (de Praia) - pêche au harpon	- pêche locale à ligne - augm. poissons	plongeurs (mê filets) - manque moyens \$ et hum.	- plus de police mar - sanction : rempl. O2	- manque inclusion des pê ds actions concrètes	- plus d'actions concrètes	nécessaire et AMP en + grand nombre	- réaliser PP - pr Barreiro aussi

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- pêche à la ligne, locale et durable; 2- tourisme pour économie; 3- conservation pour pêche et profits (vente de juvéniles « melans »).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan : mode vie - travail - développement (tourisme/ plongée)	- participation des pêcheurs à la conservation.	- océan et poissons = survie et dév.	- En 1 ^{er} : Maienses (ne parle pas des autres acteurs)	- considère les enfants et (-) les générations futures.

Cet acteur fait une analyse grandement ancrée dans le présent dont il se soucie beaucoup, pour lui, ses proches et sa communauté (non exprimé directement mais évident dans son discours). L'océan le fait vivre et est la principale source d'amélioration de qualité de vie envisagée. Sa réflexion est pêche/Maio-centrée.

Zoom sur Ponta Preta

C'est un projet qui profitera aux pêcheurs de Vila do Porto Inglês; il en faut davantage.

C'est un très bon projet, bien situé (site de reproduction des poissons) mais qui pourrait bénéficier d'une mobilité pour suivre les espèces et leurs stades de développement vulnérables. Il faudrait qu'il démarre dès demain : il y aura plus de poissons dans l'océan dès sa création. L'expérience du groupe (dont Culela) parti au Sénégal visiter des AMPs devrait servir à la mise en oeuvre de ce projet. Cela permettra de repousser les bateaux (de Praia surtout) qui pêchent dans la zone actuellement, puisque les gens de l'extérieur ne savent pas que c'est une AMP alors que les pêcheurs locaux la respectent déjà.

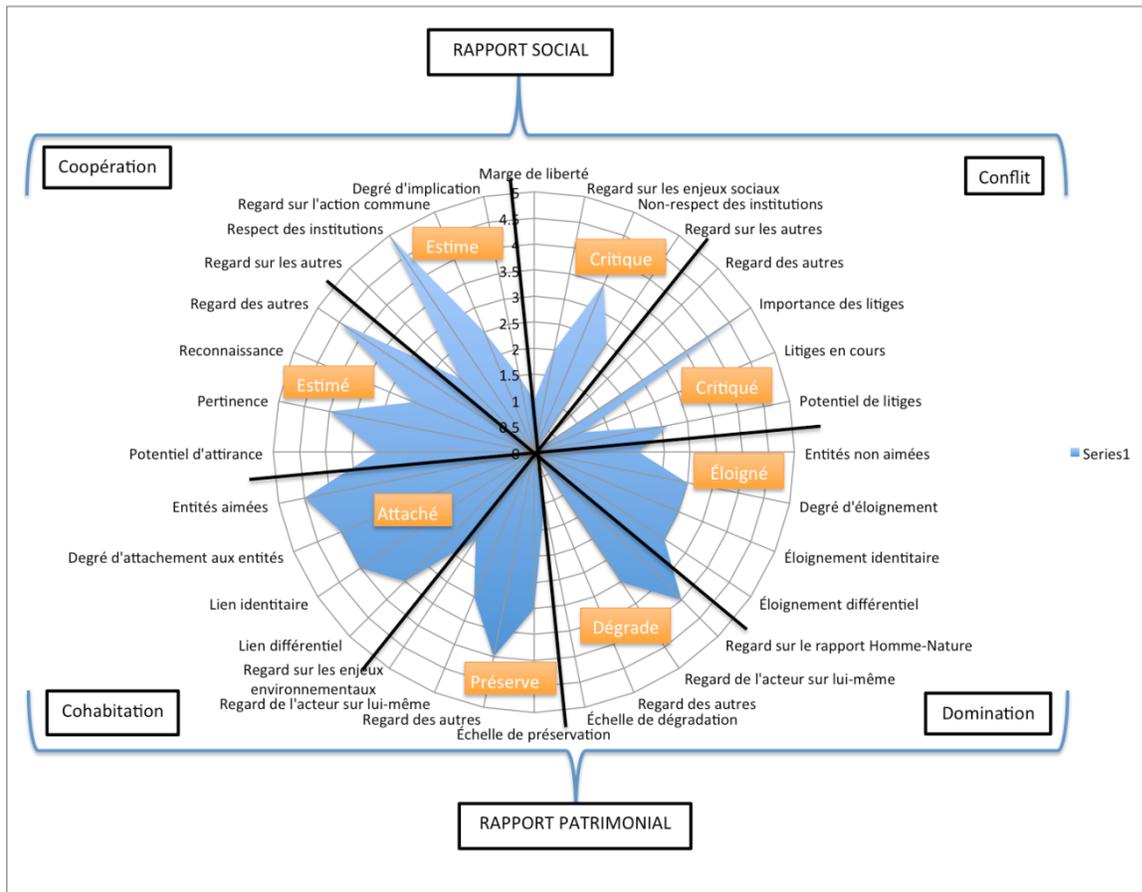
Enfin, il faudrait créer davantage d'AMP à Maio car Ponta Preta ne bénéficiera directement qu'aux pêcheurs de Vila (ceux de Barreiro n'allant pas sur ce site). Toutefois, l'ensemble de la communauté profitera d'une meilleure abondance de poissons et d'un tel outil d'ouverture des esprits. Pour favoriser la création de davantage d'AMP, il faut changer les mentalités, faire des campagnes dans la communauté pour la sensibiliser aux enjeux de la conservation marine.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Des acteurs actifs dont tout l'univers est centré sur la pêche.

- Connaissent les sites de pêche, méthodes et poissons autour de l'île
- Unis aux autres pêcheurs de Barreiro
- Pro-conservation et pro-implication des pêcheurs (patrouillent déjà pour tortues).
- Pro-fiscalisation (renforcement des capacités financières et humaines)
- Critiques face au PRAO et autres projets de consultation sans résultat
- Conscient du besoin de mobilisation de la communauté (campagnes, etc.).

ACTEUR 22 - MONDE DE LA POLITIQUE NATIONALE (PRAIA, SANTIAGO)
DÉPUTÉ



Empreintes territoriales : Acteur 22

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur parle peu des projets des autres et de ces derniers. Il apprécie beaucoup le MPD et la SDTIBM, et parle très positivement de cette dernière, mais autrement, ne parle pratiquement pas d'initiative locale (considère qu'il n'y en a pas). Il participe aux grands programmes en sa fonction de député. Il souhaite une concertation coordonnée par la SDTIBM et rencontre surtout les autres pour présenter ses propres idées. Il connaît mieux que quiconque l'histoire et la culture Maiense (incluant le monde sous-marin) et a une bonne emprise humaine (sagesse et notoriété) en plus d'avoir pour partenaires la SDTIBM, la CMM et son parti - MPD. Il sert l'île de Maio à titre de député, ce qui est unique. Ses atouts (savoirs et influence, engagement politique) sont cités par plusieurs acteurs, mais son nom n'est mentionné que par une personne. Ceux qui le connaissent l'apprécient.</p> <p>Il critique légèrement le PAICV pour ses politiques trop centralisatrices et son manque d'actions à Maio. Il s'affiche contre ce grand problème et souhaite changer (libéraliser, développer) le système. Il relie les acteurs antagonistes (PAICV, INDP, DGA) aux problèmes territoriaux (aucun développement à Maio). Enfin, il exprime très peu son opposition (homme politique).</p> <p>Le conflit régionalisation vs. centralisation des pouvoirs et économie de marché vs. répartition plus socialiste de la richesse (publique) en est un de valeur morale; l'opposition MPD-PAICV cristallise la communauté (2 groupes de vendeuses de poissons), mais lui-même est bien perçu de ceux qui le connaissent.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Pendant les années du MPD (1991-2001), Maio s'est énormément développée (électricité, téléphone, port, etc.) et l'île stagne depuis l'élection du PAICV. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il est un personnage connu de Maio. » (CMM)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - membres de la Camara Municipal de Maio. - autres partisans du MPD. 	<ul style="list-style-type: none"> - SDTIBM - autres membres du MPD. - communauté maiense (-) 	<ul style="list-style-type: none"> - DGA, IMP (organismes nationaux) - PAICV (centralisation) 	<ul style="list-style-type: none"> - (aucun connu)

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur évoque une conservation pour le tourisme (vision utilitariste) et il vise une limitation des dégradations et impacts (comme dans le cas de l'exploitation pétrolière). Il n'est jamais cité pour la conservation du territoire, mais l'est toutefois fortement, pour la conservation du patrimoine culturel (histoire, musique) et semble surtout le faire pour les générations actuelles.</p> <p>Il témoigne de la passion pour la musique cap-verdienne et maiense (mornas) en plus d'être passionné d'épaves. Il considère ces entités comme étant essentielles à la culture maiense mais ne prend pas de risques en ce sens toutefois. Il souhaite que cela soit transmis aux générations futures mais reste politiquement correct (ne prend aucun risque visible). Les systèmes écologiques lui semblent importants pour le tourisme et la survie des Maienses, donc il souhaite les préserver (mais plus pour la beauté de la mer, pouvant être considérée comme une entité).</p> <p>Il donne une valeur d'usage à la nature (océan) et considère que Maio ne fait pas face à d'importants ou nombreux problèmes environnementaux. Il considère qu'il dégrade autant que les autres (donc peu) et qu'il suffit de limiter les impacts d'activités plus invasives pour le milieu (comme l'exploitation pétrolière). Il n'est jamais cité pour ses actions de dégradation de l'environnement et effectivement, dégrade peu (comme tous - mais probablement un peu plus qu'un Maiense).</p> <p>La principale entité mal aimée est la stagnation économique, la pauvreté (non dit ainsi, mais le manque de développement) et la centralisation des pouvoirs. Il considère que cela freine ses activités et celles de ses alliés (développement touristique). Cela divise d'ailleurs la population en 2 groupes (pro MPD vs. pro PAICV). Ces défauts, ajoutés au manque d'éducation et de culture locale (écoles assez avancées et stimulantes) ont d'ailleurs fait en sorte que l'acteur a quitté l'île à l'âge de 10 ans.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les AMP devraient servir d'incitatif au tourisme, montrer l'importance de préserver les systèmes marins fragiles. »</p> <p>Eux : « Lui, il connaît bien la culture et l'histoire de Maio. » (CMM)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - Mer : beauté - mornas (chansons) - pétrole - développement touristique - sel (salines) - sable (à exploiter) 	<p>histoire, culture maienses.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - PAICV et stagnation 	<ul style="list-style-type: none"> - pas de pétrole - pas d'aéroport faisant lien international, port en bon état, etc.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Il faut développer Maio (tourisme) : un océan sain et des infrastructures sont essentiels.

Cet acteur est peu mentionné autrement que par son neveu qui l'admire énormément (Camara Municipal) tant pour ses talents musicaux que son implication politique et sa culture relative au Cap-Vert, à Maio et à leur histoire. Il critique le manque de projet pour l'île, de développement économique et donc le manque de participation de la communauté qui n'a aucun incitatif pour le faire. Il souhaiterait davantage d'organismes locaux oeuvrant pour le développement de l'île et la protection de son joyaux marin. Il semble neutre vis-à-vis des Maienses (communauté) mais est très attaché au passé (épaves, histoire, patrimoine culturel - mornas et musique). Il aime l'océan pour sa beauté, son potentiel d'attraction touristique et son importance pour la survie des Maienses.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - développement économique - tourisme - régionalisation 	<ul style="list-style-type: none"> - politique actuelle et passée - économique - histoire du pays et de Maio - culture (& musique) 	<ul style="list-style-type: none"> - défend politiques de régionalisation - défend tourisme et développement.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique - pratique + professionnel (musique, politique) 	

Cet acteur considère que les communautés locales doivent se prendre en main et qu'elles en auront l'incitatif lorsque le pouvoir leur sera davantage partagé. Il préfère une participation de la communauté, pour le développement touristique notamment et il défend ces opinions dans les débats politiques. Il paraît très cohérent dans ses préférences, savoirs et pratiques et présente une vision anthropo-centrée de l'environnement et néo-libérale de la société. Il considère qu'il n'y a pas de conflit ou problème à l'heure actuelle dans l'environnement marin (pas de conflit entre les navires pour le territoire et la ressource) et donc ne travaille pas à résoudre cela.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

L'océan doit servir au tourisme et être profitable.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - PAICV ne fait rien pour Maio qui manque de développement + \$.	Projetée - que MPD soit au pouvoir pour faire fleurir l'\$ de Maio.	Critique - PAICV ne fait rien à Maio. - Maienses ne sont pas cultivés (histoire, etc.)	Projetée - que MPD soit au pouvoir - que Maienses se prennent en main.	Critique Communauté mal éduquée ne peut bien participer aux projets.	Projetée - il faut éduquer. - il faut donner les moyens financiers à Maio (port, etc.)	Critique - devrait servir au tourisme+ sensibiliser	Projetée - que pop soit vraiment prenante (pas comme à BV/Sal).

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- que l'île soit développée pour tourisme (aéroport, port, routes, hôtels, etc.); 2- que la population ait les moyens (financiers et éducatifs) de participer aux projets; 3- que la protection de l'océan attire les touristes.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = nourriture et culture + économie (tourisme).	- lui : impliqué au niveau national; pas local. - désire participation de communauté - souhaite MPD au pouvoir (groupe fort+régionalisation)	- apprécie valeur pr survie (pêche) et emploi + culture. - La mer est une source d'inspiration (chansons, etc.)	- En 1 ^{er} : Maio. Tte communauté.	- considère que développement = création de richesse = profit pour tous (présent et futur). - Ne voit pas de surexploitation ou conflits pour ressource marine actuellement.

Selon cet acteur, l'intérêt général est véritablement celui des Maienses (toute la communauté formant un tout). La préservation du milieu pour le tourisme est essentielle au

développement; les fonctions de stocks de pêche + inspiration culturelle n'étant pas menacées. La gouvernance de l'île doit inclure la communauté. L'océan a besoin d'organismes locaux de protection + contrôle (IMP et DGA inutiles à Maio).

Zoom sur Ponta Preta

Il faut que ça serve au tourisme.

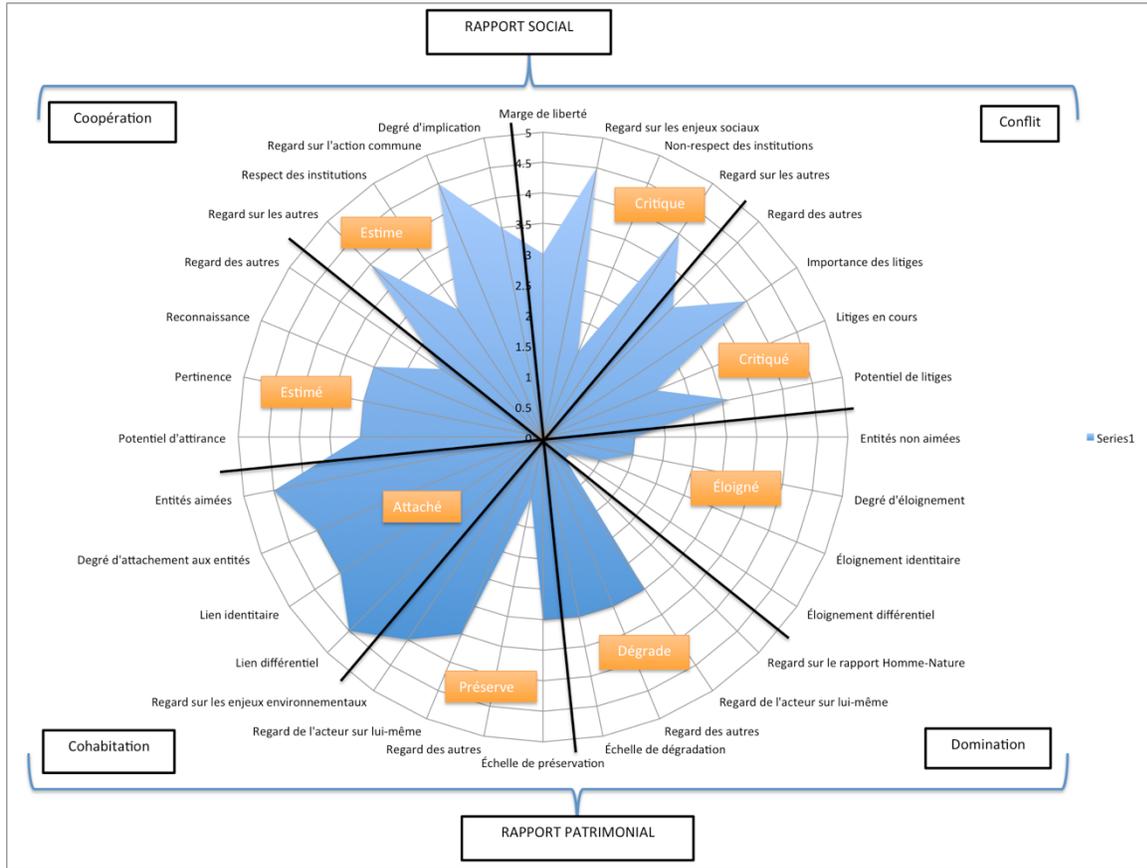
Cet acteur ne connaît pas spécifiquement le projet de Ponta Preta, mais considère que toute conservation est bonne. Pour lui, conservation et développement sont compatibles et peuvent profiter l'un à l'autre : préserver la beauté de l'océan incite au tourisme, et donner plus de moyens à Maio permet d'y installer davantage d'institutions, qui notamment permettront de protéger le milieu marin. Il n'y a rien de cela pour l'instant à Maio, mais il n'y a pas non plus de grande menace (pêche va bien et milieu préservé par tradition et population faible). La protection serait un enjeu éventuel si on développait davantage l'île.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur très éduqué et cultivé, qui voit beaucoup de potentiel en Maio.

- Acteur qui connaît bien la politique et la culture maiense
- A une vision développementaliste et optimiste (ne voit pas de problèmes actuels).
- Volonté de participer à l'émancipation de Maio si cela va dans le sens qu'il vise (MPD).

ACTEUR 23 - MONDE DE LA POLITIQUE MUNICIPALE (VILA DO MAIO, PORTO INGLÈS)



Empreintes territoriales : Acteur 23

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie certains acteurs qui ne sont pas ses partenaires proches (ex :FMB) mais se montre plutôt critique envers la plupart des groupes (DGA, DGP, IMP). Il parle de certaines lois (ex : restrictions de pêche et contre l'extraction de sable), mais regrette qu'il n'y en ait pas plus (ex : vs. buzios) et qu'elles ne soient pas respectées (l'IMP ne faisant pas le contrôle nécessaire). Il souhaite une concertation ouverte, mais ne parle que des acteurs plus visibles et forts (gestionnaires, pêcheurs - peu des femmes, enfants, etc.). Organise (via CMM) et participe à des concertations territoriales - tant pour avertir des enjeux que pour donner conseils sur comment améliorer la situation.</p> <p>Il possède des connaissances assez étendues sur les enjeux liés au territoire, certains partenaires (FMB) et des moyens financiers (via CMM). Ces atouts répondent à plusieurs besoins cités par les acteurs. Son nom n'est cependant jamais mentionné. Enfin, il est apprécié par ses partenaires (CMM).</p> <p>Cet acteur critique, parfois virulemment, des opposants (presque ennemis) dont les projets nuisent aux siens propres. Il regrette la mauvaise application de la loi et considère que les institutions (l'IMP) en sont grandement responsables. Il s'implique dans les problématiques territoriales, dit ce qu'il pense mais relativement passivement (compromis).</p> <p>Puisqu'il considère que développement touristique modéré et conservation sont compatibles et essentiels, il ne se trouve pas dans des situations très conflictuelles. Toutefois, ses valeurs morales (préservation du patrimoine naturel et culturel) le rendent critique face à plusieurs projets (ex : hôtel des salines) et décisions (manque de contrôle de l'IMP; l'inaction des DGA-P, etc.).</p> <p>Ses idées font de lui un acteur impliqué dans des problèmes touchant l'ensemble du territoire alors que son poste à la CMM l'implique dans les critiques d'autres acteurs quant à l'inefficacité et aux détournements de fonds de la CMM.</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'IMP ne fait rien même s'il en aurait les moyens. Les DGA et DGP ne protègent pas le milieu marin non plus. »</p> <p>Eux :</p> <p>« La CMM est constituée de proches du maire et ses membres haut placés ne pensent qu'à leur profit personnel. »</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - CMM - du FMB - pacifiste - débat/participe 	<ul style="list-style-type: none"> - FMB - Artistes - pêcheurs locaux - communauté 	<ul style="list-style-type: none"> - professeurs qui ne cultivent pas leurs étudiants - IMP, DGA et DGP - accords de pêche internationaux - construction (extraction de sable) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs - restaurateurs

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur montre une inquiétude forte (perte de belles vues / paysages et écosystèmes utiles, disparus par développements inconséquents (aéroport, salines, etc.)). Il dit agir dans le débat et en limitant l'expansion urbaine sur la côte (gestionnaire). Il se voit comme protecteur mais n'est jamais cité en ce sens (autre que collaboration à certains projets) et le fait tant pour les générations actuelles que futures (problème déjà perceptible).</p> <p>Cet acteur témoigne de l'amour envers des entités communes et individuelles (vs. autres : requins, force de l'océan, senne). Il considère ces entités comme existentielles de sa culture et son île et souhaite les transmettre pacifiquement (statu quo) en restant optimiste. Il cherche une solution équilibrée mais sans conflit - ex : permettant le développement touristique de masse, préservant la nature et la culture (système complexe).</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature mais reste optimiste; il dit dégrader autant que les autres mais cherche à limiter ses impacts et ceux de sa communauté (communique sur l'environnement); il est peu cité, mais la CMM est parfois tenue responsables de décisions nocives pour l'environnement de Maio (laissant faire un développement chaotique de l'île). Sa dégradation (via la CMM) peut donc se qualifier comme ponctuelle mais sur l'ensemble du territoire (de mauvaises décisions, un peu partout).</p> <p>Cet acteur identifie peu de défauts, modernes (telenovellas, réseaux sociaux) ou faisant partie du patrimoine naturel (requins et force de l'océan). Il critique les défauts issus de la société humaine mais n'est pas vindicatif face aux individus qui s'y livrent.</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'océan apporte tout à Maio (eau potable, nourriture - pêche, qualité de vie, etc.)! C'est une richesse (vs. vivre à Praia par ex.). »</p> <p>« Je fais tout pour limiter l'avancement des zones urbaines vers la côte; je limite le développement en zone maritime. »</p> <p>Eux :</p> <p>« La CMM a permis un développement chaotique et moche de l'île. Elle a fait passer ses intérêts devant ceux de la communauté. » (SDTIBM)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la senne - petits bateaux sans moteur (voile) - vieille usine conserves paysages, couchers de soleil de Bixa Roxa, Maio - -ttes plages, espèces de Maio - radios communautaires - océan de Cousteau 	<ul style="list-style-type: none"> - plage (contre développement) - débat (stimule) 	<ul style="list-style-type: none"> - constructions (menacent côte et océan) - sable! - accords internationaux - surexploitation buzio - manque d'intérêt politique - polarisation entre partis - pas de contrôle - pas de sentiment de redevabilité vs. océan 	<ul style="list-style-type: none"> - force et requins de mer (saine crainte) - telenovellas et réseaux sociaux (dépolitisent) - augm. niveau mer - gvt réagit vs. agit

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur soucieux de protéger son milieu de vie (poésie) mais un groupe contesté.

Cet acteur critique davantage le manque de participation politique et le mauvais travail des instances politiques nationales que le manque de respect des lois et institutions. Il est proche du milieu marin mais le respecte et apprécie sa force bien dominante sur l'homme. Il considère que l'impact de l'homme sur l'océan est préoccupant et il souhaite préserver son lien (ainsi que celui de sa communauté) avec l'océan et la nature. Personnellement, il est peu connu des autres acteurs mais la CMM est parfois critiquée virulemment. Il apprécie les acteurs locaux et leurs travaux, mais pas les acteurs nationaux (ministères, directions A/E, IMP, etc.).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - océan préservé - protection contre bateaux illégaux&ind. - participation politique et des institutions - pêche locale 	<ul style="list-style-type: none"> - culture et politique locale - organisation, règlements territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche dans loisirs - mange (adore) le poisson - participe aux débats et cherche à en susciter (territoire)
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (Maiense) - pratique et empirique (pêche, observe) - académique (école) 	

Cet acteur a des préférences, savoirs et pratiques cohérents au sens où il souhaite s'impliquer mais modérément, et il désire que les instances politiques cherchent la participation communautaire, ce qu'il dit faire au sein de la CMM. Ses pratiques n'ont toutefois pas de grand effet sur la mobilisation politique concrète des Maienses et sur l'amélioration de l'environnement de l'île. Son optimisme et son pacifisme en font un acteur peut-être mou qui ne réalise pas (ou n'en parle pas) les problèmes de son institution (corruption de la CMM, intérêts personnels, etc.).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

L'océan appartient à ceux qui y vivent et qui en vivent (autres espèces et hommes).

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- IMP devrait faire son travail (surveiller, contrôler). - DGA-P devraient agir vs. ré-	- que IMP fasse son travail. - que pop. s'intéresse et se mobilise	- CMM n'a que des alliés, dont pop. - pop ne s'implique pas.	- que pop participe aux consultations de CMM	- certains groupes se concertent, mais n'incluent pas tt monde.	- une alliance entre gvt, CMM et pop + ONGs pour territoire.	- devrait protéger (sps et contre pê ext.), sensibiliser au milieu	- que DGA-P réalisent PP et élargissent la zone.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- que l'océan soit protégé contre pêche illégale et les constructions destructrices; 2- que DGA-P et l'IMP soient proactifs; 3- que la population soit sensibilisée et impliquée politiquement (+ conservation marine).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = nourriture et bien-être (survie, sécu, appartenance, accomplissement)	- lui : actif dans la CMM mais souhaiterait pouvoir donner son avis davantage - désire, cherche participation de communauté	- apprécie valeur pr survie (pêche) et bien-être (manger poisson, beauté des paysages).	- En 1 ^{er} : Maio. Tte communauté.	- vision durable intégrée : voudrait que générations et actuelles puissent autant profiter de qlté de vie maiense en harmonie avec nat

Selon cet acteur, l'intérêt général est véritablement celui des Maienses de pair avec la nature. La préservation du milieu pour la pêche et le bien-être est essentielle et mérite de la

défendre car vie à Praia non attirante. La gouvernance de l'ensemble du territoire devrait inclure la communauté, qui devrait être éduquée à participer et aux enjeux politiques.

Zoom sur Ponta Preta

Il faut se réapproprier le milieu marin et se sentir redevable vis-à-vis de celui-ci.

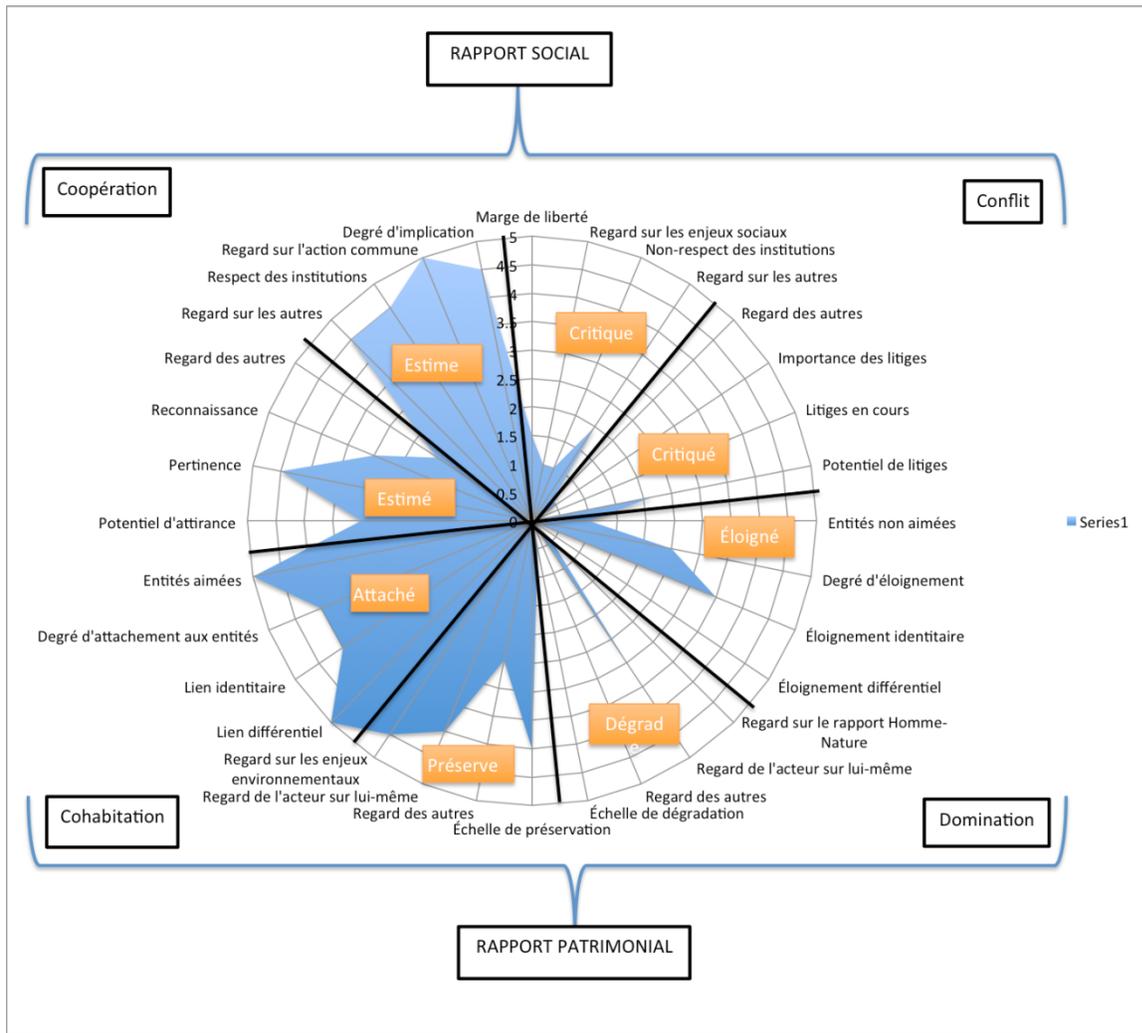
La conservation permet de conscientiser et intéresser au milieu marin, de se le rapprocher. Alors que les ZDTI sont connues de tous et que les gens protègent ces espaces réservés au tourisme, les AMP devraient être sur pied à Maio et permettre de préserver les éléments servant à l'équilibre de la terre. À Ponta Preta, la plage elle-même est spéciale : on s'y baigne, mais avec un respect supérieur à ce qui se fait ailleurs. Cet acteur garde toujours sa taille au-dessus de l'eau par mesure de sécurité (forts courants). Il a une opinion très favorable au projet d'AMP de PP, qui devrait même être agrandi selon lui. Le projet permettra la durabilité de la pêche, de la contrôler. Il permettra également de récupérer plusieurs espèces marines ayant disparu ou dont les stocks ont grandement décliné. Le 1er objectif du projet devrait être de faire respecter les lois. Les gens doivent sentir la pertinence, le sens et les avantages pour eux de préserver la zone. À partir de cela, ils s'intéresseront et s'entre-sensibiliseront.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur critique de la politique nationale et de l'état de l'environnement maiense.

- Acteur qui connaît bien son île (physiquement et culturellement) et souhaite la voir préservée.
- Critique des acteurs et projets / enjeux extérieurs à la CMM.
- Volonté d'intégrer toute la communauté dans la gouvernance territoriale et conscience du besoin d'éducation politique à faire auprès des Maienses.

ACTEUR 24 - MONDE ACADÉMIQUE (PRAIA, SANTIAGO)
PROFESSEUR À L'UNICV



Empreintes territoriales : Acteur 24

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur montre un grand intérêt pour une diversité de projets qu'il juge essentiellement compatibles s'ils intègrent bien la communauté dès la cueillette d'informations. Il apprécie les lois et programmes qu'il juge très positifs (participation communautaire et conservation dans la stratégie de développement) et a même proposé par le passé la création d'un organe politique spécialisé dans les AP. Il souhaite une gouvernance entièrement participative : incluant civils et représentants gouvernementaux et d'autres groupes. Il a dû participer à l'organisation d'un processus de consultation lors d'études sur les AMP (rapport sur PP - ponctuel) mais n'est toutefois pas un acteur liant actif (moins sur le terrain).</p> <p>Elle connaît bien tant le milieu physique (biologie et environnement) que socio-politico-économique (activités pratiquées, acteurs concernés et cadre politique et économique), enseigne et peut donc transmettre ses valeurs et connaissances, et a des partenaires tant en milieu universitaire qu'au gouvernement ou dans d'autres groupes oeuvrant pour la gestion maritime. Ses atouts (ex ONG, enseignement, recherche sur gouvernance marine et collaborations politiques) lui sont propres et sont réclamés par plusieurs acteurs, sans la nommer. On la connaît mais peu d'acteurs y font référence (semble au-dehors de la gestion actuelle du territoire).</p> <p>Cette personne peut critiquer certains aspects de la gestion du territoire (ex : tendance à la centralisation contre-productive du gvt) mais ne nomme ni individus, ni projets. Elle regrette la mauvaise application des lois et l'attribue au manque de moyens, pas au manque de volonté politique. Les problématiques territoriales sont évoquées de manière générale. Enfin, elle exprime un désaccord timide et non ciblé (plutôt optimiste et passive dans la prise d'opinion).</p> <p>Cet acteur n'est impliqué dans aucun conflit mentionné par le réseau, excepté la mince divergence liée à l'application de la gouvernance participative mentionnée par un seul acteur. C'est un acteur connu par une partie du réseau, mais peu cité ou mentionné.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Quand ça va bien, tout le monde est responsable, mais quand c'est difficile, personne (aucune institution) n'est responsable. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Elle considère faire de la gouvernance participative alors qu'elle ne fait que consulter la communauté avant d'établir les règles de gestion. »</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - GEF 	<ul style="list-style-type: none"> - GEF - communauté locale - institutions gvtales et fonctionnaires (volonté) 	<ul style="list-style-type: none"> - communauté locale - PRAO - têtes du gvt (gardent pouvoir) 	<ul style="list-style-type: none"> - centralisation vs. décentralisation - agence des AP

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur propose une sanctuarisation de la nature, mais principalement pour en préserver (et développer) les usages (pêche, tourisme, etc.). Il participe à la préservation à titre de chercheur (mais auparavant comme activiste). Il est peu cité pour ses actions de conservation (les autres acteurs ont-ils lu ses rapports et articles?) mais il participe à la conservation pour les génération actuelles et futures, à la hauteur de ses moyens.</p> <p>Elle aime les espèces emblématiques et les poissons servant à l'alimentation locale, mais également les monts sous-marins et plateaux insulaires particulièrement riches en biodiversité. Elle est passionnée de vie marine mais ne prend pas de risque pour la préserver. Elle transmet cette passion par ses cours et publications. Elle considère que le système écologique est complexe et souhaite le préserver dans sa complexité.</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature mais reste optimiste (action humaines réversibles). Il dit dégrader comme la plupart des autres (vie quotidienne), et c'est aussi ce qui semble être le cas et être constaté par le réseau d'acteurs. Il considère que le principal problème du territoire est la pauvreté, le manque d'éducation (sensibilisation et prise de pouvoir des civils) et la centralisation du gouvernement. Cela représente une nuisance pour la conservation du territoire, et donc pour son travail. Cet enjeu de centralisation vs. décentralisation est une préoccupation partagée par de nombreux acteurs. Enfin, tout cela provient de la société moderne puisque le territoire, est lui, assez intact et uniquement bénéfique aux Cap-Verdiens selon cet acteur.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Pour l'instant, les eaux cap-verdiennes sont parmi les plus propres d'Afrique. Il faut les préserver pour stimuler l'économie. »</p> <p>Eux :</p> <p>(ne mentionnent pas son étude sur Ponta Preta...)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - monts sous-marins - espèces endémiques et emblématiques (marines CV) - culture et histoire liées à la mer (départs, barrière, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - plage (contre pollution) - biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> - (rien de connu) 	<ul style="list-style-type: none"> - politique centralisatrice - pauvreté - population mal informée/éduquée

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur engagé dans le développement marin durable du Cap-Vert, resté à l'écart.

Cet acteur est positif envers les institutions et projets en cours au Cap-Vert et il protège par ses activités (enseignement et participations à des démarches d'ONGs et ministères gérant les ressources marines). Toutefois, il est lui-même peu estimé des autres, ou même ne serait-

ce que cité dans leurs propos. Les autres acteurs, masculins, se citent abondamment les uns les autres. Serait-ce une question de genre? Il préserve, effectivement, mais ne milite plus ou ne prend pas de risques pour parvenir à ses fins.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - océan préservé - développement dur. - participation de tous décentralisation pouv. 	<ul style="list-style-type: none"> - -biologie et environnement du CV - organisations, règlements et GRM 	<ul style="list-style-type: none"> - ex. militante (WWF) - participe aux développements de GRM au CV.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (école) 	

Cet acteur a des préférences, savoirs et pratiques cohérents puisque son optimisme le rend peu pressé d'agir de manière forte ou contestataire. Ses valeurs et savoirs sont équilibrés : il n'est pas alarmiste, mais conscient. Il pourrait toutefois agir davantage pour refléter sa préoccupation de préservation du milieu (non seulement de manière académique ou politique, mais par la mobilisation locale qui lui semble si essentielle).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

*La participation à la gouvernance
est un concept un peu flou tout comme le DD
mais il faut s'en préoccuper constamment et y tendre le plus possible.*

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- la GRM reste centralisée - la pop ne saisit pas l'urgence d'agir (édu) - pas prioritaire (pauvreté)	- agence AP - édu et mobilis pop. -décentra- lisation	- instit. ds bonne voie pr GRM au CV - DD - pop pas incluse.	- réel processus participatif	- il y a tellement d'instances différentes : cafouilli. - manque de véritable vol. pol.	- une seule agence par laquelle passerait gouv. Participative.	- protection adéquate actuellement; bons efforts du gvt pr AP&DD.	- plus d'AMP, plus inclusives, pr DD (usages locaux et sps emblématiques).

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- qu'une agence des AP soit créée pour simplifier logistique de GRM; 2- que décentralisation soit véritablement mise en place; 3- que la population soit éduquée, sensibilisée et impliquée.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = racines du CV et opportunité de développement. - son quotidien (nourriture, plage) et son emploi en dépendent.	- aimerait pouvoir davantage participer - désire participation comm.	- apprécie valeur pr survie (pêche) et culture (loin du continent).	- En 1 ^{er} : CV. Tte communauté.	- vision durable ds laquelle le développement trouve une place aussi imp. que la conservation.

Selon cet acteur, l'intérêt général est véritablement celui des Capverdiens. Elle semble préférer un mode de vie plus occidental (comme dans certains secteurs de Praia) que rural (comme à Maio) - ce qu'elle associe à la pauvreté alors qu'elle cherche le développement

durable de son pays. La gouvernance du territoire marin devrait inclure la communauté, qui devrait être éduquée et sensibilisée aux enjeux marins.

Zoom sur Ponta Preta

Il faut protéger la zone et prévoir un DD; l'agence des AP pourrait servir à cela.

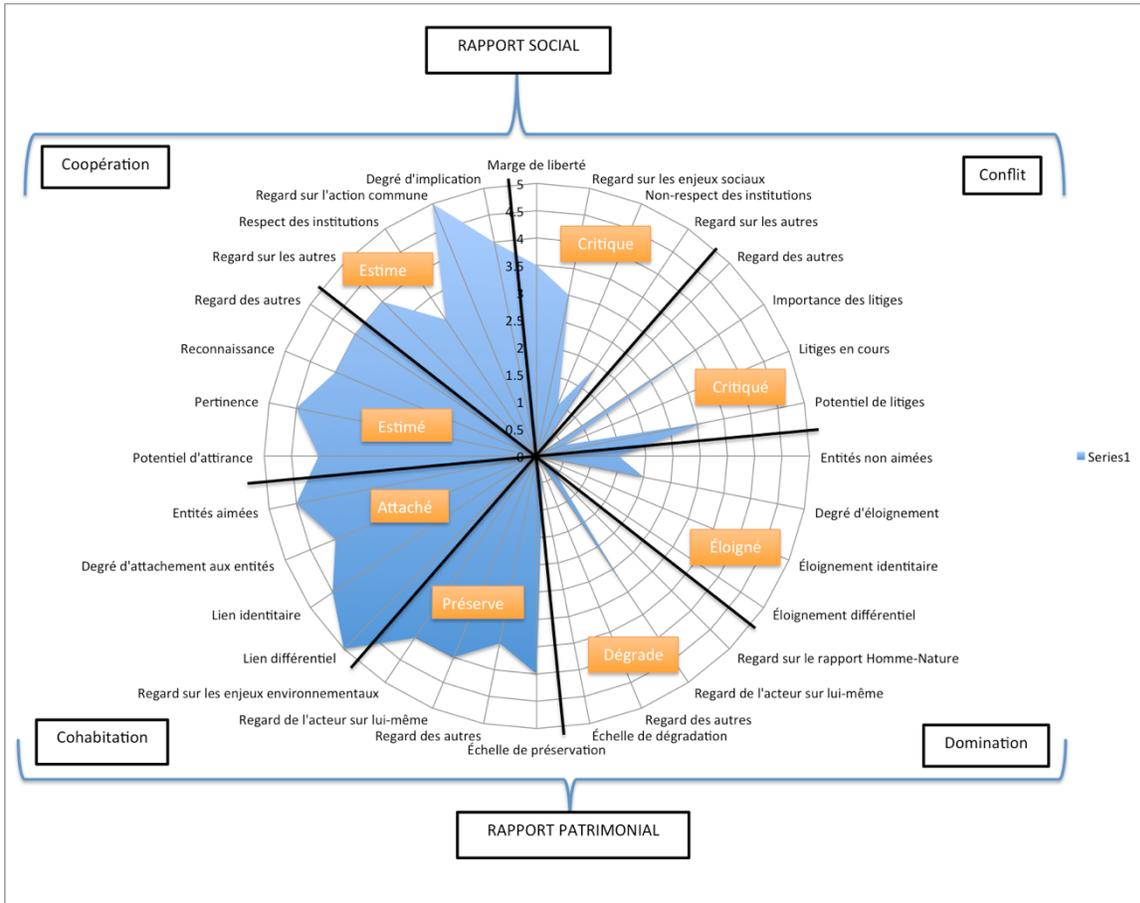
Comme pour d'autres projets d'AMP, la création de PP et sa gestion demandera la coordination des acteurs impliqués, un zonage précis et la réglementation des activités. Mais dès le départ, l'information devra être véhiculée à toute la population et il faudra collaborer, car on ne peut pas engager des gens qui ne connaissent pas le sujet. Il faut aussi être ouvert aux informations qu'ils peuvent partager avec nous et admettre qu'il n'existe pas de situation parfaite (répondant à tous les intérêts) mais qu'il faut tout de même chercher une solution concrète. Exprimer clairement la situation et être transparent permettra de bâtir un climat de confiance. Il faut montrer à la communauté l'importance de la conservation et de leur participation, qu'ils sont au centre de ce projet d'AMP, que la menace de dégradation du milieu est imminente et qu'il faut préserver les ressources marines rapidement pour le long terme. La tendance au CV est que le gouvernement concentre l'autorité, mais il doit partager les responsabilités avec les autres acteurs et la communauté.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Une actrice au bagage pertinent pour la gestion de projets d'AMP au CV mais apparemment mise à l'écart des grands projets.

- Connaît bien son île (biologie surtout, lois et acteurs de la gestion aussi)
- Souhaite la préservation du milieu marin pour le développement durable.
- Optimiste : bases juridiques et volonté politique de préserver le milieu marin (dév.)
- Volonté d'intégrer toute la communauté dans la gouvernance territoriale et conscience du besoin d'éducation à l'environnement.

ACTEUR 25 - MONDE DES ORGANISATIONS RÉGIONALES (SÉNÉGAL)
CONSEILLER-EXPERT



Empreintes territoriales : Acteur 25

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie beaucoup ses partenaires (PRAO-CV - les estime) ainsi que les grands programmes (bien qu'ils soient déconnectés des communautés) et le travail des ONGs locales, souhaite une concertation et participation de tous et participe à des concertations territoriales pour construire avec les représentants du PRAO locaux ainsi qu'avec les pêcheurs et la communauté un système de gestion marine qui corresponde aux besoins locaux.</p> <p>Il dispose tant de connaissances (cogestion et biologie / pêches), d'emprise humaine (expert venu du Sénégal), de partenaires (PRAO et gouvernement) que de moyens financiers (pour projet de cogestion). Son expertise en cogestion est réclamée par les acteurs du PRAO-CV (coordinateur et animatrices), unique (personnelle) et offerte au moins ponctuellement (visites d'échange entre pêcheurs et responsables du PRAO capverdiens et sénégalais); il est apprécié.</p> <p>Il est plutôt positif face aux autres acteurs, excepté par rapport aux chalutiers et pêcheurs industriels dont les activités sont visiblement en conflit avec les pêcheurs artisanaux et engendrent le déclin des stocks de poissons pour l'ensemble du pays (et de la région!). Il apprécie plusieurs grands programmes mais est bien conscient du manque de contrôle et surveillance locaux, auxquels la seule solution qu'il envisage est la cogestion ou contrôle et surveillance participatifs. Il manifeste son opposition lorsque cela s'applique mais n'est pas là pour débattre : reste ouvert et relativement passif.</p> <p>Il est impliqué dans le conflit moral de la cogestion vs. centralisation des pouvoirs, nommé par plusieurs autres acteurs et s'étendant à l'ensemble du territoire. Lui-même est peu connu, et bien vu par ceux qui le connaissent.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Le bottom-up, ça doit partir du bottom! »</p> <p>Eux :</p> <p>« Un spécialiste de la co-gestion des pêches; c'est un privilège de l'accueillir parmi nous. » (PRAO-CV)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - PRAO-CV - monde académique 	<ul style="list-style-type: none"> - communauté - pêcheurs locaux - PRAO-CV - institutions gouvernementales ONGs 	<ul style="list-style-type: none"> - Chalutiers - gouvernement (cogestion = constat d'échec de gestion top-down). 	<ul style="list-style-type: none"> - - (pas assez connu au CV)

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur montre une inquiétude face aux problèmes environnementaux liés au territoire (surpêche) et propose la cogestion comme solution (gestion équilibrée); il préserve (l'ensemble du territoire pour les générations actuelles et futures) à titre de gestionnaire et coordonnateur du PRAO, qui est jugé comme un projet prometteur.</p> <p>Il témoigne de la passion envers plusieurs entités, parfois plus ou moins citées par les autres acteurs (poissons, sable), y attribue une valeur existentielle (y a consacré sa carrière) et organise des réunions pour sensibiliser l'ensemble de la communauté à l'importance de trouver des solutions équilibrées pour préserver la nature et la communauté (système écologique complexe).</p> <p>Cet acteur saisit bien la valeur existentielle de la nature (le Sénégal faisant face à des problèmes d'approvisionnement en poissons encore plus criants que le Cap-Vert) et dégrade autant que les autres bien qu'il cherche à limiter ses impacts sur l'environnement.</p> <p>Les défauts du territoire identifiés sont l'érosion et le manque d'apport pluvial (naturels), mais aussi la mince bande riveraine et le chalutage (causés par les activités humaines) - ils nuisent de manière importante au territoire et bien que les problèmes naturels soient moins connus du reste de la population, le chalutage est une des causes qui revient le plus souvent quant au déclin des pêches et provoque de nombreuses discussions. Cela n'a pas de répercussions sur sa propre vie bien que la communauté maiense en souffre tout comme les pêcheurs sénégalais dans son pays.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les îles sont une sorte de DCP. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Le PRAO est une initiative encourageante pour la préservation et la réappropriation du territoire. » (pêcheurs, FMB)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - poissons (roi des océans) - sable - roc (ralentit érosion) - pêcheurs loc. savoir ethnosc. - communication. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche - système marin - modes de vie trad. 	<ul style="list-style-type: none"> - (-) - critique chalutiers et pêche industrielle 	<ul style="list-style-type: none"> - manque d'eau douce (système pluvial) - érosion (sable) - bande riveraine limitée

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur-expert engagé dans la cogestion de la pêche.

Cet acteur appuie les pêcheurs artisanaux locaux, tout en possédant des connaissances dépassant largement le cadre local. Il est positif face aux diverses initiatives extérieures mais considère les chalutiers et la pêche industrielle comme d'importantes menaces aux modes de subsistance traditionnels qu'il défend par son emploi. Il ne semble toutefois pas dépenser un surplus d'énergie à cette lutte, qu'il conçoit clairement de manière cérébrale sans s'engager corps et âme. Ceux qui le connaissent l'estiment pour son expertise mais il n'est pas très connu à Maio. Son emploi et ses connaissances sont primordiales pour l'avenir de la cogestion au Cap-Vert qui pour l'instant ne saisit pas parfaitement ce concept et les moyens d'application de celle-ci.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - -océan utilisé durabl. - -participation 1) des pê; 2) de communauté. 	<ul style="list-style-type: none"> - - biologie / océanographie du CV - - pêche dans la région - - savoirs ethnoscientifiques (acquis) 	<ul style="list-style-type: none"> - - plusieurs emplois en pêche - - donne conseils et aide pr PRAO-CV.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - - académique (école) - - empirique (acquis via trav., observ.) 	

Cet acteur a des préférences, savoirs et pratiques cohérents quoique ses connaissances montrant une situation dramatique, il pourrait s'impliquer plus activement contre la pêche industrielle et le chalutage. Avoir tant à coeur la préservation de la pêche locale et sa cogestion pourrait pousser à plus d'engagement politique (il en a certainement l'autorité auprès

des gouvernements). Si un tel expert ne se prononce pas clairement auprès du gouvernement, qui le fera?

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

La participation de tous à la gouvernance passerait par un comité local de gestion (CLG).

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - chalutage ravage	Projetée - meilleur contrôle et surveillance.	Critique - PRAO : que positif	Projetée - poursuivre travaux du PRAO	Critique - asso. pêche démantelée - asso. pêche n'inclut pas tte. comm. - loi non appliquée	Projetée - CLG incluant tte comm.	Critique - chalutiers - loi non respectée	Projetée - AMP et co-gestion : projet du PRAO - juste ++.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- que le PRAO crée le CLG; 2- que contrôle et surveillance soient assumés par communauté.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - océan = mode de vie traditionnel. - subsistance et bien-être (baignade) - son emploi en dépend. 	<ul style="list-style-type: none"> - aimerait aider la participation (CLG) - désire que tous s'impliquent. 	<ul style="list-style-type: none"> - apprécie valeur pr survie (pêche) et culture (croyances liées à l'océan). 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1^{er} : Maienses; toute AdO. 	<ul style="list-style-type: none"> - vision réaliste selon laquelle tourisme = danger, et déclin des stocks est sérieux.

Selon cet acteur, l'intérêt général est en premier lieu celui des habitants du territoire (Maienses à Maio), mais il intègre l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest dans son travail et sa réflexion. Il souhaite un mode de vie en harmonie avec la nature, suivant des observations empiriques, scientifiques et ethnoscientifiques également valables. La gouvernance du territoire marin devrait inclure toute la communauté, qui devrait être éduquée et sensibilisée et à laquelle l'information doit être communiquée. En retour, la communauté doit aussi partager son savoir, ses observations et ses valeurs au gouvernement.

Zoom sur Ponta Preta

Faire de Ponta Preta un modèle de cogestion à étendre à d'autres zones est la raison de son travail au Cap-Vert.

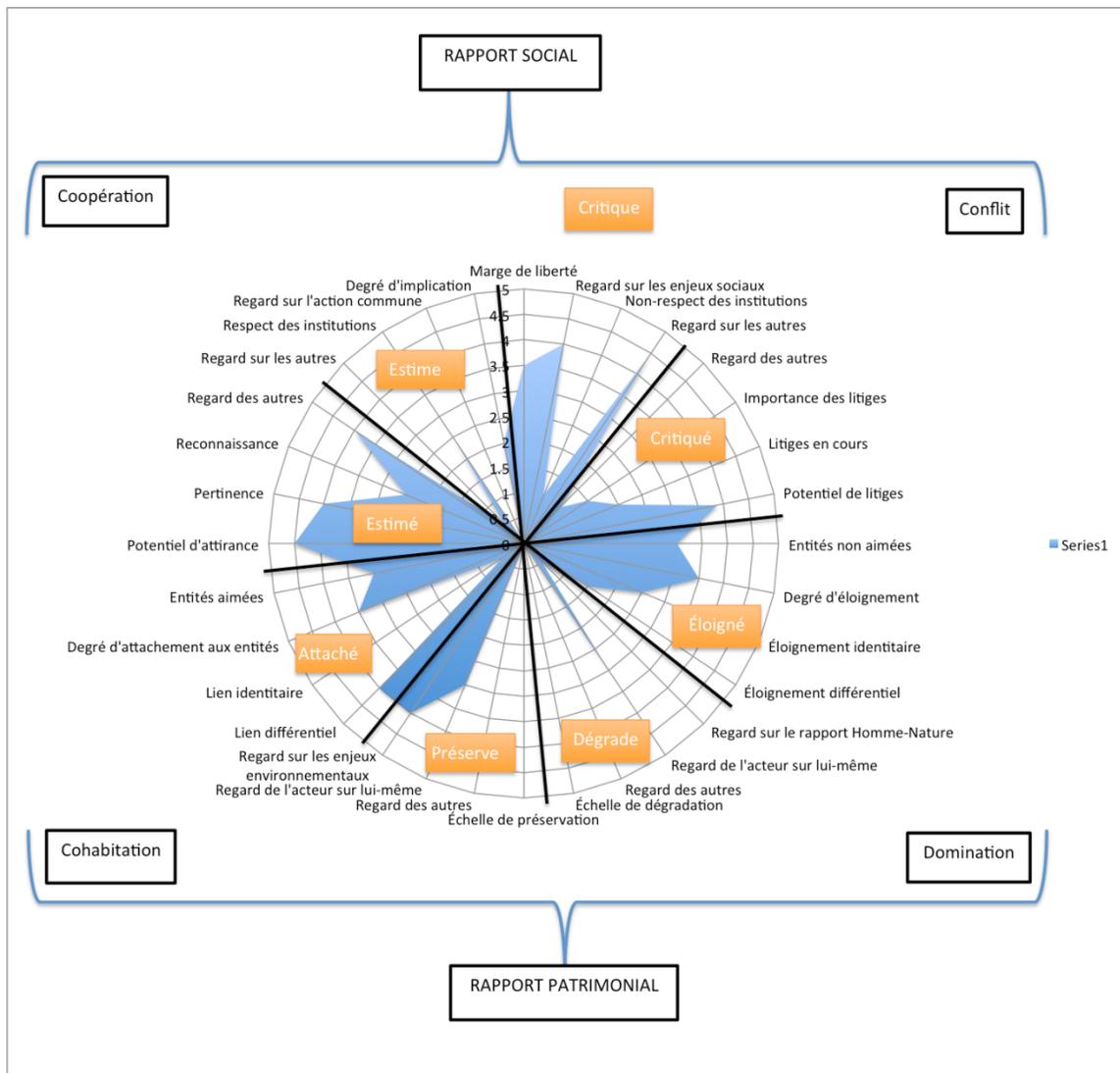
Il n'y a que du bon dans ce projet. Il aboutira éventuellement en DUTPs (droits d'usages territoriaux des pêcheries) si on confie à la communauté la gestion de la zone. Ainsi, le territoire sera divisé en petits états régis par des coopératives auxquelles on reconnaîtra les qualités surveillance, richesse et savoir avec conseil (CLG décidant des autorisations de pêche, etc.). Sur la base de la capture optimale autorisée décidée par ces coopératives, il faut déterminer comment attribuer les différentes portions de la capture optimale autorisée. La licence de pêche représentera alors un droit d'exclusivité.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur expert expérimenté qui a beaucoup à partager.

- Connaît bien la biologie des pêches, l'océanographie et la région ouest-africaine.
- Souhaite l'utilisation durable de la ressource maritime
- Souhaite la gestion du territoire par les communautés locales
- Conscience du besoin d'éducation et de communication.

ACTEUR 26 - MONDE DE L'IMMOBILIER / CONSTRUCTION (MAIO)
VENDEUR IMMOBILIER



Empreintes territoriales : Acteur 26

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur parle beaucoup des autres et de leurs projets, mais généralement de manière négative (parfois, mais rarement, neutre). Les lois et programmes sont mentionnés mais tantôt critiqués parce qu'ils changent régulièrement sans raison, tantôt parce qu'ils ne sont pas respectés dans les faits. Il ne souhaite plus de nouveaux partenaires (en a eu et est actuellement un peu désillusionné) et pense que la concertation est nocive au Cap-Vert, ravivant les conflits et faisant stagner davantage les projets. Il est en contact avec les autres dans le cadre de son travail (construction et relations d'affaire) et dans ce cadre, il indique ce qu'il souhaite voir amélioré, etc.</p> <p>Cet acteur possède plusieurs éléments favorables : compétences (travail bien fait et selon les règles du CV, emprise foncière (propriétaire de plusieurs terrains / maisons), emprise humaine (européen ayant réussi), partenaire (pour construction et dans la vente), et moyens financiers (relatifs). Sa connaissance du milieu et son expérience sont recommandées par au moins deux autres acteurs en le citant ou non, et sa connaissance du marché immobilier lui est unique. Il semble apprécié.</p> <p>Cet acteur critique négativement et franchement plusieurs acteurs (maire, employés du gvt à Praia, procureure, pêcheurs de buzio). Il considère qu'il faudrait d'abord respecter les lois avant de penser à réformer le système de droit du Cap-Vert. Il repère donc des acteurs antagonistes avec lesquels in entretient des conflits personnels et des acteurs qu'il critique pour d'autres motifs (pollution, manque de vision, corruption, etc.). Enfin, il n'est pas gêné de montrer son opposition mais a abdiqué quant à la possibilité de changer les autres.</p> <p>Il est impliqué dans un conflit d'usage (infrastructures - port et aéroport, routes, etc.) et de valeur morale (quant à l'éducation ou au souci du travail bien fait); conflits peu mentionnés par le système. Il est toutefois au courant des autres conflits mais ne s'en mêle pas. L'acteur et ses projets son connus (pas critiqués).</p>		<p>Lui :</p> <p>« On est en train de tuer notre futur. » L'enfant est roi, mais livré à lui-même.</p> <p>Syndrome des pauvres : « On veut briller plus que les autres ».</p> <p>Eux :</p> <p>« Une personne qui connaît bien le territoire, c'est lui. » (employé FMB)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - expérience OA - formé, assuré - honnête - plusieurs idées pour dd de l'île - connaît milieu - ex pêcheur 	<ul style="list-style-type: none"> - FMB (+/-) 	<ul style="list-style-type: none"> - CMM (nouvel édifice) - pêcheurs buzio - autres Européens - Cap Verdiens apathiques - gouvernement (pas compétent à Maio et représentants non collabo. - « spécialistes » de Maio - SDTIBM, tourisme de masse et tout inclus. - projets d'aéroport et port - projet de stade à Maio (\$\$\$) - procureure - police 	<ul style="list-style-type: none"> - litige vs. pêcheur
Rapport patrimonial			

<p>Cet acteur montre une forte inquiétude face à l'avenir du Cap-Vert si la tendance au tourisme de masse (70 000 habitants à Maio prévu dans 10 ans) et à la dégradation du milieu (déchets partout, érosion des plages, etc.) se maintient. Il n'a cependant qu'une action de limitation des impacts et n'est jamais cité pour sa préservation et n'en fait pas non plus véritablement.</p> <p>Il témoigne de l'attachement envers les plages de Maio et sa tranquillité qui l'ont séduit à son arrivée (tout comme son histoire, etc.) et apprécie ses valeurs d'agrément et existentielles (pêche, tourisme durable). Enfin, il transmet très peu ces entités justement car il en a assez d'être en conflit avec d'autres ou de subir les conflits qu'il ne comprend pas des Capverdiens. Il souhaite toutefois transmettre ce qu'il aura bâti à Maio à ses filles, sans compromettre l'environnement.</p> <p>Il donne une valeur existentielle et d'agrément à la nature, est conscient mais pas alarmiste ni conservacionniste à tout prix. Il dit dégrader autant que les autres, n'est pas cité à ce sujet mais perturbe sûrement certaines entités de par ses travaux (construction = sable et rénovation = déchets).</p> <p>Les défauts identifiés relèvent essentiellement du patrimoine culturel (esclavagisme, apathie, manque de culture et éducation, pauvreté) et sont évoqués par d'autres acteurs; c'est une nuisance importante sur le territoire et cela freine et remet en question ses intérêts (vente de terrains inintéressante si tourisme mal développé à Maio). Il reste à Maio (attachement et investissements).</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'essentiel est de bien développer (durablement et intelligemment), mais la protection servira également à mieux communiquer sur les enjeux du territoire. Ça ne peut qu'être positif. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il a des terrains un peu partout sur l'île. » (tous)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - - poissons (roi des océans) - - sable - - plages 	<ul style="list-style-type: none"> - - pêche - - histoire - - culture CV 	<ul style="list-style-type: none"> - buzios (surpêche) - quads - frénésie du football (irresponsable) - TV (abrutit et créée « besoins ») - congélateurs (engendrent surpêche). 	<ul style="list-style-type: none"> - pas éducation nationale - pêche décline (ts poissons vendus à Praia)

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur désillusionné du système et de son évolution mais toujours attaché à Maio.

Cet acteur présente une empreinte irrégulière qui montre son désenchantement quant au développement de l'île et à ses propres espoirs de débouchés à Maio. Il est très honnête : critique des institutions et acteurs, tout en respectant les règles qu'ils érigent; critique de plusieurs défauts culturels du territoire et de ses habitants, mais toujours attaché à d'autres éléments qui l'ont amené sur l'île. Il a le pouvoir d'influencer les autres mais ne s'implique plus car son estime pour les autres et le système, surtout, a été fortement déçue. Son attachement déclinant et son savoir grandissant (sur les enjeux sociaux et politiques locaux) se reflètent par un engagement aussi diminuant (découragement).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - ouverture d'esprit - développement durable et culturel - implication, politisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - gestion - immobilier - moeurs et règles locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - plusieurs années à Maio - différents emplois (grandes cics., pê, tourisme, immo.) - participe aux consultations - promeut emplois et savoirs locaux
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (école) - empirique (acquis via trav., observ., pê.) 	

Cet acteur a des préférences, savoirs et pratiques cohérents quoique ses connaissances, développées avec le temps sur l'île, l'ont découragé d'agir plutôt qu'incité à s'impliquer davantage. Il a à coeur le bon développement de l'île et est triste que le tourisme de masse risque de la détruire, mais se sent isolé, parmi les Européens (souvent désœuvrés à Maio) comme parmi les Cap-Verdiens (culture si différente et difficile à comprendre - conflits, etc.).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faut que le moins de gens possible prennent les décisions afin d'aller de l'avant.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
<ul style="list-style-type: none"> - accords internationaux - tourisme de masse - projets insensés - unicité : village maritime (facilité) 	<ul style="list-style-type: none"> - tourisme échelle maiense. - projets pour dev - éduc. nation. 	<ul style="list-style-type: none"> - euro-péens au CV : déchéants - CV : pas initiative 	<ul style="list-style-type: none"> - que tous (euro et CV se prennent en main - effort et rigueur) 	<ul style="list-style-type: none"> - lui s'implique mais pas CV. - CMM ou FMB, ne concertent pas - loi non appliquée et variable 	<ul style="list-style-type: none"> - 1 personne décide et fait abstraction des conflits (CV) 	<ul style="list-style-type: none"> - accords - loi non respectée - pauvreté - TV créée besoins contre env. 	<ul style="list-style-type: none"> - AMP : comm. - police et gvt : droits - moins gros projets, + équité. - éducation nat (env).

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- développement à échelle maiense; 2- école nationale qui forgerait citoyens curieux, volontaires et impliqués; 3- meilleurs contrôle et surveillance du territoire, des lois, etc.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - océan = territoire; culture - bien-être - opportunité (tourisme/écono) 	<ul style="list-style-type: none"> - voudrait que les autres s'impliquent - 1 décideur = moins de conflits 	<ul style="list-style-type: none"> - apprécie valeur pr culture + écono 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1^{er} : lui (famille) : ensuite : Cap-Verdiens (tous et + ceux qui ont du potentiel). 	<ul style="list-style-type: none"> - tourisme = bien si petite échelle.

Selon cet acteur, l'intérêt général est en premier lieu celui des capverdiens. Il souhaite leur développement pour que leur territoire et leur culture perdurent et rayonnent. La gestion

devrait revenir à un seul acteur, fort, qui s'assure du respect des lois par des institutions crédibles, équipées et efficaces sur place. Une éducation ouvrant les esprits et formant les plus dynamiques et doués permettrait de relever le niveau des porteurs de projet locaux et inspirer les autres acteurs.

Zoom sur Ponta Preta

Faire de Ponta Preta une AMP ne peut être que bon.

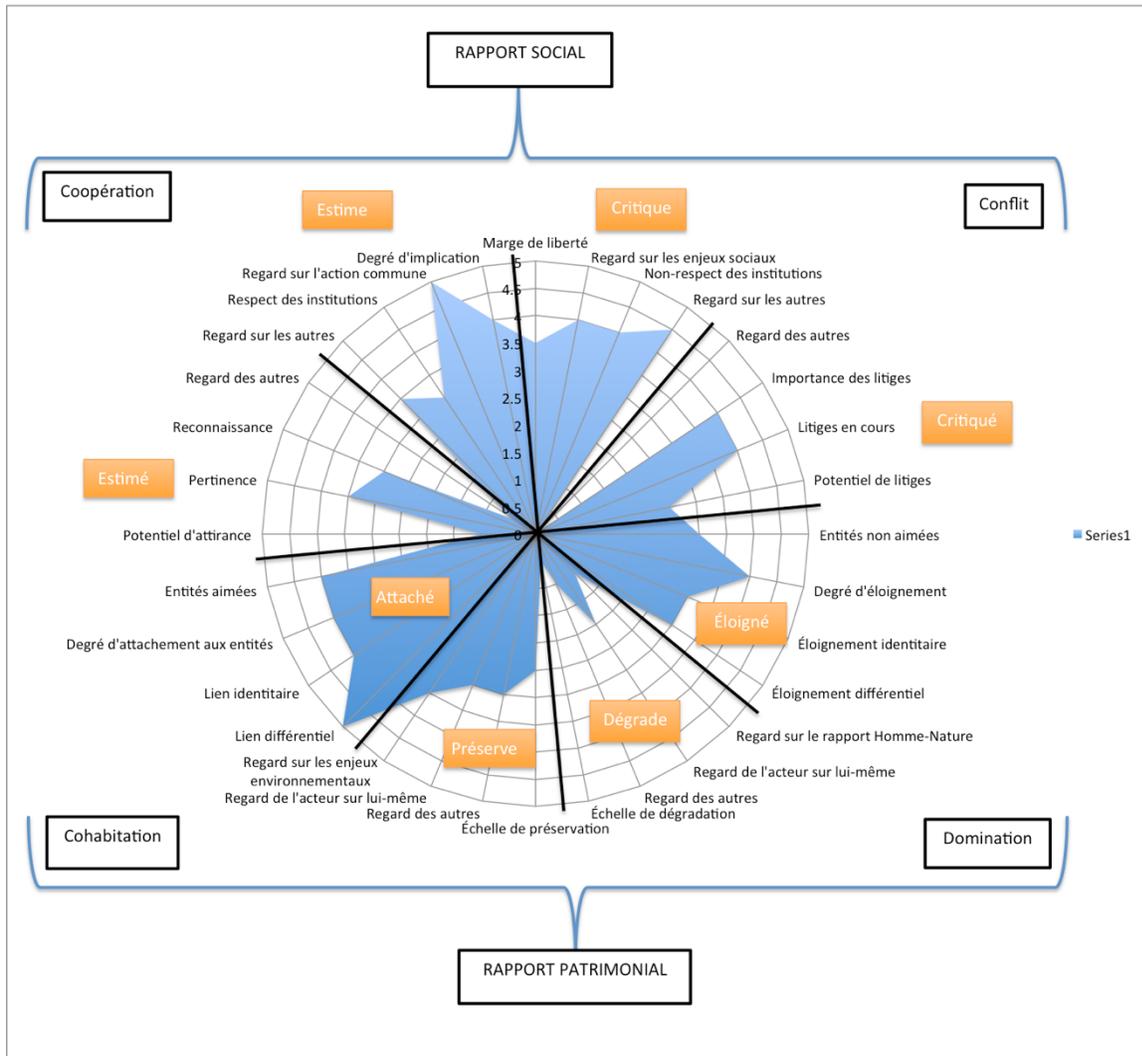
Si ce n'est que pour la communication sur le milieu marin et l'importance de sa préservation, ce projet ne peut être que bon. Tant pour l'espace maritime (milieu de nidification des poissons) que pour l'économie, ça devrait faire du bien. Ce devrait devenir un lieu privilégié pour développer la plongée sous-marine et proposer aux pêcheurs des activités alternatives à la pêche traditionnelle en déclin. Il faudrait aussi créer une AMP à Calheta.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur qui a beaucoup de savoirs variés sur Maio; très critique.

- Connaît la pêche locale (sites, etc.) et les moeurs locaux.
- Souhaite l'utilisation durable du territoire (terrestre et marin).
- Souhaite une gestion forte et bien contrôlée, surveillée.
- Conscience du besoin d'éducation et de lutte à la pauvreté (équité).

ACTEUR 27 - ÉTUDIANT (MAIO)



Empreintes territoriales : Acteur 27

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie certains projets (limitation de pêche pendant ponte des oeufs, projet de PP) mais critique la plupart des acteurs du système (gvt, CMM) sauf certains (pêcheurs à la ligne). Il apprécie certaines lois mais est généralement partagé (accords de pêche : nocifs, mais périodes de restriction : bonne idée). Il souhaite une concertation ouverte à tous et elle participe elle-même à des concertations et activités (manifestations pour un nouveau port, etc.). Il possède des connaissances (éducation et esprit critique) mais le manque d'autre type d'emprise réduit grandement son influence potentielle. Cet esprit bien formé, critique et éveillé, rare chez ses congénères, est un trait réclamé par plusieurs acteurs du système mais associé particulièrement à cet acteur par un seul autre acteur. Les rares acteurs qui le connaissent l'apprécient.</p> <p>Elle peut être virulente dans ses critiques et en veut notamment beaucoup au président de la CMM (refus de la bourse qui lui aurait permis de finir ses études) et à toute la mairie (incompétente, travaille pour son intérêt privé vs. public). Elle dit ce qu'elle pense et a déjà été plus revendicative, ce qui la mène à se croire isolée des personnes influentes de l'île (CMM).</p> <p>Cet acteur est impliqué dans un conflit de personne (avec municipalité); d'usage (argent de CMM mal investi); et de valeur morale (Maienses insuffisamment combattifs et fiers). Bien que la bourse soit un problème personnel, il reflète le manque d'importance accordé à l'éducation et à l'île de Maio au CV. La mauvaise gestion des fonds est un enjeu qui revient dans le discours de plusieurs acteurs et a des répercussions sur l'ensemble de l'île (peu développée, pour ses habitants comme pour ses touristes). Elle est peu connue, mais bien perçue lorsqu'elle l'est.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Je ne pourrai jamais devenir mairesse bien que je sache que j'en ai les capacités (conflit avec président). »</p> <p>Eux :</p> <p>« C'est la meilleure personne pour traduire la langue et les intérêts des Maienses. » (FMB)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - FMB - éduquée - critique - bilingue (angl) 	<ul style="list-style-type: none"> - FMB (+/-) - Colour Café - parents - pêcheurs et vendeuses - vendeuses du Marché 	<ul style="list-style-type: none"> - CMM (s'isole du gvt national) - gouvernement : exclut Maio - Maienses (fermés) - gens de Praia (méprisent Maienses) 	<ul style="list-style-type: none"> - bourse (maire) - manifestations (port de Maio)

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur analyse les problèmes environnementaux en lien avec le territoire (plongeurs qui harponnent poissons des pêcheurs à la ligne; bateaux industriels qui pillent le poisson des pêcheurs locaux) et s'en préoccupe sans toutefois proposer de directives claires pour contrer ces problèmes. Elle limite ses impacts et ceux de ses concitoyens sur l'environnement (ramassant déchets, conscientisant, etc.). Les actions de personnes comme elles sont citées par plusieurs acteurs comme étant encourageantes. Elle préserve pour le présent de l'île de Maio et le bien-être de ses habitants.</p> <p>Il aime et est passionné pour les tortues, les plages de Maio, etc. : leur attribue une valeur existentielle et identitaire de Maio et veut transmettre cet amour mais ne compromet pas actuellement ses relations avec les autres (acteur moins impliqué du fait de son séjour à Praia). Enfin, elle se montre créative et réaliste pour préserver la nature et la culture maienses.</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature mais reste optimiste (du moins, pas pessimiste), considère qu'il dégrade moins que les autres et c'est le cas au sein de son groupe (Maienses), puisqu'elle s'en distingue en ne jetant pas ses déchets dans la mer et en ramassant ceux des autres. Elle dégrade donc très peu (par quotidien conscient).</p> <p>Elle critique de nombreux traits du patrimoine culturel qui remettent en cause ses intérêts (voudrait s'impliquer mais ne peut pas) et créent des conflits inter-groupes (ceux qui appuient ou non la CMM). L'impossibilité de poursuivre ses études et de s'impliquer l'ont incitée à fuir le territoire (vers Praia, puis la France - où elle a rejoint son mari).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les accords internationaux doivent être rompus et la loi doit être respectée pour protéger les pêcheurs locaux. »</p> <p>« L'océan a besoin d'un garde à Maio; nous avons besoin de lui, mais lui aussi a besoin de nous. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les Maienses sont les premiers à manquer de respect pour leur territoire en y jetant leurs déchets. » (ImmoMaio, etc.)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - île, plages, mer (= identité) - tortues - union de pop. (Fogo) - développement local - pêche traditionnelle - requins - sable - ouverture d'esprit - diversité (culture, langue) 	<ul style="list-style-type: none"> - plages (vs. déchets) - éducation - sensibiliser - Maienses devraient être premiers à contrôler. - quotas pê. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à bouteille - extraction sable - accords de pêche int. - maire inactif / nocif - attentisme vs. gvt. 	<ul style="list-style-type: none"> - passivité des CV - isolement de Maio - corruption - mauvais investissements - manque éduc. - force de mer (peur) - requins - manque franchise

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Une actrice amoureuse de son île mais qui ne trouve plus sa place à Maio.

Cette actrice présente une empreinte qui reflète bien les critiques émises face aux autres acteurs et la situation conflictuelle dans laquelle elle se trouve, l'ayant menée à s'éloigner graduellement et à chercher à s'épanouir ailleurs (Praia et France). Malgré cela, elle estime modérément son peuple, est très attachée à sa culture et à son île (la mer fait partie de son identité).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - ouverture d'esprit - développement local - éducation - investissements 	<ul style="list-style-type: none"> - politique - langues (français et anglais) 	<ul style="list-style-type: none"> - jeunesse Maio, études Praia - ramasse déchets - sensibilise et participe
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (école) - vernaculaire (comm); empirique (CC) 	

Les pratiques et savoirs de cet acteur sont limitées par le cadre institutionnel défaillant (bourses et accès aux études) et le manque de moyens financiers. Ses connaissances et préférences la poussent à agir, mais la structure rigide et fermée de la CMM l'en empêche. Elle devra fuir le territoire pour se former et espérer revenir éventuellement un jour à Maio.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faut que tous aient accès à la sensibilisation et l'information nécessaires à l'action.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- accords internat. - corrupt. - fermeture esprit - manque éducation	- dév. loc - projets porteurs - éduc. - Maio contrôle océan.	- manque fierté - CV : pas initiative - Maio pas reconnue au CV.	- que Maienses contrôlent leur territoire. - changer maire/CM	- manque éduc pr s'impliquer - CMM a refusé dial. gvt.	- tous en moyen de donner avis et agir.	- accords - lois non respect. - PP :+tôt. (-) resp. env.	- AMP. - gvt : quotas - pè : contrôle - éduc.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- développement pour les Maienses : accès pour tous à des infrastructures (usine stockage poisson) et services décentes (éducation); 2- meilleure gestion de la CMM qui nuit à l'île; 3- Maienses proactifs.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = territoire; culture - bien-être - identité - développement	- que tous soient habilités à décider - participation maximale.	- valeur identitaire et de détente	- En 1 ^{er} : Maienses.	- Génération actuelle mais long terme

Selon cet acteur, l'intérêt général est en premier lieu celui des Maienses. Il souhaite leur développement sur cette île à préserver, qu'il aime et qui représente ses racines. Le tourisme n'est pas prioritaire : il faut d'abord affirmer la fierté d'être Maiense. La fierté se bâtit

également par l'éducation et la prise de décisions. Penser et agir local, tout en ouvrant les horizons et la culture aux richesses extérieures.

Zoom sur Ponta Preta

L'AMP aurait dû être créée il y a longtemps.

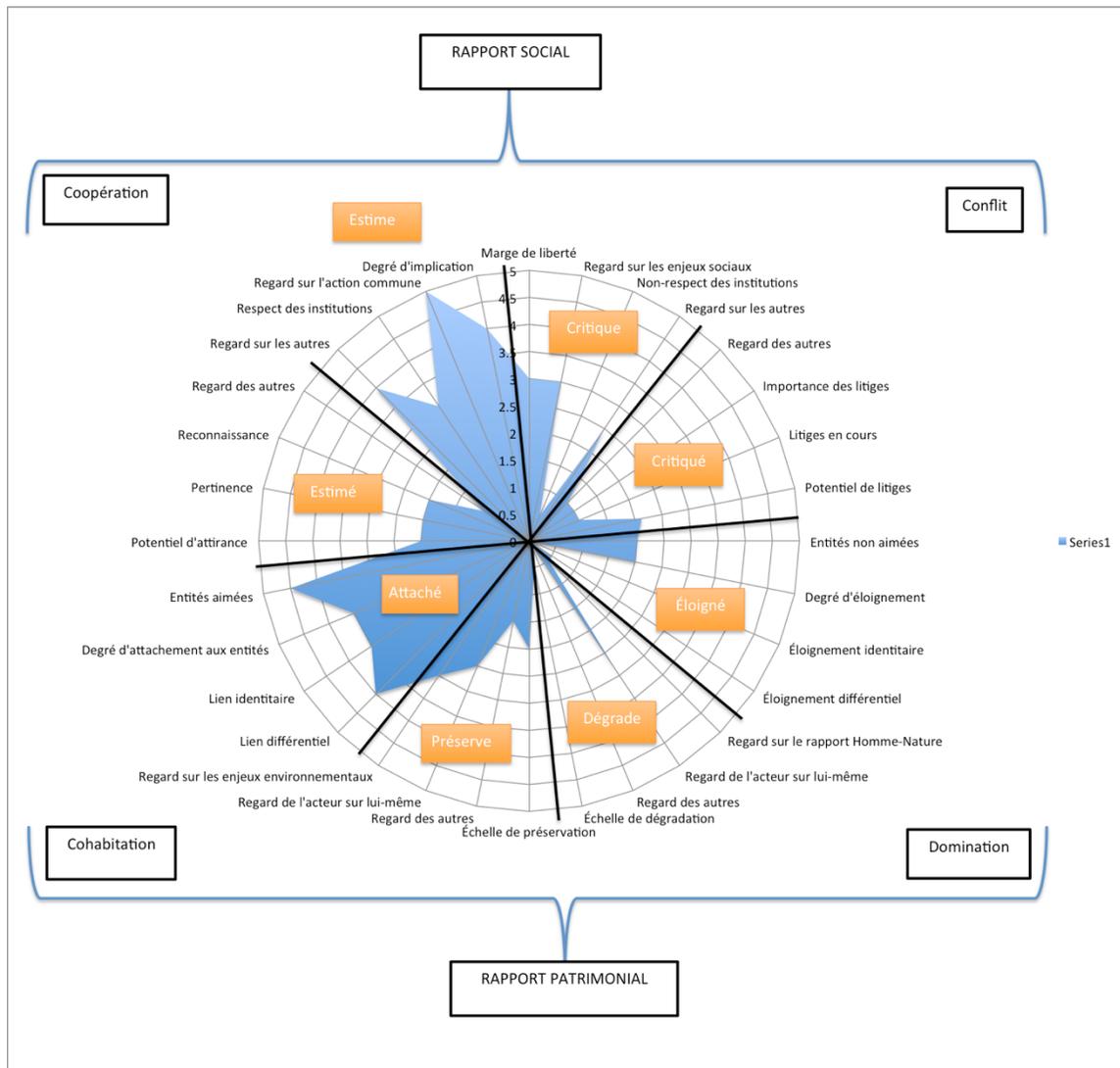
Personne ne devrait se sentir mis à l'écart dans le cas d'une AMP à PP. C'est un très bon projet, qui aurait dû être réalisé il y a longtemps. Elle est très heureuse que l'AMP voit enfin le jour. Cela devrait faire augmenter la quantité de poissons et tortues autour de l'île.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Une actrice très attachée et perspicace qui aimerait agir.

- Connaît les moeurs locaux et les touristes (via CC).
- Souhaite l'utilisation du territoire au bénéfice des Maienses avant tout.
- Souhaite une gestion participative, forte et bien contrôlée, surveillée.
- Conscience du besoin d'éducation et de bons investissements sur l'île.

ACTEUR 28 - PROPRIÉTAIRE D'UNE PETITE COMPAGNIE TOURISTIQUE (MAIO)



Empreintes territoriales : Acteur 28

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie certains projets (ex : PRAO, AMP à PP) mais parle peu des acteurs et quand c'est le cas, c'est généralement neutralement. Elle parle très peu des grands programmes, mais en connaît certains (plus locaux) qu'elle apprécie (PRAO). Elle souhaite une concertation ouverte à tous et participe elle-même aux concertations territoriales pour partager (sans être actrice liante).</p> <p>Son principal atout est qu'elle dispose de partenaires et qu'elle connaît relativement le monde des pêcheurs (association / vue sur la mer) - ce qui correspond à un besoin spécifique. Un autre acteur du système l'a recommandée, mais elle est connue (certains l'apprécient, d'autres pas).</p> <p>Elle critique parfois et sans beaucoup de conviction certains groupes d'acteurs (pêcheurs industriels ou étrangers); parle peu des grands programmes mais déplore timidement le laxisme des institutions (IMP); ne s'implique pas dans les conflits observés et s'exprime faiblement dans les concertations publiques.</p> <p>Les autres la perçoivent tantôt positivement, tantôt négativement : la moyenne étant neutre.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les bateaux étrangers ne respectent pas la zone réservée à la pêche locale et prennent les juvéniles avant la reproduction : cela nuit à toute la communauté qui dépend du poisson. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Elle connaît les gens qui vivent et qui passent à Maio. » (propriétaire du bar voisin)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - autres étrangers à Maio - connaît pê., observe & asso - artisanat 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs traditionnels - vendeuses de poissons - association pêcheurs - éco-tourisme - dépollution 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs étrangers - propriétaire bâtisse (CMM) : administration - tourisme de masse (popx10) 	<ul style="list-style-type: none"> - certains pêcheurs connaissent ses ennuis administratifs (loyer non payé)

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur identifie certaines causes aux problèmes environnementaux (pêche illégale et extraction de sable) sans proposer de solution; est cité comme groupe pour l'importance mineure de ne pas jeter de déchets sur la plage; enfin, il préserve pour lui-même et les Maienses, pour le présent et dans le futur. Il témoigne de la passion pour plusieurs entités, parfois très citées (plages, tortues, beauté de la mer) et parfois moins (sel, odeur), par le complexe; parle de l'entité personnellement et lui attribue une valeur d'agrément (océan = énergie) et existentielle (le poisson pour la communauté maiense). Il souhaite transmettre ces entités sans compromettre ses relations avec les autres et sans compromettre les systèmes écologiques.</p> <p>Il donne essentiellement une valeur d'agrément à la nature bien qu'il soit conscient de son importance cruciale / vitale pour les Maienses. Il dit dégrader autant que les autres mais cherche à limiter ses impacts (ramasse déchets, conscientise); n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et effectue une dégradation qui peut être résorbée.</p> <p>Les principaux défauts identifiés sont le fait que l'île est plate (naturel : plus sujette à l'érosion et forts courants) et les gros bateaux industriels (société moderne, qui nuisent fortement au territoire et sont cités par la plupart des autres acteurs). Elle ne fuira pas le territoire pour autant.</p>		<p>Lui : « L'océan unit. C'est l'énergie pour moi! »</p> <p>Eux : « Elle connaît bien Maio, elle fait une excellente guide. » (touristes)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - sel (pirates, histoire) - odeur de la mer (+ beauté) - tortues - poissons (protéines saines) - île primitive - eau saine - histoire de Maio (Belmira) - égalité (classes) 	<ul style="list-style-type: none"> - plages (vs.déchets) - dépollution - pêcheurs / Maienses 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux étrangers - extraction de sable - surpêche 	<ul style="list-style-type: none"> - île plate : érosion - bureaucratie - courants forts

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Une actrice impliquée irrégulièrement dans la vie de Maio.

L'empreinte hétéroclite de cette actrice montre qu'elle estime les Maienses et est attachée à l'île de Maio sans avoir parfaitement réussi à être estimée et préserver (outre par le discours) sa terre d'accueil en retour. Elle a une forte personnalité mais ne la dévoile pas toujours (parfois présente et parfois absente des débats locaux), ce qui la rend difficile à anticiper.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - vivre / être près de l'océan (mer) - développement local - vie douce (primitive) 	<ul style="list-style-type: none"> - cuisine - cultures diverses (euro / brésil / CV) 	<ul style="list-style-type: none"> - restaurant sur plage - ramasse déchets (parfois) - sensibilise (parle) et participe (réunions asso pêcheurs, PRAO)
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - empirique (voyages et CV) 	

Les pratiques et savoirs de cet acteur sont cohérents avec les préférences de cet acteur qui vise une vie calme près de l'océan. Il vit et laisse vivre; tente de s'impliquer mais ne fait pas trop de vagues. Elle s'accommode de l'île et de ses habitants qu'elle ne tente pas de changer.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Elle considère que tous les Maienses devraient pouvoir s'exprimer sur l'avenir de l'île.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- accords internat. - bateaux illégaux - manque industrie	- dév. loc - gvt en charge -presque intact	Bureau-cratie empêche de rép. aux vrais enjeux	- moins de bureau-cratie.	- manque d'infos + sensibilisation.	- Que tous (groupes, gvt, indiv) partagent info sur projets.	- accords - lois non respectée.	- gvt : contrôle - info - sensibilisation

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- développement local (industries) et touristique (modéré); 2- meilleure circulation de l'information et sensibilisation aux enjeux locaux; 3- moins de bureaucratie; 4- la fin des accords de pêche.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = énergie - bien-être - océan = poissons = survie des Maienses	- que tous participent	- entière : énergie (sans besoin de toucher; juste voir / sentir)	- En 1 ^{er} : Maienses (elle s'inclut dans ce groupe ajh).	- Génération intemporelle (non spécifié mais long terme)

Cette actrice qui fut d'abord attirée par l'aspect primitif de l'île et son océan omniprésent se sent maintenant totalement maiense. L'intérêt général est à son sens principalement celui des Maienses bien qu'elle soit au courant de certains enjeux plus globaux. Sa connexion avec

l'océan est entière (en tire son énergie) et elle souhaite que l'île se développe à prime abord pour ses habitants (subsistance et industries) sans perdre son authenticité.

Zoom sur Ponta Preta

L'AMP aurait dû être créée il y a longtemps.

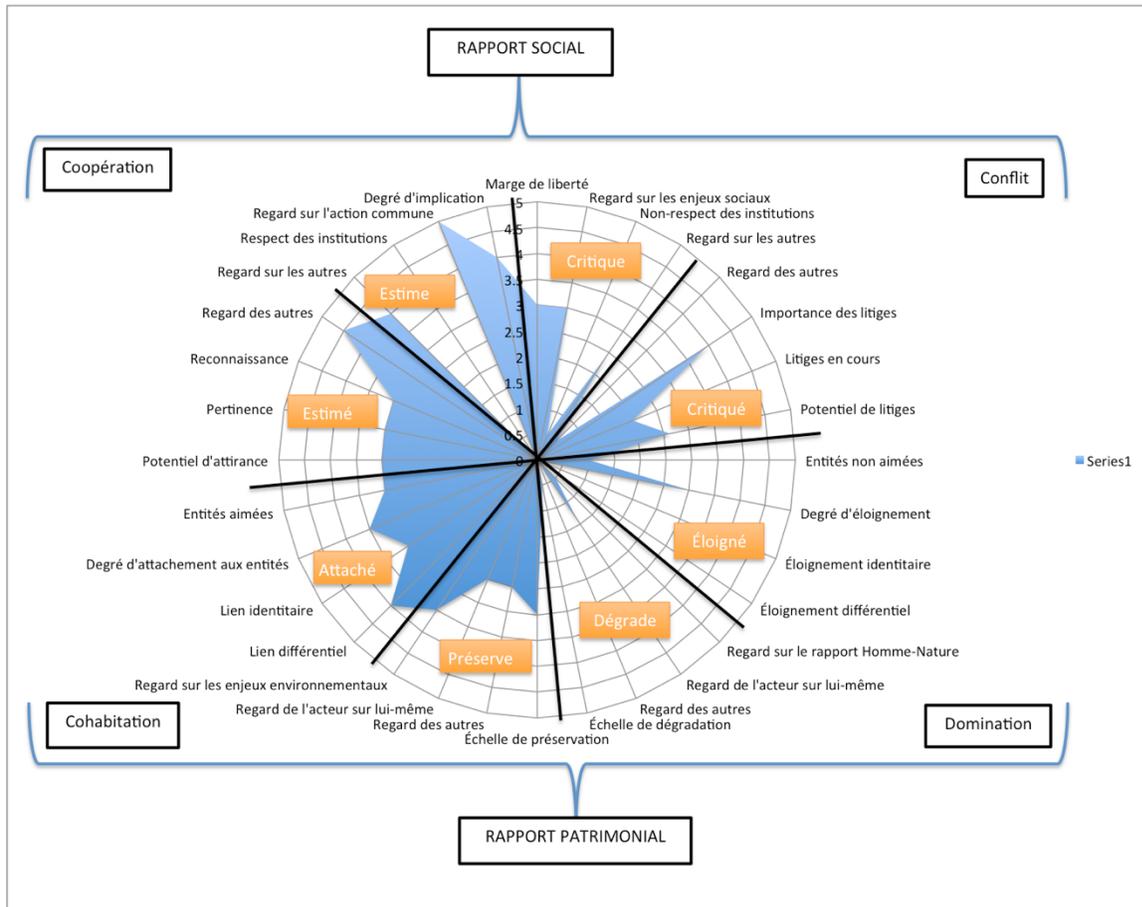
Cette actrice connaît le projet et elle trouve que c'est une très bonne idée, tant pour l'ensemble de l'île que pour le Cap-Vert. L'AMP devrait attirer les touristes (pour la plongée notamment) et leur faire constater la beauté et la richesse de la nature (véritable) du Cap-Vert. Le projet devrait aussi avoir pour résultat d'améliorer la santé (diversité et abondance) et par le fait-même, la pêche (rendement pour pêcheurs). Le maintien de la vie sur l'île est plus envisageable vu la sécurisation des moyens de subsistance et de l'apport économique potentiel du tourisme engendré.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Une actrice attachée aux visions et actions « artistiques » - spontanées et variables.

- Connaît les moeurs locaux et les touristes (via son restaurant).
- Souhaite l'utilisation du territoire au bénéfice des Maienses avant tout.
- Souhaite une gestion participative et davantage d'efforts gouvernementaux.
- Conscience du besoin de sensibilisation de la population et d'industries.

ACTEUR 29 - VENDEUSE DE POISSONS (PLAGE ET RESTAURANT)



Empreintes territoriales : Acteur 29

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur parle de manière positive des autre (IMP, police nationale), ne semble pas connaître les lois et grands programmes (outre la zone réservée à la pêche locale), souhaite une participation étendue à l'ensemble de la communauté et participe elle-même à certaines réunions (ex : association des pêcheurs et vendeuses de poissons). Elle dispose de connaissances (sur poissons et marché), détenues par moins de la moitié des Maienses et son groupe est souvent cité pour cet atout. Elle et ses projets (vente à CC) sont appréciés.</p> <p>Elle cible certains problèmes plus ou moins généraux (érosion de la plage et pente abrupte, diminution des poissons) qui l'affectent parfois directement et certains groupes d'acteurs (bateaux de Praia) et s'objecte sans toutefois compromettre ses relations avec les autres. Elle est impliquée dans le conflit d'usage généralisé à la plupart des pêcheurs et vendeuses : la concurrence pour la zone locale avec les bateaux de Praia en plus de conflits au sein de son groupe de vendeuses (aucune alliée). On parle de cette actrice, neutralement ou positivement.</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'IMP passe constamment sur la plage pour patrouiller : il fait bien son travail. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Elle est fiable; nous avons une entente et elle respecte le fait que nous soyons les premiers auxquels elle vend son poisson. » (restaurateur)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - équipe du CC - communauté - gestionnaires - connaît poissons - prête à aider 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs locaux - communauté - IMP - équipe du CC 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux de Praia - autres vendeuses - extraction de sable 	<ul style="list-style-type: none"> - autres vendeuses (jalouses) du même groupe - autres vendeuses (autre groupe)
Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur identifie des causes aux problèmes territoriaux dont il se soucie. Il limite ses impacts en ramassant les déchets sur la plage et en sensibilisant les autres et par cela tant qu'à titre de vendeuse (pouvant potentiellement devenir guides sur une AMP), ses actions sont jugées encourageantes pour la conservation. Ses actions sont pour l'instant très locales, mais peuvent aider à long terme. Elle est attachée au territoire, beaucoup aux poissons (en dépend et leur attribue une valeur existentielle) et aux plages qui représentent typiquement le mode de vie maiense. Elle souhaite les transmettre sans perturber l'ordre établi ni compromettre les systèmes écologiques.</p> <p>Elle donne une valeur existentielle à la nature mais n'est pas fataliste. Elle dit dégrader moins que les autres, et qu'elle améliorera encore son comportement si on l'oriente convenablement. Elle n'est jamais citée pour ses actions de dégradation et ne dégrade effectivement que de façon éphémère (mode de vie sans grande empreinte écologique). Les défauts du territoire identifiés sont issus de la société moderne (extraction de sable et pêche illégale) et représentent une nuisance importante pour le territoire et conduisent souvent à des discussions.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Notre territoire est directement lié à notre mode de vie. Il faut que tout le monde soit sensibilisé et outillé pour le préserver! »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les vendeuses de poissons ont plusieurs atouts pour la conservation : elles connaissent le poisson (évolution) et se soucient de l'avenir de l'île (souvent mères). » (gestionnaire)</p>	

COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - poissons - sable - plages 	<ul style="list-style-type: none"> - plages (vs. déchets) 	<ul style="list-style-type: none"> - extraction de sable - pêche illégale 	<ul style="list-style-type: none"> - diminution des stocks de poissons. - pentes abruptes de la plage.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Une actrice qui fait son travail sans critiquer ses concitoyen(ne)s.

L'empreinte de cette actrice est relativement réduite du fait qu'elle se dit finalement moins attachée que plusieurs de ses compatriotes vis-à-vis de ses semblables et de la nature, bien qu'en principe, elle considère que les Maienses dépendent directement de leur environnement et qu'ils devraient tous participer à sa conservation. Ses principes et sentiments semblent donc en décalage.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - vivre de la vente de poissons - sensibilisation / participation commune - beaucoup de poissons 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces (noms) des poissons - vente (marché, prix, conserve, transport) 	<ul style="list-style-type: none"> - vente sur plage et à CC - ramasse déchets (parfois) - sensibilise (parle) - participe (réunion asso pê.) - membre asso vendeuses
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire - empirique (travail) 	

Les pratiques et savoirs de cet acteur sont relativement cohérents avec ses préférences. Toutefois, sa vie et son bien-être dépendant tellement de l'abondance de poissons, elle pourrait davantage agir. Elle se dit d'ailleurs prête à le faire, mais c'est certainement un manque de connaissance sur les moyens à prendre pour préserver qui la limitent dans ses

actions. Bien que relativement impliquée et souhaitant une relation homme-nature optimale, l'attachement reflété dans l'entretien paraît plus cérébral que sentimental.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Elle considère que tous les Maienses devraient être sensibilisés et impliqués dans la gouvernance de Maio.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- bateaux illégaux (de Praia) - extraction de sable	- pêche locale unicumt - augm. abond. poissons	vendeuses tjs chicane - l'IMP a besoin aide	- plus solidarité - aide (police) à l'IMP	- manque formation + particip. (tous)	- Que tous soient réunis pr agir.	- bateaux illégaux - risque : pêcheurs exclus (y vont ajh)	- + AMP (Alcatraz) - poissons de nouv. abondent

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- pêche locale et vente continue des poissons; 2- meilleure et étendue sensibilisation et participation; 3- plus d'AMP.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- océan = survie - travail, bien-être	- que tous participent et soient formés	- océan et poissons = identité maiense	- En 1 ^{er} : Maienses (vision très limitée aux gens de Maio)	- considère le long terme.

Cette actrice se sent déterminée par l'océan et ses ressources : lorsque les pêcheurs ne peuvent aller en mer et qu'elle ne peut pas vendre son poisson, elle est triste. C'est toutefois une tristesse exprimée plus superficiellement (cérébralement) que très profondément. Elle souhaite une gouvernance étendue mais est bien consciente du fait que pour cela, les

Maienses doivent être formés et sensibilisés, puis réunis. L'intérêt considéré se généralise à l'ensemble des Maienses, mais semble véritablement lié à leur mode de vie traditionnel sans inclure les touristes ou étrangers (ne semble pas se préoccuper de ceux-ci).

Zoom sur Ponta Preta

L'AMP est une bonne chose. Il en faudrait davantage.

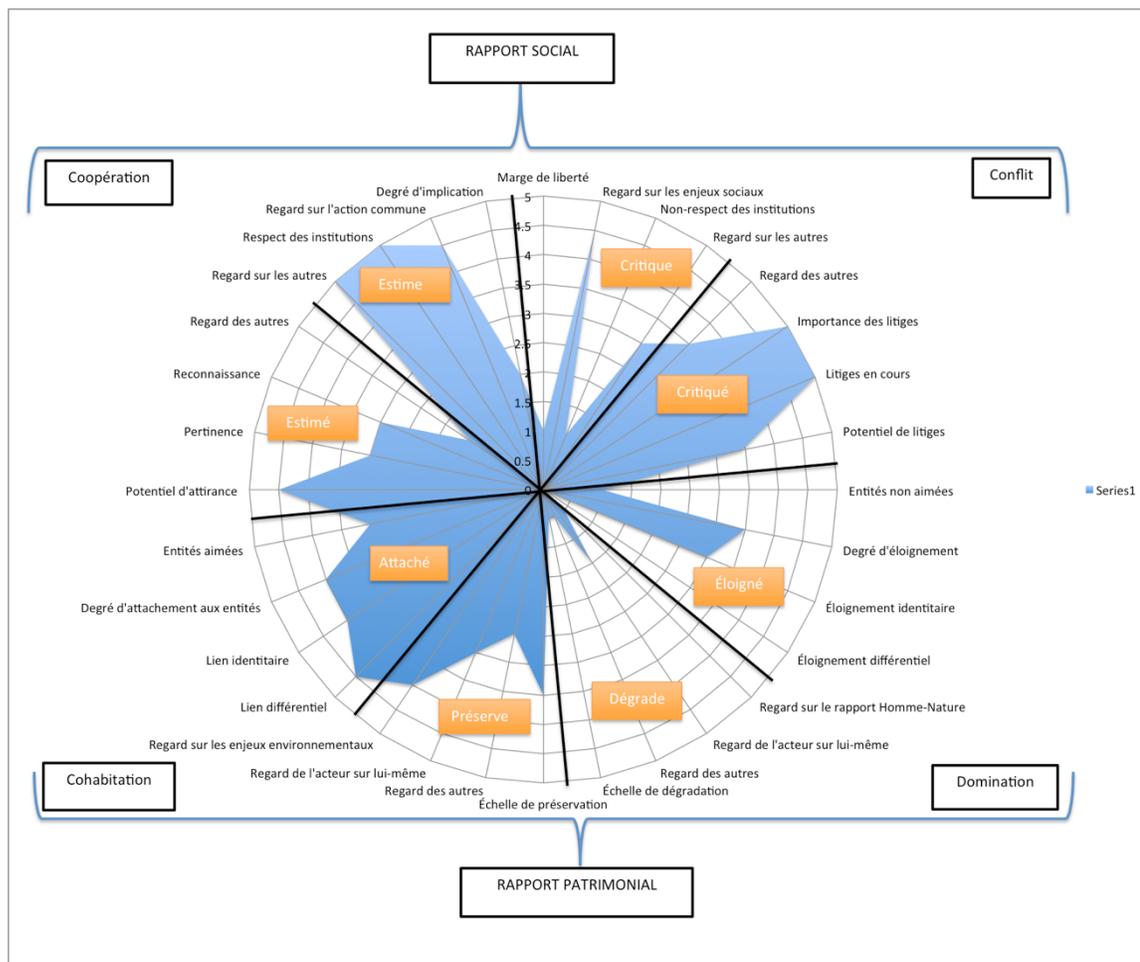
L'AMP est une bonne idée mais les pêcheurs risquent de se sentir exclus du projet de protection marine puisqu'ils vont actuellement pêcher là-bas lorsqu'il n'y a pas de poisson ailleurs. Toutefois, cela devrait permettre aux poissons de se reproduire et de redevenir abondants. Il faudrait faire d'autres AMP à Maio (à Alcatraz par exemple). Pour maximiser la participation des Maienses, il faudrait réunir tout le monde pour discuter du projet en les invitant dans la rue à une grande réunion à l'association des pêcheurs (SCAPA / Pesca maio). De son côté, elle serait prête montrer aux visiteurs de l'AMP les poissons qu'on y retrouve et leur dire leurs noms.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Une actrice centrale qui ne prend pas beaucoup de place dans le complexe toutefois.

- Connaît; attachée aux moeurs locaux (considère essentiellement l'intérêt maiense).
- Est associée aux vendeuses, participe à certaines réunions de l'asso. des pêcheurs.
- A aussi des partenaires « étrangers / commerciaux »
- Plutôt optimiste / objective face aux autres et à leurs projets.
- Souhaite une formation et une gestion entièrement participative.

ACTEUR 30 - ASSOCIATION DES PÊCHEURS DE MAIO (CALHETA)



Empreintes territoriales : Acteur 30

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur est enthousiaste face au PRAO, au projet d'AMP de PP tant que face à l'association qu'il préside. Il considère tous ces projets comme étant compatibles et complémentaires. Il va au-delà des grands programmes et lois en participant lui-même à des rencontres de formation et sensibilisation pour les faire évoluer. Il souhaite la concertation inclusive, mais en ce qui concerne la pêche, il considère les pêcheurs comme principaux responsables. Enfin, il rencontre les autres lors des réunions de l'association et pour les sensibiliser à ce qu'ils ne font pas correctement (pêche au harpon, etc.). Il connaît les espèces pêchées et le monde de la pêche au Cap-Vert, possède un bateau, une emprise humaine à titre de président de l'association des pêcheurs, des partenaires à ce même titre (PRAO notamment) et de moyens financiers également grâce à cette fonction. Sa position répond à plusieurs besoins évoqués par les autres acteurs (influence, éducation, pouvoir de ralliement, etc.) sans nommer son nom, et les pêcheurs sont très divisés face à lui (appréciation mitigée ou critiques négatives vives).</p> <p>Il critique le groupe de pêcheurs au harpon-bouteille qui nuisent aux autres pêcheurs et accélèrent le déclin des espèces; il critique également les pêcheurs de Praia (industriels ou semi-ind.). Il regrette la mauvaise application des lois (qui sont respectées sur d'autres îles mais pas à Maio, faute de moyens). Il est impliqué dans ces conflits qui sont vécus au sein de l'association, ou entre l'association et les pêcheurs étrangers, et il participe à des rencontres pour tenter de remédier au problème. Enfin, il reste plutôt positif lors de l'entretien et ne cible aucun individu; reste poli. Cet acteur est impliqué dans de nombreux conflits (internes à Maio (confiance en lui de la part des pêcheurs : morale et personnelle / pêche au harpon : usage) et externes (pêcheurs extérieurs : usage), touchant toute l'île et l'eau environnante. Certains acteurs n'émettent pas d'avis ouvert à son égard, alors que d'autres le critiquent sévèrement (environ la moitié des pêcheurs rencontrés).</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'association apporte plusieurs bénéfices aux pêcheurs qui sont membres : ils peuvent ainsi avoir accès à du crédit pour une maison, un bateau, etc. »</p> <p>Eux :</p> <p>« L'association ne compte plus que quelques membres, tous sur le CA et avec lesquels il n'y a plus de profit pour les autres pêcheurs. » (pêcheurs de Vila)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - président de l'association - a participé aux formations/rencontres du PRAO 	<ul style="list-style-type: none"> - Pesca Maio (avant) - CMM - pêcheurs qui paient - PRAO-CV - neveu et fils (bateau) 	<ul style="list-style-type: none"> - mbs mauvais payeurs - bateaux de Praia - pêcheurs au harpon 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs de Vila - anciens membres de l'association

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur montre une inquiétude relativement aux problèmes environnementaux (pêche non durable) et propose l'éducation, la fiscalisation et la protection comme solutions. Il limite les impacts en tentant d'influencer les autres pêcheurs vers de bonnes pratiques, ce qui est considéré comme encourageant par les gestionnaires locaux et régionaux (PRAO) mais n'est pas tellement reconnu par ses pairs (pêcheurs locaux). Il tente de protéger l'ensemble de l'océan entourant Maio pour son groupe, aujourd'hui et dans le futur. Il est attaché aux poissons qui représentent l'histoire et le futur de l'île; leur attribue une valeur existentielle et souhaite les transmettre aux générations futures tout en ayant conscience de l'interdépendance entre la ressource et son milieu (et donc, l'importance de préserver l'océan).</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature et en connaît les problèmes tout en identifiant certaines solutions (ex : suivre avec GPS, fiscaliser, etc.); il dit dégrader moins que plusieurs puisqu'il ne pêche qu'à la ligne, et effectivement, il n'est pas cité pour ses actions de dégradation bien que l'usage quotidien engendre nécessairement un faible impact sur le milieu. Il identifie peu de défauts au territoire, issus de la société moderne (les poissons fuient la lumière, les bateaux industriels et les harponneurs raflent tout, etc.) et qui freinent de manière importante ses activités. Il se trouve donc dans le groupe qui rejette la pêche au harpon. Il ne souhaite pas quitter le territoire malgré ces défauts.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut faire évoluer les consciences afin qu'il y ait encore des poissons, langoustes et buzios pour nos enfants! »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il est souvent absent aux rencontres de l'association qui ne joue plus son rôle de moteur auprès des pêcheur. Avant, elle était plus active. » (pêcheurs de Vila)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - poissons - association - bateau - maison - pêche à la ligne - réfrigérateur/auto (stocker) - technologies (GPS, sonars) 	<ul style="list-style-type: none"> - poissons (réunions et rôle asso) - pêche à la ligne 	<ul style="list-style-type: none"> - usage (moteur, quotidien) - bateaux étrangers - harpons 	<ul style="list-style-type: none"> - ne pas être proprio - mauvais contrôle - manque moyens IMP

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur contesté qui se sent toutefois légitimé et utile (bon enfant?).

L'empreinte de cet acteur montre qu'il se trouve au coeur des enjeux territoriaux et qu'il est bien disposé envers la plupart des autres acteurs (estime) : cela est effectivement le cas pour les gestionnaires locaux et régionaux qui le lui rendent relativement, ainsi qu'envers les pêcheurs associés payant leur cotisation. Toutefois, les pêcheurs non associés le critiquent vertement. Il se voit au coeur des actions pour préserver et bien gérer le territoire alors que les autres acteurs, bien que reconnaissant que ce rôle lui reviendrait du fait de ses fonctions, n'ont pas l'impression qu'il fasse des efforts pour le groupe qu'il doit représenter, ni pour l'ensemble de la communauté.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - toujours pêcher - éducation aux enfants - participation tous - beaucoup d'sps trad. - conservation : pêche durable 	<ul style="list-style-type: none"> - espèces pêchées - techniques locales, industrielles (-) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne, 2 aides - participe (réunion et formations du PRAO) - CA association - soupçonné corruption
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire - empirique (travail), qqs formations 	

Les pratiques et savoirs de cet acteur sont cohérents avec ses préférences, tous assez simples et unilinéaires : pour une pêche durable à Maio. Il s'implique dans l'association mais pourrait être plus proactif, et les allégations de détournement de fonds qui pèsent contre lui en font un personnage moins droit qu'il ne semble a priori.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faut former la communauté afin qu'elle adopte de bonnes pratiques pour le futur.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- bateaux illégaux (de Praia)	- pêche locale à ligne	- membre non payeurs	- plus gardes-côtes	- manque formation et info.	formation (enfants surtout)	nécessaire; besoin où sites reprod.	- lieu d'apprentissage et reprod. poissons
- pêche au harpon	- augm. poissons	fiscalis. déficiente	formation				

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- pêche à la ligne, locale et durable; 2- meilleure fiscalisation; 3- conservation et éducation allant de pair.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - océan : mode vie - travail - développement 	<ul style="list-style-type: none"> - que tous soient informés (enfants) - participation à conservation. 	<ul style="list-style-type: none"> - océan et poissons = racines et futur 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1^{er} : Maienses (ne parle pas des autres acteurs) 	<ul style="list-style-type: none"> - considère les enfants et les générations futures.

Cet acteur sait à quel point la survie de son groupe, et de leurs descendants ainsi que de la communauté en entier, dépend du bon état de la ressource en poissons. Il ne considère l'océan que sous cet aspect (ne mentionne pas le tourisme ou les loisirs - seulement la pêche). Il souhaite que tous soient formés quant aux bonnes pratiques à adopter pour la pérennité de la ressource, qu'une meilleure fiscalisation permette d'empêcher la pêche au harpon et les bateaux étrangers dans la zone locale.

Zoom sur Ponta Preta*L'AMP est une très bonne chose.*

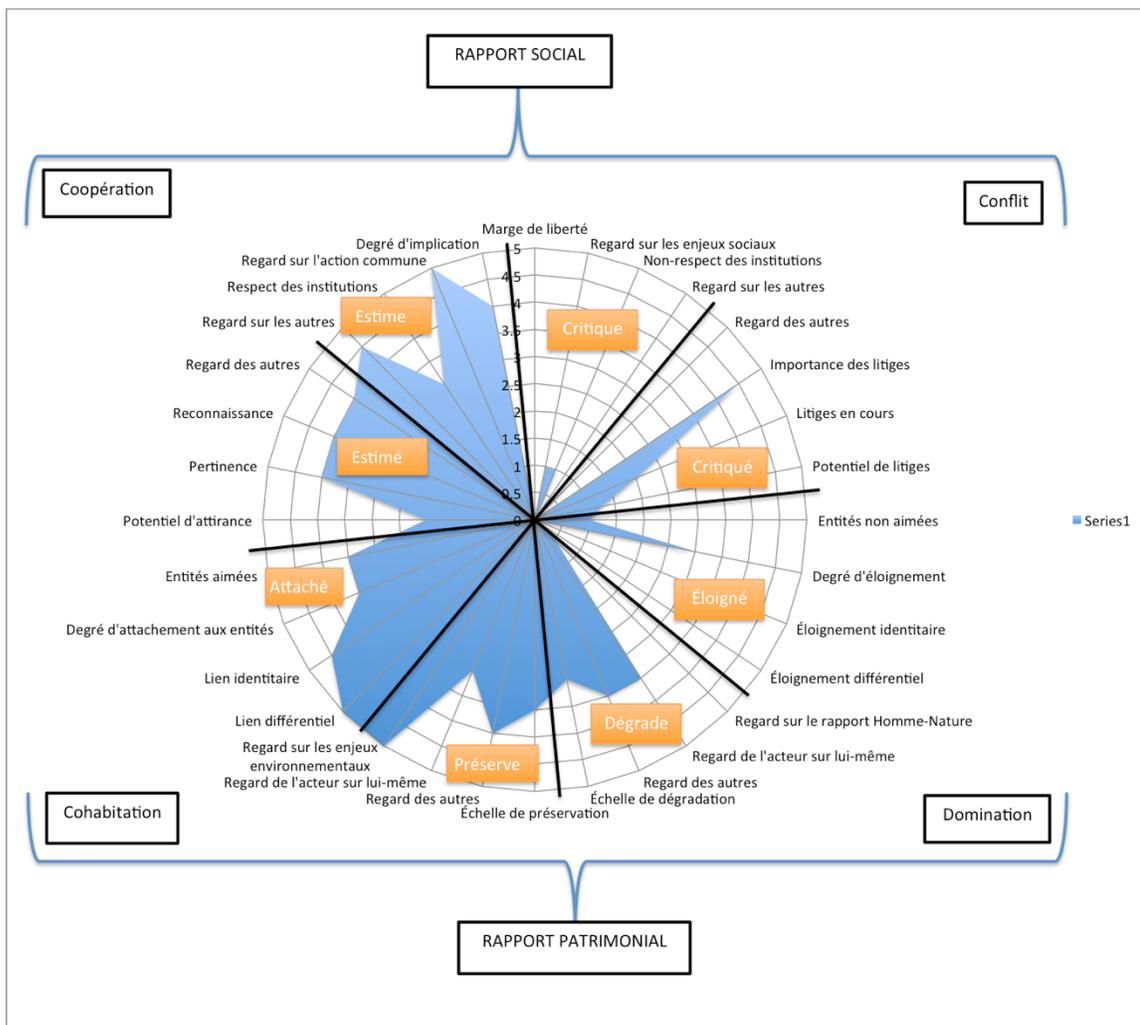
La conservation sert à permettre la reproduction des stocks (raison pour laquelle le choix du site de Ponta Preta est judicieux), et ainsi, la pêche durable par effet de débordement. Le site est parfait pour le tourisme et la population locale également : les fonds sont très beaux (riches en biodiversité - faune et flore) et c'est un lieu agréable. Elle sert également de lieu d'éducation pour les enfants qui peuvent apprendre sur les AMP, la vie qui s'y trouve et les moyens de la préserver. Des sorties scolaires pourraient être prévues pour les amener sur place et leur montrer les bonnes pratiques à adopter. Combinée au projet du PRAO et à une bonne fiscalisation associée, cela permettra de préserver les espèces menacées (langoustes, buzios, juvéniles). Il reste à la faire officialiser par la DGA, mais la vie des pêcheurs et de la communauté devrait s'en trouver améliorée : les touristes viendront de loin pour la visiter et l'AMP fera connaître l'île. Il faut que la communauté participe au projet. Que l'AMP montre l'exemple à suivre (ne pas pêcher les juvéniles, ni au harpon), qu'elle permette de montrer l'importance de respecter le milieu, qu'elle soit un lieu de communication. Les enfants seront heureux si la pêche est durable.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur controversé qui se voit comme étant proactif : possiblement mobilisable.

- Connaît les sites de pêche, méthodes et poissons autour de l'île.
- Central à l'association des pêcheurs; critiqué pour son utilisation des cotisations.
- A aussi des partenaires régionaux (PRAO, coopérations étrangères), locaux (CMM).
- Positif face à l'association + projets de conservation (AMP); fiscalisation (PRAO).
- Souhaite une gestion des pêches par pêcheurs et PRAO; AMP par tte communauté.
- Conscient de l'importance de l'éducation pour l'adoption de bonnes pratiques.

ACTEUR 31 - PÊCHEUR ET PLONGEUR DE CALHETA



Empreintes territoriales : Acteur 31

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur ne critique aucun projet ou acteur, il est relativement consensuel (sans être vraiment enthousiaste). Il parle des lois et grands programmes (tels que Pesca Maio et PRAO) de façon appréciative. Il dit souhaiter la gouvernance participative de l'AMP de PP, mais ne mentionne pas ce mode de gouvernance pour l'ensemble du territoire. Enfin, il participe aux concertations territoriales pour construire ensemble. Il connaît les sites de pêche, les autres acteurs locaux et a suivi l'évolution des stocks de poissons en plus d'être formé pour plonger et d'avoir une certaine emprise humaine à titre d'ex président de l'association. Son implication dans la création du projet de Ponta Preta est un atout dont lui seul dispose, recommandé par plusieurs acteurs en le nommant. Il est apprécié (sa pêche au harpon n'est pas mentionnée par le reste du réseau).</p> <p>Cet acteur regrette le mauvais contrôle (mauvaise application des lois), qu'il tient responsable du déclin drastique des stocks de pêche depuis 20 ans. Il est conscient d'enjeux territoriaux, mais ne blâme personne d'autre que les pêcheurs pour cette situation précaire. Il n'exprime pas de désaccord. Il est impliqué dans un conflit d'usage et de valeur morale par la pêche au harpon qu'il pratique et les langoustes qu'il ramasse; le conflit plongeurs-pêcheurs à la ligne revient souvent dans le discours de tous les acteurs et touche l'ensemble du territoire. Il reste bien vu du réseau qui ne semble pas avoir connaissance de ses activités de pêche avec bouteille.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Le PRAO aidera la conservation marine, en sensibilisant et donnant une bonne formation à la population locale. »</p> <p>« L'IMP travaille bien, mais seulement à Vila. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il était très impliqué dans l'association avant : il était très apprécié.»</p> <p>(entrepreneur d'origine étrangère)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - Pesca Maio - résidents (ONG, restaurateurs) - pêcheurs - certifié plongée - ex prés. asso pê 	<ul style="list-style-type: none"> - PRAO-CV - IMP (travaille) - Étrangers petits opérateurs touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux industriels - ne mentionne pas d'autres opposants. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs à la ligne (vs. bouteille)

Rapport patrimonial			
<p>Il propose comme solution au déclin des stocks de pêche, une sanctuarisation de la zone de Ponta Preta (fermeture complète d'au moins un an) et des activités alternatives aux pêcheurs (ex : tourisme). Il limite ses impacts en ne pêchant pas pendant la période d'interdiction (ponte) mais continue de plonger et de ramasser les langoustes bien qu'il sache que cela nuit à l'environnement marin. Son implication comme initiateur du projet de réserve marine à Ponta Preta est reconnue et appréciée de plusieurs acteurs. Ses préoccupations touchent principalement le présent, puisqu'en 20 ans, il a vu les stocks complètement décliner. Il témoigne un attachement important envers des entités souvent citées par les autres (poissons, langoustes), apprécie leur valeur existentielle et souhaite les transmettre aux générations futures. Il a déjà organisé des actions communes pour Ponta Preta, mais ne semble plus très actif. Enfin, il conçoit bien l'océan comme un système complexe de la nature.</p> <p>Il donne une valeur existentielle à la nature mais ne considère pas les actions de l'homme comme étant irréversibles. Il sait qu'il dégrade le milieu par la pêche avec bouteille, et dit qu'il changera ses pratiques si on lui offre des alternatives (ex : guide de plongée pour touristes). La pêche au harpon est une activité souvent citée comme causant des dégradations d'importance relative (moins que les bateaux industriels, mais néfaste tout de même). C'est donc une dégradation locale (va à Porto Cais) mais régulière. Il identifie peu de défauts, uniquement issus de la société moderne (harpons, bouteilles, équipement technologique) et considère que ce qui en résulte (le déclin des poissons) lui nuit directement. C'est un problème souvent cité par les autres acteurs.</p>		<p>Lui :</p> <p>« On est arrivé à un point critique de l'abondance halieutique, mais on peut encore rétablir l'environnement. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il a lancé le projet de Ponta Preta avec Pesca Maio. » (pêcheurs)</p> <p>« Les plongeurs dégradent sérieusement le milieu et empêchent les pêcheurs à la ligne de trouver les poissons facilement. » (INDP, Maio).</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - conservation - Projet Ponta Preta 	<ul style="list-style-type: none"> - Ponta Preta 	<ul style="list-style-type: none"> - langoustes (+ autres poissons via plongée) 	<ul style="list-style-type: none"> - gros bateaux - plongée - mauvais contrôle - mauvaise éducation.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un pêcheur apprécié pour son passé, devenu moins actif.

Cet acteur présente une empreinte un peu disparate, étant très apprécié pour son rôle d'initiateur du projet Ponta Preta, mais son groupe (pêcheurs plongeurs) étant très contesté car considéré comme à la source du déclin des langoustes, buzios, etc. Il est attaché au territoire et est très conscient de son lien vital avec ce dernier, mais le dégrade tout de même

consciemment. Il regrette cela et souhaiterait se voir proposer une activité alternative (comme guide touristique de plongée par exemple). Il est peu critique des autres acteurs et groupes, mais attribue le piètre état actuel des stocks de poissons au manque de contrôle exercé par les institutions devant être en charge.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - bien contrôler - bien éduquer / sensibiliser / former - conservation et fermeture de certaines zones à la pêche. 	<ul style="list-style-type: none"> - sites de pêche - projets initiés à Maio - techniques de pêche et poissons - plongée sous-marine 	<ul style="list-style-type: none"> - ex. CA de l'association (PP) - plonge (langouste) - participe aux réunions.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - - empirique (lié à la pêche, association, conservation - Ponta Preta) - - « via formation » (plongée ssmar., GPS) 	

Ses préférences, savoirs et pratiques ne paraissent pas très compatibles vu qu'il réalise les méfaits de la pêche par plongée sur le milieu sans modifier ses pratiques. D'une part, il souhaite la conservation, et de l'autre, il attend qu'on lui propose des alternatives pour changer ses pratiques.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Toute la communauté doit être incluse dans les projets de conservation.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - manque de contrôle	Projetée contrôle - AMPPP	Critique pas altern.	Projetée tourisme : plongée	Critique - non inclusive.	Projetée - PRAO : cogestion-formation.	Critique - pas d'AMP	Projetée - PP.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- un meilleur contrôle des eaux; 2- des alternatives à la pêche avec bouteille; 3- Ponta Preta (et fermeture de certaines zones à la pêche).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - sa famille, Maio - travail, alternat. : directement liés à l'océan (pê, pl.). 	<ul style="list-style-type: none"> - besoin de faire participer comm. à protection. Former, sensibiliser, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - dépendant, directement. 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1^{er} : Maio 	<ul style="list-style-type: none"> - l'avenir dépend du présent : agir tout de suite pour le futur.

Cet acteur a une réflexion très ancrée dans l'immédiat et l'hyper local. Ayant vu les conséquences désastreuses d'un contrôle déficient en seulement vingt ans, il est pressé d'agir, de protéger. Que tous soient conscientisés et participent à l'effort pour contrer le déclin irréversible des stocks de poissons.

Zoom sur Ponta Preta

C'est un projet qu'il a démarré et qui lui tient à coeur.

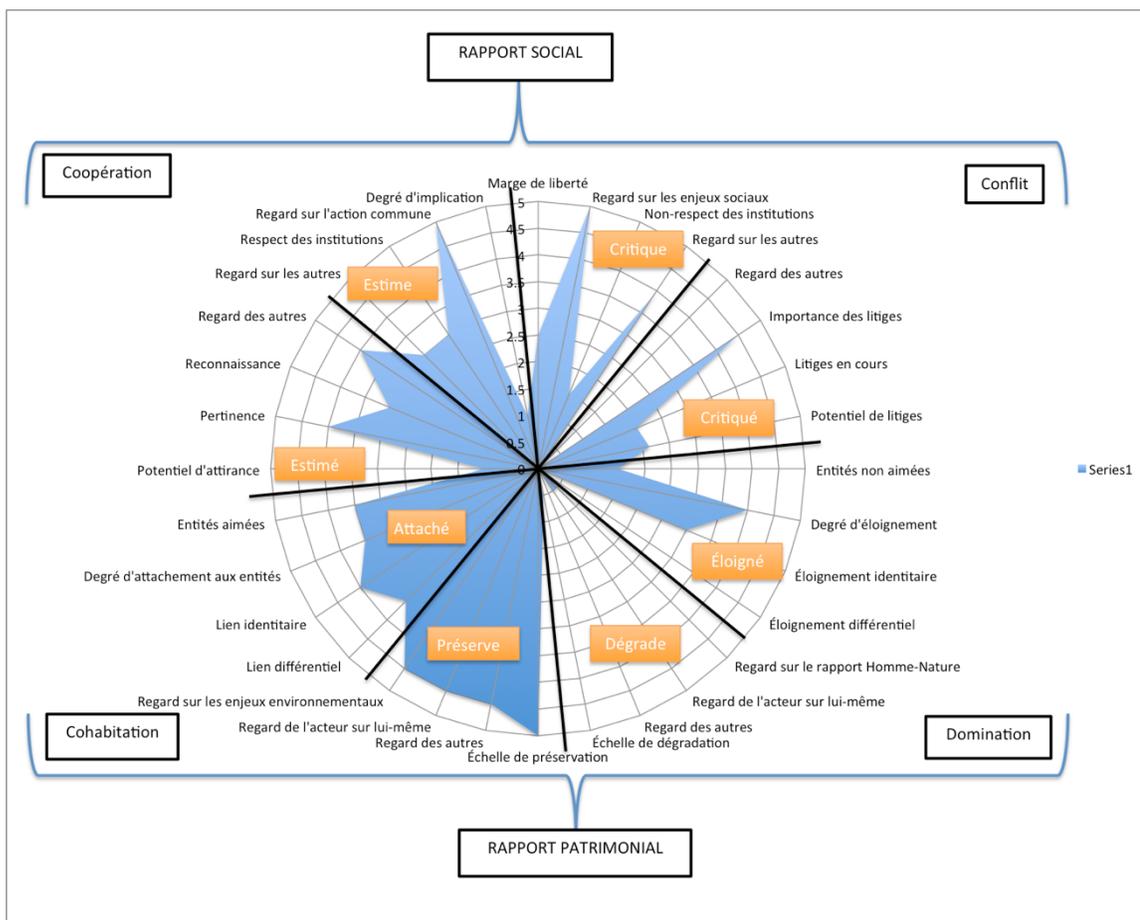
Il croit que c'est un projet porteur, qui pourrait servir à inciter au tourisme. Le milieu naturel, les beaux sites de plongée et l'abondance de poissons, langoustes, etc. attireraient certainement les touristes. La protection de la zone permettrait aussi une meilleure productivité (effet de refuge et débordement), donc des profits (ex : + de langoustes si elles peuvent se reproduire).

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur connu à Maio, dont les perceptions ont évolué au fil des ans.

- Connaît les étapes ayant fait démarré le projet de Ponta Preta.
- Acteur intéressant, pressé d'agir, tous ensemble.
- Optimiste face à la plupart des initiatives en cours.

ACTEUR 32 - PÊCHEUR DE VILA DO MAIO



Empreintes territoriales : Acteur 32

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie certains projets (aide internationale, contrôle maritime, association des pêcheurs) mais critique les acteurs qui les portent (responsables, IMP, président de l'association); il apprécie d'autres acteurs sans bien connaître leurs projets (ex : le PRAO). Il apprécie donc certains grands programmes (incluant le projet d'AMP à PP) et souhaite la concertation, participation de tous (il a des idées pour joindre la communauté). Il participe cependant lui-même peu aux réunions et actions communes (désabusé). Il connaît bien la pêche à la ligne (pêche même des murènes de cette façon), et les bons sites, mais ne dispose pas d'autre atout considéré par le complexe. La pêche à la ligne est toutefois considérée comme vitale, et demandée par plusieurs acteurs du complexe sans citer d'individu en particulier. Il est donc apprécié, tout comme ses projets.</p> <p>Il critique certains acteurs ciblés (sans citer de nom) de manière très virulente : au sein de l'association en particulier. Il considère que le problème vient surtout des institutions mal organisées, ainsi que du mauvais contrôle de la loi. Il connaît les liens entre les acteurs critiqués, ses propres actions et la qualité déclinante de l'environnement marin. Enfin, il exprime son désaccord principalement lors de l'entretien mais ne se présente pas régulièrement aux rencontres de groupe. Il est impliqué dans un conflit d'usage (avec les bateaux industriels) et de valeur morale (dans l'association et quant à la cotisation des membres).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les animatrices du PRAO devraient voir à la fiscalisation et à l'entretien des DCP. »</p> <p>« Si les pêcheurs et la communauté étaient bien organisés au sein d'une organisation efficace, la protection du milieu serait meilleure. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs à la ligne véhiculent notre patrimoine. » (INDP,+)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - proprio bateau, 2 aides - critique - idées : joindre - communauté 	<ul style="list-style-type: none"> - autres pêcheurs li. - (individualiste) - PRAO 	<ul style="list-style-type: none"> - autres pêcheurs (pour sites) - association pêcheurs + présid. - (mal organisée, corrompue) - gros bateaux (industriels) - manque de rigueur (aide int.) - police maritime (impuissante). 	<ul style="list-style-type: none"> - ne paie pas les frais de membres (asso) - ne se rend pas à toutes les réunions (PRAO)

Rapport patrimonial			
<p>Il propose la création d'AMP, se montre inquiet, et suggère également une meilleure organisation / efficacité des institutions. Il préserve de façon volontaire par la pêche à la ligne, est cité pour cette raison et préserve ainsi des entités complexes pour les générations futures avec peu de moyens. Il témoigne un attachement important envers des entités souvent citées par les autres (poissons, etc.) auxquelles il attribue une valeur existentielle. Il veut les transmettre (entité non localisée mais peu complexe si on ne considère que les poissons) sans compromettre ses relations avec les autres (ne participe pas régulièrement aux assemblées), ni les systèmes écologiques.</p> <p>Il donne une valeur existentielle à la nature mais pense que des solutions sont possibles (bonne organisation des institutions) pour changer les choses. Il dit dégrader très peu, moins que les autres, n'est jamais cité pour sa dégradation et dégrade très peu en effet. Il identifie peu de défauts, issus de la société moderne (bateaux industriels, corruption, manque de moyens et suivi de projets internationaux) et d'un certain héritage culturel (désorganisation des institutions). Il parle de l'association dont la mauvaise gestion des fonds nuit à ses intérêts personnels (aimerait bénéficier des prêts, sans jeter son argent par les fenêtres). L'association divise (les membres qui paient vs. ceux qui ne paient pas et ceux qui carrément s'en sont désistés). Il n'identifie pas de défaut au territoire.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut de bonnes organisations pour bien protéger le milieu, bien structurées et qui rejoignent bien la communauté. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs à la ligne devraient pouvoir poursuivre leurs activités dans l'AMP. » (PRAO-CV)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - poissons, murènes - DCP 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - AMP - Maraïka et cie. 	<ul style="list-style-type: none"> - gros bateaux - asso (indirectement) - mauvaise organisation / comm. des institutions 	<ul style="list-style-type: none"> - IMP ne contrôle pas - association de pêcheurs sans résultats + communs.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un pêcheur apprécié via son groupe, mais peu impliqué (et donc critiqué).

Cet acteur estime certains autres acteurs, mais rarement les institutions, qu'il juge mal organisées (mal coordonnées, communication inefficace, corrompues ou ne faisant pas respecter leurs lois / règles). Il est estimé à titre de pêcheur à la ligne, mais pas entièrement car il participe peu aux réunions / s'implique peu. Il est attaché au milieu par sa dépendance, mais ne montre pas de passion; préserve par sa technique de pêche peu invasive. Il est éloigné

de certains traits maienses (mauvaise organisation, laxisme, bateaux industriels qui pêchent tout, etc.).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - bien contrôler (bat industr.) - bien communiquer avec pop. - conservation - organisations structurées 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - mécanismes dans association pêcheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - ne participe pas à toutes les réunions.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - empirique (pêche, association, cons.) - vernaculaire (culture) 	

Cet acteur est cohérent avec ses préférences et savoirs dans ses pratiques personnelles (pêche à la ligne, conservation marine) mais non dans ses pratiques sociales (ne participe pas aux rencontres alors qu'il promeut la participation de tous à la gouvernance). Il est cependant cohérent avec l'individualisme qu'il défend.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Toute la communauté doit être incluse dans la protection.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
<ul style="list-style-type: none"> - manque de contrôle - pas d'org. respons. 	<ul style="list-style-type: none"> - contrôle - instit. + fortes / structur. 	<ul style="list-style-type: none"> - asso corromp. - intérêts ind vs. coll 	<ul style="list-style-type: none"> - \$ bien géré. - asso proactive. 	<ul style="list-style-type: none"> - mauvais. communication (ne rejoint) 	<ul style="list-style-type: none"> - campagne : affiches, radio, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - bouées respect. par 1/2 gens 	<ul style="list-style-type: none"> - respect, contrôle, sensibilisation.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- association respectueuse de l'intérêt collectif; 2- campagnes de sensibilisation pour la protection marine.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - sa famille, Maio - travail directement lié à l'océan (pê). 	<ul style="list-style-type: none"> - participer comm. à protection. (camp.) - lui participe peu (désabusé des org.) 	<ul style="list-style-type: none"> - dépendant dir. - ne montre pas grande passion 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1^{er} : Maio 	<ul style="list-style-type: none"> - pense à long terme sans mentionner générations.

Cet acteur a une réflexion inclusive de la communauté et des générations futures, mais agit de manière assez individualiste. Il est dépendant du milieu marin (et est conscient de la dépendance de l'ensemble des Maienses) sans se montrer passionné par ce dernier.

Zoom sur Ponta Preta

C'est un projet qu'il souhaite voir respecté.

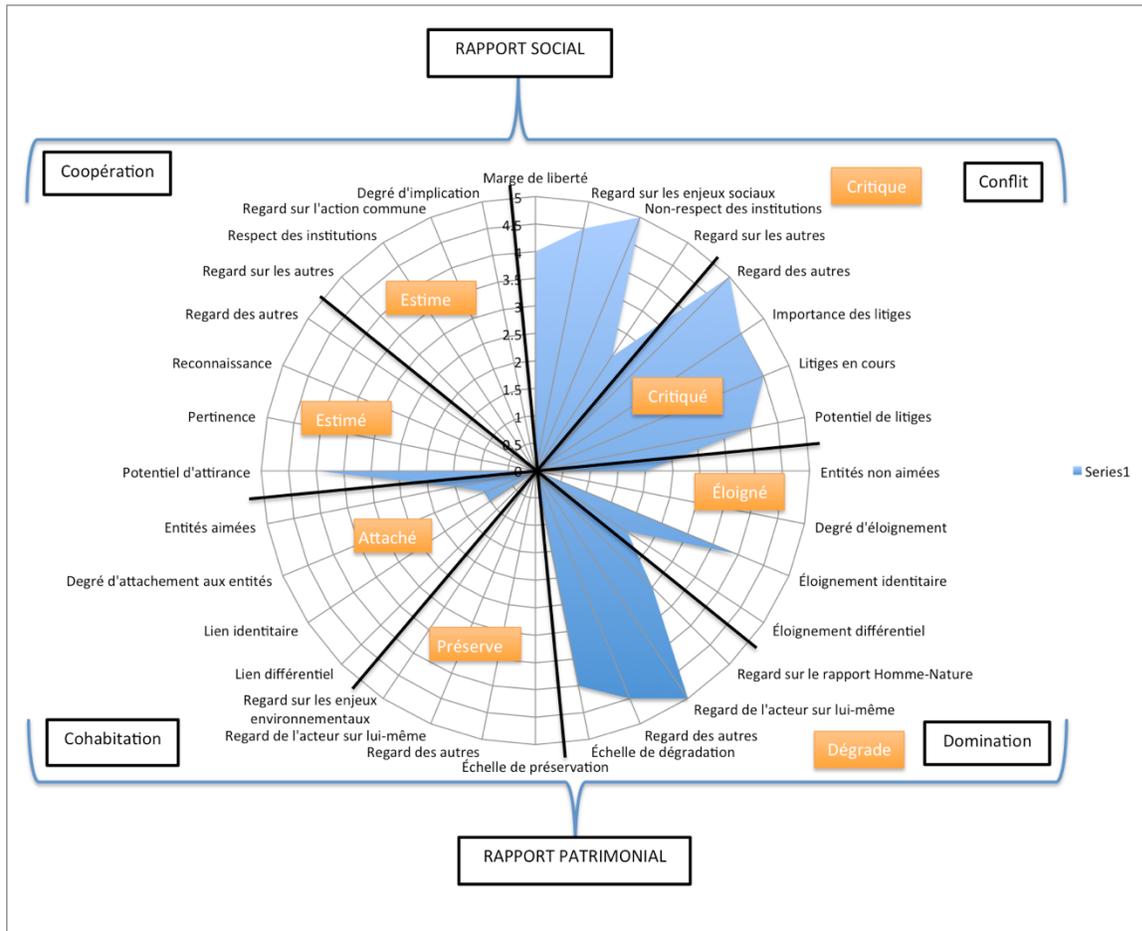
C'est un très bon projet, mais qui doit être respecté évidemment car pour le moment, seule la moitié des usagers ne franchit pas les bouées devant délimiter la zone. Il faut que le projet démarre, et que des gens y travaillent (besoin de personnel). Il faut que ça réussisse, qu'il en résulte une augmentation du poisson, un meilleur avenir pour la pêche et les pêcheurs. Cela demande une bonne organisation, et de joindre les gens par tous les moyens possibles (campagnes de radio, affiches et journaux (annonces), en personne (rencontres), etc.).

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur préoccupé de participation mais ne donnant pas l'exemple.

- Connait l'association et les éléments ayant changé dans le temps (ancien président, etc.).
- Acteur très critique des organisations.
- Bonnes idées pour joindre la communauté (campagnes écrites, orales, etc.).

ACTEUR 33 - PÊCHEUR-PLONGEUR DE VILA DO MAIO



Empreintes territoriales : Acteur 33

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur est très individualiste : il ne parle pas des autres ou de leurs projets (les connaît à peine), ou en parle négativement (IMP, association des pêcheurs et INDP qui empêchent les plongeurs de plonger. Idem pour les programmes dont il se méfie (l'AMP de Ponta Preta pourrait les forcer à prendre davantage de risques pour aller chercher les buzios; les micro-crédits du PRAO paraissent peu fiables). Sans critiquer la concertation (il souligne qu'il n'est pas invité aux rencontres de l'association des pêcheurs), il ne souhaite pas de nouveaux partenaires et n'envisage pas plus de démarche vers les autres (il n'en fait pas non plus pour le moment). Il dispose tant de connaissances (sites plus propices aux buzios (lambis) et leur pêche, etc.), d'emprise foncière (possède bateau et maison + matériel de plongée), de partenaires (ses deux frères et réseaux de commercialisation) que de moyens financiers (gagne beaucoup grâce à la vente de buzios à Praia). Toutefois, ces « atouts » sont considérés comme des défauts par le reste du système, qui ne le cite jamais autrement que pour ses activités de dégradation (surexploitation des lambis, richesse mal acquise, etc.) et ses conflits d'intérêt de par son alliance avec la responsable de l'ONG devant protéger la biodiversité locale.</p> <p>Cet acteur critique l'ensemble du système, sans cibler d'individus ni même véritablement de groupe. Il se positionne comme un hors-la-loi, conscient que ses activités vont à l'encontre des règles (et de bonnes pratiques environnementales, quoique dans une moindre mesure). Les conflits sont surtout personnels (ciblé à titre de plongeur et pêcheur de buzio), mais il considère que c'est un problème pour l'ensemble du territoire que les institutions cherchent à faire respecter les lois sans proposer d'alternative. Il lui est arrivé d'entretenir la controverse afin de faire valoir son point de vue (sans résultat probant). Il est impliqué dans un conflit de personne (son bateau échoué attire les moustiques et dégrade le paysage); d'usage (pêche au harpon empêchant les pêcheurs à la ligne d'attraper leurs prises traditionnelles); et de valeur morale (rapporter 60 kg de buzios par jour n'étant certainement pas « soutenable / durable / équitable »). Il est impliqué dans un conflit qui cristallise, mais à la fois demeure tenu vu la fuite généralisée face aux confrontations potentielles. Enfin, il est généralement perçu comme étant nuisible sur le territoire.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les autorités ne devraient pas nous demander de respecter la loi si elles n'ont pas d'alternatives à nous proposer.. »</p> <p>« J'attends de voir les résultats du PRAO pour décider si je les appuie. Cela dépendra de la rentabilité des activités alternatives qu'ils auront trouvées. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs de buzio laissent des tonnes de coquilles sur le vieux port - c'est une activité certainement néfaste pour l'environnement. » (entreprise touristique)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - licence de plongée PADI 	<ul style="list-style-type: none"> - sa famille et ses collaborateurs dans la pêche aux buzios 	<ul style="list-style-type: none"> - IMP et autorités de contrôle - pêcheurs à la ligne qui ne savent pas plonger (manquent d'expérience, d'ambition, de qualifications) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs traditionnels à la ligne (compétition pour la ressource) - pro-environnement - Agence immobilière : bateau

Rapport patrimonial			
<p>Il constate les problèmes environnementaux et considère la conservation afin de favoriser les usages (pêche), mais ne pose lui-même aucune action de conservation et ne montre pas l'intention de le faire; il n'est jamais cité pour ses activités de conservation et n'en a pas non plus. Il témoigne un attachement faible à la plongée et aux buzios outre pour ce qu'ils lui rapportent, tout en regrettant le déclin des stocks de poissons. Il en parle dans le cadre de son activité professionnelle. Il rompt avec les autres pour préserver son entité (plongée) et est prêt à détruire la nature pour poursuivre ses activités et transmettre les profits de sa pêche aux buzios à ses enfants.</p> <p>Il donne principalement une valeur d'usage à la nature (nourrir les enfants), est conscient des enjeux de la surpêche et considère que de toutes façons, l'environnement se dégrade (par bateaux industriels, etc.). Il sait qu'il détruit davantage que les autres mais il considère cela comme étant inévitable (et la faute du manque d'alternatives proposées par l'état, les autorités et les gestionnaires). Il est souvent cité pour ses actions considérées très dommageables et il dégrade effectivement le milieu de façon importante dans les différents sites où l'on peut trouver des buzios autour de Maio. Le principal défaut qu'il associe au territoire est le plateau continental qui coupe court, abruptement et rapidement, laissant peu d'espace accessible aux pêcheurs et plongeurs locaux. Il évoque ce défaut jamais cité par le complexe (au contraire, les biologistes parlent plutôt du long plateau continental de Maio). Cela crée une rupture puisque les autres n'associent pas à la même raison la difficulté de pêcher (qu'ils associent plutôt à la surpêche). Enfin, cela, associé au fait que la loi soit de plus en plus contrôlée par les autorités et qu'il soit donc contraint dans ses activités, le pousse à désirer partir de Maio. Il y reste pour la famille et tant qu'il pourra exploiter le buzio.</p>		<p>Lui :</p> <p>« es bateaux industriels étrangers prennent tous les poissons et coquillages qui fuient le court plateau continental. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Le principal enjeu de conservation est la surpêche due aux bateaux industriels, suivi de la pêche au harpon. Au rythme auquel les buzios sont sortis de l'eau, il n'y en aura bientôt plus à Maio. » (résidents de Maio; pêcheurs à la ligne)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> – bouteilles (plongée) – buzios (pr revenus) – matériel (bateau, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> – ne préserve rien, n'identifie aucun élément de conservation 	<ul style="list-style-type: none"> – bateaux étrangers industriels (filets raflent toutes les ressources côtières) 	<ul style="list-style-type: none"> – court plateau continental – pas d'alternative à la pêche

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un pêcheur-plongeur conscient d'être hors-la-loi et peu impliqué (très critiqué).

Cet acteur présente une empreinte aux dimensions « conflit » et « domination » prépondérantes. Il estime peu, et est peu estimé malgré son pouvoir (économique). Son attachement s'exprime surtout vis-à-vis des ressources et activités qui permettent de l'enrichir

(buzios, plongée), qu'il ne protège pas. Il est conscient qu'il dégrade et de sa dépendance ainsi que de celle de tous les Maienses envers le milieu marin.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - profit - \$\$\$ - rester avec sa famille (Maio) - activités alternatives à la pêche rentables. 	<ul style="list-style-type: none"> - plongée (PADI) - cycle de vie / sites des lambis - cueillette / transport / vente lambis 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche au harpon / main - ne participe pas aux réunions de l'asso - lien avec FMB - plonge.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - « académique » (diplômes plongée) - empirique (pêche, écologie marine) 	

Cet acteur est cohérent dans son individualisme qui nuit aux autres et à l'environnement. La pratique de la plongée pourrait le rendre plus sensible à l'importance de préserver la biodiversité marine, mais il n'en fait que pour extraire le buzio et faire de l'argent. Bien qu'il pourrait s'impliquer afin de trouver des alternatives à cette pratique non durable, il ne le fait pas, probablement parce que cela est encore profitable pour lui. Quand il n'y aura plus de buzios, si on ne lui offre pas d'alternative, il affirme sans hésitation qu'il quittera l'île (à contre-cœur, mais tout de même).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faut limiter le nombre de bateaux pouvant pêcher et proposer des alternatives.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - le contrôle nuit aux plongeurs - pas d'alternat.	Projetée - attend qu'on lui propose alternat.	Critique -asso.n'invite pas - autres ne savent pas plonger.	Projetée - que l'ass. inclût + -qu'autres plongent	Critique - ne critique pas vraiment.	Projetée individualiste; attend info à lui.	Critique - = + de contraintes : + de risques.	Projetée - activités alternat. rentables.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- moins de contraintes (à la plongée); 2 - offre d'activités alternatives rentables. Ne mentionne pas sa participation (attend que les efforts proviennent des autres / institutions en premier).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- lui (\$), famille. - travail et revenus dépend de l'océan (pê).	- lui ne participe pas. - ne mentionne pas participation à décision désirée.	- dépendant pr revenus. - homme exploite nature	- 1 ^{er} : famille (\$). Ensuite, les autres.	- pense à l'avenir de ses enfants; considère dégradation inévitable

Cet acteur sait que le milieu marin décline mais il attend que les solutions viennent des autres. Tant que les autres ne proposeront pas de solution, il ne changera pas et n'acceptera pas de contrôle. Il profite tant qu'il peut et quittera lorsque ce ne sera plus possible.

Zoom sur Ponta Preta

C'est un projet qu'il juge risqué.

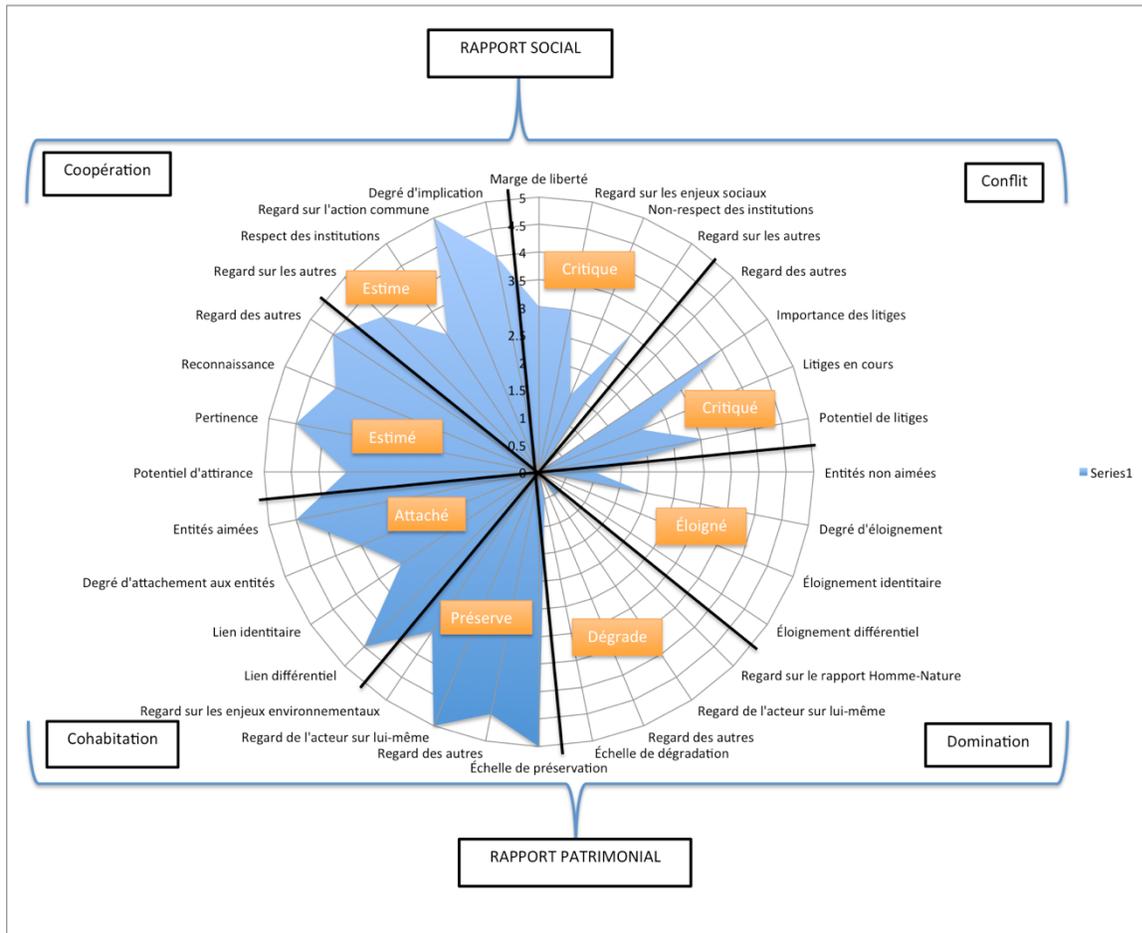
La protection du milieu marin est importante : si on ne le fait pas, il n'y aura plus de poissons. Nous approchons du point de non-retour (il est presque trop tard) : on a détruit les stocks de bonites, « smaragal », etc. qui étaient autrefois bien plus abondants. La protection devrait être positive pour la plupart des gens, mais il préfère ne pas s'avancer car elle peut aussi faire prendre des risques supplémentaires aux plongeurs décidés à continuer leurs activités et à contrevenir aux lois : ils devront alors plonger de nuit, ou dans des conditions difficiles pour éviter de se faire prendre.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

*Un acteur ouvertement peu intéressé au bien commun
et à la participation aux décisions. « Chacun pour soi. »*

- Acteur relativement lucide (gravité de la situation, etc.).
- Ne connaît pas bien le système de gouvernance; ne le respecte pas.
- Se soucie peu des autres.

ACTEUR 34 - PÊCHEUR-MUSICIEN, CALHETA



Empreintes territoriales : Acteur 34

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur montre de l'intérêt pour certains acteurs et projets (PRAO, PP, protection des tortues du FMB, etc.) dépassant les siens propres. Il apprécie certaines lois (contre le braconnage des tortues et celle restreignant la pêche industrielle à l'extérieur des 3 miles nautiques) bien qu'il déplore leur mauvaise application (contrôle). Il souhaite des démarches participatives (parle de campagnes, rencontres 1 à 1, sensibilisation et éducation pour joindre la communauté). Il participe aux concertations organisées par d'autres. Il connaît tant la pêche, que la charpenterie, que la musique, possède une certaine emprise humaine de par la diversité de ses atouts et par sa sagesse; et de partenaires auprès des pêcheurs et musiciens de Maio. Son aptitude à construire et réparer les bateaux semble unique sur l'île, et essentielle. Ses talents de musiciens sont également recommandés par plusieurs acteurs. Il est très apprécié, presque perçu comme un moteur.</p> <p>Il critique certains groupes (DGA, INDP, IMP) en donnant des raisons précises (non engagées sur le terrain; laxisme et non contrôle, etc.); Il n'est toutefois pas très impliqué d'apparence. Il dit ce qu'il pense, ouvertement. Il ne suscite pas la controverse. Il est impliqué dans le conflit d'usage et de valeur morale opposant pêcheurs à la ligne et plongeurs, et bateaux industriels. Il reste toutefois en bons termes avec les plongeurs. Ces conflits touchent l'ensemble du territoire. Lui n'est perçu que positivement.</p> <p>Il identifie comme principal défaut du territoire, les bateaux industriels (LE problème no1 de Maio), les critique car ils forment une menace pour le territoire. Comme l'ensemble des Maienses partage son opinion, cela conduit à de régulières discussions.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Le gouvernement (DGA, INDP, IMP) ne fait pas son travail. Il devrait repousser les bateaux étrangers »</p> <p>Eux :</p> <p>« Cet homme en connaît beaucoup sur Maio : il est incontournable. »</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - propriétaire de bateau - à Maio, unique charpentier. - musique - pê ligne : apprécié de tous. 	<ul style="list-style-type: none"> - PRAO (activités alternatives) - FMB (tortues) 	<ul style="list-style-type: none"> - association des pêcheurs (\$) - gouvernement (IMP, INDP, DGA) 	<ul style="list-style-type: none"> - pê industrielle (lit.)

Rapport patrimonial			
<p>Il analyse les problèmes environnementaux en lien avec le territoire (surpêche principalement); identifie des causes (bateaux industriels surtout et manque de contrôle) et propose certaines solutions (AMP, sensibilisation / éducation, meilleur contrôle). Il préserve sans apparemment se contraindre pour autant. En tant que pêcheur à la ligne, ses actions de préservation sont jugées majeures et exemplaires. Il le fait pour la durabilité de l'environnement et du mode de vie maiense, avec peu de moyens. Il témoigne de la passion envers des entités citées souvent par les autres (poissons et faune marine) et une entité rarement citée (bateau, charpenterie, bois). Il en parle en termes personnels et apprécie sa valeur existentielle. Il souhaite transmettre ces entités sans trop créer de remous et sans compromettre le système écologique complexe (dont les bateaux et poissons font aussi partie en quelque sorte).</p> <p>Il donne une valeur existentielle à la nature, identifie des problèmes environnementaux et croit que des solutions sont possibles. Il dit être l'un des acteurs qui dégrade le moins, n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et ne dégrade que par son quotidien.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut faire des campagnes (sensibilisation, éducation) pour joindre tout le monde et les rallier aux activités de conservation (AMP). »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il vit de façon typique; en harmonie avec le territoire et la culture de l'île. » (employé du FMB)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - bateaux, bois - poissons - tortues et espèces marines. 	<ul style="list-style-type: none"> - océan (pratiques durables et promotion de matériel local) - AMP - éducation / sensi. 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux industriels - IMP (mauvais contrôle) et gvt. 	

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un Maiense semblant parfaitement adapté à son île.

L'artiste-artisan-pêcheur sage.

Cet acteur présente une empreinte aux dimensions de cohabitation et coopération dominantes. Il se distingue des autres pêcheurs à la ligne de par le fait qu'il possède deux aptitudes supplémentaires (charpenterie et musique), le rendant mieux adapté et adaptable aux conditions environnementales et sociales susceptibles de varier (plus versatile). Le côté « critiqué » de l'empreinte n'est pas vide puisqu'en tant que pêcheur à la ligne, il entre en conflit avec les bateaux industriels, qu'il critique. Il se montre aussi insatisfait des institutions

devant exercer un contrôle sur les pêches ou profiter aux pêcheurs, raisons pour lesquelles il présente un « potentiel de conflit ».

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - travail de la maison - travail bien fait, en harmonie avec l'environnement. - régularité. - art, artisanat et simplicité. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - charpenterie (formation 1 semaine) - musique (de son père) : cavaquinho 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - participe modérément - observe et analyse - impliqué dans d'autres pans de la vie maiense (musique et construction de bateaux).
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (communauté, pêche, musique) - « académique » (charpenterie) - empirique (pêche, écologie marine, politique locale) 	

Cet acteur est cohérent dans ses préférences, savoirs et pratiques. Toutefois, ses savoirs et compétences supérieurs à ceux de la plupart des autres pêcheurs pourraient lui permettre de jouer un rôle plus important dans la vie politique et sociale de l'île. Il possède des atouts rares dont l'ensemble de l'île bénéficierait.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Il faut sensibiliser et éduquer pour préserver le milieu.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
<ul style="list-style-type: none"> - mauvais contrôle - pêe industr envahit 3m. 	<ul style="list-style-type: none"> - attend qu'on lui propose des alt. 	<ul style="list-style-type: none"> - asso. détourne\$ - gvt n'agit pas (bat.étr) 	<ul style="list-style-type: none"> - asso. honnête - gvt proactif 	<ul style="list-style-type: none"> - pê : lers concernés peu inclus. 	<ul style="list-style-type: none"> - AMP pour pê. - sensibili, éducation 	<ul style="list-style-type: none"> - bon pour tt et tous 	<ul style="list-style-type: none"> - augm. poissons, \$ comm., - pollution.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- un meilleur contrôle des bateaux étrangers (cesser accords) : les AMP peuvent servir de modèle d'application du contrôle; 2- sensibiliser et éduquer la population à l'importance de préserver et avoir des pratiques durables (pollution, pêche, etc.).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
– l'île lui permet de survivre (pêche) et s'accomplir (musique / charpenterie)	– participe modérément aux assemblées publiques (solitaire?!) – analyse et discute	– semble parfait connecté mêm si pas démonstr. flagrante.	– 1 ^{er} : Maienses (pêcheurs avant : \$ pour tous)	– pense à l'avenir sans mentionner spécifiquement les générations futures.

Cet acteur considère que tous doivent voir à préserver le milieu environnemental et social : il faut que le nombre total de pêcheurs diminue. Que l'on repousse les bateaux industriels, mais que le PRAO permette aussi véritablement le convertissement de pêcheurs artisanaux vers d'autres activités (agriculture, etc.). Il incarne l'intérêt plus qu'il ne le revendique : si chacun agissait comme lui, tous en profiteraient. Il mentionne cependant l'importance de préserver la pêche sur laquelle l'ensemble de la société repose (survie, et profits faisant rouler l'économie de Maio). Il n'est pas fermé au tourisme qu'il considère pouvoir être durable.

Zoom sur Ponta Preta

C'est un projet prometteur, qui devrait protéger les pêcheurs et la pêche avant tout.

Ponta Preta, tout comme Lacha Branca (autre projet de conservation marine), doit viser à appliquer le contrôle des bateaux étrangers faisant défaut sur le reste du territoire maritime et à faire diminuer le nombre de pêcheurs (même artisanaux). C'est un projet qui devrait

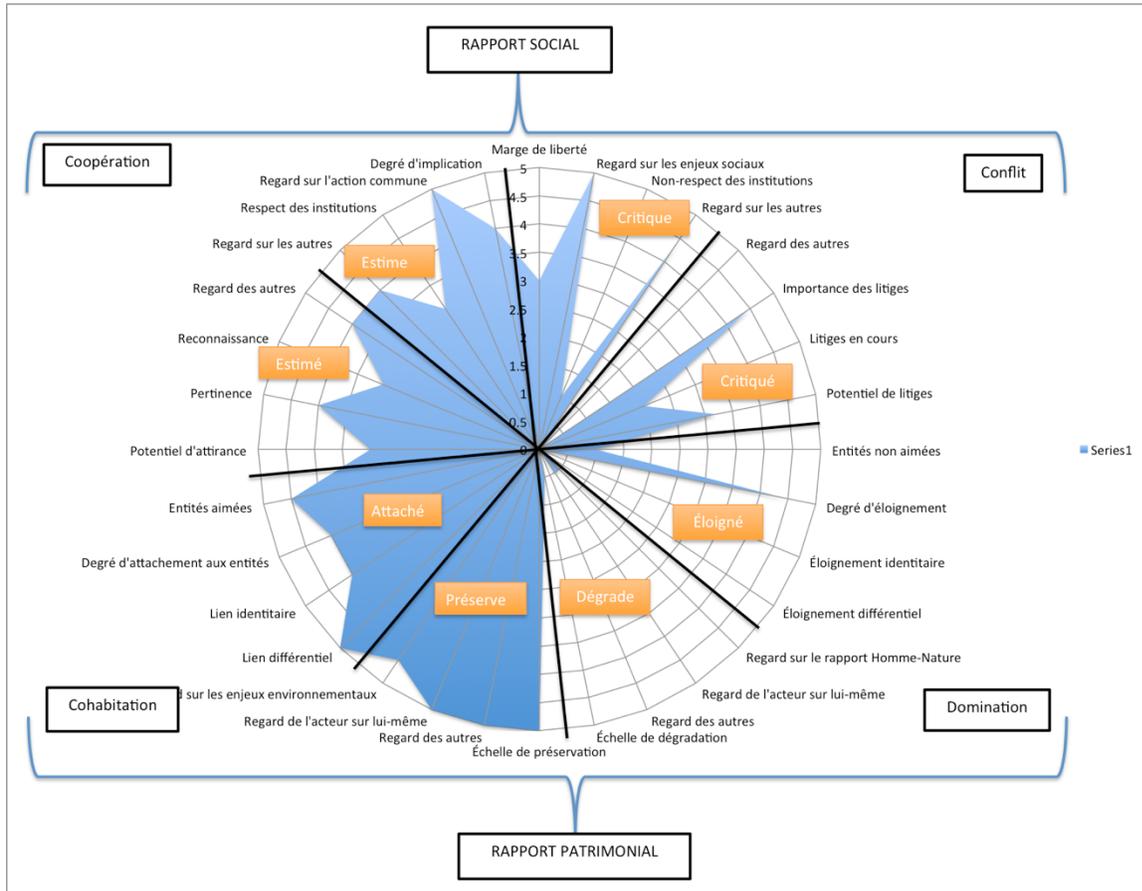
permettre de faire diminuer la pollution, augmenter le tourisme, améliorer la pêche. Il devrait aussi être positif pour les autres Maienses, car si les poissons grossissent et que leurs stocks croissent, les pêcheurs gagneront mieux leur vie et permettront à l'économie maiense de mieux rouler. Cet acteur considère que le projet devrait bénéficier en premier lieu aux pêcheurs des zones adjacentes; mais aussi aux touristes qui pourraient y plonger moyennant des frais d'entrée. Cet acteur garde espoir que les poissons disparus reviennent, s'ils sont bien protégés.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur unique au potentiel sous-exploité.

- Acteur clairvoyant, critique mais pas désillusionné
- personne polyvalente (pêche, construit bateaux, joue de la musique)
- sagesse et culture
- apprécié des autres acteurs locaux.

ACTEUR 35 - PÊCHEUR DE VILA DO MAIO



Empreintes territoriales : Acteur 35

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur montre un intérêt relatif pour d'autres projets et acteurs (AMP de Ponta Preta, PRAO quand on lui explique ce que c'est). Il apprécie la loi restreignant l'accès et la taille des poissons à pêcher. Il souhaite la gouvernance participative (pour la conservation marine au moins) et propose de joindre la communauté via des campagnes à la radio et dans les journaux. Il parle avec les autres pêcheurs en rentrant de la pêche (autour de la maison des pêcheurs) et éventuellement aux rencontres territoriales plus organisées. Il connaît le milieu marin maiense (social et environnemental), possède un bateau et a pour partenaires les autres pêcheurs à la ligne détachés de l'association des pêcheurs. En tant que pêcheur à la ligne, il joue un rôle vital pour l'ensemble de l'île (subsistance et économie). Il n'est pas cité nommément pour cet atout cependant. Tant l'individu que ses projets sont appréciés.</p> <p>Il identifie des ennemis (pêcheurs industriels) et s'affiche contre leurs projets (pêche avec filets trop fins et trop près de Maio, notamment). Il regrette que les lois soient mal appliquées (par le gouvernement, l'IMP et l'association). Il est impliqué dans les problématiques et est directement touché à titre de pêcheur à la ligne. En public, il dit ce qu'il pense, mais tout comme la plupart de ses concitoyens, il ne souhaite pas soulever de controverse (a dit qu'il n'y avait aucun conflit lié au territoire en premier lieu). Il est impliqué dans un conflit d'usage (vs. bateaux industriels) et de valeur morale (concernant l'association et la défense de l'intérêt des pêcheurs). Ce sont donc des conflits souvent évoqués, qui touchent l'ensemble du territoire, et celui lié à l'association cristallise les pêcheurs en deux groupes (pro et contre l'association des pêcheurs). Lui est bien vu.</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'IMP ne prend pas le pouvoir qui lui revient. Il devrait le faire et repousser les contrevenants à nos règles (3 miles locaux; pêche aux juvéniles prohibée). »</p> <p>« L'association ne fait rien de bon depuis 5 ans.. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il faut rencontrer ce pêcheur. » (Autres pêcheurs à la ligne)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - population gén - autres pêcheurs (recommandé) 	<ul style="list-style-type: none"> - PRAO (idées) - buzios (acceptés) 	<ul style="list-style-type: none"> - association (ne défend pas IG) - (IMP / police maritime). - accords internationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux industriels
Rapport patrimonial			

<p>Il propose comme solution aux problèmes environnementaux une préservation accrue (plus d'AMP) en plus d'autres mesures (meilleur contrôle, fiscalisation, campagnes de sensibilisation et communication aux communautés). Il protège de manière désintéressée, est souvent cité pour cela (en tant que groupe : les pêcheurs artisanaux) et le fait avec peu de moyens. Il témoigne de la passion envers des entités citées régulièrement (thon, poissons) mais aussi envers les juvéniles, essentiels à la survie des Maienses. Il leur attribue une valeur existentielle; souhaite les transmettre sans compromettre ses relations avec les autres et il cherche une solution permettant de préserver le système écologique (AMP, contrôle, amendes \$, taille des mailles des filets, fin des accords internationaux, zone locale respectée).</p> <p>Il donne une valeur existentielle à la nature mais croit qu'en quelques années, les poissons peuvent revenir si on protège suffisamment avec le contrôle adéquat. Il dit très peu dégrader (de ceux qui dégradent le moins). Il n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et ne dégrade que par ses activités quotidiennes. Le seul principal défaut du territoire est majeur et c'est la pêche industrielle. Il la critique sérieusement car elle remet en cause ses intérêts et la survie de sa profession et du mode de vie maiense qui s'y rattache. C'est une entité moderne, souvent citée et qui mène à des discussions.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faudrait que l'association écrive au gouvernement pour demander de mettre fin aux accords de pêche internationaux si dommageables pour Maio. »</p> <p>Eux :</p> <p>« La pêche à la ligne fait partie de notre patrimoine. » (INDP)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - thon - barque traditionnelle - juvéniles - pêche à la ligne. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - AMP (PP et +++) - PRAO (idée) - fiscalisation (contrôle et \$\$) - radio/journaux :com m 	<ul style="list-style-type: none"> - gros bateaux - filets aux mailles fines - asso (par inactivité) - IMP (pas d'intervention) 	<ul style="list-style-type: none"> - IMP ne contrôle pas - association de pêcheurs inactive; sans résultat. - accords internationaux.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un pêcheur critique et clairvoyant qui a de bonnes idées mais manque de d'appuis.

Cet acteur juge les problèmes liés aux accords de pêche cruciaux et graves. Il souhaite que l'association défende le bien commun et s'y oppose formellement, mais étant éloigné de celle-ci dû aux critiques qu'il lui fait, il se sent contraint à l'inaction. Il respecte le milieu et ses semblables, et croit en l'action commune. Il pourrait apprécier avoir plus de pouvoir, mais croit que c'est une idée irréaliste.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - environnement sain - aires protégées - association proactive, fiable - contrôle pêche illégale - pas accords de pêche 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - fonctionnement de communauté Maio 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - non associé - garde de sécurité
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (culture) 	

Cet acteur est cohérent dans le sens où il ne fait pratiquement aucun dommage à l'environnement (naturel ou social). Toutefois, ses convictions étant profondes et ses idées méritant d'être entendues (que l'association demande au gouvernement de cesser les accords de pêche; le contrôle de la pêche aux juvéniles devant être prioritaire dans les mesures de contrôle, les campagnes écrites et par la radio pour la protection, etc.), il pourrait envisager des pratiques plus politiques, sociales (moins individualistes).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Toute la communauté doit être jointe par des campagnes audio et écrites.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
<ul style="list-style-type: none"> - manque de contrôle - pêche illégale/ juv 	<ul style="list-style-type: none"> - contrôle - IMP fiable - AMP++ 	<ul style="list-style-type: none"> - asso corromp. - intérêts ind vs. coll 	<ul style="list-style-type: none"> - \$ bien géré. asso : anti-accords pê 	<ul style="list-style-type: none"> - comm.- - asso : peu de réunion. 	<ul style="list-style-type: none"> Campagne journaux, radio, etc. - +réunion 	<ul style="list-style-type: none"> - pas assez. - pour juvéniles 	<ul style="list-style-type: none"> - AMP tt autour de Maio. -juvéniles

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- association permettant la participation et à l'écoute de l'intérêt général; 2- des AMP tout autour de Maio; 3- contrôle (IMP) et fiscalisation.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO- SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
– travail = lien avec océan : survie et bien- être	– communauté pour protection (camp.) – association partage info+comm.	– dépendant – pêche = connexion.	– En 1 ^{er} : Maio	– pense à long terme sans mentionner générations.

Cet acteur a une réflexion inclusive de la communauté et des générations futures, a de bonnes idées mais reste en retrait des centres décisionnels (association ou instituts locaux). Il est moins dépendant du milieu marin de d'autres grâce à son emploi complémentaire de garde de sécurité, mais reste très attaché à l'océan qui lui procure le bonheur de pêcher et alimente toute sa communauté.

Zoom sur Ponta Preta

Il faut plus d'AMP à Maio - idéalement tout autour de l'île.

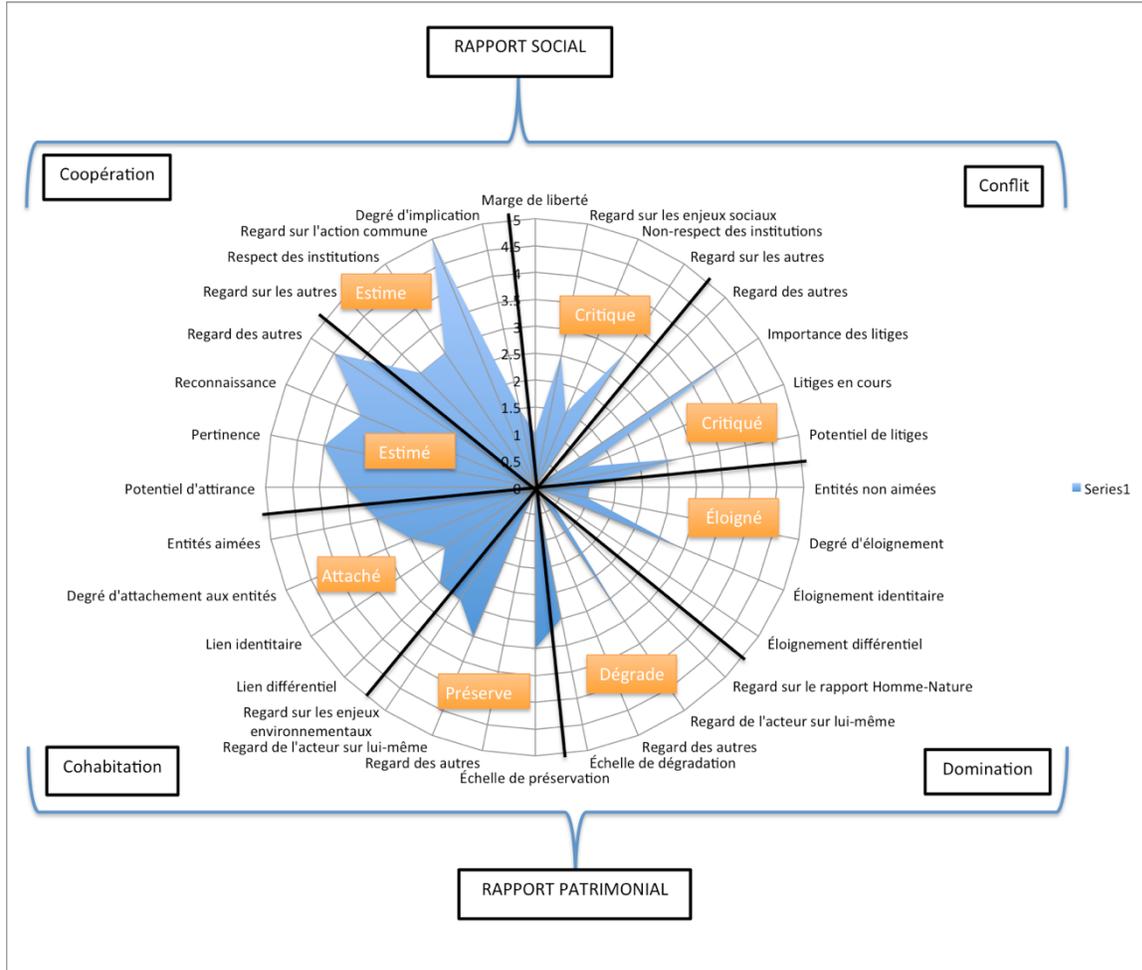
Il est essentiel de protéger le milieu marin, pour permettre aux poissons de croître et se reproduire avant de les pêcher. Il faut protéger non seulement la plage, mais aussi la mer où les gens vont pêcher. Certaines espèces ont disparu (thon cala, gaïados). Pour qu'elles reviennent et éviter d'en perdre davantage, il faut permettre seulement la pêche à la ligne. Ponta Preta est un bon projet qui devrait permettre de faire revenir les stocks de poissons en 2-3 ans. Ce serait mieux s'il y avait plus d'AMP. On pourrait par exemple protéger l'ensemble des eaux entourant Maio.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

*Un acteur lucide et aux bonnes idées
préoccupé de participation et de l'environnement.*

- Connait l'association et ses défauts.
- Propose des idées sensées pour faire évoluer la situation vers une plus grande participation et une meilleure protection du milieu (+ services essentiels fournis).

ACTEUR 36 - AÎNÉE DE VILA DO MAIO



Empreintes territoriales : Acteur 36

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur semble connaître un nombre restreint de projets, mais critique surtout les acteurs qui les démarrent sans poursuivre leur travail; en l'abandonnant souvent en cours de route. Il apprécie le projet d'AMP de Ponta Preta ainsi que d'autres certainement, mais ne va pas au-delà de cette appréciation tiède. Il souhaite une gouvernance ouverte à tous, surtout pour les AMP qui touchent et bénéficient à tous. Il pense que cette participation passe par une éducation ouverte à tous. On le retrouve parfois auprès des vendeuses de poissons au « marché » sur la plage : il fait donc acte de présence et éventuellement se présente à certaines réunions. Il dispose tant de connaissances (sagesse / histoire), d'emprise foncière (ses chèvres), de partenaires (pêcheurs qui lui fournissent du poisson) que d'une certaine emprise humaine dû à son âge et l'aide fournie dans le passé. Elle est la seule « aînée » à posséder ces caractéristiques; est connue sur l'île (pour ses chèvres avant tout) et jugée comme utile (consommation locale) par plusieurs; elle est appréciée tout comme ses projets.</p> <p>Cet acteur critique timidement un groupe d'acteurs (promoteurs de projets sans aboutissement); regrette le laxisme des institutions (IMP); relie des acteurs à des problématiques territoriales (ex : IMP au manque de sécurité et à la pollution en mer) sans s'impliquer (âge avancé) et sans donner de noms. Il est impliqué dans un conflit de valeur morale (avec promoteurs de projets bien qu'un individu en particulier ne soit pas ciblé), souvent évoqué par d'autres acteurs et présentant un problème pour l'ensemble du territoire (plein d'initiatives avortées; rien de mené à bout). Enfin, si lui ou ses projets sont évoqués par les autres acteurs, c'est de manière positive.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les promoteurs de projets (d'aide internationale notamment) devraient aller au bout de leurs projets. »</p> <p>« L'IMP ne contrôle pas le milieu marin. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Elle est respectée; notre aînée. Elle est forte : elle promène ses chèvres à travers l'île » (citoyen maiense)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - citoyens - pêcheurs - vendeuses 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs - vendeuses 	<ul style="list-style-type: none"> - IMP (pas de contrôle) - initiateurs de projets (aide internationale + autre) 	<ul style="list-style-type: none"> - aucun directement

Rapport patrimonial			
<p>Il évoque des problèmes environnementaux (surpêche, pollution, diminution de la taille et du nombre des poissons) en identifiant quelques causes (manque de contrôle, projets internationaux avortés, etc.); limite les impacts du broutage de ses chèvres en les promenant sur l'ensemble du territoire; n'est jamais cité pour ses actions de préservation mais préserve toutefois localement, pour l'ensemble de la communauté. Elle témoigne un attachement fort envers les poissons qu'elle considère comme faisant partie du patrimoine maiense, et envers ses chèvres qu'elle promène à travers l'île. Elle les apprécie pour leur valeur d'usage, mais également d'agrément (environnement agréable et pouvant attirer les touristes). Elle veut transmettre ses chèvres (ou leur valeur) à sa fille et est totalement consciente de la valeur inestimable du poisson frais sur l'île. Enfin, elle pense surtout à transmettre ses entités pour ce qu'elles sont, mais reste consciente du cadre écologique dans lequel elles se situent.</p> <p>Il donne une valeur existentielle à la nature et que sa protection est l'affaire de tous (tous en bénéficient, tous doivent la préserver). Ne laisse percevoir ni optimisme, ni pessimisme (neutre). Il dit dégrader autant que les autres, mais mitige ses impacts en faisant déplacer ses chèvres. Il n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et ne dégrade que ponctuellement, quoiqu'intensément (broutage des chèvres sur accacias et végétation déjà rares à Maio). Il identifie comme principal défaut le manque de mesures de sécurité, devenues nécessaires à cause du déclin des stocks et donc du besoin des pêcheurs d'aller plus au large pour attraper des poissons (et donc liées à la société moderne). Il en parle peu mais évoque surtout le changement. Le déclin des poissons est un problème récurrent dans le discours des acteurs locaux (et le risque associé à une pêche plus longue, éloignée et fatigante).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Avant, il y avait du thon Cala; les bateaux rentraient pleins de la pêche. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Elle permet d'avoir une source d'alimentation (chèvres) alternative en cas de pénurie de poissons . » ()</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - océan tel que connu historiquement (cala) chèvres 	<ul style="list-style-type: none"> - action comm. - éducation - contrôle, monit, surveillance. 	<ul style="list-style-type: none"> - projets avortés - (aide extérieure) - pouvoir d'agir insuffisant 	<ul style="list-style-type: none"> - mesures de sécurité en mer : défailtantes.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Une aînée respectée et respectueuse, des autres et de son environnement.

Cet acteur présente une empreinte moins grande que la plupart des autres acteurs. Son âge explique probablement des propos plus modérés et moins vindicatifs, peut-être aussi moins au fait des nouveaux projets et développements sur l'île. Elle vit de façon traditionnelle

en promenant ses chèvres à Maio, offrant une alimentation alternative en cas de pénurie de poissons, mais occasionnant en même temps une pression sur la végétation rarissime de l'île (broutage des chèvres). Elle est très respectée, mais présente un « potentiel de conflit » relatif du fait qu'elle déplore le mauvais contrôle en mer (pour la sécurité, et indirectement contre la surpêche).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - bien contrôler (sécurité) - éduquer pop. - conservation (AMP) - continuité (poissons) 	<ul style="list-style-type: none"> - ancienne agricultrice - élevage de chèvres - vente de poissons (accompagne) 	<ul style="list-style-type: none"> - promène ses chèvres à travers Maio - accompagne souvent les vendeuses de poissons.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - empirique (agric. / élevage / poissons) - vernaculaire (culture) 	

Cet acteur pourrait potentiellement jouer un rôle un peu plus important du fait de l'influence qu'il a (aîné / sagesse), mais son niveau d'éducation reste très bas et à titre de femme âgée, son pouvoir de conviction serait sûrement assez faible. Il est cohérent dans ses pratiques très ancrées dans le territoire, et ses savoirs et préférences aussi ancrés dans ce dernier.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

La participation et l'éducation doivent aller de pair pour être efficaces.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - manque de contrôle - désengagement	Projetée contrôle +pouvoir local	Critique - pas assez : pouv, éd, particip.	Projetée +pouvoir; +éduc; +particip.	Critique - porteurs de projet se désengagent; fermeture	Projetée - AMP : grand lieu d'apprent, particip.	Critique - AMP = bon projet	Projetée - Oui pour retour poissons+ (concert.)

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- délégation des pouvoirs des projets ou réelle prise en charge; 2- protection passant par l'éducation et la participation.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCURITÉ- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- poisson frais : une des plus grandes richesses de l'île.	- participation maximale et éducation pour conservation bénéficiant à tous.	- dépendant collectivement ; pour tourisme aussi.	- En 1 ^{er} : Maio	- pense à la génération suivante (fille).

Cet acteur réalise la dépendance collective à la richesse unique que représente le poisson frais et donc un environnement non pollué (et non surpêché). Il souhaite que tout le monde participe à la protection de cette ressource commune : tout le monde y a accès; tout le monde devrait le préserver. Il dépend plus directement de la rare végétation (pour ses chèvres), mais ce sont les pêcheurs qui lui permettent de s'alimenter au quotidien (don de poissons).

Zoom sur Ponta Preta

Tout le monde doit protéger.

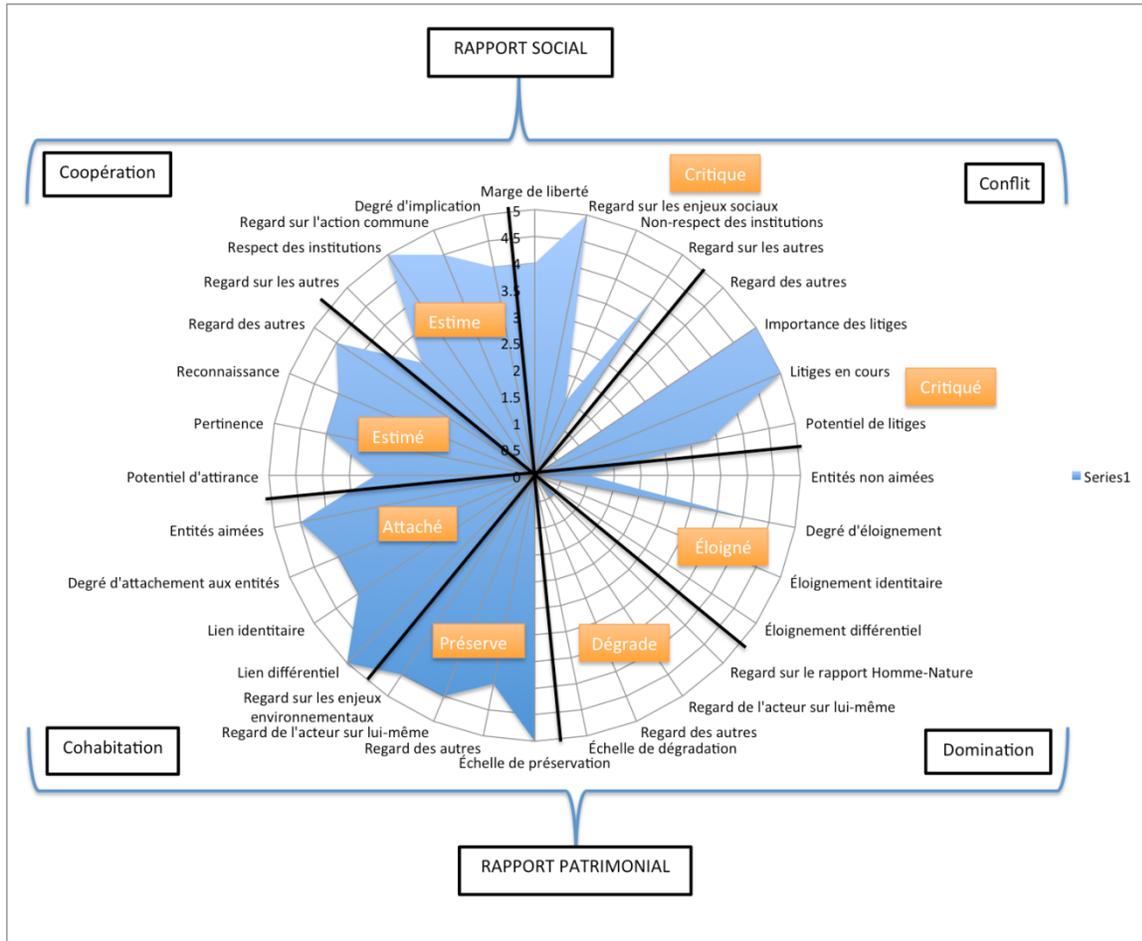
L'océan fournit des poissons dont tout le monde bénéficie. Il faut donc le protéger pour éviter que les gens ne jettent leurs déchets dans l'océan, risquant de rendre les poissons malades ou de les tuer. Cet acteur appuie le projet de conservation de Ponta Preta et considère que le ministère devrait également l'approuver. Le projet devrait servir d'outil d'éducation et de sensibilisation à l'océan; fournir des emplois et être un lieu de collaboration (participation commune pour la protection).

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur préoccupé de participation à la conservation.

- Connaît l'histoire et le mode de vie maiense (contribue à la communauté).
- Acteur respecté.
- Acteur vieillissant, moins proactif et avec raison.

ACTEUR 37 - PÊCHEUR DE BARREIRO



Empreintes territoriales : Acteur 37

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie certains projets (AMP, fiscalisation) mais critiques les acteurs qui les portent (DGA, PRAO); il va au-delà de la loi en respectant des consignes verbales (ne se rend pas sur des sites dont la biodiversité est exceptionnelle bien qu'aucune loi n'interdise de s'y rendre). Il souhaite une concertation qui passerait en premier lieu par les pêcheurs et qui s'étendrait par la suite à toute la communauté. Enfin, Il participe aux concertations territoriales pour partager et construire ensemble (il considère que la CMM, les pêcheurs et la communauté doivent s'allier pour bâtir un projet d'avenir motivant pour tous). Il dispose de connaissances sur l'écologie marine, possède son bateau et a une emprise humaine due à sa compréhension du milieu marin et donc, de la pêche. Il est reconnu comme étant l'un des seuls à connaître si bien le milieu et est apprécié pour cela. On le voit comme un moteur potentiel pour le milieu (PRAO).</p> <p>Il critique sans gêne divers acteurs (autres pêcheurs, ceux de Praia, des bateaux étrangers, IMP et policiers, DGA et FAO, etc.), regrette la mauvaise application des lois et tient certaines institutions pour responsables (gouvernement : DGA, IMP, etc.). Il identifie les acteurs qui lui sont antagonistes, les lie aux problématiques territoriales (gros bateaux interceptent thons, ceux de Praia prennent juvéniles et locaux se battent pour les prises restantes) - c'est pourquoi il demande de cesser les accords de pêche avant tout - et est impliqué (vivant lui-même de la pêche et en dépendant pour envoyer ses enfants à l'école). Il manifeste publiquement et ouvertement son opposition mais ne se montre jamais contre-productif. Il est impliqué dans de nombreux conflits (tant de personne : pour les prises; d'usage : vs. les bateaux de Praia et internationaux; et de valeur morale : en évitant les sites les plus riches en biodiversité alors que d'autres y vont). Ce sont tous des litiges qui cristallisent le complexe (si on inclut les gestionnaires de Praia et les autres pêcheurs (incluant les étrangers)). Il est toutefois très bien vu de ses compatriotes.</p>		<p>Lui :</p> <p>« L'IMP a toujours de bonnes excuses pour ne pas faire appliquer la loi. »</p> <p>« Si les policiers ne font pas respecter la loi, il faut les renvoyer et les remplacer. »</p> <p>Eux :</p> <p>« C'est un pêcheur-philosophe. » (citoyen maiense)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - autres pêcheurs - PRAO - maienses - proprio bateau - « connaissant » - réfléchi/critique 	<ul style="list-style-type: none"> - gens qui protègent le milieu (pêcheurs/cit.) - (individualiste) 	<ul style="list-style-type: none"> - autres pêcheurs maienses (compétition pr sites/prises) - pêcheurs de Praia (DCP, juvén) - bateaux étrangers (thons, \$\$) - IMP n'agit pas. 	<ul style="list-style-type: none"> - lit. pour la ressource - lit. pour les sites - DGA, FAO, PescaMaio, PRAO : paroles vides.

Rapport patrimonial			
<p>Il propose la conservation de la nature comme étape cruciale pour pérenniser les ressources (les transmettre aux générations futures), ajouté à une fiscalisation stricte. Il préserve de manière volontaire mais intéressée (pour ses enfants) et réfléchi. En tant que pêcheur à la ligne, ses actions sont jugées majeures pour la préservation du système et il le fait de façon écosystémique (se fiant sur ses connaissances et celles qui lui ont été transmises), avec peu de moyens (pêche à la ligne et évitant certaines zones sensibles). Il témoigne de l'amour envers plusieurs entités, dont les requins qui sont moins souvent cités par les autres. Il attribue une valeur existentielle à toute la vie marine (poissons, thons, tortues, requins); il veut la transmettre sans organiser pour autant d'action en ce sens. Enfin, il cherche des solutions équilibrées (philosophe) car il est conscient que toutes ses entités sont interreliées et font partie d'un tout : l'écosystème marin.</p> <p>Il donne une valeur existentielle à la nature mais pense qu'il est encore temps de la « sauver » (avec des AMP et une fiscalisation stricte) bien que les stocks de poissons déclinent grandement. Il dit avoir un impact positif sur le milieu d'être de ceux qui dégradent le moins. Il n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et semble ne pas dégrader non plus (outre par la routine quotidienne). Enfin, il identifie peu de défaut relativement au territoire outre les bateaux étrangers qui bloquent le passage des thons (issus de la société moderne). Il critique cependant plusieurs entités (bateaux de Praia également, qui utilisent des filets trop petits et décrochent les DCP mis en place par Maio) et remettent donc en cause ses intérêts (potentiel de pêche). Ces entités sont souvent citées par le complexe et conduisent à des discussions (sans aboutissement).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les requins sont comme les policiers de la mer : ils font fuir les poissons qui autrement se feraient pêcher. Il faut les protéger. »</p> <p>Eux :</p> <p>« C'est notre pêcheur-scientifique. Il connaît bien l'écologie marine de la région. » (PRAO-CV)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - thon - requins - tortues - tous les poissons 	<ul style="list-style-type: none"> - juvéniles - océan (zones riches) - AMP (veut+, +vite) - diversific. emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux étrangers, de Praia (DCP, juv.), manque éduc. (pê), pas fiscalisation ni ap. 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs ignorants - prix variables du poisson

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un pêcheur connaissant et philosophe.

Cet acteur est très estimé de ses pairs, mais aussi de gestionnaires extérieurs (PRAO) qui ont remarqué sa bonne connaissance du milieu écologique marin de la région. Il préserve et est très attaché, au point de ne pas se rendre pêcher aux sites non protégés mais réputés comme étant riches en biodiversité. Il est très critique face à de nombreux enjeux

environnementaux (pêche de juvéniles et requins, braconnage de tortues, bateaux internationaux, etc.) et sociaux (ignorance, marché du poisson, aide internationale et mauvais contrôle). Il s'éloigne des autres pêcheurs car il sent que ces derniers lui prennent ses sites de pêche, etc.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - conservation - contrôle strict et rigoureux - éducation, sensibilisation - pêche locale bénéficiant loc. (autonomisation) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - fonctionnement de l'écosystème marin 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - non associé - évite sites « bio-divers »
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - vernaculaire (culture) - empirique (observation + discussions) 	

Cet acteur est cohérent dans le sens où il protège l'environnement naturel qu'il sait si important pour la subsistance de l'île et de ses habitants. Toutefois, il pourrait davantage faire bénéficier les autres pêcheurs et l'ensemble de la communauté de ses connaissances sur le milieu, et de ses théories concernant son écologie (requins-policiers, etc.). Il pourrait donc ajouter à ses pratiques, un volet « transmission de connaissances » ou « activisme » (contre les accords internationaux ou les bateaux illégaux, notamment) pour être en total concordance avec ses préférences et savoirs. Il dit manquer de moyens financiers mais en avoir la volonté : il pourrait s'associer à d'autres protecteurs locaux (ex : FMB ou PRAO), ou encore créer son propre groupe à financer par le GEF.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

La concertation doit passer en premier lieu par les pêcheurs, qui doivent s'unir avec la CMM et la communauté pour bâtir un projet d'avenir motivant pour tous.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - manque de contrôle - pêche illégale /juv	Projetée contrôle IMP/pol. fiables - AMP++	Critique -ignorance - laxisme - PRAO : guider	Projetée -éducation - pê contrôlent et respect	Critique - comm.- - pas de projet commun	Projetée - union CMM, pê et comm.	Critique - pas assez. - pas respect	Projetée - AMP pour économie locale

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- gouvernance passant en premier par pêcheurs; 2- autonomisation (pê extérieurs repoussés et exploitation profitant localement et diversification des emplois); 3- contrôle (IMP) et fiscalisation : il veut bien participer, mais manque d'argent (gaz, etc.).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- pêche = lien avec océan : survie et bien-être	- communauté pour protection (camp.) - pêcheurs, CMM, commun. : projet E	- dépendant (nourr.+éduc. enfants) - pêche=connexion	- En 1 ^{er} : TOUS les Cap-Verdiens. Ne pas pêcher pour individus, mais pr bien commun!	- pense (aux) et mentionne (les) générations futures.

Cet acteur a une réflexion inclusive de l'ensemble des Cap-Verdiens (il est lui-même de Santiago) et se préoccupe des générations futures. Il est réfléchi et pense « large et loin »,

mais a un comportement individualiste tout en étant extrêmement protecteur du milieu. Il redoute les autres pêcheurs (compétition) plutôt que de s'unir à ceux-ci. Il dépend directement du milieu, et l'éducation de ses enfants a d'ailleurs été compromise faute de poissons. Il aime pêcher et connaît l'océan : il en parlerait sans arrêt et s'est fait des idées sur tout ce qui concerne le milieu marin.

Zoom sur Ponta Preta

C'est un projet qui tarde mais qui doit absolument se réaliser!

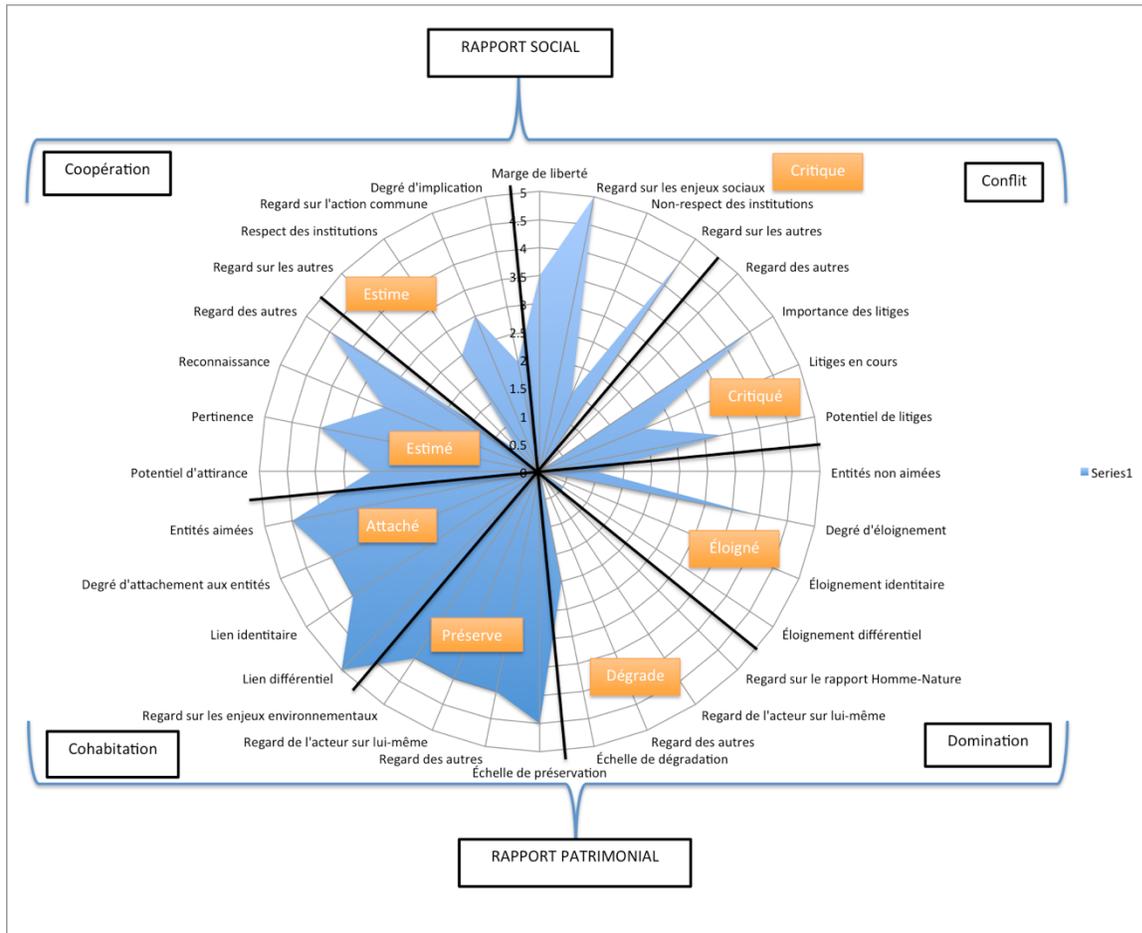
Il faut conserver la nature pour les générations à venir. Il appuie entièrement le projet d'AMP de Ponta Preta, mais ce dernier prend beaucoup de retard : c'était une initiative des pêcheurs il y a 7 ans!!! Il souhaite que la zone soit fermée à la pêche mais ouverte à la plongée (avec guides montrant bons et beaux sites). Il faut inclure la communauté dans les AMP, et organiser un grand congrès pour les pêcheurs du Cap-Vert afin que la protection soit vraiment efficace (éducation, sensibilisation). L'AMP doit partir des pêcheurs, et ensuite s'étendre à l'ensemble de la population (via la télé, la radio, les journaux, des affiches sur les murs, etc.). Il faut que ça devienne épidémique : qu'on passe de porte en porte pour en faire la promotion et éduquer aux enjeux du milieu marin. Les enfants doivent être sensibilisés, et sensibiliser les adultes! Ils peuvent inciter les adultes à appliquer les lois et agir.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur clairvoyant et prêt à s'engager pour protéger le milieu.

- Acteur connaissant.
- Acteur ouvert (d'idées, éventuellement aux autres si non menacé) et sans gêne.
- Considère que le milieu marin en général concerne en premier lieu les pêcheurs, ensuite les autres acteurs avec lesquels ils doivent s'associer (CMM et communauté); la conservation touche cependant toute la communauté d'emblée.
- Il pense large et loin (a une vision pour le milieu; en réclame une commune à Maio).

ACTEUR 38 - PÊCHEUR DE VILA DO MAIO



Empreintes territoriales : Acteur 38

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur ne parle pratiquement pas des autres, outre pour proférer des critiques négatives. Il admet que le projet de Ponta Preta pourrait donner des résultats positifs pour l'île, mais n'a pas réfléchi longuement à la question. Autrement, il ne croit plus aux programmes et lois (soulignant toutefois que celles-ci devraient être rigoureusement appliquées). Ainsi, il souhaite qu'un acteur fort encadre une concertation permettant : l'IMP devrait réguler, les banques devraient sensibiliser, la CMM devrait agir vs. parler ou écrire. Lui rencontre les autres pour leur dire de cesser de polluer et souhaite qu'ils suivent son exemple. Il connaît le milieu et la pêche à la ligne, possède une emprise foncière par la possession de deux bateaux et le prêt de l'un d'eux en l'échange de la moitié des prises; il montre ainsi (et à titre de pêcheur à la ligne) une emprise humaine. Cet atout (pêche à la ligne) est considéré comme vital par l'ensemble du complexe sans citer cet acteur en particulier. Enfin, on l'apprécie tout comme ses projets.</p> <p>Il critique vertement les projets d'autres acteurs ainsi que leurs protagonistes (pêche industrielle, bateaux pétroliers et sanitaires, IMP, PRAO). Il critique la mauvaise application des lois et en attribue la responsabilité aux institutions laxistes et manquant de volonté. Il est impliqué dans les enjeux territoriaux mentionnés (lumières multiples - ventant de bateaux étrangers notamment - limitant la possibilité de captures de nuit). Il s'exprime librement dans l'entretien et fait de même lors de réunions territoriales, mais de façon moins campée. Il est impliqué dans des conflits d'usage (captures par lumière de nuit) et de valeur morale (contre la pollution, pour le respect des lois et la limitation des droits de pêche; association qui ne promeut que les intérêts privés). Ces conflits sont souvent évoqués et affectent l'ensemble du territoire. Enfin, c'est un acteur (son groupe) bien vu.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut s'associer pour être plus forts et aider les milieux marins. Les Maienses peuvent éduquer les gens de Praia ou d'ailleurs au Cap-Vert car la mer est VITALE pour eux en particulier. »</p> <p>« Les institutions de Maio ne doivent pas attendre pour agir. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les pêcheurs à la ligne sont exemplaires. » (peuple)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - 2 bateaux - pop. aime (li.) - pê li; pollue pas 	<ul style="list-style-type: none"> - amis (prête bateau) 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux industriels et étrangers (gaz, sanitaires, etc.) - inspectrices du PRAO - IMP, CMM, banques, - association (ne comm. pas) 	<ul style="list-style-type: none"> - autres pêcheurs locaux : prises (lux) - pê industriels

Rapport patrimonial			
<p>Il s'inquiète fortement des problèmes environnementaux (surtout la surpêche et la pollution marine) et propose de limiter les droits de pêche, de mieux réguler en mer, de collaborer (partager prises). Il préserve le milieu et ses espèces par ses méthodes de pêche peu invasives (actions de préservation jugées importantes), quoique la pêche à la lumière ait une réputation moins « écologique » que la pêche de jour à la ligne. Il est passionné de la mer en elle-même, mais aussi d'autres entités souvent évoquées par d'autres acteurs du complexe. Il est intarissable au sujet de la mer et la considère existentielle. Il veut transmettre son entité, mais ne se crée pas d'opposants dans la société maiense. Enfin, Il cherche une solution équilibrée pour préserver son entité tout en considérant les facteurs économiques (tourisme) qui pourraient améliorer le système.</p> <p>Il donne une valeur existentielle à la nature mais il considère que celle-ci rétablira son équilibre dans tous les cas (elle est plus forte que les actions de l'homme). Il dit ne rien dégrader (alors que tous les autres polluent); n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et dégrade de façon ponctuelle lorsqu'il pêche avec la lampe (méthode contestée).</p> <p>Il identifie peu de défauts, issus de la société moderne (gros bateaux, mauvais contrôle, pollution, etc.); il critique plusieurs de ces entités qui remettent en cause ses intérêts (pêcher); elles sont souvent citées et conduisent à des discussions dans le complexe; enfin, la plupart appartiennent à la société moderne, outre l'érosion qui est également mentionnée (sans la considérer comme un grave défaut).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Bien qu'il soit interdit de pêcher dans certaines zones, des pêcheurs iront s'ils n'ont pas d'alternative. »</p> <p>« Je SUIS la mer; j'y suis né et je serai triste quand je ne pourrai plus y aller. »</p> <p>« La mer est plus forte que les actions des hommes : elle peut tout rétablir, faire revenir le poisson, etc. »</p> <p>Eux :</p> <p>« La pêche à la ligne est la méthode la plus durable de pêche sur le territoire. » (Maienses)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - tourisme (emplois\$) - tortues, requins, langoustes, poissons 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - éducation! - stockage/réfrig. 	<ul style="list-style-type: none"> - pollution - mauvais contrôle 	<ul style="list-style-type: none"> - autres pêcheurs et acteurs (individualiste)

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un pêcheur critique des autres et du territoire, espérant la coopération.

Cet acteur estime peu les autres acteurs qu'il considère tous comme polluant et non travaillants ou nuisibles à son travail (pêche). Toutefois, il entrevoit comme issue une collaboration, entre pêcheurs (incluant même les pêcheurs industriels) pour la ressource (ex : 1 lumière pour plusieurs pêcheurs; un partage des prises, etc.) et entre les institutions (ex : IMP pour surveillance, CMM pour appliquer lois, et banques pour sensibilisation) pour concevoir et mettre en oeuvre un projet commun porteur d'espoir. L'éducation est aussi essentielle à ses yeux pour une reconnexion au milieu.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - bien contrôler (bat ind.+loc) - coopérer pr. vision avenir - éducation - pêche (il EST la mer) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne et lumière, plongée - enjeux locaux (érosion-, pollution) 	<ul style="list-style-type: none"> - pêche à la ligne - pêche de nuit - sait plonger (ne plonge pas actuellement)
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - empirique (pêche, dynamique marine) - académique (plongée, navigation) - vernaculaire (culture) 	

Cet acteur a des préférences (coopération, vision commune et à long terme) qui ne se reflètent pas toujours dans ses pratiques (très individualiste, peu présent dans les associations ou auprès des acteurs régionaux - PRAO, CMM, FMB - auxquels il ne « croit » pas). Il prête cependant l'un de ses deux bateaux en échange de la moitié des prises des amis auxquels il offre ce service (sens du partage) et donne aux autres des conseils pour diminuer la pollution qu'ils engendrent (éducation qu'il prône). Il préférerait qu'il y ait moins de pêcheurs, mieux contrôlés et que les emplois soient plus diversifiés. Il serait prêt à enseigner la plongée ou servir de guide dans le cas d'une éventuelle aire marine protégée.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Toute la communauté doit s'unir, protéger et éduquer tout le Cap-Vert.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - manque de contrôle - tous peuvent pê	Projetée - IMP en mer - limiter nb pê	Critique - asso : - - compét.	Projetée - collabo. - partage prises	Critique - asso : pê pas ts invités réunions. - éduc. -	Projetée - éduc commun. : éduquer CV	Critique - sceptique (ext. : DGA)	Projetée - si bon pr île, bon pr lui. -tourisme (plongée)

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- contrôle du nombre et des activités des pêcheurs; 2- éducation à toute la communauté sur relation à l'océan (vitale!!) et transmission au reste du CV.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - Le CV, Maio : la mer est VITALE. - Il EST la mer (lien très fort) 	<ul style="list-style-type: none"> - éduquer la comm., qui éduque le CV. - regrouper instit. pr. projet commun 	<ul style="list-style-type: none"> - passion viscérale - sa vie : la mer 	<ul style="list-style-type: none"> - le CV (autres îles dépendent de pê autour de Maio) 	<ul style="list-style-type: none"> - pense loin et large (sans mention des futures gén.)

Cet acteur a une vision globale du milieu et de l'interdépendance entre la nature et les hommes : il préconise des actions communes pour profiter au plus grand nombre, incluant les pêcheurs d'autres îles (se désole d'un « racisme » montant entre les pêcheurs locaux et étrangers). Il est intimement lié à la mer et ne peut s'imaginer sans elle : son lien est à la fois de subsistance et moral / psychologique.

Zoom sur Ponta Preta

N'est jamais allé; tiède mais non réfractaire.

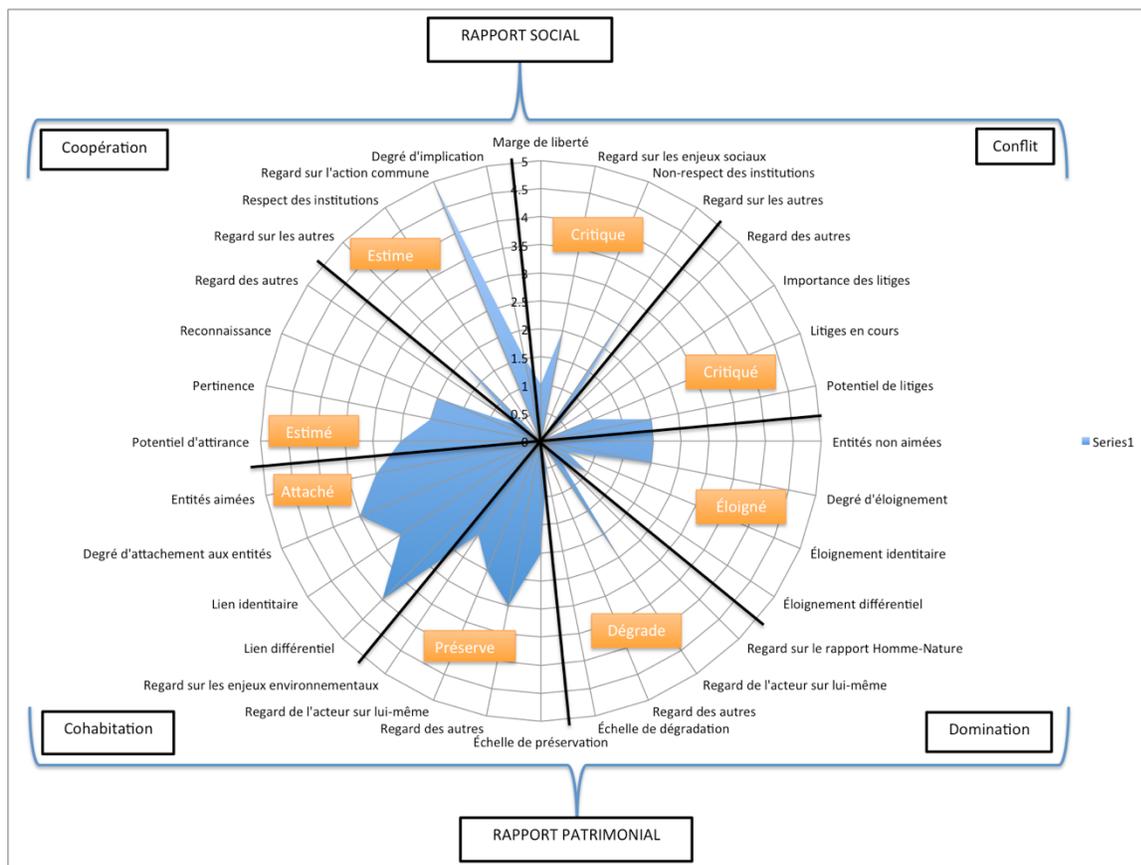
La conservation est essentielle pour approvisionner les pêcheries. Il faut respecter les lois et ne pêcher que pour répondre aux besoins de subsistance. Il faut fiscaliser davantage qu'avant, car maintenant les bateaux internationaux prennent illégalement les requins et il ne reste plus de ressource ni d'argent pour le CV (Maio). Il n'est jamais allé à Ponta Preta mais sait où le site se trouve. Si le projet est bon pour l'île, il juge que ce sera positif pour lui également et se montre donc assez confiant.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur plus près du milieu que de ses compères.

- Connait la vie en mer (pêcheur, plongeur, navigateur + observe mouvements et acteurs sur l'eau).
- Acteur très critique des autres, organisations comme individus.
- Garde espoir (action commune, éducation, partage) et est prêt à s'impliquer.
- Très attaché au milieu : pourrait certainement le défendre très bien.

ACTEUR 39 - EMPLOYÉE DE RESTAURANT



Empreintes territoriales : Acteur 39

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur apprécie certains de ses partenaires (patronne, quelques vendeuses de poissons) mais se montre neutre, voire critique face aux autres acteurs. Il ne semble pas connaître les grands programmes ou lois touchant le milieu marin. Il souhaite que tous participent aux rencontres sur la pêche, et que tous s'assurent de la propreté de la plage. Enfin, elle parle parfois aux passants pour éviter qu'ils ne jettent leurs déchets sur la plage. Il a des compétences rares (cuisine, hygiène alimentaire), quelques partenaires dans son réseau (patronne) et un peu plus de moyens financiers que d'autres Maienses grâce à son salaire et son emploi. C'est un atout qui répond à un besoin spécifique (loisir ou « luxe » relatif - restauration), n'est demandé que par un autre acteur oeuvrant dans le même milieu et qui n'est pas reconnu dans le milieu de la gestion des pêches ou des pêcheurs bien que l'acteur soit connu des autres (petite île dans petit pays); perception neutre.</p> <p>Cet acteur est plus réservé que la plupart des précédents (rôle de subordination dans son travail et dans sa foi - envers Dieu) mais critique tout de même la CMM pour l'argent caché, et l'association pour son manque d'ouverture au reste de la communauté mais sans relier ces acteurs ni problématiques à la gestion territoriale (a mentionné la diminution des stocks de poissons et la pollution et le recul des berges mais ne sait pas qui gère cela). Il ne parle pas des lois. Enfin, il reste neutre et humble (pas de désaccord exprimé). Il n'est impliqué que dans un conflit marginal de personne (avec une autre employée), jamais évoqué par le complexe. Il est relativement connu du complexe (tout le monde se connaît et travail avec public); considéré neutre et positivement par ceux qui l'ont mieux connus (patrons).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut que l'association convie toute la communauté à ses rencontres de pêche. »</p> <p>« La CMM cache de l'\$ et dit ensuite qu'elle en manque. »</p> <p>Eux :</p> <p>« C'était une employée fiable et travaillante. » (ancien employeur)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - restauration - patronne et ex. 	<ul style="list-style-type: none"> - patronne - Dieu - de rares vendeuses 	<ul style="list-style-type: none"> - CMM - association (ouverture -) 	<ul style="list-style-type: none"> - autre employée

Rapport patrimonial			
<p>Il évoque des problèmes environnementaux (érosion, diminution du thon et des langoustes) globaux, liés au territoire mais sans identifier de causes. Il préserve (un peu, et souhaite préserver davantage en limitant la pollution sur la plage de façon concertée avec les autres travailleurs sur la plage). On parle des gens qui ramassent les déchets comme posant des actions prometteuses pour le territoire, sans citer cette actrice précisément cependant. Enfin, il protège localement mais en pensant à long terme. Il témoigne un attachement envers le thon et les langoustes, surtout basé sur la nostalgie mais également de l'amour pour la mer (don de Dieu). Il apprécie la mer aussi, pour sa valeur d'agrément principalement; il la considère existentielle. Il veut la transmettre sans compromettre ses relations avec les autres (sans faire de vagues) ni les systèmes écologiques.</p> <p>Il considère que la protection de la nature est l'affaire de tous (tous devraient ramasser leurs déchets sur la plage et participer aux rencontres de l'association sur la pêche), qu'elle ne dégrade pas plus que les autres et limite ses impacts; n'est jamais citée pour ses actions de dégradation et dégrade effectivement peu (quotidien). Il identifie peu de défauts appartenant au patrimoine naturel (érosion et mer agitée); surtout issus de la société moderne (diminution des espèces et pollution des plages). Il critique surtout les déchets qui représentent un risque important pour le territoire (pas de traitement, évacuation dans l'océan, etc.). Ces entités sont souvent citées par le complexe et cela n'engendre pas de désir de fuite de son côté.</p>		<p>Lui :</p> <p>« La mer est un don de Dieu. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les gens qui préservent le plus sont les citoyens qui ramassent les déchets sur la plage. » (citoyens)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> – Dieu – mer et plage – langoustes/thons – tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> – ramasser déchets – vendeuses respectueuses 	<ul style="list-style-type: none"> – déchets – résidus de poissons 	<ul style="list-style-type: none"> – érosion des berges – diminution thons, langoustes, sps en général

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Une actrice qui remarque certains enjeux mais reste faiblement impliquée.

L'empreinte réduite de cette actrice éloignée du monde de la pêche reflète son relativement faible niveau de connaissance d'un enjeu majeur du territoire et décrié par tous : la surpêche. Elle en note les effets (diminution des espèces au marché) mais ne connaît pas les lois qui encadrent cette activité. Elle prête davantage d'intérêts à l'enjeu de pollution, ayant

plus de pouvoir face à celui-ci. Son empreinte reflète également les valeurs de sa foi : respect des autres et des différences, non jugement, mais espoir face à l'action commune.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - mer (& plages) saines, riches - religion (foi : Dieu) - participation de tous - CMM proactive et honnête - travail 	<ul style="list-style-type: none"> - cuisine et hygiène en restaurant 	<ul style="list-style-type: none"> - cuisine, service - ramasse déchets
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (formation hygiène) - vernaculaire (cuisine locale) - empirique (système politique) 	

Cet acteur a des préférences, savoirs et pratiques relativement limités (au monde de la cuisine et de l'hôtellerie ainsi qu'à sa religion) mais très cohérents : ils tournent autour de la lutte à la pollution, du travail et de la participation commune.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Toute la communauté doit participer aux rencontres sur la pêche, et chacun doit respecter l'environnement.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
asso. des pêcheurs n'invite que vendeuses	tt le monde convié aux réunions	- CMM cache \$ - trav. de plage : doivent ramasser	- CMM proactive et fiable. - bonne patronne	- non adéquate	- tous inclus ds décisions sur env. marin; CMM agit.	- risque d'exclusion si incompréhension	éducation, sensibil. pr. faire comprendre à tous intérêt

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- information et concertation de l'ensemble de la communauté; 2- gestionnaires responsables fiables et actifs (CMM).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
– la mer est un don de Dieu (tout pour elle : spiritualité aussi)	– souhaite une participation globale (éducation, ouverture instit.)	– aime la mer (beauté et agrément) : don de Dieu!	– pense aux Maienses avant tout : accès à mer, participation.	– considère long terme sans mentionner générations.

Cet acteur considère la mer comme un don de Dieu et donc une richesse commune aux Maienses bienfaitrice. Il est du devoir de tous de la préserver et de participer aux rencontres pour ce faire.

Zoom sur Ponta Preta

Relative indifférence (ignorance?).

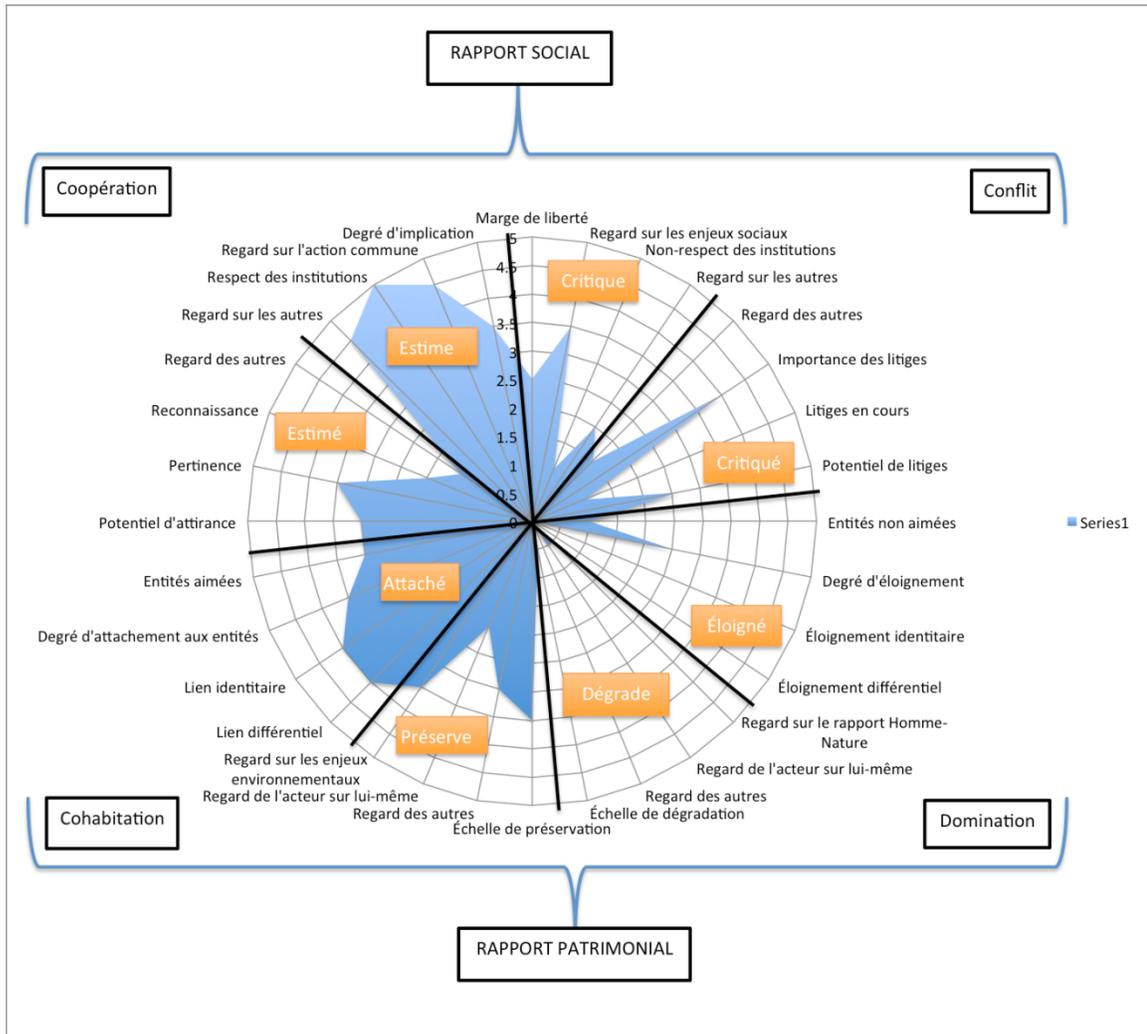
Le risque d'un projet d'aire marine protégée est que certaines personnes ne comprennent pas le projet et se sentent exclues de celui-ci.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Une actrice volontaire pour aider au nettoyage et aux initiatives communes.

- Critique du manque de proactivité de certaines institutions
- Critique du manque de participation de l'ensemble de la communauté (attribué au manque d'ouverture des organisations concernées).
- Prête à nettoyer et à s'allier aux autres travailleurs pour permettre des actions concertées et plus efficaces.

ACTEUR 40 - VENDEUR DE MATÉRIEL



Empreintes territoriales : Acteur 40

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur montre de l'intérêt pour plusieurs autres projets (PRAO, AMP de PP, surveillance de l'IMP) en plus de ceux de ses partenaires (association, pêcheurs). Il est positif et ne critique pas (empathie). Il apprécie les lois et s'est même proposé pour aider l'IMP à les appliquer, sans succès vu le manque de moyens de l'institution. Il souhaite une concertation élargie, mais passant par les pêcheurs. Enfin, il participe aux réunions territoriales pour construire ensemble. Il possède des compétences uniques mais non réclamées par le complexe (vente de matériel de pêche), sauf un acteur. Il est connu et recommandé par un autre acteur du complexe.</p> <p>Il critique de façon générale les membres de l'association qui ne paient plus leurs cotisations; regrette la mauvaise application de la loi (pas assez de personnel pour y voir); repère des acteurs antagonistes en lien avec le territoire en la personne des pêcheurs industriels étrangers dont les filets ont des mailles bien trop fines. Il a tenté de s'impliquer en cherchant à aider l'IMP mais a dû y renoncer, faute de moyens. Enfin, il manifeste modérément mais ouvertement son désaccord. Il est principalement impliqué dans un conflit de valeur morale (association vs. pêcheurs non cotiseurs), et le manque d'adhésion morale et tangible à l'association est un problème qui se répercute sur l'ensemble du territoire : les pêcheurs non associés ont moins de pouvoir, et ceux qui le sont ont accès à un moins grand crédit (car peu de cotisations). Enfin, il est perçu de façon neutre, mais l'association est très critiquée, ce qui entache un peu son image.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les pêcheurs paient leurs cotisations à l'association jusqu'à ce qu'ils aient ce qu'ils voulaient, puis arrêtent aussitôt de payer leurs cotisations. »</p> <p>« Ce n'est pas la faute de l'IMP si le contrôle est déficient : il faudrait une équipe de 5-6 personnes de plus et du transport. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il vend du matériel de pêche et est l'une des têtes actuelles de l'association. » (pê.)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - a eu plusieurs emplois - qq formations - pêche sportive - unique (seul à vendre matériel de pêche) 	<ul style="list-style-type: none"> - PRAO (bateau à venir) - projet de PP (AMP) - IMP : surveillance - association (fourni formation + statut de vendeur de matériel) 	<ul style="list-style-type: none"> - membres qui ne paient pas cotisations à l'association - bateaux industriels aux mailles trop fines. 	<ul style="list-style-type: none"> - (via son groupe : association) : détournement de fonds...

Rapport patrimonial			
<p>Il identifie des enjeux liés au territoire (pêche industrielle de juvéniles) et s'en inquiète. Il propose quelques pistes de solution (surveillance accrue en personnel et capacités) à ce problème. Il a l'intention de préserver (a proposé ses services à l'IMP), et comme les pêcheurs volontaires pour surveiller seront essentiels lorsque la co-gestion promue par le PRAO devra être mise en place, ses actions promettent. Enfin, il souhaite préserver le territoire entier, à long terme (sans parler des générations futures). Il est attaché à la pêche à la ligne et aux poissons pêchés (bonite, serran, etc.) - entités régulièrement citées par d'autres acteurs; les apprécie pour leur valeur d'agrément mais est conscient de leur valeur existentielle; veut les transmettre sans nuire à ses relations avec les autres ni nuire au système écologique (complexe).</p> <p>Cet acteur donne des valeurs existentielle et d'agrément à la nature, croit qu'il y a des solutions aux problèmes environnementaux. Il dit avoir un impact positif sur le milieu (ne pratiquement pas dégrader), n'est effectivement jamais cité pour cela et ne dégrade que par ses habitudes quotidiennes. Il identifie, comme principal défaut du territoire, la présence de bateaux industriels qui pêchent les juvéniles : défaut issu de la société moderne et souvent cité par d'autres; représentant une nuisance importante pour le territoire et menaçant éventuellement la vente de matériel de pêche aux pêcheurs artisanaux de l'île.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Il faut s'assurer de faire respecter la loi interdisant des mailles de filets trop fines (attrapant des juvéniles) : les bateaux industriels auront annihilé nos stocks dans 10 ans si ça continue comme ça. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il faudra que des pêcheurs acceptent de participer à la surveillance dans un projet de co-gestion des pêches. » (PRAO-CV)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - bonites, etc. - ligne (pê. sportive) - juvéniles 	<ul style="list-style-type: none"> - projet de PP - sites de reprod. - juvéniles - contrôle / lois 	<ul style="list-style-type: none"> - contrevenants aux lois - gros bateaux industriels - filets aux fines mailles 	<ul style="list-style-type: none"> - bateaux industriels - aucun naturel

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un acteur assez isolé (vendeur de matériel) en contact avec tous les pêcheurs.

Cet acteur a une position particulière car il joue un rôle essentiel (fournit matériel aux pêcheurs) tout en étant contesté par ses liens avec l'association des pêcheurs critiquée pour

sa mauvaise gestion des fonds. Il voudrait contribuer à préserver la nature mais ne sait comment car il manque de moyens pour le faire, tout comme les intervenants en charge officielle (IMP, PRAO). Il garde espoir envers les projets de conservation et contrôle et est prêt à intervenir dès que ce sera possible.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - contrôle fort (mailles) - conservation (site reprod.) - organisations fortes (plus de moyens financiers et humains) 	<ul style="list-style-type: none"> - purif. eau, port, vente, pêche (ligne) - mécanismes dans association pêcheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - vend matériel - associé - pêche à la ligne - cherche à aider au contrôle (pêche illégale : juvéniles, etc.)
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académique (formations diverses) - empirique (pêche, association) - vernaculaire (culture) 	

Cet acteur est cohérent avec ses préférences et savoirs dans ses pratiques personnelles (vente d'équipement « léger », pêche à la ligne, tentatives d'aide au contrôle). Conscient des problèmes de l'association, il pourrait cependant travailler à améliorer les relations entre cette dernière et les pêcheurs (membres non payeurs et non-membres).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Toute la communauté doit être incluse dans la protection, via les pêcheurs.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- manque de contrôle et capacités	contrôle - instit. + fortes- \$ et nb.	- pê. comblés ne paient plus.	-cotisation constante	- n'inclut pas assez comm.	- joindre comm. via pêcheurs lers resp.	mauv. commun.	campagne : affiches, radio, etc.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- pêcheurs fidèles à l'association; 2- campagnes de sensibilisation et protection marine via les pêcheurs (co-gestion).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW)/ INTENSITÉ (PHYSIO- SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
– travail lié à l'océan / poissons - pêcheur sportif	– communauté devrait participer via pêcheurs; lui : cherche à participer	– dépendant par travail+loisirs. – modéré	– En 1 ^{er} : Maio	– pense à long terme (10-50 ans)

Cet acteur a une réflexion grandement centrée sur la pêche : son principal enjeu est la pêche illégale étrangère avec filets aux mailles trop fines, la protection devrait passer par les pêcheurs, il vend du matériel de pêche et pratique la pêche sportive dans ses loisirs. Le reste de la communauté passe en second.

Zoom sur Ponta Preta

Il est important de préserver les sites de reproduction!

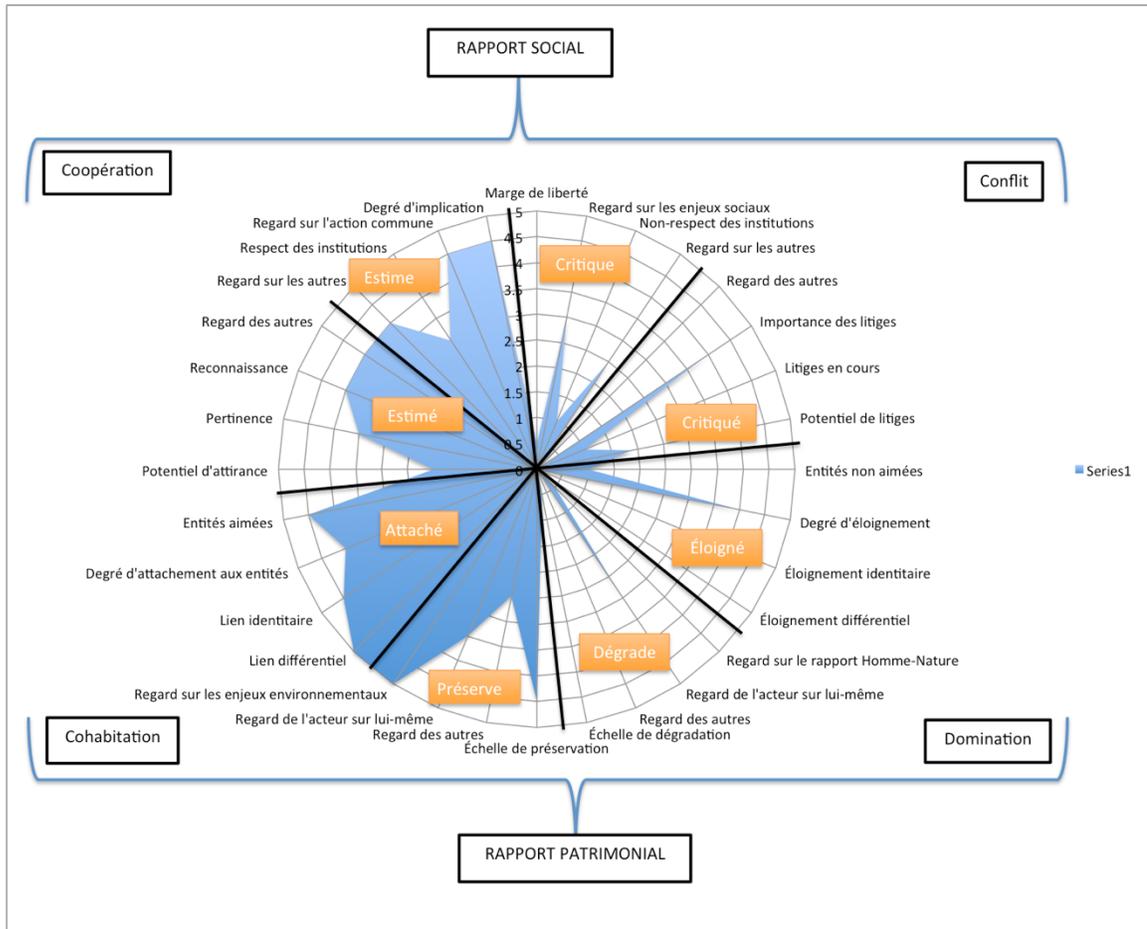
l'AMP devrait inclure toute la population et tout le monde devrait aider (contribuer) à sa réalisation. Les pêcheurs devraient être à la tête de ce projet. Le projet est bon : le site est bien choisi (site de reproduction) et les retombées devraient être positives pour la population (= + de poissons!). Il faut inclure la population via la radio, des campagnes, etc. Les gens sont facilement convainçables.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur connu et qui connaît, au centre des enjeux sans être directement lié.

- Connaît l'association et la valorise.
- Acteur optimiste face aux nouveaux projets.
- Prêt à aider au contrôle et compétences variées.

ACTEUR 41 - CHERCHEURE DE L'UNI-CV



Empreintes territoriales : Acteur 41

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur montre de l'intérêt pour certains projets autres que ceux de ses partenaires (CDB, OMD); apprécie certaines lois (3 miles nautique réservés à la pêche locale; interdiction de constructions à 80m de la ligne des eaux); souhaite une concertation ouverte à tous (mais mentionne surtout pêcheurs et autres membres de la communauté sans les nommer); et participe à des consultations territoriales, à la fois pour donner son opinion et pour obtenir celle des autres (pêcheurs; rencontres organisées avec DNA à Maio). Il dispose de connaissances (écologie marine du CV) et de partenaires (DGA, WWF, Fiba, etc.); ses connaissances sont considérées comme pratiquement uniques et très importantes, sont demandées par plusieurs acteurs en le citant (FMB, DGA, INDP) : il est apprécié, tout comme ses projets.</p> <p>Il critique négativement la surpêche et d'autres problèmes du territoire et identifie des groupes d'acteurs responsables de ces problèmes. Il regrette la mauvaise application des lois (pêcheurs industriels entrent dans la zone réservée à la pêche locale, etc.); ne s'implique pas directement dans les enjeux évoqués mais collabore à des projets de conservation marine (atténuant l'impact des problèmes mentionnés). Enfin, il exprime rarement et timidement son désaccord (discours neutre de type scientifique). Il n'est impliqué que dans un conflit de valeur morale concernant la pêche à la ligne en opposition aux méthodes plus industrielles, problème à l'échelle du territoire et qui n'affecte en rien sa réputation (bien vu).</p>		<p>Lui : « Le principal obstacle est le manque de moyens financiers et humains (équipe de recherche pour suivi avec étudiants). »</p> <p>Eux : « Elle connaît bien les fonds sous-marins de Maio. Elle plonge aussi. » (DGA, INDP, FMB)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - DGA - connaît milieux marins (écologie) - participe, collabo 	<ul style="list-style-type: none"> - Fiba, WWF, DGA - pêcheurs locaux - autres chercheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - pêcheurs industriels et semi- - mauvais contrôle (pas opposant ciblé). - femmes=ho ds gestion pê artisanale, mais = moins dans gouvernance. 	<ul style="list-style-type: none"> - ni critiqué, ni participant à des litiges. -

Rapport patrimonial			
<p>Cet acteur propose comme solution aux problèmes environnementaux une sanctuarisation de la nature (davantage d'aires protégées, etc.). Il fait son possible pour protéger et contribue par les études qu'il produit. Il protégera davantage dans le futur par davantage de collaboration avec la DGA, ce pourquoi ses actions son jugées en devenir. Enfin, il protège des entités complexes pour le futur avec peu de moyens (car les fonds de recherche sont limités), qui restent cependant plus élevés que ceux d'autres acteurs (comme les pêcheurs à la ligne par exemple). Il témoigne de la passion pour certaines entités citées par les autres, mais aussi pour d'autres, plus rarement mentionnées (ex : coraux) et leur attribue une valeur existentielle. Il souhaite transmettre ses entités sans nuire à ses relations sociales, enseigne pour le faire (professeure) et aide à organiser des réunions avec la DGA pour les transmettre. Enfin, il est bien conscient de la complexité du système (qu'il étudie) et cherche des solutions équilibrées pour le préserver.</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature (production d'oxygène, captage de carbone, alimentation, etc.) sans considérer les actions de l'homme comme irréversibles. Il dit dégrader autant que les autres, mais n'est jamais cité pour ses actions de dégradation et ne dégrade effectivement que par ses actions quotidiennes. Il identifie des défauts, tous issus de la société moderne (sédimentation, pollution, surpêche) qui remettent en cause ses intérêts puisqu'il étudie et cherche à préserver les coraux qui sont les premiers à souffrir de ces enjeux environnementaux. Les entités (toutes issues de la société moderne) énoncées comme source de problèmes sont souvent citées par le complexe et le motif de nombreuses discussions (surtout la surpêche).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les pêcheurs de Maio sont les seuls à encore utiliser la pêche à la ligne principalement. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il faut plus de chercheurs pour mieux connaître le milieu, et ainsi mieux le préserver. » (pêcheurs, INDP Maio)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ/ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - coraux - lignes (pêche) - tte biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> - biodiv. marine - apprécie grands programmes (CDB, OMD), etc. - \$\$ (pr contrôle & stockage, marché, études) 	<ul style="list-style-type: none"> - sédimentation (désertification, construction). - pollution (chimique, pétrole) - surpêche +++ 	<ul style="list-style-type: none"> - sédimentation (construction ds zone côtière interdite); - désertification - surpêche/pollution

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Une chercheuse critique des enjeux écologiques et de ses actions, neutre autrement.

Cet acteur collabore et entretient certaines bonnes relations avec d'autres acteurs et mentionne ses bailleurs de fonds et ONGs régionales comme acteurs estimés. Tout comme d'autres acteurs, elle critique le manque de respect des lois (relativement aux constructions sur la côte et à la pêche étrangère illégale en zone réservée à la pêche locale). Elle est estimée de tous ceux qui la connaissent mais la population locale maiense la connaît peu, évidemment. Elle est très attachée aux autres espèces et au milieu écologique, mais préserve moins de par son rôle plus académique. Elle dégrade très peu malgré un regard auto-critique assez sévère. Elle est impliquée dans les litiges environnementaux via son travail (ex : sédimentation due à la construction sur la plage via études et intérêt pour les coraux).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - autres espèces biologiques - conservation - consultations - moyens (études/contrôle) - pêche artisanale 	<ul style="list-style-type: none"> - cycle de vie de plusieurs espèces marines, écologie marine - enjeux env. (CV) & projets conserv. 	<ul style="list-style-type: none"> - participe aux réunions de DGA avec pêcheurs - donne avis dans études environnementales. (sans suivi des promoteurs)
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - académiques, - empirique (observe) - vernaculaire (culture) 	

Cet acteur est cohérent avec ses préférences et savoirs puisqu'il s'engage à préserver davantage dans les années futures et le fait déjà d'une certaine façon vu son emploi (recherche écologique et conseils politiques, etc.).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Les femmes pourraient être davantage incluse; une AMP le permettra peut-être.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique - manque de contrôle - manque\$	Projetée - plus de personnel et \$\$	Critique - femmes profitent gestion; décident -	Projetée - AMP pr aider inclusion femmes	Critique assemblée s groupe (DGA) : ok	Projetée - + place pour femmes.	Critique pêcheurs ont initié;attendent	Projetée - création AMP Maio+ ailleurs (CBD)

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- Plus de moyens humains et financiers, tant pour le contrôle en mer que pour poursuivre les recherches sur l'écologie marine; 2- Que les femmes soient davantage incluses dans prise de décision (via la création d'AMP).

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- travail (accomplissement) dépend des milieux marins (sujet d'étude)	- participe modérément (donne avis); souhaite + (futur).	- regard neutre scientifique; lien existentiel indéniable	Tout le CV	- pense à long terme et globalement, scientifique écolo.

Cet acteur a une réflexion inclusive de la communauté et des générations futures, mais en particulier des autres espèces marines. Elle dépend du milieu pour son emploi et ses loisirs (plongée); et elle réalise la nécessité de préserver le milieu et les activités traditionnelles (comme la pêche à la ligne) / petite échelle et tempo plus lent pour la survie du Cap-Vert.

Zoom sur Ponta Preta

C'est un bon projet.

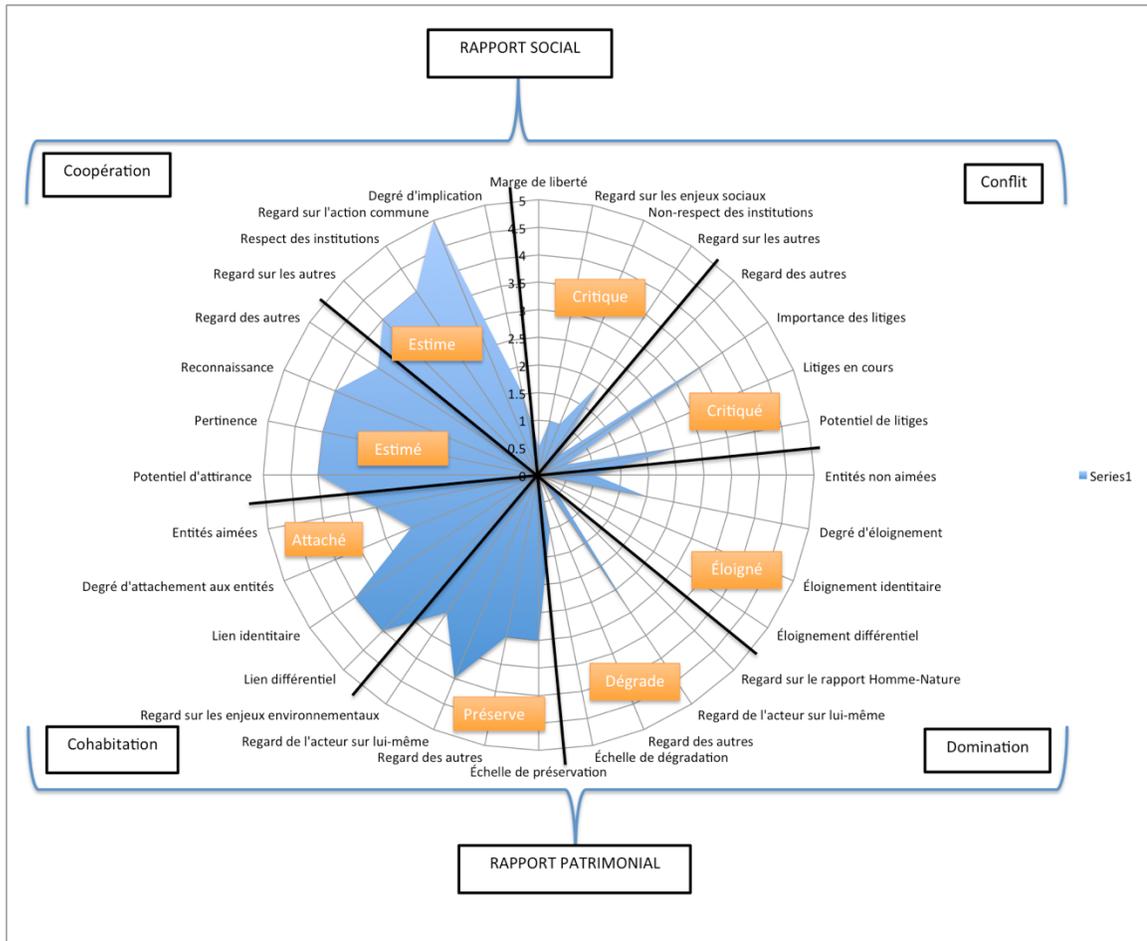
Cette actrice a travaillé pour ce projet (via des études sur la biodiversité marine locale) et le considère bon, d'autant plus que les pêcheurs artisanaux sont ceux qui l'ont créé et qui demandent maintenant sa mise en oeuvre imminente. Elle espère que l'AMP sera créée rapidement (2013).

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

*Une actrice importante au projet
mais non sur place, moins au fait des enjeux locaux.*

- Connaît l'écologie marine locale et cap-verdienne.
- Souhaite participer (demande financement et ouverture des gestionnaires).
- Regard neutre (et + pro- entités naturelles non humaines que la plupart des autres intervenants).

ACTEUR 42 – HAUTES FONCTIONS AU GOUVERNEMENT



Empreintes territoriales : Acteur 42

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur montre de l'intérêt pour le PRAO et les organismes locaux de conservation; et reconnaît les mérites de l'association des pêcheurs (avoir lancé le projet de PP). Il apprécie donc certains programmes et dit souhaiter une concertation étendue, sans toutefois ne faire de démarche vers les autres lui-même (il ne rencontre que certains acteurs, non locaux et qui ont un pouvoir de décision autrement plus grand que la communauté locale).</p> <p>Il connaît la politique de gestion environnementale du pays et les projets en cours, a un poste haut placé, a des partenaires locaux et nationaux, et des moyens financiers pour réaliser des projets. Son poste hiérarchique est un atout demandé par plusieurs gestionnaires qui s'y réfèrent; son nom est connu de ces derniers et il est apprécié, ainsi que ses projets (relativement).</p> <p>Cet acteur profère des critiques négatives générales et de problématiques environnementales générales : mentionne la flotte étrangère qui pourrait polluer et devrait être surveillée, mais sans plus. Il regrette la mauvaise fiscalisation (application de la loi) mais n'exprime à peu près jamais son désaccord et s'il le fait, c'est de façon très ténue. Il ne se dit impliqué dans aucun conflit. Or, le complexe mentionne souvent le recoupement de responsabilités entre la DGA et la DGP et leurs conflits (pour s'arroger les projets qui suscitent l'intérêt et se débarrasser de projets impopulaires). Ce conflit teinte l'ensemble de la gestion du territoire marin et ralentit de beaucoup son développement. Il est connu et relativement apprécié (sans passion).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Les bateaux de la flotte étrangère risquent de polluer nos eaux et il faut les surveiller (registre). »</p> <p>« Le manque de communication nuit au Cap-Vert. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il faut s'adresser à lui pour toute question sur la gestion marine". » (gestionnaires)</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - - FMB - - Universitaires - - autres gest. - - employés 	<ul style="list-style-type: none"> - - les individus qui protègent - - le secteur privé - - DGP, DG recherche - - organe AP à créer 	<ul style="list-style-type: none"> - - flotte internationale - - individus qui dégradent - - manque de communication - - pêche industrielle - 	<ul style="list-style-type: none"> - - individus critiquent DGA (ne fait rien; PP stagne, etc.) - - DGA-DGP : mê. projets.

Rapport patrimonial			
<p>Il évoque des problèmes globaux, pas nécessairement spécifiques à Maio (tout en considérant qu'ils affecteront davantage les îles plus dépendantes des ressources marines comme Maio). Propose peu de solutions. Il préserve à titre de gestionnaire; est cité pour son poste (et certains projets) qui promet des actions de conservation marine. Protège le territoire pour le présent principalement, mais en considérant certains éléments à long terme (non spécifiés). Reste généralement vague. Il est attaché aux ressources marines pour l'ensemble de ce qu'elles représentent pour son pays (reste vague) : l'usage (survie des îles fortement dépendantes) avant tout. Il cherche à transmettre cette entité, citée à de multiples reprises, sans compromettre ses relations avec les autres (d'autres organisent au nom de sa direction des actions communes) et sans compromettre la nature (C'EST la nature).</p> <p>Cet acteur donne une valeur existentielle à la nature et que tous devraient y oeuvrer mais pense que la conservation permet de protéger. Il ne s'est pas exprimé clairement quant à son niveau d'impact sur l'environnement, mais il le considérerait sûrement équivalent à celui des autres, n'est pas cité à ce sujet et semble ne dégrader que par son empreinte quotidienne (habitudes / négligences communes). Enfin, les défauts identifiés sont uniquement issus de la société moderne (flottes étrangères; pollution et surpêche) mais présentent une nuisance importante pour le territoire. Ils conduisent à des discussions (sans issue).</p>		<p>Lui :</p> <p>« Une AMP doit servir à conserver la nature, durablement! »</p> <p>« On doit pallier à la croissance des menaces environnementales par une meilleure gestion du milieu. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Il fait un bon travail à la DGA » (universitaire).</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - protection marine - - eau de bonne qualité (peu polluée) - mer : tout pour îles - participation, comm. 	<ul style="list-style-type: none"> - habitat et biodiversité marine - FMB - asso pêcheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - bat. étrangers (accords) - fiscalisation et contrôle - - tourisme (infrastr., ress.) - démogr., construct. côt. - surpêche, trafic maritime 	<ul style="list-style-type: none"> - gros bateaux internat. - surpêche - manque communication - manque de fiscalisation - forte dépendance (îles)

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

Un gestionnaire qui se prononce peu mais qui semble apprécié de ses pairs.

Cet acteur présente une empreinte moins « intense » (valeurs des composantes moins élevée) que d'autres. Elle se concentre toutefois à gauche (coopération et cohabitation), avec des valeurs liées à l'attachement moins évidentes que pour les trois autres sous-dimensions. Ceci s'explique potentiellement par son rôle (plus politique) et ses fonctions (moins sur le terrain). Tous les gestionnaires et responsables de projets en conservation marine le connaissent.

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - bien fiscaliser - surveiller les flottes internationales - conservation durable 	<ul style="list-style-type: none"> - politique - projets 	<ul style="list-style-type: none"> - organise et participe à des rencontres visant la protection du territoire. - finance (DGA) plans de gestion pour AMPs, etc.
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - théorique (formation) - empirique (expérience à la DGA) 	

Ses préférences, savoirs et pratiques sont compatibles en théorie. Il semble toutefois manquer de ténacité, afin de véritablement allier ses pratiques sur ses savoirs (nécessité de conserver et surveiller la pêche internationale) et préférences (conservation durable).

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Les pêcheurs doivent être intégrés aux activités de conservation.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- accords internat - tourisme à tout vent	contrôle bat. int. - fiscal. - AMP+	commun.-	- plus de comm. - plus de partic. loc.	- manque particip.	- PRAO : co-gestion d'AMPs	- conserv durable	- plan d'AMP + dev.

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- conservation durable; 2- tourisme limité et organisé en fct des ressources disponibles; 3- contrôle et fiscalisation de la pêche.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU-APPARTENANCE-ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
<ul style="list-style-type: none"> - CV dépend de l'océan - Travail : protéger 	<ul style="list-style-type: none"> - mention du besoin de participation de la communauté à la protection. 	<ul style="list-style-type: none"> - conscient de la dépendance de son pays; non vécue direct. 	<ul style="list-style-type: none"> - En 1^{er} : Cap-Verdiens 	<ul style="list-style-type: none"> - mention du concept de DD qui semble intégré (théorie).

Cet acteur fait une analyse relativement théorique et distante des enjeux locaux très criants. Il se soucie de la participation et du développement durable, et est conscient de plusieurs obstacles à ces objectifs, mais reste confiné à son rôle de gestionnaire externe. Il ne dépend pas lui-même de la bonne santé des océans. Sa réflexion est centrée sur le Cap-Vert (conçoit moins les problèmes internes entre acteurs capverdiens; davantage ceux avec la flotte étrangère).

Zoom sur Ponta Preta

C'est un projet qui doit viser la conservation durable, de façon participative.

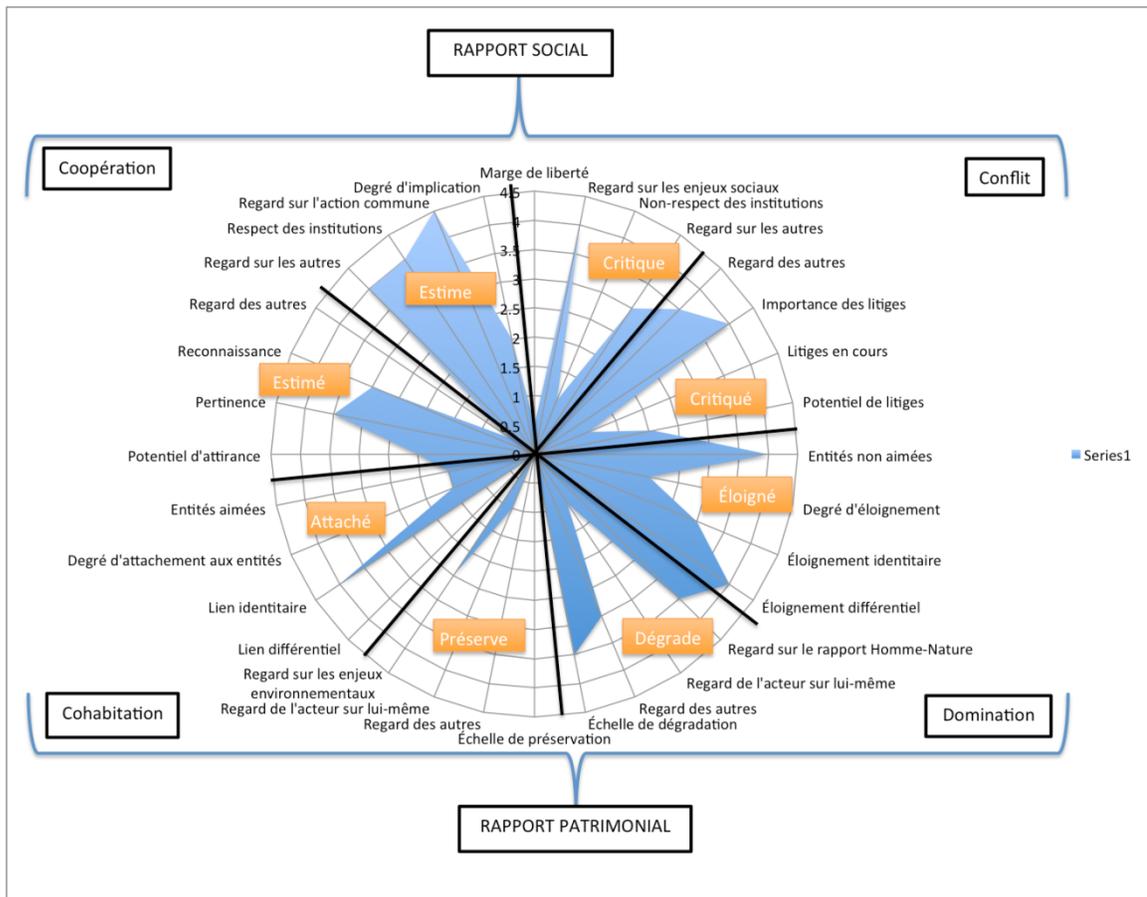
Le projet a été lancé par l'association des pêcheurs. Depuis, la DGA a donné son aval mais le projet est en cours de reformulation (à été 2013) pour intégrer Ponta Preta au réseau d'AMP prévu à Maio. L'objectif principal de l'AMP doit être de préserver la zone, ses habitats et ses espèces de façon durable. Il doit aussi viser à faire participer directement la communauté.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

*Un acteur incontournable en amont de plusieurs autres,
peu (pas) connu à Maio.*

- Connaît les politiques nationales, plans et stratégies; la plupart des projets locaux.
- Acteur central; à rencontrer pour une vision plus globale.
- Peu bavard; détermination à agir : ?

ACTEUR 43 - DÉPUTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (MAIO)



Empreintes territoriales : Acteur 43

DESCRIPTION DE L'EMPREINTE TERRITORIALE

Rapport social			
<p>Cet acteur montre de l'intérêt pour certains acteurs (FMB) et projets (aire marine protégée, meilleur contrôle des pêches (sans connaître PRAO)), apprécie certaines lois et programmes (comme l'interdiction de la pêche à la langouste en période de reproduction) et y participe par son rôle politique; souhaite la participation de tous sans que cette idée ne semble lui tenir fermement à coeur cependant; et rencontre les autres (par son rôle à l'assemblée - il a déjà rencontré le Premier ministre du CV) pour expliquer ce qu'ils font mal (améliorer certaines pratiques, comme favoriser la pêche industrielle à Maio par exemple). Cet acteur dispose de connaissances (politiques) et de partenaires (à l'assemblée); atouts détenus par seul un petit nombre d'acteurs (décideurs); ce pouvoir politique est demandé par au moins deux autres acteurs du système (un pêcheur et une jeune étudiante), mais lui-même (son groupe) et les projets de son groupe sont mal perçus par les autres acteurs.</p> <p>Il profère des critiques négatives ciblées sur certains groupes d'acteurs (biologistes, décideurs nationaux et municipaux), regrette le laxisme et la mauvaise application des lois (IMP, police maritime, etc.), repère des acteurs antagonistes et s'implique modérément (rôle à l'assemblée et rencontre avec PM); mais n'exprime pratiquement jamais son désaccord. Il préfère éviter les questions que de s'opposer. Enfin, il est impliqué dans un conflit de valeur morale (inaction des décideurs et corruption); ce qui pose problème pour l'ensemble du territoire et qui fait en sorte que les autres le jugent comme un frein pour le territoire.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Tout le monde connaît la loi mais personne ne la respecte et personne ne contrôle. »</p> <p>« Les gens sont individualistes et ne participent pas à (ne s'impliquent pas dans) la prise de décision. »</p> <p>Eux :</p> <p>(Acteur non évoqué par le complexe; inaction et corruption des décideurs critiquées cependant).</p>	
COOPÉRATION		CONFLIT	
ESTIMÉ / ATOUTS	ESTIME / ALLIÉS	CRITIQUE / OPPOSANT	CRITIQUÉ / LITIGES
<ul style="list-style-type: none"> - participe aux décisions - critique - apparence neutre. 	<ul style="list-style-type: none"> - FMB (bon début) 	<ul style="list-style-type: none"> - CMM et gouvernement (pas d'industrialisation) - biologistes (concentrés sur les oiseaux et tortues) 	<ul style="list-style-type: none"> - Assemblée : pour laisser Maio à l'écart; stagnation; corruption.

Rapport patrimonial			
<p>Il évoque certains problèmes environnementaux et certaines causes associées (pêche de juvéniles ou de langoustes en période de gestation) tout en considérant davantage les enjeux typiquement économiques (tourisme, développement, pêche industrielle). Il respecte les règles puisqu'il contribue à les ériger et critique ceux qui ne les respectent pas. Il n'est cependant jamais cité pour ses actions de préservation et n'en fait pas de manière évidente. Il témoigne un attachement basé sur un désir non réalisé aux projets de port et aéroport ou de développement touristique et halieutique (industrialisation) en général. Il en parle comme des projets à promouvoir dans le cadre de son travail et qu'il souhaite voir réalisés pour leur utilisation pratique et agréable. Il veut transmettre ces entités sans nuire à ses relations avec les autres (rôle politique). Enfin, il considère incontournable de détruire un peu la nature pour parvenir à ces réalisations.</p> <p>Donne surtout une valeur d'usage à la nature (alimentation) et identifie peu de problèmes environnementaux. Il dit avoir changé ses pratiques (ne consomme plus de tortues) et dégrader très peu. Il est parfois cité (groupe de décideurs publiques) pour d'importantes inactions (ne pas agir pour préserver l'environnement), accusations justifiées envers un groupe qui devrait voir à l'intérêt général des Maienses et à leur bien-être. Il identifie de nombreux problèmes issus du patrimoine naturel (érosion, agitation de l'océan mettant en péril la vie des pêcheurs) et culturel (pêche à la ligne, économie faible et peu industrialisée). L'entité critiquée comme nuisant au territoire est en fait le faible développement d'infrastructures / du tourisme / de l'économie générale. Le développement est souvent cité par le complexe et source de sentiments contradictoires (bon pour l'économie mais risqué pour l'environnement et les modes de vie traditionnels). Cela le pousse à vouloir industrialiser la pêche et l'ensemble de l'île.</p>		<p>Lui :</p> <p>« Le développement est bon pour l'île, mais nécessairement, l'environnement en pâtira un peu. »</p> <p>Eux :</p> <p>« Les décideurs et gestionnaires ne font rien pour améliorer la qualité du territoire. De belles paroles sans suivi. » (Maienses)</p>	
COHABITATION		DOMINATION	
ATTACHÉ / ENTITÉS AIMÉES	PRÉSERVE / ENTITÉS	DÉGRADE / ENTITÉS	ÉLOIGNÉ / DÉFAUTS
<ul style="list-style-type: none"> - tourisme - port, aéroport (proj) - pê. industrielle - près de Praia (tour.) 	<ul style="list-style-type: none"> - traitement des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> - projet de port, Porto Cais - pêche des langoustes en période de reproduction - trafic drogues, vols, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - pas assez industrialisé - érosion : mer agitée : peu sécuritaire pour pêcheurs.

Analyse de l'empreinte territoriale par retour sur hypothèses

*Député peu connu, dont le groupe est critiqué;
qui ne jure que par le développement.*

Cet acteur fait peu de reproches aux individus, outre ceux qui contreviennent aux lois. Il souhaite un développement économique et touristique accru pour son île, quitte à ce que cela se fasse aux dépens de l'environnement. Il considère l'état actuel de son île comme insatisfaisant en raison de son faible développement. Son poste est envié par certains (car relatif pouvoir de décision) mais son groupe est accusé de corruption et passivité face aux enjeux locaux véritables (environnement et économie, services à la population).

Articulation de l'attachement au patrimoine marin; l'action de conservation de la nature et des connaissances sur la nature?

PRÉFÉRENCES	SAVOIRS	PRATIQUES
<ul style="list-style-type: none"> - respect des lois - développement - tourisme (port, aéroport) - bateaux industriels locaux - infrastructures (pour conserver et stocker poiss.) 	<ul style="list-style-type: none"> - politique locale et nationale - fonctionnement de l'île 	<ul style="list-style-type: none"> - vote et participe aux décisions de l'Assemblée nationale. - rencontre hommes politiques nationaux (premier ministre, etc.)
	<p>Types de savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - empirique (politique locale) - vernaculaire (culture) - académique (? - accès à ses fonctions) 	

Cet acteur est cohérent dans ses préférences, savoirs (moins connus car non dits dans l'entretien) et pratiques puisque la loi (à laquelle il tente de participer) est placée au-dessus de tout, et qu'il milite pour un plus fort développement de l'île.

Gouvernance désirée (critique et projetée) - place de l'homme et de la nature

Toute la communauté doit s'engager.

TERRITOIRE		GROUPE		CONCERTATION		CONSERVATION	
Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée	Critique	Projetée
- non respect lois - surveill. (sécu) en mer : - -	- contrôle - IMP, gardes-côtes : + en mer	- CMM, gvt ne dév. pas	- CMM, gvt proactifs pour dév.	- laisser les autres faire leur travail : n'y prend pas part (???) - moins d'individualisme.	-demande au ministre où en sont les projets de port, aéroport. - ++ de participation!	-éduquer (films) - FMB : bon 1er pas. - traiter déchets	- registre, contrôle poissons - port pas à P. Cais - dév. durable (hôtels, etc.)

Les principaux besoins (désirs) énoncés sont 1- respect des lois; 2- développement via tourisme, infrastructures, stockage et conservation du poissons, bateaux industriels, etc.

Considérations liées à l'intérêt général et positionnement

BESOINS (MASLOW) / INTENSITÉ (PHYSIO-SÉCU- APPARTENANCE- ACCOMPLISSEMENT)	PARTICIPATION (GOUVERNANCE)	CONNEXION HOMME-NATURE	PORTÉE & ÉQUITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)	DURABILITÉ (ACCÈS/BÉNÉFICES)
- la mer peut être un fort vecteur de développement : à préserver pour cette raison (tourisme, etc.)	- dit ne pas participer. - rôle politique. - demande - individualisme; + participation	- la nature est utilitaire (poisson); à exploiter et dominer (sécu.)	- Maio; conscient des effets sur le Cap-Vert. - Pense local en premier lieu : ex : industrialisation pêche locale!	- pense aux générations futures (réclame + économie; trait. des déchets)

Cet acteur a une réflexion inclusive de la communauté et des générations futures, ce qui ne se reflète pas dans les décisions de son groupe (centralisateur et accusé de corruption). La « création de richesse » doit profiter à tous et tous doivent s'impliquer dans la prise de

décision (rejette la faute du manque de participation sur les individus). Sa vision pro-développement se reflète dans l'acceptation de divers projets de développements (de façon cahotique).

Zoom sur Ponta Preta

Pourquoi pas?

C'est un bon projet s'il est véritablement mis en oeuvre (pas un paper park). C'est un projet idéologique (conservation vs. développement), qu'il accepte.

Apport pour un médiateur dans une négociation environnementale

Un acteur méfiant qui a de fortes positions à plusieurs niveaux.

- Connaît le système politique et y participe (groupe contesté)
- Acteur critique du manque de développement / industrialisation de l'île.
- Pas contre la conservation, mais ne doit pas nuire à l'économie.
- Les lois sont faites pour être respectées.

ANNEXE 2
GUIDES D'ENTRETIENS POUR LES GESTIONNAIRES (V.F. ET V.P.);
GUIDE POUR LES PÊCHEURS (V.P.)

LETTRÉ ADRESSÉE AUX GESTIONNAIRES (V.F.)

[logo chaire]

A l'attention de :

De la part de : Raphaëlle Dancette

Chaire UNESCO en analyse intégrée des systèmes marins
Université du Québec à Rimouski
Institut des sciences de la mer (UQAR-ISMER)
310, Allée des Ursulines
C.P. 3300
Rimouski, QC
G5L 3A1
CANADA

téléphone : 1-418-723-1986 x 1779 ; au Cap-Vert (cell.) : 914-3181
télécopieur : 1-418-724-1842

courriel : rafaledancette@gmail.com
www.uqar.ca/systemes-marins

Maio, le [date]

Monsieur [...],

Suite à notre conversation téléphonique du [date], je confirme le rendez-vous fixé pour le [date] à [heure] à [lieu].

Étudiante au doctorat de l'Université du Québec à Rimouski en gestion des ressources maritimes, mes travaux de recherche portent sur l'étude des interactions homme-territoire à Sal et Maio, dans le cadre des projets d'aires marines protégées (AMP) plus spécifiquement. Pour mieux comprendre les particularités de ce territoire et de ces projets, je tente d'appréhender les attentes, les problèmes et les pratiques des acteurs clefs qui y sont liés.

Je vous remercie ainsi de m'accorder un entretien qui m'aidera à mieux cerner la place et le rôle qu'occupe [acteur] sur ce territoire ainsi que la vision qu'il a de ce dernier. Dans un souci de justesse des informations transmises et pour qu'elles soient les plus complètes possible j'estime à environ 2 heures la durée de notre entretien. Je tiens à préciser que les données resteront confidentielles, que les résultats publiés seront sous forme statistique et qu'aucune information personnelle ne figurera dans le rapport final à moins que vous n'ayez indiqué le contraire dans la décharge suivant cette lettre.

En guise de préparation à l'entretien, vous trouverez ci-joint un questionnaire que je vous demande de bien vouloir remplir et me remettre lors de notre rencontre. Votre collaboration nous est précieuse et indispensable, aussi je vous remercie de prêter attention à notre demande.

QUESTIONNAIRE STRUCTUREL OUVERT : ENVOYÉ PRÉALABLEMENT ET REMIS LORS DE L'ENTRETIEN ORAL

Questions relatives à votre organisme

- Secteur d'activité :
- Nom de votre organisme :
- Type d'organisme
- Nombre de personnes concernées par l'activité :
- Missions / Objectifs :
- Activités principales (axes d'intervention) :
- Principaux partenaires :

- Votre organisme est-il propriétaire de terrains / bateaux / commerces sur le territoire?
Surface? Communes?
- Usages de ces terrains?
- Votre organisme est-il gestionnaire de terrains sur le territoire? Surface?.Communes? ..
- Usages de ces terrains?

Questions relatives à notre interlocuteur

- Fonction dans l'organisme :
- Date d'entrée en fonction :
- Formation académique / spécialisation de l'interlocuteur :

GUIDE D'ENTRETIEN GESTIONNAIRES (GESTION CÔTIÈRE ET MARITIME) :

PAROLES D'INTRODUCTION : LES PRÉSENTATIONS

Présentation des intervieweurs :

Étudiante au doctorat de l'Université du Québec à Rimouski en gestion des ressources maritimes, mes travaux de recherche portent sur l'étude des interactions homme-territoire à Maio, dans le cadre des projets d'aires marines protégées (AMP) plus spécifiquement. Pour mieux comprendre les particularités de ce territoire et de ces projets, je tente d'appréhender les attentes, les problèmes et les pratiques des acteurs clefs qui y sont liés.

Je vous remercie ainsi de m'accorder un entretien qui m'aidera à mieux cerner la place et le rôle qu'occupent les pêcheurs sur ce territoire ainsi que la vision qu'ils ont de ce dernier. Dans un souci de justesse des informations transmises et pour qu'elles soient les plus complètes possible j'estime à environ 2 heures la durée de notre entretien. Je tiens à préciser que les données resteront confidentielles, que les résultats publiés seront sous forme

statistique et qu'aucune information personnelle ne figurera dans le rapport final à moins que vous n'ayez indiqué le contraire dans la décharge suivant cette lettre.

Présentation de l'interviewé : pourriez-vous vous présenter en quelques mots?

Données structurelles : [restitution du questionnaire structurel]

PAROLES MARITIMES ET CÔTIÈRES

Annonce du thème général : le milieu marin - Questionnaire semi-directif organisé en thèmes.

Thème 1 : qualités émergentes du système marin

- Pour vous, quels sont les éléments qui composent le système marin?
- Selon vous, quels sont les enjeux liés au milieu marin?
- Quels indices vous donnent cette impression (indicateurs de performance)?
- Le milieu marin est-il bien ou mal géré?
- Sa qualité est-elle suffisante?
- À quoi servent les milieux marins?
- Qu'est ce que les milieux marins apportent au territoire (atouts, forces)?
- En quoi les milieux marins peuvent-ils nuire au territoire (défauts, faiblesses)?
- Pensez-vous qu'ils sont en bonne santé?
- Pensez-vous qu'ils soient menacés (menaces)? Menaçants? De quelles façons?
- Est-il important de préserver les milieux marins?
- Quelle place peut prendre le développement durable dans la gestion des océans?

Thème 2 : qualités émergentes du complexe multi-acteurs

- Qui selon vous dégrade le plus le milieu marin?
- Qui selon vous préserve le plus le milieu marin?
- Qui est concerné par la gestion des zones côtières et maritimes?
- Qui gère les zones côtières et maritimes sur le territoire?

- Qui devrait être responsable du bon fonctionnement des zones côtières et maritimes?
- Quels sont les conflits liés au milieu marin? Causes?
- Qui sont vos opposants? Qui sont vos alliés?
- Appliquez-vous une politique de concertation?
- Pensez-vous qu'il existe une politique de concertation sur le territoire?
- En êtes-vous satisfait? Avez-vous envie de décider?
- Est-il important d'impliquer un maximum d'acteur dans un processus de négociation / décision?
- Comment réagissez-vous face à un conflit où vous êtes impliqué?
- Quels sont les coûts et avantages d'un conflit dans l'élaboration d'un projet?
- Est-il important d'aboutir à une vision commune (un consensus) pour une bonne gestion du milieu marin?
- Pensez-vous qu'une bonne gouvernance du milieu marin est envisageable sur le territoire (contribution à la gouvernance)?
- A qui appartient l'océan?
- De manière générale, considérez-vous que les hommes et les femmes ont actuellement un accès égal au milieu marin et qu'ils en bénéficient également? Pourquoi? Si non, avez-vous idée de moyens pour rendre plus égalitaires les services rendus par le milieu marin à votre communauté?
- Pensez-vous que la création d'AMP dans votre région peut influencer les rôles respectifs actuellement tenus par les hommes et les femmes? Si oui, de quelle façon?
- Y a-t-il d'autres groupes de votre communauté qui pourraient actuellement et dans l'éventualité de projets d'AMP se sentir laissés à l'écart? Si oui, lesquels et pourquoi?

Thème 3 : actions personnelles engagées au niveau local

- Tentez-vous de répondre aux enjeux évoqués plus haut?
- Que faites-vous pour éviter la dégradation du milieu marin (objectifs, impacts, moyens, partenaires, difficultés) – orientations stratégiques?
- Quel est votre impact sur le milieu marin (positif-négatif)?

- Que comptez-vous faire pour améliorer l'état des zones côtières et maritimes?
- Qu'est-ce qui vous aidera à améliorer l'état des zones côtières et maritimes (opportunités)?
- De quoi auriez-vous besoin?
- Quelles actions proposeriez-vous pour assurer une bonne gestion des zones côtières et maritimes?

Thème 4 : actions engagées au niveau global

- Connaissez-vous les acteurs engagés pour la préservation du milieu marin au niveau global (programmes, objectifs, impacts, moyens, difficultés)? Qu'en pensez-vous?
- Que pensez-vous de la Convention pour la Diversité Biologique et des Objectifs d'Aïchi visant à vivre en harmonie avec la nature?
- Que pensez-vous des Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU et de la position de votre pays vis à vis ces derniers?
- Que pensez-vous de la Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Convention d'Abidjan) et du positionnement de votre pays vis à vis cette dernière?
- Que pensez-vous du Projet Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO) au Cap-Vert?
- Que pensez-vous du réseau régional d'AMP en Afrique de l'Ouest (RAMPAO)?
- Que pensez-vous des nouveaux outils qui se mettent en place (TURFs (Territorial Use of Right Fisheries particulièrement))?
- Comment avez-vous été informé de tout ça?
- On parle beaucoup de patrimonialisation de la nature, qu'est-ce que cela implique pour vous?
- Comment intégrez-vous les projets d'AMP de Sal et Maio dans tout ça (le bien-être humain, la lutte contre la pauvreté, la gouvernance participative, etc.)?

Thème 5 : prospective

- Quels ont été les changements majeurs sur le milieu marin en 1 siècle?

- Quel est votre sentiment vis-à-vis des activités disparues?
- Quels éléments du passé ont le plus conditionné le présent?
- Comment voyez-vous le territoire dans 10 ans? Scénario rose? Scénario noir?
- Comment voyez-vous les zones côtières et maritimes dans le futur (50 ans)? Scénario rose? Scénario noir?
- Comment voyez-vous le territoire dans 100 ans (vision)?
- Comment voyez-vous la ressource maritime de la planète dans le futur? Tendances? Scénario rose? Scénario noir?
- Pour vous quels seront les conflits du futur liés au milieu marin sur le territoire? Enjeux du futur?
- Quel est votre océan idéal (vision du milieu marin)?
- Comment définiriez-vous votre bien-être?
- Quels sont les éléments qui constituent le patrimoine culturel marin?
- Quels sont les éléments qui constituent le patrimoine naturel marin?
- Comment l'associez-vous à votre relation humain-nature? Cette vision reflète-t-elle la perception d'un groupe d'intervenants (ex : pêcheurs, femmes, gestionnaires, etc.)? Si oui, lequel et en quoi cette vision se généralise-t-elle?
- Y a-t-il d'autres liens que vous souhaiteriez établir avec le milieu marin même s'ils ne sont pas déjà établis?
- Avez-vous des suggestions pour renforcer ou créer ces liens?

Projets d'aires marines protégées (Sal et Maio) :

- Quel est votre avis sur ces projets (choix des sites, type de protection envisagée, espèces à protéger, milieu social et répercussions environnementales et sociales envisageables)?
- Quelle devrait être la vision de ces AMP et leur mission, selon vous?
- À quels objectifs souhaiteriez-vous que ces projets répondent?
- Qu'est-ce qui vous rattache le plus à la mer? Qu'en craignez-vous le plus?
- Quelle idée vous faites-vous des aires marines protégées? Est-elle globalement positive ou négative? Pour quelles raisons?

- Comment verriez-vous des aires marines protégées incluant les humains et répondant à vos besoins (activités, cohabitation homme-nature, restrictions)?
- Selon vous, quels éléments permettraient une inclusion optimale de la communauté et des divers secteurs concernés (dans le processus de création et de gestion des AMP)? :
- Quels éléments devraient être considérés par les gestionnaires pour que les projets d'AMP soient le mieux acceptés possible (lors de la planification, la mise sur pied et de la gestion et l'évaluation des projets)?

PAROLES DE CONCLUSION : QUESTIONS RITUELLES ET RETOUR SUR L'ENTRETIEN

- Pourquoi avoir accepté de nous rencontrer?
- Qu'avez-vous pensé de cet entretien?
- Auriez-vous aimé aborder un autre thème?
- Pouvons-nous vous contacter par téléphone pour des informations complémentaires?
- Qui nous conseilleriez-vous d'aller rencontrer pour notre étude? En général? Dans votre secteur d'activité?

LETTRE ADRESSÉE AUX GESTIONNAIRES (V.P.)

[logo chaire]

A atenção de :

Da parte de : Raphaëlle Dancette

Cátedra da UNESCO em Análise Integrada dos Sistemas Marinhos

Universidade de Quebec em Rimouski

Instituto de Ciências Marinhas (UQAR-ISMER)

310, Allée des Ursulinas

P.C. 3300

Rimouski, QC

G5L 3A1

CANADA

Telefone : 1-418-723-1986 x 1779, Cabo Verde (celular) 9 14-31-81

fax : 1-418-724-1842

Email : rafaledancette@gmail.com

www.uqar.ca/systemes-marins

Maio, [data]

Senhor [...]

Na sequência da nossa conversa telefónica do dia [data], confirmo o encontro marcado para o dia [data] em [local].

Estudante de doutoramento na Universidade de Quebec em Rimouski em gestão dos recursos marinhos, a minha pesquisa está focalizada no estudo das interações homem-território nas ilhas do Sal e do Maio, mais especificamente, no quadro de projetos de áreas marinhas protegidas (AMP's). Para melhor se entender as particularidades desses espaços territoriais e dos projetos que albergam, procuro entender as necessidades, expectativas, problemas e práticas dos principais actores que estão vinculados ao processo.

Muito obrigada por me conceder uma entrevista que irá me ajudar a entender melhor a importancia e as funções que os pescadores desempenham no espaço territorial bem como a visão que têm do mesmo. Por uma questão de exatidão das informações prestadas e para torná-las tão completas quanto possível, eu acho que serão necessárias cerca de duas horas

de conversa. Gostaria de esclarecer-lhe e assegurar-lhe que os dados permanecerão confidenciais, os resultados serão publicados de forma estatística, e nenhuma informação pessoal será incluída no relatório final, a menos que dêem indicação em contrário ao longo desta entrevista.

Em jeito de preparação para a entrevista, encontrará em anexo um questionário que eu lhe peço para preencher e me entregar no dia da nossa entrevista. A sua colaboração é essencial e importante para nós, por isso agradeço-lhe a amabilidade da atenção que acordou ao nosso pedido.

Queira aceitar, Excelentíssimo Senhor, as nossas melhores considerações.

Raphaelle Dancette

QUESTIONÁRIO ESTRUTURAL ABERTO : ENVIADO COM ANTECEDÊNCIA E RECEBIDO POR OCASIÃO DA ENTREVISTA ORAL :

Perguntas sobre a sua organização

- Indústria :
- Nome da sua organização :
- Tipo de Organização :
- Número de pessoas envolvidas na atividade :
- Missão / metas :
- Atividades principais (eixos de intervenção) :
- Principais parceiros :
- A sua organização possuir terras / barcos / lojas na ilha?
- Superfície?
- Commons?

- Usos da terra?
- A sua organização é administradora de terras na ilha?.....
- Superfície?.....
- Commons?
- Usos da terra?
- Perguntas sobre o nosso interlocutor.....
- Função na organização
- Data de início de funções
- Formação / especialização acadêmica :.....

GUIÃO DE ENTREVISTA À GESTORES (GESTÃO COSTEIRA E MARINHA)

PALAVRAS DE INTRODUÇÃO : APRESENTAÇÕES

Apresentação dos entrevistadores :

Estudante de doutoramento na Universidade de Quebec em Rimouski em gestão dos recursos marinhos, a minha pesquisa está focalizada no estudo das interações homem-território nas ilhas do Sal e do Maio, mais especificamente, no quadro de projetos de áreas marinhas protegidas (AMP's). Para melhor se entender as particularidades desses espaços territoriais e dos projetos que albergam, procuro entender as necessidades, expectativas, problemas e práticas dos principais actores que estão vinculados ao processo.

Muito obrigada por me conceder uma entrevista que irá me ajudar a entender melhor a importancia e as funções que os pescadores desempenham no espaço territorial bem como a visão que têm do mesmo. Por uma questão de exatidão das informações prestadas e para torná-las tão completas quanto possível, eu acho que serão necessárias cerca de duas horas de conversa. Gostaria de esclarecer-lhe e assegurar-lhe que os dados permanecerão confidenciais, os resultados serão publicados de forma estatística, e nenhuma informação pessoal será incluída no relatório final, a menos que dêem indicação em contrário ao longo desta entrevista.

Apresentação do entrevistado : O senhor poderia apresentar-se brevemente?

Dados estruturais : [restituição do questionário estrutural]

PALAVRAS MARINHAS E COSTEIRAS

Anúncio do tema geral : o ambiente marinho - questionário semi-estruturado, organizado por temas.

Tema 1 : qualidades emergentes do sistema marinho

- Para você, quais são os elementos que compõem o sistema marinho?
- Na sua opinião, quais são as questões relacionadas com o ambiente marinho?
- Que indícios lhe dá essa impressão (indicadores de desempenho)?
- ambiente marinho é bem ou mal gerido?
- Sua qualidade é suficiente?
- Para que servem os meios marinhos?
- que é que o ambiente marinho fornecer à ilha (vantagens, as forças)?
- Em que poderá o ambientes marinho prejudicar a ilha (falhas, fraquezas)?
- Você acha que eles são saudáveis?
- Você acha que eles estão ameaçados (ameaças)? Ameaçadores? De que maneira?
- Será importante preservar o meio ambiente marinho?
- Qual a importância do desenvolvimento sustentável na gestão dos oceanos?

Tema 2 : qualidades emergentes do complexo multi-actores/ parceiros

- Na sua opinião, quem é que mais degrada o meio ambiente marinho?
- Na sua opinião, quem é que mais preserva o ambiente marinho?
- Na sua opinião, quem é que mais se preocupa com a gestão de zonas costeiras e marinhas?
- Quem administra as zonas costeiras e marinhas na ilha?
- Quem deve ser responsável para o bom funcionamento das zonas costeiras e marinhas?
- Quais são os conflitos no ambiente marinho? Causas?

- Quem considera seus adversários? Quem considera seus aliados?
- Será que utiliza uma política de diálogo e concertação?
- Você acha que existe uma política de diálogo sobre a ilha?
- Você está satisfeito? Você tem vontade ou desejo de decidir?
- Acha importante a implicação de um máximo possível de actores num processo negocial /decisional?
- Como é que você reage a um conflito no qual você está envolvido?
- Quais são os custos e benefícios de um conflito no desenvolvimento de um projeto?
- Acha importante alcançar uma visão comum (consenso) para a gestão adequada do meio ambiente marinho?
- Acha que a boa governação do ambiente marinho é possível na ilha (contribuição à governação)?
- Quem é o dono do oceano?
- De um modo geral, acha que os homens e as mulheres agora têm igual acesso ao ambiente marinho e eles retiram iguais benefícios? Porquê? Se não, você tem alguma idéia de como tornar mais igualitários os serviços fornecidos pelo meio ambiente marinho na tua comunidade?
- Você acha que a criação de áreas marinhas protegidas na sua região poderá influenciar as funções atualmente desempenhadas por homens e mulheres? Se sim, como?
- Existirão grupos na sua comunidade que, actualmente, e no caso de criação de AMP, poder se sentir deixado de fora dos projectos? Se sim, quais e por quê?

Tema 3 : ações pessoais a nível local

- Será que pessoalmente procura sempre responder aos desafios mencionados acima?
- que faz para evitar a degradação do meio ambiente marinho (metas, impactos, recursos, parceiros, dificuldades) - orientações estratégicas?
- Qual é o seu impacto sobre o meio ambiente marinho (positivo-negativo)?
- que pensa fazer para melhorar o estado das zonas costeiras e marinhas?

- que é que lhe poderá ajudar a melhorar o estado das zonas costeiras e marinhas (oportunidades)?
- Do que é que necessita?
- Que ações você proporia para assegurar a boa gestão das zonas costeiras e marinhas?

Tema 4 : acções a nível mundial

- Conhece os actores comprometidos com a preservação do meio ambiente marinho, a nível global (programas, objetivos, impactos, meios dificuldades)? O que acha?
- que acha da Convenção sobre Diversidade Biológica e as Metas de Aichi para viver em harmonia com a natureza?
- que acha dos Objectivos de Desenvolvimento do Milênio das Nações Unidas e da posição de Cabo Verde em relação a esses mesmos objectivos?
- que acha da Convenção sobre a Cooperação para a Protecção e o desenvolvimento das zonas marinhas e costeiras da África Ocidental e Central (Convenção de Abidjan) e o posicionamento de Cabo Verde?
- que acha do Projeto Regional de Pesca na África Ocidental (PRAO), em Cabo Verde?
- que acha da rede regional de áreas marinhas protegidas na África Ocidental (RAMPAO)?
- que acha das novas ferramentas que estão sendo postas em prática (Direitos de Uso Territorial nas Pescas – Co-gestão pesqueira)?
- Como teve conhecimento deste projecto/ iniciativa?
- Fala-se muito de patrimonialização da natureza. O que isso significa para si?
- Como é que vê ou assimila os projectos de AMP do Sal e do Maio em tudo isso (bem-estar das pessoas, luta contra a pobreza, governação participativa, etc.)?

Tema 5 : Prospective

- Quais foram as principais mudanças no ambiente marinho em um século?
- Qual é o seu sentimento em relação à actividades que desapareceram?
- Quais são os aspectos do passado que mais condicionam o presente?
- Como vê o país em 10 anos? Cenário cor de rosa? Cenário negro?

- Como vê as zonas costeiras e marinhas no futuro (50 anos)? Cenário cor de rosa? Cenário negro?
- Como vê o país em 100 anos (visão)?
- Como vê os recursos marinhos do planeta no futuro? Tendências? Cenário cor de rosa? Cenário negro?
- Para si quais serão os conflitos futuros relacionados com o ambiente marinho na ilha? Desafios do futuro?
- Qual é o seu oceano ideal (visão do ambiente marinho)?
- Como definiria o seu bem-estar?
- Quais os elementos que constituem o património cultural subaquático?
- Quais os elementos que constituem o património natural marinho?
- Como associa esse património na sua relação com a natureza? Esta visão reflete a percepção de um grupo de actores (por exemplo, pescadores, mulheres, gestores, etc.)? Se sim, quais e como essa visão poderá ser generalizada?
- Existem outras ligações deseja estabelecer com o ambiente marinho, mesmo se elas ainda não estão estabelecidas?
- Tem alguma sugestão para melhorar ou criar essas ligações?

Projetos de áreas marinhas protegidas (Sal e Maio)

- Qual é a sua opinião sobre esses projetos (escolha do local, tipo de proteção prevista, espécies protegidas, ambiente social, prováveis impactos ambientais e sociais)?
- Na sua opinião, qual deve ser a visão dessas áreas marinhas protegidas?
- Que objetivos gostaria que esses projetos atendessem?
- O que o liga mais com o mar? O que é que você mais teme?
- Que ideias tem sobre as AMPs? São positivas ou negativas? Porque motivos?
- Como é que veria as áreas marinhas protegidas incluindo o homem e atendendo às suas necessidades (actividades, coabitação entre o homem e a natureza, restrições)?
- Na sua opinião, quais os elementos que permitiriam a inclusão ideal da comunidade e dos vários

- Setores implicados (no processo de criação e gestão de áreas marinhas protegidas)?
- Que elementos devem ser considerados pelos gestores para que os projetos de AMP sejam melhor aceites (no planeamento, criação, gestão e avaliação de projectos)?

FINAIS PALAVRAS : PERGUNTAS RITUAIS E RETORNO À ENTREVISTA

- Porque aceitou em se encontrar conosco?
- que você achou desta entrevista?
- Gostaria de abordar uma outra questão?
- Será que o podemos contactar por telefone, para mais informações complementares?
- Quem nos aconselharia encontrar no quadro deste estudo? No geral? No seu sector de actividade?

GUIDE D'ENTRETIEN AUX PÊCHEURS (VERSION PORTUGAISE)

Nome da cidade :

Localização :

Ambiente :

APRESENTAÇÕES**Apresentação dos entrevistadores.****Apresentação do entrevistado :** O senhor poderia apresentar-se brevemente?**DADOS ESTRUTURAIS**

Nome :

Ocupações :

Associação de pesca? Porquê? Se assim, que funções na associação? Desde

Agregado familiar?

Qual a ocupação dos seus filhos?

Local de pesca :

Funções na pesca (pescador principal / ajudante)?

Tipo de pesca (linha, rede, mergulho / etc.)?

Pescador desde (ano) :

Principais espécies capturadas :

Formação / especialização académica do entrevistado :

Tema 1 : qualidades emergentes do sistema marinho

– ambiente marinho é bem ou mal gerido?

- Sua qualidade é suficiente?
- que é que o ambiente marinho fornecer à ilha?
- Em que poderá o ambientes marinho prejudicar a ilha?
- Será importante preservar o meio ambiente marinho?

Tema 2 : qualidades emergentes do complexo multi-actores/ parceiros

- Na sua opinião, quem é que mais degrada o meio ambiente marinho?
- Na sua opinião, quem é que mais preserva o ambiente marinho?
- Quem deve ser responsável para o bom funcionamento das zonas costeiras e marinhas?
- Quais são os conflitos no ambiente marinho? Causas?
- Quem considera seus adversários? Quem considera seus aliados?
- Você está satisfeito de dialogo e concertação sobre a ilha? Você tem desejo de decidir?
- Acha importante a implicação de um máximo possível de actores num processo negocial /decisional?
- Como é que você reage a um conflito no qual você está envolvido?
- Acha importante alcançar uma visão comum (consenso) para a gestão adequada do meio ambiente marinho?
- Acha que a boa governação do ambiente marinho é possível na ilha?
- Quem é o dono do oceano?
- Existirão grupos na sua comunidade que, actualmente, e no caso de criação de AMP, poder se sentir deixado de fora dos projectos? Se sim, quais e por quê?

Tema 3 : ações pessoais a nível local

- Sera que pessoalmente procura sempre responder aos desafios mencionados acima?
- que faz para evitar a degradação do meio ambiente marinho?
- Qual é o seu impacto sobre o meio ambiente marinho (positivo-negativo)?
- que pensa fazer para melhorar o estado das zonas costeiras e marinhas?
- que é que lhe poderá ajudar a melhorar o estado das zonas costeiras e marinhas?
- Do que é que necessita?

- Que ações você proporia para assegurar a boa gestão das zonas costeiras e marinhas?

Tema 4 : acções a nível mundial

- Conhece os actores comprometidos com a preservação do meio ambiente marinho, a nível global (programas, objetivos, impactos)? O que acha?
- Convenção sobre Diversidade Biológica?
- Objectivos de Desenvolvimento do Milénio das Nações Unidas (posição de Cabo Verde)
- Convenção de Abidjan?
- Projeto Regional de Pesca na África Ocidental (PRAO), em Cabo Verde?
- Rede regional de áreas marinhas protegidas na África Ocidental (RAMPAO)?
- que acha das novas ferramentas que estão sendo postas em prática (Direitos de Uso Territorial nas Pescas – Co-gestão pesqueira)?

Tema 5 : Prospective

- Quais foram as principais mudanças no ambiente marinho em um século?
- Qual é o seu sentimento em relação à actividades que desapareceram?
- Quais são os aspectos do passado que mais condicionam o presente?
- Como vê o país em 10 anos? Cenário cor de rosa? Cenário negro?
- Como vê as zonas costeiras e marinhas no futuro (50 anos)? Cenário cor de rosa? Cenário negro?
- Como vê os recursos marinhos do planeta no futuro? Tendências? Cenário cor de rosa? negro?
- Para si quais serão os conflitos futuros relacionados com o ambiente marinho na ilha? Desafios?
- Qual é o seu oceano ideal?
- Quais os elementos que constituem o património cultural subaquático?
- Quais os elementos que constituem o património natural marinho?

Projetos de áreas marinhas protegidas (Sal e Maio)

- Qual é a sua opinião sobre esses projetos (escolha do local, tipo de proteção prevista, espécies protegidas, ambiente social, prováveis impactos ambientais e sociais)?
- Que objetivos gostaria que esses projetos atendessem?
- O que o liga mais com o mar? O que é que você mais teme?
- Que ideias tem sobre as AMPs? São positivas ou negativas? Porque motivos?
- Na sua opinião, quais os elementos que permitiriam a inclusão ideal (e melhor aceites) da comunidade e dos vários setores implicados (no processo de criação e gestão de áreas marinhas protegidas)?

3. FINAIS PALAVRAS : PERGUNTAS RITUAIS E RETORNO À ENTREVISTA

- que você achou desta entrevista?
- Gostaria de abordar uma outra questão?
- Será que o podemos contactar por telefone, para mais informações complementares?
- Quem nos aconselharia encontrar no quadro deste estudo? No geral? No seu sector de actividade?

ANNEXE 3

PRÉSENTATION DE L'ACTEUR EN 4 DIMENSIONS SIMPLIFIÉ

COMPOSANTES

INDICATEURS

■ Dimension *Coopération* – Sous-dimension *Estime*

I.1.1. Regard sur les autres	<p>0 : ne parle jamais des autres ni de leurs projets, ou en parle négativement (dimension conflit)</p> <p>1 : parle des autres mais pas de leurs projets, de manière neutre</p> <p>2 : parle des autres et de leurs projets de manière neutre - apprécie uniquement ses partenaires</p> <p>3 : apprécie certains projets mais critique les acteurs qui les portent</p> <p>4 : montre de l'intérêt pour certains acteurs et projets, en plus de ceux de ses partenaires</p> <p>5 : est consensuel, voire enthousiaste face à de nombreux acteurs et projets</p>
I.1.2. Respect des institutions	<p>0 : ne parle jamais des textes de loi ni des grands programmes, ou en parle négativement (dimension conflit)</p> <p>1 : parle des lois ou des grands programmes de manière neutre</p> <p>2 : parle des lois et des grands programmes de manière neutre</p> <p>3 : apprécie certaines lois ou grands programmes</p> <p>4 : apprécie certaines lois et grands programmes</p> <p>5 : participe aux grands programmes ou a une démarche volontaire allant au devant de la loi</p>
I.1.3. Regard sur l'action commune	<p>0 : ne souhaite pas de nouveaux partenaires et critique négativement l'idée de concertation</p> <p>1 : souhaite seulement plus de contacts avec sa sphère proche (clients, administrés, financeurs) pour répondre uniquement à ses intérêts</p> <p>2 : souhaite la concertation si elle est encadrée par un homme fort, un décideur (lui même) - demande du pouvoir</p> <p>3 : souhaite la concertation si elle est encadrée par un homme fort, un décideur (un autre acteur) - demande de la reconnaissance</p> <p>4 : souhaite la concertation si elle est restreinte aux partis concernés</p> <p>5 : souhaite la concertation ouverte à tous (gouvernance, démarches participatives, palabres africaines)</p>
I.1.4. Degré d'implicatio n	<p>0 : n'envisage aucune démarche vers les autres</p> <p>1 : rencontre peu les autres, fait acte de présence, se dit acteur distant - conformité passive</p> <p>2 : rencontre les autres (réunion, conseil technique) pour leur expliquer qu'ils font mal, veut changer les mentalités</p> <p>3 : rencontre les autres (réunion, conseil technique) pour mieux se faire connaître, expliquer ce qu'il fait bien, se dit acteur non-entendu</p> <p>4 : participe à des concertations territoriales pour partager, écouter, pour construire ensemble</p> <p>5 : organise des concertations territoriales pour partager, écouter, pour une vision commune - coopération zélée, se dit acteur liant</p>

■ **Dimension Coopération – Sous-dimension Estimé**

I.2.1. Potentiel d'attriance	<p>0 : ne dispose ni de connaissance (compétences), ni d'emprise foncière, ni d'emprise humaine, ni de partenaires, ni de moyens financiers (5 atouts)</p> <p>1 : dispose de 1 des 5 atouts</p> <p>2 : dispose de 2 des 5 atouts</p> <p>3 : dispose de 3 des 5 atouts</p> <p>4 : dispose de 4 des 5 atouts</p> <p>5 : dispose de 5 des 5 atouts</p>
I.2.2. Pertinence	<p>0 : aucun atout de l'acteur n'est évoqué dans le discours des autres, non disponible, détenu par tous</p> <p>1 : atout non évoqué, ou détenu par tous ou non négociable</p> <p>2 : atout répondant à un besoin spécifique ou détenu par plus de 50% des acteurs, ou négociable au prix fort</p> <p>3 : atout répondant à plusieurs besoins ou détenus par moins de 50% des acteurs, ou disponible sur demande</p> <p>4 : atout évoqué comme vital ou détenu uniquement par l'acteur ou offert</p> <p>5 : atout évoqué comme vital, détenu uniquement par l'acteur, et offert (projet commun)</p>
I.2.3. Reconnaissance	<p>0 : n'est jamais cité par le complexe pour ses atouts</p> <p>1 : atout demandé par 1 seul acteur du complexe, sans citer l'acteur</p> <p>2 : atout demandé par 1 seul acteur du complexe, en citant l'acteur</p> <p>3 : atout demandé par plusieurs acteurs du complexe, sans citer l'acteur</p> <p>4 : atout demandé par plusieurs acteurs du complexe, en citant l'acteur</p> <p>5 : est jugé incontournable pour ses atouts (réclamé par tous)</p>
I.2.4. Regard des autres	<p>0 : ni l'acteur, ni ses projets sont évoqués par les autres, ou de manière négative (dimension conflit) - acteur pas vu ou mal vu</p> <p>1 : on parle de l'acteur, mais non de ses projets, de manière neutre - acteur connu</p> <p>2 : on parle de l'acteur et de ses projets de manière neutre (ou apprécié uniquement par ses partenaires)</p> <p>3 : on apprécie certains projets de l'acteurs tout en le critiquant négativement</p> <p>4 : on apprécie l'acteur et ses projets</p> <p>5 : on juge l'acteur comme moteur sur le territoire</p>

■ **Dimension *Conflit* – Sous-dimension *Critique***

II.1.1. Regard sur les autres	<p>0 : ne parle jamais des autres ni de leurs projets, ou en parle positivement (dimension coopération)</p> <p>1 : parle des autres et de leurs projets de manière neutre</p> <p>2 : profère des critiques négatives générales sans citer de noms ni de projets</p> <p>3 : profère des critiques négatives ciblées sur des groupes d'acteurs</p> <p>4 : profère des critiques négatives virulentes et identifie des opposants</p> <p>5 : s'affiche contre les projets des autres et identifie précisément ses ennemis</p>
II.1.2. Nonrespect des institutions	<p>0 : ne parle jamais des textes de loi ni des grands programmes, ou en parle positivement (dimension coopération)</p> <p>1 : regrette le laxisme des institutions et la mauvaise application des lois</p> <p>2 : rejette la responsabilité sur les institutions ou ne croit pas aux grands programmes - coquille vide, instabilité</p> <p>3 : s'affiche contre les lois et les grands programmes</p> <p>4 : s'affiche contre les lois et les grands programmes, veut changer le système</p> <p>5 : se positionne comme un hors-la-loi</p>
II.1.3. Regard sur les enjeux sociaux	<p>0 : ne repère aucun acteurs antagoniste et aucune problématique sur le territoire</p> <p>1 : évoque les problématiques territoriales de manière générale (sans citer de nom)</p> <p>2 : évoque des acteurs antagonistes sans les relier à des problématiques territoriales</p> <p>3 : repère des acteurs antagonistes qu'il relie à des problématiques territoriales sans s'impliquer</p> <p>4 : repère des acteurs antagonistes qu'il relie à des problématiques personnelles (conflits de personne)</p> <p>5 : repère des acteurs antagonistes qu'il relie à des problématiques territoriales où il est impliqué</p>
II.1.4. Marge de liberté	<p>0 : n'exprime jamais son désaccord dans l'entretien</p> <p>1 : exprime timidement son désaccord uniquement lors de l'entretien (empathie, ne donne pas de nom)</p> <p>2 : exprime librement son désaccord uniquement lors de l'entretien (donne des noms)</p> <p>3 : manifeste une opposition passive lors des rencontres dans le jeu d'acteur (dit ce qu'il pense, mais compromis)</p> <p>4 : manifeste une opposition affichée lors des rencontres dans le jeu d'acteur (entretient la controverse, peut quitter la table des négociations, peut agir contre les autres, veut changer les autres)</p> <p>5 : manifeste une opposition active lors des rencontres dans le jeu d'acteur (exprime systématiquement son désaccord, insultes, procès, manifestation, empêche les autres d'avancer)</p>

■ **Dimension *Conflit* – Sous-dimension *Critiqué***

II.2.1. Potentiel de litiges	<p>0 : 0 à 0,16 (=moyenne des notes de la composante potentiel d'attraction et de la sous-dimensions critique ; l'acteur a peu d'atout et critique peu les autres)</p> <p>1 : 0,17 à 0,32</p> <p>2 : 0,33 à 0,5</p> <p>3 : 0,51 à 0,67</p> <p>4 : 0,68 à 0,84</p> <p>5 : 0,85 à 1 (l'acteur a de nombreux atouts et critique beaucoup les autres)</p>
II.2.2. Litiges en cours	<p>0 : n'est impliqué dans aucun conflit</p> <p>1 : est impliqué dans un conflit de personne, ou d'usage ou de valeur morale (3catégories)</p> <p>2 : est impliqué dans 2 catégories de conflits sur 3</p> <p>3 : est impliqué dans plusieurs conflits dans 2 catégories</p> <p>4 : est impliqué dans les 3 catégories de conflits</p> <p>5 : est impliqué dans de nombreux conflits dans les 3 catégories</p>
II.2.3. Importance des litiges	<p>0 : n'est impliqué dans aucun conflit évoqué par le complexe</p> <p>1 : est impliqué dans un conflit peu évoqué et représentant un problème localisé (marginal)</p> <p>2 : est impliqué dans un conflit peu évoqué et représentant un problème à l'échelle du territoire</p> <p>3 : est impliqué dans un conflit souvent évoqué et représentant un problème localisé</p> <p>4 : est impliqué dans un conflit souvent évoqué et représentant un problème à l'échelle du territoire</p> <p>5 : est impliqué dans plusieurs litiges qui représente des problèmes majeurs pour le complexe (cristallise)</p>
II.2.4. Regard des autres	<p>0 : ni l'acteur, ni ses projets sont évoqués par les autres, ou de manière positive (dimension coopération) - acteur pas vu ou bien vu</p> <p>1 : on parle de l'acteur et de ses projets, de manière neutre - acteur connu</p> <p>2 : on critique négativement l'acteur de manière générale (sans citer de projets)</p> <p>3 : on critique négativement l'acteur pour ses projets (sans virulence)</p> <p>4 : on juge globalement l'acteur comme un frein sur le territoire (propos virulents)</p> <p>5 : on juge globalement l'acteur comme nuisible sur le territoire</p>

■ **Dimension *Cohabitation* – Sous-dimension *Préserve***

<p>III.1.1. Regard sur les enjeux env.</p>	<p>0 : n'aborde jamais les problèmes environnementaux (vision technocentrée) 1 : évoque des problèmes environnementaux centrés sur ses problèmes 2 : évoque des problèmes environnementaux sans lien avec le territoire (pb globaux) ou évoque une conservation uniquement pour des usages (vision anthropocentrée) 3 : analyse les problèmes environnementaux en lien avec le territoire, en identifiant des causes 4 : montre une inquiétude forte par rapport aux problèmes environnementaux liés au territoire et propose des solutions (gestion équilibrée) 5 : propose comme résolution des problèmes environnementaux une sanctuarisation de la nature (vision écocentrée)</p>
<p>III.1.2. Regard de l'acteur sur lui-même</p>	<p>0 : aucune action de préservation (position de dominateur) 1 : civisme uniquement (tri des déchets, obligations réglementaires) 2 : intention d'action de préservation 3 : action de limitation des dégradations et des impacts 4 : action de préservation des milieux et des espèces (position de gestionnaire, protecteur) 5 : action de préservation volontaire et désintéressée (en osmose avec le milieu)</p>
<p>III.1.3. Regard des autres</p>	<p>0 : jamais cité pour ses actions de préservation 1 : actions de préservation jugées sans importance, peu pertinentes 2 : cité pour des actions de préservation d'importance mineure 3 : cité pour des actions de préservation jugées encourageantes (en devenir) 4 : cité pour des actions de préservation jugées intéressantes (majeures) 5 : souvent cité pour des actions de préservation exemplaires et essentielles</p>
<p>III.1.4. Echelle de préservation</p>	<p>0 : aucune action de préservation 1 : actions de préservation très localisées « pour moi maintenant » 2 : actions de préservation localisées « pour nous maintenant et demain » 3 : actions de préservation à l'échelle du territoire « pour nous maintenant » 4 : préserve des entités complexes pour les générations futures 5 : préserve des entités complexes pour les générations futures avec peu de moyens</p>

Dimension Cohabitation – Sous-dimension Attaché

III.2.1. Entités aimées	<p>0 : ne témoigne aucun attachement envers une entité particulière</p> <p>1 : témoigne un faible attachement à peu d'entités (propos seulement techniques)</p> <p>2 : témoigne un attachement, envers plusieurs entités, basé sur la nostalgie</p> <p>3 : témoigne un attachement important envers plusieurs entités (fleuron, emblème)</p> <p>4 : témoigne de l'amour, de la passion envers une ou plusieurs entités souvent évoquées par les autres</p> <p>5 : témoigne de l'amour, de la passion envers une ou plusieurs entités rarement évoquées par les autres</p>
III.2.2. Degré d'attachement aux entités	<p>0 : ne parle pas ou peu de l'entité, simple citation dans le discours</p> <p>1 : en parle uniquement dans le cadre de son activité professionnelle</p> <p>2 : parle de l'entité en termes personnels et l'apprécie pour ses valeurs d'usage</p> <p>3 : parle de l'entité en termes personnels et l'apprécie pour ses valeurs d'agrément</p> <p>4 : passionné et intarissable au sujet de l'entité à laquelle il attribue une valeur existentielle</p> <p>5 : passionné et intarissable au sujet de l'entité à laquelle il attribue une valeur existentielle et pour laquelle il prend des risques pour la préserver</p>
III.2.3. Lien identitaire	<p>0 : aime son entité uniquement pour lui-même et ne désire pas la transmettre</p> <p>1 : l'amour pour une entité rarement citée pousse l'acteur à la rupture avec les autres</p> <p>2 : veut transmettre son amour pour une entité rarement citée uniquement à sa famille, ses proches (parentèle)</p> <p>3 : veut transmettre son amour pour une entité rarement citée sans compromettre ses relations avec les autres (compromis, statu quo)</p> <p>4 : veut transmettre son amour pour une entité sans compromettre ses relations avec les autres (compromis, statu quo)</p> <p>5 : organise des actions commune pour transmettre son amour de l'entité aux générations actuelles et futures</p>
III.2.4. Lien différentiel	<p>0 : est prêt à détruire la nature pour transmettre son entité appartenant à la société moderne</p> <p>1 : est prêt à détruire la nature pour préserver une entité naturelle localisée</p> <p>2 : veut transmettre une entité naturelle localisée pour elle seule sans tenir compte des systèmes écologiques</p> <p>3 : veut transmettre une entité naturelle localisée sans compromettre les systèmes écologiques</p> <p>4 : veut transmettre une entité naturelle complexe sans compromettre les systèmes écologiques</p> <p>5 : recherche une solution équilibrée pour préserver la nature et son entité considérée comme un système écologique complexe</p>

■ **Dimension Domination – Sous-dimension Dégrade**

<p>IV.1.1. Regard sur le rapport Homme- Nature</p>	<p>0 : donne une valeur existentielle à la nature, considère les actions de l'homme irréversibles, la protection de la nature est l'affaire de tous (sensibilisé conscient)</p> <p>1 : donne une valeur d'agrément à la nature, identifie des problèmes environnementaux, pense qu'il est possible de trouver des solutions (optimiste conscient)</p> <p>2 : donne une valeur d'agrément à la nature, identifie des problèmes environnementaux mais reste fataliste</p> <p>3 : donne uniquement une valeur d'usage à la nature, identifie des problèmes environnementaux mais reste fataliste</p> <p>4 : donne uniquement une valeur d'usage à la nature, identifie peu de problèmes environnementaux</p> <p>5 : ne donne aucune valeur à la nature, considère qu'il faut dominer la nature pour limiter ses nuisances, la technique satisfera à nos besoins</p>
<p>IV.1.2. Regard de l'acteur sur lui-même</p>	<p>0 : dit ne rien dégrader</p> <p>1 : dit être un des acteurs qui dégrade le moins, dit qu'il a changé ses pratiques</p> <p>2 : dit dégrader moins que les autres et qu'il va changer ses pratiques</p> <p>3 : dit dégrader autant que les autres et qu'il va limiter ses impacts</p> <p>4 : dit dégrader autant que les autres, mais qu'il ne va rien changer</p> <p>5 : dit détruire plus que les autres, considère que c'est grave mais ne regrette rien</p>
<p>IV.1.3. Regard des autres</p>	<p>0 : jamais cité pour des actions de dégradation</p> <p>1 : rarement cité pour des actions de dégradation jugées bénignes</p> <p>2 : souvent cité pour actions de dégradation jugées bénignes</p> <p>3 : rarement cité pour des actions de dégradation jugées importantes</p> <p>4 : souvent cité pour actions de dégradation jugées importantes</p> <p>5 : souvent cité pour des actions de dégradations considérées catastrophiques</p>
<p>IV.1.4. Echelle de dégradation</p>	<p>0 : aucune action de dégradation</p> <p>1 : dégradation éphémère, petite négligence (résilience possible)</p> <p>2 : dégradation ponctuelle sur une entité isolée (résilience encore possible)</p> <p>3 : dégradation perturbante sur une entité isolée (résilience à plus long terme)</p> <p>4 : dégradation irréversible sur des entités isolées</p> <p>5 : dégradation de systèmes écologiques de manière irréversible</p>

■ **Dimension *Domination* – Sous-dimension *Eloigné***

IV.2.1. Entités non aimées	<p>0 : n'identifie aucun défaut sur le territoire</p> <p>1 : identifie peu de défauts, uniquement issus de la société moderne</p> <p>2 : identifie peu de défauts reconnus comme appartenant au patrimoine naturel ou culturel</p> <p>3 : identifie de nombreux défauts reconnus comme appartenant au patrimoine naturel ou culturel, entités non-aimées par d'autres acteurs</p> <p>4 : identifie de nombreux défauts reconnus comme appartenant au patrimoine naturel et culturel, entités non-aimées uniquement par l'acteur qui les critique de manière argumentée</p> <p>5 : identifie de nombreux défauts reconnus comme appartenant au patrimoine naturel et culturel, entités non aimées uniquement par l'acteur ui montre un savoir faible à leur égard</p>
IV.2.2. Degré d'éloignement	<p>0 : ne parle pas ou peu de l'entité, simple citation dans le discours</p> <p>1 : parle peu de l'entité et évoque surtout la nostalgie (le changement)</p> <p>2 : critique une entité qui représente une nuisance importante pour le territoire</p> <p>3 : critique de plusieurs entités qui freinent les activités de l'acteur</p> <p>4 : critique de plusieurs entités qui remettent en cause les intérêts de l'acteur</p> <p>5 : profère un discours haineux et argumenté envers l'entité qui remet en cause la survie de l'acteur</p>
IV.2.3. Éloignement identitaire	<p>0 : entité souvent citée par le complexe qui conduit à des discussions, des concertations</p> <p>1 : garde sa « haine » pour lui, et éprouve de l'empathie envers ceux qui apprécient l'entité non aimée</p> <p>2 : ne communique pas sa « haine », pratique la distance et l'évitement, ne s'affiche pas (ironie, mépris)</p> <p>3 : entité souvent citée par le complexe qui conduit à des ruptures, ou conflits sans issus (clivage entre groupes)</p> <p>4 : entité jamais citée par le complexe qui conduit à des ruptures, ou conflits sans issus avec un seul acteur</p> <p>5 : entité jamais citée par le complexe qui conduit à des ruptures, ou conflits sans issus avec plusieurs acteurs</p>
IV.2.4. Éloignement différentiel	<p>0 : identifie uniquement des défauts appartenant à la société moderne</p> <p>1 : identifie des défauts considérés comme des entités naturelles localisées sans répercussion</p> <p>2 : identifie des défauts considérés comme des entités naturelles localisées avec désir de fuite du territoire</p> <p>3 : identifie des défauts considérés comme une entité naturelle complexe, poussant l'acteur à fuir le territoire</p> <p>4 : identifie des défauts considérés comme une entité naturelle complexe et le poussant à modifier d'autres éléments</p> <p>5 : identifie des défauts considérés comme un système écologique et le poussant à détruire d'autres éléments naturels</p>

ARTICLE 2 – ANNEX 1
INDICATORS CREATED BY SEBASTIEN ([SÉBASTIEN, 2006](#))

1. COOPERATION DIMENSION

1.1. ESTEEM SUB-DIMENSION

Indicators

- 1.1.1 Actor's vision of others (the actor's view of other actors and their projects)
- 1.1.2 Respect of institutions (mobilization of actors' assets in conformity with norms underlying collective action, feelings towards state and institution programs)
- 1.1.3 Vision of common action (identification of actual or potential partners by the actor with whom he or she shares common objectives)
- 1.1.4 Degree of involvement (ways to respect the system's norms and values: from passive conformity to zealous cooperation)

1.2. ESTEEMED SUB-DIMENSION

Indicators

- 1.2.1 Attraction potential (resources, assets and means that the actor possesses)
- 1.2.2 Relevance (uniqueness and availability of the actor's assets for others)
- 1.2.3 Recognition (assets acknowledged and required by others)
- 1.2.4 Others' vision of the actor (other actors' view of the actor and his or her projects)

2. CONFLICT DIMENSION

2.1 CRITICIZE SUB-DIMENSION

Indicators

- 2.1.1 Actor's vision of others (the actor's view of other actors and their projects)
- 2.1.2 Non-compliance with institutions (actor's disagreement degree and ways to express it)
- 2.1.3 Vision of social issues (perception of antagonist actors and issues)
- 2.1.4 Room for maneuver (the actor's capacity to use his or her assets to be heard and negotiate with other actors)

2.2. CRITICIZED SUB-DIMENSION

Indicators

- 2.2.1 Dispute potential (elements of an actor that can be criticized)
- 2.2.2 Degree of conflict implication (number and type of conflicts in which the actor is implicated)
- 2.2.3 Significance of conflicts (importance of criticized elements and their impacts for other actors)
- 2.2.4 Others' vision of the actor (the others' view of the actor and his or her projects)

3. COHABITATION DIMENSION

3.1 PRESERVE SUB-DIMENSION

Indicators

- 3.1.1 Vision of environmental issues (awareness and feelings about global and territorial environmental issues)
- 3.1.2 Actor's vision of himself (measures how the actor perceives his or her past, present and future environmental protection actions)

- 3.1.3 Others' vision of the actor (measures how the other actors view the actor for his or her protection practices)
- 3.1.4 Preservation scale (measures the type of objects protected by the actor, with time and space scales)

3.2 ATTACHED SUB-DIMENSION

Indicators

- 3.2.1 Beloved entities (the number of entities that the actor likes, their rarity, entity characterization)
- 3.2.2 Attachment degree (discourse on entities; associated bonds, values and risks)
- 3.2.3 Social implication of attachment (type of social actions put in place when faced with entity degradation; type of attachment transmission)
- 3.2.4 Spatial implication of attachment (type of territorial actions put in place when faced with entity degradation; importance of the entity in the ecosystems; skills and knowledge developed)

4. DOMINATION DIMENSION

4.1 SPOIL SUB-DIMENSION

Indicators

- 4.1.1 Vision of man-nature relationship (values that the actor associates with nature; the perceived impact of human activities on nature and vice versa; and actors responsible of nature degradation)
- 4.1.2 Actor's vision of himself (measures how the actor views his or her past, present and future environmental degradation actions)
- 4.1.3 Others' vision of the actor (measures how the other actors view the actor for his or her degradation practices)
- 4.1.4 Spoiling scale (measures the type of objects spoiled by the actor, with time and space scales)

4.2 DISTANT SUB-DIMENSION

Indicators

- 4.2.1 Disliked entities (the number of entities that the actor dislikes, their rarity, entity characterization)
- 4.2.2 Distance degree (spontaneity, vocabulary, effects and reactions toward disliked entities)
- 4.2.3 Social implication of distance (type of social actions put in place when faced with entity preservation; type of distance transmission)
- 4.2.4 Spatial implication of distance (type of territorial actions put in place when faced with entity preservation; importance of the entity in the ecosystems; skills and knowledge developed)

ARTICLE 2 – ANNEX 2
STRUCTURE OF THE A4D MODEL

COMPONENT

COOPERATION DIMENSION – ESTEEM SUB-DIMENSION INDICATORS

I.1.1. Actor's vision of others

- 0: The actor never talks about the others or their projects; or talks about them in a negative way (conflict dimension).
- 1: The actor talks about the others, but not about their projects, in a neutral way.
- 2: The actor talks about the others and their projects in a neutral way. He or she only appreciates his partners.
- 3: The actor appreciates some projects but criticizes project promoters.
- 4: The actor shows interest for some actors and projects besides his partners.
- 5: The actor is consensual, if not enthusiastic, towards numerous actors and projects.

I.1.2. Respect of institutions

- 0: The actor never talks about laws or programs, or talks about them in a negative way (conflict dimension).
- 1: The actor talks about laws and programs in a neutral way.
- 2: The actor talks about laws and programs in a neutral way.
- 3: The actor appreciates some laws and programs.
- 4: The actor appreciates some laws and programs.
- 5: The actor participates in programs or voluntarily reaches out to the law.

I.1.3. Vision of common action

- 0: The actor does not wish for other partners and negatively criticizes the idea of cooperation.
- 1: The actor only wishes for more contact with his or her close circle (clients, funders) to meet only his or her own interests.
- 2: The actor wishes for more cooperation if supported by a strong actor or decision-maker (him- or herself). He or she asks for power.
- 3: The actor wishes for more cooperation if supported by a strong actor or decision-maker (someone else). He or she asks for recognition.
- 4: The actor wishes for cooperation if limited to involved actors.
- 5: The actor wishes for cooperation that is open to all (governance, participative approach).

I.1.4. Degree of involvement

- 0: The actor does not consider any step towards others.
- 1: The actor is present but is distant: passive conformity.
- 2: The actor meets others to explain what they do wrong: he wants to change attitudes.
- 3: The actor meets others to be better known and perceives him- or herself as unheard.
- 4: The actor participates in territorial consultations to share, listen and build together.
- 5: The actor organizes territorial consultations for a common vision: very cooperative and engaged actor.

COMPONENT

COOPERATION DIMENSION – ESTEEMED SUB-DIMENSION INDICATORS

I.2.1. Attraction potential

- 0: The actor has no knowledge (assets), nor does he or she possess properties, human influence, partners or have financial means (5 assets).
- 1: Has 1 of 5 assets.
- 2: Has 2 of 5 assets.
- 3: Has 3 of 5 assets.
- 4: Has 4 of 5 assets.
- 5: Has 5 of 5 assets.

I.2.2. Relevance

- 0: None of the actor's assets are mentioned in others' speech (unavailable; possessed by all).
- 1: The asset is not mentioned or possessed by all.
- 2: The asset meets a specific need or is possessed by more than 50% of the actors.
- 3: The asset meets many needs or is possessed by fewer than 50% of the actors.
- 4: The asset is considered vital or is only possessed by the actor.
- 5: The asset is considered vital, is only possessed by the actor, and offered (common project).

I.2.3. Recognition

- 0: The actor is never mentioned for his or her assets.
- 1: His or her assets are required by only one actor, without citing his or her name.
- 2: His or her assets are required by only one actor, by citing his or her name.
- 3: His or her assets are required by many actors, without citing his or her name.
- 4: His or her assets are required by many actors, by citing his or her name.
- 5: The actor is considered vital for his or her assets (required by all).

I.2.4. Others' vision of the actor

- 0: Neither the actor nor his or her projects are mentioned by others, or they are mentioned in a negative way (conflict dimension).
- 1: People talk about the actor, but not about his or her projects, in a neutral way.
- 2: People talk about the actor and his or her projects in a neutral way (only appreciated by his or her partners).
- 3: People appreciate some of the actor's projects while criticizing him or her negatively.
- 4: People appreciate the actor and his or projects.
- 5: People consider that the actor is a leader.

COMPONENT

CONFLICT DIMENSION – CRITICIZE SUB-DIMENSION INDICATORS

II.1.1. Actor's vision of others

- 0: The actor never talks about the others or their projects; or talks about them in a positive way (cooperation dimension).
- 1: The actor talks about the others and their projects in a neutral way.
- 2: The actor criticizes in a general, negative way, without citing names or projects.
- 3: The actor criticizes a group of actors in a specific, negative way.
- 4: The actor criticizes in a virulent, negative way, and identifies opponents.
- 5: The actor stands against others' projects and precisely identifies his or her enemies.

II.1.2. Non-compliance with institutions

- 0: The actor never talks about legal texts or programs, or talks about them in a positive way (cooperation dimension).
- 1: The actor regrets institutions' laxity and the poor enforcement of laws.
- 2: The actor doesn't trust programs and blames institutions.
- 3: The actor stands against laws and programs.
- 4: The actor stands against laws and programs; wants to change the system.
- 5: The actor situates him- or herself as an outlaw.

II.1.3. Vision of social issues

- 0: The actor does not identify any opponent nor territory issues.
- 1: The actor mentions territory issues in a general way (without citing names).
- 2: The actor mentions opponents without linking them to territory issues.
- 3: The actor identifies opponents and links them to territory issues, without getting involved.
- 4: The actor identifies opponents and links them to personal issues (conflicts).
- 5: The actor identifies opponents and links them to territory issues in which he or she is involved.

II.1.4. Room for maneuver

- 0: The actor never expresses disagreement.
- 1: The actor softly expresses disagreement in the interview (empathy, without citing names).
- 2: The actor freely expresses disagreement in the interview (gives names).

- 3: The actor expresses passive opposition during meetings with other actors (says the truth, but makes compromises).
- 4: The actor expresses a clear opposition during meetings with other actors (wants to change things).
- 5: The actor expresses an active opposition during meetings with other actors (systematically disagrees and blocks progress).

COMPONENT

CONFLICT DIMENSION – CRITICIZED SUB-DIMENSION INDICATORS

II.2.1. Dispute potential

- 0: 0 to 0.16 (= average between *attraction potential* component score and the *Criticize* sub-dimension: the actor does not have many assets and does not criticize others much).
- 1: 0.17 to 0.32 .
- 2: 0.33 to 0.5 .
- 3: 0.51 to 0.67 .
- 4: 0.68 to 0.84 .
- 5: 0.85 to 1 (the actor has many assets and criticizes others a lot).

II.2.2. Degree of conflict implication

- 0: The actor is involved in no conflicts.
- 1: The actor is involved in a personal, use or moral value conflict (1/3 categories).
- 2: The actor is involved in 2/3 conflict categories.
- 3: The actor is involved in many conflicts in 2 categories.
- 4: The actor is involved in 3 conflict categories.
- 5: The actor is involved in many conflicts, in the 3 categories.

II.2.3. Significance of conflicts

- 0: The actor is involved in no conflicts mentioned by others.

- 1: The actor is involved in a conflict rarely mentioned, which is a localized or marginal issue.
- 2: The actor is involved in a conflict rarely mentioned, which is a territory issue.
- 3: The actor is involved in a conflict often mentioned, which is a localized issue.
- 4: The actor is involved in a conflict often mentioned, which is a territory issue.
- 5: The actor is involved in many conflicts, which are major issues for the SES (crystalize).

II.2.4. Others' vision of the actor

- 0: Neither the actor nor his or her projects are mentioned by others, or mentioned in a positive way (cooperation dimension).
- 1: People talk about the actor and his or her projects in a neutral way.
- 2: People criticize the actor in a negative, general way (without citing projects).
- 3: People (negatively) criticize the actor for his or her projects (without virulence).
- 4: People globally consider the actor as a drag on the territory (virulent speech).
- 5: People globally judge the actor as causing problems on the territory.

COMPONENT

COHABITATION DIMENSION – PRESERVE SUB-DIMENSION INDICATORS

III.1.1. Vision of environmental issues

- 0: The actor never mentions environmental issues.
- 1: The actor mentions environmental issues related to his or her problems.
- 2: The actor mentions environmental issues not linked to the territory (global issues), or mentions conservation, but only for human use.
- 3: The actor analyzes environmental issues linked to the territory, and identifies causes.
- 4: The actor shows concerns about environmental issues linked to the territory, and proposes solutions.
- 5: The actor proposes nature conservation and sanctuary to solve environmental issues.

III.1.2. Actor's vision of himself

- 0: The actor does not protect (nature domination).
- 1: The actor shows common civilities only (garbage sorting; respecting the law).

- 2: The actor intends to preserve.
- 3: The actor limits degradation and impacts.
- 4: The actor protects habitats and species (manager).
- 5: The actor voluntarily preserves nature.

III.1.3. Others' vision of the actor

- 0: The actor is never mentioned for his or her preservation or conservation actions.
- 1: The actor's preservation actions are considered unimportant or irrelevant.
- 2: The actor is mentioned for minor preservation actions.
- 3: The actor is mentioned for encouraging preservation actions (to come).
- 4: The actor is mentioned for interesting preservation actions.
- 5: The actor is often mentioned for essential model preservation actions.

III.1.4. Preservation scale

- 0: The actor doesn't preserve.
- 1: The actor's preservation actions are localized, “for him- or herself and now.”
- 2: The actor's preservation actions are localized, “for us, now and tomorrow.”
- 3: The actor's preservation actions are for the whole territory, “for us now.”
- 4: The actor preserves complex entities for future generations.
- 5: The actor preserves complex entities for future generations with low means.

COMPONENT

COHABITATION DIMENSION – ATTACHED SUB-DIMENSION INDICATORS

III.2.1. Beloved entities

- 0: The actor shows no attachment to any specific entity.
- 1: The actor shows low attachment to a few entities.
- 2: The actor shows attachment to many entities, based on nostalgia.
- 3: The actor shows important attachment to many entities (symbol, flagship).
- 4: The actor shows love and passion for one or many entities often mentioned by others.
- 5: The actor shows love and passion for one or many entities rarely mentioned by others.

III.2.2. Attachment degree

- 0: The actor doesn't mention, or simply cites the entity in his or her speech.
- 1: The actor only mentions the entity in the context of his or her work activity.
- 2: The actor talks about the entity in personal ways and appreciates its use values.
- 3: The actor talks about the entity in personal ways and appreciates its leisure values.
- 4: The actor is passionate and assigns an existential value to the entity.
- 5: The actor is passionate, assigns an existential value to the entity and takes risks to protect it.

III.2.3. Social implication of attachment

- 0: The actor likes his or her entity only for him- or herself and doesn't wish to transmit it.
- 1: The actor's love for his or her (rarely cited) entity makes him or her separate from other actors.
- 2: The actor wishes to transmit his or her love for a rarely cited entity only to his parents and close relatives.
- 3: The actor wishes to transmit his or her love for a rarely cited entity without affecting his or her relations with others (compromise, status quo).
- 4: The actor wishes to transmit his or her love for an entity without affecting his or her relationships with others (compromise, status quo).
- 5: The actor organizes common actions to transmit his or her love for the entity to present and future generations.

III.2.4. Spatial implication of attachment

- 0: The actor could destroy nature in order to transmit his or her entity (belonging to modern society).
- 1: The actor could destroy nature to preserve a localized natural entity.
- 2: The actor wishes to transmit a natural localized entity for itself, without considering ecological systems.
- 3: The actor wishes to transmit a natural localized entity without compromising ecological systems.
- 4: The actor wishes to transmit a complex natural entity without compromising ecological systems.
- 5: The actor is looking for a balanced solution in order to protect nature and his or her entity, considered as a complex ecological system.

COMPONENT**DOMINATION DIMENSION – SPOIL SUB-DIMENSION INDICATORS****IV.1.1. Vision of man-nature relationship**

- 0: The actor considers that nature has an existential value, that men's actions are irreversible and that everyone should protect nature.
- 1: The actor considers that nature has a leisure value and is aware of environmental issues but remains optimistic (solutions are possible).
- 2: The actor considers that nature has a leisure value and identifies environmental issues but stays fatalistic.
- 3: The actor only considers that nature has a use value and identifies environmental issues but stays fatalistic.
- 4: The actor only attributes a use value to nature, and identifies few environmental issues.
- 5: The actor doesn't give any value to nature and considers that we must dominate nature in order to limit its nuisances; technique is key to satisfying our needs.

IV .1.2. Actor's vision of himself

- 0: The actor says that he or she doesn't spoil nature.
- 1: The actor says that his or her spoiling degree is low; that he or she has already changed habits.
- 2: The actor says that he or she spoils nature less than others and that he or she will change habits.
- 3: The actor says that he or she spoils as much as other actors and that he or she will limit his or her impacts.
- 4: The actor says that he or she spoils as much as other actors, and that he or she will not change anything.
- 5: The actor admits destroying more than others, knows that it matters but does not regret doing so.

IV .1.3. Others' vision of the actor

- 0: The actor is never mentioned by others for his or her spoiling activities.
- 1: The actor is rarely mentioned for minor spoiling activities.
- 2: The actor is often mentioned for minor spoiling activities.
- 3: The actor is rarely mentioned for important spoiling activities.
- 4: The actor is often mentioned for important spoiling activities.
- 5: The actor is often mentioned for catastrophic spoiling activities.

IV .1.4. Spoiling scale

- 0: No spoiling activity.
- 1: Temporary deterioration, minor neglect (possible resilience).
- 2: Limited deterioration of an isolated entity (resilience still possible).
- 3: Disturbing deterioration of an isolated entity (possible long-term resilience).
- 4: Irreversible deterioration of isolated entities.
- 5: Ecological systems are irreversibly spoiled.

COMPONENT**DOMINATION DIMENSION – DISTANT SUB-DIMENSION INDICATORS****IV.2.1. Disliked entities**

- 0: The actor does not mention the territory's shortcomings.
- 1: The actor mentions only a few of the territory's shortcomings, originating in modern society.
- 2: The actor mentions a few shortcomings from his or her natural or cultural heritage.
- 3: The actor mentions many shortcomings from his or her natural or cultural heritage, entities that other actors dislike too.
- 4: The actor mentions many shortcomings from his or her natural and cultural heritage, entities disliked only by the actor, who criticizes them with many details.
- 5: The actor mentions many shortcomings from his or her natural and cultural heritage, entities disliked only by the actor, who does not know them well.

IV.2.2. Distance degree

- 0: The actor does not speak about the entity, or only mentions it in speech.
- 1: The actor does not talk much about the entity; he or she mostly mentions nostalgia (change).
- 2: The actor criticizes an important, harmful entity for the territory.
- 3: The actor criticizes many entities that slow his or her activities.
- 4: The actor criticizes many entities that question his or her own interests.
- 5: The actor speaks and argues with hatred toward the entity, which questions his or her survival.

IV .2.3. Social implication of distance

- 0: The entity is often mentioned by other actors, leading to discussions and meetings.
- 1: The actor keeps his or her hatred to him- or herself and is empathetic toward those appreciating the disliked entity.
- 2: The actor does not communicate his or her hatred, is distant and avoids showing his dislike for the entity.

- 3: The entity is mentioned by many actors; leading to conflicts and group division.
- 4: The entity is never mentioned by other actors, leading to divisions and unsolvable conflicts.
- 5: Other actors never mention the entity, leading to unsolvable conflicts with many actors.

IV .2.4. Spatial implication of distance

- 0: The actor only mentions shortcomings originating in modern society.
- 1: The actor mentions shortcomings that are natural entities, localized and without harmful impact.
- 2: The actor mentions shortcomings that are natural and localized entities, making him or her want to escape the territory.
- 3: The actor mentions shortcomings that are a natural and complex entity, making him or her want to escape the territory.
- 4: The actor mentions shortcomings that are a natural and complex entity, forcing him or her to modify other elements.
- 5: The actor mentions shortcomings related to his or her ecological system, pushing him or her to destroy other natural elements.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABU-OUF, N. M. et JAN, M. M. (2014). The Influence of Fish Oil on Neurological Development and Function. *The Canadian Journal of Neurological Sciences*, 41, 13-18.
- ADGER, W. N. (2003). Social aspects of adaptive capacity. Dans J. B. Smith, J. T. Klein et S. Huq (dir.), *Climate Change, Adaptive Capacity and Development* (p. 29-49). London, UK : Imperial College Press.
- ADGER, W. N. (2006a). Vulnerability. *Global Environmental Change*, 16(3), 268-281.
- ADGER, W. N. (2006b). Vulnerability. *Global Environmental Change*, 16(268-281).
- AGARDY, T. S. (1997). *Marine protected areas and ocean conservation*. Washington, D.C., USA : Academic Press.
- AGNEW, D. J., PEARCE, J., PRAMOD, G., PEATMAN, T. et WATSON, R. (2009). Estimating the worldwide extent of illegal fishing. *PLoS ONE*, 4(2).
- AGRAWAL, A. (2003). Sustainable Governance of Common-Pool Resources : Context, Methods, and Politics. *Annual Review of Anthropology*, 32, 243-262.
- ALDER, J. et SUMAILA, U. R. (2004). Western Africa : A Fish Basket of Europe Past and Present. *Journal of Environment & Development*, 13(2), 156-178.
- ALIER, J. M. (2014). *L'écologisme des pauvres : une étude des conflits environnementaux dans le monde*. Les Petits matins.
- ALLISON, E. H. et HOREMANS, B. (2006). Putting the principles of Sustainable Livelihoods Approach into fisheries development policy and practice. *Marine Policy*, 30, 757-766.
- ALLISON, E. H., PERRY, A. L., BADJECK, M.-C., ADGER, W. N., BROWN, K., CONWAY, D., . . . DULVY, N. K. (2009). Vulnerability of national economies to the impacts of climate change on fisheries *FISH and FISHERIES*, 10, 173-196.
- ALMADA, E. O. (1993). *Dinamica e estado termico das aguas do arquipelago de Cabo Verde*, 7-13 Mindelo : INDP.

- ALMEIDA, C. (2013). *Planeamento das Areas Protegidas da Ilha do Maio - Componente marinha*. (Relatorio de consultoria de subsidio ao processo de planeamento participativo das Areas Protegidas da Ilha do Maio). AECID/BM/DGA.
- ALMEIDA, C. (2016). Sustainable Fisheries Partnership Agreement EU and Cape Verde - Where is the sustainability?, (
- AMARA, R. (2010). Impact de l'anthropisation sur la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes marins. Exemple de la Manche-mer du nord. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, Hors-série 8*(Gestion intégrée des zones côtières : risques et responsabilités).
- ANDERIES, J. M., JANSSEN, M. A. et OSTROM, E. (2004). A Framework to Analyze the Robustness of Social-ecological Systems from an Institutional Perspective. *Ecology and Society*, 9(1), 17.
- ANDRACHUK, M. et ARMITAGE, D. (2015). Understanding social-ecological change and transformation through community perceptions of system identity. *Ecology and Society*, 20(4), 26.
- ANDRADE, E. (2017). Quelques aspects du développement aux Îles du Cap-Vert (1975-1999). *Document de discussion No.49*, 22. Récupéré de
- ANGULO-VALDÉS, J. A. et HATCHER, B. G. (2010). A new typology of benefits derived from marine protected areas. *Marine Policy*, 34(3), 635-644.
- ARMITAGE, D. R. et JOHNSON, D. S. (2006). Can Resilience be Reconciled with Globalization and the Increasingly Complex Conditions of Resource Degradation in Asian Coastal Regions? *Ecology and Society*, 11(1).
- ARMITAGE, D. R., PLUMMER, R., BERKES, F., ARTHUR, R. I., CHARLES, A. T., DAVIDSON-HUNT, I. J., . . . E., W. (2008). Adaptive co-management for social-ecological complexity. *Frontiers in Ecology and the Environment*, 7(2), 95-101.
- ARSF. (2011). *Descrição Geral do Património. Descrição das potencialidades e problemas que afectam o Património Natural e Cultural da Ilha do Maio*. Dans F. H.-. ARSF (dir.). Programa da Campanha para a Revalorização do Património da Ilha do Maio, Cabo Verde, no âmbito do Projecto « Desenvolvimento Comunitario. Reforço comunitario, institucional e de capacidades para a melhoria dos bairros de Cabo Verde ».
- ASSEMBLÉE NATIONALE DU CAP-VERT. (1992). *Constitution de la République du Cap-Vert*

- ASWANI, S. et FURUSAWA, T. (2007). Do Marine Protected Areas Affect Human Nutrition and Health? A Comparison between Villages in Roviana, Solomon Islands. *Coastal Management*, 35(5), 545-565.
- BABIN, D., ANTONA, M., BERTRAND, A. et WEBER, J. (1999). *Médiation patrimoniale et gestion subsidiaire*. (Document de travail pour l'Atelier Managing Pluralism for Sustainable Forestry and Rural Development). France : Cirad-Greene.
- BABIN, D., ANTONA, M., BERTRAND, A. et WEBER, J. (2002). Gérer à plusieurs des ressource renouvelables : subsidiarité et médiation patrimoniale par récurrence. Dans M.-C. Cormier-Salem (dir.), *Patrimonialiser la Nature Tropicale : Dynamiques Locales, Enjeux Internationaux : Séminaire* (p. 79-99). Paris : ..
- BAGHERI, A., FAMI, H. F., REZVANFAR, A., ASADI, A. et YAZDANI, S. (2008). Perceptions of Paddy Farmers towards Sustainable Agricultural Technologies : Case of Haraz Catchments Area in Mazandaran province of Iran. *American Journal of Applied Sciences*, 5(10), 1384-1391.
- BANCO DE CABO VERDE. (2012, 2012). *Boletim de Estatisticas, 20 anos*. Dans B. d. C. Verde (dir.).
- BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT. (2014). *Cabo Verde - Document de stratégie pays 2014-2018*. Dans D. ORWA/SNFO (dir.).
- BANQUE MONDIALE. (2018). *Source d'eau améliorée, en milieu rural (% de la population rurale y ayant accès)*. Récupéré le 10 avril 2018 de <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.H2O.SAFE.RU.ZS?view=chart>
- BAPTISTA, A. J. M. d. S. et LOPES, J. (2009). *Capital social e desenvolvimento das comunidades piscatorias de Cabo Verde*
- BARNETT, J. et CAMPBELL, J. (2010). *Climate Change and Small Island States : Power, Knowledge, and the South Pacific*. UK :.
- BARON, C. (2003). La gouvernance : débats autour d'un concept polysémique. *Droits et société*, 2(54).
- BAROUCH, G. (1989). *La décision en miettes : Systèmes de pensée et d'action à l'oeuvre dans la gestion des milieux naturels*. Paris :.

- BASURTO, X., GELCICH, S. et OSTROM, E. (2013). The social-ecological system framework as knowledge classificatory system for benthic small-scale fisheries. *Global Environmental Change*, 23, 1366-1380.
- BEAUDRY, D. et URLI, B. (1994). « Gestion de la dimension politique d'un projet de conception et d'implantation d'une méthode multicritère et d'allocation budgétaire ». *Revue internationale en gestion et management de projets*, volume 1, numéro 3, pp. 27-47.
- BEGER, M., HARBORNE, A., DACLES, T. P., SOLANDT, J.-L. et LEDESMA, G. L. (2005). A Framework of Lessons Learned from Community-Based Marine Reserves and Its Effectiveness in Guiding a New Coastal Management Initiative in the Philippines. *Environmental Management*, 34(6), 786-801.
- BELHABIB, D., GASCUEL, D., KANE, E. A. et ZELLER, D. (2012). Preliminary estimation of realistic fisheries removals from Mauritania : 1950-2010. Dans D. Belhabib, D. Zeller, S. Harper et D. Pauly (dir.), *Marines fisheries catches in West Africa, Part 1*. (p. 61-78). Canada : Fisheries Center, The University of British Columbia.
- BELHABIB, D., LAM, V. W. et CHEUNG, W. W. (2016). Overview of West African fisheries under climate change : Impacts, vulnerabilities and adaptive responses of the artisanal and industrial sectors. *Marine Policy*, 71, 15-28.
- BELHABIB, D., SUMAILA, U. R., LAM, V. W. Y., ZELLER, D., LE BILLION, P., KANE, E. A. et PAULY, D. (2015). Euro vs. Yuan : Comparing European and Chinese Fishing Access in West Africa. *PLoS ONE*, 10(3), 1-22.
- BELHABIB, D., SUMAILA, U. R. et PAULY, D. (2015). Feeding the poor : Contribution of West African fisheries to employment and food security. *Ocean and Coastal Management*, 111, 72-81.
- BENCHIMOL, C. (2008). *Maio Ramsar SGF request for funding proposal : unpublished report*.
- BENCHIMOL, C. (2012). *Aménagement des espaces insulaires et biodiversité : la gestion des aires protégées littorales et marines au Cap-Vert*. Université de Rouen, Rouen.
- BENCHIMOL, C., GOMES, S., MERINO, S. E. et GOMINHO, V. (2003). *Plano Intersectorial : Ambiente e Gestao Sustentavel da Biodiversidade*. Ministerio do Ambiente, Agricultura e Pescas Gabinete de Estudos e Planeamento.

- BENCHIMOL, C., ROCHA, C. Y., MEDINA, R. et LESOURD, M. *La gestion des ressources marines et côtières au Cap-Vert : Évolution du cadre législatif et institutionnel*
- BÉNÉ, C. (2003). When Fishery Rhymes with Poverty : A First Step Beyond the Old Paradigm on Poverty in Small-Scale Fisheries. *World Development*, 31(6), 949-975.
- BENNETT, N. (2016). Using perceptions as evidence to improve conservation and environmental management *Conservation Biology*, 30(3), 582-592.
- BENNETT, N. et DEARDEN, P. (2014). From measuring outcomes to providing inputs : Governance, management and local development for more effective marine protected areas. *Marine Policy*, 50, 96-110.
- BENNETT, N., GOVAN, H. et SATTERFIELD, T. (2015). Ocean grabbing. *Marine Policy*, 57, 61-68.
- BENNETT, N. J., BLYTHE, J., TYLER, S. et BAN, N. C. (2016). Communities and change in the anthropocene : understanding social-ecological vulnerability and planning adaptations to multiple interacting exposures. *Regional Environmental Change*, 16, 907-926.
- BENNETT, N. J., DEARDEN, P. et PEREDO, A. M. (2015). Vulnerability to multiple stressors in coastal communities : a study of the Andaman Coast of Thailand. *Climate and Development*, 7(2), 124-141.
- BERKES, F. (1985). The Common Property Resource Problem and the Creation of Limited Property Rights. *Human Ecology*, 13(2), 187-208.
- BERKES, F. (2006). From Community-Based Resource Management to Complex Systems: The Scale Issue and Marine Commons. *Ecology and Society*, 11(1), 15.
- BERTAUX, D. et Centre d'étude des mouvements sociaux. (1976). *Histoires de vies ou récits de pratiques? : méthodologie de l'approche biographique en sociologie*. Dans CORDES (dir.).
- BERTAUX, D. et THOMPSON, P. R. (2006). *Pathways to Social Class : A Qualitative Approach to Social Mobility*. New Brunswick (USA) : Transaction Publishers.
- BERTUCCI, M.-M. (2009). Place de la réflexivité dans les sciences humaines et sociales : quelques jalons. *Cahiers de sociolinguistique*, 14(1), 192.

- BIGGS, D., ABEL, N., KNIGHT, A., LEITCH, A., LANGSTON, A. et BAN, N. (2011). The implementation crisis in conservation planning : Could “mental models” help? *Conservation Letters*, 4, 169-183.
- BILLÉ, R. (2004). *La Gestion Intégrée du Littoral se décrète-t-elle? Une analyse stratégique de la mise en oeuvre, entre approche programme et cadre normatif*. ENGREF-Paris, Paris.
- BINDER, C. R., HINKEL, J., BOTS, P. W. G. et WOSTL, C. P. (2013). Comparison of Frameworks for Analyzing Social-ecological Systems. *Ecology and Society*, 18(4), 19.
- BLYTHE, J., FLAHERTY, M. et MURRAY, G. (2015). Vulnerability of coastal livelihoods to shrimp farming : Insights from Mozambique. *AMBIO*, 44(4), 275-284.
- BONNIN, M., LE TIXERANT, M., SILVA, M. O., NASCIMENTO, J., FERNANDEZ, F., SANTOS, E. et DANCETTE, R. (2016). *Atlas cartographique de droit de l'environnement marin au Cap-Vert*. Dans IUCN-IRD (dir.). (Rapport de recherche).
- BORGES DOS SANTOS, C. A. (2016). *Cartografia da Perigosidade e Suscetibilidade de Ocorrência de Seca em Cabo Verde a Partir de Informação Obtida por Detecção Remota*. Universidade de Lisboa, Portugal.
- BORRINI-FEYERABEND, G. (1997). *Gestion participative des aires protégées : l'adaptation au contexte*. Gland, Suisse : UICN.
- BORRINI-FEYERABEND, G., BUENO, P., HAY-EDIE, T., LANG, B., RASTOGI, A. et SANDWITH, T. (2014). *Lexique sur la gouvernance des aires protégées et conservées*. Gland, Suisse.
- BORRINI-FEYERABEND, G., DUDLEY, N., JAEGER, T., LASSEN, B., PATHAK BROOME, N., PHILLIPS, A. et SANDWITH, T. (2014). *Gouvernance des aires protégées : de la compréhension à l'action. Collection des lignes directrices sur les meilleures pratiques pour les aires protégées*. Norme No20. Gland, Suisse : UICN.
- BORRINI-FEYERABEND, G., PIMBERT, M., FARVAR, M. T., KOTHARI, A. et RENARD, Y. (2009). *Partager le pouvoir : Cogestion des ressources naturelles et gouvernance partagée de par le monde*. Téhéran : .
- BOURQUE, R. et THUDEROZ, C. (2002). *Sociologie de la négociation*. Paris : La Découverte.

- BOYD, P., CHEUNG, W. W. L., LIUCH-COTA, S., NOJIRI, Y., SCHMIDT, D. et ZAVIALOV, P. (2014). Ocean systems. Dans L. Drinkwater et A. Wittmann (dir.), *Climate Change 2014 : Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Stanford : IPCC Working Group II Contribution to AR5.
- BRAVO DE LAGUNA, J. (1985). *Plateaux insulaires et Zone Économique Exclusive de la République du Cap-Vert*. (82/003/Rapp/Tech/6). FAO/CVI.
- BRÊTHES, J.-C. et FONTANA, A. (1992). *Recherches interdisciplinaires et gestion des pêcheries* Centre international d'exploitation des océans, Halifax (Nouvelle-Écosse, Canada)
- BRIGUGLIO, L. (1995). Small island developing states and their economic vulnerabilities. *World Development*, 23(9), 1615-1632.
- BRKLACICH, M., CHAZAN, M. et BOHLE, H.-G. (2009). Human Security, Vulnerability and Global Environmental Change. Dans R. Matthew, J. Barnett, B. McDonald et K. O'Brien (dir.), *Global Environmental Change and Human Security*. UK : MIT Press
- BUIZER, M., ARTS, B. et KOK, K. (2011). Governance, Scale and the Environment : The Importance of Recognizing Knowledge Claims in Transdisciplinarity Arenas. *Ecology and Society*, 16(1). Récupéré de <http://www.ecologyandsociety.org/vol16/iss1/art21/>
- BUNCE, M., ROSENDO, S. et BROWN, K. (2010). Perceptions of climate change, multiple stressors and livelihoods on marginal African coasts. *Environment, Development and Sustainability*, 12, 407-440.
- CABO VERDE NATURA 2000. (2001). *Planificacion y Ordenacion Sostenible del Territorio y los Recursos Naturales del litoral de Cabo Verde y de las islas de Sal, Boavista y Maio. IV*. (B7/6200/98-10/ENV/V111). Uniao Europeia, Governo de Cabo Verde, Gobierno de Canarias, Fundacion Universitaria de las Palmas.
- CALLADO, J., ASSOCIADOS et SEPA. (2013). *Plano Directo Municipal do Maio - Vol I, Enquadramento e diagnose*. Camara Municipal do Maio.
- CALLICOTT, J. B. (2001). The land ethic. Dans B. P. Inc. (dir.), *A Companion to Environmental Philosophy* (chap. 14, p. 204-217). Malden, Massachusetts, USA :.
- CALLON, M. et BARTHE, Y. (2005). Décider sans trancher : Négociations et délibérations à l'heure de la démocratie dialogique. *Négociations*, 2(4), 228.

- CALLON, M., LASCOUMES, P. et BARTHES, Y. (2001). La controverse comme apprentissage, et traduction. Dans *Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil Ed.
- CÂMARA DE COMÉRCIO INDUSTRIA E TURISMO PORTUGAL CABO VERDE. (2015). *Anuario Negocios & Afinidades 2014/2015*. Portugal :
- CAMPLING, L. et HAVICE, E. (2016). 3.3 Fisheries Subsidies, Development and the Global Trade Regime. Dans U. Nations (dir.), *TER 2016. Fish Trade - Part 3, Harmful Incentives : the Case of Fisheries Subsidies* (p. 70-82). United Nations.
- CARRÉ, A. (2015). La cartographie sociale. *Réseau éducation populaire 93*. Récupéré de <http://www.educationpopulaire93.fr/spip.php?article39>
- CAZALET, B. (2007). Les droits d'usage territoriaux, de la reconnaissance formelle à la garantie juridique. Le cas des aires marines protégées ouest-africaines. *Mondes en développement*, 2(138), 61-76.
- CENTER FOR RESEARCH ON THE EPIDEMIOLOGY OF DISASTERS (CRED) et UNITED NATIONS OFFICE FOR DISASTER RISK REDUCTION (UNISDR). (2015). *The Human Cost of Weather-Related Disasters 1995-2015*.
- CENTRE SUD ET CENTRE AFRICAÏN POUR LES POLITIQUES COMMERCIALES. (2017). *Les négociations de l'OMC relatives aux subventions à la pêche*. (Document analytique SC/AN/TDP/2017/5). Genève, Suisse :
- CESARINI, D. (2012). *Análise Territorial e Zonamento da Rede Nacional das Áreas Protegidas - Relatório final de consultoria*. Cabo Verde : Projecto de Consolidação do Sistema das Áreas Protegidas de Cabo Verde (PCSAPCV) / GEF / UNDP / MAHOT.
- CESARINI, D. (2013). *Plano de gestão da rede de áreas protegidas da ilha do Maio 2014-2019*. Dans D. g. d. Ambiente (dir.). Praia, Santiago : Ministério do ambiente, habitação e ordenamento do território (MAHOT).
- CHANG, H.-J. (2002). *Kicking Away the Ladder : Development Strategy in Historical Perspective*.
- CHANTEAU, J.-P. et LABROUSSE, A. (2013). L'institutionnalisme méthodologique d'Elinor Ostrom : quelques enjeux et controverses. *Revue de la régulation*, 14(2e semestre / automne 2013), 38.
- CHARLES, A. et WILSON, L. (2009). Human dimensions of Marine Protected Areas. *ICES Journal of Marine Science*, 66, 6-15.

- CHOSSUDOVSKY, M. (1998). *La mondialisation de la pauvreté*. Montréal :
- CHURCH, J. A., CLARK, P. U., CAZENAVE, A., GREGORY, J. M., JEVREJAVA, J., LEVERMANN, A., . . . UNNIKRISHNAN, A. S. (2013). *Sea Level Change*. Dans T. F. Stocker, D. Qin et G.-K. Plattner (dir.). (Climate change 2013 : The physical science basis. Contribution of Working Group 1 to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change). Cambridge :
- CICIN-SAIN, B. et BELFIORE, S. (2005). Linking marine protected areas to integrated coastal and ocean management : A review of theory and practice. *Ocean and Coastal Management*, 48, 847-868.
- CINNER, J. E. et DAVID, G. (2011). The human dimensions of coastal and Marine ecosystems in the western Indian ocean. *Coastal Management*, 39(4), 351-357.
- COFREPECHE, MRAG, NFDS et POSEIDON. (2013). *Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et le Cap-Vert - Rapport final*. (2011/01/Lot3 - CS5). DG MARE.
- COLLOQUE SUR L'AMÉNAGEMENT AU QUÉBEC (3^e, 1982, Sherbrooke). (1983). « Inventaire et affectation des ressources: comptes rendus ». Montréal : Association canadienne-française pour l'avancement des sciences. 212 p.
- COMMISSION DE LA PÊCHE DU PARLEMENT EUROPÉEN. (2013). *Fuel subsidies in the EU fisheries sector* Récupéré de [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/513963/IPOLPECH_NT\(2013\)513963_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/513963/IPOLPECH_NT(2013)513963_EN.pdf)
- COMMISSION SOUS-RÉGIONALE DES PÊCHES. (2017, 2016). *PRAO CABO VERDE*. Récupéré de <http://www.spcsrp.org/fr/prao-cabo-verde-0>
- Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* (1992).
- COOKEY, P. E., DARNASWADI, R. et RATANACHAI, C. (2016). Local people's perceptions of Lake Basin water governance performance in Thailand. *Ocean and Coastal Management*, 120, 11-28.
- COSTANZA, R., D'ARGE, R., DE GROOT, R., FARBER, S., GRASSO, M., HANNON, B., . . . VAN DEN BELT, M. (1987). The Value of the World's Ecosystem Services and Nature Capital. *Nature* 387, 253-260.

- COUTURE, P. (1995). « Le développement des études supérieures ». Dans *Savoir et développement : pour une histoire de l'UQAR*, sous la direction de Nicole Thivierge. pp. 147-174. Rimouski : Université du Québec à Rimouski (GRIDEC).
- CROZIER, M. et FRIEDBERG, E. (2014). *L'Acteur et le système* (vol. 248). Éditions du Seuil.
- DANCETTE, R. (2019). Growing vulnerability in the small-scale fishing communities of Maio, Cape Verde. *Maritime Studies - MARS* 137. doi : <https://doi.org/10.1007/s40152-019-00137-2>
- DANCETTE, R. et BRÊTHES, J.-C. (2019). An analysis of actors' perceptions of Maio island's (Cape Verde) marine governance *Marine Policy*, 104, 177-197.
- DANCETTE, R. et SÉBASTIEN, L. (2019). The Actor in 4 Dimensions : A Relevant Methodology to Analyze Local Environmental Governance and Inform Ostrom's Social-Ecological Systems Framework *MethodsX*, 6, 1798-1811.
- DE GAULEJAC, V. (2014). *La société malade de la gestion : idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social* (vol. 61). Éd. Points.
- DE GROOT, R., BRANDER, L., VAN DER PLOEG, S., COSTANZA, R., BERNARD, F., BRAAT, L., . . . VAN BEUKERING, P. (2012). Global estimates of the value of ecosystems and their services in monetary units. *Ecosystem Services*, 1, 50-61.
- DE MONTGOLFIER, J., NATALI, J. M., DE CRÉCY, L., BAROUCH, G. et MERMET, L. (1987). *Le patrimoine du futur : approches pour une gestion patrimoniale des ressources naturelles*. Paris : .
- DE ROSNAY, J. (1995). *L'homme symbiotique : regards sur le troisième millénaire*.
- DEBORD, G. (1955). Introduction à une critique de la géographie urbaine. Dans *Les lèvres nues* (vol. 6). Bruxelles : .
- Decaro, D. A. et STOKES, M. K. (2013). Public Participation and Institutional Fit : A Social-Psychological Perspective. *Ecology and Society*, 18(4), 40.
- DELGADO-SERRANO, M. d. M. et RAMOS, P. A. (2015). Making Ostrom's framework applicable to characterise social ecological systems at the local level. *International Journal of the Commos*, 9(2), 808-830.
- DENEAULT, A. (2013). *Gouvernance - le management totalitaire*. Montréal : Lux éditeur.

- DENSCOMBE, M. (2008). Communities of Practice : A Research Paradigm for the Mixed Methods Approach. Dans (vol. 2, p. 270-283). SAGE Publications.
- DENZIN, N. K. et LINCOLN, Y. S. (2000). *Strategies of inquiry. Handbook of qualitative research* (vol. 2).
- DESCOLA, P. (2005). *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard.
- DGASP, DGPOG et GSEA. (2007). *Diagnostico, propostas e perspectivas de desenvolvimento de agricultura na ilha do Maio - Horizonte 2007 a 2015*. Cabo Verde : MAA.
- DGT et WWF. (2010). *Parceria Publica-Privada para um Turismo Sustentavel em Cabo Verde (2010-2015) : Proposta de Estrategia*. Cabo Verde :
- DIOP, A. (2012). *Plan stratégique de développement de la pêche (PSDP, 2012-2020)*. Dans G. Soterco (dir.). (Projet Régional des Pêches de l'Afrique de l'Ouest (PRAO Cap-Vert)). Sénégal : République du Cap-Vert / Ministère des infrastructures et de l'économie maritime / Direction Générale des Pêches (DGP).
- DIREÇÃO GERAL DOS RECURSOS MARINHOS et PRAO-CV. (2016). *Plano de Cogestao Pesqueira da Associação dos Atores de Cogestao dos Vindos do Sul, Ilha do Maio*. Dans The World Bank (dir.).
- DIRECÇÃO GERAL DO PLANEAMENTO. (2002). *Plano Nacional de Desenvolvimento*. Ministerio das Finanças, Planeamento e Desenvolvimento Regional.
- DOUVÈRE, F. (2008). The importance of marine spatial planning in advancing ecosystem-based sea use management. *Marine Policy*, 32, 762-771.
- DROEVEN, E., DUBOIS, C. et FELTZ, C. (2007). Paysages patrimoniaux en Wallonie (Belgique), analyse par approche des paysages témoins. *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 84, 216-243.
- DULVY, N. K., SADOVY, Y. et REYNOLDS, J. D. (2003). Extinction vulnerability in marine populations *FISH and FISHERIES*, 4, 25-64.
- ECOS. (2012). *Plan Director para la gestion integral de las areas protegidas de la isla de Maio; Reserva Natural Casas Velhas - Plan de Gestion*. (Estudios Ambientales y Oceanografia S.L.). Espanha : ECOS.

- ECOS et DECM. (2009). *Caracteristicas ecologicas da Reserva Marinha de Ponta Preta (Ilha do Maio), Cabo Verde (proposta)*. (Estudios Ambientales y Oceanografia S.L.). ECOS.
- ENGER, E. D. et SMITH, B. F. (2004). *Environmental science : a study of interrelationships* (Ninth edition éd.). New York : McGraw-Hill.
- ENVIRONNEMENT CANADA. 2009. « Changements climatiques » Dans *Environnement Canada*. En ligne. <<http://www.ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=2967C31D-1>>. Consulté le 22 janvier 2010.
- EPSTEIN, G., VOGT, J. M., MINCEY, S. K., COX, M. et FISHER, B. (2013). Missing ecology : integrating ecological perspectives with the social-ecological system framework. *International Journal of the Commons*, 7(2), 432-453.
- ESCOBAR, A. et KIMBAMBA SIMOES, G. (2012). Building on ambition : China helps build Cape Verde after independence. *Macao Magazine* (Macau).
- Protocol Between the European Union and the Republic of Cape Verde setting out the fishing opportunities and the financial contribution provided for by the Fisheries Partnership Agreement between the European Community and the Republic of Cape Verde*, L 369 C.F.R. (2014).
- Explore Cape Verde - the African Caribbean. (2018). *Maio to be a UNESCO Biosphere reserve?* Récupéré le 10 juin 2018 de <https://www.explore-cape-verde.com/maio-unesco-biosphere-reserve/>
- EZEBILO, E. et MATTSSON, L. (2010). Socio-economic benefits of protected areas as perceived by local people around Cross River National Park, Nigeria. *Forest Policy and Economics*, 12, 189-193.
- FAO. (2005). *Increasing the contribution of small-scale fisheries to poverty alleviation and food security*. Dans FAO (dir.). (Technical Guidelines for Responsible Fisheries) (Vol. 10). Rome : FAO.
- FAO. (2008). *Vue générale du secteur des pêches national - La république du Cap-Vert*. (Profils des pêches et de l'aquaculture par pays). FAO.
- FAO. (2009). Les puits de carbone bleu, nouvel atout contre le changement climatique. Dans *Nouvelles*. Récupéré de <http://www.fao.org/news/story/fr/item/36277/icode/>
- FAO. (2012). *Gestion des pêches. 4. Les aires marines protégées et la pêche*. (vol. 4). Rome : FAO.

- FAO. (2014). *L'importance croissante du poisson dans l'alimentation de la population mondiale*. Dans *Faim zéro*. Récupéré le 12 avril 2018 de <http://www.fao.org/zhc/detail-events/fr/c/235147/>
- FAO. (2015). *Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication* Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO. (2016). *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2016*. (Contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de tous). Rome : FAO.
- FAO. (2017a). *Annexe IV : Extraits de la Convention de 1982 sur le Droit de la Mer intéressant plus particulièrement les ressources marines vivantes*. Dans *Les ressources marines vivantes et leur développement durable*. Récupéré
- FAO. (2017b). *FAOLEX Database*. Récupéré de <http://www.fao.org/faolex/en/>
- FAO. (2018a). *Contexto Nacional da GST de Cabo Verde*. Récupéré le 10 avril 2018 de <http://www.fao.org/tc/cplpunccd/paginas-nacionais/cabo-verde/contexto-nacional-da-gst-de-cabo-verde/en>
- FAO. (2018b). *The State of World Fisheries and Aquaculture 2018 - Meeting the sustainable development goals*. Rome :
- FERNANDEZ, P. et KALAORA, B. (2008). La gouvernance des régions côtières orientales du Maroc. Un concept et ses applications. 7.
- FIGUIÈRE, C. (2006). Sud, développement et développement durable : l'apport de l'économie politique. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 7(2), 19.
- FINE, B. (2010). Beyond the Tragedy of the Commons : A Discussion of Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action. *Perspectives on Politics*, 8, 583-586.
- FISHER, B. et TRONTO, J. (1990). Toward a Feminist Theory of Caring. Dans E. K. Abel et M. K. Nelson (dir.), *Circles of Care : Work and Identity in Women's Lives* (p. 326). Albany, N.Y. : SUNY Press.
- FISHER, R. (1983). What about negotiation as a specialty. *ABAJ*, 69, 1221.
- FLETCHER, W. J., SHAW, J., METCALF, S. J. et GAUGHAN, D. J. (2010). An Ecosystem Based Fisheries Management framework : the efficient, regional-level planning tool for management agencies. *Marine Policy*, 34, 1226-1238.

- FOLKE, C. (2006). Resilience : the emergence of a perspective for social-ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16, 253-267.
- FONSECA, B. (2000). *Expansion of pelagic fisheries in Cape Verde a feasibility study*. Cape Verde : United Nations University - Fisheries Training Programme.
- FREITAG, M. (2002). *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*. Presses universitaires de Rennes.
- FRÉMONT, A. (2008). Les routes maritimes : nouvel enjeu des relations internationales? *Revue internationale et stratégique*, 69(1), 17-30.
- FUNDAÇÃO MAIO BIODIVERSIDADE (FMB). (2014). *Ilha do Maio : Natureza, Cultura e Areas Protegidas / Maio Island : Nature, Culture and Protected Areas*. Dans A. Teixidor (dir.). Cape Verde :
- GARFIELD, D. A. et WRAY, G. A.. (2010). The Evolution of Gene Regulatory Interactions. *BioScience*, 60(1) Récupéré le 22 janvier 2010 de <http://www.bioone.org/doi/pdf/10.1525/bio.2010.60.1.6>
- GARCIA, S. M., CAZALET, B., FÉRAL, F. et BESLIER, S. (2013). Gouvernance. Dans S. M. Garcia, J. Boncoeur et D. Gascuel (dir.), *Les aires marines protégées et la pêche : bioécologie, socioéconomie et gouvernance* (p. 225-231). France : Presses de l'Université de Perpignan.
- GARCIA-SOTO, C., VAN DER MEEREN, G. I., BUSCH, J. A., DELANY, J., DOMEGAN, C., DUBUSKY, K., . . . GORSKY, G. (2017). *Advancing Citizen Science for Coastal and Ocean Research*. Dans P. Kellett, J. Delany et N. McDonough (dir.). (Position Paper 23 of the European Marine Board). Ostend, Belgium :
- GARTLAND, M. P. (2005). Interdisciplinary views of sub-optimal outcomes : Path dependence in the social and management sciences. *The Journal of Socio-Economics*, 34, 686-702.
- GELCICH, S., HUGHES, T., OLSSON, P., FOLKE, C., DEFEO, O., FERNANDEZ, M., . . . CASTILLA, J. (2010). Navigating transformations in governance of Chilean marine coastal resources. *PNAS*, 107(39), 16794-16799.
- GELDOF, C. et JANSSENS, N. (2014). The Future Commons 2070 : the ethical problem of the territorialization of the North Sea. *50th ISOCARP Congress 2014* (
- GEORGE, S. (1988). *A Fate Worse Than Debt*.

- GIDDENS, A. (1994). *Les conséquences de la modernité*. Paris :
- GIEC. (2014). *Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. Dans R. K. Pachauri et L. A. Meyer (dir.). Suisse : GIEC.
- GILLIGAN, C. (1982). *In a different voice*. États-Unis : Harvard University Press.
- GOVERNO DE CABO VERDE. (2011). Afirmação em conferência subordinada ao tema “O Futuro da Zona Euro : implicações estratégicas para a Africana Ocidental e para Cabo Verde”. Récupéré de <http://www.governo.cv/index.php/rss/3618--o-futuro-da-zona-euro-implicacoes-estrategicas-para-africa-ocidental-e-para-cabo-verdeq-e-tema-de-conferencia-v15-3618>
- GRAFTON, R. Q. (2005). Social capital and fisheries governance. *Ocean and Coastal Management*, 48, 753-766.
- GRAHAM, J., AMOS, B. et PLUMTREE, T. (2003). *Governance principles for protected areas in the 21st century*. Ottawa, Ontario.
- GRISELIN, M., CARPENTIER, C., MAILLARDET J. et ORMAUX, S. (1992). *Guide de la communication écrite : savoir rédiger, illustrer et présenter rapports, dossiers, articles, mémoires et thèses*. 3^e édition. Paris : Dunod.
- GUILLOTREAU, P., CAMPLING, L. et ROBINSON, J. (2012). Vulnerability of small island fishery economies to climate and institutional changes. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 4(3), 287-291.
- GUMMESSON, E. (1936). *Qualitative Methods in Management Research* (2 éd.). Thousand Oaks, California (USA): Sage Publications, Inc.
- HALIK, A., VERWEIJ, M. et SCHLÜTER, A. (2018). How Marine Protected Areas Are Governed: A Cultural Theory Perspective. *Sustainability*, 10(252), 1-23.
- HALPERN, B. S., LESTER, S. E. et Mcleod, K. L. (2010). Placing marine protected areas onto the ecosystem-based management. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, PNAS*, 107(43), 18312-18317.
- HAMMARSKJOLD DAG FONDATION. (1975). *Que faire? Un autre développement - Rapport sur le développement et la coopération internationale pour la 7ème session extraordinaire de l'AG des Nations Unies*.

- HARAGUCHI, S. (2018). Les petits États insulaires en développement et la Convention du patrimoine mondial. Dans Unesco (dir.), *Sauvegarder les précieuses ressources des communautés insulaires* (vol. 38 (Cahiers du patrimoine mondial), p. 111). Unesco Publishing.
- HARVARD HEALTH PUBLISHING HARVARD MEDICAL SCHOOL. (2014). *Eating fish linked to fewer heart attacks*. Récupéré le 12 avril 2018 de <https://www.health.harvard.edu/heart-health/eating-fish-linked-to-fewer-heart-attacks>
- HEDSTROM, P. et SWEDBERG, R. (1998). *Introduction à Social mechanisms. An analytical approach to Social Theory*. Cambridge : Cambridge University Press.
- HICKS, C. et CINER, J. E. (2014). Social, institutional, and knowledge mechanisms mediate diverse ecosystem service benefits from coral reefs. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, PNAS*, 111(50), 17791-17796.
- HUNT, L. M., SUTTON, S. G. et ARLINGHAUS, R. (2013). Illustrating the critical role of human dimensions research for understanding and managing recreational fisheries within a social-ecological system framework. *Fisheries Management and Ecology*, 20, 111-124.
- ICCAT. (2017). Récupéré de <http://www.iccat.int/en/>
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA CABO VERDE. (2015). *Cabo Verde 2015 Anuario Estadístico*. Dans I. N. d. Estatística (dir.). Cape Verde :
- IPCC. (2017). *Working Group II : Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Dans *Reports*. Récupéré de <http://www.ipcc.ch/ipccreports/tar/wg2/index.php?idp=651>
- IRWIN, A. (1995). *Citizen science : A study of people, expertise and sustainable development*. London and New York :
- IUCN. (2013). *IUCN Red List of Threatened Species. Version 2013.1*. Récupéré de www.iucnredlist.org
- IUCN. (2015). *Environmental Governance*. Récupéré de https://www.iucn.org/about/work/programmes/environmental_law/elp_work/elp_work_issues/elp_work_governance/

- JENTOFT, S., PASCUAL-FERNANDEZ, J. J., DE LA CRUZ MODINO, R., GONZALEZ-RAMALLAL, M. et CHUENPAGDEE, R. (2012). What Stakeholders think about marine protected areas : case studies from Spain. *Human Ecology*, 40(2), 185-197.
- JENTOFT, S., VAN SON, T. C. et BJORKAN, M. (2007). Marine protected areas : a governance system analysis. *Human Ecology*, 35, 611-622.
- JESSOP, B. (2002). Governance, Governance Failure, Meta-Governance. Dans P. Getimis et G. Kafkalas (dir.), *Participatory Governance and Multi-Level Governance* (p. 33-58). Opladen : Leske+Budrich.
- JONES, P. J. S., QIU, W. et DE SANTO, E. M. (2011). *Governing marine protected areas - getting the balance right*. Dans U. N. E. Programme (dir.). Nairobi, Kenya :
- JUDA, L. (1999). Considerations in Developing a Functional Approach to the Governance of Large Marine Ecosystems. *Ocean Dev. Int. Law*, 30, 89-125.
- JUFFE-BIGNOLI, D., BURGESS, N. D., BINGHAM, H., BELLE, E. M. S., DE LIMA, M. G., DEGUIGNET, M., . . . KINGSTON, N. (2014). *Protected Planet Report 2014*. Dans UNEP-WCMC (dir.). Cambridge, UK :
- KACZYNSKI, V. M. et FLUHARTY, D. L. (2002). European policies in West Africa : who benefits from fisheries agreements? . *Marine Policy*, 26(2), 75-93.
- KAY, A. (2003). Path dependency and the CAP. *Journal of European Public Policy*, 10(3), 405-420.
- KELLEHER, G. (1999). *Guidelines for marine protected areas*. Gland, Switzerland : IUCN.
- KEMMIS, D. (1990). *Community and the Politics of Place*. University of Oklahoma Press.
- KEYSER, M. d. (2013). The impact of different distributions of power on access rights to the common wastelands : the Campine, Brecklands and Geest compared. *Journal of Institutional Economics*, 9(4), 517-542.
- KITTINGER, J. N., KOEHN, J. Z., LE CORNU, E., BAN, N. C., GOPNIK, M., ARMSBY, M., . . . PRAHLER, E. (2014). A practical approach for putting people in ecosystem-based ocean planning. *Frontiers in Ecology and the Environment*, 12, 448-456.

- KNOWLES, J. G. et COLE, A. L. (2008). *Handbook of the Arts in Qualitative Research*. Thousand Oaks, California (USA) : SAGE Publications.
- KOEHN, J. Z., REINEMAN, D. R. et KITTINGER, J. N. (2013). Progress and promise in spatial human dimensions research for ecosystem-based ocean planning. *Marine Policy*, 42, 31-38.
- KOOIMAN, J. et BAVINCK, M. (2005). *Fish for Life - Interactive Governance for Fisheries*. Amsterdam : Center for Maritime Research (MARE).
- KRATKE, S. (2010). Regional Knowledge Networks : a network analysis approach to the interlinking of knowledge resources. *European urban and regional studies*, 17(1), 83-97.
- KUMAR, H. et PRAKASH, S. (2010). La problématique de genre : Les évolutions du secteur de la pêche ont de sérieuses répercussions sur la vie et les moyens de subsistance des femmes dans les communautés dépendantes de cette activité. *Samudra*, 56, 4-13.
- KUTY, O. (1998). *La négociation des valeurs - introduction à la sociologie*. Belgique : De Boeck Supérieur.
- LAFFOLEY, D. (2015). Premiers pas vers une « économie bleue ». *LE MONDE diplomatique*, (Supplément « Aires marines protégées »), II et III.
- LASCOUMES, P. (1993). Négocier le droit, formes et conditions d'une activité gouvernementale conventionnelle. *Politiques et management public*, 11(4), 47-83.
- LATOUR, B. (1993). *We Have Never Been Modern*. Cambridge, Massachussetts :.
- LEE, D., HAMPTON, M. P. et JEYACHEYA, J. (2014). The political economy of precarious work in the tourism industry in small island developing states. *Review of International Political Economy*, 22(1), 1-33.
- LEENHARDT, P., LOW, N., PASCAL, N., MICHELI, F. et CLAUDET, J. (2015). The Role of Marine Protected Areas in Providing Ecosystem Services. Dans A. Belgrano, G. Woodward et U. Jacob (dir.), *Aquatic Functional Biodiversity - An Ecological and Evolutionary Perspective* (p. 211-239). Academic press, Elsevier.
- LEENHARDT, P., TENEVA, L., KININMONTH, S., DARLING, E., COOLEY, S. et CLAUDET, J. (2015). Challenges, insights and perspectives associated with using social-ecological science for marine conservation. *Ocean and Coastal Management*, 115, 49-60.

- LEICHENKO, R. et O'BRIEN, K. (2008). *Environmental change and globalization : double exposures*. USA :
- LESLIE, H. M., BASURTO, X., NENADOVIC, M., SIEVANEN, L., CAVANAUGH, K. C., COTA-NIETO, J. J., . . . ABURTO-OROPEZA, O. (2015). Operationalizing the social-ecological systems framework to assess sustainability. *PNAS*, 112(19), 5979-5984.
- LOCKWOOD, M., DAVIDSON, J., CURTIS, A., STRATFORD, E. et GRIFFITH, R. (2010). Governance Principles for Natural Resource Management. *Society and Natural Resources*, 23(10), 986-1001.
- MAAP. (1999). *Estratégia Nacional e Plano de Acção sobre a Biodiversidade (ENPAB)* Secretariado Executivo Para o Ambiente, Praia, Republica de Cabo Verde : Equipa Técnica : Rui Silva, José G. Levy, Isildo Gomes, Edério Almada e José A. Lopes.
- MADRIZ, E. (2000). Focus groups in feminist research. Dans N. K. Denzin, et Y. S. Lincoln (dir.), *Handbook of qualitative research* (2 éd., p. 835-850). Londres :
- MAHOT-DGA et PCSAPCV. (2012). *Estrategia Nacional das Areas Protegidas - 2013/2022*. Cabo Verde : MAHOT/GEF/UNDP.
- MAIO CAPE VERDE. (2019). *Full-size detailed map of Ilha do Maio, Cape Verde (Cabo Verde)*. Dans *Collection of Maps representing Ilha do Maio, Cabo Verde*. Récupéré de <http://www.maiocv.com/maio-island-information/maps-of-maio-cape-verde.htm>
- MARZEION, B. et LEVERMANN, A. (2014). Loss of cultural world heritage and currently inhabited places to sea-level rise. *Environmental Research Letters*, 9, 8.
- MASSON-VINCENT, M. et DUBUS, N. (2013). *Géogouvernance : utilité sociale de l'analyse spatiale*. France : Quae.
- MAUVAIS, G., GOYET, S., OUEDRAOGO, P. et Ndiaye, P. (2016). *MOOC Gestion des aires protégées en Afrique*. coursera. Récupéré de
- McCLANAHAN, T. R. (1999). Is there a future for coral reef parks in poor tropical countries? *Coral Reefs*, 18, 321-325.
- McCLAY, T. (2015, July 2017). *New Zealand Calls for International Action on Fishing Subsidies*. Récupéré de <http://www.scoop.co.nz/stories/PA1512/S00400/nz-calls-for-international-action-on-fishing-subsidies.htm>

- MCGINNIS, M. D. et OSTROM, E. (2014). Social-ecological system framework : initial changes and continuing challenges. *Ecology and Society*, 19(2), 12.
- McKEOWN, M. (2011). *The Strategy Book*. Angleterre : Pearson Education Limited.
- McLENDON, R. (2016). How to share Earth with other animals. Récupéré de *Mother nature network*
- MEDINA, A. (2008). *Structure et dynamique spatio-temporelle des populations démersales dans un système d'archipel océanique tropical. Le cas de l'archipel du Cap-Vert (Océan Atlantique Est)*. Université du Québec à Rimouski, Québec.
- MEDINA, A., BRÊTHES, J.-C., SÉVIGNY, J.-M. et ZAKARDJIAN, B. (2007). How geographic distance and depth drive ecological variability and isolation of demersal fish communities in an archipelago system (Cape Verde, Eastern Atlantic Ocean). *Marine Ecology*, 28, 404-417.
- MERINO, S. E. (2006). *Auto-avaliação das capacidades nacionais para a gestão global ambiental. Perfil temático na área da conservação da biodiversidade*. Dans GEF, UNDP et A. e. P. Ministério do Ambiente (dir.). Cabo Verde :
- MERMET, L. (1992). *Stratégies pour la gestion de l'environnement : la nature comme jeu de société?* (vol. L'Harmattan). Paris :.
- MERMET, L. (1998). *L'Analyse stratégique de la gestion environnementale, illustrée par les tribulations d'un noyau de population relictuel d'ours bruns (Ursus Arctos) dans les Pyrénées occidentales françaises*.
- MERMET, L., BILLÉ, R., LEROY, M., NARCY, J.-B. et POUX, X. (2005). L'analyse stratégique de la gestion environnementale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement. *Natures Sciences Sociétés*, 13, 1227-1137.
- MICOUD, A. (2000). Entre Loire et Rhône, ou comment les objets naturels peuvent faire du lien. Dans A. Micoud et M. Peroni (dir.), *Ce qui nous relie* (p. 227-239). éditions de l'Aube.
- MILLENIUM ECOSYSTEM ASSESSMENT (MEA). (2005). *Ecosystems and Human Well-being : Synthesis*. Dans I. Press (dir.). Washington, DC :
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. (2018). *Cap-Vert*. Récupéré le mai 2018 de <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/cap-vert>

- MINISTÉRIO DO AMBIENTE AGRICULTURA E PESCAS. (2004). *Segundo Plano de Acção Nacional para o Ambiente - Documento sintese*. Cabo Verde :
- MINISTÉRIO DO AMBIENTE AGRICULTURA E PESCAS (MAAP) CABO VERDE. (2004). *Agriculture et pêche : stratégie de développement à l'horizon 2015 & plan d'action 2005-2008*. Dans FAO (dir.).
- MINISTÉRIO DO AMBIENTE, H. e. O. d. T. (2012). *Zonamento e Estratégia Nacional das Areas Protegidas - 2013/2022. Relatorio final de consultoria*. Dans GEF, UNDP et MAHOT (dir.). (Projecto de Consolidação do Sistema das Areas Protegidas de Cabo Verde (PCSAPCV)). Cape Verde :
- MINTZBERG, H. (1990). *Le Management : Voyage au centre des organisations*. Paris :.
- MIRON, G. (1991). *Définition et description du domaine vital et biologie comportementale chez le polychète Nereis virens (Sars)*. Thèse de doctorat en océanographie, Rimouski : Université du Québec à Rimouski.
- MOLES, A. A. (1995). *Les sciences de l'imprécis*.
- MONNEREAU, I., MAHON, R., McCONNAY, P. et NURSE, L. (2013). *Vulnerability of the fisheries sector to climate change impacts in Small Island Developing States and the Wider Caribbean : early findings*. Dans CERMES (dir.). (CERMES Technical Report N.56). Barbados : University of the West Indies.
- MONTEIRO, C. A. (2011, 2012). *Relatorio de Principais Resultados do Censo Geral da Frota de Pesca artesanal e industrial/ Semi Industrial*. Dans Instituto Nacional de desenvolvimento das Pescas (dir.). Ministerio das Infra-Estruturas e Economia Maritima.
- MORGAN, S. J., PULLON, S. R. H., MACDONALD, L. M., MCKINLAY, E. M. et GRAY, B. V. (2017). Case Study Observational Research : A Framework for Conducting Case Study Research Where Observation Data Are the Focus. *SAGE*, 27(7), 1060-1068.
- MULLER, P. (2000). L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique. *Revue française de science politique*, 2, 189-208.
- MUNDT, M. (2012). *The Effects of EU Fisheries Partnership Agreements on Fish Stocks and Fishermen : The Case of Cape Verde*. Dans T. Evans, E. Hein, H. Herr, M. Kronauer et B. Mahnkopt (dir.). (Institute for International Political Economy Berlin) (Vol. Working Paper No. 12). Germany : Berlin School of Economics and Law.

- NASH, R. F. (1989). *The Rights of Nature : A History of Environmental Ethics*. University of Wisconsin Press.
- NATIONS UNIES. (2006). *Questions fréquentes au sujet d'une approche de la coopération pour le développement fondée sur les droits de l'homme* New York et Genève.
- NATIONS UNIES. (2015). *Objectifs du Millénaire pour le développement - Rapport 2015*. Dans C. Way (dir.).
- NDIAYE, P. G., DIOP, N., DIOUF, M. B. L. et BAKANNOVA, D. (2010). *Cartographie des échanges de produits halieutiques en Afrique de l'Ouest*. Dans R. s. I. P. d. P. e. A. d. l'Ouest (dir.). Sénégal : REPAO.
- NDIAYE, T. (2011). Illegal, Unreported and Unregulated Fishing : Responses in General and in West Africa. *Chinese Journal of International Law*, 10(2), 373-405.
- NIANG, I., RUPPEL, O. C., ABDRABO, M. A., ESSEL, A., LENNARD, C., PADGHAM, J. et URQUHART, P. (2014). Africa. Dans V. R. Barros, C. B. Field, D. J. Dokken, M. D. Mastrandrea, K. J. Mach, T. E. Bilir, M. Chatterjee, K. L. Ebi, Y. O. Estrada, R. C. Genova, B. Girma, E. S. Kissel, A. N. Levy, S. MacCracken, P. R. Mastrandrea et L. L. White (dir.), *Climate Change 2014 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part B : Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (p. 1199-1265). United Kingdom and USA : Cambridge University Press.
- O'BRIEN, K. et WOLF, J. (2010). A values-based approach to vulnerability and adaptation to climate change. *WIREs Climate Change*, 1, 232-242.
- OBAIDULLAH, F. et OSINGA, Y. (2010). *How Africa is feeding Europe. EU (over) fishing in West Africa*. The Netherlands.
- OCEANA. (2011). *New Oceana report reveals true amount of EU fishing sector subsidies to be 3.3 billion euros : 13 Member States Receive More in Taxpayer Funded Subsidies than Total Value of Fish Landings*. Récupéré de <https://eu.oceana.org/en/press-center/press-releases/new-oceana-report-reveals-true-amount-eu-fishing-sector-subsidies-be>
- OCEANIC DÉVELOPPEMENT et LDA, M. (2010). *Contrat cadre FISH/2006/20 : Specific Convention No.28 : Ex-post evaluation of the current protocol to the fisheries partnership agreement between the European Union and Cape Verde and analysis of the impact of the future protocol on sustainability - final report*. France : European Commission.

- OETIKER, T., PARTL, H., HYNA, I. et SCHLEGL, E. (2008). The Not So Short Introduction to LATEX2 : Or LATEX2 in 141 minutes. *CTAN: The Comprehensive TeX Archive Network*. Consulté le 22 janvier 2010 à <http://mirror.csclub.uwaterloo.ca/CTAN/info/lshort/english/lshort.pdf>
- OGIEN, A. (2016). Réflexivité de l'acteur, réflexivité de l'action, réflexivité de l'analyste. Les règles de l'enquête ethnométhodologique. Dans O. P. 36 (dir.), *Penser, tâtonner et élaborer : pragmatique de la réflexion* (
- OLLAGNON, H. (1987). Une nécessaire rencontre des approches théoriques et pragmatiques de la gestion de la nature : l'audit patrimonial de type système-acteur. *Cahiers du Germes*, 12. Récupéré de http://www.iisp.fr/index.php?option=com_content&task=blogcategory&id=41&Itemid=105
- OLLAGNON, H. (1989). Une approche patrimoniale de la qualité du milieu naturel. . Dans N. e. M. J. Mathieu (dir.), *Du rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui* (p. 258-268). Paris : L'Harmattan.
- OLLAGNON, H. (1997). L'audit patrimonial comme procédure d'évaluation stratégique. *Intéactions entre agriculture et environnement : quels outils de diagnostic&* (
- OSTROM, E. (1990). *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge : Cambridge University Press.
- OSTROM, E. (1999). Coping with Tragedies of the Commons. *Annual Review of Political Sciences*, 2, 493-535.
- OSTROM, E. (2005). *Understanding Institutional Diversity*. Princeton :.
- OSTROM, E. (2007). A diagnostic approach for going beyond panaceas. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, PNAS*, 104(39), 15181-15187.
- OSTROM, E. (2009). A General Framework for Analyzing Sustainability of Social-Ecological Systems. *Science*, 325, 419-422.
- OSTROM, E. et BASURTO, X. (2011). Crafting Analytical Tools to Study Institutional Change. *Journal of Institutional Economics*, 7(3), 317-343.
- OSTROM, E. et COX, M. (2010). Moving beyond panaceas : a multi-tiered diagnostic approach for social-ecological analysis. *Environmental Conservation*, 1-13.

- PAPERMAN, P. (2015). L'éthique du care et les voix différentes de l'enquête. *Recherches féministes* 28(1), 29-44.
- PARROTT, L., CHION, C., GONZALÈS, R. et LATOMBE, G. (2012). Agents, Individuals, and Networks : Modeling Methods to Inform Natural Resource Management in Regional Landscapes. *Ecology and Society*, 17(3), 32
- PARTICIPANTS AU FORUM DU PRCM 2015. (2015). *Déclaration de Praia*
- PATEL, P. (1988). Politics of local power, local institutions and the "powerless" people. *The Indian Journal of Political Science*, 49(3), 386-401.
- PAULY, D. et ZELLER, D. (2016). Catch reconstructions reveal that global marine fisheries catches are higher than reported and declining. *Nature communications*, 7(10244).
- PENDLETON, L., DONATO, D. C., MURRAY, B. C., CROOKS, S., JENKINS, W. A., SIFLEET, S., . . . BALDERA, A. (2012). Estimating Global "Blue Carbon" Emissions from Conversion and Degradation of Vegetated Coastal Ecosystems. *PLoS ONE*, 7(9), 7.
- PERCQUEUR, B. et PEYRACHE-GADEAU, V. (2010). Fondements interdisciplinaires et systémiques de l'approche territoriale. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, (4), 613-623.
- PICARD, F. (2005). *L'internationalisation : nourrir le dynamisme des universités québécoises*. Rapport n°50-0449. Sainte-Foy (Qc) : Conseil supérieur de l'éducation.
- PINEAULT, D., FORTIN, S. A. et BOURQUE, A. (2005). L'influence de l'opinion publique sur les politiques gouvernementales. Dans *Conférence sur l'égalité des races et des sexes en milieu de travail : un défi, une chance : 14^e Congrès mondial de l'UIGC : Égalité des races et des sexes en milieu de travail : exposés d'une conférence*. (Montréal, 8-14 février 2005), p. 199-211. Montréal (Qc) : Publications du Québec.
- PNUD. (2015). *Objectifs de développement durable (ODD)*. Dans *Objectifs de développement*. Récupéré le Décembre de <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/mdgoverview/post-2015-development-agenda.html>
- POLANYI, K. (1983). *La Grande Transformation (aux origines politiques et économiques de notre temps)*. France :.

- POMEROY, R., PARKS, J. et WATSON, L. (2004). *How is your MPA doing? A guidebook of natural and social indicators for evaluating marine protected area management effectiveness*. Dans IUCN et WWF (dir.). Gland, Switzerland :
- PORTNEY, P. (2016). *The Concise Encyclopedia of Economics*. Récupéré de <http://www.econlib.org/library/Enc/BenefitCostAnalysis.html>
- PREBISCH, R. (1988). Dependence, interdependence and development. *CEPAL Review*, 34, 197-205.
- PRETTY, J. (2010). Interdisciplinary progress in approaches to address social-ecological and ecocultural systems. *Environmental Conservation*, 38(2), 127-139.
- PRODOC. (2010). *Documento de Projecto do UNDP - Consolidação do Sistema de Areas Protegidas de Cabo Verde*. Dans P. U. GEF (dir.). Governo de Cabo Verde : Direcção Geral do Ambiente, Ministerio do Ambiente, Desenvolvimento Rural e Recursos Marinhos (MADRRM), .
- PUECH, D. (1999). *Gestion patrimoniale et régulation : vers une gestion durable de l'eau*. Paris : L'Harmattan.
- PUPIN, V. (2008). *Les approches patrimoniales au regard de la question de la prise en charge du monde*. AgroParisTech, Paris.
- REITHE, S., ARMSTRONG, C. W. et FLAATEN, O. (2014). Marine protected areas in a welfare-based perspective. *Marine Policy*, 49, 29-36.
- REPUBLICA DE CABO VERDE. (2005). *Boletim Oficial - Decreto-Lei no.36/2005 : Cria a Sociedade de Desenvolvimento Turistico das Ilhas de Boa Vista e Maio, SA*. Cabo Verde : Republica de Cabo Verde.
- REPUBLICA DE CABO VERDE. (2010a). *Boletim oficial : sumario Resolucao no.34/2010 de 6 de Julho Aprova o Plano Estrategico para o desenvolvimento do Turismo em Cabo Verde - para o trénio 2010 a 2013*. C.F.R.
- REPUBLICA DE CABO VERDE. (2010b). *Plano Nacional para a Conservação das Tartarugas Marinhas em Cabo Verde, Resolucao no72/2010* C.F.R.
- REPUBLICA DE CABO VERDE. (2011). *Legislação pesqueira de Cabo Verde I Volume e Caderno Suplementar*.
- REPUBLICA DE CABO VERDE. (2012). *Estratégia de Crescimento e de Redução da Pobreza III (2012-2016)*. (DECRP III). Cabo Verde :

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2013). *Boletim oficial : sumario, Lei no.28/VIII/2013 de 10 de Abril aprovada a Directiva Nacional de Ordenamento do Territorio*, DNOT C.F.R.

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2014). *Boletim Oficial No.15 - Resoluçao no.17/2014 Aprova a Carta de Politica das Pescas (CPP)*. (28 de Fevereiro de 2014), 542-552.

REPULICA DE CABO VERDE. (2015). *Boletim Oficial No.61 : Resoluçao no.100/2015 : Aprovaçao do Plano Nacional de Açao para as Energias Renovaveis (PNAER) Cabo Verde*

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2015a). *Boletim Oficial No.45 : Resoluçao no. 69/2015 : Aprovaçao da Estrategia Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional - 2020 Cabo Verde*

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2015b). *Bulletin officiel no.73 Cabo Verde*

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2015c). *Plano Nacional de Conservaçao de Cetaceos, Resoluçao no.50/2015 C.F.R.*

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2015d). *Plano Nacional de Gestao e Conservaçao de Corais, Resoluçao no.49/2015 C.F.R.*

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2016a). *Boletim oficial : sumario, Resoluçao no.35/2016 de 17 de março Estrategia nacional das areas protegidas 2015/2024 Cabo Verde*

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2016b). *Boletim oficial : sumario, Resoluçao no.33/2016 de 17 de março Através da Resoluçao no.54/2011, de 28 de novembro, que determina a elaboraçao do Esquema Regional de Ordenamento do Territorio, da Ilha do Maio (EROT-Maio) Cabo Verde*

REPUBLICA DE CABO VERDE. . (2016c). *Estrategia Nacional de Areas Protegidas (ENAP), Resoluçao no.35/2016 C.F.R*

REPUBLICA DE CABO VERDE. (2016d). *Plano executivo bianual de gestao dos recursos da pesca 2016-2017, Resoluçao 29/2016 C.F.R.*

RESENDE-SANTOS, J. (2016). Cape Verde : Rethinking Diaspora in Development Policy. *International Migration*, 54(2), 82-97.

- REVÉRET, J.-P. et DANCETTE, R. (2010). Biodiversité marine et accès aux ressources : pêche et autres biens et services écologiques sous pression extrême. *Revue Tiers Monde*, 202(Biodiversité : enjeux nord-sud).
- REY-VALETTE, H. et ANTONA, M. (2009). Gouvernance et gestion intégrée du littoral : l'exemple des recherches françaises *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 9(1), 1-20.
- ROCKLOFF, S. F. et LOCKIE, S. (2004). Participatory tools for coastal zone management : Use of stakeholder analysis and social mapping in Australia. *Journal of Coastal Conservation*, 10, 81-92.
- RODRIGUES, J. G. et VILLASANTE, S. (2016). Distinguishing seafood value chains : Tourism and the local market driving small-scale fisheries. *Marine Policy*, 74, 33-42.
- ROUSSEL, B. (2005). Savoirs locaux et conservation de la biodiversité : renforcer la représentation des communautés. *Mouvements*, 4(41), 82-88.
- RUCKELSHAUS, M., KLINGER, T., KNOWLTON, N. et DEMASTER, D. P. (2008). Marine Ecosystem-based Management in Practice : Scientific and Governance Challenges. *BioScience*, 58(1), 53-63.
- SACHS, I. (1994). Le développement reconsidéré : quelques réflexions inspirées par le Sommet de la Terre. *Revue Tiers Monde*, 137(janvier-mars), 1994-4848.
- SANCHEZ-CANIZARES, S. M. et CASTILLO-CANALEJO, A. M. (2014). Community-based island tourism : the case of Boa Vista in Cape Verde. *International Journal of Culture, Tourism and Hospitality Research*, 8(2), 219-233.
- SANTOS, I. T., MONTEIRO, C. A., HARPER, S., ZYLICH, K., ZELLER, D. et BELHABIB, D. (2013). Reconstruction of marine fisheries catches for the Republic of Cape Verde, 1950-2010. Dans D. Belhabib, D. Zeller, S. Harper et D. Pauly (dir.), *Marine fisheries catches in West Africa, 1950-2010, part I* (p. 79-90). Canada : Fisheries Center, University of British Columbia.
- SAUVÉ, L. et VILLEMAGNE, C. (2006). L'éthique de l'environnement comme projet de vie et « chantier » social : un défi de formation. *Chemin de Traverse*, 2(solstice d'hiver), 19-33.
- SCHUHBAUER, A. et SUMAILA, U. R. (2016). Economic viability and small-scale fisheries - A review. *Ecological Economics*, 124, 69-75.

- SCOTT, J. (2013). *Social Network Analysis*. Thousand Oaks, California :
- SEA AROUND US - FISHERIES, E. a. B. (2017). *Catches by Fishing sector in the waters of Cape Verde*. Récupéré de <http://www.seaaroundus.org/data/#/eez/132?chart=catch-chart&dimension=sector&measure=tonnage&limit=10>
- SEBASTIEN, L. (2010). The Chagga people and environmental changes on Mount Kilimanjaro : Lessons to learn. *Climate and Development*, 1(2), 364-377.
- SEBASTIEN, L. (2011). Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale. *Territoire en mouvement*, 11(Territoire et gouvernance participative), 17.
- SÉBASTIEN, L. (2006). *Humains et non-humains en pourparlers : l'Acteur en 4 Dimensions Proposition théorique et méthodologique transdisciplinaire favorisant l'émancipation de nouvelles formes de gouvernances environnementales Application au domaine de l'eau sur trois territoires : la Plaine du Forez, les pentes du Kilimanjaro et les Barthes de l'Adour*. École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne et Université Jean Monnet de Saint-Étienne, Saint-Étienne. Récupéré de https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00780587/file/2006_these_L_Sebastien.pdf. (SGE 398)
- SÉBASTIEN, L. (2014). Le territoire, un système socio-patrimonial décrypté par le modèle de l'Acteur en 4 Dimensions. *NPSS*, 10(1), 283-330.
- SÉBASTIEN, L. et PARAN, F. (2006). L'Acteur en 4 Dimensions pour une exploration sociale et patrimoniale du jeu d'acteurs territorial. Dans É. Lavoisier (dir.), *Aide à la décision pour l'aménagement du territoire, Méthodes et outils* (p. 213-240). Paris : Hermès Science Publications.
- SECRÉTARIAT DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE. (2006). *Perspectives mondiales de la diversité biologique* Montréal
- SECRÉTARIAT DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE. (2015). *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2010 et les Objectifs 'Aichi*. (Décennie des Nations Unies pour la biodiversité). Montréal : Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.
- SEN, A. (2000). *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Paris : Odile Jacob.
- SILLITOE, A. (2009). *PPG-Project phase GEF-4176 Consolidation of Cape Verde's Protected areas System : Ecotourism and Livelihoods*. PCSAPCV / GEF / UNDP / DGA.

- SILVA, J., ERIKSEN, S. et OMBE, Z. (2010). Double exposure in Mozambique's Limpopo River Basin. *The Geographical Journal*, 176, 6-24.
- SIMOES, A. et HIDALGO, C. (2018). *Cape Verde*. Dans *The Economic Complexity Observatory : An Analytical Tool for Understanding the Dynamics of Economic Development. Workshops at the Twenty-Fifth AAAI Conference on Artificial Intelligence* 2011. Récupéré de <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/cpv/>
- SKANDRANI, Z. et PRÉVOT, A.-C. (2014). Penser la gouvernance de la biodiversité à travers l'analyse des dynamiques socio-écologiques. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, Débats et Perspectives*(2014), 1-8.
- SLN CABO VERDE et SDTIBM. (2008). *Plano de ordenamento turístico da ZDTI de sul da Vila do Porto Inglês; Ilha do Maio* Dans SDTIBM (dir.).
- SMIT, B. et WANDEL, J. (2006). Adaptation, adaptive capacity and vulnerability. *Global Environmental Change*, 16, 282-292.
- SMITH, T., THOMSEN, D. et GOULD, S. (2013). Cumulative pressures on sustainable livelihoods : coastal adaptation in the Mekong delta. *Sustainability*, 5, 228-241.
- SOBEL, J. A. et DAHLGREN, C. (2004). *Marine reserves : a guide to science, design, and use*. Washington, DC : Island Press.
- SOCIEDADE DE AVALIAÇÃO ESTRATÉGICA E RISCO SAER. (2015). *Relatorio Final Plano Estratégico do Cluster do Mar de Cabo Verde - PECMAR*. Dans SaeR (dir.).
- STANDING, A. (2008). *Corruption and industrial fisheries in Africa - La corruption et la pêche industrielle en Afrique*. Norway : Michelsen Institute
- STOBART, B., WARWICK, R., GONZALEZ, C., MALLOL, S., DIAZ, D., RENONES, O. et GONI, R. (2009). Long-term and spillover effects of a marine protected area on an exploited fish community. *Marine Ecology Progress Series*, 384, 47-60.
- STROMME, T., SUNDBY, S. et SAETERSDAL, G. (1982). *A survey of the fish resources in the coastal waters of the Republic of Cape Verde - November 1981*. (Reports on surveys with the R/V "Fridjot Nansen"). Norway : Institute of Marine Research.
- SUMAILA, U. R., CHEUNG, W. W., LAM, V. W., PAULY, D. et HERRICK, S. (2011). Climate change impacts on the biophysics and economics of world fisheries. *Nature Climate Change*, 1, 449-456.

- TEIXEIRA SANTOS, S. (2010). *Integrando as questões relativas à adaptação as Mudanças Climáticas nos Documentos Estratégicos do Município do Maio. Projecto ACCC - Adaptação as Mudanças Climáticas nas Zonas Costeiras*. Cabo Verde : DGA.
- TÉKPONON JIKUAGOU et USAID. (2015). *Guide de la Cartographie Sociale des Communautés*.
- THEYS, J. (2003). La gouvernance entre innovation et impuissance. *Développement durable et Territoire, Dossier no2*(Gouvernance locale et développement durable), 15. Récupéré de
- THIEL, A., ADAMSEGED, M. E. et BAAKE, C. (2015). Evaluating an instrument for institutional crafting : How Ostrom's social-ecological systems framework is applied. *Environmental Science and Policy*, 53, 152-164.
- THIETART, R.-A. (2007). *Méthodes de recherche en management* (vol. 3e édition). Paris : Dunod.
- THOMPSON, R. (2007). Cultural Models and Shoreline Social Conflict. *Coastal Management*, 35, 211-237.
- THURMAN, H. V. et BURTON, E. A. (2001). *Introductory Oceanography* (Ninth Edition éd.). New Jersey :
- TURNER, B., KASPERSON, R. et MATSON, P. (2003). A framework for vulnerability analysis in sustainability science. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, PNAS*, 100, 8074-8079.
- TURVEY, R. (2007). Vulnerability assessment of Developing Countries : The case of Small-Island Developing States. *Development Policy Review*, 25(2), 243-264.
- TVEDTEN, I. et HERSOUG, B. (1992). *Fishing for development. Small-scale fisheries of Africa*. Sweden :
- UEMOA. (2010). *Regional Shoreline Monitoring Study and Drawing up of a Management Scheme for the West African Coastal Area*. (Coastal Management Scheme) (Vol. Regional diagnostic 4).
- UICN. (2012). UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) : Document de position sur les Océans. Dans UICN (dir.), *Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20* (p. 6).

- UICN - CONGRÈS MONDIAL DES PARCS. (2014). *Une stratégie d'approches innovantes et de recommandations pour améliorer la diversité, la qualité et la vitalité de la gouvernance dans la prochaine décennie*. Dans UICN (dir.). (Promesse de Sydney : approches innovantes pour le changement). Sydney : UICN.
- UN WOMEN. (2018). *Cape Verde*. Récupéré le June 8 2018 de <http://africa.unwomen.org/en/where-we-are/west-and-central-africa/cabo-verde>
- UN WORLD TOURISM ORGANIZATION UNWTO. (2012). *Challenges and Opportunities for Tourism Development in Small Island Developing States*.
- UN WORLD TOURISM ORGANIZATION UNWTO. (2017). *2016 Annual report - World Tourism Organization*. Dans UN World Tourism Organization UNWTO (dir.). Madrid, Spain :
- UNDERWOOD HEWITT, S. (2017, April 2017).
- UNEP UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME. (2012). *GEO 5 - Global Environment Outlook : Environment for the future we want*, Progress Press Ltd Malta
- UNESCO. (2006). *L'approche fondée sur les droits de l'homme et le système des Nations Unies*. Dans A. Frankovits (dir.). (Stratégie de l'UNESCO relative aux droits de l'homme). Paris :
- UNESCO UNITED NATIONS EDUCATIONAL SCIENTIFIC CULTURAL ORGANIZATION. (2010). *Healthy Ocean Healthy People : Knowing our ocean, protecting our marine treasures, empowering ocean citizens*. Dans Unesco (dir.). France : Unesco. Récupéré de <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002166/216651e.pdf>
- UNION OF CONCERNED SCIENTISTS. (1992). *1992 World Scientists' Warning to Humanity* Dans *Science for a healthy planet and safer world*. Récupéré
- UNITED NATIONS. (2010). *Trends in Sustainable Development - Small Island Developing States (SIDS)*. Dans United Nations (dir.). (Economic and Social Affairs). New York :
- UNITED NATIONS. (2018a). *Least Developed Country Category : Cabo Verde Profile*. Dans *Economic Analysis and Policy Division*. Récupéré le June 8 2018 de <https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category-cabo-verde.html>

UNITED NATIONS. (2018b). *Small Island Developing States*. Dans *Sustainable Development Knowledge Platform*. Récupéré le 17 avril 2018 de <https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sids>

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT UNCTAD. *Trade and environment review 2016 - Fish trade*. Dans U. Nations (dir.). (3). UNCTAD/DITC/TED.

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME. (2011). *Livelihood Security : Climate Change, Migration and Conflict in the Sahel*. Dans UNEP (dir.). Kenya : UNEP / IOM / OCHA / UN University / CILSS.

UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY. (2015). *Transforming our world : the 2030 Agenda for Sustainable Development A/70/L.1*.

UNPD OSLO GOVERNANCE CENTRE. *Guide de l'Utilisateur pour Mesurer la Gouvernance Locale Oslo* : UNDP Oslo Governance Centre.

VARELA, A., TAVARES, V. et BAPTISTA, A. J. M. d. S. (2012). *Habilidades gerenciais dos armadores de pesca na ilha de Santiago* Récupéré de <http://www.portaldoconhecimento.gov.cv/bitstream/10961/1536/1/HABILIDAD%20DE%20ARMADORES%20NA%20ILHA%20DE%20SANTIAGO.pdf>

VITOUSEK, S., BARNARD, P. L., FLETCHER, C. H., FRAZER, N., ERIKSEN, L. et STORLAZZI, C. (2017). Doubling of coastal flooding frequency within decades due to sea-level rise. *Nature Scientific Reports* 7, 9.

VITTORINO (2013). [Réfrigération, transport et distribution du poisson - Pesca Maio].

VIVIEN, R. (2010). L'annulation de la dette du Tiers Monde. *Courrier hebdomadaire du CRISP / Cairn*, 1(2046-2047), 76.

VOYER, M., GLADSTONE, W. et GOODALL, H. (2013). Understanding marine park opposition : the relationship between social impacts, environmental knowledge and motivation to fish. *Aquatic Conservation : Marine and Freshwater Ecosystems*, 23.

VOYER, M., GOLLAN, N., BARCLAY, K. et GLADSTONE, W. (2015). 'It's part of me' : understanding the values, images and principles of coastal users and their influence on the social acceptability of MPAs. *Marine Policy*, 52, 95-102.

- WALKER, B., CARPENTER, S., ANDERIES, J., ABEL, N., CUMMING, G., JANSSEN, M., . . . PRITCHARD, R. (2002). Resilience Management in Social-ecological Systems : a Working Hypothesis for a Participatory Approach. *Conservation Ecology*, 6(1), 14.
- WASSERMAN, S. et FAUST, K. (1994). *Social Network Analysis : Methods and Applications*. États-Unis : Cambridge University Press.
- WEBB, E., MALIAO, R. et SIAR, S. (2004). Using local user perceptions to evaluate outcomes of protected area management in the Sagay Marine Reserve, Philippines. *Environmental Conservation*, 31, 138-148.
- WEBER, J. (1996). Conservation, développement et coordination : peut-on gérer biologiquement le social. *Colloque panafricain : Gestion communautaire des ressources naturelles renouvelables et développement durable* (
- WONG, P. P., MARONE, E., LANA, P. et FORTES, M. (2005). Chapter 23 : Island Systems. Dans J. Baker, A. Lugo et A. Suarez Rodriguez (dir.), *Millenium Ecosystem Assessment* (p. 664-680).
- WORLD BANK. (2017). *The Sunken Billions Revisited : Progress and Challenges in Global Marine Fisheries*. Dans W. B. Group (dir.). (Environment and sustainable development). Washington, DC : The World Bank.
- WORM, B., BARBIER, E. B., BEAUMONT, N., DUFFY, J. E., FOLKE, C., HALPERN, B. S., . . . WATSON, R. (2006). Impacts of Biodiversity Loss on Ocean Ecosystem Services. *Science, New Series*, 314(5800), 787-790.
- WYNVEEN, C. J., KYLE, G. T. et SUTTON, S. G. (2014). Environmental Worldview, Place Attachment, and Awareness of Environmental Impacts in a Marine Environment. Dans *Environment and Behavior* (vol. 46, p. 993-1017). SAGE Publications.
- XINHUA/VNA/CVN. (2018, 4 avril 2018). *Cap-Vert : le taux de chômage a baissé de 2,8%*. Récupéré le 8 juin 2018 de <https://lecourrier.vn/cap-vert-le-taux-de-chomage-a-baisse-de-28/458315.html>
- YIN, R. K. (2014). *Case study research design and methods* (vol. 5th edition). Thousand Oaks, CA : SAGE.
- ZALASIEWICZ, J., WILLIAMS, M., STEFFEN, W. et CRUTZEN, P. (2010). The New World of the Anthropocene. *Environmental Science and Technology*, 44, 2228-2231.

ZOU, L.-L. et WEI, Y.-M. (2010). Driving factors for social vulnerability to coastal hazards in Southeast Asia : results from the meta-analysis. *Natural Hazards*, 54, 901-929.

